

AN
34

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1991

TABLE THÉMATIQUE

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES

Volume 34



SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Première session extraordinaire de 1990-1991	16 janvier 1991.
Deuxième session extraordinaire de 1990-1991	Du 19 au 28 mars 1991.
Seconde session ordinaire de 1990-1991	Du 2 avril au 30 juin 1991.
Troisième session extraordinaire de 1990-1991	Du 2 au 5 juillet 1991.
Première session ordinaire de 1990-1991	Du 2 octobre au 20 décembre 1991.
Première session extraordinaire de 1991-1992	Du 21 décembre 1991.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

Les Tables des Débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

« **La Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité au Sénat durant l'année.

La Table thématique (précédemment appelée : Table des Matières) contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**. Cette Table thématique est élaborée à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », constituée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur **le centre serveur** du Groupement de la Caisse des Dépôts – Centre d'automatisation pour le management (**3613 - Code GCAMS**). Elle peut également être consultée sur l'ordinateur interne du Sénat, par terminal **télétype ou minitel**.

SOMMAIRE

Avertissement	p. 3*
Liste des principales abréviations	p. 6*

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1991	p. 7*
B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1991	p. 10*
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 14*
D. – Sénateurs décédés	p. 15*
E. – Remplacements de sénateurs	p. 15*
F. – Election partielle	p. 15*
G. – Contestation d'une opération électorale	p. 15*
H. – Sénateur membre du Gouvernement	p. 15*
I. – Cessation de mandat de sénateur	p. 15*
J. – Anciens sénateurs décédés	p. 15*
II. – BUREAU DU SÉNAT	p. 15*
III. – SESSIONS	p. 15*
IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 15*
V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. – Commissions permanentes	p. 17*
B. – Commissions de contrôle	p. 18*
C. – Commissions d'enquête	p. 18*
D. – Commission chargée d'examiner une proposition de résolution en vue de requérir la suspension des poursuites engagées contre un sénateur	p. 19*
E. – Commissions mixtes paritaires	p. 19*
VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 25*
VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 27*
VIII. – MISSIONS D'INFORMATION	p. 27*
IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE	p. 29*

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	p. 29*
XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 29*
XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 30*
XIII. – MINISTÈRES :	
A. – Gouvernement Michel Rocard	p. 33*
B. – Gouvernement Edith Cresson	p. 34*
XIV. – TEXTES	
A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1991	p. 36*
B. – Déposés en 1991, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ...	p. 40*
XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	p. 43*
XVI. – PÉTITIONS	p. 43*
XVII. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL	p. 44*
XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES	p. 45*

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
RDE	Groupe du Rassemblement démocratique et européen.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
UC	Groupe de l'Union centriste.
UREI	Groupe de l'Union des républicains et des indépendants.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « JO Débats » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « JO Lois et Décrets » renvoient à ce *Journal officiel*.

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. – COMPOSITION DU SÉNAT

A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1991

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - ECON.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - FINC.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - AFCL.
Gilbert BAUMET, Gard - RDE - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - S - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - S - AFCL.
Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHE, Haute-Marne - RDE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.
Roland BERNARD, Rhône - S - ETRD.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
Jean BESSON, Drôme - S - ECON.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - S - SOCI.
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - S - LOIS.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - ECON.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BÉUF, Gironde - S - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR - ETRD.
Joël BOURDIN, Eure - UREI - AFCL.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - LOIS.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - ECON.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - AFCL.
Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Camille CABANA, Paris - RPR - LOIS.
Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - S - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - FINC.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - SOCI.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - S - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - ECON.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Claude CORNAC, Haute-Garonne - S - ETRD.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - S - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - S - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - S - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - S - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - S - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - SOCI.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DESIRÉ, Martinique - S-A - ECON.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - SOCI.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.

Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ETRD.
 Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
 Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
 Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - SOCI.
 Ambroise DUPONT, Calvados - UREI - AFCL.
 Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - AFCL.
 Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.

E

André EGU, Ile-et-Vilaine - UC-R - AFCL.
 Jean-Paul EMIN, Ain - UREI - SOCI.
 Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

F

Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
 Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
 André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
 Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
 Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
 Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
 Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
 Jacqueline FRAYSSÉ-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.
 Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis - S - SOCI.

G

Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.
 Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
 Gérard GAUD, Drôme - S - ETRD.
 Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - UREI - ETRD.
 Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
 Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
 Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
 François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
 François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
 Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
 Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
 Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
 Henri GËTSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
 Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
 Marie-Fanny GOURNAY, Nord - RPR - SOCI.
 Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - ECON.
 Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
 Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
 Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
 Roland GRIMALDI, Nord - S - ECON.
 Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
 Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - FINC.
 Robert GUILLAUME, Nièvre - S - AFCL.
 Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
 Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
 Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
 Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
 Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
 Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
 Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
 Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
 Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
 Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
 Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
 Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - ECON.

Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
 André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
 Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - SOCI.
 Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
 Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
 Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
 Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.
 Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
 Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
 Tony LARUE, Seine-Maritime - S - FINC.
 Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - S - ECON.
 Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
 René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
 Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
 Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
 Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
 Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
 Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - RDE - ECON.
 Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
 Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
 Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
 Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
 Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
 François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
 Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.
 Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
 Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
 Paul LORIDANT, Essonne - S - FINC.
 François LOUISY, Guadeloupe - S - SOCI.
 Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
 Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
 Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
 Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
 Jean MADELAIN, Ile-et-Vilaine - UC - SOCI.
 Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.
 Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
 Michel MANET, Dordogne - S - FINC.
 Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
 Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S - FINC.
 Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
 François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
 Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
 Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
 Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - S - ETRD.
 Jacques de MENOU, Finistère - RPR - ECON.
 Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
 Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
 Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
 Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
 Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
 Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
 René MONORY, Vienne - UC - FINC.
 Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
 Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
 Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
 Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.
 Jacques MOSSION, Somme - UC - AFCL.
 Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
 Georges MOULY, Corrèze - RDE - AFCL.
 Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - UC-R - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - LOIS.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - SOCI.
Georges OTHILY, Guyane - S-R - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - S-A - ECON.
Guy PENNE, Français établis hors de France - S - SOCI.
Jean PÉPIN, Ain - UREI - AFCL.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - S - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - RDE - SOCI.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - SOCI.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - S - ETRD.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - S - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-A - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - S - LOIS.
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Henri REVOL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - SOCI.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - S-R - ECON.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.

Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - FINC.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Bernard SEILLIER, Aveyron - UREI - SOCI.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - SOCI.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - AFCL.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - LOIS.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - FINC.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, S-R - AFCL.
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
André VEZINHET, Hérault - S - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - S-R - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - AFCL.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1991

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Baillet.
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
- Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnauld.
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Jacques Valade.
- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.

- Charles Pasqua.
Robert Pontillon.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebaire-Dupin.
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Bernard Legrand.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
Jean Huchon.
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
René Travert.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
- Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriet.
Hubert Martin.
Richard Pouille.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Éric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
André Diligent.
Marie-Fanny Gournay.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel.
Jean Natali.
Michel Souplet.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.
- 75 – *** PARIS** (12 Sénateurs).
Camille Cabana.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de la Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.
- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Henri Collette.
Michel Darras.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.

(*) Il a été procédé à une élection partielle le 10 février 1991 afin de pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès de M. Raymond Bourguine.

- Marcel Bony.
Roger Quilliot.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Daugnac.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Daniel Hoeffel.
Louis Jung.
Joseph Ostermann.
Marcel Rudloff.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Henri Gœtschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Paul Séramy.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Paulette Fost.
Claude Fuzier.
Jean Garcia.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.

- Jacques Mossion.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 – **Vienne** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Robert Laucourmet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.
- GUYANE** (1 Sénateur).
Georges Othily.
- MARTINIQUE** (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.
- LA RÉUNION** (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.
Louis Virapoullé.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

- NOUVELLE CALÉDONIE** (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.
- POLYNÉSIE FRANÇAISE** (1 Sénateur).
Daniel Millaud.
- ILES WALLIS-ET-FUTUNA** (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Jean-Pierre Bayle.

Pierre Biarnès.

Paulette Brisepierre.

Jean-Pierre Cantegrit.

Pierre Croze.

Charles de Cuttoli.

Hubert Durand-Chastel.

Jacques Habert.

Paul d'Ornano.

Guy Penne.

Olivier Roux.

Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1991, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. — Sénateur décédé

M. Paul Kauss, sénateur du Bas-Rhin de 1977 à 1991, le 3 novembre 1991 (JO Lois et décrets du 4 novembre 1991).

E. — Remplacements de sénateurs

M. Claude Fuzier remplace M. Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis) le 18 juin 1991 (JO Lois et décrets du 19 juin 1991).

M. Joseph Ostermann remplace M. Paul Kauss (Bas-Rhin) le 4 novembre 1991 (JO Lois et décrets du 6 novembre 1991).

F. — Election partielle

M. Camille Cabana, proclamé élu sénateur de Paris, à la suite des opérations électorales du 10 février 1991, en remplacement de M. Raymond Bourguine, décédé (JO Lois et décrets du 12 février 1991).

G. — Contestation d'une opération électorale

Requête au Conseil constitutionnel relative aux élections sénatoriales du 12 février 1991, tendant à l'annulation de l'élection de M. Camille Cabana, le dimanche 12 février 1991, en qualité de sénateur de Paris (JO Lois et décrets du 14 février 1991). Rejet de la requête (communication au Sénat de la décision du Conseil constitutionnel le 23 mai 1991) (JO Lois et décrets du 24 mai 1991).

H. — Sénateur membre du Gouvernement

Gouvernement de Mme Edith Cresson (décret du 17 mai 1991) :

M. Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), nommé secrétaire d'Etat au logement ; son mandat sénatorial cesse le 17 juin 1991, à minuit (JO Lois et décrets du 19 juin 1991).

I. — Cessation de mandat de sénateur

De M. Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), nommé secrétaire d'Etat au logement le 17 mai 1991 (cessation de mandat sénatorial le 17 juin 1991 à minuit) (JO Lois et décrets du 19 juin 1991).

J. — Anciens sénateurs décédés

M. Jacques Durand sénateur du Tarn de 1983 à 1986, le 5 janvier 1991 (16 janvier 1991) (p. 3).

M. Gabriel Montpied sénateur du Puy-de-Dôme de 1952 à 1974, le 9 janvier 1991 (16 janvier 1991) (p. 3).

M. Maurice Pic sénateur de la Drôme de 1948 à 1958 et de 1971 à 1989, le 30 janvier 1991 (19 mars 1991) (p. 27).

M. Jean Geoffroy sénateur du Vaucluse de 1948 à 1983, le 3 février 1991 (19 mars 1991) (p. 27).

Mme Simone Rollin sénateur de la Seine de 1946 à 1948, le 7 février 1991 (19 mars 1991) (p. 27).

M. Abel Gauthier sénateur du Puy-de-Dôme de 1965 à 1974, le 28 février 1991 (19 mars 1991) (p. 27).

M. Joseph Raybaud sénateur des Alpes-Maritimes de 1955 à 1989, le 22 mars 1991 (22 mars 1991) (p. 199).

M. René-Jean Depreux sénateur de la Haute-Saône, de 1946 à 1952, le 10 mai 1991 (14 mai 1991) (p. 950).

M. Hector Dubois sénateur de l'Oise de 1959 à 1983, le 16 juin 1991 (18 octobre 1991) (p. 1732).

M. Raymond Susset sénateur de la Guinée de 1953 à 1958, le 12 juillet 1991 (2 octobre 1991) (p. 2528).

M. Alfred Kieffer sénateur du Bas-Rhin de 1968 à 1977, le 14 juillet 1991 (2 octobre 1991) (p. 2528).

M. Jean Gravier sénateur du Jura de 1966 à 1983, le 3 août 1991 (2 octobre 1991) (p. 2528).

M. Raymond Dronne sénateur de la Sarthe de 1948 à 1951, le 5 septembre 1991 (2 octobre 1991) (p. 2528).

M. Khelladi Benmilloud sénateur d'Oran de 1954 à 1958, le 16 août 1991 (2 octobre 1991) (p. 2528).

M. Fernand Lefort sénateur de Seine-Saint-Denis de 1968 à 1986, le 2 octobre 1991 (2 octobre 1991) (p. 2544).

M. Louis Courroy, sénateur des Vosges de 1952 à 1977, le 13 octobre 1991 (16 octobre 1991) (p. 2860).

M. Pierre Bourda sénateur des Hautes-Pyrénées de 1958 à 1959 et de 1965 à 1974, le 1^{er} novembre 1991 (6 novembre 1991) (p. 3516).

M. Gaston Monnerville sénateur du Lot, de 1946 à 1974, Président du Sénat de 1947 à 1968, le 7 novembre 1991 (8 novembre 1991) (p. 3641).

M. Jean Cauchon sénateur d'Eure-et-Loir de 1971 à 1989, le 16 novembre 1991 (18 novembre 1991) (p. 3794).

M. Pierre Matraja sénateur des Bouches-du-Rhône de 1980 à 1989, le 23 novembre 1991 (25 novembre 1991) (p. 4230).

M. Jean Fonteneau sénateur des Hauts-de-Seine de 1976 à 1977, le 28 décembre 1991.

II. — BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Composition au 31 décembre 1991 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger, Jean Châmant, Michel Dreyfus-Schmidt, Étienne Dailly.

Questeurs : MM. Lucien Neuwirth, Jacques Bialski, Jacques Mossion.

Secrétaires du Sénat : MM. Guy Allouche, Jean Faure, Roger Husson, Gérard Larcher, Serge Mathieu, Claude Prouvoeur, Henri de Raincourt, Robert Vizet.

III. — SESSIONS

Première session extraordinaire de 1990-1991 : convocation du Parlement en session extraordinaire le 16 janvier 1991 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1991) ; ouverture (16 janvier 1991) (p. 3) ; clôture (16 janvier 1991) (p. 20) (JO Lois et décrets du 17 janvier 1991) (p. 840).

Deuxième session extraordinaire de 1990-1991 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 19 mars 1991 (JO Lois et décrets du 13 mars 1991) (p. 3560) ; ouverture (19 mars 1991) (p. 27) ; ajournement (27 mars 1991) (p. 213) ; clôture (JO Lois et décrets du 30 mars 1991) (p. 4352).

Seconde session ordinaire de 1990-1991 : ouverture (2 avril 1991) (p. 217) ; clôture (29 juin 1991) (p. 2323).

Troisième session extraordinaire de 1990-1991 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 1^{er} juillet 1991 (JO Lois et décrets du 29 juin 1991) (p. 8449) ; ajournement (5 juillet 1991) (p. 2522) ; clôture (JO Lois et décrets du 6 juillet 1991) (p. 8846).

Première session ordinaire de 1991-1992 : ouverture (2 octobre 1991) (p. 2528) ; clôture (20 décembre 1991) (p. 5722).

Première session extraordinaire de 1991-1992 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 21 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1991) (p. 16703) ; ouverture 21 décembre 1991 (p. 5735) ; clôture (JO Lois et décrets du 22 décembre 1991) (p. 16789).

IV. — COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1991 voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Groupe communiste (C)

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (15 membres) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM.

Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Paul Souffrin, Hector Viron, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (un membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE)

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (23 membres) : MM. François Abadie, Gilbert Baومت, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Ernest Cartigny, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Bernard Legrand, Max Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, François Lesein, Georges Mouly, Hubert Peyou, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Président du groupe : M. Ernest Cartigny

Groupe de l'Union centriste (UC)

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (59 membres) : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Barraux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Auguste Chupin, Jean Cluzel, André Daignac, André Diligent, Jean Faure, André Fosset, Jacques Genton, Henri Goetschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Henri Le Breton, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moirard, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Alain Poher, Roger Poudonson, Jean Pourchet, Guy Robert, Olivier Roux, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin, Louis Virapoulé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (9 membres) : MM. Paul Alduy, Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, André Egu, Jacques Moutet, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe : M. Daniel Hoeffel.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (48 membres) : MM. Michel d'Aillères, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, André Bettencourt, Christian Bonnet, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean Pépin, Michel Poniatowski, Richard Pouille, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres) : MM. Charles Jolibois, Henri Olivier, André Pourny.

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 18 février 1991, M. Camille Cabana adhère au groupe (*JO* Lois et décrets du 19 février 1991) ;

– Le 3 novembre 1991, décès de M. Paul Kauss (*JO* Lois et décrets du 4 novembre 1991) ;

– Le 7 novembre 1991, M. Joseph Ostermann adhère au groupe (*JO* Lois et décrets du 8 novembre 1991).

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (85 membres) : MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Honoré Baillet, Henri Belcour, Jacques Bérard, Roger Besse, Amédée Bouquerel,

Yvon Bourges, Jean-Eric Bousch, Jacques Braconnier, Mme Paulette Briseperrière, MM. Camille Cabana, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, Henri Collette, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Franz Duboscq, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Marcel Fortier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Bernard Hugo, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean Simonin, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Dick Ukeiwé, Jacques Valade, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres) : MM. Gérard César, Désiré Debavelaere, Lucien Lanier, Claude Prouvoyeur, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Groupe socialiste (S)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 17 mai 1991, M. Marcel Debarge est nommé secrétaire d'Etat (cessation de mandat sénatorial le 17 juin 1991) ;

– Le 18 juin 1991, M. Claude Fuzier adhère au groupe en remplacement de M. Marcel Debarge (*JO* Lois et décrets du 19 juin 1991).

Composition du groupe au 31 décembre 1991 (60 membres) : MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Gilbert Belin, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnès, Marc Boeuf, Marcel Bony, Jacques Carat, Robert Castaing, William Chervy, Claude Cornac, Marcel Costes, Raymond Courrière, Roland Courteau, Michel Darras, André Delelis, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Dussaut, Claude Estier, Claude Fuzier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Paul Loridant, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Jean-Luc Mélenchon, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Robert Pontillon, Claude Pradille, Roger Quilliot, Albert Ramasamy, René Régnauld, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vezinhet, Marcel Vidal.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Rodolphe Désiré, Albert Pen.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres) : MM. Georges Othily, Jacques Rocca Serra, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

– M. Camille Cabana, du 10 au 18 février 1991 ;

– M. Joseph Ostermann, du 4 au 7 novembre 1991.

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe remise à la présidence du Sénat le 31 décembre 1991 (6 membres) : MM. Philippe Adnot, François Delga, Hubert Durand-Chastel, Jean Grandon, Jacques Habert, Charles Ornano.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers »

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Maurice Schumann ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Carat, Pierre Laffitte, Michel Miroudot, Paul Séramy ; *Secrétaires* : M. Jacques Bérard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Pierre Vallon.
- b) *Membres* : MM. Hubert d'Andigné, François Autain, Honoré Baillet, Jean-Paul Bataille, Gilbert Belin, Jean-Pierre Blanc, Roger Boileau, Joël Bourdin, Mme Paulette Briseperre, MM. Jean-Pierre Camoin, Robert Castaing, Jean Delaneau, Gérard Delfau, André Diligent, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, André Egu, Alain Gérard, Adrien Gouteyron, Robert Guillaume, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Klébert Malécot, Hubert Martin, Jacques Mossion, Georges Mouly, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Jean Pépin, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, Raymond Soucaret, Dick Ukeiwé, André Vallet, Albert Vecten, André Vézinhét, Marcel Vidal, Serge Vinçon, N.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Robert Laucournet, Jean Huchon, Richard Pouille, Philippe François ; *Secrétaires* : MM. Francisque Collomb, Roland Grimaldi, Serge Mathieu, Louis Minetti, René Trégouët.
- b) *Membres* : MM. Jean Amelin, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barraux, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roger Besse, Jean Besson, François Blaizot, Marcel Bony, Jean-Eric Bousch, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Henri Collette, Marcel Costes, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Rodolphe Désiré, Pierre Dumas, Bernard Dussaut, Jean Faure, André Fosset, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginésy, Yves Goussebaire-Dupin, Jean Grandon, Georges Gruillot, Rémi Herment, Bernard Hugo, Pierre Jeambrun, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Bernard Legrand, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, François Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Moreau, Jacques Moutet, Henri Olivier, Albert Pen, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Jean Simonin, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Jean Lecanuet ; *Vice-présidents* : MM. Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle ; *Secrétaires* : MM. Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton.
- b) *Membres* : MM. Paul Alduy, Jean-Luc Bécart, Roland Bernard, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, André Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Duboscq, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Haute-cloque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 19 juin 1991, M. Claude Fuzier est nommé membre, en remplacement de M. Marcel Debarge, nommé secrétaire d'Etat (cessation de mandat sénatorial le 17 juin 1991) (*JO* Lois et décrets du 20 juin 1991) ;

– Le 3 novembre 1991, décès de M. Paul Kauss (*JO* Lois et décrets du 4 novembre 1991) ; le 26 novembre, M. Joseph Ostermann le remplace (*JO* Lois et décrets du 27 novembre 1991) ;

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : MM. Louis Souvet, Marc Boeuf, Claude Huriet, Jacques Bimbenet ; *Secrétaires* : MM. Hector Viron, Charles Descours, Guy Penne, Roger Lise.
- b) *Membres* : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jacques Bialski, André Bohl, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Gérard César, Jean Chérioux, François Delga, Jean-Pierre Demerliat, Michel Doublet, Jean Dumont, Jean-Paul Emin, Claude Fuzier, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Roger Husson, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe, MM. Arthur Moulin, Joseph Ostermann, Hubert Peyou, Louis Philibert, Claude Prouvoyeur, Roger Rigaudière, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Olivier Roux, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Paul Souffrin, Pierre-Christian Taittinger, Martial Taugourdeau.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 16 janvier 1991, M. Roger Romani remplace M. Raymond Bourguine, décédé (*JO* Lois et décrets du 17 janvier 1991) ;

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-président d'honneur* : M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-présidents* : MM. Tony Larue, Jean Cluzel, Paul Girod, Jean Clouet ; *Secrétaires* : MM. Maurice Blin, Emmanuel Hamel, Louis Perrein, Robert Vizet ; *Rapporteur général* : M. Roger Chinaud.
- b) *Membres* : MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, René Ballayer, Bernard Barbier, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Paul Caron, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Jacques Chaumont, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques Delong, Marcel Fortier, Mme Paulette Fost, MM. Henri Goetschy, Yves Guéna, Paul Loridan, Roland du Luart, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, René Monory, Michel Moreigne, Jacques Oudin, Bernard Pellarin, René Régnault, Roger Romani, Henri Torre, François Trucy, Jacques Valade, André-Georges Voisin.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 19 mars 1991, M. Camille Cabana est nommé membre, en remplacement de M. Roger Romani, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 20 mars 1991) ;

Composition au 31 décembre 1991 :

- a) *Bureau : Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. Louis Virapoullé, François Giacobbi, Charles de Cuttoli, Michel Darras ; *Secrétaires* : MM. Charles Lederman, Germain Authié, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff.
- b) *Membres* : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Gilbert Baumet, Pierre Biarnès, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Camille Cabana, Jean Chamant, Raymond Courrière, Etienne Dailly, André Dagnac, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Paul Masson, Daniel Millaud, Lucien Neuwirth, Charles Ornano, Georges Othily, Robert Pagès, Claude Pradille, Albert Ramassamy, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Georges Treille.

B. – COMMISSIONS DE CONTRÔLE

1. – Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des

services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens.

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Tony Larue, Francisque Collomb, Bernard Laurent, Jacques Sourdille, Jacques Machet, Franz Duboscq, Alain Pluchet, Paul Girod, Georges Gruillot, Rémi Herment, Serge Mathieu, René Régnauld, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Loridant, Henri de Raincourt.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Louis Boyer ; *Vice-présidents :* MM. François Giacobbi, Guy Robert ; *Secrétaires :* MM. Jean-Pierre Demerliat, Jean-Jacques Robert ; *Rapporteur :* M. Lucien Lanier.

Modification du bureau le 12 février 1991 (JO Lois et décrets du 14 février 1991) : sont nommés secrétaires, M. Jean-Pierre Demerliat en remplacement de M. Paul Loridant, et M. Jean-Jacques Robert.

Rapport de M. Lucien Lanier (29 mai 1991) [n° 347 (90-91)].

2. – Commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire.

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Charles de Cuttoli, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff, François Blaizot, José Balarello, Germain Authié, Jacques Bimbenet, Luc Dejoie, Adrien Gouteyron, Jean-Pierre Cantegrit, Louis Virapoullé, Guy Allouche, Gilbert Baومت, Georges Othily.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Hubert Haenel ; *Vice-présidents :* MM. Philippe de Bourgoing, Albert Ramassamy ; *Secrétaire :* M. Charles Lederman ; *Rapporteur :* M. Jean Arthuis.

Rapport de M. Jean Arthuis (4 juin 1991) [n° 357 (90-91)].

3. – Commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré.

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : Mme Paulette Briseperrière, MM. Paul Séramy, Franck Sérusclat, Jacques Delong, Raymond Soucaret, Albert Vecten, Henri Goetschy, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean-Paul Bataille, André Jourdain, Henri Revol, Gérard Delfau, Jean-Pierre Camoin, Jean-Pierre Bayle, Pierre Schiélé.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Maurice Blin ; *Vice-présidents :* Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Jean Simonin ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, Mme Danielle Bidard-Reydet ; *Rapporteur :* M. Joël Bourdin.

Rapport de M. Joël Bourdin (31 mai 1991) [n° 348 (90-91)].

4. – Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat.

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Auguste Chupin, Marcel Fortier, Pierre Jeambrun, Michel Chauty, Jacques Moutet, Bernard Guyomard, François Gerbaud, Jean-Paul Chambriard, François Autain, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Charles Descours, Jacques Rocca Serra, André Fosset, Charles Pasqua, Jean-Luc Mélenchon.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Ernest Cartigny ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Bellanger, Xavier de Villepin, Roland du Luart ; *Secrétaire :* M. Robert Vizet ; *Rapporteur :* M. Serge Vinçon.

Rapport de M. Serge Vinçon (15 mai 1991) [n° 330 (90-91)].

5. – Commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985.

Nomination par le Sénat le 28 juin 1991 (JO Lois et décrets du 28 juin 1991)

Membres : MM. Marc Lauriol, Auguste Chupin, Lucien Lanier, Jean Lecanuet, Bernard Laurent, Michel Poniatowski, Ernest Cartigny, Roger Husson, André Rouvière, Auguste Cazalet, Bernard Seillier, Gérard Larcher, Claude Estier, Jacques Genton, François Autain.

Nomination du bureau le 4 juillet 1991 (JO Lois et décrets du 5 juillet 1991)

Président : M. Paul Masson ; *Vice-présidents :* MM. Jean Delanveau, Jean-Pierre Bayle, Charles Lederman ; *Secrétaire :* M. Paul Girod ; *Rapporteur :* M. Xavier de Villepin.

Rapport de M. Xavier de Villepin (11 décembre 1991) [n° 167 (91-92)].

C. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE

1. – Commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicables à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées.

Nomination par le Sénat le 20 novembre 1991 (JO Lois et décrets du 21 novembre 1991)

Membres : MM. François Blaizot, Marcel Bony, Jean Boyer, Paul Caron, Joseph Caupert, Marcel Costes, Jean Grandon, Rémi Herment, Jean-François Le Grand, Jacques de Menou, Louis Moïnard, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Alain Pluchet, Roger Rigaudière.

Nomination du bureau le 28 novembre 1991 (JO Lois et décrets du 29 novembre 1991)

Président : M. Georges Gruillot ; *Vice-présidents :* MM. Jean-Pierre Tizon, Roland Grimaldi, Georges Berchet ; *Secrétaire :* M. Félix Leyzour ; *Rapporteur :* M. Marcel Daunay.

2. – Commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques.

Nomination par le Sénat le 18 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1991)

Membres : MM. Germain Authié, José Balarello, Gilbert Baومت, Jacques Bimbenet, Camille Cabana, Bernard Laurent, René Monory, Georges Othily, Albert Ramassamy, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Pierre Schiélé, Jean Simonin, Jean-Pierre Tizon, Serge Vinçon.

Nomination du bureau le 18 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Président : M. Hubert Haenel ; *Vice-présidents :* MM. Philippe de Bourgoing, Guy Allouche ; *Secrétaire :* M. Robert Pagès ; *Rapporteur :* M. Jean Arthuis ; *Président d'honneur :* M. Geoffroy de Montalembert.

3. – Commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme.

Nomination par le Sénat le 18 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Membres : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, Henri Belcour, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Marc Bœuf, Henri Collard, François Delga, Charles Descours, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Moutet, Jacques Oudin, Mme Nelly Rodi, MM. François Trucy, Jacques Valade.

Nomination du bureau le 18 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Président : M. Jacques Sourdille ; *Vice-présidents* : MM. Claude Fuzier, José Balarello, Jacques Bimbenet ; *Secrétaire* : M. Paul Souffrin ; *Rapporteur* : M. Claude Huriet.

D. – COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION EN VUE DE REQUÉRIR LA SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGÉES CONTRE UN SÉNATEUR. (Article 105 du Règlement du Sénat)

Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Guy Allouche, sénateur du Nord.

Nomination par le Sénat le 6 juin 1990 (JO Lois et décrets du 8 juin 1990) :

Membres : MM. Jean Arthuis, Jean Besson, Jacques Bialski, Jacques Bimbenet, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean Delaneau, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Paul Graziani, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Charles Lederman, Paul Masson, Henri de Raincourt, Albert Ramassamy, Roger Romani, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Pierre Vallon, Louis Virapoullé, Robert Vizet.

Bureau nommé le 14 juin 1990 (JO Lois et décrets du 15 juin 1990)

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-présidents* : M. Jacques Belanger ; *Secrétaire* : M. Roland du Luart ; *Rapporteur* : M. Marcel Rudloff.

E. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 20 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Michel Pezet, Jacques Toubon, José Rossi.

Suppléants : MM. Gérard Gouzes, Alain Fort, Mme Denise Cacheux, MM. Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Etienne Dailly, Paul Masson, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Michel Rufin, Louis Virapoullé, Jacques Thyraud, François Giacobbi, Lucien Lanier, Michel Darras, Robert Pagès.

Dans sa séance du mardi 2 avril 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché. *Vice-président* : M. Jean-Jacques Hyst. *Rapporteurs* : *au Sénat* : M. Marcel Rudloff ; *à l'Assemblée nationale* : M. Michel Sapin.

2. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 25 mars 1991 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 22 mars 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Marc Dolez, Georges Benedetti, Philippe Sanmarco, Robert Le Foll, Jean-Paul de Rocca Serra, José Rossi.

Suppléants : MM. André Delattre, Pierre-Jean Daviaud, Robert Savy, Pierre Mazeaud, Alain Lamassoure, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Marcel Rudloff, Lucien Lanier, Paul Masson, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Etienne Dailly, François Giacobbi, Bernard Laurent, René-Georges Laurin, Charles Ornano, Germain Authié, Charles Lederman.

Dans sa séance du mardi 26 mars 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président M. Michel Sapin. *Vice-président* : M. Charles Lederman. *Rapporteurs* : *à l'Assemblée nationale* : M. José Rossi ; *au Sénat* : M. Jacques Larché.

3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 8 avril 1991 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 5 avril 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, René Dosière, Alain Richard, Jacques Floch, Gilbert Bonnemaïson, Dominique Perben, André Santini.

Suppléants : MM. Augustin Bonrepaux, Jean-François Delahais, Jacques Guyard, Pierre Mazeaud, Pascal Clément, Francis Delattre, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Paul Girod, Michel Rufin, Jean Faure, Paul Loridant, Michel Moreigne.

Suppléants : MM. Jean Clouet, Henri Collard, Jean-Pierre Masseret, René Monory, Geoffroy de Montalembert, Roger Romani, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 10 avril 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs* : *à l'Assemblée nationale* : M. René Dosière ; *au Sénat* : M. Paul Girod.

4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 mai 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 22 mai 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Guy Lengagne, Gilbert Le Bris, Jean Beaufile, Dominique Dupilet, Jean-Yves Le Drian, Jean de Lipkowski, Aimé Kergueris.

Suppléants : MM. Pierre Hiard, Pierre-Yvon Trémel, Joseph Gourmelon, Jean Lacombe, Jean-Louis Goasduff, Ambroise Guellec, André Duroméa.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Josselin de Rohan, Louis de Catuelan, Henri Revol, Jean-François Le Grand, Roland Grimaldi, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. François Blaizot, Jean Boyer, Louis Moinard, Georges Gruillot, Bernard Legrand, Jacques Bellanger, Aubert Garcia.

Dans sa séance du mardi 4 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet, *Vice-président* : M. Jean Beaufile ; *Rapporteurs* : *à l'Assemblée nationale* : M. Gilbert Le Bris ; *au Sénat* : M. Josselin de Rohan.

5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 30 mai 1991 et par le Sénat dans sa séance du mardi 28 mai 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Jacques Floch, René Dosière, Michel Suchod, Guy Malandain, Mme Nicole Catala, M. Jean-Yves Haby.

Suppléants : M. Jean-Pierre Michel, Mme Martine David, MM. Didier Mathus, Robert Pandraud, Marc Raymann, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Germain Authié, Albert Vecten, Maurice Schumann, Lucien Lanier, Christian Bonnet, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Daniel Millaud, Paul Masson, Philippe de Bourgoing, Michel Rufin, Guy Allouche, Robert Pagès.

Dans sa séance du vendredi 7 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché, *Vice-président* : M. Gérard Gouzes, *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jacques Floch ; au Sénat : M. Germain Authié.

6. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale, le jeudi 30 mai 1991 et par le Sénat dans sa séance du mardi 28 mai 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Gérard Gouzes, Mme Nicole Catala, MM. Jacques Floch, René Dosière, Michel Suchod, Guy Malandain, Claude Wolff.

Suppléants : M. Jean-Pierre Michel, Mme Martine David, MM. Didier Mathus, Robert Pandraud, Marc Raymann, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Etienne Dailly, Michel Rufin, Marcel Rudloff, Michel Darras, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Louis Virapoullé, Luc Dejoie, René-Georges Laurin, Jean-Marie Girault, Bernard Laurent, Raymond Courrière, Robert Pagès.

L'Assemblée nationale a nommé membre titulaire de cette commission M. Jean-Yves Haby, en remplacement de M. Claude Wolff, démissionnaire.

Dans sa séance du vendredi 7 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-Président* : M. Gérard Gouzes ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Nicole Catala ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1^{er} juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 6 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du mardi 28 mai 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Raymond Douyère, Edmond Alphandéry, Philippe Auberger, Guy Bêche, Jean-Paul Planchou, Yves Tavernier.

Suppléants : MM. Maurice Adevah-Pœuf, Alain Bonnet, Augustin Bonrepaux, Jacques Roger-Machart, Christian Cabal, Jean Proriol, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Jean Cluzel, Jean-Pierre Masseret, François Trucy, Jacques Valade, Robert Vizet.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Bernard Barbier, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Paul Loridant, René Monory, René Régnault.

Dans sa séance du jeudi 13 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Henri Emmanuelli ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Douyère ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 10 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 7 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Calmat, Bernard Bioulac, Jean-Marie Le Guen, Guy Bêche, Bernard Debré, Jean-Luc Prével.

Suppléants : MM. Alain Néri, Marcel Garrouste, Jean Proveux, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Jean-Pierre Foucher, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Charles Descours, Jean Chérioux, Guy Robert, Guy Penne, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Bernard Seillier, Jean Madelain, Claude Prouvoyeur, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Louis Boyer, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudreau.

Dans sa séance du mercredi 12 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-Président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Calmat ; au Sénat : M. Claude Huriet.

9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la ville.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 21 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 20 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bernard Carton, Guy Malandain, Jean-Pierre Lapaire, Claude Ducert, Jean-François Delahais, Michel Giraud, Francis Delattre.

Suppléants : MM. Umberto Battist, Jean-Pierre Balduyck, Daniel Vaillant, Robert Le Foll, Jacques Masdeu-Arus, Jean-Jacques Hyst, André Duroméa.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, François Trucy, José Balareello, Robert Laucourmet, Jean Huchon, William Chervy.

Suppléants : MM. Bernard Hugo, Félix Leyzour, Louis de Catuelan, Jean Simonin, Richard Pouille, Marcel Daunay, Jacques Belanger.

Dans sa séance du mardi 25 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Bernard Carton ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Guy Malandain ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 25 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du lundi 24 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Marie Le Guen, Alfred Recours, Guy Bêche, Alain Néri, Bernard Debré, Marc Laffineur.

Suppléants : MM. Guy Lordinot, Marcel Garrouste, Alain Calmat, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Jean-Pierre Foucher, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Jean Chérioux, Jean Madelain, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudéau.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Claude Prouvoveur, Mme Nelly Rodi, MM. André Bohl, Roger Lise, François Louisy, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mardi 25 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Le Guen ; au Sénat : M. Charles Descours.

11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale, le mercredi 26 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du mardi 25 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Alain Lamassoure.

Suppléants : Mme Denise Cacheux, MM. René Dosière, Robert Savy, Pierre Mazeaud, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Luc Dejoie, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Paul Masson, Daniel Hoeffel, Jacques Thyraud, Bernard Laurent, Michel Darras, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 26 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Marcel Rudloff ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Massot ; au Sénat : M. Marcel Rudloff.

12. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide juridique.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 26 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : Mme Denise Cacheux, MM. René Dosière, Robert Savy, Pascal Clément, Pierre Mazeaud, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Michel Darras, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Paul Masson, Daniel Hoeffel, Jacques Thyraud, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 26 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-Président* : M. Jacques Larché ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Colcombet ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

13. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 27 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 26 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourré, Gabriel Montcharmont, Alain Bonnet, Gaston Rimareix, Bernard Angels, Jean Besson, Pierre Micaux.

Suppléants : Mme Ségolène Royal, MM. Jean-Marie Leduc, Alain Le Vern, René Massat, Patrick Ollier, Gérard Vignoble, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, Jean Faure, Richard Pouille, Jacques Bellanger, Philippe François, Aubert Garcia.

Suppléants : MM. Henri de Raincourt, Roland Grimaldi, Louis de Catuelan, Jacques Moutet, Jean-Eric Bousch, Jean Huchon, Félix Leyzour.

Dans sa séance du jeudi 27 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Richard Pouille ; *Vice-président* : M. Bernard Angels ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gabriel Montcharmont ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

14. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 27 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 26 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Alain Richard, Philippe Auberger, Raymond Douyère, Jean Proriol, Alain Rodet, Yves Tavernier.

Suppléants : MM. Guy Bêche, Alain Bonnet, Augustin Bonrepaux, Edmond Hervé, Arthur Dehaine, Yves Fréville, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Ernest Cartigny, Paul Loridant, Jean-Pierre Masseret, René Monory, Geoffroy de Montalembert.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Maurice Blin, Paul Girod, Yves Guéna, Roland du Luart, Michel Moreigne, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 27 juin 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Henri Emmanuelli ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

15. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 29 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 28 juin 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Bequet, Mme Janine Eochard, MM. David Bohbot, Jean Proveux, Jean-Luc Reitzer, Francisque Perrut.

Suppléants : MM. Jean Giovannelli, Marcel Garrouste, Thierry Mandon, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Bernard Seillier, Jacques Machet, Jean Chérioux, Jean Madelain, Claude Prouvoveur, Guy Penne, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Jean Dumont, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, M. Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, M. Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mardi 2 juillet 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Proveux ; *Vice-président* : M. Guy Penne ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Bequet ; au Sénat : M. Jacques Machet.

16. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 29 juin 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Michel Pezet, François Colcombet, François Massot, Jean-Pierre Michel, Jean-Louis Debré, Pascal Clément.

Suppléants : Mme Denise Cacheux, MM. René Dosière, Robert Savy, Pierre Mazeaud, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Daniel Hoeffel, Paul Masson, Christian Bonnet, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Marcel Rudloff, Bernard Laurent, Michel Rufin, Lucien Lanier, Michel Darras, Robert Pagès.

Dans sa séance du mardi 2 juillet 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Massot ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

17. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du service national.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 25 octobre 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 23 octobre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Boucheron, Guy-Michel Chauveau, Daniel Colin, François Fillon, Jean Gatel, Jacques Heuclin, Gérard Istace.

Suppléants : MM. Joseph Gourmelon, Jean Guigné, Bernard Lefranc, Daniel Reiner, Louis Pierna, Robert Poujade, Michel Voisin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Yvon Bourges, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jacques Genton, Xavier de Villepin, Jean-Pierre Bayle, Roland Bernard.

Suppléants : MM. François Abadie, Michel d'Aillières, Jean-Luc Bécart, Jacques Golliet, Marc Lauriol, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski.

Dans sa séance du mercredi 30 octobre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Boucheron ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Bayle ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Guy-Michel Chauveau ; au Sénat : M. Guy Cabanel.

18. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 21 novembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 13 novembre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Vidalies, Jérôme Lambert, Mme Hélène Mignon, MM. Jean Laurain, Jacques Toubon, Henri Bayard.

Suppléants : MM. Pierre Hiard, Jean Albouy, Marcel Dehoux, Serge Charles, Denis Jacquat, Jean-Paul Fuchs, Jean-Claude Lefort.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Sourdille, Bernard Seillier, Daniel Hoeffel, René-Georges Laurin, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Philippe de Bourgoing, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Robert Pagès, Marcel Rudloff.

Dans sa séance du mercredi 27 novembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Vidalies ; au Sénat : M. Jacques Sourdille.

19. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 4 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Pierre Baeumler, Jacques Fleury, Jean Oehler, Michel Lambert, Pierre Ducout, Jean-Louis Masson, René Beaumont.

Suppléants : MM. Alain Brune, Jacques Becq, René Massat, Jean-Marie Leduc, Jean-Marie Demange, Michel Jacquemin, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Louis de Catuelan, Henri Revol, Jean Simonin, Rémi Herment, Jacques Rocca Serra, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Jacques Braconnier, Marcel Costes, Georges Gruillot, Bernard Legrand, Louis Minetti, Louis Moinard, Richard Pouille.

Dans sa séance du mardi 10 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Fleury ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Beaumont ; au Sénat : M. Louis de Catuelan.

20. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1992.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 9 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du dimanche 8 décembre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Alain Richard, Philippe Auberger, Guy Bêche, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Mme Dominique Robert.

Suppléants : MM. Alain Bonnet, Augustin Bonrepaux, Jean-Pierre Bouquet, Pierre Forgues, Arthur Dehaine, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Ernest Cartigny, Yves Guéna, Paul Lorient, René Monory, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Bernard Barbier, Claude Belot, Emmanuel Hamel, Geoffroy de Montalembert, René Régnaul, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 10 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Henri Emmanuelli ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé au code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 10 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Marc Dolez, Robert Savy, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Francis Delattre.

Suppléants : MM. François Colcombet, Marcel Charmant, Mme Martine David, MM. Jean-Louis Debré, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Michel Rufin, Paul Masson, Jean-Marie Girault, Bernard Laurent, Claude Pradille, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Hubert Haenel, Lucien Lanier, Robert Pagès, Marcel Rudloff, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud.

Dans sa séance du mercredi 11 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gérard Gouzes ; *Vice-président* : M. Jacques Larché ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Marc Dolez ; au Sénat : M. Michel Rufin.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 10 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Bernard Charles, Gaston Rimareix, David Bohbot, Jean-Marie Le Guen, Mme Roselyne Bachelot, M. Jean-Luc Prél.

Suppléants : Mme Janine Ecochard, MM. Thierry Mandon, Didier Chouat, Jean-Yves Chamard, Paul Chollet, Jacques Barrot, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Chérioux, Claude Huriet, Jean Madelain, Guy Penne, Paul Souffrin.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. François Delga, Charles Descours, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Bernard Seillier, Franck Sérusclat.

Dans sa séance du mercredi 11 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Charles ; au Sénat : Mme Hélène Missoffe.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radio-actifs.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 11 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. René Dosière, Christian Bataille, Michel Destot, Alain Brune, Marcel Charmant, Jean-Marie Demange, François-Michel Gonnot.

Suppléants : MM. Philippe Bassinet, Bernard Cauvin, Georges Benedetti, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jean-Louis Masson, Claude Birraux, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Henri Revol, Philippe François, Rémi Herment, Pierre Lacour, Robert Laucournet, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Georges Berchet, Aubert Garcia, François Gerbaud, Roland Grimaldi, Jean Huchon, Alain Pluchet, Richard Pouille.

Dans sa séance du jeudi 12 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Robert Laucournet ; *Vice-président* : M. René Dosière ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Bataille ; au Sénat : M. Henri Revol.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection des consommateurs.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 13 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 12 décembre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Philippe Bassinet, Alain Brune, Marcel Charmant, Jacques Becq, Daniel Chevallier, Jean-Paul Charié, Léonce Deprez.

Suppléants : MM. Christian Bataille, René Dosière, Roger Léron, Michel Destot, Jean-Louis Masson, Francis Geng, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean-Jacques Robert, Lucien Lanier, Jean Huchon, Henri Revol, William Chervy, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Georges Berchet, Philippe François, Roland Grimaldi, Robert Laucournet, Louis Moinard, Jacques Moutet, Henri de Raincourt.

Dans sa séance du lundi 16 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Moutet ; *Vice-président* : M. Philippe Bassinet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Brune ; au Sénat : M. Jean-Jacques Robert.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 16 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Michel Francaix, Bernard Schreiner (Yvelines), Thierry Mandon, Jean-Pierre Bequet, Louis de Broissia, Michel Pelchat.

Suppléants : Mme Janine Ecochard, MM. Robert Le Foll, Jean Albouy, Olivier Dassault, Denis Jacquat, Christian Kert, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Jacques Mossion, Pierre Schiélé, Jean Delaneau, François Autain, Yvan Renar.

Suppléants : MM. Robert Castaing, Gérard Delfau, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, Pierre Laffitte, Paul Séramy.

Dans sa séance du mardi 17 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Francaix ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé**

publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 17 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Vidalies, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Thierry Mandon, Michel Berson, Christian Cabal, Paul Chollet.

Suppléants : MM. Jean Albouy, Alain Néri, Jean-Pierre Bequet, Jean Ueberschlag, Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Chérioux, Jean Madelain, Louis Souvet, Bernard Seillier, Jacques Machet, Marc Bœuf, Hector Viron.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Dumont, Claude Huriet, Claude Prouvoyeur, Franck Sérusclat.

Dans sa séance du mercredi 18 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Louis Souvet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Vidalies ; au Sénat : M. Jean Madelain.

27. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 17 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Vidalies, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Thierry Mandon, Michel Berson, Jean Ueberschlag, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean Albouy, Alain Néri, Jean-Pierre Bequet, Christian Cabal, Léonce Desprez, Germain Gengenwin, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Chérioux, Jean Madelain, Louis Souvet, Bernard Seillier, Jacques Machet, Marc Bœuf, Hector Viron.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Dumont, Claude Huriet, Claude Prouvoyeur, Franck Sérusclat.

Dans sa séance du mercredi 18 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean Chérioux ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Thierry Mandon ; au Sénat : M. Louis Souvet.

28. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 17 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Claude Boulard, Alfred Recours, David Bohbot, Alain Néri, Mme Elisabeth Hubert, M. Jean-Luc Prél.

Suppléants : M. Guy Bêche, Mme Janine Ecochard, MM. Jean Proveux, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Jean-Pierre Foucher, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Jacques Thyraud, Jean Chérioux, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Marc Bœuf, Jean Dumont, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Prouvoyeur, Hector Viron.

Dans sa séance du mardi 17 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Boulard ; au Sénat : M. Claude Huriet.

29. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1991.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 17 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Alain Richard, Philippe Auberger, Guy Bêche, Jean-Pierre Bouquet, Raymond Douyère, Yves Fréville.

Suppléants : MM. Augustin Bonrepaux, Maurice Pourchon, Mme Dominique Robert, MM. Jacques Roger-Machart, Jean de Gaulle, Gilbert Gantier, Jean Tardito.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, René Monory, Paul Lorient, Jean-Pierre Masseret.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Claude Belot, Paul Girod, Geoffroy de Montalembert, René Régnauld, François Trucy, Robert Vizet.

Dans sa séance du mercredi 18 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Henri Emmanuelli ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

30. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 18 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Yves Tavernier, Guy Malandain, Georges Colin, Jean-Yves Le Déaut, François Colcombet, Robert Galley, Paul-Louis Tenaillon.

Suppléants : M. Jean-Pierre Bouquet, Mme Marie-Noëlle Liene-mann, MM. Jean-Marie Alaize, Alain Bonnet, Richard Cazenave, Ambroise Guellec, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Richard Pouille, Jean Faure, Alain Pluchet, Pierre Lacour, Robert Laucournet, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Roland Courteau, François Gerbaud, Roland Grimaldi, Jean Huchon, Jacques Moutet, Henri Revol, Jean Simonin.

Dans sa séance du jeudi 19 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Yves Tavernier ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Guy Malandain ; au Sénat : M. Richard Pouille.

31. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant les dispositions de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relative aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 19 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 18 décembre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean Giovannelli, Alfred

Recours, Mme Janine Ecochard, MM. Bertrand Gallet, Jean-Yves Chamard, Philippe Vasseur.

Suppléants : Mme Marie Jacq, MM. Pierre Estève, Jean Laurain, Jean-Paul Charié, Roger Lestas, Germain Gengenwin, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Chérioux, Bernard Seillier, Henri de Raincourt, Jean Dumont, Claude Prouvoyeur, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Bœuf, André Bohl, Claude Huriet, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe.

Dans sa séance du jeudi 19 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Chérioux ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Giovannelli ; au Sénat : M. Bernard Seillier.

32. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 19 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean Giovannelli, Alfred Recours, Mme Janine Ecochard, MM. Bertrand Gallet, Jean-Luc Reitzer, Hubert Falco.

Suppléants : Mme Marie Jacq, MM. Pierre Estève, Jean Laurain, Christian Cabal, Denis Jacquat, Jean-Jacques Hyest, Jean-Claude Lefort.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Chérioux, Guy Robert, Bernard Seillier, Jean Dumont, Claude Prouvoyeur, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Bœuf, André Bohl, Claude Huriet, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe.

Dans sa séance du jeudi 19 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Chérioux ; *Vice-président* : M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Janine Ecochard ; au Sénat : M. Guy Robert.

33. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 19 décembre 1991 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 18 décembre 1991, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Guy Lordinot, François Massot, François Colcombet, Jérôme Lambert, Jean-Louis Debré, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Michel Pezet, Marcel Charmant, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Ernest Moutoussamy.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Marie Girault, Guy Allouche, Luc Dejoie, Bernard Laurent, Daniel Millaud, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Raymond Bouvier, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Lucien Lanier, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du vendredi 20 décembre 1991, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Gérard Gouzes ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Gouzes ; au Sénat : M. Jean-Pierre Tizon.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères Yves Guéna
Affaires sociales et intégration Jacques Oudin
● Economie sociale Robert Vizet
Affaires sociales et travail. Services communs ... Maurice Blin
Agriculture et forêt Roland du Luart
Aménagement du territoire Geoffroy de Montalembert
Anciens combattants Auguste Cazalet
Coopération et développement André-Georges Voisin
Culture et communication :
● Culture Roger Romani
● Communication Jean Cluzel
Départements et territoires d'outre-mer Henri Goetschy
Economie, finances et budget :
I. – Charges communes Claude Belot
II. – Services financiers Michel Manet
● Commerce extérieur Tony Larue
III. – Industrie Bernard Barbier
IV. – Artisanat et commerce René Ballayer
V. – Postes et télécommunications Henri Torre

Education nationale, enseignement scolaire et supérieur :

I. – Enseignement scolaire Jacques Delong
II. – Enseignement supérieur Jean Clouet

Environnement Robert Vizet

Equipement, logement, transport et espace :

I. – Urbanisme, logement et services communs Ernest Cartigny

II. – Transports :

1. Transports terrestres Jean-Pierre Masseret
● Voies navigables Philippe Adnot
2. Routes Paul Loridant
3. Sécurité routière Paul Loridant
4. Transport aérien et espace Marcel Fortier

III. – Météorologie Marcel Fortier

IV. – Tourisme Pierre Croze

V. – Mer :

● Marine marchande René Régnault
● Ports maritimes Tony Larue

Intérieur :

● Administration centrale et sécurité Paul Girod
● Administration territoriale, collectivités locales
et décentralisation Bernard Pellarin

Jeunesse et sports Paul Caron

Justice Jean Arthuis

Recherche et technologie Jacques Valade

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux Maurice Couve de Murville

- II. – Secrétariat général de la
Défense nationale Henri Collard
- III. – Conseil économique et social Mme Paulette Fost
- IV. – Plan Mme Maryse Bergé-Lavigne
- Travail, emploi et formation professionnelle Maurice Blin

B. – Budgets annexes.

- Aviation civile Marcel Fortier
- Imprimerie nationale Henri Collard
- Journaux officiels Mme Paulette Fost
- Légion d'honneur - Ordre de la Libération Louis Perrein
- Monnaies et Médailles Louis Perrein
- Prestations sociales agricoles Roland du Luart

II. – DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital René Monory
- Dépenses ordinaires François Trucy

III. – AUTRES DISPOSITIONS

- Comptes spéciaux du Trésor Emmanuel Hamel
- Observations de la commission des Finances sur le
rapport annuel de la Cour des Comptes Michel Moreigne

B. – Rapporteurs pour avis

1. – Commission des Affaires culturelles

- Culture Michel Miroudot
- Cinéma - Théâtre dramatique Jacques Carat
- Environnement Hubert Martin
- Enseignement scolaire Paul Séramy
- Enseignement agricole Albert Vecten
- Enseignement supérieur Jean-Pierre Camoin
- Enseignement technique Gérard Delfau
- Recherche scientifique et technique Pierre Laffitte
- Jeunesse et sports François Lesein
- Communication Adrien Gouteyron
- Relations culturelles, scientifiques et techniques
..... Jean Delaneau
- Francophonie Jacques Habert

2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

- Agriculture Alain Pluchet
- Aménagement rural Maurice Arreckx
- Industries agricoles et alimentaires Aubert Garcia
- Industrie Francisque Collomb
- Energie Roland Grimaldi
- Recherche et technologie René Trégouët
- Artisanat et commerce Jean-Jacques Robert
- Consommation et concurrence Louis Minetti
- Commerce extérieur Marcel Daunay

- Aménagement du territoire Jean Puech
- Plan Jean Boyer
- Routes et voies navigables Jacques Braconnier
- Ports maritimes Jean-François Le Grand
- Logement Robert Laucournet
- Urbanisme Jacques Bellanger
- Tourisme Charles Ginésy
- Environnement Bernard Hugo
- Transports terrestres Georges Berchet
- Aviation civile, transport aérien et espace Bernard Legrand
- Marine marchande Louis de Catuelan
- Postes et télécommunications Jean Faure
- Départements d'outre-mer Rodolphe Désiré
- Territoires d'outre-mer Pierre Lacour

3. – Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

- Affaires étrangères Claude Mont
- Affaires étrangères, relations culturelles extérieures . Paul Alduy
- Coopération Paul d'Ornano
- Défense - Section commune Xavier de Villepin
- Défense - Section Gendarmerie Michel Alloncle
- Défense - Section Forces terrestres Philippe de Gaulle
- Défense - Section Air Albert Voilquin
- Défense - Section Marine Max Lejeune

4. – Commission des Affaires sociales

- Anciens combattants Claude Prouvoyeur
- Santé et action sociale Louis Boyer
- Sécurité sociale Charles Descours
- Travail et emploi Louis Souvet
- Formation professionnelle Jean Madelain
- Prestations sociales agricoles Bernard Seillier
- Départements et territoires d'outre-mer Roger Lise
- Logement social Guy Penne

5. – Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

- Intérieur - Décentralisation Bernard Laurent
- Intérieur - Police et sécurité Paul Masson
- Intérieur - Sécurité civile Jean-Pierre Tizon
- Justice - Services généraux Germain Authié
- Justice - Administration pénitentiaire Jacques Thyraud
- Justice - Protection judiciaire de la jeunesse Michel Rufin
- Départements d'outre-mer Louis Virapoullé
- Territoires d'outre-mer Jean-Marie Girault

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Composition des différentes délégations au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes

(Lois n^{os} 79-564 du 6 juillet 1979 et 90-385 du 10 mai 1990)

Composition au 31 décembre 1991 :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Maurice Blin, André Bohl, Guy Cabanel, Jean Delaneau, Charles Descours, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Philippe François, Jean François-Poncet, Jacques Golliet, Yves Guéna, Emmanuel Hamel, Rémi Herment, André Jarrot, Jean-Pierre Masseret, Paul Masson, Daniel Millaud, Louis Minetti, Georges Othily, Robert Pontillon.

Bureau : *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. Michel Caldaguès, Claude Estier, Michel Poniatowski, Xavier de Villepin ; *Secrétaires :* MM. Ernest Cartigny, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Habert, Michel Miroudot, Jacques Oudin, André Rouvière, René Trégouët.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n^o 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 31 décembre 1991 :

Représentants du Sénat : M. Henri Belcour, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Jean Chérioux, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, M. Guy Robert.

Représentants de l'Assemblée nationale : MM. Henri Bayard, Guy Chanfrault, Bernard Debré, Jean-Marie Demange, Mme Marie Jacq, MM. Jean-Pierre Lapaire, Jacques Masdeu-Arus, Gilbert Millet, Mmes Christiane Mora, Monique Papon, M. Francisque Perrut, Mme Ségolène Royal, M. Michel Terrot.

Bureau : *Président :* Mme Denise Cacheux, député ; *Vice-présidents :* MM. Claude Huriet, Bernard Seillier, sénateurs ; M. André Clert, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, députés.

Rapporteurs : M. Henri Bayard, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; M. Jean-Pierre Lapaire, député, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception ; M. Guy Chanfrault, député, pour suivre l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n^o 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 31 décembre 1991 :

Membres : MM. Jacques Bellanger, Gérard Delfau, Bernard Hugo, Roger Husson, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Bernard Pellarin, Henri Revol, Jean-Jacques Robert.

Bureau : *Président :* M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Braconnier, Marcel Lesbros, Roland Grimaldi, Georges Mouly ; *Secrétaire :* M. Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n^o 83-609 du 8 juillet 1983)

Modifications intervenues en cours d'année (membres nommés par le Sénat) :

Le 9 avril 1991, M. Jacques Sourdille est nommé membre titulaire en remplacement de M. Paul Graziani, démissionnaire et M. Charles Descours est nommé membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 10 avril 1991).

Le 16 octobre 1991, nomination du Bureau (*JO* Lois et décrets du 16 octobre 1991).

Composition au 31 décembre 1991 :

Membres nommés par le Sénat :

Titulaires : MM. Louis Boyer, Louis Perrein, Franck Sérusclat, Jacques Sourdille, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Suppléants : MM. André Boyer, Charles Descours, Adrien Gouteyron, Paul Loridant, Jacques Mossion, Richard Pouille, René Régnault, Michel Souplet.

Composition au 31 décembre 1991 :

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : MM. Claude Birraux, Michel Destot, Alain Devaquet, Robert Galley, Christian Bataille, Michel Pelchat.

Suppléants : M. Yves Freville, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jacques Godfrain, Christian Bataille, Jean-Michel Couve, Émile Zuccarelli, Daniel Chevalier, Ladislav Poniatowski.

Bureau : *Président :* M. Jean-Yves Le Déaut, député ; *Vice-président :* M. Jean Faure, sénateur ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Raymond Forni, député.

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION (autorisées par le Sénat)

A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement)

1 – Rapport d'information fait par M. Daniel Hoeffel, au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques et du Plan, la commission des affaires sociales, la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation et la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et chargée d'étudier le déroulement et la mise en œuvre de la **politique de décentralisation** [n^o 248 (90-91) (27 mars 1991)].

2 – Demande conjointe des présidents des quatre commissions : des affaires économiques et du Plan, des affaires sociales, des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les conditions de la gestion technique, administrative et financière de la **transfusion sanguine** en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du **don bénévole du sang** (7 novembre 1991) (p. 3599) – Octroi de l'autorisation demandée (15 novembre 1991) (p. 3775). Dissolution à la suite de la création de la commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme (Bulletin des commissions n° 12 p. 1957).

3 – Demande conjointe des présidents des six commissions permanentes tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission commune d'information ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, de suivre la mise en œuvre des **accords de Schengen** et d'assurer l'information du Sénat sur cette mise en œuvre (18 décembre 1991) (p. 5532) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1991) (p. 5673).

a) Commission des affaires culturelles

1 – Rapport d'information fait par *MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Jacques Bérard, Ivan Renar, François Lesein et André Egu*, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 13 au 27 septembre 1990 en **Grande-Bretagne**, aux **Etats-Unis** et au **Canada** afin d'étudier les **grandes bibliothèques** de Grande-Bretagne et des Etats-Unis et la situation de la **francophonie** dans le nord-est des Etats-Unis [n° 250 (90-91)] (27 mars 1991).

2 – Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à la Réunion et à l'île Maurice, afin d'étudier la situation de l'**audiovisuel à la Réunion** et l'état de la **francophonie à l'île Maurice** (14 juin 1991) (p. 1679) – Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1991) (p. 2256).

3 – Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier la mise en place et le fonctionnement des **instituts universitaires de formation des maîtres** (6 décembre 1991) (p. 4921) – Octroi de l'autorisation demandée (12 décembre 1991) (p. 5255).

b) Commission des affaires économiques et du Plan

1 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Etats-Unis d'Amérique** afin d'y étudier la situation actuelle de l'**économie** américaine, notamment de son **agriculture**, et la position de ce pays dans le cadre des **négociations du GATT** (11 juin 1991) (p. 1505) – Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1991) (p. 2256).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information de *MM. Jean Lecanuet, président, François Abadie, Jean Garcia, Michel Alloncle, André Rouvière, Jacques Golliet et Michel Poniatowski* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée à **Cuba** du 23 au 30 mars 1991 [n° 349 (90-91)] (4 juin 1991).

2 – Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant d'obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Chili** et en **Argentine**, chargée d'étudier l'évolution de ces deux pays et d'apprécier l'état de la **coopération** politique, culturelle et technique de ces pays **avec la France** (3 décembre 1991) (p. 4702) – Octroi de l'autorisation demandée (12 décembre 1991) (p. 5255).

d) Commission des affaires sociales

1 – Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à la **Réunion**, afin d'y examiner les problèmes de l'**emploi**, du **revenu minimum d'insertion**, de la **formation professionnelle** et de l'**aide sociale** (11 avril 1991) (p. 428) – Octroi de l'autorisation demandée (23 avril 1991) (p. 589) – Mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 – Rapport d'information de *M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. François Delga, Jean-Pierre Demerliat, Michel Doublet, Jean Madelain et Bernard Seillier* [n° 457 (90-91)] (5 juillet 1991).

2 – Rapport d'information de *MM. Jean-Pierre Fourcade, José Balareello, François Delga, Jean Madelain, Claude Prouvoyeur et Paul Souffrin*, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission d'information effectuée en **Allemagne** du 17 au 21 février 1991 afin d'y étudier le **logement social** [n° 393 (90-91)] (18 juin 1991).

3 – Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les régimes de **protection sociale** dans les départements du **Haut-Rhin**, du **Bas-Rhin** et de la **Moselle** (3 décembre 1991) (p. 4725) – Octroi de l'autorisation demandée (12 décembre 1991) (p. 5255).

e) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Afrique du Sud** afin d'étudier l'**évolution institutionnelle** de ce pays (26 juin 1991) (p. 2160) – Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1991) (p. 2256) – Mission effectuée du 4 au 14 septembre 1991 – Rapport d'information de *MM. Jacques Larché, président, Germain Authié, Charles Jolibois et Luc Dejoie* [n° 40 (91-92)] (17 octobre 1991).

2 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information :
– la première dans les trois territoires d'outre-mer du **Pacifique-Sud**, afin d'étudier le suivi des accords de Matignon en **Nouvelle-Calédonie**, les problèmes institutionnels à **Wallis-et-Futuna** et la mise en place des nouvelles institutions en **Polynésie française** ;
– la seconde à **Mayotte**, afin notamment d'étudier le bilan de l'application des ordonnances prises en vertu de la loi d'habilitation de 1989, et à la **Réunion**, afin d'apprécier la situation politique et sociale (4 décembre 1991) (p. 4777) – Octroi des autorisations demandées (12 décembre 1991) (p. 5255).

B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

1 – Rapport d'information fait par *MM. Hubert Haenel, Jean Huchon et Roland du Luart*, au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'**espace rural français** et de proposer les éléments d'une politique d'aménagement [n° 249 (90-91)] (27 mars 1991).

2 – Rapport d'information fait par *MM. Jean Lecanuet, président, Michel Alloncle, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Max Lejeune, Xavier de Villepin et Albert Voilquin*, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur quelques enseignements immédiats de la **crise du Golfe** quant aux exigences nouvelles en matière de **défense** [n° 303 (90-91)] (25 avril 1991).

3 – Rapport d'information de *M. Roland du Luart*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le fonctionnement du **fonds national pour le développement des adductions d'eau** [n° 8 (91-92)] (8 octobre 1991).

4 – Rapport d'information de *M. Xavier de Villepin*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le nouvel **environnement géostratégique et les armements nucléaires en France** [n° 90 (91-92)] (15 novembre 1991).

C. – Autres missions

Rapport d'information de *M. Jean Lecanuet* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée à **Kiev** les 13 et 14 septembre 1991 [n° 60 (91-92)] (25 octobre 1991).

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Composition au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Composition au 31 décembre 1991 :

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, André Diligent, Jacques Machet, Louis Brives, Kléber Malécot, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Charles Lederman, N.

Juges suppléants : MM. Daniel Millaud, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin, Georges Berchet, Germain Authié.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Au 31 décembre 1991, l'Assemblée nationale n'avait pas élu ses membres.

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Membres nommés par le Sénat le 9 octobre 1991 (JO Lois et décrets du 10 octobre 1991) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Luc Dejoie, Gérard Delfau, Jacques Delong, Roland du Luart, René Monory, Pierre Schiélé, Raymond Soucaret.

Nomination du bureau (JO Lois et décrets du 16 octobre 1991) :

Président : M. Jean Chérioux ; *Vice-président* : M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur* : M. Tony Larue.

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat au 1^{er} janvier 1991 : voir Table thématique 1990 « Renseignements divers ».

Composition au 31 décembre 1991 (Représentants du Sénat) :

Membres titulaires : MM. Henri Collette, Adrien Gouteyron, Pierre Jeambrun, Louis Jung, Robert Pontillon, Jacques Thyraud.

Membres suppléants : MM. Michel Alloncle, André Bohl, Pierre Croze, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret, Jean Roger.

Composition au 31 décembre 1991 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Roland Beix, Jean-Marie Caro, Adrien Durand, Raymond Forni, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Jean Öehler, Jean Seitlinger, Jean Valleix, Théo Vial-Massat.

Membres suppléants : MM. René André, Jean-Pierre Balligand, Claude Biraux, Paul Dhaille, Jean de Gaulle, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Émile Köhl, Pierre Lagorce, Georges Lemoine, Charles Pistre, Jean Valleix, Jean-Pierre Worms.

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES (1)

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.	M. Paul d'ORNANO	
Commission nationale des Bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Mme Paulette BRISEPIERRE M. Xavier de VILLEPIN	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.	M. André-Georges VOISIN	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.	M. Paul d'ORNANO	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).	MM. Adrien GOUTEYRON Jacques GOLLIET	
AGRICULTURE		
Comité consultatif du fonds national des abat-toirs.	MM. Alain PLUCHET	Fernand TARDY
Conseil supérieur de l'aménagement rural	(*)	
Conseil national d'aménagement du territoire.	M. Jean FRANÇOIS-PONCET	
Conseil supérieur du cheval.	MM. Josselin de ROHAN	Michel SOUPLET
Comité de contrôle du fonds forestier national.	M. Geoffroy de MONTALEMBERT	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe FRANÇOIS	Charles-Edmond LENGLET
Conseil national de la montagne.	MM. Jean FAURE Bernard HUGO Franz DUBOSCQ Raymond BOUVIER	

(*) Pas de demande de désignation.

(1) Renseignements communiqués par le Service de la séance le 17 juin 1992.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Guy ROBERT	
Commission chargée de l'attribution des aides du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée.	MM. Claude PROUVOYEUR Michel MIROUDOT Guy ROBERT Ernest CARTIGNY Marc BŒUF	Auguste CAZALET Jean-Pierre FOURCADE Jacques HABERT André BOHL Robert PAGÈS
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension .	MM. Auguste CAZALET Claude PROUVOYEUR Michel MIROUDOT Guy ROBERT Marc BŒUF Max LEJEUNE Robert VIZET	Emmanuel HAMEL Henri BELCOUR Jean DUMONT Louis de CATUELAN Gérard ROUJAS Jacques BIMBENET Hector VIRON
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales	MM. Louis MERCIER Roland du LUART	
Comité des finances locales .	MM. Jacques OUDIN Christian BONNET	Jean CLOUET Raymond BOUVIER
Conseil national des services publics départementaux et communaux .	MM. René-Georges LAURIN Pierre SCHIÉLÉ Germain AUTHIÉ Bernard LAURENT	
COMMUNICATION		
Conseil d'administration d' Antenne 2 .	M. André FOSSET	
Conseil d'administration de FR 3 .	M. Michel MIROUDOT	
Conseil d'administration de l'institut national de la communication audiovisuelle (INA).	Mme Paulette BRISEPIERRE	
Conseil d'administration de Radio France .	M. Jacques CARAT	
Conseil d'administration de Radio France Internationale (RFI) .	M. Charles de CUTTOLI	
Conseil d'administration de la société de Radiodiffusion et télévision de l' outre-mer (RFO) .	M. Daniel MILLAUD	

Organismes.	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	MM. Michel MIROUDOT Roger ROMANI Marcel VIDAL	
Conseil national de la cinématographie	MM. Maurice SCHUMANN Jean DELANEAU	Jean CLUZEL Hubert MARTIN
Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie.	M. Jean SIMONIN	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	MM. Pierre LAFFITTE	Jean CLOUET
Conseil national des fondations	M. Pierre LAFFITTE	
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d'armement.	M. René MONORY	
Conseil permanent du service militaire.	(*)	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).	MM. Henri GOETSCHY Daniel MILLAUD	André-Georges VOISIN Jacques BIMBENET
Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM)	MM. Henri GOETSCHY Albert PEN Josselin de ROHAN	
Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale.	M. Louis VIRAPOULLÉ	

(*) Pas de demande de désignation.

XIII. – MINISTÈRES

A. – Gouvernement Michel ROCARD

(Nommé les 28 juin, 8 juillet 1988, 14, 22 février, 29 mars 1989,
5, 17 juillet, 2 octobre et 21 décembre 1990.)

(J.O. des 29 juin, 9 juillet 1988, 15, 23 février, 30 mars 1989, 6, 18 juillet, 3 octobre et 22 décembre 1990.)

1. – Composition au 1^{er} janvier 1991 :

Premier ministre	Michel Rocard
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Lionel Jospin
Ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel Durafour
Ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Ministre d'Etat, ministre de la ville	Michel Delebarre
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Henri Nallet
Ministre de la défense	Jean-Pierre Chevènement
Ministre de l'intérieur	Pierre Joxe
Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire	Roger Fauroux
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Louis Mermaz
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Jean-Pierre Soisson
Ministre de la coopération et du développement	Jacques Pelletier
Ministre de la culture, de la communication et des grands travaux	Jack Lang
Ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer	Louis Besson
Ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement	Louis Le Pensec
Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace	Paul Quilès
Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre des affaires sociales et de la solidarité	Claude Évin
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre du commerce extérieur	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs	Brice Lalonde
Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Michel Charasse
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie ...	Alain Decaux
Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Edwige Avice
Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Elisabeth Guigou
Ministre délégué auprès du Garde des Sceaux, ministre de la justice	Georges Kiejman
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur	Philippe Marchand
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions	Jacques Chérèque
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat	François Duboin
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme ..	Jean-Michel Baylet
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer	Jacques Mellick
Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé de la communication	Catherine Tasca
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la santé	Bruno Durieux
Secrétaire d'État aux droits de la femme	Michèle André
Secrétaire d'État aux anciens combattants et aux victimes de guerre	André Méric
Secrétaire d'État à la défense	Gérard Renon
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan	Lionel Stoléru
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre	Tony Dreyfus
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire	Bernard Kouchner

Secrétaire d'État auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique	Robert Chapuis
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports	Roger Bambuck
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Véronique Neiertz
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales	Thierry de Beaucé
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux	Georges Sarre
Secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle	André Laignel
Secrétaire d'État auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé des grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la famille et des personnes âgées	Hélène Dorlhac de Borne
Secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé des handicapés et des accidentés de la vie	Michel Gillibert

2. – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 15 mai 1991 :

– *Décret du 29 janvier 1991 (J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1991) (p. 1551).*

Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de M. Jean-Pierre Chévènement, ministre de la défense.

M. Pierre Joxe est nommé ministre de la défense.

M. Philippe Marchand est nommé ministre de l'intérieur.

– *Décret du 15 mai 1991 (J.O. Lois et décrets du 16 mai 1991) (p. 6472).*

Il est mis fin sur la présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de M. Michel Rocard, Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

3. – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 1^{er} janvier 1991 :

Voir tables des matières 1989 et thématique 1990, « Renseignements divers ».

4. – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat ayant changé d'attributions entre le 1^{er} janvier et le 15 mai 1991 :

– *Décret n° 91-292 du 20 mars 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la défense (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1991).

B. – Gouvernement Edith CRESSON

– *Décret du 15 mai 1991* portant nomination du Premier ministre (J.O. Lois et décrets du 16 mai 1991) (p. 6472).

– *Décrets du 16 mai 1991 et du 17 mai 1991* portant nomination des membres du Gouvernement (J.O. Lois et décrets des 17 et 18 mai 1991) (p. 6545 et 6789).

1. – Composition au 17 mai 1991 :

Premier ministre	Edith Cresson
Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale	Lionel Jospin
Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative	Jean-Pierre Soisson
Ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire	Michel Delebarre
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Henri Nallet
Ministre de la défense	Pierre Joxe
Ministre de l'intérieur	Philippe Marchand
Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement	Jack Lang
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Louis Mermaz
Ministre des affaires sociales et de l'intégration	Jean-Louis Bianco
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Martine Aubry
Ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace	Paul Quilès
Ministre de la coopération et du développement	Edwige Avice
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Louis Le Pensec
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre de la jeunesse et des sports	Frédérique Bredin
Ministre de l'environnement	Brice Lalonde
Ministre délégué au budget	Michel Charasse

Ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur	Dominique Strauss-Kahn
Ministre délégué au commerce et à l'artisanat	François Doubin
Ministre délégué aux postes et télécommunications	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué à la justice	Michel Sapin
Ministre délégué aux affaires européennes	Elisabeth Guigou
Ministre délégué à la francophonie	Catherine Tasca
Ministre délégué à la santé	Bruno Durieux
Ministre délégué à la communication	Georges Kiejman
Ministre délégué au tourisme	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Louis Mexandeau
Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique	Jean Guyard
Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire	Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères	Alain Vivien
Secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire	André Laignel
Secrétaire d'Etat à la défense	Jacques Mellick
Secrétaire d'Etat aux collectivités locales	Jean-Pierre Sueur
Secrétaire d'Etat aux grands travaux	Emile Biasini
Secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration	Kofi Yamgnane
Secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées	Laurent Cathala
Secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie	Michel Gillibert
Secrétaire d'Etat aux droits des femmes	Véronique Neiertz
Secrétaire d'Etat au logement	Marcel Debarge
Secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux	Georges Sarre
Secrétaire d'Etat à la mer	Jean-Yves Le Drian
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur	Jean-Noël Jeanneney

2. – Modifications intervenues entre le 16 mai et le 31 décembre 1991 :

- *Décret du 16 mai 1991* relatif à la composition du Gouvernement (rectificatif) (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7379).
- *Décret du 17 mai 1991* relatif à la composition du Gouvernement (rectificatif) (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7389).
- *Décret du 25 mai 1991* relatif à la composition du Gouvernement (*J.O.* Lois et décrets du 26 mai 1991, p. 7149).
- *Décret du 22 juillet 1991* relatif à la composition du Gouvernement (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1991, p. 9727).

3. – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 16 mai 1991 :

- *Décret n° 91-503 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7374).
- *Décret n° 91-504 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7378).
- (Rectificatif *J.O.* Lois et décrets du 8 juin 1991, p. 7543).
- *Décret n° 91-505 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7379).
- *Décret n° 91-506 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7381).
- *Décret n° 91-508 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à la justice (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7382).
- *Décret n° 91-509 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de l'intégration (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7383).
- *Décret n° 91-510 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7384).
- *Décret n° 91-511 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre de la coopération et du développement (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7385).
- *Décret n° 91-512 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre des départements et territoires d'outre-mer (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7386).
- *Décret n° 91-513 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7388).
- *Décret n° 91-514 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du ministre de l'environnement (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7388).
- *Décret n° 91-515 du 3 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat, aux anciens combattants et victimes de guerre (*J.O.* Lois et décrets du 4 juin 1991, p. 7389).
- *Décret n° 91-545 du 10 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1991, p. 7654).
- *Décret n° 91-546 du 10 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué au budget (*J.O.* Lois et décrets du 11 juin 1991, p. 7655).

- *Décret n° 91-547 du 10 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué aux postes et télécommunications (*J.O. Lois et décrets* du 11 juin 1991, p. 7655).
- *Décret n° 91-548 du 10 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à la santé (*J.O. Lois et décrets* du 11 juin 1991, p. 7657).
- *Décret n° 91-554 du 13 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales (*J.O. Lois et décrets* du 14 juin 1991, p. 7771).
- *Décret n° 91-560 du 18 juin 1991* relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement (*J.O. Lois et décrets* du 19 juin 1991, p. 7935).
- *Décret n° 91-561 du 18 juin 1991* relatif aux attributions du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace (*J.O. Lois et décrets* du 19 juin 1991, p. 7935).
- *Décret n° 91-566 du 18 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation (*J.O. Lois et décrets* du 19 juin 1991, p. 7942).
- *Décret n° 91-570 du 20 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur (*J.O. Lois et décrets* du 21 juin 1991, p. 8067).
- *Décret n° 91-571 du 20 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (*J.O. Lois et décrets* du 21 juin 1991, p. 8067).
- *Décret n° 91-572 du 20 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué aux affaires européennes (*J.O. Lois et décrets* du 21 juin 1991, p. 8068).
- *Décret n° 91-574 du 20 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux grands travaux (*J.O. Lois et décrets* du 21 juin 1991, p. 8076).
- *Décret n° 91-575 du 20 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à la communication (*J.O. Lois et décrets* du 21 juin 1991, p. 8076).
- *Décret n° 91-587 du 25 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire (*J.O. Lois et décrets* du 26 juin 1991, p. 8237).
- *Décret n° 91-589 du 25 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat au logement (*J.O. Lois et décrets* du 26 juin 1991, p. 8241).
- *Décret n° 91-590 du 25 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux (*J.O. Lois et décrets* du 26 juin 1991, p. 8242).
- *Décret n° 91-591 du 25 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la mer (*J.O. Lois et décrets* du 26 juin 1991, p. 8243).
- *Décret n° 91-592 du 25 juin 1991* relatif aux attributions du ministre délégué au tourisme (*J.O. Lois et décrets* du 26 juin 1991, p. 8243).
- *Décret n° 91-610 du 28 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux affaires sociales (*J.O. Lois et décrets* du 29 juin 1991, p. 8457).
- *Décret n° 91-611 du 28 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées (*J.O. Lois et décrets* du 29 juin 1991, p. 8458).
- *Décret n° 91-612 du 28 juin 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie (*J.O. Lois et décrets* du 29 juin 1991, p. 8458).
- *Décret n° 91-624 du 3 juillet 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la défense (*J.O. Lois et décrets* du 4 juillet 1991, p. 8712).
- *Décret n° 91-701 du 22 juillet 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1991, p. 9733).
- *Décret n° 91-710 du 24 juillet 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat au commerce extérieur (*J.O. Lois et décrets* du 25 juillet 1991, p. 9832).
- *Décret n° 91-746 du 31 juillet 1991* relatif aux attributions du secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, délégué du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (*J.O. Lois et décrets* du 1^{er} août 1991, p. 10218).
- *Décret n° 91-1048 du 10 octobre 1991* modifiant le décret n° 84-1194 du 21 décembre 1984 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale en matière de santé scolaire (*J.O. Lois et décrets* du 13 octobre 1991, p. 13442).
- *Décret n° 91-1094 du 21 octobre 1991* relatif aux attributions du ministre délégué à la francophonie (*J.O. Lois et décrets* du 22 octobre 1991, p. 13834).

XIV. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1991

(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table des matières et de la date de **première inscription** à l'ordre du jour)*

Première session extraordinaire de 1990-1991 (16 janvier 1991)

16 janvier 1991. – Déclaration du Gouvernement sur la politique du Moyen-Orient. – **Gouvernement (déclarations).**

Deuxième session extraordinaire de 1990-1991 (19 mars - 28 mars 1991)

19 mars 1991. – Déclaration du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient. – **Gouvernement (déclarations).**

20 mars 1991. – Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature. – **Justice.**

– Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse.
– **Collectivités territoriales.**

Seconde session ordinaire de 1990-1991 (2 avril - 29 juin 1991)

2 avril 1991. – Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements, instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes. – **Collectivités territoriales.**

5 avril 1991. – Projet de loi modifiant le code des postes et des télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications. – **Postes et télécommunications (P et T).**

(*) Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table thématique 1991.

– Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier. – **Forêts.**

– Projet de loi relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural. – **Agriculture.**

9 avril 1991. – Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine. – **Pharmacie.**

16 avril 1991. – Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture. – **Pêche** (voir table thématique 1990).

– Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines. – **Pêche** (voir table thématique 1990).

– Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier. – **Sociétés civiles et commerciales.**

– Proposition de loi portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime. – **Mer et littoral.**

18 avril 1991. – Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants. – **Professions libérales.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants). – **Traités et conventions.**

23 avril 1991. – Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes. – **Code pénal.**

25 avril 1991. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. – **Fonctionnaires et agents publics.**

29 avril 1991. – Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

6 mai 1991. – Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique. – **Associations.**

7 mai 1991. – Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation. – **Justice.**

– Proposition de loi tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales. – **Enseignement privé.**

14 mai 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

22 mai 1991. – Déclaration du Gouvernement portant sur la politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

23 mai 1991. – Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public. – **Handicapés.**

24 mai 1991. – Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution. – **Procédure civile** (voir table thématique 1990).

28 mai 1991. – Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1^{er} juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance. – **Banques et établissements financiers.**

29 mai 1991. – Projet de loi relatif à l'aide juridique. – **Justice.**

4 juin 1991. – Projet de loi portant réforme hospitalière. – **Hôpitaux publics.**

10 juin 1991. – Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du Conseil de l'Ordre des médecins et du Conseil de l'Ordre des sages-femmes. – **Ordres professionnels.**

– Proposition de loi tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat. – **Conseil d'Etat.**

11 juin 1991. – Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République. – **Collectivités territoriales.**

18 juin 1991. – Déclaration du Gouvernement sur les orientations politiques de la défense. – **Gouvernement (déclarations).**

– Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal. – **Agriculture (maladies du bétail).**

– Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme. – **Tourisme.**

19 juin 1991. – Projet de loi d'orientation pour la ville. – **Urbanisme.**

24 juin 1991. – Proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail. – **Accidents du travail.**

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. – **Sécurité sociale.**

25 juin 1991. – Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications. – **Droits de l'homme.**

26 juin 1991. – Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. – **Politique économique et sociale.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

27 juin 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990. – **Traités et conventions.**

29 juin 1991. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires. – **Parlement.**

- Proposition de résolution tendant à modifier l'article 10 du Règlement du Sénat. – **Parlement.**
- Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration. – **Elections.**

Première session ordinaire de 1991-1992
(2 octobre - 20 décembre 1991)

8 octobre 1991. – Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail. – **Accidents du travail.**

9 octobre 1991. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989. – **Lois de règlement.**

– Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service. – **Accidents du travail.**

10 octobre 1991. – Déclaration du Gouvernement sur la situation de l'agriculture. – **Gouvernement (déclarations).**

15 octobre 1991. – Projet de loi renforçant la protection des consommateurs. – **Consommation.**

16 octobre 1991. – Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux. – **Eau.**

18 octobre 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe *ne bis in idem*. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigeria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre Partie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

22 octobre 1991. – Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement. – **Banques et établissements financiers.**

23 octobre 1991. – Projet de loi modifiant le code du service national. – **Service national.**

– Projet de loi modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

24 octobre 1991. – Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements. – **Elections.**

25 octobre 1991. – Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports. – **Transports.**

28 octobre 1991. – Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables. – **Santé.**

29 octobre 1991. – Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens. – **Code pénal.**

5 novembre 1991. – Projet de loi modifiant le code forestier. – **Forêts.**

– Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi. – **Formation professionnelle.**

6 novembre 1991. – Projet de loi relatif aux recherches sur l'élimination des déchets radioactifs. – **Environnement.**

7 novembre 1991. – Proposition de loi organisant le certificat d'hébergement par les communes. – **Etrangers.**

– Proposition de loi réformant le regroupement familial. – **Etrangers.**

– Proposition de loi organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France. – **Etrangers.**

– Proposition de loi réformant la procédure du droit d'asile. – **Etrangers.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière. – **Etrangers.**

– Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives. – **Economie sociale.**

12 novembre 1991. – Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France. – **Etrangers.**

13 novembre 1991. – Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux. – **Marchés publics.**

14 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles. – **Ville.**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

18 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie. – **Assurance maladie maternité.**

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion. – **Politique économique et sociale.**

– Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés. – **Sociétés civiles et commerciales.**

– Proposition de loi tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

19 novembre 1991. – Projet de loi de finances pour 1992. – **Lois de finances.**

10 décembre 1991. – Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants. – **Stupéfiants.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

11 décembre 1991. – Proposition de loi tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel, modifiant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi audit code. – **Magistrature.**

– Proposition de loi relative à la recherche des personnes disparues. – **Absences et disparitions.**

12 décembre 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la route nationale 7. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au conseil supérieur de l'éducation. – **Enseignement.**

16 décembre 1991. – Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. – **Sécurité sociale.**

17 décembre 1991. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations, chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Projet de loi de finances rectificative pour 1991. – **Lois de finances rectificatives.**

18 décembre 1991. – Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer. – **Territoires d'outre-mer.**

– Proposition de loi tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française. – **Territoires d'outre-mer.**

– Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de pré-retraite agricole. – **Mutualité sociale agricole.**

– Proposition de résolution tendant à rendre le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Proposition de loi tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'État et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois. – **Famille.**

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature. – **Magistrature.**

19 décembre 1991. – Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs. – **Elections.**

20 décembre 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du Fonds de solidarité africain. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole complémentaire entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg au protocole entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun signé à Bruxelles le 22 mars 1990. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991. – **Traités et conventions.**

B. – Textes déposés en 1991, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat
(avec indication de la rubrique de classement dans la table et de la date de dépôt)*.

Première session ordinaire de 1990-1991

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance
du 16 janvier 1991)

31 janvier 1991. – Proposition de loi visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes. – **Communes.**

1^{er} février 1991. – Proposition de loi tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier. – **Forêts (incendies).**

4 février 1991. – Proposition de loi visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux. – **Environnement.**

1^{er} mars 1991. – Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements, ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries. – **Elections.**

4 mars 1991. – Proposition de loi tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance, titulaires de la carte de C.V.R. et de la médaille de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la nation, sans conditions d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Deuxième session extraordinaire de 1990-1991
(19 mars - 28 mars 1991)

21 mars 1991. – Proposition de loi portant validation législative de la liste d'admissibilité à un concours d'attaché du cadre départemental. – **Examens et concours.**

Seconde session ordinaire de 1990-1991
(2 avril - 29 juin 1991)

2 avril 1991. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs. – **Prélèvements obligatoires.**

– Proposition de loi visant à alléger le poids de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur l'agriculture française. – **Impôts et taxes.**

4 avril 1991. – Proposition de loi tendant à l'assouplissement du lien qui unit le taux des impôts directs locaux. – **Impôts et taxes.**

9 avril 1991. – Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience. – **Service national.**

– Proposition de loi organique visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

11 avril 1991. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi visant à accorder aux collectivités territoriales le remboursement de la T.V.A. sur leurs dépenses de fonctionnement. – **Collectivités territoriales.**

16 avril 1991. – Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées. – **Coopération.**

18 avril 1991. – Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise. – **Entreprises.**

– Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

23 avril 1991. – Proposition de loi relative aux crimes et délits contre les mineurs. – **Enfance.**

25 avril 1991. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la V^e République. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

29 avril 1991. – Proposition de loi tendant à lutter contre le squatage des locaux d'habitation. – **Logement.**

30 avril 1991. – Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat et à la protection des consommateurs. – **Commerce et artisanat.**

6 mai 1991. – Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées. – **Coopération.**

– Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel. – **Conseil constitutionnel.**

7 mai 1991. – Proposition de loi tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaire et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de Bourse. – **Parlement.**

14 mai 1991. – Proposition de loi visant à rendre plus justes pour les communes petites et moyennes les modalités de répartition de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 6, 24, 32 et 56 de la Constitution. – **Président de la République.**

22 mai 1991. – Proposition de loi tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics. – **Services publics.**

– Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme. – **Participation des salariés.**

– Proposition de loi modifiant l'article 7, alinéa 5, de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et instituant la mise en place de chartes financières entre l'État et les collectivités territoriales de la République. – **Collectivités territoriales.**

6 juin 1991. – Proposition de loi tendant à modifier les articles 374 et 288 du code civil. – **Famille.**

12 juin 1991. – Proposition de loi visant à développer la récupération et la valorisation des déchets plastiques. – **Pollution et nuisances.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales. – **Professions libérales.**

18 juin 1991. – Proposition de loi relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise. – **Participation des salariés.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence

(*) Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table thématique 1991.

de fraudes ou de distorsions de concurrence, ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

25 juin 1991. – Proposition de loi relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain. – **Environnement.**

29 juin 1991. – Proposition de loi portant création de chambres consulaires des professions libérales. – **Professions libérales.**

– Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon. – **Logement.**

*Propositions de loi reprises par leurs auteurs
(11 avril 1991)*

13 octobre 1989. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence. – **Elections.**

21 novembre 1989. – Proposition de loi modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des Sénateurs. – **Elections.**

(16 avril 1991)

8 novembre 1989. – Proposition de loi constitutionnelle, tendant à instituer un référendum d'initiative populaire. – **Référendums.**

(18 avril 1991)

22 novembre 1989. – Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires. – **Transports.**

– Proposition de loi relative à l'établissement de schémas départementaux d'exploitation des carrières. – **Mines et carrières.**

(19 avril 1991)

19 juillet 1989. – Proposition de loi relative au régime local de protection sociale d'Alsace-Moselle. – **Protection sociale.**

(24 avril 1991)

3 juillet 1989. – Proposition de loi insérant un article L. 311-3 bis dans le code de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

(29 avril 1991)

6 décembre 1989. – Proposition de loi sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure. – **Assurances.**

Troisième session extraordinaire 1990-1991
(1^{er} juillet - 5 juillet 1991)

2 juillet 1991. – Proposition de loi tendant à favoriser l'utilisation d'œuvres audiovisuelles à des fins éducatives. – **Enseignement.**

3 juillet 1991. – Proposition de loi relative aux enfants déclarés sans vie à l'officier d'état civil. – **Etat civil.**

**Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal
de la séance du 5 juillet 1991**

8 juillet 1991. – Proposition de loi visant à compléter la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. – **Fonctionnaires et agents publics.**

23 juillet 1991. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

26 juillet 1991. – Proposition de loi tendant à limiter les réformes tardives des modes de scrutin. – **Elections.**

– Proposition de loi relative au mode de scrutin concernant les élections législatives. – **Elections.**

27 juillet 1991. – Proposition de loi relative à la lutte contre la spéculation foncière et immobilière. – **Urbanisme.**

– Proposition de loi tendant à l'interdiction du commerce des armes. – **Armes (ventes).**

– Proposition de loi relative au recours en révision devant le Conseil d'Etat. – **Juridictions administratives.**

– Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de procédure civile. – **Procédure civile.**

– Proposition de loi tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé. – **Santé.**

– Proposition de loi tendant à valider comme période d'assurance, celle où des personnes sous les drapeaux, qui ont contracté une maladie les rendant inaptes à l'exercice de leur emploi précédent, ont dû, avant 1968, recourir à des stages professionnels de reclassement. – **Service national.**

31 juillet 1991. – Proposition de loi tendant à compléter l'article 93 du code général des impôts en cas de cessation d'activité pour cause de retraite. – **Professions libérales.**

28 août 1991. – Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements. – **Hôpitaux publics.**

4 septembre 1991. – Proposition de loi portant validation législative de la liste d'admission à un examen pour la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier. – **Examens et concours.**

11 septembre 1991. – Proposition de loi tendant à élargir à l'ensemble des mères de famille salariées le bénéfice du régime de retraite anticipée institué à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale. – **Retraites.**

16 septembre 1991. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 35 de la Constitution. – **Défense.**

19 septembre 1991. – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1157 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des indemnités de direction et de décharges de service d'enseignement accordées aux instituteurs exerçant des fonctions de directeurs d'écoles publiques. – **Enseignement privé.**

20 septembre 1991. – Proposition de loi tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale. – **Animaux.**

Première session ordinaire de 1991-1992
(2 octobre - 20 décembre 1991)

3 octobre 1991. – Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. – **Recherche agronomique.**

8 octobre 1991. – Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

9 octobre 1991. – Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique. – **Droit pénal.**

– Proposition de loi relative au mode de calcul des congés annuels des salariés. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant au développement et à l'amélioration de la contraception et de l'éducation sexuelle. – **Médecine.**

– Proposition de loi relative à la lutte contre les employeurs de main-d'œuvre étrangère clandestine. – **Travail.**

– Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament. – **Pharmacie.**

10 octobre 1991. – Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. – **Impôt sur le revenu.**

15 octobre 1991. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à combler les lacunes, à remédier aux défaillances et à prévenir les

interprétations abusives de la Constitution de 1958, afin de préserver et de maintenir les institutions de la V^e République. – **Constitution.**

– Proposition de loi visant à assouplir les conditions d'application de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984, relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public. – **Fonctionnaires et agents publics.**

18 octobre 1991. – Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes. – **Ordre public.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962. – **Fêtes légales.**

– Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Déportés et internés.**

– Proposition de loi tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'industrie automobile française. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

22 octobre 1991. – Proposition de loi tendant à accorder aux anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord le bénéfice d'une retraite anticipée. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 615-15 du code de la sécurité sociale et à dispenser les titulaires d'une pension militaire d'invalidité affiliés au régime des travailleurs non salariés non agricoles du paiement du ticket modérateur. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

23 octobre 1991. – Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale. – **Élections.**

30 octobre 1991. – Proposition de loi tendant à assurer l'aménagement et la réhabilitation de l'étang de Berre. – **Environnement.**

5 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à sanctionner les personnes recherchées ne prévenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles. – **Sécurité civile.**

12 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à l'indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins. – **Santé.**

13 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux

dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles. – **Créances.**

– Proposition de loi tendant au rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang assortis de violences sexuelles perpétrés à l'encontre de mineurs. – **Droit pénal.**

14 novembre 1991. – Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale. – **Santé.**

19 novembre 1991. – Proposition de loi relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle. – **Alsace et Moselle.**

– Proposition de loi tendant à permettre aux établissements de statut privé d'enseignement technologique supérieur industriel ou commercial à but non lucratif de conclure des contrats avec l'État et de bénéficier d'une aide financière de celui-ci. – **Enseignement privé.**

22 novembre 1991. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des moyens destinés à la reconstruction de la Guadeloupe après le cyclone Hugo. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

2 décembre 1991. – Proposition de loi tendant à instituer au profit des communes une imposition sur les sites faisant l'objet d'aménagements spécifiques aux trains à grande vitesse. – **Communes.**

4 décembre 1991. – Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés. – **Agriculture.**

12 décembre 1991. – Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

– Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises. – **Entreprises.**

16 décembre 1991. – Projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. – **Parlement.**

19 décembre 1991. – Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine. – **Traités et conventions.**

20 décembre 1991. – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

Propositions de loi reprises par leurs auteurs (8 octobre 1991)

30 janvier 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative. – **Parlement.**

15 février 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum. – **Constitution.**

10 mai 1990. – Proposition de loi relative à la limitation des techniques d'identification génétique par analyse de l'acide désoxyribonucléique. – **Médecine.**

29 mai 1990. – Proposition de loi tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte. – **Culte.**

(16 octobre 1991)

8 juin 1990. – Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial. – **Urbanisme.**

19 juin 1990. – Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux. – **Droit pénal.**

(30 octobre 1991)

22 mai 1990. – Proposition de loi sur la santé de la personne humaine. – **Droits de l'homme.**

12 juin 1990. – Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne investissement communal. – **Communes.**

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des cinq décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en 1991 sur des textes adoptés en 1990 figurent dans les « Renseignements divers » de 1990.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1991 :

- 1 – Décision n° 91-289 DC du 11 avril 1991 (*JO* Lois et décrets du 14 avril 1991) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature** – Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 2 – Décision n° 91-290 DC du 9 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 14 mai 1991) qui déclare non conformes à la Constitution l'article 1^{er}, dans le texte de l'article 7, l'article L 369 *bis* ajouté au code électoral, dans le texte de l'article 26, les alinéas 2, 6 et 7, dans le texte de l'article 78, les paragraphes III et VI de la **loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse** – Lettres de saisine de députés, du président du Sénat et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 14 mai 1991).
- 3 – Décision n° 91-291 DC du 6 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 11 mai 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes** – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 11 mai 1991).
- 4 – Décision n° 91-292 DC du 23 mai 1991 (*JO* Lois et décrets du 26 mai 1991) qui déclare conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans les motifs, les dispositions de la **résolution modifiant les articles 43, 44, 81, 83, 87, 91, 103 à 108, 126, 127 et 146 du règlement de l'Assemblée nationale** – Saisine du président de l'Assemblée nationale en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 5 – Décision n° 91-293 DC du 23 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 25 juillet 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique** – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 25 juillet 1991).
- 6 – Décision n° 91-294 DC du 25 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 27 juillet 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 25 juillet 1991).
- 7 – Décision n° 91-295 DC du 23 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 25 juillet 1991) qui déclare conforme à la Constitution la **résolution modifiant l'article 10 du règlement du Sénat** – Saisine du président du Sénat en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 8 – Décision n° 91-296 DC du 29 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 31 juillet 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant diverses mesures d'ordre social** – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 31 juillet 1991).

- 9 – Décision n° 91-297 DC du 29 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 2 août 1991) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions des alinéas 1, 2 et 6 de l'article L. 714-21 ajouté au code de la santé publique par l'article 8 de la **loi portant réforme hospitalière** et inséparables des dispositions déclarées contraires à la Constitution, dans le texte de l'article 8 de la loi précitée, le troisième alinéa de l'article L. 714-21 du code de la santé publique ainsi que, dans le texte de l'article L. 714-25-2, les mots : « et prévus à l'article L. 714-21 », l'article 15 III de la loi, en tant qu'il a pour effet d'abroger les dispositions des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 20-2 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 modifiée portant réforme hospitalière – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 2 août 1991).
- 10 – Décision n° 91-298 DC du 24 juillet 1991 (*JO* Lois et décrets du 26 juillet 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO* Lois et décrets du 26 juillet 1991).
- 11 – Décision n° 91-299 DC du 2 août 1991 (*JO* Lois et décrets du 6 août 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique** – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 6 août 1991).
- 12 – Décision n° 91-300 DC du 20 novembre 1991 (*JO* Lois et décrets du 22 novembre 1991) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant règlement définitif du budget de 1989** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 22 novembre 1991).
- 13 – Décision n° 91-301 DC du 15 janvier 1992 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1992) qui déclare conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans les motifs, les dispositions du **règlement du Sénat** dans la rédaction de la **résolution** rendant le règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et modifiant certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat – Saisine du président du Sénat en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 14 – Décision n° 91-302 DC du 30 décembre 1991 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1991) qui déclare contraire à la Constitution dans le texte de la **loi de finances pour 1992** à l'article 15-1, les mots « devant notaire » ainsi que l'article 106 – Lettres de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1991).
- 15 – Décision n° 91-303 DC du 15 janvier 1992 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1992) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi renforçant la protection des consommateurs** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1992).
- 16 – Décision n° 91-304 DC du 15 janvier 1992 (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1992) qui déclare non contraire à la Constitution sous les réserves mentionnées dans les motifs, la **loi modifiant les articles 27, 28, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1992).

XVI. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

- **N° 63330 à 64375 du 19 mars 1991** – M. Robert Girard – Objet : adoption de la proposition de loi n° 1058 (A.N. – 9^e législ.) tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice (Feuilleton n° 73 du 19 avril 1991).

TABLEAUX DE CONCORDANCE

A. – De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.
(Compte rendu)

ANNÉE 1991

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION		NUMÉROS des microfiches	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION		NUMÉROS des microfiches
16 janvier	17 janvier	1 à 24	1	01	2 octobre	3 octobre	2525 à 2570	58	37
19 mars	20 mars	25 à 54	2	02	3 octobre	4 octobre	2571 à 2664	59	38
20 mars	21 mars	55 à 96	3	02	8 octobre	9 octobre	2665 à 2726	60	39
21 mars	22 mars	97 à 158	4	03	9 octobre	10 octobre ...	2727 à 2788	61	40
22 mars	23 mars	159 à 206	5	04	10 octobre ...	11 octobre ...	2789 à 2846	62	41
27 mars	28 mars	207 à 214	6	04	11 octobre ...	12 octobre ...	2847 à 2856	63	41
2 avril	3 avril	215 à 238	7	05	15 octobre ...	16 octobre ...	2857 à 2908	64	42
3 avril	4 avril	239 à 302	8	05	16 octobre ...	17 octobre ...	2909 à 2954	65	42
4 avril	5 avril	303 à 362	9	06	17 octobre ...	18 octobre ...	2955 à 3040	66	43
5 avril	6 avril	363 à 376	10	06	18 octobre ...	19 octobre ...	3041 à 3066	67	44
9 avril	10 avril	377 à 424	11	07	22 octobre ...	23 octobre ...	3067 à 3114	68	44
10 avril	11 avril	425 à 450	12	07	23 octobre ...	24 octobre ...	3115 à 3182	69	45
11 avril	12 avril	451 à 460	13	07	24 octobre ...	25 octobre ...	3183 à 3210	70	45
15 avril	16 avril	461 à 496	14	08	25 octobre ...	26 octobre ...	3211 à 3244	71	46
17 avril	18 avril	497 à 534	15	08	28 octobre ...	29 octobre ...	3245 à 3296	72	46
18 avril	19 avril	537 à 580	16	09	29 octobre ...	30 octobre ...	3297 à 3370	73	47
19 avril	20 avril	581 à 586	17	09	30 octobre ...	31 octobre ...	3371 à 3432	74	48
23 avril	24 avril	587 à 620	18	10	5 novembre ..	6 novembre ..	3433 à 3512	75	49
24 avril	25 avril	621 à 684	19	10	6 novembre ..	7 novembre ..	3513 à 3566	76	50
25 avril	26 avril	685 à 752	20	11	7 novembre ..	8 novembre ..	3567 à 3638	77	51
26 avril	27 avril	753 à 764	21	12	8 novembre ..	9 novembre ..	3639 à 3646	78	51
29 avril	30 avril	765 à 794	22	12	12 novembre ..	13 novembre ..	3647 à 3694	79	52
30 avril	2 mai	795 à 844	23	13	13 novembre ..	14 novembre ..	3695 à 3706	80	52
6 mai	7 mai	845 à 872	24	13	14 novembre ..	15 novembre ..	3707 à 3772	81	53
7 mai	8 mai	873 à 904	25	14	15 novembre ..	16 novembre ..	3773 à 3790	82	53
14 mai	15 mai	905 à 968	26	14	18 novembre ..	19 novembre ..	3791 à 3826	83	54
15 mai	16 mai	969 à 972	27	15	19 novembre ..	20 novembre ..	3827 à 3870	84	54
22 mai	23 mai	973 à 1008	28	15	20 novembre ..	21 novembre ..	3871 à 3922	85	55
23 mai	24 mai	1009 à 1042	29	15	21 novembre ..	22 novembre ..	3923 à 4008	86	56
24 mai	25 mai	1043 à 1076	30	16	22 novembre ..	23 novembre ..	4009 à 4124	87	57-58
28 mai	29 mai	1077 à 1126	31	16	23 novembre ..	24 novembre ..	4125 à 4180	88	58
29 mai	30 mai	1127 à 1170	32	17	24 novembre ..	25 novembre ..	4181 à 4206	89	59
30 mai	31 mai	1171 à 1208	33	17	25 novembre ..	26 novembre ..	4207 à 4284	90	60
31 mai	1 ^{er} juin	1209 à 1230	34	18	26 novembre ..	27 novembre ..	4285 à 4347	91	61
4 juin	5 juin	1231 à 1280	35	18	27 novembre ..	28 novembre ..	4348 à 4412	92	62
5 juin	6 juin	1281 à 1336	36	19	28 novembre ..	29 novembre ..	4413 à 4492	93	63
6 juin	7 juin	1337 à 1434	37	20	29 novembre ..	30 novembre ..	4493 à 4534	94	64
7 juin	8 juin	1435 à 1486	38	21	30 novembre ..	1 ^{er} décembre ..	4535 à 4594	95	65
10 juin	11 juin	1487 à 1502	39	22	1 ^{er} décembre ..	2 décembre ..	4595 à 4616	96	65
11 juin	12 juin	1503 à 1546	40	22	2 décembre ..	3 décembre ..	4617 à 4692	97	66
12 juin	13 juin	1547 à 1608	41	23	3 décembre ..	4 décembre ..	4693 à 4774	98	67
13 juin	14 juin	1609 à 1674	42	24	4 décembre ..	5 décembre ..	4775 à 4832	99	68
14 juin	15 juin	1675 à 1728	43	25	5 décembre ..	6 décembre ..	4833 à 4908	100	69
18 juin	19 juin	1729 à 1806	44	26	6 décembre ..	7 décembre ..	4909 à 4976	101	70
19 juin	20 juin	1807 à 1852	45	27	7 décembre ..	8 décembre ..	4977 à 5006	102	71
20 juin	21 juin	1853 à 1962	46	27-28	8 décembre ..	9 décembre ..	5007 à 5128	103	72-73
21 juin	22 juin	1963 à 1970	47	29	9 décembre ..	10 décembre ..	5129 à 5156	104	73
24 juin	25 juin	1971 à 2052	48	29	10 décembre ..	11 décembre ..	5157 à 5222	105	74
25 juin	26 juin	2053 à 2104	49	30	11 décembre ..	12 décembre ..	5223 à 5250	106	74
26 juin	27 juin	2105 à 2178	50	31	12 décembre ..	13 décembre ..	5251 à 5324	107	75
27 juin	28 juin	2179 à 2232	51	32	13 décembre ..	14 décembre ..	5325 à 5374	108	76
28 juin	29 juin	2233 à 2290	52	33	16 décembre ..	17 décembre ..	5375 à 5442	109	77
29 juin	30 juin	2291 à 2328	53	33	17 décembre ..	18 décembre ..	5443 à 5518	110	78
2 juillet	3 juillet	2329 à 2412	54	34	18 décembre ..	19 décembre ..	5519 à 5616	111	79
3 juillet	4 juillet	2413 à 2492	55	35	19 décembre ..	20 décembre ..	5617 à 5658	112	80
4 juillet	5 juillet	2493 à 2498	56	36	20 décembre ..	21 décembre ..	5659 à 5730	113	81
5 juillet	6 juillet	2499 à 2524	57	36	21 décembre ..	22 décembre ..	5731 à 5766	114	82

**B. – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1991

DATE de la publication	PAGINATION		NUMÉROS des microfiches	DATE de la publication	PAGINATION		NUMÉROS des microfiches
3 janvier	1 à 32	1	01	4 juillet	1335 à 1394	27	19
10 janvier	33 à 72	2	01	11 juillet	1395 à 1452	28	20
17 janvier	73 à 118	3	02	18 juillet	1453 à 1508	29	21
24 janvier	119 à 162	4	02	25 juillet	1509 à 1568	30	22
31 janvier	163 à 208	5	03	1 ^{er} août	1569 à 1644	31	23
7 février	209 à 270	6	04	8 août	1645 à 1722	32	24
14 février	271 à 318	7	05	22 août	1723 à 1794	33	25
21 février	319 à 380	8	05-06	29 août	1795 à 1840	34	26
28 février	381 à 428	9	06	5 septembre	1841 à 1912	35	27
7 mars	429 à 496	10	07	12 septembre	1913 à 1972	36	28
14 mars	497 à 554	11	08	19 septembre	1973 à 2040	37	29
21 mars	555 à 604	12	08	26 septembre	2041 à 2102	38	30
28 mars	605 à 670	13	09	3 octobre	2103 à 2180	39	31
4 avril	671 à 728	14	10	10 octobre	2181 à 2238	40	32
11 avril	729 à 774	15	11	17 octobre	2239 à 2284	41	33
18 avril	775 à 820	16	11	24 octobre	2285 à 2362	42	34
25 avril	821 à 888	17	12	31 octobre	2363 à 2426	43	35
2 mai	889 à 954	18	13	7 novembre	2427 à 2492	44	36
9 mai	955 à 994	19	14	14 novembre	2493 à 2540	45	37
16 mai	995 à 1040	20	14	21 novembre	2541 à 2596	46	38
23 mai	1041 à 1064	21	15	28 novembre	2597 à 2652	47	39
30 mai	1065 à 1122	22	15	5 décembre	2653 à 2734	48	40
6 juin	1123 à 1196	23	16	12 décembre	2735 à 2806	49	41
13 juin	1197 à 1240	24	17	19 décembre	2807 à 2868	50	42
20 juin	1241 à 1282	25	17	26 décembre	2869 à 2944	51	43
27 juin	1283 à 1334	26	18				

XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES

A2	Antenne 2	AMG	Assistance médicale gratuite.
ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
ADI	Agence de l'information.	ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
AELE	Association européenne de libre échange	ANEFÉ	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
AFA	Association foncière agricole.	ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANIL	Association nationale d'information logement.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
AFNOR	Association française de normalisation.	ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
AFP	Agence France-Presse.	ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	AP	Assistance publique.
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.	APE	Allocation parentale d'éducation.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.	APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.	APL	Aide personnalisée au logement.
AMF	Accords multifibres	APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.

ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CET	Collège d'enseignement technique.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGI	Code général des impôts.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CHR	Centre hospitalier régional.
BIT	Bureau international du travail.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CIJ	Cour internationale de justice.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIL	Comités interprofessionnels du logement
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIO	Comité international olympique.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.	CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.	CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique	CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.	CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.	CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.
CAT	Centre d'aide par le travail.	CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.	CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.
CDC	Caisse des dépôts et consignations.	CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.	CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.
CDF	Charbonnages de France.	CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.	CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.	CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés
CEE	Communauté économique européenne.		
CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)		

CNAP	Conseil national d'accèsion à la propriété.	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger
CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CTIR	Centres de traitement informatique régionaux.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNFTPT	Centre national de la fonction publique territoriale.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	DAGIC	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNIJ	Centre national d'informatique juridique.	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	DCRF	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DCRI	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DDA	Directions départementales de l'agriculture.
CNOSF	Comité national olympique et sportif français.	DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNPF	Conseil national du patronat français.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	DEFI	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DEPE	Délégés des entreprises pour l'emploi.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
CNTA	Comptoir national technique agricole.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CNVA	Conseil national de la vie associative.	DGCL	Direction générale des collectivités locales.
COB	Commission des opérations de bourse.	DGD	Dotation générale de décentralisation.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGE	Dotation globale d'équipement
CODER	Commission de développement économique régional.	DGF	Dotation globale de fonctionnement.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGRC	Direction générale des relations culturelles.
CODEVI	Comptes pour le développement industriel.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
CODISC	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DGT	Direction générale des télécommunications.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires	DIJA	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	DJA	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.	DOM	Département d'outre-mer.
CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.	DOT	Défense opérationnelle du territoire.
CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.	DST	Direction de la surveillance du territoire.
CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.	EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
COS	Coefficient d'occupation du sol.	ECU	European currency unit
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.		Unité de compte européenne.
CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.	EDF	Electricité de France.
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.	EID	Entente interdépartementale pour la démoustication.
CPP	Code de procédure pénale.	ENA	Ecole nationale d'administration.
CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).	ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.
CREPS	Centre régional d'éducation populaire et de sport.	ENM	Ecole nationale de la magistrature.
CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.	ENS	Ecoles normales supérieures.
CRITT	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.	EPA	Etablissements publics administratifs.
CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.	EPAD	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
		EPIC	Etablissements publics industriels et commerciaux.
		EPS	Education physique et sportive.
		ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
		EUMETSAT	European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
		EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne
		EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.	FNS	Fonds national de solidarité.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.	FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FAO	Food and agriculture organisation Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FAR	Force d'action rapide.	FOST	Force océanique stratégique.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FPA	Formation professionnelle des adultes.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.	FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FASSO	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FR3	France régions 3
FATAC	Force aérienne tactique.	FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.	FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FBCF	Formation brute de capital fixe.	FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.	GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
FDES	Fonds de développement économique et social.	GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEC	Fonds d'égalisation des charges.	GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.	GATT	General agreement on tariffs and trade Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
FED	Fonds européen de développement.	GDF	Gaz de France.
FEDER	Fonds européen de développement régional.	GEIE	Groupement européen d'intérêt économique.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.	GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.	GERDAT	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GFA	Groupement foncier agricole.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.	GIAT	Groupement des industries d'armement terrestre.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.	GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GIE	Groupement d'intérêt économique.
FIDA	Fonds international pour le développement agricole.	GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.	GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.	GREF	Génie rural des eaux et forêts.
FIM	Fonds industriel de modernisation.	GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
FINUL	Force intermédiaire des Nations unies au Liban.	HLM	Habitations à loyer modéré.
FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.	IAD	Indemnité annuelle de départ.
FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.	IATA	Association internationale des transports aériens.
FIR	Fonds d'investissement routier.	IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.	ICC	Institut du commerce et de la consommation.
FLNC	Front de libération nationale de la Corse.	IDES	Institut de développement de l'économie sociale.
FLNKS	Front de libération national kanak socialiste.	IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
FMF	Fédération des médecins de France.	IDI	Institut de développement industriel.
FMI	Fonds monétaire international.	IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
FMO	Force multinationale et d'observateurs.	IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.
FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain	IDS	Initiative de défense stratégique.
FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.	IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.	IEP	Institut d'études politiques.
FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.	IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
FNAL	Fonds national d'aide au logement.	IFP	Institut français du pétrole.
FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.	IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
FNDA	Fonds national de développement agricole.	IGN	Institut géographique national.
FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.	IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.	IHDN	Institut des hautes études de la défense nationale.
FNDS	Fonds national pour le développement du sport.	ILM	Immeuble à loyer moyen.
FNE	Fonds national de l'emploi.	ILN	Immeuble à loyer normal.
		INA	Institut national de l'audiovisuel.
		INAO	Institut national des appellations d'origine.
		INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.
		INC	Institut national de la consommation.
		INED	Institut national d'études démographiques.
		INEP	Institut national d'éducation populaire.

INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INMARSAT	International maritime satellite organisation Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OFpra	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONF	Office national des forêts.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONI	Office national de l'immigration.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	ONU	Organisation des Nations unies.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPA	Offres publiques d'achat.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
JAP	Juges de l'application des peines.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JO	Journal officiel.	ORSEC	Organisation des secours
LEP	Lycées d'enseignement professionnel.	ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.	ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
LKS	Mouvement de libération kanak.	ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
LTS	Logement très social.	ORT	Obligations renouvelables du Trésor.
MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.	OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
MCM	Montants compensatoires monétaires.	OUA	Organisation de l'unité africaine.
MECA	Machines et équipements de conception avancée.	PAC	Politique agricole commune.
MFR	Maisons familiales rurales.	PAF	Police de l'air et des frontières.
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.	PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.
MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.	PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.	PAP	Prêt d'accèsion à la propriété. Programme d'action prioritaire.
MJC	Maisons des jeunes et de la culture.	PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
MSA	Mutualité sociale agricole.	PAR	Plans d'aménagement ruraux.
MSF	Médecins sans frontières.	PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.
NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.	PEP	Plans d'épargne populaire.
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.	PER	Plans d'exposition aux risques.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.	PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
OCORA	Office de coopération radiophonique.	PIG	Projets d'intérêt général.
ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.	PIL	Programme d'insertion locale.
		PIM	Programmes intégrés méditerranéens.
		PLA	Prêt locatif aidé.
		PLD	Plafond légal de densité.
		PLR	Programmes à loyer réduit.
		PMA	Pays les moins avancés.
		PME	Petites et moyennes entreprises.
		PMI	Petites et moyennes industries.

	Protection maternelle et infantile.	SESAME	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PMS	Préparation militaire supérieure.	SFP	Société française de production et création audiovisuelles.
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SFR	Société de financement régional.
PMU	Pari mutuel urbain.	SFT	Société française de télédistribution.
PNB	Produit national brut.	SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.	SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SICAV	Société d'investissement à capital variable.
POA	Prime d'orientation agricole.	SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.	SIDA	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
POS	Plan d'occupation des sols.	SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outremer.	SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution.	SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
PPI	Plan particulier d'intervention.	SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.	SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SLEC	Sociétés locales d'économie mixte.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SMA	Service militaire adapté.
PSR	Programmes sociaux de logement.	SME	Système monétaire européen.
PTE	Postes, télécommunications et espace	SMI	Surface minimum d'installation (agriculture).
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.		Système monétaire international.
PTT	Postes et télécommunications.	SMIC	Salaire minimum de croissance.
PVD	Pays en voie de développement.	SMUR	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
QHS	Quartiers de haute sécurité.	SMVM	Schéma de mise en valeur de la mer.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.	SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	SNECMA	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RDA	République démocratique allemande.		
RER	Réseau express régional.	SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNI	Syndicat national des instituteurs.
RFA	République fédérale d'Allemagne.	SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
RFI	Radio France internationale.	SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RFO	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFP	Régie française de publicité.	SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.
RMI	Revenu minimum d'insertion.	SOFARIS	Société française pour l'assurance du capital-risque.
RMN	Résonance magnétique nucléaire.	SOFERGIE	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.		
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SOFICA	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
SA	Société anonyme.	SOFINOVA	Sociétés financières d'innovation.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	SOFIREM	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SALT (accords)	Strategic Arms Limitation Treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.		
SAMU	Service d'aide médicale urgente.	SOMI	Sociétés mobilières d'investissement.
SARL	Société à responsabilité limitée.	SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SATESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.	SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SCA	Sociétés coopératives artisanales.		
SCI	Syndicats communautaires d'aménagement.	SOP	Service d'observation des programmes.
SCIC	Sociétés civiles immobilières.	SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SCOP	Société immobilière de la Caisse des dépôts.	SOREFI	Sociétés régionales de financement.
SCPI	Sociétés coopératives ouvrières de production.	SPA	Société protectrice des animaux.
SCPRI	Société civile de placement immobilier.	SS	Sécurité sociale.
	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.	STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.	STO	Service du travail obligatoire.
SDDS	Schéma directeur départemental des structures.	TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.	TDF	Télédiffusion de France.
SDF	Sans domicile fixe.	TEF	Techniciens d'études et de fabrication.
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours.	TF1	Télévision française 1.
SDR	Société de développement régional.	TGI	Tribunaux de grande instance.
SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.	TGV	Train à grande vitesse.
SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.	TIG	Travaux d'intérêt général.
SEFA	Société d'épargne foncière agricole.	TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
SEFRANE	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.	TLE	Taxe locale d'équipement.
SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.	TOM	Territoire d'outre-mer.
SEPT	Société européenne de télévision.	TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.
		TPG	Trésoriers-payeurs généraux.
		TPS	Taxe sur les prestations de services.
		TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins
		TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.
		TUC	Travaux d'utilité collective.

TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
TVHD	Télévision haute définition.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.	UTA	Union des transports aériens.
UEO	Union de l'Europe occidentale.	UTN	Unité touristique nouvelle.
UER	Unité d'enseignement et de recherche.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
UGAP	Union des groupements d'achats publics.	VSNA	Volontaires du service national actif.
UGB	Unité de gros bétail.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
UGC	Union générale cinématographique.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
ULM	Ultra-légers motorisés.	ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
UNAF	Union nationale des associations familiales.	ZEE	Zone économique exclusive.
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.	ZIF	Zone d'environnement protégé.
UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.	ZUP	Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE THÉMATIQUE

SESSIONS DE 1991

A

Absences et disparitions

1. – **Proposition de loi relative à la recherche des personnes disparues**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1990) [n° 198 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt (4 décembre 1991) [n° 137 (91-92)] – Discussion (11 décembre 1991) – Adoption (11 décembre 1991) [n° 52].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1991) [n° 2459 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(11 décembre 1991) (p. 5236, 5246).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5236, 5239) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Louis de Catuelan.*

Famille : *Catuelan (Louis de)* (p. 5239) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5237 ; 5238) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5238 ; 5239).

Libertés individuelles : *Catuelan (Louis de)* (p. 5239) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 5237 ; 5238) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5238 ; 5239).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5240, 5246) : *MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur ; Louis de Catuelan, Jacques Habert, Jean Chérioux.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 5240).

Adopté : amendement n° 1 du Gouvernement : insertion d'un titre I^{er} « Disparitions inquiétantes ou suspectes ».

Retiré : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement précité, sous-amendement n° 8 de la commission.

– Un titre additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 5240).

Art. 1^{er} (*Régime des disparitions dans des conditions inquiétantes ou suspectes*) (p. 5240).

Retiré : amendement n° 2 du Gouvernement : compétences des services de police ou de gendarmerie.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5241).

Avant l'art. 2 (p. 5241).

Adopté : amendement n° 3 du Gouvernement : insertion d'un chapitre II « Des autres disparitions ».

– Un chapitre additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 5241).

Art. 2 (*Recherche dans l'intérêt des familles*) (p. 5241).

Adopté : amendement n° 4 du Gouvernement : personnes pouvant demander l'ouverture d'une recherche dans l'intérêt des familles.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5242).

Avant l'art. 3 (p. 5242).

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : insertion d'un chapitre III « Dispositions communes ».

– Un chapitre additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 5242).

Art. 3 (*Obligations du déclarant*) (p. 5242).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 6 du Gouvernement ; sous-amendement n° 9 de la commission.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5243).

Art. 4 (*Inscription des disparus au fichier des personnes recherchées*) (p. 5243).

Adopté : amendement n° 7 du Gouvernement : nouvelle rédaction.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5244).

Art. 5 (*Information du déclarant sur le résultat de la recherche*) (p. 5244).

Parole sur l'article : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur ; Louis de Catuelan.*

– L'article 5 est adopté (p. 5244).

Art. 6 (*Certificat de vaines recherches*) – Adopté (p. 5245).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du règlement, à la demande du Gouvernement (p. 5245).

Art. 1^{er} (p. 5245).

Rejeté : amendement n° 1 du Gouvernement : substitution des mots « ou de quelqu'un avec lequel elle a un lien familial » au mot « ou proche ».

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5246).

Adoption (11 décembre 1991) (p. 5246).

Accidents du travail

1. – **Proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur et plusieurs de ses collègues (4 avril 1991) [n° 261 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Franck Sérusclat (10 juin 1991) [n° 371 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1991) [n° 2140 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(24 juin 1991) (p. 1995, 2000).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1995, 1999) : *MM. Franck Sérusclat, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; et les orateurs sur la motion.*

Accidents de la circulation : *Darras (Michel)* (p. 1998) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1995 ; 1996).

Accidents du travail : *Darras (Michel)* (p. 1998) ; *Gillibert (Michel)* (p. 1997) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1995).

Assurance automobile : *Sérusclat (Franck)* (p. 1996).

Commissions permanentes (travaux) : *Darras (Michel)* (p. 1997).

Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) : *Gillibert (Michel)* (p. 1997).

Ordre du jour du Sénat : *Darras (Michel)* (p. 1998).

Parlement (rôle) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1997).

Victimes (indemnisation) : *Darras (Michel)* (p. 1997 ; 1998) ; *Gillibert (Michel)* (p. 1997) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1996).

Motion n° 2 du Gouvernement **tendant au renvoi de la proposition de loi à la commission des affaires sociales** (p. 1997, 1998) – *MM. Michel Darras, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Michel Gillibert, secrétaire d'Etat.*

Rejet de la motion (p. 1998).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1998) : *MM. Félix Leyzour, Franck Sérusclat, rapporteur ; Michel Darras.*

Art. unique (*Possibilités de recours pour les victimes de certains accidents du travail*) (p. 1998).

Parole sur l'article : *M. Félix Leyzour.*

– L'article unique est adopté (p. 1999).

Après l'art. unique (p. 1999).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Félix Leyzour : accidents de trajet.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2000) : *MM. Félix Leyzour, Emmanuel Hamel.*

Adoption (24 juin 1991) (p. 2000).

2. – **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (17 avril 1991) [n° 288 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (15 mai 1991) [n° 327 (90-91)] – Discussion (8 octobre 1991) – Adoption (8 octobre 1991) [n° 2].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 1991) [n° 2254 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Vidalies (14 novembre 1991) [n° 2343 (9^e lég.)] – Discussion (19 novembre 1991) – Adoption (19 novembre 1991) [n° 536].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1991) [n° 102 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (4 décembre 1991) [n° 132 (91-92)] – Discussion (9 décembre 1991) – Adoption (9 décembre 1991) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1991) [n° 2424 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Vidalies (12 décembre 1991) [n° 2460 (9^e lég.)] – Discussion (16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 577].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 194 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Alain Vidalies (18 décembre 1991) [n° 2495 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 604].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Madelain (18 décembre 1991) [n° 211 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 82].

PROMULGATION : loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 7 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(8 octobre 1991) (p. 2685, 2722).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2685, 2699) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Jean-Paul Emin, Paul Souffrin, Emmanuel Hamel, et les orateurs sur la motion.*

Accidents du travail : *Aubry (Martine)* (p. 2685 ; 2687 ; 2688 ; 2693 ; 2698 ; 2699) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2693 ; 2694 ; 2695) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 2695 ; 2696) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2698) ; *Lederman (Charles)* (p. 2691) ; *Madelain (Jean)* (p. 2688 ; 2690) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2696 ; 2697 ; 2698).

Acte unique européen : *Madelain (Jean)* (p. 2689).

Bâtiment et travaux publics : *Aubry (Martine)* (p. 2685 ; 2687 ; 2699) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2694).

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : *Aubry (Martine)* (p. 2686 ; 2687 ; 2699) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2693 ; 2695) ; *Madelain (Jean)* (p. 2688 ; 2690) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2697).

Constitution : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2693).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Madelain (Jean)* (p. 2689).

Directives communautaires : *Emin (Jean-Paul)* (p. 2696) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2693) ; *Madelain (Jean)* (p. 2689) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2698).

Droit communautaire : *Madelain (Jean)* (p. 2688).

Droit du travail : *Lederman (Charles)* (p. 2691).

Droits sociaux (communautaires) : *Madelain (Jean)* (p. 2689).

Europe : *Emin (Jean-Paul)* (p. 2695).

Europe (sociale) : *Aubry (Martine)* (p. 2688 ; 2693) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2695) ; *Madelain (Jean)* (p. 2688).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire) : *Aubry (Martine)* (p. 2693) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2692) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2693) ; *Lederman (Charles)* (p. 2690) ; *Luc (Hélène)* (p. 2690).

Formation professionnelle : *Aubry (Martine)* (p. 2698) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2695).

Grand marché intérieur (CEE) : *Madelain (Jean)* (p. 2689 ; 2690).

Hygiène : *Aubry (Martine)* (p. 2688) ; *Lederman (Charles)* (p. 2692).

Inspection du travail : *Aubry (Martine)* (p. 2686 ; 2699) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2694) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 2696) ; *Madelain (Jean)* (p. 2689) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2697).

Maladies professionnelles : *Aubry (Martine)* (p. 2686 ; 2688 ; 2698) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2694 ; 2695) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2698) ; *Lederman (Charles)* (p. 2691) ; *Madelain (Jean)* (p. 2688 ; 2690).

Médecine du travail : *Aubry (Martine)* (p. 2687) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2694 ; 2695) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 2696) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2697).

Normes de sécurité : *Souffrin (Paul)* (p. 2697).

Parlement : *Boeuf (Marc)* (p. 2693).

Parlement (rôle) : *Aubry (Martine)* (p. 2685 ; 2699) ; *Madelain (Jean)* (p. 2690).

Motion n° 35 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2690) – *MM. Charles Lederman, Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Martine Aubry, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2694 ; scrutin public n° 5).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2699, 2721) : *MM. Hector Viron, Paul Souffrin, Jean Madelain, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; MM. Marc Boeuf, Claude Estier, André Bohl.*

Art. 1^{er} (*Principes généraux de prévention : articles L. 230-2 à L. 230-5 du code du travail*) (p. 2699)

ART. L. 230-2 DU CODE DU TRAVAIL (*obligation générale des chefs d'établissements*) (p. 2699).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : suppression de la référence aux capacités de l'intéressé à « comprendre » et à mettre en oeuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 36 : renforcement de l'obligation faite aux chefs d'établissements d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs – n° 37 : affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise – n° 38 : détermination des risques que l'état des recherches de la technique n'ont pas encore permis d'éliminer – n° 39 : suppression des formes de travail qui comportent des risques d'accidents et de maladies professionnelles reconnues – n° 40 : suppression de la disposition relative à l'évolution de la technique sous l'aspect de la prévention – n° 43 : obligation pour le chef d'établissement d'effectuer une recherche plus approfondie des risques professionnels – Et n° 45 : obligation pour le chef d'établissement de s'assurer que l'intéressé aura la pleine maîtrise de la mise en oeuvre des précautions nécessaires pour la préservation de sa sécurité.

Retiré : amendement n° 42 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation pour le chef d'établissement de donner des instructions nécessaires concernant la sécurité et d'en informer les salariés.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2703).

ART. L. 230-3 (*Obligations du travailleur*) (p. 2703).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 rédactionnel – Et n° 3 : transposition des obligations faites aux salariés de respecter les dispositions en matière d'hygiène et de sécurité.

Rejeté : amendement n° 46 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : refus de l'introduction dans la législation de la notion de responsabilité, même partielle, des salariés dans les accidents dont ils sont victimes au travail.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2705).

ART. L. 230-4 (*Maintien du principe de la responsabilité de l'employeur*) – Adopté (p. 2705).

ART. L. 230-5 (*Mise en demeure de remédier à une situation dangereuse*) (p. 2705).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : peine de police encourue par le chef d'établissement qui, à l'expiration du délai fixé par la mise en demeure, n'a pas pris les mesures propres à faire cesser la situation dangereuse constatée.

Rejeté : amendement n° 48 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation pour le directeur départemental du travail de mettre les chefs d'établissements en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2705).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2705).

Après l'art. 1^{er} (*Procédure d'alerte en cas de danger grave et imminent*) (p. 2706).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2706).

Art. 2 (*Contenu du règlement intérieur*) (p. 2706).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2706).

Art. 3 (*Décrets en Conseil d'Etat et coordination*) (p. 2706).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de la commission.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2706).

Art. 4 (*Formation et information des travailleurs dans le domaine de la sécurité*) (p. 2706).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : absence de prise en compte de la taille de l'établissement pour l'application des modalités de l'obligation établie par cet article.

– L'article 4 est adopté (p. 2707).

Art. 5 (*Mise en demeure en cas de situation dangereuse*) (p. 2707).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

Rejeté : amendement de suppression n° 51 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2707).

Art. 6 (*Procédure d'appel auprès du directeur régional du travail et de l'emploi*) (p. 2707).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de la commission.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2707).

Art. 7 (*Obligation pour le travailleur d'informer l'employeur en cas de danger grave et imminent*) (p. 2708).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : obligation pour le salarié d'alerter l'employeur s'il constate une défectuosité dans le système de protection.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2708).

Art. 8 (*Mesures prises par le chef d'établissement en cas de danger grave et imminent*) (p. 2708).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2708).

Art. 9 (*Obligations relatives à la mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de production*) (p. 2708).

Adoptés : amendements de coordination du Gouvernement, n° 32 et n° 33 – Amendements de la commission, n° 14 et n° 16 rédactionnels – N° 15 : détermination par décrets en Conseil d'Etat des procédures de certification de conformité aux règles techniques auxquelles doivent se soumettre les fabricants, importateurs et cédants ainsi que les garanties dont ils bénéficient – Et n° 17 : garantie des procédés d'exploitation.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 54 : obligation de disposer et d'entretenir les dispositifs de sécurité de manière à protéger efficacement et en toutes circonstances – N° 55 : interdiction de mettre en fonctionnement ou d'utiliser des équipements de travail s'ils ne sont pas conformes aux règles techniques de sécurité et s'ils risquent de porter atteinte à la santé des travailleurs – N° 57 : interdiction d'utilisation et de mise en vente en France sur seule décision ministérielle des équipements de travail, machines outils, engins et matériaux non conformes aux normes françaises de sécurité et d'hygiène – Et n° 58 : autorisation pour les inspecteurs du travail de dresser immédiatement procès-verbal en vertu des dispositions du paragraphe III de cet article lorsque les faits qu'ils constatent, présentent un danger grave et imminent pour la santé, la sécurité ou l'intégrité physique des travailleurs.

Retiré : amendement n° 56 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : détermination par décret des règles générales d'hygiène, de sécurité, de protection de la santé auxquelles doivent satisfaire les équipements de travail et les moyens de protection.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2712).

Art. 10 (*Régime applicable aux utilisateurs d'équipements de travail et de moyens de protection : articles L. 233-5-1 à L. 233-5-3 du code du travail*) (p. 2712).

ART. L. 233-5-1 (*Utilisation des équipements de travail et des moyens de protection*) – Adopté (p. 2712)

ART. L. 233-5-2 (*Procédure de vérification de la conformité des équipements de travail*) (p. 2712).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : obligation pour le directeur régional du travail de prendre une décision et de la motiver en cas de rejet de la réclamation d'un chef d'établissement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2713).

ART. L. 233-5-3 (*Exposition des équipements de travail et des moyens de protection*) (p. 2713).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : fixation des caractéristiques de l'avertissement par un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé de l'agriculture, pris après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels.

Retirés : amendement de suppression n° 22 de M. Claude Estier, soutenu par M. Marc Boeuf – Amendement n° 59 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2714).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2714).

Art. 11 (*Dispositions de coordination*) (p. 2714).

Adoptés : amendement n° 34 du Gouvernement : élargissement des poursuites aux chefs d'établissements coupables d'infractions à l'interdiction de mise en service des équipements de travail et de moyens de protection ne répondant pas aux normes communautaires de sécurité – Amendement rédactionnel n° 21 de la commission.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2714).

Art. 12 (*Agents habilités à contrôler le respect des normes de sécurité*) – Adopté (p. 2714).

Art. 13 (*Abaissement du seuil de création d'un CHSCT dans le secteur des bâtiments et des travaux publics*) (p. 2714).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : possibilité pour l'inspection du travail d'imposer la création d'un comité dans toutes les entreprises ou établissements lorsque la situation l'exige.

– L'article 13 est adopté (p. 2715).

Art. 14 (*Information et moyens nécessaires à l'exercice des missions du CHSCT*) – Adopté (p. 2715).

Après l'art. 14 (p. 2715).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 61 : extension des compétences du CHSCT aux risques que fait courir à l'environnement l'activité de l'entreprise et de l'établissement – N° 62 : élection des représentants du personnel au CHSCT – Et n° 63 : attribution d'un crédit d'heures suffisant aux délégués du CHSCT, qui représentent le personnel, pour exercer leur mandat.

Art. 15 (*Programme annuel de prévention : coordination*) – Adopté (p. 2716).

Art. 16 (*Communication des observations des représentants du personnel à l'inspecteur du travail*) – Adopté (p. 2716).

Art. 17 (*Elargissement des cas de recours à un expert*) (p. 2716).

Adoptés : amendements de la commission, n° 22 : limitation de la procédure de recours à un expert par le CHSCT aux seuls projets de modification durable des conditions de travail – Et n° 23 : l'expertise doit être faite dans le délai d'un mois ; ce délai peut être prolongé d'une durée équivalente pour tenir compte des nécessités de l'expertise ; le délai total ne peut excéder deux mois.

Rejeté : amendement n° 64 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : possibilité pour le CHSCT de faire appel à un expert.

Retiré : amendement n° 24 de la commission : agrément des experts par le ministre chargé du travail ou par le ministre chargé de l'agriculture.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2717).

Art. 18 (*Formation des représentants du personnel au CHSCT*) (p. 2717).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : limitation du caractère obligatoire du renouvellement de la formation aux seules entreprises de plus de trois cent salariés, le renouvellement de la formation n'étant obligatoire dans les autres établissements que si les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail ont été profondément modifiées au cours de la période.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2719).

Art. 19 (*Contenu de la convention de branche*) – Adopté (p. 2719).

Art. 20 (*Indications portées sur les factures ou bons de livraison*) (p. 2719).

Rejeté : amendement de suppression n° 66 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin.

– L'article 20 est adopté (p. 2719).

Art. 21 (*Obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses*) (p. 2719).

Rejeté : amendement n° 65 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin : obligation pour l'organisme agréé de fournir au CHSCT toutes informations nécessaires et utiles concernant des substances ou produits dangereux utilisés dans les entreprises.

– L'article 21 est adopté (p. 2720).

Art. 22 (*Peines d'amende pour les contrevenants aux dispositions relatives à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses*) – Adopté (p. 2720).

Art. 23 (*Obligation pour les fabricants de fournir les informations nécessaires à l'appréciation des risques liés à des préparations dangereuses*) – Adopté (p. 2720).

Art. 24 (*Dispositions de coordination*) – Adopté (p. 2720).

Art. 25 (*Activités exercées par les maîtres d'ouvrages soumises aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail*) – Adopté (p. 2720).

Après l'art. 25 (p. 2720).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : actualisation de l'article L. 231-1 du code du travail relatif aux hôpitaux et aux hospices.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2720).

Art. 26 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 2720).

Intitulé (p. 2720).

Adopté : amendement n° 67 de la commission : « Projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail ».

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2721).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2721, 2722) : *MM. Paul Souffrin, Louis de Catuelan, Marc Boeuf, Jacques Habert, Jean Madelain, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre.*

Adoption (8 octobre 1991) (p. 2722).

Discussion (deuxième lecture)

(9 décembre 1991) (p. 5132, 5145).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5132, 5135) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales, Hector Viron.*

Bâtiment et travaux publics : *Aubry (Martine)* (p. 5132) ; *Madelain (Jean)* (p. 5133) ; *Viron (Hector)* (p. 5134).

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : *Aubry (Martine)* (p. 5132) ; *Madelain (Jean)* (p. 5133) ; *Viron (Hector)* (p. 5134).

Directives européennes : *Madelain (Jean)* (p. 5133).

Employeurs (responsabilité) : *Aubry (Martine)* (p. 5134) ; *Viron (Hector)* (p. 5134).

Environnement : *Aubry (Martine)* (p. 5132) ; *Madelain (Jean)* (p. 5133).

Etablissements classés : *Aubry (Martine)* (p. 5134).

Inspection du travail : *Aubry (Martine)* (p. 5132) ; *Madelain (Jean)* (p. 5133).

Normes : *Viron (Hector)* (p. 5134).

Secret professionnel : *Aubry (Martine)* (p. 5134).

Travail (conditions) : *Aubry (Martine)* (p. 5132) ; *Viron (Hector)* (p. 5134).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5135, 5145) : *M. Jean Madelain, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; M.M. Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Jean Chérioux.*

Art. 1^{er} (p. 5135).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 rédactionnel – Et n° 2 : obligation pour les travailleurs de concourir, à la demande de l'employeur ou des autorités compétentes, au rétablissement de la sécurité.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5137).

Art. 4 et 6 – Adoptés (p. 5137).

Art. 8 bis (*Intervention de l'inspecteur du travail en cas de dangers graves et imminents sur un chantier du secteur du bâtiment et des travaux publics*) (p. 5137).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : arrêt temporaire des travaux – Et n° 4 : entrée en vigueur de cet article.

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5138).

Art. 9 (p. 5138).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission.

Retiré : amendement n° 10 de M. Jean Chérioux : procédure de certification applicable à chaque type de travaux et de moyens de protection.

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 13 du Gouvernement.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5140).

Art. 10 – Adopté (p. 5140).

Après l'art. 14 (p. 5140).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Hector Viron : extension des compétences des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à la prévention des risques que l'entreprise pourrait faire courir à l'environnement.

Art. 15 – Adopté (p. 5141).

Après l'art. 15 (p. 5141).

Rejeté : amendement n° 8 de M. Hector Viron : élection des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Art. 16 – Adopté (p. 5142).

Art. 17 (p. 5142).

Retiré : amendement n° 9 de M. Hector Viron : frais de justice consécutifs à la procédure de contestation intentée par l'employeur.

– L'article 17 est adopté (p. 5142).

Art. 18 (p. 5143).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Chérioux : établissements de moins de trois cents salariés.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 5143).

Art. 19 bis (*Elargissement des missions du CHSCT à la protection de l'environnement*) (p. 5143).

Adopté : amendement de précision n° 12 de M. Jean Chérioux.

– L'article 19 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5144).

Après l'art. 26 (p. 5144).

Rejeté : amendement n° 6 du Gouvernement : entrée en vigueur de l'article 13.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5144, 5145) : MM. Marc Boeuf, Emmanuel Hamel.

Adoption (9 décembre 1991) (p. 5145).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1991) (p. 5677, 5681).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5677, 5678) : M. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes ; M. Emmanuel Hamel.

Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : Madelain (Jean) (p. 5677, 5678).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Madelain (Jean) (p. 5677) ; Neiertz (Véronique) (p. 5678).

Navettes législatives : Madelain (Jean) (p. 5678).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5678, 5681)

Art. 1^{er} (p. 5678).

Art. 1^{er} bis, 8 bis et 9 (p. 5679).

Art. 18, 19 bis et 26 bis (p. 5680).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5680) : M. Franck Sérusclat – Europe sociale – CHSCT.

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5681).

3. – **Projet de loi relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (13 juin 1991) [n° 387 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 24 septembre 1991) [n° 486 (90-91)] – Discussion (9 octobre 1991) – Adoption (9 octobre 1991) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1991) [n° 2273 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (14 novembre 1991) [n° 2344 (9^e lég.)] – Discussion (19 novembre 1991) – Adoption (19 novembre 1991) [n° 534].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 novembre 1991) [n° 100 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (4 décembre 1991) [n° 130 (91-92)] – Discussion (9 décembre 1991) – Adoption (9 décembre 1991) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1991) [n° 2423 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (12 décembre 1991) [n° 2461 (9^e lég.)] – Discussion (16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 578].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 195 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alfred Recours (19 décembre 1991) [n° 2507 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 606].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Guy Robert (19 décembre 1991) [n° 218 (91-92)] – Discussion (20 et 21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 88].

PROMULGATION : loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(9 octobre 1991) (p. 2760, 2783).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2760, 2773) : MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Joël Bourdin, Claude Mont, René-Georges Laurin, Félix Leyzour, René Régnault, Jacques Machet, Claude Prouvoyeur.

Accidents de la circulation : Laurin (René-Georges) (p. 2766).

Accidents du travail : Leyzour (Félix) (p. 2767 ; 2768) ; Marchand (Philippe) (p. 2761).

Bénévolat : Bourdin (Joël) (p. 2764) ; Laurin (René-Georges) (p. 2766) ; Machet (Jacques) (p. 2769).

Bombardiers d'eau : Laurin (René-Georges) (p. 2766 ; 2772) ; Marchand (Philippe) (p. 2772 ; 2773).

Budget de l'Etat : Bourdin (Joël) (p. 2765) ; Laurin (René-Georges) (p. 2767) ; Marchand (Philippe) (p. 2760 ; 2771) ; Régnault (René) (p. 2769).

Collectivités territoriales : Boeuf (Marc) (p. 2763) ; Bourdin (Joël) (p. 2765) ; Leyzour (Félix) (p. 2768) ; Machet (Jacques) (p. 2770) ; Marchand (Philippe) (p. 2760) ; Mont (Claude) (p. 2765) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 2770).

Décentralisation : Laurin (René-Georges) (p. 2766) ; Machet (Jacques) (p. 2770) ; Marchand (Philippe) (p. 2770).

Départementalisation : Marchand (Philippe) (p. 2771).

Forêts (incendies) : *Bourdin (Joël)* (p. 2764) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 2766) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2772).

Indemnités journalières de maladie : *Marchand (Philippe)* (p. 2762 ; 2773) ; *Prouvovoyeur (Claude)* (p. 2770) ; *Robert (Guy)* (p. 2763).

Invalidité : *Leyzour (Félix)* (p. 2768) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2762 ; 2771 ; 2772) ; *Robert (Guy)* (p. 2763).

Protection sociale : *Boeuf (Marc)* (p. 2763) ; *Bourdin (Joël)* (p. 2764) ; *Laurin (René-Georges)* (p. 2767) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2767) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2761) ; *Robert (Guy)* (p. 2762).

Sapeurs-pompiers (effectifs) : *Boeuf (Marc)* (p. 2763) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2760) ; *Robert (Guy)* (p. 2762).

Sapeurs-pompiers (formation) : *Boeuf (Marc)* (p. 2763) ; *Régnauld (René)* (p. 2769).

Sécurité civile : *Laurin (René-Georges)* (p. 2766) ; *Régnauld (René)* (p. 2769).

Service national : *Marchand (Philippe)* (p. 2761).

Services d'aide médicale urgente (SAMU) : *Marchand (Philippe)* (p. 2761).

Services départementaux d'incendies et de secours (SDIS) : *Bourdin (Joël)* (p. 2765) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2768) ; *Régnauld (René)* (p. 2769).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2773, 2783) : *MM. Paul Girod, Félix Leyzour, Guy Robert, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; René Régnauld.*

Art. 1^{er} (*Droits fondamentaux du sapeur-pompier volontaire en cas d'accident ou de maladie liés au service*) (p. 2773).

Adopté : amendement de précision n° 1 de la commission (p. 2774).

Retiré : amendement n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : extension des avantages aux sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident pour se rendre ou revenir de leurs services (p. 2774).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2774).

Après l'art. 1^{er} (p. 2774).

Rejetés : amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 13 : régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires – Et n° 14 : garantie d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires (p. 2775).

Art. 2 (*Paiement des soins par le service départemental d'incendie et de secours*) (p. 2775).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : principe de libre choix des auxiliaires médicaux par les sapeurs-pompiers volontaires (p. 2775).

Rejeté : amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : gratuité des soins pour les sapeurs-pompiers volontaires (p. 2775).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2776).

Art. 3 (*Prise en charge des frais d'hospitalisation dans les établissements privés conventionnés*) (p. 2776).

Adopté : amendement de précision n° 3 de la commission (p. 2776).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2776).

Art. 4 (*Frais funéraires*) – Adopté (p. 2776).

Art. 5 (*Indemnité journalière*) – Adopté (p. 2776).

Art. 6 (*Service débiteur des soins médicaux, de l'indemnité journalière et des frais funéraires*) (p. 2776).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission (p. 2776).

Rejeté : amendement n° 5 de la commission : charge des dépenses relatives à des accidents survenus à des sapeurs-pompiers volontaires en formation (p. 2777).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2777).

Art. 7 (*Remboursement par l'assurance maladie*) (p. 2777).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission (p. 2777).

Retiré : amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : modalités de remboursement des indemnités journalières (p. 2777).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2777).

Après l'art. 7 (p. 2777).

Adopté : amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : participation de l'Etat au financement d'indemnisation des prestations en nature et à celui des indemnités journalières (p. 2778).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2778).

Art. 8 (*Allocation d'invalidité*) (p. 2778).

Rejeté : amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : harmonisation de l'indemnisation de l'invalidité (p. 2778).

– L'article 8 est adopté (p. 2778).

Art. 9 (*Rente d'invalidité*) – Adopté (p. 2778).

Art. 10 (*Procédures d'attribution de l'allocation et de la rente d'invalidité*) (p. 2778).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : point de départ du nouvel examen du taux d'invalidité indemnisable et attribution du titre définitif – Et n° 8 : suppression du dernier alinéa de l'article 10 excluant toute révision en cas d'attribution définitive (p. 2779).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2779).

Art. 11 (*Rente de réversion – Pension d'orphelin*) – Adopté (p. 2779).

Art. 12 (*Capital-décès*) (p. 2779).

Adopté : amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : possibilité pour les ayants cause de sapeurs-pompiers volontaires de bénéficier de l'indemnité (p. 2779).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2779).

Art. 13 (*Subrogation pour le capital-décès au titre d'un régime de sécurité sociale*) – Adopté (p. 2779).

Art. 14 (*Charges financières des prestations d'invalidité, des avantages et indemnités dus aux ayants cause*) (p. 2779).

Rejeté : amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : alignement des prestations attribuées aux sapeurs-pompiers volontaires sur celles qui résultent du régime accordé pour les accidents du travail (p. 2780).

– L'article 14 est adopté (p. 2780).

Art. 15 (*Affiliation à la sécurité sociale des sapeurs-pompiers volontaires invalides dans les conditions prévues pour les invalides et les victimes de guerre*) – Adopté (p. 2780).

Art. 16 (*Coordinations – Intitulé de la section 6 du chapitre I^{er} du titre VIII du livre III du code de la sécurité sociale – Art. L. 381-25 du code de la sécurité sociale*) (p. 2780).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de la commission (p. 2780).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2780).

Art. 17 (*Dispositions particulières pour les sapeurs-pompiers volontaires ayant la qualité de fonctionnaire*) (p. 2780).

Rejeté : amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : délai du choix du régime d'indemnisation (p. 2781).

– L'article 17 est adopté (p. 2781).

Art. 18 (*Interdiction pour les collectivités locales d'accorder des avantages supplémentaires pour l'indemnisation des risques couverts par le présent texte*) (p. 2781).

Adopté : amendement de précision n° 10 de la commission (p. 2781).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2781).

Art. 19 (*Abrogation pour coordination de plusieurs articles du code des communes*) (p. 2781).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de la commission (p. 2782).

– La première partie de l'article 19 est rejetée (p. 2782).

– La seconde partie de l'article 19, modifiée par l'amendement n° 11, est adoptée (p. 2782).

– L'article 19, dans la rédaction des termes de la seconde partie, est adopté (p. 2782).

Art. 20 (*Décret en conseil d'Etat*) – Adopté (p. 2782).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2782, 2783) : *MM. Emmanuel Hamel, Félix Leyzour, Marc Boeuf, Paul Girod* – Statut général des sapeurs-pompiers volontaires – Charges des finances locales.

Adoption (9 octobre 1991) (p. 2783).

Discussion (deuxième lecture)

(9 décembre 1991) (p. 5145, 5151).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5145, 5146) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Collectivités territoriales : *Marchand (Philippe)* (p. 5145).

Invalidité : *Marchand (Philippe)* (p. 5145) ; *Robert (Guy)* (p. 5146).

Protection sociale : *Marchand (Philippe)* (p. 5145) ; *Robert (Guy)* (p. 5146).

Victimes (indemnisation) : *Robert (Guy)* (p. 5146).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5146, 5151) : *MM. Guy Robert, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Madelain.*

Art. 2, 3, 4 et 5 – Adoptés (p. 5146).

Art. 5 bis (*Détermination du service liquidateur*) (p. 5146).

Adopté : amendement de conséquence n° 1 de la commission.

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5147).

Art. 6 et 7 – Adoptés (p. 5147).

Art. 7 bis (*Participation financière de l'Etat*) (p. 5147).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 2 de la commission : participation pour moitié de l'Etat au règlement des dépenses qui ne sont pas prises en charge par l'assurance-maladie.

– L'article 7 bis est supprimé (p. 5147).

Art. 9 (p. 5147).

Adopté : amendement n° 10 du Gouvernement : suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article.

Retirés : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Marc Boeuf, n° 8 rédactionnel – Et n° 9 : suppression du troisième alinéa de cet article.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5148).

Art. 14 bis (*Dispense de droits*) (p. 5148).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de la commission.

– L'article 14 bis est supprimé (p. 5148).

Art. 16 (p. 5148).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 5148).

Art. 17 (p. 5148).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux droits d'option des ayants cause.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5149).

Art. 19 (p. 5149).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de la commission.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5149).

Art. 19 bis (*Obligation d'embauche des sapeurs-pompiers volontaires devenus invalides du fait du service*) – Adopté (p. 5149).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat, à la demande du Gouvernement, portant sur l'article 7 bis (p. 5149).

Art. 7 bis (p. 5150).

Rejeté : amendement n° 1 du Gouvernement : rétablissement de l'article 7 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, sous-amendement n° 2 de la commission.

– L'article 7 bis demeure supprimé (p. 5150).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5150, 5151) : *MM. Marc Boeuf, Emmanuel Hamel, Hector Viron ; intervention de M. Guy Robert, rapporteur.*

Adoption (9 décembre 1991) (p. 5151).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1991) (p. 5721) ; (21 décembre 1991) (p. 5735, 5736).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5721 ; 5735) : *MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Guy Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Collectivités territoriales : *Cathala (Laurent)* (p. 5735) ; *Robert (Guy)* (p. 5721).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Robert (Guy)* (p. 5721).

Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) : *Robert (Guy)* (p. 5721).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5735, 5736)

Art. 7 bis (p. 5735).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5735) : *MM. Jean-Luc Bécart, Emmanuel Hamel.*

Adoption (21 décembre 1991) (p. 5736).

Accord de Schengen

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 3
Missions d'information, 9
Traités et conventions, 11 ; 12

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 313 ; n° 359

Action sanitaire et sociale

Voir *Lois de finances*, 1, Affaires sociales et intégration – Economie sociale
Questions au Gouvernement n° 361

Administration

Voir *Questions au Gouvernement* n° 366

Administration centrale et services extérieurs

Voir *Questions au Gouvernement* n° 381
Rappels au règlement, 58

Aérodromes

Voir *Questions orales sans débat* n° 326

Aéroports

Voir *Questions orales sans débat* n° 338 ; n° 343

Affacturage

Voir *Traités et conventions*, 3

Afrique

Voir *Lois de finances*, 1, *Coopération et développement*
Questions au Gouvernement n° 373
Questions orales sans débat n° 359
Traités et conventions, 32

Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1 ; 5 ; 7 ; 8
Fêtes légales, 1
Pensions civiles et militaires de retraite, 2 ; 5 ; 8

Afrique du Sud

Voir *Rapports d'information*, 30

Agglomérations nouvelles

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. Alain Vivien, député et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1990) [n° 1748 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (2 mai 1991) [n° 2022 (9^e lég.)] – Discussion (15 octobre 1991) – Adoption (15 octobre 1991) [n° 531].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (15 octobre 1991) [n° 34 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (6 novembre 1991) [n° 71 (91-92)] – Discussion (14 novembre 1991) – Adoption (14 novembre 1991) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (14 novembre 1991) [n° 2345 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (28 novembre 1991) [n° 2393 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 556].

PROMULGATION : Loi n° 91-1256 du 17 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1991) (p. 3710, 3720).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3710, 3714) : MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Philippe François, Jacques Bellanger.

Ile-de-France (région) : François (Philippe) (p. 3712) ; Bellanger (Jacques) (p. 3713) ; Sueur (Jean-Pierre) (p. 3713).

Syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) : Sueur (Jean-Pierre) (p. 3710 ; 3711) ; Girod (Paul) (p. 3711 ; 3712) ; François (Philippe) (p. 3712).

Taxe professionnelle : Sueur (Jean-Pierre) (p. 3710) ; Girod (Paul) (p. 3711 ; 3712).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3714, 3719) : MM. Paul Girod, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat.

Art. 1^{er} (Conséquences financières du transfert de la gestion des équipements) – Adopté (p. 3714).

Art. 2 (Conséquences financières du transfert de la propriété des équipements) – Adopté (p. 3714).

Art. 2 bis (Unification du taux de taxes professionnelles sur une zone d'activité économique).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 1 de la commission ; sous-amendement n° 14 du Gouvernement – Amendement rédactionnel n° 2 de la commission – Amendement n° 9 du Gouvernement : option possible pour une unification progressive ; sous-amendement n° 13 de la commission.

– L'article 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3716).

Art. 3 (Abrogation des dispositions relatives au dotation de référence dans la loi du 13 juillet 1983) (p. 3716).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : dotation de référence dans le cas de création d'une agglomération nouvelle.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3716).

Art. 4 (Fonds de coopération) (p. 3717).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 et n° 5 rédactionnels – N° 6 : suppression de la faculté de réduire le coefficient multiplicateur de l'écart de potentiel fiscal – Et n° 7 : mise en place des fonds de coopération dans les syndicats ou communautés d'agglomérations nouvelles créées après l'entrée en vigueur de la présente proposition de loi ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3718).

Art. 5 (Coordination des articles de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983) (p. 3718).

Adoptés : amendement n° 8 de la commission : maintien de la mention des dotations de référence visées à l'article 27 – Amendement n° 11 du Gouvernement : conditions de répartition des compléments de ressources prélevés sur le produit de taxes professionnelles des syndicats d'agglomérations nouvelles (SAN).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3719).

Après l'art. 5 (p. 3719).

Adopté : amendement n° 12 du Gouvernement : non-application des dispositions de l'article 30 de la loi d'orientation sur la ville aux cessions d'immeubles que l'Etat consent à un établissement public d'aménagement de villes nouvelles.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3719).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3719, 3720) MM. Gérard Larcher, Jacques Bellanger ; intervention de MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat et Paul Girod, rapporteur.

Adoption (14 novembre 1991) (p. 3720).

Agriculture

Voir *Eau*, 1 ; 2

Gouvernement (déclarations), 5

Impôts et taxes, 1

Lois de finances, 1

Mutualité sociale agricole (MSA), 1

Questions au Gouvernement n° 318 ; n° 372

Questions orales avec débat n° 6

Questions orales sans débat n° 288 ; n° 314

Rappels au règlement, 32 ; 35 ; 36

Rapports d'information, 8

Rapports du Gouvernement, 6

1. – **Projet de loi relatif à la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural**, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement (2 octobre

1990) [n° 1589 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Colin (21 novembre 1990) [n° 1720 (9^e lég.)] – Discussion (30 novembre 1990) – Adoption (30 novembre 1990) [n° 408].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1990) [n° 117 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Marcel Daunay (27 mars 1991) [n° 245 (90-91)] – Discussion (5 avril 1991) – Adoption (5 avril 1991) [n° 94].

PROMULGATION : Loi n° 91-363 du 15 avril 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 17 avril 1991).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1991) (p. 373, 375).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 373, 375) : *MM. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions ; Gérard Larcher, en remplacement de M. Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Ce projet de loi a pour objet de donner force de loi aux dispositions contenues dans la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural.

Code rural : *Chérèque (Jacques)* (p. 373 ; 374) ; *Larcher (Gérard)* (p. 374 ; 375).

Forêts : *Chérèque (Jacques)* (p. 373).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 375)

Art. 1^{er} (*Validation de la partie législative des livres II, IV et V (nouveaux) du code rural*) – Adopté (p. 375).

Art. 2 (*Abrogation des dispositions codifiées*) – Adopté (p. 375).

Art. 3 (*Modification de la partie législative du livre V du code rural*) – Adopté (p. 375).

Adoption (5 avril 1991) (p. 375).

2. – **Projet de loi relatif à la distribution et à l'application par des prestataires de services, des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (4 décembre 1991) [n° 149 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Agriculture (maladies du bétail)

1. – **Projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse et portant modification du code rural et du code pénal**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (11 avril 1991) [n° 271 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (24 avril 1991) [n° 299 (90-91)] – Urgence – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 1991) [n° 2130 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. François Patriat (20 juin 1991) [n° 2134 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 511].

PROMULGATION : Loi n° 91-639 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(18 juin 1991) (p. 1786, 1799).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1786, 1791) : *MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Louvot, Guy Robert, Félix Leyzour.*

Bovins : *Mermaz (Louis)* (p. 1786) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1787).

Communauté économique européenne (CEE) : *Leyzour (Félix)* (p. 1789) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1788) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1786 ; 1790) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1787) ; *Robert (Guy)* (p. 1789).

Côtes-d'Armor (département) : *Leyzour (Félix)* (p. 1790) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1786).

Importations : *Mermaz (Louis)* (p. 1790).

Maladie des animaux (réseau d'épidémiologie-surveillance) : *Leyzour (Félix)* (p. 1790) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1788) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1791) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1787) ; *Robert (Guy)* (p. 1789).

Plans d'urgence : *Leyzour (Félix)* (p. 1790) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1787).

Vaccinations : *Leyzour (Félix)* (p. 1789 ; 1790) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1788) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1786 ; 1787) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1787 ; 1788) ; *Robert (Guy)* (p. 1789).

Vétérinaires : *Louvot (Pierre)* (p. 1788) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1788).

Victimes (indemnisation) : *Leyzour (Félix)* (p. 1790) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1788) ; *Mermaz (Louis)* (p. 1790) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1787 ; 1788) ; *Robert (Guy)* (p. 1789).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1791, 1799) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur ; Guy Robert, Louis Mermaz, ministre ; Pierre Louvot, Jean Pourchet, Etienne Dailly, William Chervy.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 1791).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 22 : renforcement de l'action de surveillance des vétérinaires sanitaires – Et n° 25 : délivrance de certificats pour l'exportation d'animaux vivants.

Retirés : amendement rédactionnel n° 1 de la commission – Amendement n° 21 de M. Pierre Louvot : délivrance par des vétérinaires sanitaires de certificats et de documents nécessaires en matière d'échanges internationaux, d'animaux vivants, de semences et d'embryons.

Devenu sans objet : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, sous-amendement n° 13 de M. Guy Robert.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1793).

Art. 1^{er} (*Déclaration des maladies contagieuses ; rôle du maire*) (p. 1793).

Rejetés : amendement n° 14 de M. Guy Robert : conditions de déclaration – Amendement rédactionnel n° 11 de M. Félix Leyzour.

Retiré : amendement n° 16 de M. Guy Robert : information de l'organisme à vocation sanitaire.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 1794).

Art. 2 (*Interdiction de vacciner contre la fièvre aphteuse*) (p. 1794).

Adopté : amendement de précision n° 2 de la commission.

Retiré : amendement n° 17 de M. Guy Robert : stock de vaccins et d'antigènes des pouvoirs publics.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1794).

Art. 3 (*Interdiction de manipuler des virus aphteux*) – Adopté (p. 1794).

Art. 4 (*Limitation de la circulation des personnes et des véhicules*) (p. 1794).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 3 et 4 de la commission – Sur l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission, sous-amendement n° 12 du Gouvernement.

Retiré : amendement de précision n° 18 de M. Guy Robert.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1795).

Après l'art. 4 (p. 1795).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly.*

Retiré : amendement n° 9 de M. Jean Pourchet : déclaration de l'épidémie.

Art. 5 (*Plan d'intervention*) (p. 1796).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission.

Retiré : amendement n° 19 de M. Guy Robert : mise en place du plan d'urgence.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1797).

Art. 6 (*Peines applicables au responsable de la naissance ou de l'extension d'une épizootie*) (p. 1797).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 et n° 7 rédactionnels – Et n° 6 : inobservation involontaire des règlements.

Rejeté : amendement n° 10 de M. Guy Robert : inobservation volontaire des règlements.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1798).

Art. 7 (*Peines applicables en cas de détention du vaccin anti-aphteux et de manipulation du virus aphteux*) – Adopté (p. 1798).

Art. 8 (*Peines applicables à l'absence de déclaration*) [p. 1798].

Adopté : amendement de précision n° 8 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1798).

Art. 9 (*Abrogation*) – Adopté (p. 1798).

Après l'art. 9 (p. 1798).

Adopté : amendement n° 23 de M. William Chervy : comité consultatif de la santé et de la protection des animaux.

Retiré : amendement n° 20 de M. Guy Robert : indemnisation des éleveurs.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1799).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1799) : M. Félix Leyzour.

Adoption (18 juin 1991) (p. 1799).

Aide humanitaire

Voir *Questions au Gouvernement* n° 309

Aides au logement

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et espace - I – Urbanisme, logement et services communs

Aisne (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 306

Ajournement du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 8 ; 20

Allemagne

Voir *Traités et conventions*, 6

Alliance française

Voir *Traités et conventions*, 17 ; 19

Allocations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 319
Questions orales sans débat n° 291
Sécurité sociale, 2

Allocutions et communications

1. – **Ouverture de la première session extraordinaire de 1990-1991** (16 janvier 1991) (p. 3) – M. Alain Poher, président du Sénat.

2. – **Clôture de la première session extraordinaire de 1990-1991** (16 janvier 1991) (p. 20) – M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

3. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1990-1991** (19 mars 1991) (p. 27) – M. Alain Poher, président du Sénat.

4. – **Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat** (19 mars 1991) (p. 28) – Engagement de l'armée française dans le Golfe – Cohésion nationale – Se réjouit de l'issue rapide du conflit – Hommage à l'armée française.

5. – **Dépôt du rapport annuel du médiateur** (19 avril 1991) (p. 583) – M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

6. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés des Cortès d'Espagne** (25 avril 1991) (p. 694) – M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

7. – **Démission du Gouvernement** de M. Michel Rocard, et nomination de Mme Edith Cresson comme Premier ministre (15 mai 1991) (p. 971) – M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

8. – **Ajournement du Sénat**, le Gouvernement de M. Michel Rocard ayant démissionné (15 mai 1991) (p. 971) – M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

9. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires italiens** (23 mai 1991) (p. 1012) – M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

10. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires égyptiens** (28 mai 1991) (p. 1092) – M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.

11. – **Souhaits de bienvenue au Speaker de la Chambre des Communes du Royaume-Uni** (29 mai 1991) (p. 1140) – M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

12. – **Souhaits de bienvenue à Mme le Premier ministre** (5 juin 1991) (p. 1302) – M. Alain Poher, président du Sénat.

13. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires gabonais** (19 juin 1991) (p. 1826) – M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.

14. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires marocains** (26 juin 1991) (p. 2125) – M. Alain Poher, président du Sénat.

15. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** le lundi 1^{er} juillet 1991 (29 juin 1991) (p. 2294) – M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

16. – **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1990-1991** (2 juillet 1991) (p. 2334) – M. Alain Poher, président du Sénat.

17. – **Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat** (4 juillet 1991) (p. 2495, 2497) – Sénat – Golfe persique – Gouvernement – Questions orales avec débat – Missions d'information – Commissions de contrôle – Rapports d'information – Radio-diffusion et télévision – Remerciements et vœux – MM. Alain Poher, président du Sénat ; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

18. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (5 juillet 1991) (p. 2522) – M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.

19. – **Décès de M. Jean Legrand**, directeur du service de la sténographie (2 octobre 1991) (p. 2528) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

20. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1991-1992** (2 octobre 1991) (p. 2528) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

21. – **Hommage aux victimes d'un accident ferroviaire** (17 octobre 1991) (p. 2976) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères.*

22. – **Décès de M. Gaston Monnerville**, ancien président du Sénat (8 novembre 1991) (p. 3641) – *M. Alain Poher, président du Sénat ; Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.*

23. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires autrichiens** (12 novembre 1991) (p. 3658) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

24. – **Hommage à M. Gérard d'Aboville pour son exploit en mer** (22 novembre 1991) (p. 4012) – *MM. Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; René Régnault.*

25. – **Victoire de l'équipe de France en Coupe Davis** (1^{er} décembre 1991) (p. 4607) – *MM. Jacques Habert, Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique.*

26. – **Bienvenue à M. Léon Jozeau-Marigné, membre du Conseil constitutionnel** (11 décembre 1991) (p. 5226) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

27. – **Souhaits de bienvenue à un parlementaire russe** (18 décembre 1991) (p. 5525) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

28. – **Clôture de la première session ordinaire de 1991-1992** (20 décembre 1991) (p. 5722) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

29. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 21 décembre 1991** (20 décembre 1991) (p. 5709) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

30. – **Clôture de la session extraordinaire du 21 décembre 1991** (21 décembre 1991) (p. 5765) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

Alsace (région)

Voir *Protection sociale*, 1

Alsace et Moselle

Voir *Missions d'information*, 6

1. – **Proposition de loi relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Goetschy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 novembre 1991) [n° 98 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Aménagement du territoire

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et espace - I – Urbanisme, logement et services communs
Questions au Gouvernement n° 315 ; n° 323 ; n° 324 ; n° 325 ; n° 338 ; n° 356 ; n° 374

Rapports d'information, 6

Aménagement rural

Voir *Questions au Gouvernement* n° 349

Anciens combattants (Afrique du Nord)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 9
Lois de finances, 1, Anciens combattants

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Lois de finances*, 1, Anciens combattants
Pensions civiles et militaires de retraite, 1 ; 2 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8
Questions orales sans débat n° 286 ; n° 287 ; n° 299

1. – **Proposition de loi tendant à assouplir les critères d'accès à la retraite au bénéfice des anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Robert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 229 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre national du Mérite et un contingent spécial de médailles militaires pour les combattants volontaires de la Résistance titulaires de la carte de CVR et de la médaille de la Résistance**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 230 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi visant à accorder aux orphelins de guerre et aux pupilles de la nation, sans condition d'âge, la qualité de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Robert, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 mars 1991) [n° 231 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi organique visant à assurer la représentation du monde combattant au sein du Conseil économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune, Guy Robert, Rémi Herment, sénateurs (9 avril 1991) [n° 266 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 avril 1991) [n° 277 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à permettre aux associations d'anciens combattants d'ester en justice**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Yves Guéna, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 13 mars 1991) [n° 232 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Neuwirth (17 avril 1991) [n° 283 (90-91)] – Rapport supplémentaire de M. Lucien Neuwirth (7 mai 1991) [n° 320 (90-91)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 111].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1991) [n° 2030 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre-Jean Daviaud (21 novembre 1991) [n° 2375 (9^e lég.)] – Discussion (26 novembre 1991) – Adoption (26 novembre 1991) [n° 543].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1991) [n° 112 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Neuwirth (10 décembre 1991) [n° 157 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 48].

PROMULGATION : Loi n° 91-1257 du 17 décembre 1991 (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(7 mai 1991) (p. 887, 894).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 887, 892) : *MM. Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des lois ; Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Yves Guéna, Jean Simonin, Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt.*

Anciens combattants et victimes de guerre : *Guéna (Yves) (p. 890) ; Kiejman (Georges) (p. 889) ; Neuwirth (Lucien) (p. 888 ; 891) ; Simonin (Jean) (p. 891 ; 892).*

Armée : *Kiejman (Georges) (p. 890) ; Simonin (Jean) (p. 891).*

Associations : *Guéna (Yves) (p. 890) ; Kiejman (Georges) (p. 889) ; Neuwirth (Lucien) (p. 888) ; Simonin (Jean) (p. 891).*

Crimes contre l'humanité : *Neuwirth (Lucien) (p. 889).*

Crimes de guerre : *Neuwirth (Lucien) (p. 889) ; Pagès (Robert) (p. 892).*

Diffamation : *Guéna (Yves) (p. 890) ; Kiejman (Georges) (p. 890) ; Neuwirth (Lucien) (p. 888) ; Simonin (Jean) (p. 891 ; 892).*

Guerre mondiale (seconde) : *Guéna (Yves) (p. 890).*

Justice : *Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 892).*

Liberté : *Kiejman (Georges) (p. 889).*

Pacifisme : *Pagès (Robert) (p. 892).*

Procédure pénale : *Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 892) ; Kiejman (Georges) (p. 889 ; 890) ; Neuwirth (Lucien) (p. 888).*

Résistants : *Kiejman (Georges) (p. 890) ; Neuwirth (Lucien) (p. 889).*

Trahison (apologie) : *Guéna (Yves) (p. 890) ; Kiejman (Georges) (p. 889) ; Neuwirth (Lucien) (p. 889).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 893) : *M. Georges Kiejman, ministre.*

Art. unique (*Possibilité pour les associations d'anciens combattants d'ester en justice*) (p. 893).

Parole sur l'article : *M. Georges Kiejman, ministre.*

– L'article unique est adopté (p. 894).

Intitulé (p. 893).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants d'ester en justice ».

– L'intitulé de la proposition est adopté (p. 893).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 893, 894) : *MM. Louis de Catuelan, Jean Delaneau, Hubert Durand-Chastel.*

Scrutin public n° 99 (p. 894).

Adoption (7 mai 1991) (p. 894).

Discussion (deuxième lecture)

(10 décembre 1991) (p. 5217, 5219).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5217, 5219) : *MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des lois ; Yves Guéna, Jacques Habert.*

Anciens combattants et victimes de guerre (associations) : *Guéna (Yves) (p. 5218) ; Habert (Jacques) (p. 5219) ; Mexandeau (Louis) (p. 5217 ; 5219) ; Neuwirth (Lucien) (p. 5218 ; 5219).*

Anciens combattants et victimes de guerre (résidant hors de France) : *Habert (Jacques) (p. 5219) ; Mexandeau (Louis) (p. 5219).*

Infractions : *Mexandeau (Louis) (p. 5218).*

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Habert (Jacques) (p. 5219) ; Mexandeau (Louis) (p. 5217).*

Procédure civile : *Guéna (Yves) (p. 5218) ; Habert (Jacques) (p. 5219) ; Mexandeau (Louis) (p. 5217) ; Neuwirth (Lucien) (p. 5218).*

Propositions de loi : *Guéna (Yves) (p. 5219) ; Neuwirth (Lucien) (p. 5218).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5219, 5220)

Art. unique (*Droit d'ester en justice des associations d'anciens combattants et victimes de guerre pour des délits bien spécifiés*) – Adopté (p. 5220).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5220) *M. Robert Pagès.*

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5220).

7. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 43 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

8. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 48 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

9. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Prouvovoyeur, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1991) [n° 72 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (13 novembre 1991) [n° 80 (91-92)] – Discussion (18 novembre 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1991) (p. 3796, 3801).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3796, 3801) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur de la commission des affaires sociales ; Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Claude Estier, Guy Robert, Robert Pagès, Mme Hélène Luc, M. Jean Cluzel, vice-président de la commission des finances.*

Anciens combattants (Afrique du Nord) (retraite anticipée) : *Estier (Claude) (p. 3799) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3797) ; Luc (Hélène) (p. 3801) ; Pagès (Robert) (p. 3799) ; Robert (Guy) (p. 3799).*

Anciens combattants (budget) : *Cathala (Laurent) (p. 3798 ; 3801) ; Estier (Claude) (p. 3799).*

Assurance vieillesse : *Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3797) ; Robert (Guy) (p. 3799).*

Chômage : *Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3797) ; Robert (Guy) (p. 3799).*

Chômeurs en fin de droits : *Luc (Hélène) (p. 3801) ; Pagès (Robert) (p. 3801).*

Constitution (art. 40) : *Cathala (Laurent) (p. 3801) ; Cluzel (Jean) (p. 3801).*

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : *Cathala (Laurent) (p. 3798).*

Retraite (âge) : *Cathala (Laurent) (p. 3797).*

Retraites : *Cathala (Laurent) (p. 3801).*

Retraites (financement) : *Cathala (Laurent) (p. 3797) ; Estier (Claude) (p. 3799).*

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Pagès (Robert) (p. 3800).*

Irrecevabilité (art. 40 de la Constitution) (p. 3801) – *MM. Laurent Cathala, Jean Cluzel.*

Irrecevabilité de la proposition de loi (18 novembre 1991) (p. 3801).

Animaux

1. – **Proposition de loi tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 20 septembre 1991) [n° 484 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Aquaculture

Voir *Pêche*, 1 ; 2

Argentine

Voir *Missions d'information*, 5
Traités et conventions, 25

Armée

Voir *Allocutions et communications*, 4
Gouvernement (déclarations), 4
Lois de finances, 1, Défense
Service national, 3

Armement

Voir *Questions au Gouvernement* n° 389

Armes (ventes)

1. – **Proposition de loi tendant à l'interdiction du commerce des armes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991) [n° 467 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Arts et spectacles

Voir *Lois de finances*, 1, Culture

Asile (droit d')

Voir *Etrangers*, 4

Assistants ou auxiliaires de service social

Voir *Questions orales sans débat* n° 351
Rappels au règlement, 47

Associations

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 6

1. – **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (19 mars 1991) [n° 1904 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (10 avril 1991) [n° 1955 (9° lég.)] – Discussion (17 avril 1991) – Adoption (17 avril 1991) [n° 462].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1991) [n° 291 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Machet (24 avril 1991) [n° 301 (90-91)] – Discussion (6 mai 1991) – Adoption (6 mai 1991) [n° 109].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations.** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 mai 1991) [n° 2025 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (14 mai 1991) [n° 2031 (9° lég.)] – Discussion (25 juin 1991) – Adoption (25 juin 1991) [n° 505].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1991) [n° 416 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jacques Machet (27 juin 1991) [n° 430 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 148].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2180 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Bequet (2 juillet 1991) [n° 2184 (9° lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Machet (2 juillet 1991) [n° 442 (90-91)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2180 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (3 juillet 1991) [n° 2197 (9° lég.)] – Discussion (3 juillet 1991) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 522].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1991) [n° 452 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (4 juillet 1991) [n° 455 (90-91)] – Discussion (5 juillet 1991) – Adoption (5 juillet 1991) [n° 157].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (5 juillet 1991) [n° 2210 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Bequet (5 juillet 1991) [n° 2212 (9° lég.)] – Discussion (5 juillet 1991) – Adoption (5 juillet 1991) [n° 525].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.** ».

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-299 DC du 2 août 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1991) : le projet de loi n'est pas contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-772 du 7 août 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 10 août 1991).

Discussion (première lecture)

(6 mai 1991) (p. 848, 870).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 848, 860) : *MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Ernest Cartigny, Roland Courteau, Louis Virapoullé, Emmanuel Hamel, Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Accidents du travail : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 850) ; *Machet (Jacques)* (p. 851 ; 852).

Associations : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 849) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 858) ; *Machet (Jacques)* (p. 852) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855) ; *Viron (Hector)* (p. 856).

Associations humanitaires : *Courteau (Roland)* (p. 854).

Bénévolat : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 849 ; 851 ; 859) ; *Machet (Jacques)* (p. 851) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855) ; *Viron (Hector)* (p. 856).

Chambres régionales des comptes (CRC) : *Dreyfus (Tony)* (p. 851) ; *Machet (Jacques)* (p. 851).

Comptabilité : *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 850).

Congé de représentation : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 850) ; *Machet (Jacques)* (p. 851 ; 852) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855) ; *Viron (Hector)* (p. 856).

Conseil économique et social (CES) : *Dreyfus (Tony)* (p. 849) ; *Machet (Jacques)* (p. 852).

Conseil national de la vie associative (CNVA) : *Dreyfus (Tony)* (p. 849).

Cour des comptes : *Dreyfus (Tony)* (p. 850 ; 851) ; *Machet (Jacques)* (p. 851).

Dons et legs : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Courteau (Roland)* (p. 854) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 850 ; 851 ; 859) ; *Machet (Jacques)* (p. 851 ; 852) ; *Viron (Hector)* (p. 857).

Elus locaux (statut) : *Dreyfus (Tony)* (p. 859) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 855) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855 ; 856) ; *Viron (Hector)* (p. 856 ; 857).

Entreprises : *Cartigny (Ernest)* (p. 853) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 859) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 858) ; *Machet (Jacques)* (p. 852) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855).

Fiscalité : *Dreyfus (Tony)* (p. 849).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Machet (Jacques)* (p. 852 ; 853).

Ordre du jour du Sénat : *Hamel (Emmanuel)* (p. 855).

Organisations humanitaires : *Dreyfus (Tony)* (p. 860).

Organisations syndicales : *Dreyfus (Tony)* (p. 859).

Partis et groupements politiques : *Dreyfus (Tony)* (p. 859) ; *Viron (Hector)* (p. 857).

Salaires, traitements et indemnités : *Dreyfus (Tony)* (p. 859) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 857) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 855) ; *Viron (Hector)* (p. 856).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Machet (Jacques)* (p. 851) ; *Viron (Hector)* (p. 856).

Taxe sur les salaires : *Dreyfus (Tony)* (p. 859) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 858)..

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 860, 870) : *MM. Jacques Machet, rapporteur, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat ; Roland Courteau, Jean Chérioux, Ernest Cartigny, Louis Virapoullé, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Jean Madelain.*

Art. 1^{er} (*Institution d'un congé de représentation en faveur des salariés*) (p. 860).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : exclusion des associations de fait – N° 2 : suppression du congé de représentation dans les instances à l'échelon régional ou départemental – N° 22 de coordination – Et n° 5 : suppression de la consultation du comité d'entreprises ou des délégués du personnel lors du refus par le chef d'entreprise du congé de représentation – Amendement n° 15 de M. Jean Chérioux : fractionnement du congé de représentation et cumul de ces congés avec les autres – Amendement n° 14 de M. Ernest Cartigny : application des dispositions dans des entreprises d'au moins onze salariés – Amendement n° 19 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Louis Virapoullé : indemnités forfaitaires versées à l'ensemble des représentants des associations.

Retiré : amendement n° 4 de la commission : fractionnement du congé de représentation.

Devenu sans objet : amendement n° 3 de la commission : compensations par l'Etat de la perte de salaire.

Explications de vote sur l'article : *Mme Hélène Missoffe.*

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 864).

Art. 2 (*Institution d'une protection sociale contre les risques d'accidents du travail*) (p. 864).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : correction d'une erreur de référence à un article du code de la sécurité sociale.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 864).

Après l'art. 2 (p. 864).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : dépôt au Parlement d'un rapport sur l'application et les incidences de la création du congé de représentation.

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 23 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 865).

Art. 3 (*Déclaration auprès de la préfecture des projets d'appel à la générosité publique*) (p. 865).

Parole sur l'article : *M. Geoffroy de Montalembert.*

Adopté : amendement de suppression n° 7 de la commission.

– L'article 3 est supprimé (p. 866).

Après l'art. 3 (p. 866).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : obligation pour les associations de convoquer leurs donateurs à une assemblée générale.

Art. 4 (*Etablissement d'un compte d'emploi*) (p. 867).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 17 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : présentation des comptes.

– L'article 4 est supprimé (p. 867).

Art. 5 (*Contrôle des comptes d'emploi des organismes faisant appel à la générosité publique*) (p. 867).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de la commission.

– L'article 5 est supprimé (p. 868).

Art. 6 (*Publicité des observations*) (p. 868).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de la commission.

– L'article 6 est supprimé (p. 868).

Art. 7 (*Conditions d'application de la loi*) (p. 868).

Adopté : amendement de suppression n° 11 de la commission.

– L'article 7 est supprimé (p. 868).

Art. 8 (*Rapport au Parlement*) (p. 868).

Adopté : amendement de suppression n° 12 de la commission.

– L'article 8 est supprimé (p. 868).

Intitulé (p. 868).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : « projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations ».

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 868).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 868, 870) : *MM. Roland Courteau, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny, Louis Virapoullé, Jean Clouet ; interventions de MM. Jacques Machet, rapporteur ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat.*

Adoption (6 mai 1991) (p. 870).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 1991) (p. 2280, 2285).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2280, 2282) : *MM. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales ; Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Amendements : *Machet (Jacques)* (p. 2281) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2281).

Associations : *Yamgnane (Kofi)* (p. 2280).

Bénévolat : *Machet (Jacques)* (p. 2282).

Congé de représentation : *Machet (Jacques)* (p. 2281) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2280).

Cour des comptes : *Machet (Jacques)* (p. 2282) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2280).

Mutuelles : *Machet (Jacques)* (p. 2281) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2280).

Propositions de loi : *Yamgnane (Kofi)* (p. 2280).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2282, 2285) : *MM. Jacques Machet, rapporteur ; Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat ; Claude Estier, Louis Minetti.*

Art. 1^{er} (p. 2282).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : reprise du texte adopté par le Sénat en 1^{ère} lecture – N° 5 : possibilité pour le chef d'entreprise de s'opposer au congé – Et n° 6 : reprise du texte adopté par le Sénat en 1^{ère} lecture et suppression de l'avis du comité d'entreprise (p. 2283).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2283).

Art. 2 bis (p. 2284) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (p. 2284).

Adoptés : amendements de la commission n° 7, rédactionnel – Et n° 8 : suppression de la déclaration préalable et transfert à l'article 3 des dispositions de l'article 4 (p. 2284).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2284).

Art. 4 (p. 2284).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de la commission (p. 2285).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 2285).

Art. 5 – Adopté (p. 2285).

Art. 6 (p. 2285).

Adopté : amendement rédactionnel n° 10 de la commission (p. 2285).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2285).

Art. 7 (p. 2285).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de la commission (p. 2285).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 2285).

Art. 8 – Adopté (p. 2285).

Intitulé du projet de loi (p. 2285).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de la commission : « Projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique (p. 2285).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2285).

Adoption (28 juin 1991) (p. 2285).

Discussion (nouvelle lecture)

(5 juillet 1991) (p. 2501, 2505).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2501, 2502) : *MM. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Assemblée nationale (travaux) : *Madelain (Jean)* (p. 2501) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2501).

Congé de représentation : *Madelain (Jean)* (p. 2501) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2501).

Contrôle des comptes : *Madelain (Jean)* (p. 2502) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2501).

Entreprises : *Madelain (Jean)* (p. 2502).

Indemnisation : *Madelain (Jean)* (p. 2502).

Sénat (travaux) : *Madelain (Jean)* (p. 2502) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 2501).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2502 ; 2505) : *MM. Jean Madelain, rapporteur ; Claude Estier, Emmanuel Hamel, Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat.*

Art. 1^{er} (p. 2502).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1, n° 2 et n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2503).

Art. 3 (p. 2503).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 de précision – N° 5 : suppression de l'obligation de déclaration – Et n° 6 : certification du compte d'emploi.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2504).

Art. 4 (p. 2504).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de la commission.

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 2504).

Art. 7 (p. 2505).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 2505).

Intitulé du projet de loi (p. 2505).

Adoptés : amendement n° 9 de la commission : « projet de loi relatif aux congés de représentation en faveur des associations et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique.

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2505).

Adoption (5 juillet 1991) (p. 2505).

Associations sportives

Voir *Lois de finances*, 1, Jeunesse et sports

Assurance maladie maternité

1. – **Proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 afin de rétablir les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Rudloff, sénateur (12 juin 1991) [n° 379 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (5 novembre 1991) [n° 69 (91-92)] – Discussion (18 novembre 1991) – Adoption (18 novembre 1991) [n° 36].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 novembre 1991) [n° 2352 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1991) (p. 3794, 3796).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3794, 3796) : MM. Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Claude Estier, Charles Lederman, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Assurance maladie maternité (travailleurs non salariés non agricoles) : Cathala (Laurent) (p. 3795) ; Estier (Claude) (p. 3796) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3796) ; Lederman (Charles) (p. 3796) ; Robert (Guy) (p. 3794).

Cotisations sociales : Cathala (Laurent) (p. 3795 ; 3796) ; Estier (Claude) (p. 3796) ; Lederman (Charles) (p. 3796) ; Robert (Guy) (p. 3794).

Cour de cassation : Cathala (Laurent) (p. 3795).

Lois (application) : Cathala (Laurent) (p. 3795) ; Estier (Claude) (p. 3796) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3796) ; Lederman (Charles) (p. 3796) ; Robert (Guy) (p. 3794).

Propositions de loi : Cathala (Laurent) (p. 3795) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3796) ; Robert (Guy) (p. 3795).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3796)

Art. unique (L'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales est abrogé) – Adopté (p. 3796).

Adoption (18 novembre 1991) (p. 3796).

Assurances

1. – **Proposition de loi sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. André Diligent et Jean Madelain, sénateurs (6 décembre 1989 [n° 96 (89-90)]) – Reprise par ses auteurs le 29 avril 1991 – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Audiovisuel

Voir *Missions d'information*, 3

Automobile (industrie)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 6
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - III
Industrie

Automobiles

Voir *Questions orales sans débat* n° 345

Autorité parentale

Voir *Famille*, 2

Autoroutes

Voir *Questions au Gouvernement* n° 325 ; n° 335
Questions orales sans débat n° 292 ; n° 386

Autriche

Voir *Allocutions et communications*, 25

Aviation civile

Voir *Questions au Gouvernement* n° 369
Questions orales sans débat n° 337

B

Banlieues

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Questions au Gouvernement n° 331 ; n° 337 ; n° 357
Questions orales sans débat n° 371
Urbanisme, 2

Banques et établissements financiers

Voir *Rapports d'information*, 11
Rapports du Gouvernement, 12

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 83-557 du 1^{er} juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (19 mars 1991) [n° 1900 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Raymond Douyere (10 avril 1991) [n° 1957 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (16 avril et 6 mai 1991) – Adoption (6 mai 1991) [n° 470].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1991) [n° 316 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (15 mai 1991) [n° 326 (90-91)] – Discussion (28 mai 1991) – Adoption (28 mai 1991) [n° 118].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 mai 1991) [n° 2066 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Raymond Douyere (13 juin 1991) [n° 2124 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 501].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (13 juin 1991) [n° 386 (90-91)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 136].

PROMULGATION : loi n° 91-635 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(28 mai 1991) (p. 1080, 1125).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1080, 1095) : MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; René Régnauld, Robert Vizet, Jean Cluzel, Alain Dufaut, Henri Belcour.

Aménagement du territoire : Régnauld (René) (p. 1087).

Assurance vie : Bérégovoy (Pierre) (p. 1094).

Budget : Poncelet (Christian) (p. 1087).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1082 ; 1094) ; Chinaud (Roger) (p. 1083 ; 1085) ; Cluzel (Jean) (p. 1090) ; Dufaut (Alain) (p. 1091) ; Poncelet (Christian) (p. 1086).

Caisses d'épargne : Belcour (Henri) (p. 1092 ; 1093) ; Bérégovoy (Pierre) (p. 1081) ; Chinaud (Roger) (p. 1083 ; 1084) ; Cluzel (Jean) (p. 1089) ; Dufaut (Alain) (p. 1091) ; Poncelet (Christian) (p. 1086) ; Régnauld (René) (p. 1087) ; Vizet (Robert) (p. 1088 ; 1089).

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CEN-CEP) : Belcour (Henri) (p. 1092) ; Bérégovoy (Pierre) (p. 1082 ; 1094) ; Chinaud (Roger) (p. 1084) ; Cluzel (Jean) (p. 1089) ; Dufaut (Alain) (p. 1091).

Chômage : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081 ; 1094) ; Poncelet (Christian) (p. 1086).

Collectivités territoriales : Cluzel (Jean) (p. 1090).

Conseils d'orientation et de surveillance (COS) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1082) ; Dufaut (Alain) (p. 1091).

Croissance économique : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081) ; Cluzel (Jean) (p. 1090).

Déficit budgétaire : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081).

Dépenses publiques : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081 ; 1093).

Epargne : Belcour (Henri) (p. 1092) ; Bérégovoy (Pierre) (p. 1081 ; 1082 ; 1093 ; 1094) ; Cluzel (Jean) (p. 1090 ; 1091) ; Poncelet (Christian) (p. 1086).

Epargne logement : Vizet (Robert) (p. 1088).

Epargne populaire : Bérégovoy (Pierre) (p. 1094) ; Régnauld (René) (p. 1087).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081).

Europe : Régnauld (René) (p. 1087).

Europe de l'Est : Bérégovoy (Pierre) (p. 1094).

Europe monétaire : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081).

Grand marché intérieur (CEE) : Belcour (Henri) (p. 1092) ; Chinaud (Roger) (p. 1084) ; Vizet (Robert) (p. 1088).

Inflation : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081 ; 1093).

Intérêt (taux) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1093) ; Cluzel (Jean) (p. 1090) ; Vizet (Robert) (p. 1089).

Investissements : Poncelet (Christian) (p. 1086).

Logement social : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081 ; 1094) ; Chinaud (Roger) (p. 1083) ; Cluzel (Jean) (p. 1090) ; Vizet (Robert) (p. 1088).

Parlement : Dufaut (Alain) (p. 1091) ; Régnauld (René) (p. 1087).

Pays en voie de développement (PVD) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1094).

Pouvoir d'achat : Bérégovoy (Pierre) (p. 1081).

Prêts bonifiés : Cluzel (Jean) (p. 1090).

Système monétaire européen (SME) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1093).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1095, 1123) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Jean Cluzel, Jean-Pierre Masseret, Joël Bourdin, Alain Dufaut, François Blaizot, Pierre Schiélé, Henri Belcour, Michel Rufin.

Intitulé du chapitre premier (p. 1095).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : « Organisation du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance ».

– L'intitulé du chapitre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 1095).

Art. 1^{er} A (Contenu du rapport au Parlement de la caisse des dépôts et consignations) (p. 1096).

Adopté : amendement de suppression n° 2 de la commission.

– L'article 1^{er} A est supprimé (p. 1096).

Art. 1^{er} B (Missions des caisses d'épargne et de prévoyance) (p. 1097).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission.

– L'article 1^{er} B est supprimé (p. 1097).

Art. 1^{er} C (Limites apportées au champ d'intervention des caisses d'épargne) (p. 1097).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : application jusqu'à la clôture de l'exercice 1993 de la limite de 30 % des emplois de chaque caisse instituée par cet article pour le financement des activités des personnes morales de droit privé.

Retirés : amendement de suppression n° 37 de M. Joël Bourdin – Sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 59 de M. Alain Dufaut.

– L'article 1^{er} C, ainsi modifié, est adopté (p. 1099).

Art. 1^{er} (Définition du périmètre du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance) (p. 1099).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Joël Bourdin : affiliation de plein droit des caisses d'épargne et de prévoyance au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, CENCEP ; sous-amendement n° 6 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Masseret : affiliation au réseau des établissements constitués en association avec la caisse des dépôts et consignations.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1100).

Art. 1^{er} bis (*Dévolution des droits et obligations des sociétés régionales de financement, SOREFI*) (p. 1100).

Adoptés : amendement n° 7 de la commission : disparition obligatoire des sociétés régionales de financement et récupération par la caisse des dépôts et consignations du montant de ces apports assortis d'une juste rémunération ; sous-amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Masseret.

Retirés : sur l'amendement n° 7 de la commission ; sous-amendements n° 60 de M. Alain Dufaut et n° 62 de M. Jean-Pierre Masseret.

– L'article 1^{er} bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1102).

Art. 2 (*Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1102).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 : répartition du capital du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance entre la caisse des dépôts et consignations et les caisses d'épargne et de prévoyance – Rédactionnel n° 9 – Et n° 10 : fusion des caisses d'épargne et de prévoyance soumises à l'accord de la majorité des membres présents ou représentés des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées réunies en une formation commune ; sous-amendement n° 63 de M. Joël Bourdin – Amendement n° 29 de M. Jean Cluzel : rôle du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance de prendre toutes dispositions administratives, financières et techniques nécessaires à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance et des autres établissements du réseau – Amendements de la commission, n° 11 : composition et modes de désignation du conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance – N° 12 : création auprès du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance d'un collège des présidents des conseils d'orientation de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance – Et n° 13 : regroupement en un seul rapport présenté par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, au Parlement des trois rapports prévus respectivement par la loi du 1^{er} juillet 1983, de l'article 2 de ce projet de loi et de l'article 70 du code des caisses d'épargne.

Rejetés : sur l'amendement n° 11 de la commission ; sous-amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° 47 et n° 48.

Retirés : amendements de M. Joël Bourdin, n° 38 et n° 39 : relatifs à la fusion des caisses d'épargne et de prévoyance après avis des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées – Amendement n° 53 de M. François Blaizot : instauration d'une pondération entre les conseils d'orientation et de surveillance en fonction du nombre de comptes gérés par la caisse – Amendement n° 35 de M. Paul Schiélé : limitation des compétences du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance au contrôle administratif sur l'organisation à la gestion des caisses – Amendements rédactionnels n° 41 et n° 42 de M. Joël Bourdin.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1109).

Art. 2 bis (*Création d'un censeur des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1109).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 43 de M. Joël Bourdin : nomination du censeur par le directoire du Centre national après avis conforme du conseil de surveillance.

– L'article 2 bis est supprimé (p. 1110).

Art. 2 ter (*Application aux caisses d'épargne et de prévoyance du statut des baux commerciaux*) – Adopté (p. 1110).

Parole sur l'article : M. Roger Chinaud, rapporteur général – Baux commerciaux.

Art. 3 (*Directoire des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1111).

Adoptés : amendements de la commission, n° 15 : nomination du directoire pour une durée de six ans renouvelable – Et n° 16 : décisions d'agrément et de retrait d'agrément prononcées par le conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance sur proposition de son directoire ou après consultation du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse concernée ; sous-amendement n° 44 de M. Joël Bourdin – Amendement n° 54 de M. Alain Dufaut : exclusion de toute rétroactivité pour l'application du délai de vacuité de six ans séparant les fonctions de président du conseil d'orientation et de surveillance et un mandat de membre du directoire d'une caisse d'épargne et de prévoyance.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1112).

Art. 3 bis (*Création, rôle et mode d'élection des conseils consultatifs*) (p. 1112).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : rétablissement du principe du scrutin uninominal pour l'élection des membres des conseils consultatifs et extension aux conseils généraux de l'inéligibilité des élus locaux.

Devenus sans objet : amendements de M. Pierre Schiélé, n° 33 : réunion des conseils consultatifs à l'initiative du conseil d'orientation et de surveillance ou de leur président – Et n° 34 : possibilité pour les conseils consultatifs de recevoir une délégation du conseil d'orientation et de surveillance dans la limite fixée par les statuts de chaque caisse.

– L'article 3 bis est adopté (p. 1114).

Art. 4 (*Renouvellement préalable des conseils consultatifs avant le premier renouvellement général du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'épargne résultant d'une fusion*) (p. 1114).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : renouvellement des conseils consultatifs préalablement au renouvellement des membres des conseils d'orientation et de surveillance.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1114).

Art. 4 bis (*Composition des conseils d'orientation et de surveillance et désignation de leurs membres*) (p. 1115).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 : substitution du critère des comptes tenus par une caisse à celui de ses salariés pour déterminer le nombre des membres d'un conseil d'orientation et de surveillance – N° 20 : élection des membres représentant les déposants au scrutin uninominal à un tour par les membres du ou des conseils consultatifs de la caisse – N° 21 : rétablissement de la représentation des personnes morales au sein des conseils d'orientation et de surveillance – De coordination n° 22 – Et n° 23 : possibilité pour les élus locaux de présider les conseils d'orientation et de surveillance.

Rejeté : amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Masseret : élection des membres représentant les déposants au scrutin de liste à la proportionnelle par les membres des conseils consultatifs de la caisse.

Retiré : amendement n° 55 de M. Henri Belcour : représentation des artisans et des commerçants au sein des conseils d'orientation et de surveillance.

– L'article 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1118).

Art. 4 ter (*Suppression de la représentation des régions au sein du conseil d'orientation et de surveillance*) – Adopté (p. 1118).

Art. 5 (*Pouvoir de nomination des membres du directoire par le conseil d'orientation et de surveillance*) – Adopté (p. 1118).

Art. 6 (*Obligations des conseils d'orientation et de surveillance en cas de fusion décidée par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 1118).

Adopté : amendement de coordination n° 24 de la commission.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1118).

Art. 7 (*Mise en conformité des statuts aux modèles prévus par décret*) (p. 1118).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : suppression des pouvoirs d'injonction et de substitution du préfet pour la mise en

conformité des statuts des caisses d'épargne et de prévoyance par les conseils de surveillance et attribution de ce pouvoir de substitution au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est adopté (p. 1119).

Art. 8 (*Date d'expiration du mandat des mandataires sociaux en fonction à la date de formulation de la présente loi*) (p. 1119).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : conditions d'expiration des mandats des directeurs généraux uniques et des membres des directoires des caisses prenant part à la fusion, ainsi que des mandats des membres du directoire du nouvel établissement.

Retiré : amendement n° 46 de M. Joël Bourdin : confirmation pendant trois mois du mandat des membres de directoire nommés antérieurement à l'installation du conseil d'orientation et de surveillance.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1120).

Art. 8 bis (*Composition de la commission paritaire nationale*) (p. 1120).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : représentation garantie de toutes les organisations syndicales à la commission paritaire nationale.

Retiré : amendement n° 58 de M. Michel Rufin : désignation des membres restant par chaque organisation syndicale au scrutin de liste à deux tours suivant le type et les conditions de scrutin fixé pour les comités d'entreprise.

– L'article 8 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 1122).

Art. 8 ter (*Caisses d'épargne et de prévoyance des départements et territoires d'outre-mer*) – Adopté (p. 1122).

Art. 9 (*Mesures d'ordre*) – Adopté (p. 1122).

Après l'art. 9 (p. 1122).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : contenu du rapport au Parlement de la caisse des dépôts et consignations.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1123).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1123, 1125) : *MM. René Régnault, Daniel Hoeffel, Robert Pagès, Bernard Hugo, Joël Bourdin ; interventions de MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Pierre Bérégovoy, ministre.*

Adoption (28 mai 1991) (p. 1125).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 juin 1991) (p. 2126, 2132).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2126, 2131) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie.*

Bicaméralisme : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2128).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2129) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2126 ; 2128).

Caisses d'épargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2128 ; 2129) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2126 ; 2127 ; 2128).

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CEN-CEP) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2128) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2126).

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations : *Chinaud (Roger)* (p. 2128).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2128) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2126).

Conseils d'orientation et de surveillance (COS) : *Chinaud (Roger)* (p. 2127).

Epargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2129) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2127).

Epargne (ménages) : *Chinaud (Roger)* (p. 2127).

Grand marché intérieur (CEE) : *Chinaud (Roger)* (p. 2126).

Incompatibilités : *Chinaud (Roger)* (p. 2128).

Parlement (rôle) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2128).

Prêts : *Chinaud (Roger)* (p. 2127).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2129, 2131)

Art. 1^{er} A (p. 2129) – Supprimé par la CMP.

Art. 1^{er} B, 1^{er} C, 1^{er}, 1^{er} bis et 2 (p. 2129).

Art. 2 bis, 3, 3 bis et 4 (p. 2130).

Art. 4 bis, 6, 7, 8, 8 bis et 10 (p. 2131).

Explications de vote sur l'ensemble M. Paul Lorient (p. 2131, 2132).

Adoption (26 juin 1991) (p. 2132).

2. – Projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (3 juillet 1991) [n° 444 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (16 octobre 1991) [n° 37 (91-92)] – Discussion (22 octobre 1991) – Adoption (22 octobre 1991) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1991) [n° 2293 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Charmant (21 novembre 1991) [n° 2374 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 557].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1991) [n° 148 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (5 décembre 1991) [n° 151 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1991) [n° 2444 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Charmant (10 décembre 1991) [n° 2465 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 584].

PROMULGATION : Loi n° 91-1382 du 30 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1991) (p. 3074, 3112).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3074, 3084) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Jacques Robert, Guy Allouche, Ernest Cartigny, Robert Pagès, Louis Virapoullé, Jean-Paul Emin.*

Banque de France : *Cartigny (Ernest)* (p. 3081) ; *Sapin (Michel)* (p. 3075).

Banque de France (fichier) : *Pagès (Robert)* (p. 3083).

Banques et établissements financiers : *Allouche (Guy)* (p. 3080).

Banques et établissements financiers (découvert bancaire) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3077) ; *Sapin (Michel)* (p. 3076).

Cartes bancaires : *Allouche (Guy)* (p. 3081) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3081) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083 ; 3084) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3077) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3079) ; *Sapin (Michel)* (p. 3074 ; 3076).

Chèques : *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3076) ; *Sapin (Michel)* (p. 3074).

Chèques sans provision : *Allouche (Guy)* (p. 3079 ; 3080) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3081) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083 ; 3084) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3077) ; *Pagès (Robert)* (p. 3081) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3078) ; *Sapin (Michel)* (p. 3074) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3083).

Commerce et artisanat : *Allouche (Guy)* (p. 3079) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3076) ; *Pagès (Robert)* (p. 3081) ; *Sapin (Michel)* (p. 3074) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3083).

Commerce et artisanat frontaliers : *Allouche (Guy)* (p. 3080).

Comptes bancaires : *Allouche (Guy)* (p. 3080) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3078).

Condammations pénales : *Cartigny (Ernest)* (p. 3081) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3077) ; *Pagès (Robert)* (p. 3082) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3078) ; *Sapin (Michel)* (p. 3076 ; 3084).

Droit pénal : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3078).

Economie : *Pagès (Robert)* (p. 3081).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Pagès (Robert)* (p. 3082).

Information : *Emin (Jean-Paul)* (p. 3084) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3079).

Informatique (fichiers) : *Allouche (Guy)* (p. 3080) ; *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3083).

Ministère public : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3077) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3078).

Monétique : *Emin (Jean-Paul)* (p. 3083 ; 3084).

Peines et amendes : *Allouche (Guy)* (p. 3080) ; *Pagès (Robert)* (p. 3082) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3079) ; *Sapin (Michel)* (p. 3075 ; 3076) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3083).

Police (bancaire) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3081) ; *Pagès (Robert)* (p. 3082) ; *Sapin (Michel)* (p. 3075).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3085, 3112) : *MM. Pierre Schiélé, Bernard Laurent, Jean-Marie Girault, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Hubert Haenel, Robert Pagès, Jean-Jacques Robert, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques-Richard Delong, Etienne Dailly, Marcel Rudloff, Paul Loridant, Guy Allouche.*

Art. 1^{er} (*Introduction de dispositions relatives aux cartes de paiement*) (p. 3085).

Adopté : amendement n° 60 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Bernard Laurent : mention de la sécurité juridique des transactions.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3085).

Art. 2 (*Définition de la carte de paiement et irrévocabilité de l'ordre de paiement par carte : articles 57-1 et 57-2 du décret du 30 octobre 1935*) (p. 3085).

ART. 57-1 DU DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 (p. 3085).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : suppression de la référence aux cartes émises par les entreprises et définition de la carte de retrait.

Retirés : amendements de M. Hubert Haenel, n° 45 : définition des cartes de paiement – N° 46 : suppression de la référence aux cartes d'achat émises par les entreprises – Et n° 47 de coordination.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 3086).

ART. 57-2 DU DECRET PRECITE – *Adopté* (p. 3086).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3086).

Avant l'art. 3 (p. 3086).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Robert Pagès : procédure de règlement amiable entre la banque et une personne ayant émis des chèques sans provision dans certaines conditions.

Art. 3 (*Interdiction « bancaire »*) – *Adopté* (p. 3088).

Art. 4 (*Régularisation*) (p. 3088).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré – N° 5 : délivrance automatique d'un certificat de non-paiement au terme du délai d'un mois à compter de la première présentation du chèque à payer et après nouvelle présentation – N° 6 : mise en oeuvre de la procédure de recouvrement soit par une signification, soit par une notification par lettre recommandée avec accusé de réception ; sous-amendement n° 67 du Gouvernement –

N° 8 : limitation des frais de recouvrement – Et n° 10 : contestation possible du titre exécutoire dans des conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat – Amendements de M. Hubert Haenel, soutenus par M. Jean-Jacques Robert, n° 36 : information dans le même temps par le banquier tiré de tous les mandataires de son client – Et n° 40 de coordination – Amendement n° 38 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jacques-Richard Delong : modalités de l'injonction précisées par un décret en Conseil d'Etat.

Rejetés : deuxième partie de l'amendement n° 51 de M. Robert Pagès : maintien du délai d'interdiction de chéquier à un an – Et troisième partie de l'amendement précité : possibilité pour le titulaire du compte d'émettre de nouveau des chèques en cas de régularisation – Amendement n° 39 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : possibilité de mise en oeuvre de la procédure de recouvrement par notification – Amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : mise à la charge du tireur des frais occasionnés par le rejet d'un chèque par dérogation à la procédure civile d'exécution.

Retiré : amendement n° 37 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : reprise du texte en vigueur sur la régularisation d'un chèque sans provision.

Devenus sans objet : première partie de l'amendement n° 51 de M. Robert Pagès : injonction de restitution des formules de chèques faite sans délai par le banquier tiré – Amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Robert : injonction de restitution des formules de chèques sous vingt quatre heures par le banquier tiré.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3095).

Art. 5 (*Pénalité libératoire : articles 65-3-1 à 65-3-5 du décret du 30 octobre 1935*) (p. 3095).

Rejeté : amendement de suppression n° 53 de M. Robert Pagès.

ART. 65-3-1 DU DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 (p. 3096).

Adoptés : amendement n° 41 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : précision sur le calcul du montant de la pénalité libératoire – Amendement n° 12 de la commission : cas de l'expiration du délai de régularisation sans pénalité un jour non ouvré.

Rejeté : amendement n° 54 de M. Robert Pagès : allongement du délai de régularisation permettant d'éviter le paiement de la pénalité libératoire.

Retiré : amendement n° 11 de la commission : calcul du montant de la pénalité libératoire.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3097).

ART. 65-3-2 DU DECRET PRECITE (p. 3097).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : versement du montant total des pénalités libératoires au Trésor Public.

Rejeté : amendement de suppression n° 55 de M. Robert Pagès.

Devenu sans objet : amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Robert : versement du tiers du montant des pénalités libératoires à un fonds d'équipement permettant aux bénéficiaires de s'équiper d'un matériel de contrôle des chèques.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3098).

ART. 65-3-3 DU DECRET PRECITE (p. 3098).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3098).

ART. 65-3-4 DU DECRET PRECITE (p. 3098).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Robert Pagès : durée de l'interdiction bancaire limitée à un an.

– Le texte proposé est adopté (p. 3098).

ART. 65-3-5 DU DECRET PRECITE (p. 3098).

Adopté : amendement n° 62 de M. Pierre Schiélé : substitution des termes « l'action en justice » au terme « le recours ».

Rejeté : amendement n° 57 de M. Robert Pagès : caractère suspensif du recours.

Retiré : amendement n° 61 de M. Pierre Schiélé : possibilité pour la juridiction saisie d'ordonner la suspension de l'interdiction bancaire ou d'autoriser la remise de formulaires de chèques.

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3100).
- L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3100).

Avant l'art. 6 (p. 3100).

Rejeté : amendement n° 58 de M. Robert Pagès : gratuité de la certification du chèque demandée par un interdit bancaire.

Art. 6 (*Interdiction « bancaire » en cas de compte collectif*) (p. 3100).

Adopté : amendement de suppression n° 15 de la commission.

- L'article 6 est supprimé (p. 3101).

Art. 7 (*Sanctions pénales*) (p. 3101).

Adopté : amendement n° 63 de M. Pierre Schiélé : retrait de tout ou partie de la provision par tout moyen y compris le transfert ou le virement.

Devenu sans objet : amendement n° 48 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean-Jacques Robert : délits d'émission « habituelle » de chèques sans provision ou de « gros chèques » sans provision.

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3103).

Art. 8 (*Contrefaçon et falsification de chèque*) – Adopté (p. 3103).

Art. 9 (*Contrefaçon et falsification des cartes de paiement ; destruction et confiscation des matériels de fabrication : art. 67-1 et art. 67-2 du décret du 30 octobre 1935*) (p. 3103).

ART. 67-1 DU DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 (p. 3103).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : extension aux cartes de retrait des dispositions relatives à la sanction de la contrefaçon et de la falsification des cartes de crédit.

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3103).

ART. 67-2 DU DECRET PRECITE (p. 3103).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : remplacement des mots « carte de paiement » par les mots « carte de paiement ou de retrait ».

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3104).

- L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3104).

Art. 10 (*Interdiction judiciaire*) (p. 3104).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de la commission.

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3104).

Art. 11 (*Sanction de la violation de l'interdiction d'émission*) – Adopté (p. 3104).

Art. 12 (*Sanction pénale des obligations des banques*) (p. 3104).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : obligation pour le banquier d'informer les bénéficiaires d'un chèque refusé que le tireur était interdit.

- L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3104).

Art. 13 (*Sanction pécuniaire civile des obligations des banques*) (p. 3104).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : obligation faite aux banques d'apporter la preuve qu'elles ont procédé à toutes les diligences en vue d'obtenir la restitution des formules de chèques et engagement de leur responsabilité lorsque l'intéressé est interdit au moment de la délivrance de la formule de chèque ; sous-amendement n° 68 du Gouvernement – Et sous-amendement n° 72 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean-Jacques Robert.

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3105).

Art. 14 (*Coordination*) – Adopté (p. 3105).

Art. 15 (*Information de la Banque de France – Information des banques, de l'administration fiscale et du Parquet*) (p. 3105).

Parole sur l'article (p. 3106) : M. Paul Loridant.

Adoptés : amendements de la commission, n° 21 et n° 22 rédactionnels – N° 23 : enrichissement du fichier de la Banque de

France au moyen des éléments d'identification des autres comptes des interdits détenus par les services des impôts – Et n° 24 : sanction de la méconnaissance de l'obligation de secret à laquelle sont tenus les utilisateurs du fichier de la Banque de France – Amendement n° 59 de M. Guy Allouche : monopole de gestion des informations de la Banque de France.

Rejeté : amendement rédactionnel n° 35 de M. Jean-Jacques Robert.

Devenu sans objet : amendement n° 70 du Gouvernement : limitation de l'accès de l'administration des impôts au fichier de la Banque de France.

- L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3108).

Après l'art. 15 (p. 3108).

Adoptés : amendement n° 1 du Gouvernement : possibilité d'accès à des informations sur les chèquiers pour les personnes immatriculées au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ; sous-amendement n° 25 de la commission.

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3108).

Art. 16 (*Infractions en matière de chèques postaux*) – Adopté (p. 3108).

Art. 17 (*Abrogations*) (p. 3108).

Adopté : amendement rédactionnel n° 26 de la commission.

- L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3109).

Après l'art. 17 (p. 3109).

Retiré : amendement n° 65 de M. Pierre Schiélé : signification du protêt de l'ordre de débiter le compte effectué par carte de paiement.

Art. 18 (*Application de la loi dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3109).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer.

- L'article 18, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 3109).

Art. 19 (*Application de la loi dans les TOM et à Mayotte*) (p. 3109).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : rôle de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer.

- L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 28, est adopté (p. 3110).

Après l'art. 19 (p. 3110).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : autorisation donnée aux banquiers de faire droit à l'opposition si le tireur écrit qu'il est dans l'un des cas prévus par la loi – Amendement n° 29 de la commission : entrée en vigueur de la loi et organisation de sa mise en application ; sous-amendement n° 69 du Gouvernement.

- Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3112).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3112) MM. Robert Pagès, Guy Allouche, Jean-Jacques Robert, Pierre Schiélé, Jacques-Richard Delong.

Adoption (22 octobre 1991) (p. 3112).

Discussion (deuxième lecture)

(10 décembre 1991) (p. 5180, 5194).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5180, 5182) : MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Guy Allouche.

Banques et établissements financiers : Allouche (Guy) (p. 5182) ; Girault (Jean-Marie) (p. 5181) ; Pagès (Robert) (p. 5181) ; Sapin (Michel) (p. 5180).

Cartes bancaires : Sapin (Michel) (p. 5180).

Chèques : *Allouche (Guy)* (p. 5182) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5181) ; *Sapin (Michel)* (p. 5180).

Chômage : *Pagès (Robert)* (p. 5181).

Commerçants et artisans : *Allouche (Guy)* (p. 5182) ; *Pagès (Robert)* (p. 5181) ; *Sapin (Michel)* (p. 5180).

Comptes bancaires : *Allouche (Guy)* (p. 5182).

Projets de loi : *Allouche (Guy)* (p. 5182) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 5181).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5182, 5194) : *MM. Daniel Millaud, Jean-Marie Girault, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Marcel Rudloff, Robert Pagès, Paul Loridant.*

Art. 1^{er} (p. 5182).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Daniel Millaud : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5182).

Après l'art. 2 (p. 5182).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Daniel Millaud : rétablissement de l'article 57-1 du décret du 30 octobre 1935 rendant possible l'obtention pour une banque d'un titre exécutoire gratuit.

Art. 2 bis (*Refus de délivrance de chèquiers*) (p. 5183).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Daniel Millaud : suppression de l'obligation pour le banquier qui refuse de délivrer au titulaire d'un compte des formules de chèques de motiver sa décision.

– L'article 2 bis est adopté (p. 5183).

Art. 2 ter – Adopté (p. 5183).

Art. 4 (p. 5183).

Rejetés : amendements de M. Daniel Millaud, n° 8 : aggravation de certains sanctions pénales – Et n° 16 : possibilité pour les huissiers de justice de travailler au forfait.

– L'article 4 est adopté (p. 5184).

Art. 5 (p. 5184).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement du délai d'interdiction bancaire fixé à dix ans.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 10 de suppression – N° 11 : assouplissement des conditions d'exemption de la pénalité libératoire – N° 12 : suppression de la possibilité de doublement de la taxe – Et n° 13 : gratuité des chèques certifiés pour les interdits bancaires.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5187).

Art. 6 (p. 5187).

Rejeté : amendement de suppression n° 9 de M. Daniel Millaud.

– L'article 6 est adopté (p. 5188).

Art. 9 et 13 – Adoptés (p. 5188).

Art. 15 (p. 5188).

Adoptés : amendement n° 2 de la commission : mention des formules de chèques non utilisées – Amendement n° 6 de M. Paul

Loridant : possibilité pour les établissements de crédit de consulter le fichier de la Banque de France préalablement à l'octroi d'un prêt ou d'un crédit.

Retiré : amendement n° 3 de la commission, analogue à l'amendement n° 6 de M. Paul Loridant.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 5189).

Art. 15 bis (*Vérification de la régularité de l'émission par les commerçants*) (p. 5189).

Adopté : amendement n° 17 ter de M. Daniel Millaud : suppression de la distinction entre les destinataires de chèques suivant qu'ils sont ou non immatriculés au registre du commerce ou au registre des métiers.

– L'article 15 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5193).

Art. 20 (p. 5193).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : confirmation écrite et sans délai de son opposition par le tireur.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5193).

Art. 20 bis et 21 – Adoptés (p. 5193).

Après l'art. 21 (p. 5193).

Rejeté : amendement n° 18 de M. Daniel Millaud : dérogation de la saisie-vente pour chèques impayés au code des procédures civiles d'exécution.

Art. 22 (*Rapport au parlement*) (p. 5193).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : destinataire du rapport.

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 5194).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5194) : *M. Robert Pagès.*

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5194).

Bibliothèques

Voir *Lois de finances*, 1, Culture

Bruit

Voir *Questions orales sans débat* n° 339 ; n° 343

Budget de l'Etat

Voir *Lois de règlement*, 1

Bulgarie

Voir *Rapports d'information*, 4

Burkina Faso

Voir *Traités et conventions*, 5

C

Caisses d'épargne

Voir *Banques et établissements financiers*, 1

Calamités agricoles

Voir *Questions orales sans débat* n° 328

Calamités et catastrophes

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 9
Questions au Gouvernement n° 336
Questions orales sans débat n° 316 ; n° 382

Cameroun

Voir *Traités et conventions*, 4

Campagnes électorales

Voir *Collectivités territoriales*, 8

Carburants de substitution

Voir *Questions au Gouvernement* n° 377

Cartes bancaires

Voir *Banques et établissements financiers*, 2

Change (taux)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 3

Chèques

Voir *Banques et établissements financiers*, 2

Chevaux

Voir *Questions orales sans débat* n° 379

Chili

Voir *Missions d'information*, 5

Chômage

Voir *Questions au Gouvernement* n° 316 ; n° 363

Code de l'organisation judiciaire

Voir *Magistrature*, 2

Code de l'urbanisme

Voir *Urbanisme*, 2

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Urbanisme*, 2

Code de la santé publique

Voir *Hôpitaux publics*, 1
Pharmacie, 1
Santé, 2

Code de la sécurité sociale

Voir *Pensions civiles et militaires de retraite*, 9
Santé, 2
Sécurité sociale, 1

Code des communes

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Rapports du Gouvernement, 9

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Déportés et internés*, 1

Code des postes et télécommunications

Voir *Postes et télécommunications (P et T)*, 1

Code du travail

Voir *Etrangers*, 6
Prélèvements obligatoires, 1

Code forestier

Voir *Forêts*, 1

Code général des impôts

Voir *Professions libérales*, 4
Urbanisme, 2

Code l'urbanisme

Voir *Urbanisme*, 2

Code pénal

Voir *Agriculture (maladies du bétail)*, 1
Rappels au règlement, 10

1. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes**, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 15 février 1989) [n° 214 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (18 avril 1991) [n° 295 (90-91)] – Discussion (23, 24, 25, 30 avril, 14 et 22 mai 1991) – Adoption (22 mai 1991) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 mai 1991) [n° 2061 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (13 juin 1991) [n° 2121 (9^e lég.)] – Discussion (20, 21 juin 1991) – Adoption (21 juin 1991) [n° 504].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1991) [n° 411 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 24 septembre 1991) [n° 485]

(90-91)] – Discussion (2 et 3 octobre 1991) – Adoption (3 octobre 1991) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 octobre 1991) [n° 2251 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (28 novembre 1991) [n° 2392 (9^e lég.)] – Discussion (2 décembre 1991) – Adoption (2 décembre 1991) [n° 547].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 120 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 avril 1991) (p. 596, 616) ; (24 avril 1991) (p. 625, 680) ; (25 avril 1991) (p. 724, 744) ; (29 avril 1991) (p. 789, 793) ; (30 avril 1991) (p. 799, 839) ; (14 mai 1991) (p. 925, 965) ; (22 mai 1991) (p. 982, 1000).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 596, 616) : MM. Georges Kiejman, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Mme Hélène Luc, MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Rufin, Robert Pagès, Marcel Rudloff, Louis Virapoullé et les orateurs sur la motion .

Accidents de la circulation : Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597).

Accidents du travail : Kiejman (Georges) (p. 597).

Banlieues : Pagès (Robert) (p. 609) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Chômage : Pagès (Robert) (p. 609).

Code pénal : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 607) ; Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597 ; 605 ; 615) ; Lederman (Charles) (p. 604) ; Rudloff (Marcel) (p. 612) ; Virapoullé (Louis) (p. 613).

Convention européenne des droits de l'homme : Kiejman (Georges) (p. 597).

Crimes contre l'humanité : Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597 ; 616) ; Rudloff (Marcel) (p. 613) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Crimes, délits et contraventions : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 607) ; Kiejman (Georges) (p. 615) ; Pagès (Robert) (p. 610) ; Rudloff (Marcel) (p. 613).

Criminalité : Jolibois (Charles) (p. 599) ; Pagès (Robert) (p. 610).

Délinquance : Jolibois (Charles) (p. 599) ; Pagès (Robert) (p. 610).

Droits de l'homme : Jolibois (Charles) (p. 599) ; Rufin (Michel) (p. 606).

Education : Rufin (Michel) (p. 605).

Famille : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 608) ; Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597 ; 598 ; 599).

Interdiction de séjour (condamnés) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 608).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 608) ; Jolibois (Charles) (p. 600).

Justice : Rudloff (Marcel) (p. 613).

Libertés publiques : Kiejman (Georges) (p. 598).

Magistrature : Kiejman (Georges) (p. 616) ; Pagès (Robert) (p. 610) ; Rufin (Michel) (p. 606).

Mineurs d'âge : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 608) ; Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 598) ; Rufin (Michel) (p. 606) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Parlement (rôle) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 604) ; Lederman (Charles) (p. 601 ; 602) ; Rudloff (Marcel) (p. 613).

Peine de mort : Kiejman (Georges) (p. 615) ; Rufin (Michel) (p. 606) ; Virapoullé (Louis) (p. 613).

Peines complémentaires : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 607).

Peines de sûreté : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 607) ; Kiejman (Georges) (p. 596) ; Rudloff (Marcel) (p. 612) ; Rufin (Michel) (p. 606).

Peines et amendes : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 607 ; 608 ; 609) ; Jolibois (Charles) (p. 601 ; 609) ; Kiejman (Georges) (p. 599 ; 615) ; Lederman (Charles) (p. 603) ; Pagès (Robert) (p. 610) ; Rudloff (Marcel) (p. 613) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Prostitution : Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597).

Sécurité publique : Kiejman (Georges) (p. 596) ; Pagès (Robert) (p. 609) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Sénat (travaux) : Kiejman (Georges) (p. 611).

Sociétés civiles et commerciales : Lederman (Charles) (p. 603) ; Rudloff (Marcel) (p. 612).

Suicide : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 608) ; Kiejman (Georges) (p. 598).

Toxicomanie : Jolibois (Charles) (p. 600) ; Kiejman (Georges) (p. 597 ; 614) ; Rufin (Michel) (p. 605) ; Virapoullé (Louis) (p. 614).

Traités et conventions : Kiejman (Georges) (p. 596).

Viol : Kiejman (Georges) (p. 598).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 601) – MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre.

Rejet de la motion (p. 605 ; scrutin public n° 88).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 625, 680 ; 724, 744 ; 799, 839 ; 925, 965 ; 982, 1000) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Charles Jolibois, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Michel Darras, Marcel Rudloff, Jacques Sourdille, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Pagès, Franck Sérusclat, Bernard Laurent, Ernest Cartigny – MM. Emmanuel Hamel, Daniel Millaud – MM. Louis Virapoullé, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Delaneau, Marc Lauriol, Claude Estier – M. Etienne Dailly – MM. Michel Sapin, ministre délégué auprès du ministre de la justice, Henri Collard.

Art. unique (Les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les personnes sont fixées dans le Livre II annexé à la présente loi) (Réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) (p. 625).

LIVRE II

DES CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES

TITRE PREMIER

DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE

ART. 211-1 DU CODE PENAL (Génocide) (p. 625).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : condamnation appliquée au crime de génocide et peine de sûreté (p. 630).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 157 : utilisation du terme « jusqu'à » afin de définir les peines plafond – Et n° 158 : utilisation du terme « au plus » pour définir les peines plafond (p. 629).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 630).

ART. 211-2 (Autres crimes contre l'humanité) (p. 630).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : éléments de composition des crimes contre l'humanité (p. 631).

Devenu sans objet : amendement n° 176 de M. Charles Lederman : définition des autres crimes contre l'humanité (p. 631).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 631).

ART. 211-3 (Participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de commettre un génocide ou un autre crime contre l'humanité) (p. 631).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : peine encourue (p. 632).

Retiré : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 307 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 632).

ART. 211-4 (*Peines complémentaires*) – Adopté (p. 632).

APRES L'ART. 211-4 (p. 632).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : interdiction du territoire français prononcée à titre définitif à l'encontre d'un étranger qui s'est rendu coupable d'un crime contre l'humanité (p. 634).

Rejetés : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendements identiques n° 159 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 265 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 634).

ART. 211-5 (*Imprescriptibilité des crimes contre l'humanité*) – Adopté (p. 634).

TITRE II

DES ATTEINTES A LA PERSONNE HUMAINE

Chapitre premier

Des atteintes à la vie de la personne

Section I

Des atteintes volontaires à la vie

ART. 221-1 (*Meurtre*) (p. 634).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : peine encourue en cas d'homicide et peine de sûreté (p. 641).

Rejeté : amendement n° 177 de M. Charles Lederman : abaissement à vingt ans du plafond de la peine encourue pour meurtre (p. 638).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 641).

ART. 221-2 (*Meurtre en concours avec une autre infraction*) (p. 642).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression de la notion d'instigateur (p. 642).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 642).

ART. 221-3 (*Assassinat*) (p. 642).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : peine de sûreté (p. 642).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 642).

ART. 221-4 (*Meurtres en concours*) (p. 642).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 642).

ART. 221-5 (*Meurtre aggravé de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 642).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 642).

ART. 221-6 (*Meurtre aggravé en raison de la vulnérabilité de la victime*) (p. 643).

Adoptés : amendements de la commission, n° 11 : état de grossesse – Et n° 12 : condamnation assortie d'une peine de sûreté (p. 644).

Retiré : amendement n° 78 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : état de grossesse apparente (p. 644).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 644).

ART. 221-7 (*Meurtre aggravé en raison de la qualité de la victime*) (p. 644).

Adoptés : amendement de coordination n° 13 de la commission – Amendement n° 309 du Gouvernement : sanctions pénales dès lors que la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 645).

APRES L'ART. 221-7 (p. 645).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement.

Rejeté : amendement n° 14 de la commission : notion de parricide.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 650).

Section II

Des atteintes involontaires à la vie

ART. 221-8 (*Homicide involontaire*) (p. 650).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : rétablissement de la notion de maladresse – Et n° 17 : introduction de l'expression d'« inobservation des règlements ».

Rejeté : amendement n° 179 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : abaissement du montant maximum de l'amende.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 652).

APRES L'ART. 221-8 (p. 652).

Rejeté : amendement n° 180 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : responsabilité pénale du supérieur hiérarchique (p. 653).

ART. 221-9 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour homicide involontaire*) (p. 653).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : coordination avec le Livre Premier du code pénal.

Rejeté : amendement n° 181 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : sanction pénale à l'encontre des personnes morales (p. 654).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 655).

Section III

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 221-10 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques coupables d'atteintes volontaires ou involontaires à la vie de la personne*) – Adopté (p. 655).

ART. 221-11 (*Peines complémentaires spécifiques applicables aux personnes physiques coupables d'atteintes volontaires à la vie*) – Adopté (p. 655).

APRES L'ART. 221-11 (p. 655).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 : possibilité de prononcer l'interdiction de séjour comme peine complémentaire dans le cas des infractions les plus graves – Et n° 20 : prononcé obligatoire de l'interdiction du territoire français à l'encontre des étrangers coupables des infractions les plus graves.

Rejeté : sur l'amendement n° 20 de la commission, sous-amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 658).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 655 et 658).

Chapitre II

Des atteintes à l'intégrité physique ou psychique de la personne

Section I

Des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne

ART. 222-1 (*Tortures et actes de barbarie*) (p. 658).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : condamnation assortie d'une peine de sûreté.

Rejeté : amendement n° 182 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : abaissement à dix ans de la peine maximale.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 659).

APRES L'ART. 222-1 (p. 659).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : peine de réclusion à perpétuité en cas de tortures ou de barbarie accompagnant un crime autre que le meurtre ou le viol.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 659).

ART. 222-2 (*Tortures et actes de barbarie : circonstances aggravantes en raison de la vulnérabilité de la victime, de la qualité de l'auteur ou en raison d'une concomitance avec une agression sexuelle*) (p. 659).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : introduction de circonstances aggravantes pour les tortures et actes de barbarie.

Devenu sans objet : amendement n° 183 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : introduction de l'état de grossesse dans les cas de vulnérabilité.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 661).

ART. 222-3 (*Tortures et barbarie dont il résulte une mutilation ou une infirmité permanente*) (p. 661).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 : augmentation à trente ans de la peine de réclusion criminelle – Et n° 25 : instauration d'une peine de sûreté pour ce crime.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 661).

ART. 222-4 (*Tortures et barbarie ayant entraîné la mort*) (p. 661).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : instauration d'une peine de sûreté pour les tortures et actes de barbarie ayant entraîné la mort.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 662).

ART. 222-5 (*Violences mortelles*) (p. 662).

Adoptés : amendements de la commission, n° 27 : augmentation de la sanction pénale en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner – Et n° 28 : peine de sûreté en cas de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 663).

ART. 222-6 (*Violences mortelles aggravées en raison des conditions d'exécution du crime, de la vulnérabilité de la victime, de la personnalité de l'auteur ou de la qualité de la victime*) (p. 663).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : cas où la peine encourue est portée à trente ans de réclusion criminelle.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 29, est adopté (p. 663).

ART. 222-7 (*Sanctions pénales lorsque l'infraction définie à l'article 222-5 est commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions des personnes en relation avec la justice*) (p. 663).

Adopté : amendement de suppression de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 664).

ART. 222-8 (*Violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné la mort*) (p. 664).

Adopté : amendement n° 31 de la commission : réclusion criminelle à perpétuité dans le cas de violences habituelles et mortelles sur un mineur ou une personne vulnérable.

Devenu sans objet : amendement n° 189 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : abaissement à vingt ans du plafond de la peine encourue.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 31, est adopté (p. 664).

ART. 222-9 (*Violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente*) (p. 664).

Adoptés : amendement n° 32 de la commission : maintien à dix ans de la peine maximale encourue ; sous-amendement n° 266 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 665).

ART. 222-10 (*Violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente : circonstances aggravantes*) (p. 665).

Adopté : amendement n° 33 de la commission : peines encourues portées à vingt ans de réclusion criminelle lorsque l'infraction est commise par un ascendant légitime naturel ou adoptif ou par toute personne ayant autorité sur le mineur ou chargée d'exercer à son égard l'autorité parentale.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 33, est adopté (p. 666).

APRES L'ART. 222-10 (p. 666).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 666).

ART. 222-11 (*Violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours*) (p. 666).

Rejeté : amendement n° 193 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : sanctions pénales.

– Le texte proposé, est adopté (p. 666).

ART. 222-12 (*Violences ayant entraîné une maladie ou une incapacité de plus de huit jours : circonstances aggravantes*).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : augmentation des peines encourues.

Retiré : sur l'amendement n° 35 de la commission, sous-amendement n° 286 du Gouvernement.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 35, est adopté (p. 667).

APRES L'ART. 222-12 (p. 667).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : violences habituelles sur une personne vulnérable ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 668).

ART. 222-13 (*Violences n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours commises dans certaines circonstances*) (p. 668).

Adopté : amendement n° 37 de la commission : augmentation des peines maximales de réclusion criminelle et d'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 37, est adopté (p. 668).

APRES L'ART. 222-13 (p. 668).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : sanctions pénales en cas de violences habituelles sur une personne vulnérable n'ayant pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 669).

ART. 222-14 (*Administration de substances nuisibles*) (p. 669).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : répression de l'administration de substances nuisibles.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 669).

APRES L'ART. 222-14, APRES L'ART. 223-11 ET AVANT L'ART. 223-12 (p. 670).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 273 : dispositions relatives à la provocation au suicide – N° 274 : dispositions relatives à la propagande en faveur du suicide – N° 275 : sanctions de la provocation au suicide par voie de presse et détermination de la personne responsable au sein de l'organe de presse – Et n° 272 : division additionnelle : section V bis : de la provocation au suicide (p. 673 ; priorité ordonnée p. 670).

Retirés : amendements de la commission, n° 40 : répression de la provocation au suicide ainsi que de la propagande de la publicité –

Et n° 41 : répression de la provocation au suicide par voie de presse et détermination de la personne responsable au sein de l'organisme de presse – Amendement n° 161 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : répression de la provocation au suicide.

– Trois articles additionnels et une division additionnelle sont insérés dans le projet de loi (p. 672, 673).

ART. 222-15 (*Appels téléphoniques malveillants et agressions sonores*) – Adopté (p. 673).

ART. 222-16 (*Menaces de commettre un délit ou un crime contre les personnes*) (p. 673).

Rejeté : amendement n° 198 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine.

Retiré : amendement n° 162 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : proposition de limiter la sanction au cas où la menace est celle de commettre un délit dont la tentative est punissable.

– Le texte proposé est adopté (p. 675).

ART. 222-17 (*Menaces avec ordre de remplir une condition*) (p. 675).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : sanctions différentes selon que la menace vise un crime ou un délit.

Devenu sans objet : amendement n° 199 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la sanction.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 42, est adopté (p. 675).

Section II

Des atteintes involontaires à l'intégrité de la personne

ART. 222-18 (*Atteintes involontaires à la l'intégrité de la personne*) (p. 676).

Adoptés : amendements de la commission, n° 43 de coordination – N° 44 rédactionnel – Et n° 302 : prise en considération d'une responsabilité nouvelle – Amendement rédactionnel n° 156 de M. Michel Rufin, soutenu par M. Jacques Sourdille.

Rejeté : amendement n° 200 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution des sanctions.

Retiré : amendement n° 169 de M. Jacques Sourdille : inscription de la dissémination des maladies transmissibles épidémiques dans les nouvelles incriminations et les nouvelles responsabilités lorsqu'il s'agit de comportement à risques délibérés.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 679).

APRES L'ART. 222-18 (p. 679).

Rejeté : amendement n° 201 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : cas dans lesquels la responsabilité pénale d'un préposé peut être engagée lors d'un accident du travail (p. 679).

ART. 222-19 (*Responsabilité des personnes morales pour atteinte involontaire à l'intégrité de la personne*) (p. 679).

Adopté : amendement n° 45 de la commission : coordination avec le Livre premier et application de la peine de fermeture de l'établissement pour inobservation délibérée des règlements.

Rejeté : amendement n° 202 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : non application du droit commun pour certaines personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 680).

Section III

Des agressions sexuelles

Adopté : amendement n° 46 de la commission : nouvel intitulé : « Des agressions et atteintes sexuelles » (p. 742 ; précédemment réservé p. 724).

Paragraphe I

Du viol

ART. 222-20 (*Viols*) (p. 724).

Adopté : amendement n° 47 de la commission : renforcement de la peine.

Retiré : amendement n° 48 de la commission : instauration d'une peine de sûreté.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 725).

ART. 222-21 (*Viols aggravés*) (p. 725).

Adoptés : amendement n° 49 de la commission : regroupement des articles 222-21 et 222-22 du code pénal et renforcement de la peine ; sous-amendements n° 267 du Gouvernement et n° 311 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 49, ainsi modifié, est adopté (p. 728).

ART. 222-22 (*Viols aggravés*) (p. 729).

Adopté : amendement de suppression n° 50 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 729).

ART. 222-23 (*Viol ayant entraîné la mort de la victime*) (p. 729).

Adopté : amendement rédactionnel n° 51 de la commission.

Rejeté : sur l'amendement rédactionnel n° 51 de la commission, sous-amendement n° 312 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 730).

ART. 222-24 (*Viol en concours avec d'autres crimes*) (p. 730).

Adopté : amendement n° 52 de la commission : répression du viol suivi de meurtre et précédé ou accompagné de tortures ou d'actes de barbarie.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 52, est adopté (p. 730).

Paragraphe II

Des autres agressions sexuelles

Adopté : amendement n° 53 de la commission : nouvel intitulé : « Des autres agressions sexuelles et des atteintes sexuelles » (p. 742 ; précédemment réservé p. 730).

AVANT L'ART. 222-25 ET APRES L'ART. 227-18 (p. 730).

Adopté : amendement n° 55 de la commission : répression des atteintes sexuelles sans violence sur les mineurs de quinze ans.

Rejetés : amendement n° 54 de la commission : atteintes sexuelles sans violence sur les mineurs de quinze ans – Amendement n° 283 du Gouvernement : diminution des peines réservées aux mineurs (p. 734 ; priorité ordonnée p. 730).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 734).

ART. 222-25 (*Répression des agressions sexuelles autre que le viol sur des mineurs de quinze ans ou des personnes particulièrement vulnérables*) (p. 734).

Adopté : amendement n° 56 de la commission : aggravation de la peine.

Devenu sans objet : amendement n° 207 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 56, est adopté (p. 735).

ART. 222-26 (*Atteintes et agressions sexuelles ayant entraîné une blessure ou une lésion ou commises par un ascendant de la victime ou une personne ayant autorité sur elle*) (p. 735).

Adopté : amendement n° 57 de la commission : répression et fixation d'une période de sûreté.

Rejeté : sur l'amendement n° 57 de la commission, sous-amendement n° 313 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Devenus sans objet : amendement n° 268 du Gouvernement : répression et énumération explicite des circonstances aggravantes – Amendement n° 208 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : retour à une amende fixe.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 57, est adopté (p. 736).

ART. 222-27 (*Atteintes et agressions sexuelles sur les mineurs ou autres personnes vulnérables commises par plusieurs personnes ou avec une arme*) (p. 736).

Adopté : amendement de suppression n° 58 de la commission.

Retiré : amendement de suppression n° 269 du Gouvernement.

– Le texte proposé est supprimé (p. 736).

APRES L'ART 222-27 ET APRES L'ART. 227-18 (p. 736).

Adoptés : amendement n° 284 du Gouvernement : sanctions des atteintes sexuelles sans violence sur un mineur de quinze à dix-huit ans, exercées par un ascendant ou par tout autre personne ayant une autorité sur la victime (p. 737 ; priorité ordonnée p. 730) – Amendements de la commission, n° 60 : qualification pénale pour des agressions sexuelles sur des mineurs de quinze à dix-huit ans – Et n° 61 : agressions sexuelles sur des mineurs de quinze à dix-huit ans avec circonstances aggravantes.

Retirés : amendement n° 59 de la commission : répression des atteintes sexuelles sans violence sur un mineur de quinze à dix-huit ans exercées par un ascendant ou par tout autre personne ayant autorité sur la victime – Sur l'amendement n° 284 du Gouvernement, sous-amendement n° 314 de la commission.

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 737, 738).

ART. 222-28 (*Agressions sexuelles sur des personnes majeures ou vulnérables*) (p. 738).

Adopté : amendement n° 62 de la commission : maintien de la peine de cinq ans d'emprisonnement.

Devenu sans objet : amendement n° 210 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : application d'une peine fixe.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 62, est ainsi adopté (p. 739).

ART. 222-29 (*Agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes*) (p. 739).

Adopté : amendement n° 63 de la commission : diminution de la peine et regroupement des dispositions figurant aux articles 222-29 et 222-30.

Devenus sans objet : amendement n° 270 du Gouvernement : énumération des circonstances aggravantes – Amendement n° 211 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : instauration d'une peine fixe.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 63, est adopté (p. 740).

ART. 222-30 (*Agressions sexuelles sur des personnes majeures non vulnérables : circonstances aggravantes*) (p. 740).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 64 de la commission et n° 271 du Gouvernement.

– Le texte proposé est supprimé (p. 740).

ART. 222-31 (*Répression de la tentative des délits à caractère sexuel*) (p. 740).

Adopté : amendement de coordination n° 65 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 740).

ART. 222-32 (*Exhibition sexuelle*) (p. 740).

Rejeté : amendement n° 213 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine.

– Le texte proposé est adopté (p. 741).

Motion n° 175 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, **tendant au renvoi en commission des articles 222-33 à 222-35 du code pénal** (p. 742) – MM. Robert Pagès, Charles Jolibois, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre.

Rejet de la motion.

Section IV

Du trafic organisé de stupéfiants

Adopté : amendement n° 287 du Gouvernement : nouvel intitulé : « Du trafic de stupéfiants ».

– L'intitulé de la section IV, ainsi modifié, est adopté (p. 800).

ART. 222-33 (*Participation à un groupement établi en vue de fabriquer, produire, céder, transformer, importer ou exporter des stupéfiants*) (p. 800).

Adopté : amendement n° 288 du Gouvernement : regroupement au sein du code pénal des principales incriminations.

Retiré : sur l'amendement n° 288 du Gouvernement, sous-amendement n° 304 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 288, est adopté (p. 802).

ART. 222-34 (*Cas d'aggravation de la peine*) (p. 802).

Adopté : amendement n° 289 du Gouvernement : dispositions permettant l'engagement de poursuites correctionnelles.

Retiré : sur l'amendement n° 289 du Gouvernement, sous-amendement n° 305 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 282 est adopté (p. 803).

APRES L'ART. 222-34 (p. 803).

Adoptés : amendement n° 69 de la commission : délit de blanchiment des produits du trafic ; sous-amendement n° 290 du Gouvernement – Amendement n° 291 du Gouvernement : répression de la cession ou de l'offre illicite de stupéfiants à une personne en vue de sa consommation ; sous-amendement n° 306 de la commission – Amendement de coordination n° 292 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° 68 de la commission : répression du trafic simple.

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 804, 806).

ART. 222-35 (*Responsabilité pénale des personnes morales se livrant au trafic*) (p. 806).

Adoptés : amendement n° 293 du Gouvernement : engagement de la responsabilité des personnes morales – Amendement de coordination n° 71 de la commission.

Retiré : amendement n° 70 de la commission, analogue à l'amendement n° 293 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 806).

APRES L'ART. 222-35 (p. 806).

Adopté : amendement n° 294 du Gouvernement : introduction dans le code pénal des dispositions régissant les repentis.

Retirés : amendements de la commission, n° 72 : mesures conservatoires en matière de trafic de stupéfiants – N° 73 : peines de confiscation à l'égard des grands trafiquants de stupéfiants (p. 811 ; précédemment réservé p. 807) – Et n° 74 : analogue à l'amendement n° 294 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 807).

Section V

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 222-36 (*Peines complémentaires applicables à l'ensemble des infractions d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique de la personne*) – Adopté (p. 808).

ART. 222-37 (*Peines complémentaires applicables aux infractions d'atteinte volontaire à l'intégrité de la personne, aux atteintes et agressions sexuelles et aux infractions commises en matière de stupéfiants*) – Adopté (p. 808).

ART. 222-38 (*Interdiction de séjour*) (p. 808).

Adopté : amendement n° 75 de la commission : extension des cas d'interdiction de séjour.

Rejeté : amendement de suppression n° 214 de M. Charles Lederman.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 809).

ART. 222-39 (*Interdiction du territoire français*) (p. 809).

Adoptés : amendements de la commission, n° 76 : suppression de certaines exceptions à l'interdiction du territoire – De coordination n° 77 – Et n° 78 : interdiction du territoire en cas d'atteinte volontaire à l'intégrité et d'agressions sexuelles, ainsi que pour toutes les infractions concernant les stupéfiants.

Devenu sans objet : amendement n° 298 du Gouvernement : interdiction du territoire à l'encontre des trafiquants de stupéfiants.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 810).

APRES L'ART. 222-39 OU APRES L'ART. 222-35.

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 297 : division additionnelle : section VI : « Dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales » – N° 295 : peines de confiscation à l'égard des grands trafiquants de stupéfiants – N° 296 : fermeture d'un lieu ouvert au public à la suite de trafic de stupéfiants.

– Une division et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 811, 812).

Chapitre III

De la mise en danger de la personne

Section I

Des risques causés à autrui

ART. 223-1 (*Exposition d'autrui à un risque immédiat de mort par la violation d'une obligation de sécurité*) (p. 812).

Adopté : amendement n° 79 de la commission : sanction de celui qui commet de manière consciente une imprudence.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 817).

APRES L'ART. 223-1 (p. 818).

Rejeté : amendement n° 215 de M. Charles Lederman : responsabilité des accidents du travail (p. 818).

ART. 223-2 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions définies par l'article 223-1*) (p. 818).

Adopté : amendement de coordination n° 80 de la commission.

Rejeté : amendement n° 216 de M. Charles Lederman : exclusion de certains organismes et groupements du champ d'application de cet article.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 819).

Section II

Du délaissement d'une personne hors d'état de se protéger

ART. 223-3 (*Délaissement d'une personne fragile*) (p. 819).

Rejeté : amendement n° 217 de M. Charles Lederman : diminution de la répression en cas de délaissement d'une personne fragile.

– Le texte proposé est adopté (p. 819).

ART. 223-4 (*Délaissement aggravé*) (p. 820).

Rejeté : amendement n° 218 de M. Charles Lederman : diminution de la peine d'emprisonnement en cas de délaissement aggravé.

– Le texte proposé est adopté (p. 820).

Section III

De l'entrave aux mesures d'assistance et de l'omission de porter secours

ART. 223-5 (*Entrave à l'arrivée des secours*) (p. 820).

Rejeté : amendement n° 219 de M. Charles Lederman : diminution de l'amende en cas d'entrave à l'arrivée des secours.

– Le texte proposé est adopté (p. 820).

ART. 223-6 (*Refus d'empêcher une infraction ou de porter secours à une personne en péril*) (p. 820).

Rejeté : amendement n° 220 de M. Charles Lederman : diminution de l'amende prévue.

– Le texte proposé est adopté (p. 820).

ART. 223-7 (*Refus de mettre en oeuvre des mesures permettant de combattre un sinistre*) (p. 820).

Rejeté : amendement n° 221 de M. Charles Lederman : diminution de l'amende prévue.

– Le texte proposé est adopté (p. 821).

Section IV

Expérimentation sur la personne humaine

Retiré : amendement n° 171 de M. Franck Sérusclat : nouvel intitulé : « Des recherches biomédicales ».

ART. 223-8 (*Expérimentation sur la personne*) (p. 821).

Adopté : amendement n° 301 du Gouvernement : prise en compte des dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales.

Retiré : amendement n° 172 de M. Franck Sérusclat : reprise de dispositions de la loi relative à la protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales.

Devenu sans objet : amendement n° 222 de M. Charles Lederman : diminution de l'amende prévue.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 301, est adopté (p. 823).

ART. 223-9 (*Responsabilité des personnes morales en ce qui concerne l'infraction définie à l'article 223-8*) (p. 823).

Adopté : amendement de coordination n° 81 de la commission.

Rejeté : amendement n° 223 de M. Charles Lederman : exclusion des groupements de collectivités publiques, des partis et groupements politiques, des syndicats professionnels, des associations à but non lucratif et des institutions représentatives du personnel, des personnes morales susceptibles d'encourir certaines poursuites.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 824).

Section V

De l'interruption illégale de la grossesse

ART. 223-10 (*Interruption de la grossesse sans le consentement de l'intéressée*) – Adopté (p. 824).

ART. 223-11 (*Interruption illégale de la grossesse*) (p. 824).

Adoptés : amendements de la commission, n° 82 : retour au droit actuel quant à la peine applicable pour l'interruption illégale de grossesse pratiquée occasionnellement – Et n° 83 : retour au droit actuel quant à l'interruption illégale de grossesse pratiquée habituellement.

Rejeté : amendement n° 224 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : modification du délai de pratique de l'interruption de grossesse et suppression de la peine d'emprisonnement pour le médecin pratiquant une interruption volontaire de grossesse hors délai.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 827).

APRES L'ART. 223-11 (p. 827).

Rejeté : amendement n° 225 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : sanction de l'interruption de grossesse pratiquée par une personne n'appartenant pas au corps médical.

Retiré : amendement n° 84 de la commission : interruption illégale de la grossesse par le fait de la femme elle-même (p. 1000 ; précédemment réservé p. 834 et p. 926).

Explications de vote sur l'amendement n° 84 (p. 827, 834) : MM. Jacques Larché, président de la commission ; Daniel Millaud, Franck Sérusclat, Bernard Laurent, Mme Marie-Claude Beau-

deau, MM. Jacques Sourdille, Jean Delaneau, Michel Dreyfus-Schmidt, Marc Lauriol, Claude Estier, intervention de MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre – Loi Veil – Contraception – Remboursement de l'IVG – Avortement clandestin.

Section VI

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 223-12 (*Interdiction des droits civiques, civils et de famille*) – Adopté (p. 835).

ART. 223-13 (*Autres peines complémentaires prévues pour certaines autres infractions de mise en danger de la personne*) – Adopté (p. 835).

ART. 223-14 (*Peines complémentaires encourues par les auteurs de l'infraction consistant à exposer autrui à un risque immédiat de mort*) – Adopté (p. 835).

ART. 223-15 (*Interdiction d'exercer une activité médicale ou paramédicale*) (p. 835).

Adopté : amendement n° 227 de M. Charles Lederman : suppression de l'interdiction définitive d'exercer une activité de nature médicale ou paramédicale.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 836).

Chapitre IV

Des atteintes aux libertés de la personne

Section I

Des atteintes à la liberté d'aller et de venir

Adopté : amendement n° 85 de la commission : nouvel intitulé : « De l'enlèvement et de la séquestration ».

– L'intitulé de la section I, dans la rédaction de l'amendement n° 85, est adopté (p. 836).

ART. 224-1 (*Enlèvement et séquestration*) (p. 836).

Adoptés : amendement n° 86 de la commission : droit actuellement en vigueur pour le crime d'enlèvement et de séquestration et application de la période de sûreté ; sous-amendement n° 315 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Rejeté : amendement n° 228 de M. Charles Lederman : réduction des peines et aménagement de leurs conditions d'application.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 838).

ART. 224-2 (*Enlèvement ou séquestration ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente – Enlèvement ou séquestration accompagné de tortures ou d'actes de barbarie ou suivi de la mort de la victime*) (p. 838).

Adopté : amendement n° 87 de la commission : application de la période de sûreté.

Rejeté : amendement n° 229 de M. Charles Lederman : maintien d'une peine de vingt ans.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 839).

ART. 224-3 (*Enlèvement ou séquestration commis en bande organisée ou à l'égard de plusieurs personnes*) (p. 839).

Adoptés : amendements de la commission, n° 88 de coordination – Et n° 89 : période de sûreté pour la peine applicable à l'enlèvement et la séquestration aggravés.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 230 : maintien de la peine de vingt ans – Et n° 231 : exemption de poursuite pour les actions concertées commises à l'occasion d'un conflit du travail.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 842).

ART. 224-4 (*Prise d'otages*) (p. 926).

Adoptés : amendements de la commission, n° 90 : suppression de la mention de l'instigateur – Et n° 91 : peine de sûreté (p. 940 ;

priorité ordonnée p. 927) – Amendement de coordination n° 276 du Gouvernement.

Rejeté : amendement de suppression n° 232 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 940 ; précédemment réservé p. 927).

Section II

Du détournement d'aéronefs, de navires ou de tout autre moyen de transport

ART. 224-5 (*Détournement d'aéronefs, de navires ou de tout autre moyen de transport*) (p. 927).

Adoptés : amendements de la commission, n° 92 : inclusion des plate-formes fixes sur le plateau continental – Et n° 93 : peine de sûreté.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 927).

ART. 224-6 (*Circonstances aggravantes du crime visé à l'article 224-5*) (p. 927).

Adopté : amendement n° 94 de la commission : peine de sûreté.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 927).

ART. 224-7 (*Fausse information susceptible de compromettre la sécurité d'un aéronef en vol*) (p. 927).

Rejeté : amendement n° 235 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé est adopté (p. 928).

Section III

Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation

Adopté : amendement de suppression n° 95 de la commission (p. 929 ; précédemment réservé p. 928).

– La section III et son intitulé sont supprimés (p. 929).

ART. 224-8 (*Entraves à l'exercice des libertés publiques*) (p. 928).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 96 de la commission et n° 236 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

– L'article 224-8 est supprimé (p. 928).

Section IV

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 224-9 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) – Adopté (p. 929).

Chapitre V

Des atteintes à la dignité de la personne

Section I

Des discriminations

ART. 225-1 (*Définition du délit de discrimination*) (p. 929).

Adopté : amendement n° 299 du Gouvernement : état de santé ou handicap à l'origine de la discrimination.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 929).

ART. 225-2 (*Répression du délit de discrimination*) (p. 929).

Adopté : amendement n° 300 du Gouvernement : liste des exceptions au jeu des discriminations.

Rejeté : amendement n° 237 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 930).

ART. 225-3 (*Discrimination commise par les fonctionnaires ou agents publics*) (p. 930).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 238 : diminution de la durée d'emprisonnement et du montant de l'amende – Et n° 239 : précisant « dans l'exercice de ses fonctions ».

– Le texte proposé est adopté (p. 931).

ART. 225-4 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 931).

Adopté : amendement de coordination n° 97 de la commission.

Rejeté : amendement n° 240 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : liste d'exceptions.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 931).

Section II

Du proxénétisme et des infractions assimilées

ART. 225-5 (*Délit de proxénétisme*) (p. 931).

Adopté : amendement n° 98 de la commission : aggravation de la peine.

Rejeté : amendement n° 241 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : élargissement du champ d'application aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution ; aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 932).

ART. 225-6 (*Délits assimilés au proxénétisme*) (p. 932).

Adoptée : première partie de l'amendement n° 99 de la commission : élargissement du champ d'application aux personnes ne pouvant justifier de ressources correspondant à leur train de vie tout en étant en relations habituelles avec des personnes se livrant à la prostitution.

Rejetée : deuxième partie de l'amendement n° 99 de la commission : élargissement du champ d'application aux personnes vivant sciemment avec une personne se livrant habituellement à la prostitution.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 934).

ART. 225-7 (*Délits de proxénétisme aggravé*) (p. 934).

Adopté : amendement n° 308 du Gouvernement : peine correctionnelle maximale de dix ans d'emprisonnement.

Retirés : amendement n° 242 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : analogue à l'amendement n° 308 du Gouvernement – Amendements de la commission, n°s 100 et 101 : analogues à l'amendement n° 308 du Gouvernement.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 308, est adopté (p. 935).

ART. 225-8 (*Crime de proxénétisme*) (p. 935).

Adopté : amendement de suppression n° 277 du Gouvernement.

– Le texte proposé est supprimé (p. 936).

ART. 225-9 (*Proxénétisme commis en bande organisée*) (p. 936).

Adopté : amendement n° 278 du Gouvernement : aggravation des peines criminelles prévues ; sous-amendement n° 303 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 278, ainsi modifié, est adopté (p. 937).

ART. 225-10 (*Délit d'entrave à l'action de prévention de la prostitution*) (p. 937).

Adopté : amendement de coordination n° 106 de la commission.

Rejeté : amendement n° 243 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 937).

ART. 225-11 (*Proxénétisme hôtelier*) (p. 937).

Adoptés : amendements de la commission, n° 107 : aggravation des peines – Et n° 108 : peine de sûreté.

Devenu sans objet : amendement n° 244 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 938).

ART. 225-12 (*Avertissement judiciaire au propriétaire des établissements visés à l'article 225-11*) – Adopté (p. 938).

ART. 225-13 (*Tolérance de la prostitution dans des locaux privés*) (p. 938).

Adopté : amendement n° 109 de la commission : aggravation des peines.

Rejeté : amendement n° 245 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 939).

ART. 225-14 (*Tentative de délits de proxénétisme*) – Adopté (p. 939).

ART. 225-15 (*Proxénétisme simple commis par des personnes investies de l'autorité publique*) (p. 939).

Adoptés : amendements de la commission, n° 110 : maintien de la peine de dix ans – Et n° 111 : peine de sûreté.

Devenu sans objet : amendement n° 246 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 939).

ART. 225-16 (*Responsabilité pénale des peines morales*) (p. 939).

Adopté : amendement de coordination n° 112 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 940).

Section III

Des conditions de vie inhumaine de travail et d'hébergement

ART. 225-17 (*Obtention abusive de services*) (p. 940).

Rejeté : amendement n° 247 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : extension aux infractions à la législation ou à la réglementation du travail.

– Le texte proposé est adopté (p. 941).

ART. 225-18 (*Conditions inhumaines de travail ou d'hébergement*) – Adopté (p. 941).

ART. 225-19 (*Circonstances aggravantes des infractions prévues aux articles 225-17 et 225-18*) – Adopté (p. 941).

ART. 225-20 (*Responsabilité pénale des personnes morales dans les cas prévus aux articles 225-17 et 225-18*) (p. 941).

Adopté : amendement de coordination n° 113 de la commission.

Rejeté : amendement n° 248 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 941).

Section IV

Des atteintes au respect dû aux morts

ART. 225-21 (*Violation de sépulture*) – Adopté (p. 941).

APRES L'ART 225-21 (p. 941).

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 164 : respect dû aux morts : atteinte à l'intégrité du cadavre – Et n° 165 : circonstances aggravantes dans le cas d'une infraction commise en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance des personnes décédées à une ethnie, une nation ou une religion déterminée.

ART. 225-22 (*Circonstances aggravantes de l'infraction définie à l'article 225-21*) (p. 941).

Adopté : amendement n° 114 de la commission : aggravation de la peine lorsque la profanation est accompagnée d'un acte d'exhumation.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 114, est adopté (p. 948).

Section V

Des peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 225-23 (*Publicité de la décision et fermeture d'établissement*) (p. 948).

Adopté : amendement n° 115 de la commission : extension des modalités de publicité de la décision.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 948).

ART. 225-24 (*Peines complémentaires applicables en matière de proxénétisme*) (p. 948).

Rejeté : amendement n° 251 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'interdiction de séjour.

– Le texte proposé est adopté (p. 949).

ART. 225-25 (*Interdiction du territoire français*) (p. 949).

Adoptés : amendements de la commission, n° 116 : exceptions – Et n° 117 : cas dans lesquels l'interdiction du territoire est obligatoire.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 950).

ART. 225-26 (*Retrait de la licence d'exploitation et fermeture de l'établissement*) – *Adopté* (p. 950).

Section VI

Dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales

ART. 225-27 (*Conséquences de la fermeture de l'établissement*) – *Adopté* (p. 950).

ART. 225-28 (*Procédure applicable aux mesures de fermeture ou de retrait de licence*) – *Adopté* (p. 950).

ART. 225-29 (*Réquision et attribution d'office des locaux faisant l'objet d'une mesure de fermeture temporaire*) – *Adopté* (p. 950).

Chapitre VI

Des atteintes à la personnalité

Section I

De l'atteinte à la vie privée

ART. 226-1 (*Atteinte à l'intimité de la vie privée*) (p. 951).

Adoptés : amendements de la commission, n° 118 : enregistrement de paroles prononcées à titre privé sans consentement de leur auteur – Et n° 119 : enregistrement sans son consentement de l'image d'une personne – Amendement n° 316 du Gouvernement : définition du consentement présumé.

Rejeté : amendement n° 252 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

Retiré : amendement n° 120 de la commission : analogue à l'amendement n° 316 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 952).

ART. 226-2 (*Conservation ou diffusion des résultats de l'atteinte à la vie privée*) – *Adopté* (p. 952).

ART. 226-3 (*Violation de domicile*) – *Adopté* (p. 952).

ART. 226-4 (*Tentative des infractions d'atteinte à la vie privée*) – *Adopté* (p. 952).

ART. 226-5 (*Mise en mouvement de l'action publique*) (p. 953).

Adopté : amendement de suppression n° 121 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 954).

ART. 226-6 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions d'atteinte à la vie privée*) (p. 954).

Adopté : amendement n° 122 de la commission : extension de la diffusion des peines prononcées.

Rejeté : amendement n° 253 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 955).

Section II

De l'atteinte à la représentation de la personne

ART. 226-7 (*Publication du montage des paroles ou images illicitement captées*) (p. 955).

Adopté : amendement de précision n° 317 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° 255 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 955).

ART. 226-8 (*Application aux délits d'atteinte à la représentation de la personne de certaines règles relatives aux délits d'atteinte à la vie privée*) (p. 955).

Adopté : amendement de coordination n° 123 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 955).

Section III

De la dénonciation calomnieuse

ART. 226-9 (*Dénonciation calomnieuse*) (p. 955).

Adopté : amendement n° 124 de la commission : possibilité de poursuite par le parquet sans plainte de la victime.

Rejeté : amendement n° 256 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 956).

ART. 226-10 (*Modalités de mise en oeuvre de l'incrimination*) – *Adopté* (p. 957).

ART. 226-11 (*Responsabilité des personnes morales*) (p. 957).

Adopté : amendement de coordination n° 125 de la commission.

Rejeté : amendement n° 257 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion de certaines personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 957).

Section IV

De l'atteinte au secret

Paragraphe I

De l'atteinte au secret professionnel

ART. 226-12 (*Secret professionnel*).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 126, 127, 128 et 129 : renforcement de la garantie du secret professionnel.

Rejeté : amendement n° 258 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : amélioration de la garantie du secret professionnel.

Devenu sans objet : amendement n° 259 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 962).

ART. 226-13 (*Exceptions à l'article 226-1*) (p. 962).

Adopté : amendement n° 130 de la commission : modification de la rédaction.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 962).

Paragraphe II

De la protection des informations nominatives

AVANT L'ART. 226-14 (p. 964).

Adopté : amendement de suppression n° 131 de la commission.

– L'intitulé du paragraphe II est supprimé (p. 964).

ART. 226-14 (*Protection des informations nominatives*) (p. 964).

Adopté : amendement de suppression n° 132 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 964).

ART. 226-15 (*Protection des informations nominatives*) (p. 964).

Adopté : amendement de suppression n° 133 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 964).

ART. 226-16 (*Protection des informations nominatives*) (p. 964).

Adopté : amendement de suppression n° 134 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 964).

Paragraphe III

De l'atteinte au secret des correspondances

ART. 226-17 (*Protection du secret des correspondances*) (p. 964).

Rejeté : amendement n° 260 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : réduction des peines.

– Le texte proposé est adopté (p. 964).

Section V

Dispositions générales

ART. 226-18 (*Circonstances aggravantes dans le cas où l'infraction est le fait d'un fonctionnaire ou d'un agent public*) – Adopté (p. 965).

Section VI

Des peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 226-19 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) – Adopté (p. 965).

ART. 226-20 (*Affichage*) (p. 965).

Adopté : amendement n° 135 de la commission : élargissement de la diffusion des sanctions prononcées.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 965).

Chapitre VII

Des atteintes aux mineurs et à la famille

Section I

Du délaissement de mineurs

ART. 227-1 (*Délaissement du mineur*) (p. 983).

Rejeté : amendement n° 262 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution des peines prévues.

– Le texte proposé est adopté (p. 984).

Section II

De l'abandon de famille

ART. 227-2 (*Abandon de famille*) (p. 984).

Adopté : amendement n° 166 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation de notifier le changement de domicile au créancier de prestations dues en raison d'obligation familiale.

Rejeté : amendement n° 263 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution des peines prévues.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

Section III

Des atteintes à la garde des mineurs

AVANT L'ART. 227-3 (p. 986).

Adopté : amendement n° 136 de la commission : nouvel intitulé : « Des atteintes à l'exercice de l'autorité parentale ».

– L'intitulé de la section III, dans la rédaction de l'amendement n° 136, est adopté (p. 986).

ART. 227-3 (*Refus de représenter l'enfant mineur à la personne qui a le droit de le réclamer*) – Adopté (p. 986).

ART. 227-4 (*Soustraction d'un enfant mineur par un ascendant*) (p. 986).

Adopté : amendement n° 279 du Gouvernement : personnes exerçant l'autorité parentale ou auxquelles l'enfant a été confié ou chez lesquelles il a sa résidence habituelle.

Retiré : amendement n° 137 de la commission : analogue à l'amendement n° 279 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

ART. 227-5 (*Soustraction d'un enfant mineur par une personne autre*) (p. 986).

Adopté : amendement n° 280 du Gouvernement : personnes exerçant l'autorité parentale ou auxquelles l'enfant a été confié ou chez lesquelles il a sa résidence habituelle.

Retiré : amendement n° 138 de la commission : analogue à l'amendement n° 280 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

ART. 227-6 (*Circonstances aggravantes en cas de refus de représentation ou de soustraction d'un enfant mineur*) (p. 987).

Adopté : amendement n° 139 de la commission : circonstance aggravante supplémentaire.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 139, est adopté (p. 987).

ART. 227-7 (*Aggravation de la peine lorsque l'auteur des faits a été déchu de l'autorité parentale*) – Adopté (p. 987).

Section IV

Des atteintes à la filiation

ART. 227-8 (*Atteintes à la filiation*) – Adopté (p. 987).

ART. 227-9 (*Substitution d'enfants*) – Adopté (p. 987).

Section V

De la mise en péril des mineurs

ART. 227-10 (*Privation d'aliments et de soins à enfants*) (p. 987).

Adopté : amendement de coordination n° 140 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 987).

ART. 227-11 (*Majoration de la peine par suite de la mort de la victime*) – Adopté (p. 987).

ART. 227-12 (*Négligences des parents*) – Adopté (p. 987).

ART. 227-13 (*Incitation à l'usage des stupéfiants*) (p. 987).

Retirés : amendements n°s 141 et 142 de la commission visant à aggraver les peines prévues – Amendement n° 264 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution du montant des amendes prévues.

– Le texte proposé est adopté (p. 988).

ART. 227-14 (*Incitation à la consommation habituelle et excessive de boissons alcooliques*) – Adopté (p. 988).

ART. 227-15 (*Provocation au suicide*) (p. 988).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 143 de la commission, n° 167 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 281 du Gouvernement.

– Le texte proposé est supprimé (p. 988).

ART. 227-16 (*Incitation à commettre des délits*) (p. 989).

Adopté : amendement de coordination n° 144 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 989).

ART. 227-17 (*Réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur*) (p. 989).

Adopté : amendement n° 145 de la commission : réintroduction de l'incrimination d'incitation de mineur à la débauche.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 145, est adopté (p. 990).

APRES L'ART. 227-17 (p. 990).

Adopté : amendement n° 254 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : lutte contre les réseaux pédophiles.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 991).

ART. 227-18 (*Atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans*) (p. 991).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° 146 de la commission et n° 282 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 991).

APRES L'ART. 227-18 (p. 991).

Adopté : amendement n° 147 de la commission : établissement de l'incrimination de l'atteinte sexuelle par un majeur sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe.

Retiré : amendement n° 150 de la commission : rétablissement du délit de bigamie.

Devenu sans objet : amendement n° 149 de la commission : insertion d'une division additionnelle relative à l'atteinte au mariage.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 995).

Section VI

Dispositions générales

ART. 227-19 (*Tentative*) – Adopté (p. 997).

ART. 227-20 (*Responsabilité des personnes morales*) (p. 997).

Adoptés : amendements de coordination n° 151 et n° 152 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 997).

ART. 227-21 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) – Adopté (p. 997).

APRES L'ART. 227-21 (p. 997).

Adopté : amendement n° 153 de la commission : peine d'interdiction du territoire pour les atteintes les plus graves aux mineurs et à la famille.

Rejeté : sur l'amendement n° 153 de la commission, sous-amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 153, est adopté (p. 998).

Chapitre VIII

De la participation à une association de malfaiteurs

ART. 228-1 (*Crimes d'association de malfaiteurs*) (p. 999).

Adopté : amendement n° 155 de la commission : peines criminelles – Amendement n° 285 du Gouvernement : incrimination de l'association de malfaiteurs en vue de commettre également un délit contre les personnes.

Retiré : amendement n° 154 de la commission : participation à une association de malfaiteurs visant également les biens.

Devenu sans objet : amendement n° 310 du Gouvernement : caractère correctionnel de la peine.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 999).

ART. 228-2 (*Exemptions de peine pour les repentis*) – Adopté (p. 999).

ART. 228-3 (*Peines complémentaires en matière d'association de malfaiteurs*) – Adopté (p. 999).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1000, 1003) : MM. Charles Pasqua, Robert Pagès, Xavier de Villepin ; intervention de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Scrutin public n° 101 (p. 1003).

Adoption (22 mai 1991) (p. 1003).

Discussion (deuxième lecture)

(2 octobre 1991) (p. 2532, 2561) ; (3 octobre 1991) (p. 2578, 2658).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2532, 2544) : MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Sourdille.

Accidents de la circulation : Sourdille (Jacques) (p. 2541).

Afrique : Sourdille (Jacques) (p. 2541).

Condamnations pénales : Lederman (Charles) (p. 2537) ; Sapin (Michel) (p. 2543).

Crimes contre l'humanité : Jolibois (Charles) (p. 2534) ; Sapin (Michel) (p. 2532).

Drogue (trafic) : Jolibois (Charles) (p. 2534 ; 2535) ; Sapin (Michel) (p. 2533) ; Sourdille (Jacques) (p. 2542).

Empoisonnement : Jolibois (Charles) (p. 2534).

Enfance : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2540) ; Sapin (Michel) (p. 2532).

Génocide : Sapin (Michel) (p. 2532).

Homosexualité : Sourdille (Jacques) (p. 2542).

Interdiction de séjour (étrangers) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2538) ; Jolibois (Charles) (p. 2535) ; Sapin (Michel) (p. 2534).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2539) ; Jolibois (Charles) (p. 2535 ; 2536) ; Lederman (Charles) (p. 2537) ; Sapin (Michel) (p. 2533 ; 2543) ; Sourdille (Jacques) (p. 2540).

Libertés publiques : Jolibois (Charles) (p. 2535).

Maladies contagieuses et épidémiques : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2539) ; Lederman (Charles) (p. 2537) ; Sapin (Michel) (p. 2543) ; Sourdille (Jacques) (p. 2542).

Mineurs d'âge : Jolibois (Charles) (p. 2536) ; Sapin (Michel) (p. 2533).

Mineurs d'âge (protection) : Jolibois (Charles) (p. 2535) ; Sapin (Michel) (p. 2532).

Mœurs : Sapin (Michel) (p. 2533).

Parricide : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2538).

Peines de sûreté : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2538) ; Jolibois (Charles) (p. 2535) ; Sapin (Michel) (p. 2534).

Prostitution : Sourdille (Jacques) (p. 2542).

Proxénétisme : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2538).

Secret professionnel : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2540).

Sépultures (violation) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2540) ; Jolibois (Charles) (p. 2535).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : Lederman (Charles) (p. 2537) ; Sapin (Michel) (p. 2534) ; Sourdille (Jacques) (p. 2541).

Transfusions et transplantations d'organes : Sourdille (Jacques) (p. 2542).

Vaccinations : Sourdille (Jacques) (p. 2542).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2544, 2562) ; (p. 2578, 2658) : MM. Bernard Laurent, Michel Sapin, ministre ; Charles Jolibois, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Darras, Robert Pagès, Marcel Rudloff, Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Charles Lederman, Jacques Larché, président de la

commission – Jacques Sourdille, Louis Boyer, Emmanuel Hamel, Aubert Garcia, Étienne Dailly.

Art. unique (réservé jusqu'après l'examen des articles du code pénal qui y sont annexés) (p. 2544).

Parole sur l'article : *M. Bernard Laurent.*

LIVRE II

DES CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES

TITRE PREMIER

DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE

ART. 211-1 DU CODE PENAL (p. 2544).

Adoptés : amendements de la commission, n° 11 : suppression des termes : « par une autorité nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse » – Et n° 12 : prise en compte de la destruction d'une partie du groupe – Amendements rédactionnels du Gouvernement, n°s 158, 159, 160, 161 et 162.

Rejetés : amendement n° 157 du Gouvernement : définition du génocide – Amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 182 et 183 : précisions dans l'ensemble des articles qui énoncent une incrimination des durées minimale et maximale de la peine.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2548).

ART. 211-2 (p. 2548).

Adoptés : amendements de M. Hubert Durand-Chastel, n° 180 : substitution des termes : « ou d'actes inhumains » à ceux : « d'actes de barbarie » – Et n° 181 : extension de la notion de crime contre l'humanité.

Rejeté : amendement n° 163 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2549).

ART. 211-3 – Adopté (p. 2549).

ART. 211-4 (p. 2550).

Adoptés : amendement n° 1 du Gouvernement : possibilité pour le juge de prononcer la confiscation de tout ou partie des biens du condamné ; sous-amendement n° 196 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2550).

ART. 211-4-1 (p. 2550).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Rejeté : sur l'amendement n° 13 de la commission, sous-amendement n° 184 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 2552).

APRES L'ART. 211-4-1 (p. 2552).

Adoptés : amendement n° 2 du Gouvernement : possibilité de déclarer des personnes morales pénalement responsables de crimes contre l'humanité ; sous-amendement n° 197 de la commission.

Retiré : amendement n° 3 du Gouvernement : cas d'une personne qui agit sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique ou de la loi.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2553).

TITRE II

DES ATTEINTES A LA PERSONNE HUMAINE

Chapitre premier

Des atteintes à la vie de la personne

Section I

Des atteintes volontaires à la vie

ART. 221-1 (p. 2554).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : rétablissement dans le texte de la période de sûreté prévue dans le cas visé.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

ART. 221-2 (p. 2555).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

ART. 221-3 (p. 2555).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

ART. 221-4 et 221-5 – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ART. 221-6 (p. 2555).

Adoptés : amendements de la commission, n° 17, rédactionnel – N° 18 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 19 : nouvelle rédaction de la circonstance aggravante.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2557).

ART. 221-7 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 221-7-1 (p. 2557).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : rétablissement de l'incrimination d'empoisonnement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2558).

Section II

Les atteintes involontaires à la vie

ART. 221-8 (p. 2558).

Adopté : amendement rédactionnel n° 21 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2559).

APRES L'ART. 221-8 (p. 2559).

Rejeté : amendement n° 164 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : sanction contre le chef d'entreprise qui cause la mort d'autrui en laissant des personnes placées sous son autorité enfreindre les prescriptions légales ou réglementaires.

ART. 221-9 (p. 2559).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : suppression des modalités d'exécution de la peine d'affichage ou de diffusion de la décision.

Rejeté : amendement n° 165 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : restriction et précision du champ d'application de la responsabilité des personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2561).

Section III

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 221-10 et 221-11 – Adoptés (p. 2561).

ART. 221-12 (p. 2578).

Adopté : amendement de conséquence n° 23 de la commission.

Rejeté : amendement de suppression n° 166 de M. Charles Lederman.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2579).

ART. 221-12-1 (p. 2579).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : suppression de la peine complémentaire d'affichage applicable aux personnes physiques dans le cas d'homicide involontaire.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2579).

ART. 221-13 (p. 2579) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Rejetés : amendement n° 25 de la commission : rétablissement de l'interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'homicide volontaire ; sous-amendement n° 185 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Chapitre II

Les atteintes à l'intégrité physique ou psychique de la personne

*Section I**Des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne**Paragraphe I**Des tortures et actes de barbarie*

ART. 222-1 (p. 2581).

Adopté : amendement rédactionnel n° 26 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2581).

ART. 222-1-1 (p. 2581) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 27 de la commission : rétablissement de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est rétabli (p. 2581).

ART. 222-2 (p. 2581).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 28, 30, 31 de coordination – N°s 33 et 34 rédactionnels – N° 29 : rétablissement de la circonstance aggravante lorsque les victimes de l'acte de torture ou de barbarie est un ascendant – Et n° 32 : usage et menace d'une arme.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2582).

ART. 222-3 (p. 2582).

Adopté : amendement rédactionnel n° 35 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2583).

APRES L'ART. 222-3 (p. 2583).

Adopté : amendement de coordination n° 36 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2583).

ART. 222-4 (p. 2583).

Adopté : amendement rédactionnel n° 37 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2583).

*Paragraphe II**Des violences*

ART. 222-5 (p. 2583).

Retiré : amendement n° 38 de la commission : rétablissement de la peine de sûreté dans le cas de violences mortelles.

– Le texte proposé est adopté (p. 2584).

ART. 222-6 (p. 2584).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 39, 40, 41 et 42 de coordination – N°s 43 et 44 rédactionnels.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2585).

ART. 222-7 – Supprimé par le Sénat et l'Assemblée nationale.

ART. 222-8 (p. 2585).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n°s 45 et 46.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2585).

ART. 222-9 – Non modifié par l'Assemblée nationale.

ART. 222-10 (p. 2586).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 47, 48, 49 et 50 de coordination – Et n° 51 rédactionnel.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2587).

ART. 222-10-1 (p. 2587).

Adoptés : amendements rédactionnels n°s 52 et 53 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2587).

ART. 222-11 – Adopté (p. 2587).

ART. 222-12 (p. 2587).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 54, 55, 56 et 57 de coordination – Et n° 58 rédactionnel.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2588).

ART. 222-12-1 (p. 2588).

Adopté : amendement rédactionnel de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2589).

ART. 222-13 (p. 2589).

Adoptés : amendements de la commission n°s 60, 61, 62 et 63 de coordination – Et n° 64 rédactionnel.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2589).

ART. 222-13-1 (p. 2590).

Adopté : amendement rédactionnel n° 65 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 65, est adopté (p. 2590).

ART. 222-14 (p. 2590).

Adopté : amendement n° 66 de la commission : introduction d'une période de sûreté obligatoire.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2590).

*Paragraphe III**Des menaces*

ART. 222-16 (p. 2590).

Adoptés : amendement n° 67 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; sous-amendement n° 187 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 67, ainsi modifié, est adopté (p. 2592).

ART. 222-17 (p. 2592).

Adopté : amendement n° 68 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 68, est adopté (p. 2592).

*Section II**Des atteintes involontaires à l'intégrité de la personne*

ART. 222-18 (p. 2592).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 69 et 71 de coordination – N°s 70 et 72 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 73 : fixation des peines à trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende en cas de dissémination de maladies transmissibles épidémiques.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2597).

APRES L'ART. 222-18 (p. 2597).

Rejetés : amendement n° 174 du Gouvernement : aggravation des peines encourues lorsque des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail inférieure ou égale à trois mois résulte de la violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité – Amendement n° 167 de M. Charles Lederman : responsabilité pénale du chef d'entreprise ou d'un préposé.

ART. 222-19 (p. 2598).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n°s 74 et 75.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2599).

*Section III**Des agressions sexuelles*

Adopté : amendement n° 76 : nouvel intitulé : « des agressions et atteintes sexuelles » (p. 2606 ; précédemment réservé p. 2599).

AVANT LE PARAGRAPHE I ET L'ART. 222-20 (p. 2599).

Adopté : amendement de précision n° 4 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2600).

ART. 222-21 (p. 2600).

Adoptés : amendements de la commission, n° 77 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 78 de coordination.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

ART. 222-22 (p. 2601) – Supprimé par l'Assemblée nationale et le Sénat.

ART. 222-23 (p. 2601).

Adoptés : amendement n° 79 de la commission : rétablissement de la période de sûreté en cas de viol ayant entraîné la mort.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

ART. 222-24 (p. 2601).

Adopté : amendement rédactionnel n° 80 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

Paragraphe II

Des autres agressions sexuelles

Adopté : amendement n° 81 de la commission : nouvel intitulé : « des autres agressions sexuelles et des atteintes sexuelles ».

– L'intitulé du paragraphe II, ainsi modifié, est adopté (p. 2606 ; précédemment réservé p. 2602).

ART. 222-25 A (p. 2602) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 82 de la commission : rétablissement des peines actuellement en vigueur pour des atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur de quinze ans.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 82, est rétabli (p. 2602).

APRES L'ART. 222-25 A (p. 2603).

Adopté : amendement de la commission : cas d'aggravation pour les atteintes sexuelles sur mineurs de quinze ans.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2603).

ART. 222-25 (p. 2603).

Adopté : amendement n° 84 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

Devenu sans objet : amendement n° 5 du Gouvernement : suppression des mots : « commises par violence, contrainte, menace ou surprise ».

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2603).

ART. 222-26 (p. 2603).

Adopté : amendement n° 85 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2604).

APRES L'ART. 222-26 (p. 2604).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 86 et 87.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2604).

ART. 222-27 (p. 2604).

Adopté : amendement n° 88 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

Devenu sans objet : amendement n° 6 du Gouvernement : suppression des mots : « commises par violence, contrainte, menace ou surprise ».

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 88, est adopté (p. 2604).

ART. 222-27-1 et ART. 222-27-2 – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ART. 222-28 (p. 2604).

Adoptés : amendements de la commission, n° 89 et 90 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2605).

ART. 222-29 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 222-30 – Supprimé par le Sénat et l'Assemblée nationale.

ART. 222-31 (p. 2606).

Adopté : amendement de conséquence n° 91 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2606).

Section IV

Trafic de stupéfiants

ART. 222-33 (p. 2606).

Adopté : amendement rédactionnel n° 92 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2606).

ART. 222-34 (p. 2606).

Adopté : amendement n° 93 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

Devenu sans objet : amendement n° 175 du Gouvernement : importation et exportation illicites de stupéfiants en bande organisée.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2609).

ART. 222-34-1 (p. 2609).

Adopté : amendement rédactionnel n° 94 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 94, est adopté (p. 2609).

ART. 222-34-2 (p. 2609).

Adopté : amendement rédactionnel n° 95 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2609).

ART. 222-35 et 222-35-1 – Adoptés (p. 2609).

Section V

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 222-36 et 222-37 – Adoptés (p. 2610).

ART. 222-37-1 (p. 2610).

Adopté : amendement de coordination n° 96 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 96, est adopté (p. 2610).

ART. 222-38 (p. 2610).

Adopté : amendement de coordination n° 97 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2610).

ART. 222-39 (p. 2610).

Adopté : amendement n° 98 de la commission : rétablissement de tous les cas d'interdiction du territoire prévus dans le texte du Sénat en matière d'atteintes à la vie.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 98, est adopté (p. 2611).

Section VI

Dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales

ART. 222-39-2 (p. 2611).

Adopté : amendement rédactionnel n° 99 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 99, est adopté (p. 2611).

APRES L'ART. 222-39-2 (p. 2611).

Adopté : amendement n° 100 de la commission : conséquences en matière de licence de débits de boissons et mesures de fermeture prévues à l'article 222-39-2.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2611).

Chapitre III

De la mise en danger de la personne

Section I

Des risques causés à autrui

ART. 223-1 (p. 2611).

Adopté : amendement n° 101 de la commission : cas de négligence manifestement délibérée.

Devenu sans objet : amendement n° 189 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : violation du règlement du travail.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 101, est adopté (p. 2615).

APRES L'ART. 223-1 (p. 2615).

Rejeté : amendement n° 168 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : délégation du pouvoir des chefs d'entreprise.

ART. 223-2 (p. 2615).

Adopté : amendement de coordination n° 102 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2616).

Section IV

De l'expérimentation sur la personne humaine

ART. 223-9 – Adopté (p. 2616).

Section V

De l'interruption illégale de la grossesse

ART. 223-11 (p. 2616).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 103 et 104 : rétablissement des peines actuellement en vigueur.

Rejeté : amendement n° 169 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : augmentation jusqu'à douze semaines du délai prévu dans l'actuelle législation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2617).

ART. 223-11-1 A (p. 2617).

Retiré : amendement n° 105 de la commission : substitution du terme « d'avortement » à celui de « d'interruption volontaire de grossesse » lorsque cette dernière est illégale.

APRES L'ART. 223-11-1 A (p. 2617).

Adoptés : amendement n° 106 de la commission : cas de la femme qui se procure un avortement à elle-même ; sous-amendement n° 200 de M. Michel Darras.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2622).

Section V bis

De la provocation au suicide

ART. 223-11-3 – Adopté (p. 2622).

Section VI

Peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 223-12, 223-13 et 223-14 – Adoptés (p. 2623).

Chapitre IV

Des atteintes aux libertés de la personne

Section I

Des atteintes à la liberté d'aller et de venir

Adopté : amendement n° 107 de la commission : nouvel intitulé : « de l'enlèvement et de la séquestration ».

– L'intitulé de la section I, ainsi modifié, est adopté (p. 2623).

Paragraphe I

De l'enlèvement et de la séquestration

Adopté : amendement de suppression n° 108 de la commission.

– La division du paragraphe I et son intitulé sont supprimés (p. 2623).

ART. 224-1 (p. 2623).

Adopté : amendement de coordination n° 109 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2624).

ART. 224-2 – Adopté (p. 2624).

ART. 224-3 (p. 2624).

Rejeté : amendement n° 171 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'expression : « bande organisée ».

– Le texte proposé est adopté (p. 2624).

ART. 224-4 – Adopté (p. 2625).

APRES L'ART. 224-4 (p. 2625).

Adopté : amendement n° 7 du Gouvernement : aggravation de la répression en matière d'enlèvement ou de séquestration lorsque la victime est un mineur de quinze ans.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2625).

Section II

Du détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport

– Supprimée par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 110 de la commission : rétablissement d'une section propre au détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport.

– La section II et son intitulé sont rétablis (p. 2625).

Paragraphe II

Du détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport

Adopté : amendement de suppression n° 111.

– La division du paragraphe II et son intitulé sont supprimés (p. 2625).

ART. 224-5 et 224-6 – Adoptés (p. 2625).

Section III

Les entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation

Adopté : amendement de suppression n° 112 de la commission.

– La section III et son intitulé sont supprimés (p. 2626).

ART. 224-8 (p. 2626).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 172 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2626).

Chapitre V

Les atteintes à la dignité de la personne

Section I

Des discriminations

ART. 225-2 et 225-3 – Adoptés (p. 2627).

ART. 225-3-1 (p. 2627).

Adopté : amendement n° 114 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 114, est adopté (p. 2628).

ART. 225-4 (p. 2628).

Adopté : amendement de coordination n° 115 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2628).

Section II

Du proxénétisme et des infractions assimilées

ART. 225-5 (p. 2628).

Adopté : amendement n° 116 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2629).

ART. 225-6 (p. 2629).

Adoptés : amendements de la commission, n° 117 rédactionnel – Et n° 118 : maintien des présomptions du droit actuel.

Rejeté : amendement n° 192 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des deux présomptions de proxénétisme.

Devenu sans objet : amendement n° 193 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2631).

ART. 225-7 (p. 2631).

Adoptés : amendements de la commission, n° 119 de coordination – Et n° 120 : rétablissement de la période de sûreté pour le proxénétisme aggravé.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2631).

ART. 225-8 – Supprimé par l'Assemblée nationale et le Sénat.

ART. 225-9 – Adopté (p. 2632).

ART. 225-10 (p. 2632).

Adopté : amendement n° 176 du Gouvernement : réclusion criminelle à perpétuité en cas de proxénétisme commis en recourant à des tortures ou à des actes de barbarie.

– Le texte proposé, ainsi modifié, et adopté (p. 2632).

ART. 225-11 (p. 2632).

Adopté : amendement n° 121 de la commission : rétablissement de la période de sûreté pour proxénétisme hôtelier.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2633).

ART. 225-12 et 225-13 – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ART. 225-16 – Adopté (p. 2634).

Section III

Des conditions inhumaines de travail et d'hébergement

Adopté : amendement n° 201 du Gouvernement : nouvel intitulé « des conditions d'accueil et d'hébergement contraires à la dignité de la personne ».

Devenu sans objet : amendement n° 198 de la commission : substitution du terme : « d'abusif » à celui de : « inhumain ».

– L'intitulé de la section III, ainsi modifié, est adopté (p. 2634).

ART. 225-17 (p. 2634).

Rejeté : amendement de précision n° 173 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

– Le texte proposé, est adopté (p. 2635).

ART. 225-18, 225-19 et 225-20 – Adoptés (p. 2635).

Section IV

Des atteintes au respect dû aux morts

ART. 225-21 (p. 2635).

Parole sur l'article : M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé est adopté (p. 2635).

ART. 225-22 (p. 2635).

Rejeté : amendement de suppression n° 122 de la commission.

– Le texte proposé est adopté (p. 2636).

Section V

Les peines complémentaires applicables aux personnes physiques

ART. 225-23 (p. 2636).

Adopté : amendement n° 123 de la commission : nouvelle rédaction de la peine d'affichage.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2637).

ART. 225-24 – Adopté (p. 2637).

ART. 225-25 (p. 2637).

Adopté : amendement n° 124 de la commission : caractère obligatoire du prononcé d'interdiction du territoire en matière de proxénétisme.

Retiré : sur l'amendement n° 124 de la commission ; sous-amendement n° 190 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 124, est adopté (p. 2637).

ART. 225-26 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Section VI

Dispositions communes aux personnes physiques et aux personnes morales

ART. 225-27 (p. 2637).

Adoptés : amendements de la commission, n° 125 rédactionnel – Et n° 126 de coordination.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2638).

ART. 225-28 (p. 2638).

Adopté : amendement de coordination n° 127 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2638).

ART. 225-29 – Adopté (p. 2638).

Chapitre VI

Des atteintes à la personnalité

Section I

De l'atteinte à la vie privée

ART. 226-1 – Adopté (p. 2638).

ART. 226-2 Adopté (p. 2638).

ART. 226-2-1 (p. 2638).

Adopté : amendement n° 177 du Gouvernement : prise en compte des dispositions introduites par la loi du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2638).

ART. 226-5 (p. 2639).

Adopté : amendement de suppression n° 128 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2639).

ART. 226-6 (p. 2639).

Adopté : amendement de coordination n° 129 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2639).

Section II

De l'atteinte à la représentation de la personne

ART. 226-7 – Adopté (p. 2639).

*Section III**De la dénonciation calomnieuse*

ART. 226-9 (p. 2640).

Adopté : amendement n° 130 de la commission : possibilité pour le parquet d'engager des poursuites.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2640).

ART. 226-10 – Adopté (p. 2640).

ART. 226-11 (p. 2640).

Adopté : amendement de coordination n° 131 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2640).

*Section IV**De l'atteinte au secret**Paragraphe I**De l'atteinte au secret professionnel*

ART. 226-12 (p. 2640).

Adoptés : amendement n° 178 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article ; sous-amendement n° 194 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 178, ainsi modifié, est adopté (p. 2644).

ART. 226-13 – Adopté (p. 2644).

Paragraphe II

– Supprimé par le Sénat et l'Assemblée nationale.

ART. 226-14, 226-15 et 226-16 – Supprimés par le Sénat et l'Assemblée nationale.

*Paragraphe III**De l'atteinte au secret des correspondances*

ART. 226-17 (p. 2644).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 179 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2644).

*Section V**Des atteintes au droit de la personne résultant de traitement informatique*

Adopté : amendement de suppression n° 133 de la commission.

– La section V et son intitulé sont supprimés (p. 2646).

ART. 226-18 (p. 2646).

Adopté : amendement de suppression n° 134 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2646).

ART. 226-18-1 (p. 2646).

Adopté : amendement de suppression n° 135 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2646).

ART. 226-18-2 (p. 2646).

Adopté : amendement de suppression n° 136 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2646).

ART. 226-18-3 (p. 2646).

Adopté : amendement de suppression n° 137 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2646).

ART. 226-18-4 (p. 2646).

Adopté : amendement de suppression n° 138 de la commission.

– Le texte proposé, est supprimé (p. 2646).

*Section VI**Des peines complémentaires applicables aux personnes physiques*

Adopté : amendement rédactionnel n° 139 de la commission.

– L'intitulé de la section VI, ainsi modifié, est adopté (p. 2647).

ART. 226-19 (p. 2647).

Adopté : amendement de coordination n° 140 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2647).

ART. 226-20 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Chapitre VII**Des atteintes aux mineurs et à la famille***Section I**Du délaissement de mineur*

ART. 227-1 (p. 2647).

Adoptés : amendements de la commission, n° 141 et n° 199 : cas du délaissement qui a permis d'assurer la santé et la sécurité de l'enfant.

Rejeté : amendement n° 8 du Gouvernement : réduction de la peine d'amende à cent mille francs.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2649).

ART. 227-1-1 – Adopté (p. 2649).

*Section II**De l'abandon de la famille*

ART. 227-2 – Adopté (p. 2649).

ART. 227-2-1 (p. 2649).

Adopté : amendement rédactionnel n° 142 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

*Section III**Des atteintes à l'exercice de l'autorité parentale*

ART. 227-3 (p. 2650).

Adopté : amendement n° 143 de la commission : suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 227-3.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

APRES L'ART. 227-3 (p. 2650).

Adopté : amendement de conséquence n° 144 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2650).

APRES L'ART. 227-7 (p. 2650).

Adopté : amendement n° 145 de la commission : tentative des infractions prévues aux articles 227-4 et 227-5.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2650).

*Section IV**Des atteintes à la filiation*

ART. 227-9 (p. 2650).

Adopté : amendement n° 146 de la commission : sanctions de la tentative.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2651).

ART. 227-9-1 (p. 2651).

Adopté : amendement de coordination n° 147 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2651).

*Section V**De la mise en péril des mineurs*

ART. 227-10 – Adopté (p. 2651).

ART. 227-12, 227-13 et 227-14 – Adoptés (p. 2651).

ART. 227-15 – Supprimé par le Sénat et l'Assemblée nationale.

ART. 227-16 – Adopté (p. 2651).

ART. 227-17 (p. 2651).

Adopté : amendement n° 148 de la commission : maintien de l'incrimination actuelle d'excitation des mineurs à la débauche dans toute son étendue.

Devenu sans objet : amendement n° 9 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 148, est adopté (p. 2652).

AVANT L'ART. 227-17-1 (p. 2652).

Devenu sans objet : amendement n° 10 du Gouvernement : cas d'un majeur qui organise des réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles participe ou assiste un mineur de plus de quinze ans.

ART. 227-17-1 – Adopté (p. 2652).

ART. 227-18 (p. 2653).

Adopté : amendement de suppression n° 149 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2653).

ART. 227-18-1 A (p. 2653).

Adopté : amendement de suppression n° 150 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2653).

ART. 227-18-2 (p. 2653) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Rejeté : amendement n° 151 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

ART. 227-18-3 – Adopté (p. 2655).

Section VI

Dispositions générales

Adopté : amendement rédactionnel n° 152 de la commission.

– L'intitulé de la section VI, ainsi modifié, est adopté (p. 2655).

ART. 227-19 (p. 2655).

Adopté : amendement de suppression n° 153 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 2655).

ART. 227-20 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 227-21-1 (p. 2655).

Adopté : amendement de coordination n° 154 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 154, est adopté (p. 2656).

APRES L'ART. 227-21-1 (p. 2656).

Adopté : amendement n° 155 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2656).

Chapitre VIII

De la participation à une association de malfaiteurs

ART. 228-1 (p. 2656).

Adopté : amendement rédactionnel n° 156 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 156, est adopté (p. 2656).

ART. 228-2 et 228-3 – Adoptés (p. 2656).

Seconde délibération, ordonnée à la demande de la commission en application de l'article 43 alinéa 6 du règlement **portant sur l'article 221-13** (p. 2657).

ART. 221-13 (p. 2657).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 2657).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2657, 2658) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Adoption (3 octobre 1991) (p. 2658).

2. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986 présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 15 février 1989) [n° 215 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (23 octobre 1991) [n° 54 (91-92)] – Discussion (29 et 30 octobre 1991) – Adoption (30 octobre 1991) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (31 octobre 1991) [n° 2309 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyest (12 décembre 1991) [n° 2468 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 583].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 212 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1991) (p. 3339, 3367) ; (30 octobre 1991) (p. 3378, 3428).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3339, 3352) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Thyraud et les orateurs sur la motion.*

Abus de confiance : *Sapin (Michel)* (p. 3341).

Amendements : *Rudloff (Marcel)* (p. 3342) ; *Sapin (Michel)* (p. 3340) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3350).

Chômage : *Lederman (Charles)* (p. 3345).

Crimes, délits et contraventions : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3350) ; *Lederman (Charles)* (p. 3346).

Criminalité : *Sapin (Michel)* (p. 3340).

Délinquance : *Lederman (Charles)* (p. 3345).

Escroquerie : *Sapin (Michel)* (p. 3341).

Filouterie : *Pagès (Robert)* (p. 3349) ; *Sapin (Michel)* (p. 3351) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3350).

Informatique : *Sapin (Michel)* (p. 3340) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3350 ; 3351).

Infractions : *Sapin (Michel)* (p. 3340).

Insécurité : *Lederman (Charles)* (p. 3345).

Interdiction de séjour (étrangers) : *Sapin (Michel)* (p. 3341).

Jurisprudence : *Rudloff (Marcel)* (p. 3343).

Peines et amendes : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 3347 ; 3349) ; *Lederman (Charles)* (p. 3344 ; 3345) ; *Pagès (Robert)* (p. 3348) ; *Sapin (Michel)* (p. 3351) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3350).

Personnes morales : *Lederman (Charles)* (p. 3346) ; *Pagès (Robert)* (p. 3349) ; *Sapin (Michel)* (p. 3346).

Propriété (droit) : *Rudloff (Marcel)* (p. 3342) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 3350).

Recel : *Pagès (Robert)* (p. 3349).

Transfusions et transplantations d'organes : *Thyraud (Jacques)* (p. 3350).

Violence : *Sapin (Michel)* (p. 3341).

Vol : *Sapin (Michel)* (p. 3341).

Motion n° 129 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3343,

3348) – MM. Charles Lederman, Michel Sapin, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt.

Rejet de la motion (p. 3348 ; scrutin public n° 13).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3352, 3367) ; (p. 3379, 3428) : MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Thyraud, Robert Pagès.

Art. unique (Les dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens sont fixées par le Livre III annexé à la présente loi) (p. 3552).

LIVRE III

DES CRIMES ET DELITS CONTRE LES BIENS

Chapitre premier

Le vol

Adopté : amendement n° 1 de la commission : intitulé du chapitre premier : « du vol ».

– L'intitulé du chapitre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 3352).

AVANT L'ART. 301-1 (p. 3352).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : insertion d'une division additionnelle : section I « du vol simple et des vols aggravés ».

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3352).

ART. 301-1 (*Définition du vol*) – Adopté (p. 3352).

ART. 301-2 (*Immunités familiales*) (p. 3353).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission (p. 3380 ; précédemment réservé p. 3353).

Retiré : amendement n° 172 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : immunités familiales (p. 3379 ; précédemment réservé p. 3353).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3380 ; précédemment réservé p. 3353).

ART. 301-3 (*Vol simple*) (p. 3353).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : peine maximale.

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, n° 173 : diminution du montant de l'amende – N° 175 : précision relative à la peine maximale – Et n° 174 : possibilité pour le juge de choisir entre l'emprisonnement et l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 3356).

APRES L'ART. 301-3 (p. 3356).

Rejetés : amendement n° 176 de M. Charles Lederman : diminution de la sanction relative au vol simple ; sous-amendement n° 240 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

ART. 301-4 (*Vols aggravés – Premier niveau d'aggravation des sanctions*) (p. 3358).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : liste des circonstances aggravantes du premier niveau de sanctions.

Rejetés : sur l'amendement n° 5 de la commission ; sous-amendements n° 33 du Gouvernement et n° 181 de M. Charles Lederman.

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, n° 177 : diminution de l'amende – N° 178 : suppression du deuxième alinéa du premierement du texte proposé pour l'article 301-4 – N° 179 : suppression de la référence à la notion de bande organisée – N° 80 : suppression des mots : « d'instigateur » dans le deuxième alinéa du 1° du texte proposé pour l'article précité – Et n° 182 : suppression du huitième alinéa du 7° du texte proposé pour l'article précité.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 3361).

APRES L'ART. 301-4 (p. 3361).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : sanction du vol précédé, accompagné ou suivi de violences ayant entraîné une incapacité de huit jours au plus.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3362).

ART. 301-5 (*Vols aggravés – Sanctions du vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours*) (p. 3362).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : renforcement des sanctions.

Devenu sans objet : amendement n° 183 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 3362).

ART. 301-6 (*Vols aggravés – Sanctions du vol aggravé de violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente*) (p. 3362).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : réclusion criminelle portée à quinze ans.

Devenu sans objet : amendement n° 184 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 3362).

ART. 301-7 (*Vols aggravés – Sanctions du vol commis avec usage ou menace d'une arme*) (p. 3362).

Adoptés : amendement n° 9, de la commission : répression plus sévère en cas de port d'arme et application d'une période de sûreté ; sous-amendement n° 148 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Devenu sans objet : amendement n° 185 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3363).

ART. 301-8 (*Vols aggravés – Sanctions du vol commis en bande organisée*) (p. 3363).

Adoptés : amendement n° 10 de la commission : circonstances aggravantes dues à l'existence d'une bande organisée ; sous-amendement n° 150 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Devenu sans objet : amendement n° 186 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3364).

ART. 301-9 (*Vols aggravés – Sanctions du vol précédé, accompagné ou suivi de violences ayant entraîné la mort, ou de tortures*) .

Adopté : amendement n° 11 de la commission : application de la période de sûreté.

Devenu sans objet : amendement n° 187 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 3364).

ART. 301-10 (*Application des peines prévues pour violence*) (p. 3364).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol et suppression de la référence à l'instigateur.

Devenus sans objet : amendement n° 221 du Gouvernement : suppression de la disposition spécifiant que les peines aggravées en raison d'actes de violence sont applicables à tous les participants au vol et suppression de la référence à l'instigateur – Et n° 189 de M. Charles Lederman : suppression de la notion de responsabilité collective.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 3366).

ART. 301-11 (*Utilisation frauduleuse d'énergie*) (p. 3366).

Retiré : amendement de suppression n° 132 de M. Jacques Thyraud.

– Le texte proposé est adopté (p. 3367).

APRES L'ART. 301-11 (p. 3367).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : section II : « dispositions générales » – N° 14 : immunités familiales – Et n° 15 : sanctions identiques pour la tentative et pour les délits eux-mêmes.

– Une division additionnelle et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3367 et 3380).

AVANT L'ART. 301-12 (p. 3380).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission.

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3380).

ART. 301-12 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3380).

Adoptés : amendement n° 17 de la commission : peines complémentaires facultatives ; sous-amendement n° 234 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° 190 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : liberté des tribunaux dans leur choix parmi les peines énumérées.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3381).

APRES L'ART. 301-12 (p. 3381).

Adopté : amendement de coordination n° 19 de la commission.

Rejeté : sur l'amendement de coordination n° 19 de la commission ; sous-amendement n° 155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3382).

ART. 301-13 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour vol*) (p. 3382).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : possibilité d'interdire à titre définitif ou provisoire l'exercice professionnel pour les peines applicables aux personnes morales ; sous-amendement n° 235 du Gouvernement – Amendements de coordination, n° 21 et n° 22 de la commission.

Rejeté : amendement n° 191 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion des partis politiques et des syndicats de responsabilité des personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3384).

ART. 301-14 (p. 3384).

Adopté : amendement de coordination n° 23 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3384).

Chapitre II

L'extorsion

Adopté : amendement n° 24 de la commission : modification de l'intitulé du chapitre II : « de l'extorsion ».

– L'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 3384).

ART. 302-1 (*Extorsion simple*) (p. 3384).

Adoptés : amendement n° 25 de la commission : définition de l'extorsion ; sous-amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Devenus sans objet : amendement n° 159 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : remplacement des mots « d'une chose » par ceux « d'un bien » – Et n° 192 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3385).

APRES L'ART. 302-1 (p. 3385).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : première gradation dans les circonstances aggravantes de l'extorsion.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3385).

ART. 302-2 (*Extorsion accompagnée de violences graves*) (p. 3385).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : deuxième aggravation des circonstances aggravantes en matière d'extorsion.

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 193 : maintien du texte actuel, en sanctionnant par l'emprisonnement l'extorsion accompagnée des circonstances aggravantes – Et n° 194 : diminution de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 3386).

APRES L'ART. 302-2 (p. 3386).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : extorsion accompagnée de violences sur autrui ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3386).

ART. 302-3 (*Extorsion commise avec usage ou menace d'une arme*) (p. 3386).

Adoptés : amendement n° 29 de la commission : peine de trente ans de réclusion criminelle assortie d'une période de sûreté ; sous-amendement n° 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Devenu sans objet : amendement n° 195 de M. Charles Lederman : diminution de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 29, ainsi modifié, est adopté (p. 3387).

ART. 302-4 (*Extorsion commise en bande organisée*) (p. 3387).

Adopté : amendement de la commission, n° 30 : sanctions applicables à l'extorsion en bande organisée.

Rejeté : amendement de suppression n° 196 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

Devenu sans objet : amendement n° 197 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 3388).

ART. 302-5 (*Extorsion accompagnée soit de tortures, soit d'acte de barbarie, soit de violences ayant entraîné la mort*) (p. 3388).

Adopté : amendement de coordination n° 31 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 3388).

ART. 302-6 (*Champ d'application des articles 302-1, 302-4 et 302-5*) (p. 3388).

Adopté : amendement n° 32 de la commission : peines encourues lorsque les violences ont été commises après l'extorsion pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité d'un auteur.

Retiré : amendement n° 199 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la notion de responsabilité collective.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 32, est adopté (p. 3389).

ART. 302-7 (*Définition du chantage*) (p. 3389).

Adopté : amendement n° 33 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Devenus sans objet : amendement n° 161 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : remplacement des termes : « d'une chose » par ceux de : « d'un bien » – Et n° 200 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 33, est adopté (p. 3390).

APRES L'ART. 302-7 (p. 3390).

Adoptés : amendement n° 133 de M. Jacques Thyraud : aggravation de la peine – Amendement de coordination n° 34 de la commission.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3391).

ART. 302-8 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3391).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : peines complémentaires applicables en cas de chantage.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 35, est adopté (p. 3391).

APRES L'ART. 302-8 (p. 3391).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : interdiction du territoire pour les étrangers coupables d'une infraction de chantage aggravé.

Rejeté : sur l'amendement n° 36 de la commission ; sous-amendement n° 156 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3392).

ART. 302-9 (*Responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 3392).

Adopté : amendement de coordination n° 37 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 37, est adopté (p. 3392).

ART. 302-10 (*Tentative des délits d'extorsion et de chantage*) (p. 3392).

Adopté : amendement de suppression n° 38 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3392).

Chapitre III

Escroquerie et les infractions voisines

Adopté : amendement rédactionnel n° 39 de la commission.

– L'intitulé du chapitre III, ainsi modifié, est adopté (p. 3392).

Section I

L'escroquerie

Adopté : amendement rédactionnel n° 40 de la commission.

– L'intitulé de la section I, ainsi modifié, est adopté (p. 3392).

ART. 303-1 (*Escroquerie simple*) (p. 3393).

Adopté : amendement n° 41 de la commission : définition du délit d'escroquerie simple.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 41, est adopté (p. 3393).

ART. 303-2 (*Escroquerie réalisée par un agent public ou par une personne faisant appel au public en vue de l'émission de titres ou de la collecte de fonds à des fins d'entraide humanitaire*) (p. 3393).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : prévision de l'ensemble des circonstances aggravantes de l'escroquerie.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 42, est adopté (p. 3393).

APRES L'ART. 303-2 (p. 3393).

Adopté : amendement de coordination n° 43 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3393).

Section II

Les infractions voisines de l'escroquerie

Adopté : amendement n° 44 de la commission : nouvelle rédaction de l'intitulé de la section II : « des infractions voisines de l'escroquerie ».

– L'intitulé de la section II, ainsi modifié, est adopté (p. 3394).

ART. 303-3 (*Exploitation frauduleuse de l'ignorance ou de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable*) (p. 3394).

Adopté : amendement n° 45 de la commission : punition de l'abus de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du mineur ou de la personne vulnérable.

Retirés : sur l'amendement n° 45 de la commission ; sous-amendement n° 167 de M. Michel Dreyfus-Schmidt – Amendement n° 134 de M. Jacques Thyraud : prise en compte de la notion d'abstention.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 45, est adopté (p. 3395).

ART. 303-4 (*Délit de filouterie*) (p. 3395).

Adoptés : amendement n° 241 du Gouvernement : substitution des termes : « de six mois d'emprisonnement et 50 000 francs d'amende » aux termes : « d'un an d'emprisonnement et de cent mille francs d'amende » – Amendement n° 135 de M. Jacques Thyraud : suppression d'une lacune dans la définition des faits qualifiés de filouterie.

Rejeté : amendement n° 201 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : substitution des termes : « de dix mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende » aux termes : « d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende ».

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3397).

Section III

Dispositions générales

ART. 303-5 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie et pour les infractions voisines de l'escroquerie*) (p. 3397).

Adoptés : amendements de la commission, n° 46 et n° 47 : prévision des peines complémentaires pour le délit d'escroquerie en suppression avec celles prévues pour les délits précédents.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3397).

ART. 303-6 (*Autres peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'escroquerie*) (p. 3397).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : peines complémentaires spécifiques à l'encontre de ceux qui se sont rendus coupables d'escroquerie.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 48, est adopté (p. 3398).

ART. 303-7 (*Responsabilité des personnes morales en matière d'escroquerie et d'exploitation frauduleuse de la faiblesse*) (p. 3398).

Adopté : amendement de coordination n° 49 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 3398).

ART. 303-8 (*Tentative de délit d'escroquerie, d'escroquerie avec circonstances aggravantes et d'exploitation frauduleuse de la faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable*).

Adopté : amendement de coordination n° 50 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3398).

Chapitre IV

Les détournements

Adopté : amendement n° 51 de la commission : modification de l'intitulé du chapitre IV : « Des détournements ».

– L'intitulé du chapitre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 3398).

Section I

D'abus de confiance

Adopté : amendement n° 52 de la commission : nouvel intitulé de la section I : « de l'abus de confiance ».

– L'intitulé de la section I, ainsi modifié, est adopté (p. 3398).

ART. 304-1 (*Abus de confiance*) (p. 3399).

Adopté : amendement n° 53 de la commission : définition de l'abus de confiance.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3399).

ART. 304-2 (*Circonstances aggravantes de l'abus de confiance*) (p. 3399).

Adopté : amendement n° 54 de la commission : suppression du 2° de l'article visant l'incrimination des mandataires de justice.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3399).

APRES L'ART. 304-2 (p. 3399).

Adoptés : amendements de la commission, n° 55 : abus de confiance commis par un mandataire de justice ou par un officier public ministériel – Et n° 56 : application des dispositions votées à propos des immunités familiales au délit d'abus de confiance.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3399).

Section II

Le détournement de gage ou d'objet saisi

Adopté : amendement n° 57 de la commission : nouvelle rédaction de l'intitulé de la section II : « Du détournement de gage ou d'objet saisi ».

– L'intitulé de la section II, ainsi modifié, est adopté (p. 3400).

ART. 304-3 (*Détournement de gage*) (p. 3400).

Adopté : amendement rédactionnel de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3400).

ART. 304-4 (*Détournement d'objet saisi*) – Adopté (p. 3400).

Section III

L'organisation frauduleuse de l'insolvabilité

Adopté : amendement n° 59 de la commission : nouvelle rédaction de l'intitulé de la section III : « De l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ».

– L'intitulé de la section III, ainsi modifié, est adopté (p. 3400).

ART. 304-5 (*Organisation frauduleuse de l'insolvabilité – Incrimination et peines applicables*) (p. 3400).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 60 et n° 61 – Amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : prise en compte de la situation du débirentier.

Rejeté : amendement n° 215 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution de la peine d'amende.

Retiré : sur l'amendement n° 168 de M. Michel Dreyfus-Schmidt ; sous-amendement n° 242 de M. Bernard Laurent.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3402).

ART. 304-6 (*Organisation frauduleuse de l'insolvabilité – Conséquences civiles de la condamnation à l'égard de l'instigateur ou du complice*) (p. 3402).

Adoptés : amendements identiques n° 62 de la commission et n° 205 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des mots : « instigateur ou » – Amendement de coordination n° 63 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3402).

ART. 304-7 (*Décision judiciaire et convention judiciairement homologuée portant obligation de verser des prestations, subsides ou contributions aux charges du mariage*) – Adopté (p. 3403).

Section IV

Dispositions générales

ART. 304-8 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière d'abus de confiance*) (p. 3403).

Adoptés : amendements de coordination n° 64 et n° 65 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3403).

ART. 304-9 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques en matière de détournement et d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) (p. 3403).

Adopté : amendement de coordination n° 66 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 66, est adopté (p. 3403).

ART. 304-10 (*Responsabilité pénale des personnes morales en matière d'abus de confiance*) (p. 3403).

Adopté : amendement de coordination n° 67 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 67, est adopté (p. 3404).

ART. 304-11 (*Responsabilité pénale des personnes morales en matière de détournement de gage, d'objet saisi ou en matière d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité*) (p. 3404).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 68 et n° 69.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3404).

ART. 304-12 (*Tentative des délits prévus au chapitre IV*) (p. 3404).

Adopté : amendement de suppression n° 70 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3404).

ART. 304-13 (*Assimilation du vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance au regard des règles de la récidive*) (p. 3404).

Adopté : amendement de coordination n° 71 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3404).

Chapitre V

Le recel et les infractions voisines

Adopté : amendement de coordination n° 72 de la commission : nouvel intitulé du chapitre V : « Du recel et des infractions assimilées ou voisines ».

– L'intitulé du chapitre V, ainsi modifié, est adopté (p. 3404).

AVANT L'ART. 305-1 (p. 3404).

Adopté : amendement de coordination n° 73 de la commission.

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3405).

ART. 305-1 (*Recel simple*) (p. 3405).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 74, n° 75 et n° 76.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3405).

ART. 305-2 (*Recel habituel*) (p. 3405).

Adoptés : amendements de la commission, n° 77 de coordination et n° 78 rédactionnel.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3405).

ART. 305-3 (*Majoration de la peine*) (p. 3405).

Adopté : amendement de coordination n° 79 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 79, est adopté (p. 3406).

APRES L'ART. 305-3 (p. 3406).

Adopté : amendement rédactionnel n° 80 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3406).

AVANT L'ART. 305-4 (p. 3406).

Adoptés : amendements de la commission, n° 81 de précision et n° 82 : reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987.

– Une division additionnelle et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi (p. 3406).

ART. 305-4 (*Recel assimilé*) (p. 3406).

Adopté : amendement n° 83 de la commission : reprise des dispositions de la loi du 30 novembre 1987.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 83, est adopté (p. 3406).

APRES L'ART. 305-4 (p. 3406).

Adopté : amendement de conséquence n° 84 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3407).

ART. 305-5 (*Registre des objets usagés mis en vente ou échangés*) (p. 3407).

Adopté : amendement de suppression n° 85 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3407).

APRES L'ART. 305-5 (p. 3407).

Adopté : amendement rédactionnel n° 86 de la commission.

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3407).

ART. 305-6 (*Peines complémentaires en matière de recel*) (p. 3407).

Adopté : amendement de synthèse n° 87 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 87, est adopté (p. 3408).

APRES L'ART. 305-6 (p. 3408).

Adopté : amendement de cohérence n° 88 de la commission.

Rejeté : sur l'amendement de cohérence n° 88 de la commission ; sous-amendement n° 157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3408).

ART. 305-7 (*Responsabilité des personnes morales*) (p. 3408).

Adoptés : amendements de coordination n° 89 et n° 90 de la commission – le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3408).

ART. 305-8 (*Récidive*) (p. 3408).

Adopté : amendement de coordination n° 91 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3409).

Chapitre VI

Le vandalisme et les autres destructions, dégradations et détériorations

Adopté : amendement n° 92 de la commission : nouvel intitulé du Chapitre VI : « Du vandalisme et des destructions, dégradations et détériorations ».

Rejeté : amendement n° 206 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : nouvel intitulé : « destructions et détériorations ».

– L'intitulé du chapitre VI, ainsi modifié, est adopté (p. 3409).

AVANT L'ART. 306-1 (p. 3409).

Adopté : amendement rédactionnel n° 93 de la commission.

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3409).

ART. 306-1 (*Vandalisme et destructions, dégradations ou détériorations d'un bien*) (p. 3409).

Adoptés : amendement n° 94 de la commission : nouvelle rédaction de cet article ; sous-amendement n° 239 de M. Jacques Thyraud.

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 207 : cas de détérioration légère – Et n° 208 : réduction de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 94, ainsi modifié, est adopté (p. 3411).

APRES L'ART. 306-1 (p. 3411).

Adoptés : amendements de la commission, n° 95 : circonstances aggravantes liées à l'infraction définie à l'article 306-1 et et n° 96 de précision.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3412).

AVANT L'ART. 306-2 (p. 3412).

Adoptés : amendements de la commission, n° 97 rédactionnel et n° 98 : cas d'un incendie provoqué par un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi.

Rejeté : sur l'amendement n° 98 de la commission ; sous-amendement n° 171 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Une division additionnelle et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi (p. 3413).

ART. 306-2 (*Destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes*) (p. 3413).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 99 de la commission – Amendements identiques n° 100 de la commission et n° 110 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : substitution du mot : « emprisonnement » à ceux de : « réclusion criminelle ».

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 209 rédactionnel – Et n° 211 : diminution du montant de l'amende.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3413).

APRES L'ART. 306-2 (p. 3413).

Adopté : amendement n° 101 de la commission : aggravation.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3413).

ART. 306-3 (*Cas où le crime prévu à l'article 306-2 est réalisé en bande organisée*) (p. 3414).

Adopté : amendement n° 102 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Rejeté : amendement de suppression n° 212 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès.

Devenu sans objet : amendement n° 213 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : amende prévue.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 102, est adopté (p. 3414).

ART. 306-4 (*Cas où le crime prévu à l'article 306-2 a entraîné pour autrui une mutilation ou une infirmité permanente*) (p. 3414).

Adopté : amendement n° 103 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Retiré : amendement n° 214 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : diminution du plafond de la peine.

Devenu sans objet : amendement n° 215 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 103, est adopté (p. 3415).

APRES L'ART. 306-4 (p. 3415).

Adoptés : amendements de la commission, n° 104 : infraction punie de la réclusion criminelle à perpétuité et n° 105, de coordination.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3415).

AVANT L'ART. 306-5 (p. 3415).

Adoptés : amendements de la commission, n° 106 : insertion d'une division additionnelle relative aux menaces de destructions, de dégradations ou de détériorations – N° 107 : infraction relative à la menace de commettre une dégradation, une détérioration des biens – N° 108 : menace sous conditions – N° 109 : fausse alerte à la bombe – Et n° 110 rédactionnel.

– Deux divisions additionnelles et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3416 et 3418).

ART. 306-5 (*Peines complémentaires applicables aux personnes physiques*) (p. 3418).

Adoptés : amendements de la commission, n° 111 de coordination – et n° 112 : interdiction de séjour.

Devenu sans objet : amendement n° 216 de M. Charles Lederman : suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 306-5.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3419).

APRES L'ART. 306-5 (p. 3419).

Adopté : amendement n° 113 de la commission : interdiction du territoire français obligatoire et automatique à l'encontre de l'étranger coupable de l'infraction définie par les articles 306-2-1 à 306-4-1.

Rejeté : sur l'amendement n° 113 de la commission ; sous-amendement n° 158 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3420).

ART. 306-6 (*Responsabilité pénale des personnes morales pour vandalisme, destructions, dégradations ou détériorations*) (p. 3420).

Adopté : amendement de coordination n° 114 de la commission.

Rejeté : amendement n° 217 de M. Charles Lederman : champ d'application de la responsabilité des personnes morales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3421).

ART. 306-7 (*Tentative*) (p. 3421).

Adopté : amendement de suppression n° 115 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3421).

Chapitre VII

Les infractions en matière informatique

Adopté : amendement n° 136 de M. Jacques Thyraud : nouvel intitulé : « des atteintes au système de traitement automatisé de données ».

– L'intitulé du chapitre VII, ainsi modifié, est adopté (p. 3421).

ART. 307-1 (*Fraude informatique*) (p. 3421).

Adopté : amendement n° 137 de M. Jacques Thyraud : reprise de l'article 462-2 de la loi du 5 janvier 1988.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 137, est adopté (p. 3422).

ART. 307-2 (*Utilisation, communication, reproduction d'un programme, d'une donnée ou de tout autre élément d'un système de traitement informatique*) (p. 3422).

Adopté : amendement n° 138 de M. Jacques Thyraud : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 138, est adopté (p. 3422).

ART. 307-3 (*Destruction ou altération d'un système informatique*) (p. 3422).

Adopté : amendement n° 139 de M. Jacques Thyraud : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 139, est adopté (p. 3423).

ART. 307-4 (*Utilisation d'un système informatique pour obtenir un profit illicite*) (p. 3423).

Adopté : amendement n° 140 de M. Jacques Thyraud : reprise des dispositions l'article 462-5 actuellement en vigueur.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 140, est adopté (p. 3423).

APRES L'ART. 307-4 (p. 3423).

Adoptés : amendements de M. Jacques Thyraud, n° 141 : utilisation des documents informatisés visés l'article 307-4 – N° 142 : recel des données en violation des articles 307-1 à 307-4-1 – Et n° 144 : participation à un groupement en vue d'une infraction prévue par les articles 307-1 à 307-4-2.

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3424).

ART. 307-5 (*Peines applicables aux personnes physiques coupables des délits prévus aux articles 307-1 à 307-4*) (p. 3424).

Adopté : amendement n° 229 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 229, est adopté (p. 3424).

ART. 307-6 (*Peines encourues par les personnes physiques coupables du délit prévu à l'article 307-4*) (p. 3424).

Adopté : amendement de suppression n° 230 du Gouvernement.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3424).

ART. 307-7 (*Responsabilité des personnes morales*) (p. 3424).

Adopté : amendement de coordination n° 231 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3425).

ART. 307-8 (*Tentative*) (p. 3425).

Adopté : amendement n° 143 de M. Jacques Thyraud : reprise des dispositions de l'article 462-7 du code pénal actuel.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 143, est adopté (p. 3425).

Chapitre VIII

La participation à une association de malfaiteurs

Adopté : amendement n° 125 de la commission : nouvel intitulé du chapitre VIII : « De la participation à une association de malfaiteurs ».

– L'intitulé du chapitre VIII, ainsi modifié, est adopté (p. 3425).

ART. 308-1 (*Association de malfaiteurs constituée en vue de préparer des crimes contre les biens*) (p. 3425).

Adopté : amendement n° 126 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Devenu sans objet : amendement n° 218 de M. Charles Lederman : suppression de l'amende.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 126, est adopté (p. 3425).

APRES L'ART. 308-1 (p. 3426).

Retiré : amendement n° 219 de M. Charles Lederman : sanctions dans le cas où la participation à une association de malfaiteurs est accompagnée de circonstances aggravantes.

ART. 308-2 (*Exemption de peines*) (p. 3426).

Adopté : amendement n° 127 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 127, est adopté (p. 3426).

ART. 308-3 (*Peines applicables aux personnes physiques coupables du crime prévu à l'article 308-1*) (p. 3426).

Adopté : amendement n° 128 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Devenu sans objet : amendement n° 220 de M. Charles Lederman : suppression de l'interdiction de séjour comme peine complémentaire.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 128, est adopté (p. 3427).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3428) : MM. Charles Lederman, Aubert Garcia, Emmanuel Hamel, Daniel Millaud, Philippe de Bourgoing ; intervention de MM. Michel Sapin, ministre ; Jacques Larché, président de la commission.

Adoption (30 octobre 1991) (p. 3428).

Code rural

Voir Agriculture, 1

Agriculture (maladies du bétail), 1

Collectivités territoriales

Voir *Eau, 1 ; 2*

Enseignement privé, 1

Lois de finances, 1, Aménagement du territoire ; Intérieur

Procès-verbal, 1 ; 2

Questions orales sans débat n° 318

1. – Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (5 novembre 1990) [n° 1692 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. José Rossi (15 novembre 1990) [n° 1706 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (21, 22 et 23 novembre 1990) – Adoption (23 novembre 1990) [n° 391].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (26 novembre 1990) [n° 98 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Larché (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 14 mars 1991) [n° 234 (90-91)] – Avis de M. Paul Girod (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 14 mars 1991) [n° 235 (90-91)] – Discussion (20, 21 et 22 mars 1991) – Adoption (22 mars 1991) [n° 90].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi portant statut de la région de Corse ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (22 mars 1991) [n° 1915 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. José Rossi (26 mars 1991) [n° 1916 (9^e lég.)] – Eché.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jacques Larché (27 mars 1991) [n° 243 (90-91)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 mars 1991) [n° 1915 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. José Rossi (28 mars 1991) [n° 1944 (9^e lég.)] – Discussion (3 et 4 avril 1991) – Adoption (4 avril 1991) [n° 456].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) (9 avril 1991) [n° 283 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (9 avril 1991) [n° 265 (90-91)] – Discussion (11 avril 1991) – Rejet (11 avril 1991) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (11 avril 1991) [n° 1964 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. José Rossi (12 avril 1991) [n° 1965 (9^e lég.)] – Discussion (12 avril 1991) – Adoption (12 avril 1991) [n° 460].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-290 DC du 9 mai 1991 (J.O. Lois et décrets du 14 mai 1991) qui déclare non conformes à la Constitution l'article 1^{er} ; dans le texte de l'article 7, l'article L. 369 bis ajouté au code électoral ; dans le texte de l'article 26, les alinéas 2, 6 et 7 ; dans le texte de l'article 78, les paragraphes III et VI.

PROMULGATION : Loi n° 91-428 du 13 mai 1991 (J.O. Lois et décrets du 14 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1991) (p. 61, 93) ; (21 mars 1991) (p. 102, 155) ; (22 mars 1991) (p. 163, 201).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE.

(20 mars 1991) (p. 61, 93) ; (21 mars 1991) (p. 102, 105) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Charles Ornano, François Giacobbi, Charles Pasqua, Marcel Rudloff,*

Charles Lederman, Guy Allouche, Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Henry Goetschy, Paul d'Ornano, Jacques Golliet.

Alsace et Moselle : Goetschy (Henri) (p. 91).

Aménagement du territoire : Marchand (Philippe) (p. 62 ; 63).

Amnistie : Marchand (Philippe) (p. 71) ; Ornano (Charles) (p. 69).

Autodétermination (droit à l') : Lanier (Lucien) (p. 88) ; Pasqua (Charles) (p. 77) ; Rudloff (Marcel) (p. 79).

Autonomisme (mouvements autonomistes) : Golliet (Jacques) (p. 93).

Collectivités territoriales : Allouche (Guy) (p. 84) ; Giacobbi (François) (p. 73) ; Lanier (Lucien) (p. 89) ; Larché (Jacques) (p. 65 ; 66) ; Lederman (Charles) (p. 80) ; Marchand (Philippe) (p. 62 ; 103) ; Ornano (Charles) (p. 71) ; Rudloff (Marcel) (p. 78).

Collectivités territoriales (budget) : Girod (Paul) (p. 67 ; 68 ; 104) ; Marchand (Philippe) (p. 63).

Contrats de plan : Girod (Paul) (p. 104).

Corse (île) : Allouche (Guy) (p. 86).

Corse (région) : Marchand (Philippe) (p. 61).

Corse (spécificité) : Allouche (Guy) (p. 82) ; Lederman (Charles) (p. 82) ; Rudloff (Marcel) (p. 78).

Décentralisation : Allouche (Guy) (p. 83) ; Girault (Jean-Marie) (p. 86) ; Marchand (Philippe) (p. 62 ; 64 ; 103) ; Ornano (Paul d') (p. 92) ; Rudloff (Marcel) (p. 78).

Economie : Allouche (Guy) (p. 83) ; Giacobbi (François) (p. 75) ; Girod (Paul) (p. 67 ; 69) ; Goetschy (Henri) (p. 91) ; Lanier (Lucien) (p. 90) ; Lederman (Charles) (p. 79 ; 81) ; Marchand (Philippe) (p. 61 ; 104) ; Ornano (Charles) (p. 71) ; Ornano (Paul d') (p. 92) ; Pasqua (Charles) (p. 76).

Elections : Allouche (Guy) (p. 84) ; Giacobbi (François) (p. 73) ; Girault (Jean-Marie) (p. 87) ; Larché (Jacques) (p. 66) ; Marchand (Philippe) (p. 63 ; 103) ; Ornano (Charles) (p. 71) ; Rudloff (Marcel) (p. 78).

Environnement : Giacobbi (François) (p. 75).

Fiscalité locale : Allouche (Guy) (p. 84) ; Girod (Paul) (p. 69) ; Marchand (Philippe) (p. 63).

Fonctionnaires et agents publics (mutations) : Giacobbi (François) (p. 72) ; Pasqua (Charles) (p. 76).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : Girod (Paul) (p. 68).

Géographie : Girault (Jean-Marie) (p. 86).

Indépendantisme (mouvements indépendantistes) : Giacobbi (François) (p. 74) ; Ornano (Charles) (p. 70).

Jeunesse : Golliet (Jacques) (p. 93) ; Lanier (Lucien) (p. 90) ; Lederman (Charles) (p. 79) ; Ornano (Charles) (p. 71).

Langues et cultures régionales : Goetschy (Henri) (p. 90 ; 91) ; Lanier (Lucien) (p. 90) ; Lederman (Charles) (p. 81).

Listes électorales : Allouche (Guy) (p. 84 ; 85) ; Giacobbi (François) (p. 74) ; Golliet (Jacques) (p. 93) ; Lanier (Lucien) (p. 89) ; Larché (Jacques) (p. 67) ; Marchand (Philippe) (p. 63 ; 102) ; Ornano (Charles) (p. 71) ; Ornano (Paul d') (p. 92) ; Pasqua (Charles) (p. 77) ; Rudloff (Marcel) (p. 78).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Marchand (Philippe) (p. 104).

Missions d'information : Allouche (Guy) (p. 83) ; Girault (Jean-Marie) (p. 86) ; Larché (Jacques) (p. 64).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : Marchand (Philippe) (p. 61).

« Peuple corse » : Allouche (Guy) (p. 85) ; Giacobbi (François) (p. 72) ; Girault (Jean-Marie) (p. 87) ; Goetschy (Henri) (p. 91) ; Golliet (Jacques) (p. 92) ; Lanier (Lucien) (p. 88) ; Larché (Jacques) (p. 65 ; 66) ; Lederman (Charles) (p. 80) ; Marchand

(Philippe) (p. 64 ; 103) ; *Ornano (Charles)* (p. 70) ; *Ornano (Paul d')* (p. 91) ; *Pasqua (Charles)* (p. 77) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 79).

Projets de loi : *Marchand (Philippe)* (p. 72) ; *Pasqua (Charles)* (p. 75).

Rapports au Parlement : *Marchand (Philippe)* (p. 103).

Service public : *Lederman (Charles)* (p. 81).

Terrorisme : *Allouche (Guy)* (p. 83) ; *Giacobbi (François)* (p. 72 ; 75) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 87) ; *Girod (Paul)* (p. 69) ; *Golliet (Jacques)* (p. 92) ; *Lanier (Lucien)* (p. 88 ; 90) ; *Larché (Jacques)* (p. 65 ; 67) ; *Lederman (Charles)* (p. 80) ; *Marchand (Philippe)* (p. 102) ; *Ornano (Charles)* (p. 69 ; 70) ; *Ornano (Paul d')* (p. 92) ; *Pasqua (Charles)* (p. 76 ; 77).

Tourisme : *Giacobbi (François)* (p. 75) ; *Lederman (Charles)* (p. 81).

Transports : *Allouche (Guy)* (p. 83 ; 84) ; *Giacobbi (François)* (p. 75) ; *Girod (Paul)* (p. 68) ; *Lanier (Lucien)* (p. 90) ; *Lederman (Charles)* (p. 81) ; *Marchand (Philippe)* (p. 63 ; 104) ; *Ornano (Charles)* (p. 71) ; *Pasqua (Charles)* (p. 77).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (21 mars 1991) (p. 105 ; 155) ; (22 mars 1991) (p. 163 ; 201) : *MM. Paul Girod, rapporteur pour avis ; Paul Loridant, Emmanuel Hamel, Louis Minetti, Jacques Larché, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; Guy Allouche, François Giacobbi, Charles Pasqua, Marcel Rudloff, Charles Lederman, Lucien Lanier, Paul d'Ornano, Michel Darras, Franz Duboscq, Max Lejeune, Maurice Schumann, Jean Garcia, Jacques Golliet – Ernest Cartigny, Mme Hélène Luc, M. Charles Ornano.*

Art. 1^{er} (Consécration juridique de la notion de « peuple corse composante du peuple français ») (p. 105).

Parole sur l'article : *Paul Girod, Paul Loridant, Emmanuel Hamel, Louis Minetti* – « peuple corse ».

Adopté : amendement n° 1 de la commission : suppression de la référence à la notion de « peuple corse » et mention de la région Corse.

Devenu sans objet : amendement n° 109 de M. Robert Pagès, soutenu par Louis Minetti : intégration du « peuple corse » à la nation française.

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 115).

Art. 2 (Institution d'une collectivité territoriale à statut spécifique en application de l'article 72 de la Constitution) (p. 115).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : remplacement des mots : « collectivité territoriale de Corse » par les mots : « région Corse » et suppression du conseil exécutif de Corse.

Devenu sans objet : amendement n° 110 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du conseil exécutif de Corse.

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 117).

Art. 3 (Dispositions de coordination découlant de l'insertion dans le code électoral d'un titre nouveau relatif à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse) (p. 117).

Retiré : amendement n° 95 de M. François Giacobbi : application du droit commun électoral à la région de Corse.

– L'article 3 est adopté (p. 117).

Art. 4 (Dispositions de coordination découlant de l'insertion dans le code électoral d'un titre nouveau relatif à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse) (p. 118).

Retiré : amendement de suppression n° 96 de M. François Giacobbi.

– L'article 4 est adopté (p. 118).

Art. 5 (Suppression des indications relatives à la Corse dans le tableau n° 7 du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux) – Adopté (p. 118).

Art. 6 (Disposition de conséquence) – Adopté (p. 118).

Art. 7 (Composition et régime électoral de l'Assemblée de Corse : articles L. 364 à L. 383 du code électoral) (p. 118).

ART. L. 364 DU CODE ELECTORAL (Composition de l'Assemblée de Corse et durée du mandat de ses membres) (p. 118).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission.

Rejeté : amendement n° 111 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : augmentation du nombre de membres de l'Assemblée de Corse.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 120).

ART. L. 365 (Mode de scrutin) (p. 118).

Rejeté : amendement n° 112 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : choix du mode de scrutin dit « de la proportionnelle intégrale » pour l'élection des conseillers de Corse.

– Le texte proposé est adopté (p. 121).

ART. L. 366 (Mode de scrutin) (p. 118).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : octroi de huit sièges au titre de la prime majoritaire prévue par le mode de scrutin.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 121).

ART. L. 367 (Conditions d'éligibilité et inéligibilités) (p. 118).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : suppression de la référence au conseil exécutif de Corse.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 121).

ART. L. 368 (Incompatibilités) – Adopté (p. 121).

ART. L. 369 (Incompatibilités) – Adopté (p. 121).

ART. L. 369 BIS (Incompatibilités) (p. 118).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression de l'incompatibilité entre le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse et celui de conseiller général.

– Le texte proposé est supprimé (p. 123).

ART. L. 370 (Déclarations de candidature) – Adopté (p. 123).

ART. L. 371 (Déclarations de candidature) – Adopté (p. 123).

ART. L. 372 (Déclarations de candidature) – Adopté (p. 123).

ART. L. 373 (Déclarations de candidature) (p. 118).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : mise en place d'un seuil de fusionnement des listes au second tour.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 124).

ART. L. 374 (Déclarations de candidature) – Adopté (p. 124).

ART. L. 375 (Propagande) – Adopté (p. 124).

ART. L. 376 (Propagande) – Adopté (p. 124).

ART. L. 377 (Propagande) – Adopté (p. 124).

ART. L. 378 (Opérations préparatoires au scrutin) – Adopté (p. 124).

ART. L. 379 (Opérations de vote) (p. 119).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

Rejeté : amendement n° 113 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : désignation d'un représentant à la commission par chaque liste.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 125).

ART. L. 380 (Remplacement des conseillers à l'Assemblée de Corse) – Adopté (p. 125).

ART. L. 381 (Contentieux) – Adopté (p. 125).

ART. L. 382 (Contentieux) – Adopté (p. 125).

ART. L. 383 (Contentieux) – Adopté (p. 125).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté, (p. 125).

Art. 8 (Limitation du cumul des mandats électifs) (p. 125).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 125).

Art. 9 (*Application à l'élection des conseillers de Corse des plafonds de dépenses autorisées pour l'élection des conseillers régionaux*) – Adopté (p. 125).

Art. 10 (*Participation des membres de l'Assemblée de Corse au collège électoral des sénateurs*) – Adopté (p. 125).

Art. 11 (*Inscription des membres de l'Assemblée de Corse sur la liste des électeurs sénatoriaux*) – Adopté (p. 126).

Art. 12 (*Désignation d'un remplaçant dans le cas où un membre de l'Assemblée de Corse exerce un autre mandat lui donnant également la qualité d'électeur sénatorial*) – Adopté (p. 126).

Art. 13 (*Restrictions à la désignation des membres de l'Assemblée de Corse comme délégués des conseils municipaux*) – Adopté (p. 126).

Art. 14 (*Modalités de désignation des délégués de l'Assemblée de Corse aux collèges électoraux des sénateurs*) – Adopté (p. 126).

Art. 15 (*Siège de l'Assemblée de Corse et réunion de plein droit après son élection*) (p. 126).

Adopté : amendement n° 91 de M. Paul d'Ornano : modification du jour fixé pour la réunion de plein droit ; sous-amendement n° 190 de la commission.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 127).

Art. 16 (*Réunions de l'Assemblée de Corse*) (p. 127).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : cas où le jour d'ouverture de la session est un jour férié – N° 11 : conditions de convocation de sessions extraordinaires – Et n° 12 : suppression de l'organisation de la vacance du siège du président du conseil exécutif.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 128).

Art. 17 (*Publicité des débats de l'Assemblée de Corse*) (p. 128).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : suppression de la référence aux conditions de validité des délibérations de l'Assemblée.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 128).

Après l'art. 17 (p. 128).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : conditions de validité des délibérations de l'Assemblée.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 128).

Art. 18 (*Règles de quorum, de délégation de vote et de majorité*) – Adopté (p. 128).

Art. 19 (*Election du président de l'Assemblée de Corse*) (p. 128).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : organisation de la vacance du siège du président de l'Assemblée.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 128).

Art. 19 bis (*Election des membres du bureau de l'Assemblée de Corse*) (p. 128).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste.

Devenu sans objet : amendement n° 114 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia, analogue à l'amendement n° 16 de la commission : choix de la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste.

– L'article 19 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 129).

Art. 20 (*Pouvoir de police*) – Adopté (p. 130).

Après l'art. 20 (p. 130).

Retirés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Louis Minetti, n° 115 : rapport annuel spécial du président de

l'Assemblée (p. 138 ; précédemment réservé, p. 130) – N° 116 : suggestion du président de l'Assemblée au Gouvernement sur le fonctionnement des services publics de l'Etat en Corse (p. 138 ; précédemment réservé, p. 130) – N° 117 : pouvoirs du président de l'Assemblée (p. 139 ; précédemment réservé, p. 130) – Et n° 118 : arrêtés pris par le président de l'Assemblée (p. 139 ; précédemment réservé, p. 130).

Art. 21 (*Dispositions spécifiques aux salariés membres de l'Assemblée*) – Adopté (p. 130).

Art. 22 (*Règlement intérieur*) (p. 130).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : suppression de la référence à la compétence du tribunal administratif.

Rejeté : amendement n° 119 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : garantie du respect du pluralisme et de la proportionnelle dans les différentes instances de l'Assemblée.

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 131).

Art. 23 (*Compétences de l'Assemblée*) (p. 131).

Adoptés : amendements identiques n° 18 de la commission et n° 120 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la référence au mécanisme de contrôle du conseil exécutif.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Jean Garcia, n° 121 : élaboration du plan de développement et du schéma d'aménagement de la Corse par l'Assemblée de Corse – Et n° 122 : transfert de la totalité des compétences à l'Assemblée de Corse.

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 131).

Art. 24 (*Consultation et pouvoir de proposition de l'Assemblée*) (p. 131).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : conséquences de la suppression du conseil exécutif.

Retirés : amendements de coordination n°s 123 et 124 de M. Robert Pagès, soutenus par M. Jean Garcia.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 132).

Art. 25 (*Dissolution de l'Assemblée*) (p. 132).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° 20 de la commission et n° 125 de Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 132).

Chapitre II (De l'exécutif) (p. 132).

Intitulé du chapitre II.

Rejeté : amendement n° 126 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la division du chapitre II et de son intitulé.

– L'intitulé du chapitre II est adopté (p. 133).

Art. 26 (*Compétences du conseil exécutif*) (p. 133).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : pouvoir exécutif de l'Assemblée de Corse confié à son président et modifications consécutives.

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté.

Art. 27 (*Composition du conseil exécutif*) (p. 133).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : mise en place de la commission exécutive.

– L'article 27, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 134).

Section I (De l'élection du conseil exécutif) (p. 134).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de la commission.

– L'intitulé de la section I, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 135).

Art. 28 (*Election du conseil exécutif*) (p. 135).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : dispositions concernant la commission exécutive.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 135).

Art. 29 (*Vacance du siège d'un conseiller exécutif autre que le président*) (p. 135).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : dispositions concernant la vacance d'un siège de la commission exécutive.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 135).

Art. 30 (*Vacance du siège du président du conseil exécutif*) (p. 136).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : dispositions concernant la vacance du siège du président de l'Assemblée de Corse.

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 136).

Section II (*Du président du conseil exécutif*) (p. 136).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : importance du président de l'Assemblée de Corse.

– L'intitulé de la section II, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 136).

Art. 31 (*Pouvoirs du président du conseil exécutif*) (p. 136).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : suppression des délégations au conseil exécutif.

Retiré : amendement n° 127 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : cosignature des arrêts du président par le ou les membres du conseil exécutif.

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 137).

Art. 32 (*Rapport annuel présenté à l'Assemblée*) (p. 137).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : rétablissement du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie.

Rejeté : amendement n° 128 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : vote de l'Assemblée de Corse sur le rapport d'activité de son président.

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 137).

Art. 33 (*Suggestions sur le fonctionnement des services publics de l'Etat en Corse*) – Adopté (p. 137).

Art. 34 (*Arrêtés pris par le président du conseil exécutif*) (p. 137).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : pouvoir réglementaire président de l'Assemblée de Corse.

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 138).

Section III (*Des rapports entre l'assemblée et le conseil exécutif*) (p. 138).

Adopté : amendement n° 31 de la commission : suppression de la division de la section III et de son intitulé.

– La division et l'intitulé de la section III sont supprimés (p. 138).

Art. 35 (*Accès aux séances de l'Assemblée*).

Adopté : amendement de suppression n° 32 de la commission.

– L'article 35 est supprimé (p. 138).

Art. 36 (*Mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif*) (p. 139).

Adopté : amendement de suppression n° 33 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 129 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : motion de défiance de l'Assemblée de Corse à l'encontre de l'exécutif.

– L'article 36 est supprimé (p. 139).

Art. 37 (*Rapport spécial et ordre du jour*).

Adopté : amendement de coordination n° 34 de la commission.

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 140).

Art. 38 (*Adoption du budget*) (p. 140).

Adopté : amendement de coordination n° 35 de la commission.

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 140).

Art. 39 (*Mesures prises en application des délibérations de l'Assemblée*) (p. 140).

Adopté : amendement de coordination n° 36 de la commission.

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 140).

Art. 40 (*Contrôle de légalité*) (p. 140).

Adopté : amendement de coordination n° 37 de la commission.

Retiré : amendement de coordination n° 130 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti, identique à l'amendement n° 37 de la commission.

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 141).

Art. 41 (*Contrôle budgétaire*) (p. 141).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 70 : contrôles effectués par la Chambre régionale des comptes – N° 71 : suppression de la faculté donnée à la Chambre régionale des comptes de procéder à des vérifications sur demande du représentant de l'Etat et de la collectivité – Et n° 72 : saisine de la Chambre régionale des comptes.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 131 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 144).

Chapitre IV (*Du conseil économique, social et culturel de Corse*) (p. 144).

Intitulé du chapitre IV.

Adopté : amendement de coordination n° 38 de la commission.

– L'intitulé du chapitre IV, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 144).

Art. 42 (*Effectif des conseils consultatifs*) (p. 144).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : effectifs du conseil économique et social de Corse et du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 132 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 42, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 144).

Après l'art. 42 (p. 145).

Adoptés : amendements de la commission, n° 40 : règles de fonctionnement interne des conseils consultatifs – Et n° 41 : organismes représentés au sein du conseil consultatif.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 145).

Art. 43 (*Attributions du conseil économique et social*) (p. 145).

Adoptés : amendements de la commission, n° 42 : rétablissement du conseil économique et social – N° 43 : consultation du conseil économique et social – Et n° 44 : champ de compétences du conseil économique et social.

Retiré : amendement de coordination n° 133 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 146).

Art. 44 (*Attributions du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse*) (p. 146).

Adopté : amendement n° 45 de la commission : rétablissement du conseil de la culture et modifications consécutives.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 134 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 44, dans la rédaction de l'amendement n° 45, est adopté (p. 147).

Art. 45 (*Réunions conjointes des conseils consultatifs*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 147).

Adopté : amendement n° 46 de la commission : rétablissement de l'article dans une rédaction différente.

– L'article 45, dans la rédaction de l'amendement n° 46, est rétabli (p. 147).

Art. 46 (*Attributions du représentant de l'Etat*) (p. 147).

Adopté : amendement de coordination n° 47 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 135 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de la référence au président du conseil exécutif.

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 148).

Art. 47 (*Rapport sur l'activité des services de l'Etat*) (p. 148).

Adopté : amendement n° 136 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : débat de plein droit de l'Assemblée sur le rapport spécial présenté par le représentant de l'Etat.

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 148).

Art. 48 (*Pouvoirs de contrôle du représentant de l'Etat*) – Adopté (p. 148).

Art. 49 (*Carte scolaire des établissements d'enseignement secondaire*) (p. 148).

Adopté : amendement de coordination n° 48 de la commission.

– L'article 49, dans la rédaction de l'amendement n° 48, est adopté (p. 148).

Art. 50 (*Financement, construction, équipement et entretien des établissements dont l'Assemblée de Corse arrête la carte scolaire*) – Adopté (p. 149).

Art. 51 (*Enseignement supérieur*) (p. 149).

Adoptés : amendements de la commission, n° 187 : référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur – Et n° 49 : suppression du pouvoir de blocage de l'Université de Corse.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Louis Minetti, n° 137 : pouvoir de propositions du bureau de l'Assemblée de Corse – Et n° 138 : accroissement du rôle de l'Université de Corse.

Retiré : amendement n° 139 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : référence à la politique nationale de l'enseignement supérieur.

– L'article 51, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

Art. 52 (*Activités éducatives complémentaires et enseignement de la langue et de la culture corse*) (p. 150).

Adoptés : amendements de la commission, n° 50 de coordination – Et n° 51 : caractère facultatif des cours de langue corse.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Louis Minetti, n° 141 : organisation d'un débat à l'Assemblée de Corse sur le statut de co-officialité entre le français et la langue corse – Et n° 142 : établissement par l'Assemblée de Corse d'un statut de co-officialité entre le français et la langue corse.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 140 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 52, ainsi modifié, est adopté (p. 150).

Art. 53 (*Répartition des emplois dans les établissements de l'enseignement public*) – Adopté (p. 153).

Art. 54 (*Compétences de la collectivité territoriale de Corse dans le domaine de la communication audiovisuelle*) (p. 153).

Rejetés : amendement n° 144 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : représentation des différents courants d'opinions – Amendement n° 108 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Jacques Golliet : réalisation d'échanges avec l'étranger dans le secteur audiovisuel.

– L'article 54 est adopté (p. 154).

Art. 55 (*Compétences culturelles de la nouvelle collectivité territoriale*) (p. 154).

Adopté : amendement n° 52 de la commission : consultation des départements.

– L'article 55, ainsi modifié, est adopté (p. 154).

Art. 56 (*Compétences de la nouvelle collectivité territoriale dans le domaine de l'environnement*) (p. 154).

Adopté : amendement de coordination n° 53 de la commission.

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 154).

Après l'art. 56 (p. 154).

Retiré : amendement n° 145 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : création d'un conseil de surveillance du littoral.

Art. 57 (*Plan de développement de la Corse*) (p. 155).

Retirés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Louis Minetti, n° 146 : protection du littoral – Et n° 147 : suppression de la référence au conseil exécutif.

– L'article 57 est adopté (p. 155).

Art. 58 (*Schéma d'aménagement de la collectivité territoriale de Corse : articles L. 144-1 à L. 144-6 du code de l'urbanisme*) (p. 163).

ART. L. 144-1 DU CODE DE L'URBANISME (*Définition du schéma d'aménagement de la Corse*) – Adopté (p. 164).

ART. L. 144-2 (*Obligations mises au schéma d'aménagement de la Corse*) – Adopté (p. 164).

ART. L. 144-3 (*Elaboration du schéma d'aménagement de la Corse*) – Adopté (p. 164).

ART. L. 144-4 (*Révision du schéma d'aménagement de la Corse*) – Adopté (p. 164).

ART. L. 144-5 (*Opposabilité du schéma d'aménagement de la Corse*) (p. 164).

Adopté : amendement n° 188 de la commission : suppression de l'obligation rétroactive de mise en conformité des documents d'urbanisme existants avec le nouveau schéma d'aménagement.

Rejeté : amendement de suppression n° 150 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

Retirés : amendements identiques de suppression n° 94 de M. Paul d'Onano et n° 107 de M. François Giacobbi.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 166).

ART. L. 144-6 (*Composition du conseil des sites de Corse*) (p. 166).

Adopté : amendement n° 54 de la commission : présence des représentants de la région et des départements de Corse dans le conseil des sites de Corse.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 166).

– L'article 58, ainsi modifié, est adopté (p. 166).

Art. 58 bis (*Création d'une ressource fiscale nouvelle affectée à un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse*) (p. 166).

Adopté : amendement n° 73 de la commission saisie pour avis : alimentation du fonds d'aménagement et de développement de la Corse par une taxe sur l'hébergement touristique.

Rejeté : amendement de suppression n° 151 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 58 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 73, est adopté (p. 169).

Après l'art. 58 bis (p. 169).

Adopté : amendement n° 74 de la commission saisie pour avis : dégrèvement de 50 % de la taxe professionnelle pour les entreprises corses pendant cinq ans.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 170 de M. Etienne Dailly, soutenu par M. Ernest Cartigny : incitations fiscales à l'investissement en Corse.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 170).

Art. 59 (*Aides de la collectivité territoriale au développement économique*) (p. 172).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 75 de coordination et n° 76 : constitution possible par la région corse

de fonds de développement auprès de plusieurs établissements de capital-risque – Amendements identiques de coordination n° 175 de la commission et n° 152 de M. Robert Pagès, soutenus par M. Louis Minetti.

– L'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 173).

Après l'art. 59 (p. 173).

Rejeté : amendement n° 153 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : comité de coordination.

Art. 60 (*Propositions relatives au régime fiscal spécifique de la Corse et aux dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision*) (p. 173).

Adoptés : amendement n° 77 de la commission saisie pour avis : fonctionnement et mission de la commission paritaire État-région de Corse ; sous-amendement n° 192 de la commission : intervention d'un représentant de chacun des départements de Corse.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 154 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 60, dans la rédaction de l'amendement n° 77, est adopté (p. 175).

Après l'art. 60 (p. 175).

Rejeté : amendement de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti, n° 155 : publicité concernant l'utilisation des fonds destinés aux aides économiques – Et n° 156 : mise en place d'un comité régional des prix.

Art. 61 (*Orientations en matière de développement agricole*) – Adopté (p. 176).

Art. 62 (*Office du développement agricole et rural de Corse*) (p. 177).

Adopté : amendement n° 56 de la commission : désignation de son directeur par le président de l'Assemblée de Corse.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 157 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 62, ainsi modifié, est adopté (p. 177).

Art. 63 (*Office territorial d'équipement hydraulique*) (p. 177).

Adopté : amendement n° 57 de la commission : désignation de son directeur par le président de l'Assemblée de Corse.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 158 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 63, ainsi modifié, est adopté (p. 177).

Après l'art. 63 (p. 177).

Rejeté : amendement n° 159 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti : mise en place d'un comité consultatif de l'eau.

Art. 64 (*Représentation des organisations professionnelles agricoles et des organisations syndicales au sein des deux offices*) (p. 178).

Adopté : amendement n° 58 de la commission : désignation de la majorité des membres du conseil d'administration des deux offices par l'Assemblée de Corse.

– L'article 64, ainsi modifié, est adopté (p. 178).

Art. 65 (*Dotation aux offices territoriaux agricoles*) (p. 178).

Adopté : amendement n° 78 de la commission saisie pour avis : clarification des missions et du fonctionnement des deux offices.

– L'article 65, dans la rédaction de l'amendement n° 78, est adopté (p. 178).

Art. 65 bis (*Création d'une institution spécialisée en matière de développement touristique de l'île*) (p. 179).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 59 et n° 60.

– L'article 65 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 179).

Art. 66 (*Compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière de logement*) (p. 179).

Adopté : amendement de coordination n° 61 de la commission.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 160 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 66, ainsi modifié, est adopté (p. 179).

Art. 67 (*Schéma des transports interdépartementaux*) – Adopté (p. 179).

Art. 67 bis (*Transports ferroviaires*) – Adopté (p. 179).

Art. 68 (*Mise en oeuvre du principe de continuité territoriale, transports maritimes et aériens*) (p. 179).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 79 et 81, rédactionnels – N° 80 : maîtrise des prix du transport par la collectivité territoriale – Et n° 82 : fixation des conditions d'exploitation par la collectivité territoriale – Amendement n° 180 de la commission : pouvoir de concession accordée à la collectivité territoriale.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 161 : service public de transport entre la Corse et le continent – Et n° 162 : répartition de l'enveloppe de continuité territoriale.

Devenu sans objet : amendement n° 163 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Hélène Luc : concession à des compagnies publiques.

– L'article 68, ainsi modifié, est adopté (p. 183).

Art. 69 (*Statut et compétences de l'office des transports de la Corse*) (p. 183).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 83 : possibilité pour l'office de se faire communiquer les comptes des compagnies – Et n° 84 : présence des représentants des départements de Corse – Amendements de la commission, n° 181 : désignation du directeur de l'office par le président de l'Assemblée de Corse – Et n° 182, de coordination.

Rejeté : amendement n° 165 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Charles Lederman : composition et mission de l'office des transports.

– L'article 69, ainsi modifié, est adopté (p. 185).

Art. 70 (*Transfert à la collectivité territoriale de Corse de la voirie nationale*) (p. 185).

Adopté : amendement n° 85 de la commission saisie pour avis : subordination du transfert de la voirie nationale à une décision de la collectivité territoriale.

– L'article 70, dans la rédaction de l'amendement n° 85, est adopté (p. 187).

Art. 71 (*Compétences et actions en matière de formation professionnelle*) – Adopté (p. 187).

Art. 72 (*Compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière d'énergie*) (p. 187).

Rejeté : amendement n° 166 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Charles Lederman : établissement d'un rapport d'information sur la réalisation d'un gazoduc en Corse par le conseil économique, social et culturel de Corse.

– L'article 72 est adopté (p. 188).

Art. 73 (*Ressources et compensation de charges*) (p. 188).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 86 et 88, de coordination – N° 87 : dotation de continuité territoriale – Et n° 89 : document retraçant l'évolution du montant des ressources spécifiques attribuées à la région de Corse.

– L'article 73, ainsi modifié, est adopté (p. 189).

Art. 74 (*Financement des services et des établissements publics créés par la collectivité territoriale de Corse*) – Adopté (p. 189).

Art. 75 (*Principe de transfert des droits de consommation sur les alcools*) (p. 189).

Adopté : amendement n° 90 de la commission saisie pour avis : droit de consommation sur les alcools et généralisation du régime

d'acquit à caution pour la vente d'alcools destinés à la consommation en Corse.

Rejeté : sur l'amendement n° 90 de la commission saisie pour avis, sous-amendement n° 193 du Gouvernement : suppression de la généralisation du régime d'acquit à caution.

– L'article 75, dans la rédaction de l'amendement n° 90, est adopté (p. 190).

Art. 76 (*Mise à disposition des services de l'Etat participant à l'exercice des compétences transférées*) (p. 190).

Adopté : amendement n° 62 de la commission : statut des personnels exerçant les compétences transférées.

– L'article 76, ainsi modifié, est adopté (p. 190).

Art. 77 (*Mise à disposition des biens correspondant aux compétences transférées*) – Adopté (p. 191).

Art. 78 (*Inéligibilités spécifiques*) (p. 191).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° 63 de la commission et n° 167 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Charles Lederman.

– L'article 78, ainsi modifié, est adopté (p. 191).

Art. 79 (*Conditions d'application à la collectivité territoriale de Corse des règles relatives à la fonction publique territoriale*) (p. 191).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° 64 de la commission et n° 168 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Charles Lederman.

– L'article 79, ainsi modifié, est adopté (p. 191).

Art. 80 (*Refonte des listes électorales*) (p. 191).

Adopté : amendement de suppression n° 65 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 169 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Charles Lederman : cas des électeurs nés dans la commune, inscrits lors de leur majorité électorale et étant partis depuis.

– L'article 80 est supprimé (p. 198).

Art. 81 (*Dates respectives d'entrée en vigueur des diverses dispositions de la loi*) – Adopté (p. 198).

Art. 82 (*Dates respectives d'entrée en vigueur des diverses dispositions de la loi*) (p. 198).

Adoptés : amendements de la commission, n° 66, de coordination – Et n° 67, rédactionnel.

– L'article 82, ainsi modifié, est adopté (p. 198).

Art. 83 (*Délai-limite pour les transferts de compétences*) – Adopté (p. 198).

Art. 84 (*Substitution de la nouvelle collectivité territoriale de Corse à l'actuelle région de Corse*) (p. 198).

Adopté : amendement rédactionnel n° 68 de la commission.

– L'article 84, dans la rédaction de l'amendement n° 68, est adopté (p. 198).

Art. 85 (*Dispositions réglementaires d'application*) – Adopté (p. 198).

Intitulé (p. 198).

Adopté : amendement n° 69 de la commission « Projet de loi portant statut de la région de Corse ».

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 69, est adopté (p. 199).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 199, 201) : MM. François Giacobbi, Lucien Lanier, Guy Allouche, Charles Lederman, Jean Clouet, Charles Ornano ; intervention de MM. Emmanuel Hamel, Philippe Marchand, ministre ; et Jacques Larché, rapporteur.

Scrutin public n° 83 (p. 201).

Adoption (22 mars 1991) (p. 201).

Discussion (nouvelle lecture)

(11 avril 1991) (p. 428, 446).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 428, 437) : MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; François Giacobbi, Jacques Rocca Serra, Etienne Dailly, Robert Pagès, Lucien Lanier, Charles Ornano, Charles Pasqua, et les orateurs sur la motion.

Aménagement du territoire : Pagès (Robert) (p. 434).

Autonomisme (mouvements autonomistes) : Giacobbi (François) (p. 431) ; Larché (Jacques) (p. 430 ; 439 ; 443) ; Ornano (Charles) (p. 437).

Bicaméralisme : Giacobbi (François) (p. 431) ; Larché (Jacques) (p. 429).

Collectivités territoriales : Allouche (Guy) (p. 443).

Collectivités territoriales (institutions) : Allouche (Guy) (p. 444) ; Dailly (Etienne) (p. 439) ; Lanier (Lucien) (p. 436) ; Larché (Jacques) (p. 430) ; Marchand (Philippe) (p. 428 ; 429) ; Ornano (Charles) (p. 437) ; Pagès (Robert) (p. 434) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 433).

Conseil constitutionnel : Dailly (Etienne) (p. 437) ; Marchand (Philippe) (p. 438).

Conseil d'Etat : Dailly (Etienne) (p. 437 ; 439) ; Marchand (Philippe) (p. 438).

Constitution (art. 49-3) : Larché (Jacques) (p. 430).

Corse (île) : Lanier (Lucien) (p. 436).

Corse (région) : Allouche (Guy) (p. 436) ; Marchand (Philippe) (p. 428 ; 439).

Corse (spécificité) : Marchand (Philippe) (p. 428).

Décentralisation : Marchand (Philippe) (p. 428).

Economie : Allouche (Guy) (p. 444) ; Larché (Jacques) (p. 443) ; Ornano (Charles) (p. 437) ; Pagès (Robert) (p. 435) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 433 ; 434).

Elections : Allouche (Guy) (p. 443) ; Larché (Jacques) (p. 430) ; Marchand (Philippe) (p. 438) ; Ornano (Charles) (p. 437) ; Pagès (Robert) (p. 434).

Elus locaux : Larché (Jacques) (p. 440) ; Marchand (Philippe) (p. 429 ; 440).

Etat (rôle) : Marchand (Philippe) (p. 429).

Europe : Larché (Jacques) (p. 430 ; 439).

Fiscalité : Dailly (Etienne) (p. 434 ; 439) ; Marchand (Philippe) (p. 438).

Gouvernement : Pasqua (Charles) (p. 440).

Indépendantisme (mouvements indépendantistes) : Lanier (Lucien) (p. 436) ; Larché (Jacques) (p. 440).

Industrialisation : Pagès (Robert) (p. 435).

Jeunesse : Allouche (Guy) (p. 444).

Justice judiciaire : Marchand (Philippe) (p. 432).

Langues et cultures régionales : Allouche (Guy) (p. 441) ; Giacobbi (François) (p. 441) ; Marchand (Philippe) (p. 441).

Listes électorales : Allouche (Guy) (p. 444).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Dailly (Etienne) (p. 439) ; Giacobbi (François) (p. 431) ; Larché (Jacques) (p. 443) ; Marchand (Philippe) (p. 428).

« Peuple corse » : Allouche (Guy) (p. 445) ; Dailly (Etienne) (p. 439) ; Lanier (Lucien) (p. 436) ; Marchand (Philippe) (p. 438) ; Pagès (Robert) (p. 435) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 432).

Question préalable (procédure parlementaire) : Lanier (Lucien) (p. 436) ; Larché (Jacques) (p. 431) ; Ornano (Charles) (p. 437).

Sénat : *Allouche (Guy)* (p. 443) ; *Dailly (Etienne)* (p. 437) ; *Lanier (Lucien)* (p. 435) ; *Larché (Jacques)* (p. 443) ; *Ornano (Charles)* (p. 437).

Service public (transports) : *Marchand (Philippe)* (p. 438) ; *Pageès (Robert)* (p. 435).

Terrorisme : *Giacobi (François)* (p. 432) ; *Lanier (Lucien)* (p. 435 ; 436) ; *Larché (Jacques)* (p. 430 ; 443).

Transports : *Ornano (Charles)* (p. 437) ; *Rocca Serra (Jacques)* (p. 433).

Motion n° 1 de la commission, **tendant à opposer la question préalable** (p. 441) – *MM. Jacques Larché, rapporteur ; Guy Allouche.*

Adoption de la motion (11 avril 1991) (p. 446).

Rejet du projet de loi (11 avril 1991) (p. 446).

2. – Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes instituant une solidarité financière entre des communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de la ville, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et par M. Philippe Marchand ministre, délégué auprès du ministre de l'intérieur (16 janvier 1991) [n° 1899 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. René Dosièrre (19 mars 1991) [n° 1907 (9^e lég.)] – Avis oral de M. Alain Richard – Urgence – Discussion (20, 21 et 22 mars 1991) – Adoption (22 mars 1991) [n° 454].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements instituant une solidarité financière entre les communes d'Ile-de-France et modifiant le code des communes ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1991) [n° 242 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois et des affaires économiques – Rapport de M. Paul Girod (2 avril 1991) [n° 253 (90-91)] – Avis de M. Michel Rufin (2 avril 1991) [n° 252 (90-91)] – Avis de M. Jean Faure (2 avril 1991) [n° 251 (90-91)] – Discussion (2, 3 et 4 avril 1991) – Adoption (4 avril 1991) [n° 91].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi instituant des solidarités financières entre communes, entre départements et entre collectivités locales de la région d'Ile-de-France ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 avril 1991) [n° 1948 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. René Dosièrre (10 avril 1991) [n° 1954 (9^e lég.)] – Echee.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Paul Girod (11 avril 1991) [n° 267 (90-91)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (5 avril 1991) [n° 1948 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosièrre (10 avril 1991) [n° 1961 (90-91)] – Discussion (15 avril 1991) – Adoption (15 avril 1991) [n° 461].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 avril 1991) [n° 281 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (16 avril 1991) [n° 282 (90-91)] – Discussion (17 avril 1991) – Adoption (17 avril 1991) [n° 100].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi instituant des solidarités financières entre communes, entre départements et entre collectivités locales de la région d'Ile-de-France ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 avril 1991) [n° 1993 (9^e lég.)] – Renvoi à

la commission des lois – Rapport de M. René Dosièrre (18 avril 1991) [n° 1994 (9^e lég.)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 464].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes ».

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-291 DC du 6 mai 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 11 mai 1991) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-429 du 13 mai 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 14 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(2 avril 1991) (p. 217, 235) ; (3 avril 1991) (p. 242, 299) ; (4 avril 1991) (p. 307, 357).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 217, 235 ; 242, 276) : *MM. Michel Delebarre, ministre de la ville ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Charles Pasqua, Claude Estier – Roger Romani, René Monory, Robert Vizet, Jacques Belanger, Joël Bourdin, Jean Simonin, André Diligent, Georges Othily, Jean-Pierre Fourcade, Emmanuel Hamel, Paul Séramy, Robert-Paul Vigouroux, Jean-Marie Girault, Jean-Jacques Robert, Bernard Guyomard, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Saunier, Gérard Delfau, René Régnault.*

Cet texte vise, d'une part, à instituer une solidarité financière entre les communes par la création d'un nouveau concours particulier, appelé dotation de solidarité urbaine (DSU) et, d'autre part, à mettre en place une procédure de solidarité financière intercommunale spécifique à la région d'Ile-de-France.

Aménagement du territoire : *Faure (Jean)* (p. 227) ; *Monory (René)* (p. 247) ; *Poncelet (Christian)* (p. 230 ; 231) ; *Romani (Roger)* (p. 243) ; *Simonin (Jean)* (p. 253 ; 254).

Assemblée nationale (travaux) : *Bellanger (Jacques)* (p. 251) ; *Delebarre (Michel)* (p. 220) ; *Poncelet (Christian)* (p. 228).

Banlieues : *Delebarre (Michel)* (p. 218 ; 276) ; *Diligent (André)* (p. 255) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 260) ; *Larché (Jacques)* (p. 231) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Romani (Roger)* (p. 242) ; *Saunier (Claude)* (p. 268) ; *Simonin (Jean)* (p. 253).

Caen : *Girault (Jean-Marie)* (p. 263).

Collectivités territoriales (gestion) : *Bellanger (Jacques)* (p. 250) ; *Delebarre (Michel)* (p. 218) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 259) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 267) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Larché (Jacques)* (p. 231) ; *Romani (Roger)* (p. 245) ; *Séramy (Paul)* (p. 261) ; *Vizet (Robert)* (p. 248).

Comité des finances locales : *Delebarre (Michel)* (p. 220) ; *Régnault (René)* (p. 271).

Communes (gestion) : *Delebarre (Michel)* (p. 275) ; *Diligent (André)* (p. 256) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 263 ; 264) ; *Saunier (Claude)* (p. 269) ; *Vigouroux (Robert-Paul)* (p. 262).

Communication (nouvelles technologies) : *Monory (René)* (p. 246 ; 247).

Concurrence européenne : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 259).

Corse (région) : *Simonin (Jean)* (p. 253).

Culture : *Monory (René)* (p. 246).

Décentralisation : *Bellanger (Jacques)* (p. 251) ; *Delebarre (Michel)* (p. 272 ; 273) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 259) ; *Girod (Paul)* (p. 225) ; *Monory (René)* (p. 246 ; 247) ; *Saunier (Claude)* (p. 269) ; *Séramy (Paul)* (p. 262) ; *Simonin (Jean)* (p. 253).

Départements : *Girod (Paul)* (p. 225).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Delebarre (Michel)* (p. 275) ; *Othily (Georges)* (p. 257).

Dotation de solidarité urbaine (DSU) : *Bourdin (Joël)* (p. 252) ; *Delebarre (Michel)* (p. 273) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 258) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 268) ; *Girod (Paul)* (p. 223) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 260) ; *Poncelet (Christian)* (p. 229 ; 230) ; *Régnauld (René)* (p. 271) ; *Romani (Roger)* (p. 243) ; *Rufin (Michel)* (p. 225 ; 226) ; *Simonin (Jean)* (p. 252) ; *Vizet (Robert)* (p. 248).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Bellanger (Jacques)* (p. 251) ; *Bourdin (Joël)* (p. 252) ; *Delebarre (Michel)* (p. 219 ; 274) ; *Delfau (Gérard)* (p. 269) ; *Diligent (André)* (p. 255) ; *Faure (Jean)* (p. 227 ; 228) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 258 ; 259) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 232 ; 233) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 263 ; 264) ; *Girod (Paul)* (p. 222 ; 223 ; 224) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 261) ; *Larché (Jacques)* (p. 232) ; *Monory (René)* (p. 246) ; *Poncelet (Christian)* (p. 230) ; *Régnauld (René)* (p. 270 ; 271) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Romani (Roger)* (p. 245) ; *Rufin (Michel)* (p. 225) ; *Vizet (Robert)* (p. 249).

Elus locaux : *Delebarre (Michel)* (p. 220).

Emploi : *Girod (Paul)* (p. 222) ; *Othily (Georges)* (p. 257) ; *Vizet (Robert)* (p. 248).

Endettement : *Guyomard (Bernard)* (p. 266).

Entreprises : *Vizet (Robert)* (p. 249).

Equipements collectifs : *Delebarre (Michel)* (p. 218) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 233) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 264) ; *Monory (René)* (p. 247).

Essonne (département) : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265).

Fiscalité locale : *Bourdin (Joël)* (p. 252) ; *Delebarre (Michel)* (p. 218 ; 220) ; *Diligent (André)* (p. 255) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 259) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 268) ; *Girod (Paul)* (p. 224) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Larché (Jacques)* (p. 232) ; *Poncelet (Christian)* (p. 230) ; *Régnauld (René)* (p. 271) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Romani (Roger)* (p. 243 ; 245) ; *Rufin (Michel)* (p. 226) ; *Saunier (Claude)* (p. 269) ; *Séramy (Paul)* (p. 262) ; *Vizet (Robert)* (p. 247 ; 249).

Fontainebleau : *Séramy (Paul)* (p. 262).

Formation professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 272 ; 276) ; *Girod (Paul)* (p. 222) ; *Monory (René)* (p. 246) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Simonin (Jean)* (p. 253) ; *Romani (Roger)* (p. 242).

Gouvernement (politique) : *Delebarre (Michel)* (p. 272) ; *Vizet (Robert)* (p. 248).

Guyane : *Othily (Georges)* (p. 257).

Ile-de-France (région) : *Bellanger (Jacques)* (p. 251) ; *Delebarre (Michel)* (p. 219) ; *Delfau (Gérard)* (p. 270) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 258 ; 259) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 268) ; *Larché (Jacques)* (p. 231) ; *Poncelet (Christian)* (p. 229 ; 230) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Romani (Roger)* (p. 244) ; *Rufin (Michel)* (p. 226) ; *Simonin (Jean)* (p. 253 ; 254) ; *Vizet (Robert)* (p. 248).

Immigration : *Girod (Paul)* (p. 222) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 260).

Jeunesse : *Delebarre (Michel)* (p. 272) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266).

Liberté de circulation (CEE) : *Simonin (Jean)* (p. 253).

Lille (communauté urbaine) : *Diligent (André)* (p. 256).

Logement : *Delebarre (Michel)* (p. 217) ; *Romani (Roger)* (p. 242) ; *Simonin (Jean)* (p. 253).

Logement social : *Bellanger (Jacques)* (p. 250 ; 251) ; *Delebarre (Michel)* (p. 220 ; 274) ; *Diligent (André)* (p. 255) ; *Faure (Jean)* (p. 227) ; *Girod (Paul)* (p. 223) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Othily (Georges)* (p. 257) ; *Poncelet (Christian)* (p. 229 ; 230) ; *Romani (Roger)* (p. 243) ; *Rufin (Michel)* (p. 226) ; *Vigouroux (Robert-Paul)* (p. 263) ; *Vizet (Robert)* (p. 249).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Larché (Jacques)* (p. 232) ; *Poncelet (Christian)* (p. 230).

Marseille : *Vigouroux (Robert-Paul)* (p. 262).

Migrations : *Bourdin (Joël)* (p. 252) ; *Monory (René)* (p. 246) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 266).

Nanterre : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 267).

Paris (ville) : *Bellanger (Jacques)* (p. 250) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 263) ; *Romani (Roger)* (p. 244).

Projets de loi (examen) : *Guyomard (Bernard)* (p. 266) ; *Larché (Jacques)* (p. 231) ; *Pasqua (Charles)* (p. 233) ; *Poncelet (Christian)* (p. 228) ; *Rufin (Michel)* (p. 225) ; *Séramy (Paul)* (p. 261).

Régions : *Girod (Paul)* (p. 225).

Roubaix : *Diligent (André)* (p. 256).

Saint-Brieuc : *Saunier (Claude)* (p. 268).

Sécurité : *Hamel (Emmanuel)* (p. 260) ; *Simonin (Jean)* (p. 253).

Sénat (rôle) : *Poncelet (Christian)* (p. 231).

Sénat (travaux) : *Estier (Claude)* (p. 234) ; *Girod (Paul)* (p. 217) ; *Larché (Jacques)* (p. 217 ; 231) ; *Poncelet (Christian)* (p. 229 ; 234).

Taxe d'habitation : *Vizet (Robert)* (p. 250).

Taxe professionnelle : *Régnauld (René)* (p. 270 ; 271) ; *Vizet (Robert)* (p. 250).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Vizet (Robert)* (p. 250).

Transports en commun : *Delebarre (Michel)* (p. 219).

Urbanisation : *Delebarre (Michel)* (p. 217 ; 218) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 264) ; *Girod (Paul)* (p. 222) ; *Simonin (Jean)* (p. 254) ;

Villes : *Bellanger (Jacques)* (p. 250) ; *Delebarre (Michel)* (p. 272) ; *Girod (Paul)* (p. 222) ; *Vizet (Robert)* (p. 247).

Zones rurales : *Bellanger (Jacques)* (p. 250 ; 251) ; *Bourdin (Joël)* (p. 252) ; *Delebarre (Michel)* (p. 220 ; 275) ; *Delfau (Gérard)* (p. 270) ; *Faure (Jean)* (p. 227 ; 228) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 259) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 232 ; 233) ; *Girod (Paul)* (p. 224) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 261) ; *Monory (René)* (p. 246) ; *Poncelet (Christian)* (p. 229 ; 230) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 265) ; *Romani (Roger)* (p. 244) ; *Rufin (Michel)* (p. 225) ; *Saunier (Claude)* (p. 269) ; *Simonin (Jean)* (p. 253 ; 254) ; *Vizet (Robert)* (p. 249).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 276, 299 ; 306, 357) :
MM. Paul Girod, rapporteur ; Michel Delebarre, ministre ; Louis de Catuelan, Jacques Bellanger, Michel Rufin, rapporteur pour avis ; Robert Vizet, Jean Faure, rapporteur pour avis ; Christian Bonnet, Jean-Pierre Fourcade, René Régnauld, Jean-Marie Girault, Robert Calmejane, Geoffroy de Montalembert, André Diligent, André Fosset, Gérard Delfau, Robert-Paul Vigouroux, Emmanuel Hamel, Christian Poncelet, président de la commission – Robert Pagès, Henri Bangou, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roger Romani, Roger Chénard, Jean Chérioux, Charles Pasqua, André-Georges Voisin, Roger Besse, Michel Moreigne, René Monory, Jean Pépin, Hubert d'Andigné.

TITRE PREMIER

DE LA SOLIDARITE FINANCIERE ENTRE LES COMMUNES

Art. 1^{er} A (Codification au sein du code des communes du régime d'indexation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 276).

Parole sur l'article : MM. Louis de Catuelan, Jacques Bellanger.

Adoptés : amendements de la commission, n° 61 : indexation de la DGF à partir de 1991 sur le PIB en valeur – Et n° 62 : montant de la régularisation.

Retiré : amendement de suppression n° 20 de la commission des lois saisie pour avis.

Devenu sans objet : amendement n° 88 de M. Robert Vizet : correction de la perte de recettes supportée en 1990.

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 280).

Art. 1^{er} B (Suppression de la fraction de la prise en compte des résidences secondaires pour le calcul de la dotation de péréquation répartie en fonction du revenu) (p. 280).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 63 de la commission, n° 21 de la commission des lois saisie pour avis et n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

– L'article 1^{er} B est supprimé (p. 282).

Art. 1^{er} C (*Demande de simulation sur la modification de la définition du potentiel fiscal*) (p. 282).

Parole sur l'article : MM. Christian Bonnet, Jacques Bellanger.

Adopté : amendement de suppression n° 64 de la commission.

Retiré : amendement n° 110 de M. Jacques Bellanger, soutenu par M. René Régnault : prise en compte des bases exonérées temporairement pour la définition du potentiel fiscal (4 avril 1991 p. 346 ; précédemment réservé p. 284).

– L'article 1^{er} C est supprimé (p. 284).

Après l'art. 1^{er} C (p. 284).

Adopté : amendement n° 59 de la commission : logement social en milieu rural (4 avril 1991 p. 349 ; précédemment réservé p. 284).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (4 avril 1991 p. 349).

Art. 1^{er} (*Modification des concours particuliers au sein de la DGF*) (p. 285).

Adopté : amendement rédactionnel n° 65 de la commission.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 285).

Art. 2 (*Part réservée à la dotation supplémentaire aux communes touristiques et thermales*) (p. 285).

Adopté : amendement rédactionnel n° 66 de la commission.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 285).

Art. 2 bis (*Extension des communes éligibles de la dotation particulière aux villes-centre*) (p. 285).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 67 de la commission et n° 23 de la commission des lois saisie pour avis.

– L'article 2 bis est supprimé (p. 286).

Après l'art. 2 bis (p. 286).

Rejeté : amendement n° 89 de M. Robert Vizet : liberté de vote des taux de la fiscalité locale.

Avant l'art. 3 (p. 287).

Retiré : amendement n° 124 de M. Robert Calmejeane : substitution de la notion de bases nettes à celle bases brutes des quatre taxes directes locales dans la définition du potentiel fiscal (4 avril 1991 p. 387 ; précédemment réservé p. 287).

Art. 3 (*Critères d'éligibilité, montant et répartition de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 291).

Parole sur l'article : M. Jacques Bellanger.

Adoptés : amendements de la commission n° 68 : nouvelle rédaction du paragraphe 1 de l'article 3 relatif à l'institution d'une dotation de solidarité urbaine – N° 69 : indice des charges à caractère social de la commune – N° 70 : bases nettes des quatre taxes directes locales – N° 71 : appréciation du seuil de dix mille habitants selon les règles de la DGF – Et n° 73 : de coordination – Amendement de la commission des lois saisie pour avis, n° 24 : abaissement du nombre de logements sociaux nécessaires à l'éligibilité de la dotation de solidarité urbaine – Sur les amendements de la commission, n° 69 et n° 3, sous-amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 138 et n° 25.

Rejetés : amendement n° 51 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des groupements de communes rurales ayant dans leur objet un projet de développement économique local – Amendements de M. Jean-Marie Girault, n° 104 : financement de la dotation de solidarité urbaine à partir de la masse globale de la DGF – Et n° 105 : taux de progression de la dotation de solidarité urbaine – Amendements identiques n° 106 de M. Jean-Marie Girault et n° 111 de M. Jacques Bellanger : critère d'effort fiscal.

Retiré : amendement n° 72 de la commission : rapport des conseils municipaux des communes sur les actions conduites en vue de

l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté.

Devenu sans objet : amendement n° 114 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Jacques Bellanger : exclusion des populations carcérales dans le calcul des rapports entre le nombre des logements sociaux et la population de la commune.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 298).

Avant l'art. 3 bis (p. 288).

Adoptés : amendements de la commission, n° 74 : définition de l'indice des charges de caractère social des communes ; sous-amendements, n° 137 de la commission des lois saisie pour avis et n° 123 de M. Geoffroy de Montalembert.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 291 ; priorité ordonnée p. 287).

Art. 3 bis (*Simulations relatives à l'amélioration de la définition des logements sociaux*) (p. 307).

Adopté : amendement de suppression n° 75 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 26 de la commission des lois saisie pour avis : simulation pour les critères de sélection des communes contributives à la dotation de solidarité urbaine – Et n° 115 de M. Jacques Bellanger : prise en compte des personnes ne bénéficiant pas de l'aide au logement.

– L'article 3 bis est supprimé (p. 308).

Art. 4 (*Réduction différenciée de la garantie minimale de progression*) (p. 309).

Parole sur l'article : M. Jacques Bellanger.

Adoptés : amendement n° 76 de la commission : nouvelle rédaction de cet article ; sous-amendements, n° 133 de M. Marcel Costes et n° 15 de M. André Fosset.

Devenus sans objet : amendements de la commission des lois saisie pour avis, n° 27 : taux de progression – N° 28 : suppression de la référence à l'effort fiscal – N° 29 : comparaison du potentiel fiscal par habitant au potentiel fiscal moyen national par habitant des seules communes de plus dix mille habitants – N° 30 à 34, de coordination – Et n° 35 : suppression du dispositif transitoire – Amendement n° 125 de M. Jacques Valade, soutenu par M. Roger Romani : cas des villes-centre de groupements de communes à fiscalité propre – Amendement n° 91 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : potentiel fiscal moyen régional par habitant – Amendement n° 19 de M. Paul Séramy : communes dont la part de la taxe professionnelle est inférieure à 40 % des recettes fiscales directes.

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 76, ainsi modifié, est adopté (p. 316).

Après l'art. 4 (p. 316).

Adopté : amendement n° 77 de la commission : indice des charges à caractère social des communes.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 316).

Art. 5 (*Dispositions transitoires*) (p. 316).

Adopté : amendement n° 36 de la commission des lois saisie pour avis : taux de progression de la dotation globale de fonctionnement.

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 36, est adopté (p. 317).

Après l'art. 5 (p. 317).

Adopté : amendement n° 37 de la commission des lois saisie pour avis : différence entre les attributions au titre de la DGF et celles résultant de l'application de la présente loi.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 317).

Art. 6 (*Application de la dotation de solidarité urbaine aux communes des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales à statut spécial*) (p. 317).

Adopté : amendement de précision n° 38 de la commission des lois saisie pour avis.

Retiré : amendement n° 2 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Louis de Catuelan : notion de logement social dans les départements d'outre-mer.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 319).

Après l'art. 6 (p. 319).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Louis de Catuelan : communication des simulations concernant l'application du régime métropolitain de la DGF aux communes des départements d'outre-mer.

Retirés : amendements de M. Louis Virapoullé, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 3 : communes de La Réunion – N° 4 : prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal des communes des départements d'outre-mer – N° 5 : prise en compte de l'octroi de mer dans le calcul de l'effort fiscal dans les communes de La Réunion – Amendement n° 131 de M. Henri Bangou : conditions d'établissement des critères de calcul et de répartition de la DGF dans les départements d'outre-mer.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 320).

TITRE II

DE LA SOLIDARITE ENTRE LES COMMUNES D'ILE-DE-FRANCE

Intitulé du titre II (p. 332).

Adopté : amendement n° 139 de la commission : « de la coopération et de la solidarité dans la région d'Ile-de-France ».

– L'intitulé du titre II, ainsi modifié, est adopté (p. 333 ; précédemment réservé p. 320).

Art. 7 (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 321).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roger Romani, Jean-Pierre Fourcade, Michel Delebarre.*

Adopté : amendement de la commission n° 79 : nouvelle rédaction de cet article.

Retiré : amendement de suppression n° 40 de la commission des lois saisie pour avis.

Devenus sans objet : amendements de M. Jacques Bellanger, n° 118 : prélèvement sur les allocations perçues au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle – Et n° 119 : critères d'effort fiscal – Amendement n° 132 de M. Emmanuel Hamel, soutenu par M. Roger Chinaud : inscription du prélèvement supplémentaire sur les documents fiscaux – Amendement n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Robert Vizet : critère de revenu imposable par habitant.

Explications de vote sur l'article : *MM. Jean Chérioux, Jacques Bellanger, Charles Pasqua, Robert Vizet, André-Georges Voisin.*

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 79, est adopté (p. 332).

Art. 7 bis (*Report au 1^{er} janvier 1992 du volet relatif à la solidarité en région d'Ile-de-France et instauration d'un prêt exceptionnel*) (p. 332).

Adopté : amendement n° 80 de la commission : mise en place d'un prêt de la Caisse des dépôts et consignations.

– L'article 7 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 80, est adopté (p. 332).

Après l'art. 7 bis (p. 332).

Adopté : amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Fourcade : modification du taux de la taxe professionnelle.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 332).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 8 (p. 333).

Adopté : amendement n° 80 de la commission : crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de

l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 334).

Art. 8 (*Mise en oeuvre de la dotation de solidarité urbaine en 1991 par imputation sur la régularisation de la DGF de 1990*) (p. 334).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° 82 de la commission et n° 42 de la commission des lois saisie pour avis.

– L'article 8 est supprimé (p. 334).

Art. 9 (*Report de la date limite d'adoption des budgets en Ile-de-France*) (p. 334).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° 83 de la commission et n° 43 de la commission des lois saisie pour avis.

– L'article 9 est supprimé (p. 334).

Avant l'art. 10 (p. 341).

Retiré : amendement n° 58 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : critères de calcul de la dotation de compensation.

Art. 10 (*Institution d'un mécanisme de solidarité financière inter-départementale*) (p. 334).

Parole sur l'article : *MM. Roger Besse, Christian Poncelet.*

Adopté : amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : nouvelle rédaction de cet article.

Devenu sans objet : amendement n° 54 de M. Michel Moreigne : application dès 1991, du mécanisme de solidarité.

Explications de vote sur l'article : *MM. René Monory, Charles Pasqua, Roger Chinaud.*

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 60, est adopté (p. 341 ; priorité ordonnée p. 334).

Art. 11 (*Demande de simulation relative à la définition du potentiel fiscal*) (p. 343).

Parole sur l'article : *M. Hubert d'Andigné.*

Adoptés : amendement n° 84 de la commission : nouvelle rédaction de cet article ; sous-amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n°s 54, 55 et 56 ; sous-amendements, n° 136 de M. Jean Pépin et n° 22 de la commission des lois saisie pour avis.

Retiré : sur l'amendement n° 84 de la commission ; sous-amendement n° 52 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

Explications de vote sur l'article : *M. Jacques Bellanger.*

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 84, est adopté (p. 348).

Après l'art. 11 (p. 348).

Adopté : amendement n° 85 de la commission : nouvelle répartition de la DGF.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Art. 12 (*Demande de simulation sur la création d'une dotation pour les communes rurales*) (p. 349).

Adopté : amendement de suppression n° 140 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 103 de M. Emmanuel Hamel : communes de piémont.

– L'article 12 est supprimé (p. 350).

Art. 13 (*Application de la loi dans les départements d'outre-mer*) (p. 350).

Adopté : amendement de coordination n° 48 de la commission.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 350).

Après l'art. 13 (p. 350).

Rejeté : amendement n° 122 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Jacques Bellanger : perte de recettes de taxe professionnelle dans une communauté urbaine ou un district à fiscalité propre.

Retiré : amendement n° 121 de M. René Régnault, soutenu par M. Jacques Bellanger : pondération de la réduction de la taxe professionnelle.

Intitulé (p. 351).

Adopté : amendement n° 141 de la commission : « Projet de loi instituant des solidarités financières entre communes, entre départements et entre collectivités locales de la région d'Ile-de-France ».

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 141, est adopté (p. 352).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 352, 357) : MM. Roger Chinaud, Jean Clouet, Jacques Bellanger, Robert Pagès, Jean Simonin, Xavier de Villepin ; intervention de MM. Michel Delebarre, ministre ; Paul Girod, rapporteur.

Adoption (4 avril 1991) (p. 357).

Discussion (nouvelle lecture)

(17 avril 1991) (p. 500, 532).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 500, 511) : MM. Michel Delebarre, ministre de la ville ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Roger Romani, Jacques Bellanger, Roger Rigaudière, Robert Vizet.

Allocation logement : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Delebarre (Michel) (p. 509 ; 511) ; Vizet (Robert) (p. 508).

Assemblée nationale (travaux) : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Girod (Paul) (p. 502) ; Romani (Roger) (p. 506).

Cantal (département) : Delebarre (Michel) (p. 511) ; Rigaudière (Roger) (p. 508).

Chômage : Vizet (Robert) (p. 508).

Collectivités territoriales : Delebarre (Michel) (p. 509 ; 510) ; Poncelet (Christian) (p. 504) ; Vizet (Robert) (p. 508).

Comité des finances locales : Delebarre (Michel) (p. 501) ; Girod (Paul) (p. 503).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Girod (Paul) (p. 502 ; 503) ; Poncelet (Christian) (p. 505) ; Romani (Roger) (p. 506).

Décentralisation : Delebarre (Michel) (p. 510) ; Poncelet (Christian) (p. 504 ; 505).

Départements : Delebarre (Michel) (p. 510).

Dotation de solidarité urbaine (DSU) : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Delebarre (Michel) (p. 500 ; 501 ; 510 ; 511) ; Girod (Paul) (p. 502) ; Poncelet (Christian) (p. 505) ; Rigaudière (Roger) (p. 508) ; Romani (Roger) (p. 506) ; Vizet (Robert) (p. 508).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : Girod (Paul) (p. 502 ; 503) ; Romani (Roger) (p. 506) ; Vizet (Robert) (p. 508).

Fiscalité locale : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Delebarre (Michel) (p. 511) ; Vizet (Robert) (p. 508 ; 509).

Ile-de-France (région) : Delebarre (Michel) (p. 500 ; 501 ; 509) ; Girod (Paul) (p. 502).

Logement social : Delebarre (Michel) (p. 501 ; 509 ; 511) ; Girod (Paul) (p. 502 ; 503) ; Romani (Roger) (p. 506) ; Vizet (Robert) (p. 508).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Girod (Paul) (p. 504).

Marseille : Delebarre (Michel) (p. 510).

Paris (élus locaux) : Girod (Paul) (p. 509).

Paris (ville) : Girod (Paul) (p. 502).

Projets de loi (examen) : Delebarre (Michel) (p. 510 ; 511) ; Poncelet (Christian) (p. 505 ; 511).

Question préalable (procédure parlementaire) : Girod (Paul) (p. 504).

Sénat (rôle) : Girod (Paul) (p. 504) ; Poncelet (Christian) (p. 504) ; Romani (Roger) (p. 506).

Sénat (travaux) : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Girod (Paul) (p. 509).

Taxe d'habitation : Vizet (Robert) (p. 509).

Taxe professionnelle : Vizet (Robert) (p. 509).

Urgence (procédure parlementaire) : Delebarre (Michel) (p. 510) ; Poncelet (Christian) (p. 505 ; 511) ; Romani (Roger) (p. 506).

Zones rurales : Bellanger (Jacques) (p. 507) ; Girod (Paul) (p. 503) ; Rigaudière (Roger) (p. 508).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 511, 532) : MM. Paul Girod, rapporteur, Michel Delebarre, ministre ; André Diligent, Michel Moreigne, Jean Faure, Jacques Bellanger, Emmanuel Hamel, François Gerbaud.

Art. 1^{er} A (p. 511).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 512).

Art. 1^{er} B (p. 512).

Adopté : amendement de suppression n° 2 de la commission.

– L'article 1^{er} B est supprimé (p. 512).

Art. 1^{er} C (p. 512).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission.

– L'article 1^{er} C est supprimé (p. 512).

Art. 1^{er} D (p. 512) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 1^{er} D, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 513).

Art. 2 bis (p. 513).

Adopté : amendement de suppression n° 5 de la commission.

– L'article 2 bis est supprimé (p. 513).

Art. 3 (p. 513).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 6 et 7 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 514).

Art. 3 bis AA (Rapport présenté au conseil municipal par le maire d'une commune bénéficiaire de la dotation de solidarité urbaine) (p. 514).

Parole sur l'article : M. Paul Girod, rapporteur.

– L'article 3 bis AA est adopté (p. 314).

Art. 3 bis A (Calcul de l'indice des charges à caractère social de la commune) (p. 514) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 8 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

Explications de vote sur l'article : M. André Diligent.

– L'article 3 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est rétabli (p. 516).

Art. 3 bis (p. 516).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de la commission.

– L'article 3 bis est supprimé (p. 516).

Art. 4 (p. 516).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 517).

Art. 4 bis (p. 517) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 4 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est rétabli (p. 517).

Art. 5 (p. 517).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 517).

Art. 5 bis (p. 518) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 13 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est rétabli (p. 518).

Art. 6 bis – Adopté (p. 518).

TITRE II

DE LA SOLIDARITE ENTRE LES COMMUNES D'ILE-DE-FRANCE

Intitulé du titre II (p. 518).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'intitulé du titre II, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 518).

Art. 7 (p. 518).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 520).

Art. 7 bis A (*Obligation pour le maire d'une commune bénéficiaire d'une attribution du fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France de présenter un rapport devant le conseil municipal*) (p. 520).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission.

– L'article 7 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 520).

Art. 7 bis (*Instauration d'une enveloppe de prêts sans intérêt pour les communes bénéficiaires du mécanisme de solidarité en Ile-de-France*) (p. 520).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 7 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 520).

Art. 7 ter (*Possibilité pour les collectivités locales d'Ile-de-France d'augmenter leur taux de taxe professionnelle*) (p. 520) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 18 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 7 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est rétabli (p. 521).

Art. 8 A (*Crédits affectés par les départements au financement d'actions conduites en vue de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers défavorisés*) (p. 521) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 19 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 8 A, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est rétabli (p. 521).

Art. 8 (p. 521).

Adopté : amendement de suppression n° 29 de la commission.

– L'article 8 est supprimé (p. 521).

Art. 10 (p. 521).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

Rejeté : sur l'amendement n° 20 de la commission ; sous-amendement n° 28 de M. Michel Moreigne.

Devenu sans objet : amendement n° 27 de M. Michel Moreigne : application dès 1991 du mécanisme de solidarité financière entre les départements.

Explications de vote sur l'article : *MM. Jean Faure, Jacques Bellanger, Emmanuel Hamel.*

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est adopté (p. 524).

Art. 10 bis (*Dotation particulière de solidarité urbaine*) (p. 524).

Adopté : amendement de suppression n° 21 de la commission.

– L'article 10 bis est supprimé (p. 525).

Art. 11 (p. 525).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 527).

Art. 11 bis (*Demande de simulation portant simplification du régime de répartition de la DGF*) (p. 527) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 23 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 11 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est rétabli (p. 528).

Art. 12 (p. 528).

Adopté : amendement de suppression n° 24 de la commission.

– L'article 12 est supprimé (p. 528).

Art. 13 (p. 528) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 25 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 13, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est rétabli (p. 528).

Intitulé (p. 528).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 528).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 528, 532) : *MM. Jacques Bellanger, Jean Faure, Emmanuel Hamel, Roger Romani, Robert Vizet ; intervention de MM. Michel Delebarre, ministre ; Christian Poncelet, président de la commission.*

Adoption (17 avril 1991) (p. 532).

3. – **Projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (27 août 1990) [n° 1581 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission spéciale – Rapport de M. Christian Pierret (20 décembre 1990) [n° 1888 (9^e lég.)] – Discussion (25, 26, 27, 28 mars, 2, 4, 5, 8 avril 1991) – Adoption (8 avril 1991) [n° 458].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 avril 1991) [n° 269 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Paul Graziani (5 juin 1991) [n° 358 (90-91)] – Avis de M. Paul Girod (7 juin 1991) [n° 364 (90-91)] – Discussion (11, 12, 13, 14 juin, 2, 3 juillet 1991) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 156].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 juillet 1991) [n° 2204 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(11 juin 1991) (p. 1506, 1542); (12 juin 1991) (p. 1550, 1603); (13 juin 1991) (p. 1613, 1665); (14 juin 1991) (p. 1679, 1721); (2 juillet 1991) (p. 2366, 2380); (3 juillet 1991) (p. 2418, 2488).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1506, 1542); (p. 1550, 1576): MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales; Jean-Claude Bury, premier vice-président de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Alex Raymond, rapporteur du Conseil économique et social; Paul Graziani, rapporteur de la commission des lois; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Daniel Hoeffel, Hubert Haenel, Georges Berchet, Gérard Delfau, Ivan Renar, Bernard Barbier, Jean Huchon, Jacques Oudin, Georges Mouly, Claude Saunier, Mme Paulette Fost, MM. Jean Puech, Jacques Moutet, Roger Rigaudière, Jacques Bimbenet, Franck Sérusclat, Jean Boyer, Pierre Dumas, Roland du Luart, Philippe François, Georges Othily, Lucien Neuwirth, René Trégouët, René Régnauld et les orateurs sur la motion.

Administration centrale et services extérieurs: Graziani (Paul) (p. 1514); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1506).

Aménagement du territoire: François-Poncet (Jean) (p. 1522); Huchon (Jean) (p. 1552).

Aménagement rural: François-Poncet (Jean) (p. 1523).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRAEL): Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1530).

Chambres régionales des comptes: Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1531); Girod (Paul) (p. 1517).

Circonscriptions administratives territoriales: Saunier (Claude) (p. 1555); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1574); Trégouët (René) (p. 1568).

Communes: Allouche (Guy) (p. 1527); Fost (Paulette) (p. 1557); Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1530; 1532); Huchon (Jean) (p. 1551); Lederman (Charles) (p. 1524; 1525); Régnauld (René) (p. 1533); Renar (Ivan) (p. 1540).

Communes rurales: Berchet (Georges) (p. 1538); François-Poncet (Jean) (p. 1523); Mouly (Georges) (p. 1555).

Conseil constitutionnel (jurisprudence): Lederman (Charles) (p. 1523; 1525).

Conseil économique et social (avis): Bury (Jean-Claude) (p. 1511).

Conseils généraux: Puech (Jean) (p. 1558).

Conseils généraux (gestion de fait): Puech (Jean) (p. 1557); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1573).

Conseils municipaux: Bury (Jean-Claude) (p. 1512); Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1531); Saunier (Claude) (p. 1555); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1507).

Constitution: Allouche (Guy) (p. 1526).

Contrats de plan: Dumas (Pierre) (p. 1563).

Coopération intercommunale: Allouche (Guy) (p. 1526; 1528); Barbier (Bernard) (p. 1550); Berchet (Georges) (p. 1538); Bimbenet (Jacques) (p. 1561); Boyer (Jean) (p. 1562; 1563); Bury (Jean-Claude) (p. 1512); Delfau (Gérard) (p. 1539; 1540); Fost (Paulette) (p. 1556); François (Philippe) (p. 1565; 1566); François-Poncet (Jean) (p. 1522); Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1531); Girod (Paul) (p. 1517); Graziani (Paul) (p. 1515); Haenel (Hubert) (p. 1537); Hoeffel (Daniel) (p. 1535); Huchon (Jean) (p. 1551; 1552); Lederman (Charles) (p. 1523; 1524); Luart (Roland du) (p. 1564); Mouly (Georges) (p. 1554); Moutet (Jacques) (p. 1559); Oudin (Jacques) (p. 1552); Poncelet (Christian) (p. 1521); Puech (Jean) (p. 1558); Régnauld (René) (p. 1533; 1570); Renar (Ivan) (p. 1540); Rigaudière (Roger) (p. 1560); Saunier (Claude) (p. 1555; 1557); Sérusclat (Franck) (p. 1561); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1508; 1509; 1572; 1573; 1574; 1575); Trégouët (René) (p. 1568; 1569).

Coopération intercommunale (fiscalité locale): Barbier (Bernard) (p. 1551); Bury (Jean-Claude) (p. 1513); Girod (Paul) (p. 1518);

Graziani (p. 1516); Lederman (Charles) (p. 1525); Luart (Roland du) (p. 1565); Moutet (Jacques) (p. 1559); Poncelet (Christian) (p. 1521); Régnauld (René) (p. 1534); Renar (Ivan) (p. 1540); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1509; 1571).

Décentralisation: Allouche (Guy) (p. 1526; 1527); Bimbenet (Jacques) (p. 1560); François-Poncet (Jean) (p. 1522); Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1529; 1530); Graziani (Paul) (p. 1513); Huchon (Jean) (p. 1551; 1552); Larché (Jacques) (p. 1519); Lederman (Charles) (p. 1524); Moutet (Jacques) (p. 1559); Poncelet (Christian) (p. 1521; 1522); Puech (Jean) (p. 1558); Régnauld (René) (p. 1532; 1533); Rigaudière (Roger) (p. 1560); Saunier (Claude) (p. 1555); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1574).

Décentralisation (enseignement supérieur): Graziani (Paul) (p. 1516); Hoeffel (Daniel) (p. 1535).

Déconcentration: Allouche (Guy) (p. 1526; 1527); Berchet (Georges) (p. 1537); Bimbenet (Jacques) (p. 1560); Bury (Jean-Claude) (p. 1511); François-Poncet (Jean) (p. 1522); Graziani (Paul) (p. 1514); Haenel (Hubert) (p. 1536); Larché (Jacques) (p. 1519); Mouly (Georges) (p. 1554); Poncelet (Christian) (p. 1521); Puech (Jean) (p. 1557); Régnauld (René) (p. 1532); Renar (Ivan) (p. 1540); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1506; 1575).

Déconcentration (départements d'outre-mer): Othily (Georges) (p. 1566); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1575).

Départements: Dumas (Pierre) (p. 1564).

Directions départementales de l'équipement (DDE) (personnels): Neuwirth (Lucien) (p. 1567); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1574).

Dotation globale de fonctionnement (DGF): Bury (Jean-Claude) (p. 1513); François-Poncet (Jean) (p. 1522); Girod (Paul) (p. 1518); Oudin (Jacques) (p. 1552); Régnauld (René) (p. 1570); Saunier (Claude) (p. 1557); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1510; 1571).

Elus locaux: Allouche (Guy) (p. 1527); Bury (Jean-Claude) (p. 1512); Delfau (Gérard) (p. 1539); Graziani (Paul) (p. 1515); Hoeffel (Daniel) (p. 1535); Larché (Jacques) (p. 1519; 1520); Régnauld (René) (p. 1533); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1571; 1573); Trégouët (René) (p. 1568).

Elus locaux (contrôle de légalité): Bury (Jean-Claude) (p. 1512); Haenel (Hubert) (p. 1536); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1508; 1572).

Elus locaux (statut): Graziani (Paul) (p. 1516); Haenel (Hubert) (p. 1537); Régnauld (René) (p. 1534); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1572).

Enseignement privé (participation des collectivités territoriales au financement): Larché (Jacques) (p. 1520).

Etrangers (droits civiques): Allouche (Guy) (p. 1528).

Fiscalité: Bimbenet (Jacques) (p. 1560).

Fiscalité locale: Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1530); Girod (Paul) (p. 1517); Huchon (Jean) (p. 1552); Puech (Jean) (p. 1558); Saunier (Claude) (p. 1557).

Fonction publique territoriale: Oudin (Jacques) (p. 1552; 1553); Puech (Jean) (p. 1558).

Fonction publique territoriale (départements d'outre-mer): Othily (Georges) (p. 1566).

Fonction publique territoriale (filiale sociale): Neuwirth (Lucien) (p. 1567).

Fonction publique territoriale (régime indemnitaire): Neuwirth (Lucien) (p. 1567); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1575).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA): Berchet (Georges) (p. 1538); Girod (Paul) (p. 1518); Poncelet (Christian) (p. 1521); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1510; 1571).

Gaz de France (GDF): Régnauld (René) (p. 1570); Renar (Ivan) (p. 1541).

Ile-de-France (région): Delfau (Gérard) (p. 1540); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1572).

Littoral (protection): Oudin (Jacques) (p. 1553); Sueur (Jean-Pierre) (p. 1573).

Loi et règlement (domaines respectifs): Graziani (Paul) (p. 1514).

Maires : *Barbier (Bernard)* (p. 1550).

Maires (responsabilité dans le cas de la pratique d'activités de loisirs) : *Oudin (Jacques)* (p. 1553 ; 1554).

Parlement (rôle) : *Larché (Jacques)* (p. 1520) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1520).

Préfets : *Berchet (Georges)* (p. 1537) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1560) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1539) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1530) ; *Graziani (Paul)* (p. 1514) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1536) ; *Régnauld (René)* (p. 1570) ; *Renar (Ivan)* (p. 1540) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1572 ; 1574).

Référendum local : *Allouche (Guy)* (p. 1528) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1561) ; *Bury (Jean-Claude)* (p. 1512) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1531) ; *Graziani (Paul)* (p. 1514) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1536) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1535) ; *Régnauld (René)* (p. 1533) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1507 ; 1572).

Régions : *Rigaudière (Roger)* (p. 1560).

Régions (coopération) : *Allouche (Guy)* (p. 1528) ; *Bury (Jean-Claude)* (p. 1512) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1539) ; *Dumas (Pierre)* (p. 1564) ; *Graziani (Paul)* (p. 1515) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1535) ; *Mouly (Georges)* (p. 1554) ; *Régnauld (René)* (p. 1570) ; *Renar (Ivan)* (p. 1540) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1508 ; 1572).

Régions (coopération décentralisée) : *Bury (Jean-Claude)* (p. 1513) ; *Régnauld (René)* (p. 1534) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1511).

Régions (coopération décentralisée des départements d'outre-mer) : *Othily (Georges)* (p. 1566 ; 1567).

Régions (transferts de compétences relatifs aux lycées) : *Dumas (Pierre)* (p. 1563) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1574).

Sapeurs-pompiers : *Régnauld (René)* (p. 1570).

Services publics locaux : *Haenel (Hubert)* (p. 1536).

Sous-préfets : *Berchet (Georges)* (p. 1537) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1572).

Suffrage universel : *Lederman (Charles)* (p. 1524) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1562).

Taxe professionnelle : *Bury (Jean-Claude)* (p. 1513) ; *Girod (Paul)* (p. 1517 ; 1518) ; *Lederman (Charles)* (p. 1525) ; *Régnauld (René)* (p. 1534 ; 1570) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1509 ; 1510).

Transports en commun (versement destiné aux) : *Girod (Paul)* (p. 1518).

Vie politique et sociale : *Allouche (Guy)* (p. 1527) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1561) ; *Bury (Jean-Claude)* (p. 1511) ; *Graziani (Paul)* (p. 1514) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1507).

Zones rurales : *François-Poncet (Jean)* (p. 1522) ; *Luart (Roland du)* (p. 1564).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1523) – *MM. Charles Lederman, Guy Allouche.*

Rejet de la motion (p. 1529 ; scrutin public n° 110).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1529) – *Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, M. René Régnauld.*

Rejet de la motion (p. 1534 ; scrutin public n° 111).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1576, 1603) ; (p. 1613, 1664) ; (p. 1679, 1721) ; (p. 2366, 2380) ; (p. 2418, 2488) : *MM. Robert Pagès, Paul Graziani, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Bernard Seillier, René Régnauld, Gérard Delfau, Daniel Hoeffel, Georges Berchet, Paul Caron, François Autain, Jacques Moutet, Marcel Rudloff, Guy Allouche, Félix Leyzour, René Trégouët, Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, MM. Jacques Oudin, Henri Collard – MM. René-Georges Laurin, Jacques Larché, président de la commission des lois, Emmanuel Hamel, André Egu, Paul Lorient, Jacques Bellanger, Bernard Laurent, Claude Estier, Etienne Dailly, Charles Pasqua, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Marcel Lucotte, Xavier de Villepin, Jacques Thyraud, Ernest Cartigny,*

Paul Girod, rapporteur pour avis ; Louis de Catualan, Ambroise Dupont – MM. René Ballayer, Marc Lauriol, Ivan Renar, Jean Chérioux, Maurice Schumann, Richard Pouille – MM. René Monory, Henri Revol, François Lesein, Joseph Caupert, Louis Boyer – MM. Paul Souffrin, Jacques Machet, Jean Simonin, Michel Moreigne, Robert Vizet, Roland Grimaldi, Louis Minetti, Jean-Marie Girault, Adrien Gouteyron, Marcel Daunay, Philippe François, Philippe Adnot, Jean-Pierre Bayle.

Avant l'art. 1^{er} (p. 1576).

Rejeté : amendement n° 10 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès : définition de principe.

Art. 1^{er} (*Formulation d'objectifs*) (p. 1577).

Adopté : amendement de suppression n° 74 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 11 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction.

Retiré : amendement rédactionnel n° 378 de M. Bernard Seillier.

– L'article 1^{er} est supprimé (p. 1578).

Après l'art. 1^{er} (p. 1578).

Rejeté : amendement n° 12 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès : commission chargée d'élaborer le bilan de la décentralisation.

TITRE I

DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Art. 2 (*Répartition des missions entre l'administration centrale et les services extérieurs*).

Parole sur l'article : *M. Robert Pagès* – Service public.

Adopté : amendement de suppression n° 75 de la commission.

– L'article 2 est supprimé (p. 1580).

Après l'art. 2 (p. 1580).

Rejeté : amendement n° 13 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès : définition de la déconcentration.

Art. 2 bis (*Changement d'appellation des services extérieurs de l'Etat*) (p. 1581).

Adopté : amendement de suppression n° 76 de la commission.

– L'article 2 bis est supprimé (p. 1581).

Art. 3 (*Circonscriptions territoriales d'organisation des services extérieurs*) (p. 1581).

Adopté : amendement de suppression n° 77 de la commission.

– L'article 3 est supprimé (p. 1581).

Après l'art. 3 (p. 1581).

Retiré : amendement n° 78 de la commission : autorité du Premier ministre sur les préfets.

Art. 4 (*Rôle des préfets de région et rattachement au Premier ministre*) (p. 1583).

Parole sur l'article : *M. Robert Pagès* – Communauté économique européenne (CEE).

Adopté : amendement n° 79 de la commission : nouvelle rédaction.

Rejeté : amendement n° 14 de suppression de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 3 de M. Georges Berchet : incompatibilité de la fonction de préfet de région et celle de préfet de département.

Devenus sans objet : sur l'amendement précité n° 79 de la commission, sous-amendement n° 380 de M. Bernard Seillier – Amendement n° 340 de M. Claude Estier : mission de préfet de région.

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 79, est adopté (p. 1586).

Art. 5 (*Décret en Conseil d'Etat portant charte de la déconcentration*) (p. 1586).

Adopté : amendement de suppression n° 80 de la commission.

– L'article 5 est supprimé (p. 1586).

Après l'art. 5 (p. 1586).

Retiré : amendement n° 304 de M. Henri Collard, soutenu par M. Jacques Moutet : contrats Etat – Collectivités territoriales.

Art. 5 bis (*Appui technique des services extérieurs aux collectivités locales*) (p. 1587).

Adoptés : amendements de la commission, n° 81 de coordination – Et n° 82 : fixation des conditions par convention.

Rejeté : amendement n° 68 de M. Bernard Seillier : caractère obligatoire du concours apporté par les services extérieurs de l'Etat.

Retiré : amendement n° 341 de M. Claude Estier, soutenu par M. Gérard Delfau : appui technique des services extérieurs de l'Etat à des associations de développement local.

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1588).

Après l'art. 5 bis (p. 1588).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 381 de M. Bernard Seillier : dispositif de partition des directions départementales de l'équipement (DDE).

Art. 6 (*Rapport au Parlement*) (p. 1589).

Adoptés : amendements de la commission, n° 83 : modification des délais – Et n° 84 de coordination.

Retirés : amendements analogues n° 272 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Paul Caron et n° 382 de M. Bernard Seillier : rapport annuel.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1590).

Après l'art. 6 (p. 1590).

Retiré : amendement n° 383 de M. Bernard Seillier : création d'une délégation parlementaire pour la déconcentration et la décentralisation.

Art. 6 bis (*Droit pour les personnes morales d'adresser des réclamations au médiateur de la République*) (p. 1590).

Adopté : amendement de suppression n° 85 de la commission.

– L'article 6 bis est supprimé (p. 1590).

Après l'art. 6 bis (p. 1590).

Adoptés : amendement n° 86 de la commission : création d'une commission départementale sur les services publics – Amendements de M. Josselin de Rohan, soutenus par M. René Trégouet, n° 282 : division additionnelle : « Titre I bis – Du statut de l'élu local » (précédemment réservé, p. 1591) – Et n° 283 : retraite des maires.

Retiré : amendement n° 384 de M. Bernard Seillier : nouvelle rédaction de l'article 175 du code pénal relatif au délit d'ingérence.

– Une division et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1591 ; 1594).

TITRE II

DE LA DEMOCRATIE LOCALE

Chapitre I^{er}

Art. 7 (*Droit des habitants à être informés et consultés sur les affaires communales*) (p. 1595).

Parole sur l'article : M. Robert Pagès.

Adopté : amendement de suppression n° 87 de la commission.

– L'article 7 est supprimé (p. 1597).

Chapitre I^{er} bis

De l'information des habitants sur les affaires locales

Art. 8 (*Débat sur les orientations budgétaires au sein du conseil municipal*) (p. 1597).

Adopté : amendement n° 88 de la commission : seuil des populations des communes pour l'application de cet article.

Rejetés : amendements analogues n° 451 de M. René Trégouet et n° 342 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Rénault : délai ouvert pour la tenue du débat – Amendements de M. Bernard Seillier, n° 385 identique à l'amendement n° 88 précité – N° 386 analogue aux amendements n° 451 et n° 342 précités – Et n° 387 de coordination (p. 1661, précédemment réservé p. 1600) – Amendement n° 452 de M. René Trégouet : délai pour le débat d'orientation budgétaire (p. 1660, précédemment réservé p. 1600).

– L'article 8 est adopté (p. 1661, 13 juin 1991 ; précédemment réservé p. 1600 ; 12 juin 1991).

Après l'art. 8 (p. 1600).

Adopté : amendement n° 89 de la commission : débat sur les orientations budgétaires au sein des conseils régionaux.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1600).

Art. 9 (*Accès aux documents budgétaires*) (p. 1600).

Adopté : amendement n° 90 de la commission : nouvelle rédaction.

Rejetés : sur l'amendement précité n° 90 de la commission, sous-amendements n° 467 et n° 468 du Gouvernement et n° 328 de M. Jacques Montet.

Retirés : sur l'amendement n° 90 de la commission, sous-amendement n° 469 du Gouvernement.

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 90, est adopté (p. 1603).

Après l'art. 9 (p. 1613).

Rejetés : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. François Autain, n° 343 : introduction des amortissements des immobilisations dans la comptabilité des communes – Et n° 344 : tenue par le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional de la comptabilité des dépenses qu'ils engagent.

Art. 10 (*Accès aux documents relatifs à l'exploitation de services publics délégués*) (p. 1614).

Adoptés : amendements de la commission, n° 91 : seuil de population pour l'application de cette disposition – Et n° 92 : choix des moyens de publicité par le maire.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1614).

Art. 11 (*Application des dispositions relatives à l'information des habitants aux établissements publics administratifs des communes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes*) (p. 1615).

Adopté : amendement de coordination n° 93 de la commission.

Retiré : amendement n° 393 de M. Bernard Seillier : seuil de population.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1615).

Après l'art. 11 (p. 1615).

Adopté : amendement n° 345 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : contrôle par les conseils municipaux de l'action menée par l'établissement public de coopération internationale.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1615).

Art. 12 (*Information du public sur les affaires départementales et régionales*) (p. 1615).

Adoptés : amendements de la commission, n° 94 : lieu de mise à disposition de l'information dans le département – N° 95 : lieu de mise à disposition de l'information dans la région – Et n° 96 : lieu de mise à disposition des documents concernant l'établissement public de coopération interdépartementale et interrégionale.

Devenu sans objet : amendement n° 394 de M. Bernard Seillier : même objet que l'amendement n° 94 précité de la commission.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1616).

Art. 12 bis (*Communication et copie des budgets et des comptes des communes, des départements, des régions, des établissements publics administratifs des communes et des structures de coopération intercommunale*) (p. 1616).

Adoptés : amendements de la commission, n° 97 : personnes ayant accès aux documents administratifs de la commune – N° 98 de coordination – Et n° 99 : extension aux établissements de coopération interdépartementale ou interrégionale.

– L'article 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1617).

Art. 13 (*Publication des actes à caractère réglementaire des communes et des départements dans un recueil des actes administratifs*) (p. 1617).

Adoptés : amendements de la commission, n° 100 et n° 101 : seuil de population des communes pour l'application des dispositions de cet article – N° 102 de forme – N° 103 : seuil de population – N° 104 : dispositif de publication des actes réglementaires des établissements publics de coopération intercommunale – N° 105 de forme – N° 106 : extension de certaines dispositions relatives au recueil des actes administratifs.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1619).

Art. 14 (*Insertion dans une publication locale des décisions prises en matière d'intervention économique*) (p. 1619).

Adoptés : amendements de la commission, n° 107 et n° 108 : seuils de population pour l'application des dispositions de cet article – N° 109 : extension des dispositions de l'article aux établissements publics de coopération interdépartementale ou interrégionale.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1620).

Art. 15 (*Publicité des séances des conseils municipaux, généraux et régionaux et retransmissions par les moyens de communication audiovisuelle*).

Adoptés : amendements de la commission, n° 110 : suppression de la mention de la retransmission audiovisuelle – Et n° 111 de coordination.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1621).

Avant l'art. 16 (p. 1621).

Rejeté : amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Pagès : réponses obligatoires des collectivités territoriales sur les questions exprimées notamment par pétitions et référendums.

Chapitre II

De la participation des habitants à la vie locale

Art. 16 (*Consultation des électeurs de la commune*) (p. 1627).

Parole sur l'article : M. Paul Loridant.

Adopté : amendement n° 112 de la commission : organisation de la consultation des électeurs de la commune.

Rejetés : sur l'amendement n° 112 précité, sous-amendements de M. Paul Loridant, soutenus par M. Guy Allouche, n° 482 et n° 483 : substitution du mot : « habitant » au mot : « électeur » – Sous-amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 474 : substitution du mot : « habitant » au mot : « électeur » – Et n° 473 : élargissement de la possibilité de consultation – Sous-amendement n° 329 de M. André Egu : limitation de l'objet de la consultation – Amendement n° 348 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : durée des campagnes électorales concernées.

Retirés : amendements de M. Bernard Seillier, n° 399 et n° 400 : même objet que l'amendement n° 112 précité – Et n° 401 : limitation du nombre des consultations – Amendement n° 453 de M. René Trégouët : conditions d'organisation de la consultation communale.

Devenus sans objet : amendement n° 346 de M. Paul Loridant : consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune – Amendement rédactionnel n° 347 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche – Amendement n° 279 de M. Guy Robert, soutenu par M. Emmanuel Hamel : information du public préalable à la consultation – Amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : consultation des habitants de la commune ou d'une partie de la commune.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1636).

Après l'art. 16 (p. 1636).

Adopté : amendement n° 113 de la commission : consultation des électeurs des communes membres d'un groupement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1636).

Art. 17 (*Comités consultatifs communaux*) (p. 1637).

Adopté : amendement de suppression n° 114 de la commission.

Rejetés : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Paul Loridant, n° 349 : durée d'existence du comité – N° 350 : composition – Et n° 351 : représentants étrangers.

– L'article 17 est supprimé (p. 1640).

Après l'art. 17 (p. 1649).

Rejetés : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Paul Loridant, n° 466 : possibilité d'interruption de séance du conseil municipal visant à donner la parole au public – Et n° 352 : possibilité de donner la parole à des membres du public au cours des réunions du conseil municipal.

Art. 18 (*Consultations par les conseils généraux des départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 1650).

Art. 19 (*Compétences consultatives des comités économiques et sociaux régionaux, organisés en sections*) (p. 1651).

Adoptés : amendements de la commission, n° 115 de précision – N° 116 : projet de budget de la région – Et n° 117 : domaine de compétence consultative.

Rejeté : amendement n° 118 de la commission : suppression des sections.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1653).

Art. 20 (*Commissions consultatives des services publics locaux*) (p. 1654).

Adopté : amendement de suppression n° 119 de la commission.

– L'article 20 est supprimé (p. 1654).

Art. 21 (*Dispositions relatives aux conseillers municipaux*) (p. 1654).

Adoptés : amendements de la commission, n° 120 : suppression des dispositions relatives aux annexes mobiles de la mairie – N° 121 : utilisation des locaux communaux par les associations syndicales ou partis politiques – Et n° 486 : local mis à la disposition des conseillers municipaux d'opposition : seuil de population de la commune.

Retiré : amendement n° 122 de la commission : suppression des dispositions relatives au local affecté aux conseillers municipaux minoritaires.

Devenu sans objet : amendement n° 273 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Xavier de Villepin : même objet que l'amendement n° 121 précité.

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1657).

Avant l'art. 22 (p. 1657).

Retiré : amendement n° 296 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : statut de l' élu local.

Chapitre III

Des droits des élus au sein des assemblées locales

Art. 22 (*Droit à l'information des conseillers municipaux et généraux*).

Adoptés : amendements de M. Daniel Hoeffel, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° 274 et n° 275 : affirmation du lien entre le droit à l'information et l'exercice de la fonction.

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1658).

Art. 23 (*Réunion du conseil municipal à la demande d'une partie des conseillers municipaux*) (p. 1658).

Adopté : amendement n° 123 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 23, dans la rédaction de l'amendement n° 123, est adopté (p. 1658).

Art. 24 (*Convocation du conseil municipal*) (p. 1658).

Adoptés : amendements de la commission, n° 124 : délai de convocation du conseil municipal ; seuil de population – N° 125 : documents à joindre à la convocation – Et n° 126 de coordination.

Retiré : amendement n° 353 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnault : convocation par voie télématique.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1659).

Art. 25 (*Règlement intérieur des conseils municipaux généraux et régionaux*) (p. 1659).

Adopté : amendement n° 127 de la commission : nouvelle rédaction.

Devenu sans objet : amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Robert, soutenu par M. Emmanuel Hamel : insertion dans le règle-

ment intérieur de dispositions relatives aux conseillers municipaux minoritaires.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1661).

Art. 26 (*Questions orales*) (p. 1661).

Adopté : amendement de suppression n° 128 de la commission.

– L'article 26 est supprimé (p. 1661).

Art. 26 bis (*Représentation proportionnelle au sein des commissions municipales*) (p. 1662).

Adopté : amendement n° 354 ter de M. Claude Estier, retiré par M. René Regnault et remis par M. Etienne Dailly : représentation proportionnelle au sein de la commission d'appel d'offres et du bureau d'adjudication.

Rejeté : amendement de suppression n° 129 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 487 de la commission : principe de la représentation pluraliste des commissions municipales.

– L'article 26 bis est adopté (p. 1665).

Après l'art. 26 bis (p. 1665).

Rejeté : amendement n° 355 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Regnault : décret en conseil d'Etat pour l'application des dispositions de l'article 26 bis.

Art. 27 (*Changement de dénomination des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux*) (p. 1679).

Adopté : amendement de suppression n° 130 de la commission.

– L'article 27 est supprimé (p. 1681).

Art. 28 (*Election des membres du bureau à la proportionnelle*) (p. 1681).

Adopté : amendement de suppression n° 131 de la commission.

– L'article 28 est supprimé (p. 1681).

Avant l'art. 29 (p. 1681).

Rejeté : amendement n° 356 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Regnault : augmentation du nombre de vice-présidents du conseil régional.

Art. 29 (*Application aux régions de dispositions relatives aux départements*) (p. 1683).

Adopté : amendement de conséquence n° 132 de la commission.

Devenu sans objet : amendement de conséquence n° 357 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Regnault.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1683).

Art. 30 (*Elections au conseil d'administration des centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 1683).

Adopté : amendement de suppression n° 133 de la commission.

– L'article 30 est supprimé (p. 1684).

Art. 30 bis (*Rémunération des élus locaux siégeant au conseil d'administration des sociétés d'économie mixte locale*) (p. 1685).

Adopté : amendement n° 134 de la commission : nouvelle réglementation.

– L'article 30 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1685).

Chapitre IV

Du contrôle a posteriori des actes des collectivités locales

Art. 31 (*Transmission des conventions de marché au représentant de l'Etat*) (p. 1686).

Parole sur l'article : M. Ivan Renar.

Adoptés : amendements de la commission, n° 135 : extension des dispositions de l'article aux établissements publics communaux ou intercommunaux – Et n° 136 rédactionnel.

Retiré : amendement de suppression n° 276 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Louis de Catuelan.

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 1687).

Après l'art. 31 (p. 1687).

Adopté : amendement n° 137 de la commission : délai de transmission des actes des collectivités locales.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1688).

Art. 33 (*Saisine des chambres régionales des comptes*) (p. 1688).

Adoptés : amendement de la commission saisie pour avis, n° 245 : dispositions relatives aux observations de la chambre régionale des comptes – Et n° 246 : avis de la chambre régionale des comptes sur les conventions relatives aux marchés ou à des délégations de service public.

Retirés : amendements de la commission, n° 138 et n° 139 : même objet que l'amendement n° 245 précité.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1689).

Après l'art. 33 (p. 1689).

Adopté : amendement n° 140 de la commission : assistance des conseillers régionaux, départementaux ou municipaux aux adjudications et aux choix des offres.

Rejeté : amendement n° 358 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Regnault : délai accordé au comptable de la commune pour déposer son compte de gestion et au maire pour présenter le compte administratif à l'assemblée.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1690).

Art. 34 (*Recours à des experts par les chambres régionales des comptes*) (p. 1690).

Adopté : amendement n° 141 de la commission : cas d'incompatibilité pour les experts.

Retiré : amendement n° 247 de la commission pour avis : nouvelle rédaction.

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1690).

Après l'art. 34 (p. 1691).

Adopté : amendement n° 470 du Gouvernement : faculté pour les départements et les communes de présenter leurs dépenses d'investissement sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1691).

Art. 35 (*Publicité des conventions de délégation de services publics locaux*) – *Adopté* (p. 1691).

Après l'art. 35 (p. 1691).

Retiré : amendement n° 359 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Regnault : définition de la population municipale prise en compte pour l'application des dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux.

Chapitre V

De l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux

Intitulé avant l'art. 36 (p. 1692).

Adopté : amendement n° 142 de la commission : « De la délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation » (p. 1694 ; précédemment réservé p. 1692).

– L'intitulé du chapitre V, ainsi modifié, est adopté (p. 1694).

Art. 36 (*Création d'un institut des collectivités territoriales et des services publics locaux*) (p. 1692).

Adopté : amendement n° 143 de la commission : suppression de l'institut des collectivités territoriales et des services publics locaux et création d'une délégation parlementaire d'évaluation de la décentralisation.

Rejeté : amendement de suppression n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Ivan Renar.

Retiré : amendement de suppression n° 277 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Louis de Catuelan.

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1694).

Après l'art. 36 (p. 1695).

Adopté : amendement n° 284 de M. Charles Pasqua : contribution des collectivités territoriales au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat (p. 1648 ; priorité ordonnée p. 1642).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1648, 13 juin 1991).

Adoptés : amendements de la commission, n° 144 : Titre II bis « de la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat » (p. 1715 ; précédemment réservé p. 1695) – N° 147 : Chapitre premier : « de la décentralisation de l'enseignement supérieur » (p. 1708 ; précédemment réservé p. 1696) – N° 148 : compétence régionale en matière d'enseignement supérieur (p. 1700) – N° 149 : conditions d'élaboration de la carte nationale des formations supérieures (p. 1705) – N° 150 : répartition des compétences entre l'Etat et la région – N° 151 de coordination (p. 1706) – N° 153 : coordination avec la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur (p. 1707) – N° 154 : création des établissements d'enseignement supérieur : décret portant approbation d'une convention entre l'Etat et la région d'implantation – N° 155 de coordination – N° 156 : délai pour l'achèvement du transfert (p. 1708) – Amendement n° 157 : Chapitre II : dispositions diverses (p. 1715 ; précédemment réservé p. 1708) – N° 158 : pouvoir de police municipale à Paris (p. 1711) – N° 159 : infractions aux règlements de police applicables dans les parcs et jardins départementaux (p. 1712) – Et n° 161 : commission départementale des sites et paysages littoraux (p. 1715).

Rejeté : amendement n° 152 de la commission : compensation du transfert de compétences (p. 1707).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements n° 146 de la commission : compensation des transferts de charges (p. 1696) – Amendement n° 240 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. René Trégouët : responsabilité des communes en cas de dommages résultant de l'exercice d'activités de loisir (p. 1713).

Devenu sans objet : amendement n° 145 de la commission : Chapitre premier : des principes de la compensation des transferts de charges (p. 1696).

– Un titre additionnel comprenant deux chapitres et dix articles est inséré dans le projet de loi (p. 1695, 1715).

TITRE III**DE LA COOPERATION LOCALE****Chapitre premier****De la coopération interrégionale**

Adopté : amendement de suppression n° 162 de la commission (p. 2378 ; précédemment réservé p. 2370).

– La division chapitre premier et son intitulé sont supprimés (p. 2378).

Avant l'art. 37 (p. 2370).

Rejeté : amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour : définition de la région.

Art. 37 (*Entente interrégionale*) (p. 2370).

Adopté : amendement de suppression n° 163 de la commission.

Devenus sans objet : amendement de suppression n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour – Amendement n° 73 de M. Richard Pouille, soutenu par M. Henri Revol : suppression de la limitation du nombre de régions susceptibles de se regrouper dans une entente interrégionale – Amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. René Régnauld, n° 360 : limitation du nombre de régions pouvant se regrouper dans une entente interrégionale – Et n° 361 : régions monodépartementales d'outre-mer – Amendement n° 60 de M. Daniel Hoefel : association des établissements publics consulaires régionaux.

– L'article 37 est supprimé (p. 2375).

Art. 38 (*Organes de l'entente*) (p. 2375).

Adoptés : amendements de suppression n° 164 de la commission – Et n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 38 est supprimé.

Art. 39 (*Organe exécutif*) (p. 2375).

Adoptés : amendements de suppression n° 165 de la commission – Et n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 39 est supprimé (p. 2375).

Art. 40 (*Compétences de l'entente interrégionale*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 166 de la commission – Et n° 23 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 40 est supprimé (p. 2376).

Art. 41 (*Recettes de l'entente interrégionale*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 167 de la commission – Et n° 24 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 41 est supprimé (p. 2376).

Art. 42 (*Extension aux ententes interrégionales de l'exonération de l'impôt sur les sociétés*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 168 de la commission – Et n° 25 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 42 est supprimé (p. 2376).

Art. 43 (*Contrôle administratif et budgétaire*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 169 de la commission – Et n° 26 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 43 est supprimé (p. 2376).

Art. 44 (*Règles budgétaires et comptables applicables*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 170 de la commission – Et n° 27 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 44 est supprimé (p. 2376).

Art. 45 (*Modification de la décision institutive de l'entente interrégionale*) (p. 2376).

Adoptés : amendements de suppression n° 171 de la commission – Et n° 28 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 45 est supprimé (p. 2376).

Après l'art. 45 (p. 2376).

Rejeté : amendement n° 362 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : participation de représentants d'autres collectivités territoriales au sein des conseils d'administration des ententes interdépartementales.

Art. 46 (*Modification des limites territoriales et regroupements des régions*) (p. 2377).

Adoptés : amendements de suppression n° 172 de la commission et n° 29 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour.

– L'article 46 est supprimé (p. 2377).

Art. 46 bis (*Fonds de correction de déséquilibres interrégionaux*) (p. 2377).

Adopté : amendement de suppression n° 248 de la commission.

Retiré : amendement de suppression n° 278 de M. Daniel Hoefel, soutenu par M. Bernard Laurent.

– L'article 46 bis est supprimé (p. 2378).

Art. 47 (*Rapport d'évaluation sur la mise en place des ententes interrégionales*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2378).**Chapitre II****De la concertation relative à la coopération intercommunale**

Art. 48 (*Principes de la coopération intercommunale*) (p. 2378).

Adopté : amendement n° 173 de la commission : libre volonté des communes.

Devenus sans objet : amendement n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Ivan Renar : nouvelle rédaction.

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 2380).

Art. 49 (*Commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2387).

Rejetés : amendements de suppression n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour – Et n° 424 de M. Bernard Seillier.

ART. L. 160-1 DU CODE DES COMMUNES (*Composition de la commission*) (p. 2390).

Adoptés : amendements de la commission, n° 175 : critères démographiques de représentation des communes – N° 176 et n° 177 modifiant la composition de la commission – N° 178 : fin de mandat des membres de la commission – Et n° 179 de coordination.

Rejetés : amendement n° 174 de la commission : bureau de la commission – Amendement n° 425 de M. Bernard Seillier : présidence de la commission – Sur l'amendement n° 174 précité, sous-amendement n° 363 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld.

Retirés : amendement n° 326 de M. Henri Collard, soutenu par M. François Lesein : présidence de la commission – Amendement n° 4, sur le même objet, de M. Georges Berchet, soutenu par M. François Lesein – Sur l'amendement n° 175 précité, sous-amendement n° 488 de M. René Trégouët, soutenu par M. Emmanuel Hamel – Amendement n° 427 de M. Bernard Seillier : fin de mandat de membre de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2394).

ART. L. 160-2 (*Missions de la commission*) (p. 2394).

Rejetés : amendement n° 364 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : saisine pour avis – Amendement n° 454 de M. René Trégouët, soutenu par M. Emmanuel Hamel : rapport annuel.

– Le texte proposé est adopté (p. 2395).

– L'article 49, ainsi modifié, est adopté (p. 2396).

Art. 50 (*Schéma départemental de la coopération intercommunale*) (p. 2396).

Adoptés : amendements de la commission, n° 180 : délai de proposition avant la publication du schéma départemental – N° 181 et n° 182 modifiant la rédaction – N° 183 de coordination – N° 184 de conséquence – N° 185 : transmission pour avis du projet de schéma au conseil général – N° 186 de coordination – N° 187 : mise en conformité du schéma définitif avec l'avis des communes – N° 188 : avis des communes sur les propositions de création et de modification des établissements de coopération incluses dans le schéma – Et n° 189 de forme – Amendements de M. René Trégouët, soutenus par Emmanuel Hamel, n° 455 et n° 456 relatifs aux groupements de communes.

Rejetés : amendements de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Félix Leyzour – Et n° 428 de M. Bernard Seillier – Amendement n° 5 de M. Georges Berchet, soutenu par M. François Lesein : délai de proposition avant la publication du schéma départemental – N° 327 de M. Pierre Laffitte, soutenu par M. François Lesein : association des organismes consulaires – N° 365 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : conditions de préparation du schéma.

Retirés : amendements de M. Bernard Seillier, n° 429 : délai de proposition avant la publication du schéma départemental – Et n° 430 de conséquence – Amendements n° 52 et n° 54 de M. Jacques Chaumont, soutenus par M. Emmanuel Hamel, prévoyant la consultation des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers – Amendements de M. René Trégouët, soutenus par M. Emmanuel Hamel n° 457 : groupements de communes – N° 458 : limites territoriales – Et n° 459 : création de structures de coopération intercommunale : règles de l'unanimité.

Devenus sans objet : amendement n° 61 de M. Daniel Hoeffel : établissements publics consulaires – Et n° 53 de M. Jacques Chaumont, soutenu par M. Emmanuel Hamel : même objet.

– L'article 50, ainsi modifié, est adopté (p. 2404).

Art. 51 et 52 (*Création des communautés de communes et des communautés de villes proposée par le schéma départemental*) – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 2404).

Chapitre III

Des communautés de communes

Intitulé du chapitre III (p. 2418).

Adopté : amendement n° 190 de la commission : « Des districts ».

– L'intitulé du chapitre III, ainsi modifié, est adopté (p. 2419).

Art. 53 A (*Création des communautés de communes proposée par le schéma départemental*) (p. 2419).

Adopté : amendement de suppression n° 191 de la commission.

Retiré : amendement n° 464 de M. René Trégouët, soutenu par M. Jean Simonin : contiguïté d'une commune avec le territoire d'un autre établissement public de coopération intercommunale.

Devenus sans objet : amendement de suppression n° 34 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Paul Souffrin – Amendement n° 62 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Jacques Machet : transmission pour avis de la proposition de création de communauté de communes aux chambres de commerce et d'industrie concernées – Amendement n° 366 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : cas de refus de participation d'une commune.

– L'article 53 A est supprimé (p. 2420).

Art. 53 (*Communautés de communes*) (p. 2420).

Adopté : amendement de suppression n° 192 de la commission.

Retirés : amendements de M. Bernard Seillier, soutenus par M. Ambroise Dupont, n° 431, n° 432 et n° 433 : libre choix des communes – Amendement n° 55 de M. Jacques Chaumont, soutenu par M. Emmanuel Hamel : modification de la rédaction.

Devenus sans objet : amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 35 de suppression – Et n° 297 : principe de libre consentement des communes – Amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Michel Moreigne, n° 367, n° 368 et n° 369 : tendant à assouplir les dispositions proposées.

– L'article 53 est supprimé (p. 2426).

Après l'art. 53 (p. 2426).

Adoptés : amendements de la commission, tendant à aménager le régime de districts, n° 193 : constitution seulement entre communes limitrophes – N° 194 : abrogation de l'article L. 164-2 du code des communes – N° 195 : compétences – N° 196 : membres du conseil du district – N° 197 : possibilité de consultation des maires à la demande du conseil de district – N° 198 : conditions de prise de décisions dont les effets ne concernent qu'une seule commune membre – N° 199 : procédures de modification des conditions initiales de fonctionnement de durée – N° 200 : cas du syndicat de communes constitué par des communes du district avec des communes extérieures – N° 201 : application au président du district des dispositions relatives au président du syndicat – Et n° 202 : extension des diverses dispositions prévues pour les syndicats.

Rejetés : sur l'amendement n° 193 précité, sous-amendement n° 475 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet – Sur l'amendement n° 195 précité, sous-amendements n° 476 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet, n° 471 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Louis de Catuelan – Sur l'amendement n° 198 précité, sous-amendement n° 477 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet – Sur l'amendement n° 199 précité, sous-amendement n° 478 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet.

Retiré : amendement n° 434 de M. Bernard Seillier, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction de la création de nouveaux districts.

– Dix articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2426 à 2430).

Chapitre IV

Des communautés de villes

Intitulé du chapitre IV (p. 2430).

Adopté : amendement n° 203 de la commission : « Des communautés urbaines ».

– L'intitulé du chapitre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 2430).

Art. 54 A (*Création des communautés de villes par le schéma départemental*) (p. 2430).

Adopté : amendement de suppression n° 204 de la commission.

Devenu sans objet : amendement de suppression n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet.

– L'article 54 A est supprimé (p. 2431).

Art. 54 (*Communautés de villes*) (p. 2432).

Adopté : amendement de suppression n° 205 de la commission.

Retiré : amendement n° 370 de M. François Autain, soutenu par M. René Régnauld : élection au suffrage universel du conseil de la communauté de villes.

Devenus sans objet : amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenus par M. Robert Vizet, n° 37 de suppression – Et n° 298 : principe de la liberté de participation des communes – Amendement n° 371 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : missions de la communauté de villes, suppression de la mention des actions de développement culturel – Amendement n° 59 de M. Jacques Chaumont, soutenu par M. Jean Simonin : compétences de développement économique des communautés de villes : relations avec les organismes consulaires.

– L'article 54 est supprimé (p. 2433).

Après l'art. 54 (p. 2433).

Adoptés : amendements de la commission, aménageant le régime des communautés urbaines, n° 206 : abaissement des seuils pour la création des communautés urbaines – N° 207 de coordination – N° 208 : compétences – N° 209 de coordination – N° 210 : reprise des compétences exercées par le syndicat ou le district préexistant – Et n° 211 : transfert ultérieur de compétences – Amendement n° 461 de M. René Trégouët, soutenu par M. Jean Simonin : commission permanente des conseils des communautés urbaines – Amendements de la commission, n° 212 : désignation des délégués des conseils municipaux au conseil de communauté – N° 213 : proposition du conseil de communauté et répartition des sièges entre les communes membres – N° 214 : conditions de prise d'une décision dont les effets ne concerneraient qu'une seule des communes membres – N° 215 : consultation des maires à la demande du conseil des communautés – N° 216 de conséquence – Et n° 217 de coordination.

Rejetés : sur l'amendement n° 206 précité, sous-amendement n° 479 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet – Sur l'amendement n° 208 précité, sous-amendements n° 472 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jean Madelain – Et n° 480 de M. Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet – Sur l'amendement n° 214 précité, sous-amendement n° 481 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Robert Vizet.

Retiré : amendement n° 437 de M. Bernard Seillier : suppression à terme de la possibilité de constitution de communautés urbaines.

Devenu sans objet : amendement n° 462 de M. René Trégouët, soutenu par M. Jean Simonin : même objet que l'amendement n° 213 précité.

– Treize articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2433, 2438).

Chapitre V

Dispositions diverses

Art. 55 (*Non-application aux communes d'Ile-de-France des nouvelles dispositions relatives à la coopération intercommunale*) (p. 2438).

Adoptés : amendement de suppression n° 218 de la commission – Et n° 372 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi.

– L'article 55 est supprimé (p. 2440).

Après l'art. 55 (p. 2440).

Rejeté : amendement n° 470 de M. René Trégouët, soutenu par M. Jean Simonin : éligibilité des élus autres que conseillers municipaux comme membres des conseils des établissements publics de coopération intercommunale.

Art. 56 (*Syndicats intercommunaux d'études et de programmation*) (p. 2440).

Adoptés : amendements de forme de la commission n° 219 et n° 220.

Rejeté : amendement de suppression n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 2441).

Après l'art. 56 (p. 2441).

Adoptés : amendement n° 339 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Jacques Machet : conditions de participation d'une collectivité territoriale à une association – Amendement n° 439 de M. Bernard Seillier : interdiction des campagnes de promotion publicitaire, à caractère commercial, des réalisations ou de la gestion d'une collectivité dans les six mois précédant une élection générale.

Rejeté : sur l'amendement n° 439 précité, sous-amendement n° 492 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet.

Devenu sans objet : amendement n° 438 de M. Bernard Seillier : même objet que l'amendement n° 439 précité.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2443).

Art. 56 bis (*Votes irréguliers du conseil municipal ou du conseil général*) (p. 2443).

Adopté : amendement de suppression n° 221 de la commission.

– L'article 56 bis est supprimé (p. 2443).

Art. 56 ter (*Nouvelles élections des délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs en cas de nouvelle élection du maire*) (p. 2443).

Adopté : amendement de suppression n° 222 de la commission.

– L'article 56 ter est supprimé (p. 2444).

Art. 56 quater (*Avis du conseil général sur la liste des communes en vue de la constitution d'un district*) (p. 2444).

Adopté : amendement n° 223 de la commission : suppression de l'obligation de l'avis conforme.

– L'article 56 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2444).

Art. 56 quinquies (*Extension aux communautés urbaines des modalités de création des communautés de villes*) (p. 2444).

Adopté : amendement de suppression n° 224 de la commission.

– L'article 56 quinquies est supprimé (p. 2444).

Art. 56 sexies (*Transfert de compétences extérieurement à la création d'une communauté urbaine*) (p. 2444).

Adopté : amendement de suppression n° 225 de la commission.

– L'article 56 sexies est supprimé (p. 2444).

Art. 56 septies (*Participation des communautés de communes de villes à un syndicat mixte*) (p. 2444).

Adopté : amendement de suppression n° 226 de la commission.

– L'article 56 septies est supprimé (p. 2444).

Art. 56 octies (*Compétences des communautés urbaines en matière d'action de développement économique*) (p. 2444).

Adopté : amendement de suppression n° 227 de la commission.

– L'article 56 octies est supprimé (p. 2444).

Art. 56 nonies (*Services publics locaux de distribution de gaz*) (p. 2445).

Adoptés : amendements de suppression n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Louis Minetti – N° 243 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Bernard Seillier – Et n° 373 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi.

Devenus sans objet : amendement n° 490 du Gouvernement : nouvelle rédaction – Et n° 228 de la commission : conditions d'organisation de services publics locaux de distribution du gaz avec maintien du monopole du gaz de France.

– L'article 56 nonies est supprimé (p. 2451).

Art. 56 decies (*Transformation d'un établissement public de coopération intercommunale non doté de fiscalité propre en un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 2452).

Adoptés : amendements de suppression n° 229 de la commission – Et n° 299 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet.

– L'article 56 decies est supprimé (p. 2452).

Art. 56 undecies (*Départementalisation des secours*) (p. 2453).

Adoptés : amendements de suppression n° 230 de la commission – N° 300 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet – Et n° 449 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Bernard Laurent.

Devenu sans objet : amendement n° 465 de M. René Trégouët, soutenu par M. Emmanuel Hamel : transfert au département des biens mobiliers et immobiliers affectés au service d'incendie et de secours.

– L'article 56 undecies est supprimé (p. 2454).

Art. 56 duodecies (*Gestion des moyens de secours*) (p. 2454).

Adoptés : amendements de suppression n° 231 de la commission – Et n° 450 de M. Albert Vecten, soutenu par M. Bernard Laurent.

– L'article 56 duodecies est supprimé (p. 2454).

Art. 56 terdecies (*Inéligibilité des salariés d'un établissement public de coopération aux conseils municipaux des communes membres*) (p. 2454).

Adopté : amendement n° 232 de la commission : aménagement de l'inéligibilité.

– L'article 56 terdecies, ainsi modifié, est adopté (p. 2454).

Après l'art. 56 terdecies (p. 2454).

Retiré : amendement n° 295 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Gérard Delfau : dispositions applicables au détachement des personnels de la fonction publique territoriale.

Art. 56 quaterdecies (*Aides financières d'une collectivité locale à une autre*) (p. 2455).

Adoptés : amendements de suppression n° 233 de la commission et n° 249 de la commission pour avis.

– L'article 56 quaterdecies est supprimé (p. 2455).

Après l'art. quaterdecies (p. 2455).

Adoptés : amendement n° 235 de la commission : statut du personnel d'assainissement du département des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (14 juin 1991 ; p. 1719 ; priorité ordonnée p. 1716) – Amendement n° 65 de M. Josselin de Rohan, soutenu par M. Jean Simonin : abrogation des dispositions figurant dans l'article L. 261 du code électoral.

Rejetés : amendement n° 234 de la commission : concession de la construction de l'exploitation des routes express par les collectivités locales (p. 2451, appelé après l'article 56 nonies en discussion commune avec l'amendement n° 463 de M. René Trégouët, non soutenu) – Amendement n° 271 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Louis de Catuelan : concertation avec les chambres consulaires.

Retirés : amendement n° 64 de M. Josselin de Rohan, soutenu par M. Jean Simonin : consultation de la population lors des fusions

de communes – Amendement n° 72 de M. Bernard Seillier : création d'un code de la décentralisation.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1719) (14 juin 1991 ; p. 2456).

Chapitre VI

Dispositions fiscales et financières

Avant l'art. 57 (p. 2457).

Rejeté : amendement n° 301 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : code des impôts : abrogation des dispositions restreignant la liberté des communes en matière de taux de fiscalité locale.

Art. 57 (*Régime fiscal des communautés de villes*) (p. 2459).

Adoptés : amendements de la commission pour avis, n° 250 : dispositions applicables à la taxe professionnelle perçue par les communautés urbaines et les districts à fiscalité propre – Et n° 251 : taxe professionnelle de zone – Sur cet amendement, sous-amendements n° 287 de M. Philippe François et n° 493 de M. Bernard Seillier – Amendement n° 252 de la commission pour avis : taxe professionnelle unique pour les districts à fiscalité propre et les communautés urbaines.

Rejeté : amendement de suppression n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet.

Devenus sans objet : amendement n° 442 de M. Bernard Seillier : taux de la taxe professionnelle de district – Amendement n° 374 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : répartition de la part de taxe professionnelle redistribuée entre les collectivités.

– L'article 57, ainsi modifié, est adopté (p. 2466).

Après l'art. 57 (p. 2466).

Adopté : amendement n° 293 de M. Philippe Adnot : dispositif de prélèvement au profit du fond départemental de péréquation de la taxe professionnelle, sur les recettes de taxes professionnelles des structures de coopération intercommunale.

Rejeté : amendement n° 294 bis de M. Philippe Adnot : même objet que l'amendement n° 293 précité.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2469).

Art. 57 bis (*Unification du taux de taxe professionnelle dans les districts et les communautés urbaines*) (p. 2470).

Adopté : amendement de suppression n° 253 de la commission pour avis.

Retirés : amendements n° 443 et n° 444 de M. Bernard Seillier, organisant le dispositif d'unification.

– L'article 57 bis est supprimé (p. 2470).

Art. 58 (*Régime fiscal des communes membres*) (p. 2470).

Adopté : amendement de coordination n° 254 de la commission pour avis.

Rejeté : amendement de suppression n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– L'article 58, ainsi modifié, est adopté (p. 2470).

Art. 59 (*Régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2470).

Adoptés : amendements de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis – Et n° 255 de la commission pour avis.

– L'article 59 est supprimé (p. 2471).

Art. 59 bis (*Dispositions budgétaires et comptables applicables aux communautés de villes*) (p. 2470).

Adopté : amendement n° 256 de la commission pour avis : recettes du budget des communautés urbaines : prise en compte de la taxe professionnelle de zones ou de la taxe professionnelle unique.

Rejeté : amendement de suppression n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– L'article 59 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2472).

Après l'art. 59 bis (p. 2472).

Adopté : amendement n° 257 de la commission pour avis : conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et aux communautés urbaines.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2472).

Art. 59 ter (*Application du régime de la taxe professionnelle de zone aux communautés urbaines*) (p. 2472).

Adopté : amendement de suppression n° 258 de la commission pour avis.

– L'article 59 ter est supprimé (p. 2472).

Art. 59 quater (*Faculté ouverte aux districts d'instituer une taxe professionnelle unique sur la zone d'activités économiques*) (p. 2472).

Adopté : amendement de suppression n° 259 de la commission pour avis.

– L'article 59 quater est supprimé (p. 2473).

Art. 60 (*Faculté d'instituer un taux unique de taxe professionnelle pour les communautés de communes*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2473).

Art. 60 bis (*Abaissement du seuil de perception du versement destiné aux transports en commun*) (p. 2473).

Adopté : amendement de suppression n° 260 de la commission pour avis.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 292 de M. Daniel Hoeffel : dégrèvement au titre de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

– L'article 60 bis est supprimé (p. 2473).

Après l'art. 60 bis (p. 2473).

Retiré : amendement n° 484 de la commission : extension aux groupements de communes du bénéfice des subventions exceptionnelles en raison des circonstances anormales entraînant des difficultés financières particulières.

Art. 61 (*Versement destiné aux transports en commun*) (p. 2474).

Adopté : amendement de suppression n° 261 de la commission pour avis.

– L'article 61 est supprimé (p. 2474).

Art. 62 (*Potentiel fiscal des communes membres d'un groupement à taux unique de taxe professionnelle*) (p. 2474).

Adopté : amendement n° 262 de la commission pour avis : nouvelle rédaction de la détermination du potentiel fiscal.

Rejeté : amendement de suppression n° 44 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– L'article 62, ainsi modifié, est adopté (p. 2475).

Art. 63 (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) des communautés de villes et des communautés de communes*) (p. 2475).

Adoptés : amendements de la commission pour avis, n° 263, n° 264, n° 265, n° 266, n° 267 et n° 268 : nouvelle rédaction.

Rejeté : amendement de suppression n° 45 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– L'article 63, ainsi modifié, est adopté (p. 2477).

Après l'art. 63 (p. 2478).

Retirés : amendement n° 376 de M. Germain Authié, soutenu par M. René Régnauld : dispositif de prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sur les recettes de taxe professionnelle des structures de coopération intercommunale (p. 2468, en discussion commune avec les amendements de M. Philippe Adnot n° 293 et n° 294 bis sur le même objet, appelés après l'art. 57) – Amendement n° 447 de M. Bernard Seillier, soutenu par M. Ambroise Dupont : régime de la dotation globale d'équipement (DGE) des syndicats de communes réunissant plus de dix mille habitants.

Art. 64 (*Versement aux communautés de communes et aux communautés de villes des attributions au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2479).

Adopté : amendement de suppression n° 269 de la commission pour avis.

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 46 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Louis Minetti : extension à toutes les communes de la disposition proposée.

– L'article 64 est supprimé (p. 2479).

Après l'art. 64 (p. 2479).

Adopté : amendement n° 270 de la commission pour avis : conditions d'application du régime accéléré de remboursement de la TVA aux districts et communautés urbaines.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2480).

TITRE IV

DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

Art. 65 (*Conventions passées par les collectivités territoriales ou leurs groupements avec les collectivités territoriales étrangères*) (p. 2480).

Adoptés : amendements de la commission, n° 236 rédactionnel – Et n° 237 : contrôle de légalité sur ces conventions.

Rejeté : amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Louis Minetti.

– L'article 65, ainsi modifié, est adopté (p. 2481).

Après l'art. 65 (p. 2481).

Adopté : amendement n° 238 de la commission : nouvelle rédaction de l'article 1^{er} de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 : participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés d'économie mixte.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2482).

Art. 66 (*Commission nationale de la coopération décentralisée*) (p. 2482).

Adoptés : amendements de suppression n° 239 de la commission et n° 48 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Louis Minetti.

Devenu sans objet : amendement n° 377 de M. Jean-Pierre Bayle : compétences de la commission, organisations non gouvernementales (ONG).

– L'article 66 est supprimé (p. 2483).

Art. 67 (*Décrets d'application*) – Adopté (p. 2483).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2483, 2488) : M. Daniel Hoeffel, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Seillier, Paul Girod, rapporteur pour avis ; René Trégouët, Emmanuel Hamel ; intervention de MM. Paul Graziani, rapporteur et Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat.

Adoption (3 juillet 1991) (p. 2488).

4. – **Proposition de loi visant à accorder aux collectivités territoriales le remboursement de la TVA sur leurs dépenses de fonctionnement**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. André Bohl, François Mathieu, sénateurs (11 avril 1991) [n° 278 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – **Proposition de loi visant à rendre plus justes pour les communes petites et moyennes les modalités de répartition de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Raymond Bouvier, sénateur (14 mai 1991) [n° 324 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

6. – **Proposition de loi modifiant l'article 7, alinéa 5, de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et instituant la mise en place de chartes financières entre l'Etat et les collectivités territoriales de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur (22 mai 1991) [n° 336 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

7. – **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 d'habi-**

litation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 26 septembre 1991) [n° 487 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (14 novembre 1991) [n° 85 (91-92)] – Discussion (14 novembre 1991) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 65 (91-92) – Collectivités territoriales 9) – Adoption (14 novembre 1991) [n° 33].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1991) [n° 2350 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Lordinot (5 décembre 1991) [n° 2405 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 563].

PROMULGATION : Loi n° 91-1379 du 28 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1991) (p. 3738, 3744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3738, 3743) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 65 (91-92) – Collectivités territoriales 9) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Marcel Henry.*

Droit civil : *Henry (Marcel)* (p. 3742) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3738 ; 3739) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3739 ; 3740).

Littoral (protection) : *Henry (Marcel)* (p. 3743) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3743).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3743)

Art. unique (*Ratification des sept ordonnances prises du 25 juin 1990 au 5 septembre 1991*) – Adopté (p. 3744).

Adoption (14 novembre 1991) (p. 3744).

8. – **Proposition de loi tendant à clarifier la rédaction de l'article L. 52-1 du code électoral, relatif aux campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités locales**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Masson, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 octobre 1991) [n° 25 rect. (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (14 novembre 1991) [n° 84 (91-92)] – Discussion (18 novembre 1991) – Adoption (18 novembre 1991) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 novembre 1991) [n° 2355 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1991) (p. 3821, 3824).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3821, 3823) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Paul Masson.*

Campagnes électorales : *Bonnet (Christian)* (p. 3821) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3822) ; *Masson (Paul)* (p. 3823).

Collectivités territoriales : *Marchand (Philippe)* (p. 3822).

Propositions de loi : *Masson (Paul)* (p. 3823).

Publicité (collectivités locales) : *Bonnet (Christian)* (p. 3821) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3822) ; *Masson (Paul)* (p. 3823).

Publicité politique : *Bonnet (Christian)* (p. 3821) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3822) ; *Masson (Paul)* (p. 3823).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3823)

Art. unique (*Le second alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral est ainsi rédigé : « A compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité locale financée directement ou indirectement, partiellement ou totalement par une*

collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin ».) (p. 3823).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Masson : référence au groupement de collectivités.

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3824).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3823, 3824) : *MM. Robert Vizet, Claude Estier, intervention de M. Paul Masson.*

Adoption (18 novembre 1991) (p. 3824).

9. – **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (30 octobre 1991) [n° 65 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (14 novembre 1991) [n° 85 (91-92)] – Discussion (14 novembre 1991) – (Discussion générale commune avec celle du projet n° 487 (90-91) – Collectivités territoriales 7) – Adoption (14 novembre 1991) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1991) [n° 2351 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Lordinot (5 décembre 1991) [n° 2405 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 564].

PROMULGATION : Loi n° 91-1380 du 28 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1991) (p. 3738, 3744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3738, 3743) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 487 (90-91) – Collectivités territoriales 7)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3744)

Art. 1^{er} (*Domaine de la présente habilitation*) – Adopté (p. 3744).

Art. 2 (*Dépôt du projet de loi de ratification au plus tard le 1^{er} novembre 1992*) – Adopté (p. 3744).

Adoption (14 novembre 1991) (p. 3744).

Collectivités territoriales – Départements

Voir *Tourisme*, 1

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Elections*, 10

Lois de finances, 1, Départements et territoires d'outre-mer
Questions orales sans débat n° 317
Rapports d'information, 3

Comités consultatifs de règlement des dommages

Voir *Questions au Gouvernement* n° 342

Comités d'entreprise

Voir *Entreprises*, 1

Commerçants et artisans

Voir *Professions libérales*, 2

Commerce et artisanat

Voir *Questions orales sans débat* n° 297
Rapports du Gouvernement, 2
Urbanisme, 1

1. – **Proposition de loi relative au droit d'installation dans l'artisanat, et à la protection des consommateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Hubert Haenel et Roger Besse, sénateurs (30 avril 1991) [n° 308 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Commerce extérieur

Voir *Lois de finances*, 1

Commissions d'enquête ou de contrôle

Voir *Discussion immédiate (procédure parlementaire)*, 1
Parlement, 3 ; 4
Questions orales avec débat n° 25
Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle, 1 ; 2 ; 3

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 avril 1991) [n° 305 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (12 juin 1991) [n° 375 (90-91)].

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application et les conséquences de la réglementation communautaire applicable à la filière laitière, notamment en matière de quotas laitiers, d'existence de fraudes ou de distorsions de concurrence ainsi qu'à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Daunay, sénateur, et plusieurs de ses collègues – (18 juin 1991) [n° 396 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Daunay (10 octobre 1991) [n° 27 (91-92)] – Avis de M. Philippe de Bourgoing (7 novembre 1991) [n° 77 (91-92)] – Discussion (13 novembre 1991) – Adoption (13 novembre 1991) [n° 31].

NOUVEL INTITULÉ : « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du marché laitier ».

Discussion des conclusions du rapport

(13 novembre 1991) (p. 3701, 3705).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3701, 3704) : MM. Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques, Philippe de Bourgoing, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Félix Leyzour.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : Daunay (Marcel) (p. 3702).

Lait et produits laitiers : Daunay (Marcel) (p. 3702) ; Leyzour Félix (p. 3704).

Parlement (droits) : Bourgoing (Philippe de) (p. 3702 ; 3703).

Quotas laitiers : Daunay (Marcel) (p. 3701) ; Leyzour (Félix) (p. 3703).

Viande bovine : Daunay (Marcel) (p. 3702) ; Leyzour (Félix) (p. 3703).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3704)

Art. 1^{er} (création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions de fonctionnement du marché des produits laitiers) – Adopté (p. 3704).

Art. 2 (missions) – Adopté (p. 3704).

Art. 3 (composition) – Adopté (p. 3704).

Intitulé (p. 3704).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du marché laitier ».

– L'intitulé de la proposition de résolution, ainsi modifié, est adopté (p. 3704).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3704) : MM. Philippe de Bourgoing, Hubert Martin ; intervention de M. Marcel Daunay, rapporteur.

Adoption (13 novembre 1991) (p. 3705).

3. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 juin 1991) [n° 420 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 138].

Discussion des conclusions du rapport

(26 juin 1991) (p. 2171, 2175).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2171, 2175) : MM. Charles Pasqua, Paul Masson, Xavier de Villepin, au nom de la commission des affaires étrangères, Charles Lederman, Jean-Pierre Bayle, Etienne Dailly.

Accord de Schengen : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173) ; Lederman (Charles) (p. 2173) ; Masson (Paul) (p. 2172).

Amendements : Dailly (Etienne) (p. 2174) ; Lederman (Charles) (p. 2173).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173 ; 2174) ; Masson (Paul) (p. 2172) ; Villepin (Xavier de) (p. 2173).

Commissions parlementaires : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173) ; Villepin (Xavier de) (p. 2173 ; 2174).

Communauté économique européenne (CEE) : Dailly (Etienne) (p. 2175).

Contrôle parlementaire : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173) ; Lederman (Charles) (p. 2173) ; Villepin (Xavier de) (p. 2173 ; 2174).

Drogue (trafic) : Dailly (Etienne) (p. 2174) ; Masson (Paul) (p. 2172).

Espagne : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173) ; Masson (Paul) (p. 2172).

Immigration : Dailly (Etienne) (p. 2175).

Immigration clandestine : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2174) ; Masson (Paul) (p. 2172).

Parlement : Masson (Paul) (p. 2172).

Portugal : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2173) ; Masson (Paul) (p. 2172).

Propositions de résolution : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2174) ; Dailly (Etienne) (p. 2175) ; Lederman (Charles) (p. 2173) ; Masson (Paul) (p. 2172) ; Pasqua (Charles) (p. 2171) ; Villepin (Xavier de) (p. 2174).

Règlement du Sénat : Masson (Paul) (p. 2172) ; Pasqua (Charles) (p. 2171).

Souveraineté nationale : Lederman (Charles) (p. 2173).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2175)

Art. 1^{er} – Adopté (p. 2175).

Art. 2 – Adopté (p. 2175).

Scrutin public n° 131 (p. 2175).

Adoption (26 juin 1991) (p. 2175).

4. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 -

23 juillet 1991) [n° 460 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement de la juridiction administrative**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Geoffroy de Montalembert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 16 septembre 1991) [n° 482 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (4 décembre 1991) [n° 136 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 49].

Discussion des conclusions du rapport

(10 décembre 1991) (p. 5220, 5221).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5220, 5221) : MM. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Jean Arthuis.

Commissions d'enquête ou de contrôle : Arthuis (Jean) (p. 5221) ; Haenel (Hubert) (p. 5220).

Cour européenne des droits de l'homme : Arthuis (Jean) (p. 5221) ; Haenel (Hubert) (p. 5220).

Décisions de justice : Arthuis (Jean) (p. 5221) ; Haenel (Hubert) (p. 5220).

Juridictions administratives : Arthuis (Jean) (p. 5221) ; Haenel (Hubert) (p. 5220).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5221)

Art. 1^{er} (Création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions, ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques) – Adopté (p. 5221).

Art. 2 (Composition de la commission d'enquête) – Adopté (p. 5221).

Intitulé (p. 5221).

Adoptée : proposition de la commission des lois : « Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif et l'exécution de leurs décisions ainsi que sur les services chargés du contentieux administratif dans les administrations publiques ».

– L'intitulé de la proposition de résolution, ainsi modifié, est adopté (p. 5221).

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5221).

6. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'industrie automobile française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 50 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

7. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, l'organisation et la réforme à conduire des services, organismes et administrations, chargés à un titre ou à un autre d'organiser et de gérer la collecte de produits sanguins utilisés à des fins médicales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Arthuis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 octobre 1991) [n° 59 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Claude Huriet (11 décembre 1991) [n° 161 (91-92)] – Avis de M. Christian Bonnet (4 décembre 1991) [n° 141 (91-92)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 66].

NOUVEL INTITULE « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme ».

Discussion des conclusions du rapport

(17 décembre 1991) (p. 5464, 5466).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5464, 5465) : MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Christian Bonnet, rapporteur pour avis de la commission des lois.

Centre national de transfusion sanguine (CNTS) : Bonnet (Christian) (p. 5465) ; Huriet (Claude) (p. 5465).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Bonnet (Christian) (p. 5465) ; Huriet (Claude) (p. 5465).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5465, 5466) : MM. Paul Souffrin, Claude Huriet, rapporteur.

Art. 1^{er} (Création d'une commission d'enquête) – Adopté (p. 5465).

Art. 2 (Rôle de la commission d'enquête) – Adopté (p. 5466).

Art. 3 (Composition de la commission) – Adopté (p. 5466).

Intitulé (p. 5466).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme » (p. 5466).

– L'intitulé de la proposition de résolution, ainsi modifié, est adopté (p. 5466).

Adoption (17 décembre 1991) (p. 5466).

8. – **Proposition de résolution tendant à rendre le Règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires ainsi qu'à modifier certains de ses articles en vue d'accroître l'efficacité des procédures en vigueur au Sénat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 novembre 1991) [n° 79 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (16 décembre 1991) [n° 185 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 76].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-301 du 15 janvier 1992 (J. O. Lois et décrets du 18 janvier 1992) qui déclare conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans les motifs de la présente décision, les dispositions du règlement du Sénat dans la rédaction résultant de la résolution soumise à l'examen du Conseil constitutionnel.

Discussion des conclusions du rapport

(18 décembre 1991) (p. 5576, 5590).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5576, 5582) : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Guy Allouche.

Amendements : Allouche (Guy) (p. 5580) ; Dailly (Etienne) (p. 5581).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Dailly (Etienne) (p. 5576).

Commissions permanentes : Dailly (Etienne) (p. 5576 ; 5577).

Commissions spéciales : Allouche (Guy) (p. 5580).

Directives communautaires : Pagès (Robert) (p. 5578).

Groupes politiques : Dailly (Etienne) (p. 5579) ; Pagès (Robert) (p. 5578).

Parlement (droits) : Pagès (Robert) (p. 5578).

Procédure parlementaire : Allouche (Guy) (p. 5580) ; Dailly (Etienne) (p. 5578 ; 5580) ; Pagès (Robert) (p. 5578).

Sénat (bureau) : Dailly (Etienne) (p. 5579).

Sénateurs (élections) : Pagès (Robert) (p. 5578).

Vote sans débat : Allouche (Guy) (p. 5580) ; Dailly (Etienne) (p. 5576 ; 5578 ; 5581) ; Pagès (Robert) (p. 5578).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5582, 5590) : MM. Robert Pagès, Guy Allouche, Etienne Dailly, rapporteur ; Mme Hélène Luc, M. Jean Arthuis.

Avant l'art. 1^{er} (p. 5582).

Adopté : amendement n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Robert Pagès : modification de la composition du bureau du Sénat.

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Robert Pagès, n° 4 : mode de scrutin – Et n° 3 : représentation des groupes politiques du Sénat dans les organismes extraparlamentaires.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5584).

Art. 1^{er} (*Suppression des termes : « ou de contrôle »*) – Adopté (p. 5584).

Art. 2 (*Nomination des membres des commissions d'enquête*) – Adopté (p. 5584).

Art. 3 (*Coordination*) – Adopté (p. 5584).

Art. 4 (*Article 17 du Règlement du Sénat ; renvoi pour avis aux commissions permanentes*) (p. 5584).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Guy Allouche : commissions spéciales.

– L'article 4 est adopté (p. 5585).

Art. 5 (*Dépôt de projets ou de propositions de loi dans l'interval des sessions*) – Adopté (p. 5585).

Après l'art. 5 (p. 5585).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Robert Pagès, n° 5 : inscription d'un texte à l'ordre du jour complémentaire du Sénat sur proposition d'un groupe politique – N° 6 : abaissement du nombre de sénateurs pouvant demander la discussion immédiate d'un texte – N° 7 : demande de discussion immédiate : possibilité d'explication de vote donnée au groupe – Et n° 8 : faculté pour les groupes politiques de demander la tenue de séances supplémentaires.

Art. 6 (*Procédure parlementaire*) – Adopté (p. 5587).

Après l'art. 6 (p. 5587).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Robert Pagès, n° 9 : allongement du délai de parole accordé à l'auteur d'une question orale – N° 10 : faculté pour un groupe politique de demander la transformation d'une question orale sans débat en une question orale avec débat – Et n° 11 : faculté pour un groupe politique de pouvoir demander la discussion immédiate d'une question orale avec débat à la fin d'un ordre du jour prioritaire.

Art. 7 (*Vote sans débat*) (p. 5588).

Parole sur l'article : M. Etienne Dailly, rapporteur.

– L'article 7 est adopté (p. 5588).

Seconde délibération – Demandée par M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 5589).

Art. 1^{er} A (*Composition du bureau du Sénat*) .

Adopté : amendement n° B-1 de la commission : nombre de secrétaires.

– L'article 1^{er} A est adopté (p. 5590).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5590).

9. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des moyens destinés à la reconstruction de la Guadeloupe après le cyclone Hugo, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1991) [n° 104 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Commissions parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 15 ; 38 ; 46

Commissions permanentes

Voir *Rappels au règlement*, 37

Commissions spéciales

Voir *Parlement*, 2

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Lois de finances*, 1, Affaires étrangères
Questions au Gouvernement n° 317 ; n° 359 ; n° 360 ; n° 384
Questions orales avec débat portant sur un sujet européen n° 1 ; n° 5
Questions orales sans débat n° 366
Traités et conventions, 30

Communautés européennes

Voir *Rapports d'information*, 1 ; 2 ; 3 ; 9 ; 14 ; 15 ; 16 ; 21 ; 23 ; 29 ; 34 ; 36 ; 37 ; 38 ; 40
Rapports d'information – Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), 1
Traités et conventions, 15 ; 16

Communes

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Questions au Gouvernement n° 372

1. – Proposition de loi visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune, Alphonse Arzel, Louis de Catuelan, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 31 janvier 1991) [n° 216 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne investissement communal, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur (12 juin 1990) [n° 375 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Reprise par son auteur le 30 octobre 1991.

3. – Proposition de loi tendant à instituer au profit des communes une imposition sur les sites faisant l'objet d'aménagements spécifiques aux trains à grande vitesse, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean Besson et Claude Pradille, sénateurs (2 décembre 1991) [n° 118 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

Communication

Voir *Lois de finances*, 1, Culture et communication - Communication

Communication audiovisuelle

Voir *Enseignement*, 1
Rapports d'information, 17
Traités et conventions, 6

1. – Projet de loi complétant l'article 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 28 février 1991) [n° 226 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (17 avril 1991) [n° 285 (90-91)] – Discussion (14 mai 1991) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 225 (90-91) – Traités et conventions 3) – Adoption (14 mai 1991) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1991) [n° 2033 (9^e lég.)] – Renvoi à

la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (6 juin 1991) [n° 2087 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 499].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi modifiant les articles 24, 26 et 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 juin 1991) [n° 401 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (26 juin 1991) [n° 419 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 143].

PROMULGATION : Loi n° 91-645 du 10 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 13 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(14 mai 1991) (p. 912, 925).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 912, 923) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 225 (90-91) – Traités et conventions 3)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 924, 925)

Art. unique (*Extension à la chaîne culturelle européenne du régime d'attribution des fréquences prévues à l'article 26 de la loi du 30 septembre 1986 pour les sociétés nationales de programme*) (p. 924).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission.

Rejeté : sur l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission, le sous-amendement n° 2 du Gouvernement.

– L'article unique, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 925).

Adoption (14 mai 1991) (p. 925).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 1991) (p. 2247, 2249).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2247, 2248) : *MM. Georges Kiejman, ministre chargé de la communication ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Chaîne culturelle européenne (autonomie) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2248) ; *Kiejman (Georges)* (p. 2247).

Chaîne culturelle européenne (obligations) : *Kiejman (Georges)* (p. 2247).

Fréquences hertziennes : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2248).

Parlement (information) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2248) ; *Kiejman (Georges)* (p. 2247).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2249)

Art. 1^{er}, 2 et 3 – Adoptés (p. 2249).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2249) : *MM. Claude Estier, Louis Minetti.*

2. – Projet de loi modifiant les articles 27, 31 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture et par M. Georges Kiejman, ministre chargé de la communication (2 octobre 1991) [n° 2 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (6 novembre 1991) [n° 73 (91-92)] – Urgence – Discussion (14 novembre 1991) – Adoption (14 novembre 1991) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 novembre 1991) [n° 2349 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Francaix (10 décembre 1991) [n° 2421 (9^e lég.)] – Discussion (12, 16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 575].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1991) [n° 189 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Francaix (17 décembre 1991) [n° 2480 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Adrien Gouteyron (17 décembre 1991) [n° 191 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 2482 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Francaix (18 décembre 1991) [n° 2489 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 600].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 220 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (19 décembre 1991) [n° 221 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 2522 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Francaix (20 décembre 1991) [n° 2523 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 610].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL Décision n° 91-304 du 15 janvier 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 18 janvier 1992) qui déclare le projet de loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 92-61 du 18 janvier 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1991) (p. 3744, 3767).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3744, 3765) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Yvon Collin, Georges Kiejman, ministre chargé de la communication. François Autain, Jean Cluzel, Ivan Renar, Pierre-Christian Taittinger.*

Audiovisuel (programmes) : *Autain (François)* (p. 3753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3756) ; *Collin (Yvon)* (p. 3750) ; *Gouteyron (Adrien)* (3748 ; 3749) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3760 ; 3761) ; *Lang (Jack)* (p. 3745 ; 3752) ; *Renar (Ivan)* (p. 3759).

Audiovisuel (programmes destinés aux enfants) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 3747) ; *Renar (Ivan)* (p. 3757).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Autain (François)* (p. 3752) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3757) ; *Collin (Yvon)* (p. 3751) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3748) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3752) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3750).

Création audiovisuelle : *Autain (François)* (p. 3753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3755 ; 3756) ; *Collin (Yvon)* (p. 3750 ; 3751) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3760) ; *Lang (Jack)* (p. 3744 ; 3745 ; 3746) ; *Renar (Ivan)* (p. 3759).

Directives communautaires : *Autain (François)* (p. 3753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3756) ; *Collin (Yvon)* (p. 3751) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3746) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3760) ; *Lang (Jack)* (p. 3744) ; *Renar (Ivan)* (p. 3758).

Procédure parlementaire : *Schumann (Maurice)* (p. 3764).

Publicité : *Renar (Ivan)* (p. 3759).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Cluzel (Jean)* (p. 3754).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Autain (François)* (p. 3753) ; *Renar (Ivan)* (p. 3758).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Cluzel (Jean)* (p. 3755).

Télévision (chaînes) : *Autain (François)* (p. 3753) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3747 ; 3748) ; *Lang (Jack)* (p. 3745) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3760).

Télévision (financement) : *Cluzel (Jean)* (p. 3756) ; *Collin (Yvon)* (p. 3751) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3749) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3762) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 3760).

Télévision (réglementation) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 3763 ; 3764) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3763) ; *Lang (Jack)* (p. 3765).

Télévisions de secteur public : *Cluzel (Jean)* (p. 3754 ; 3757) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3762).

Télévisions privées : *Autain (François)* (p. 3754) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3755 ; 3757) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3762).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3765, 3767) : *MM. Ivan Renar, Adrien Gouteyron, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre.*

Art. 1^{er} (*Modifications relatives aux dispositions communes applicables aux secteurs public et privé de la communication audiovisuelle*) (p. 3765).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Ivan Renar : seuil minimum.

Retiré : amendement n° 2 de M. Ivan Renar : application des obligations relatives à la diffusion d'œuvres d'expression originale française ou européenne aux chaînes diffusant par voie hertzienne, terrestre ou par satellite.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 3766).

Art. 2 (*Oeuvres audiovisuelles et cinématographiques diffusées par les services autorisés diffusés par satellite en langue étrangère*) – Adopté (p. 3766).

Art. 3 (*Dispositions relatives à la diffusion des œuvres cinématographiques*) (p. 3766).

Adoptés : amendements de rectification n° 4 et n° 12 du Gouvernement.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3766).

Après l'art. 3 (p. 3766).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Ivan Renar : interdiction de toute coupure publicitaire pendant la diffusion d'une œuvre de création.

Art. 4 (*Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté (p. 3767).

Scrutin public n° 18 (p. 3767).

Adoption (14 novembre 1991) (p. 3767).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5694, 5701).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5694, 5699) : *MM. Georges Kiejman, ministre chargé de la communication ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Amendements : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5695) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5694 ; 5696).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5696) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5695 ; 5697 ; 5698 ; 5699) ; *Schumann (Maurice)* (p. 5698).

Décrets en Conseil d'Etat : *Kiejman (Georges)* (p. 5697).

Quotas de diffusion : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5696) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5694 ; 5697).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5699, 5701) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre ; Jean Madelain, Claude Estier.*

Art. 1^{er} (p. 5699).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : pouvoir de modulation du CSA (p. 5701).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5701).

Art. 1^{er} bis – Adopté (p. 5701).

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5701).

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget – I – Charges communes et rapatriés

Conférence des présidents

Voir *Ordre du jour du Sénat*, 1 ; 2

Conflits armés

Voir *Allocutions et communications*, 4
Gouvernement (déclarations), 1 ; 2
Messages du Président de la République, 1
Questions orales sans débat n° 286
Rappels au règlement, 1 ; 2 ; 3

Conseil constitutionnel

Voir *Allocutions et communications*, 28
Constitution, 1
Rappels au règlement, 13

1. – **Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (6 mai 1991) [n° 312 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil d'Etat

Voir *Juridictions administratives*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues à l'article 75 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland Courteau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 avril 1991) [n° 258 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Dreyfus-Schmidt (23 mai 1991) [n° 339 (90-91)] – Discussion (10 juin 1991) – Adoption (10 juin 1991) [n° 123].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à supprimer les sanctions contre les avocats prévues aux articles 75 et 77 de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1991) [n° 2094 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (20 juin 1991) [n° 2132 (9^e lég.)] – Discussion (25 juin 1991) – Adoption (25 juin 1991) [n° 506].

PROMULGATION : Loi n° 91-637 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(10 juin 1991) (p. 1499, 1501).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1499, 1500) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la commission des lois ; Michel Sapin, ministre délégué à la justice.*

Commission européenne des droits de l'homme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1500).

Conseil d'Etat : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1500).

Recours en révision : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1500) ; *Sapin (Michel)* (p. 1500).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1500, 1501) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur.*

Art. 1^{er} (*Cas de recours en révision*) (p. 1500).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 du Gouvernement (p. 1501).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1501).

Art. 2 (*Irrecevabilité d'un second recours contre une décision contradictoire*) (p. 1501).

Adopté : amendement de suppression n° 2 du Gouvernement (p. 1501).

– L'article 2 est supprimé (p. 1501).

Adoption (10 juin 1991) (p. 1501).

Conseil de l'Europe

Voir *Rapports d'information*, 24

Conseil économique et social (CES)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 4

1. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Poher, Président du Sénat (12 décembre 1991) [n° 168 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Communication audiovisuelle*, 2
Rapports au Parlement, 1

Conseil supérieur de l'éducation nationale

Voir *Enseignement*, 2

Conseil supérieur de la fonction militaire

Voir *Pensions civiles et militaires de retraite*, 3

Conseils régionaux

Voir *Elections*, 9

Consommateurs (protection et information)

Voir *Consommation*, 1
Rapports du Gouvernement, 4

Consommation

Voir *Commerce et artisanat*, 1
Lois de finances, 1, Economies, finances et budget - II Services financiers (et consommation)

1. – **Projet de loi renforçant la protection des consommateurs**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation – Lettre rectificative du 20 mars 1991 [n° 1912 (9° lég.)] – (19 mars 1991) [n° 1903 (9° lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Alain Brune (17 avril 1991) [n° 1992 (9° lég.)] – Discussion (23, 24 avril 1991) – Adoption (24 avril 1991) [n° 466].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 avril 1991) [n° 304 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (7 mai 1991) [n° 315 (90-91)] – Avis de M. Lucien Lanier (15 mai 1991) [n° 328 (90-91)] – Discussion (15 octobre 1991) – Adoption (15 octobre 1991) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 octobre 1991) [n° 2274 (9° lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Alain Brune (20 novembre 1991) [n° 2369 (9° lég.)] – Discussion (25 novembre 1991) – Adoption (25 novembre 1991) [n° 540].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1991) [n° 109 (91-92)] – Renvoi à la commission des

affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (4 décembre 1991) [n° 128 (91-92)] – Avis de M. Lucien Lanier (10 décembre 1991) [n° 156 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 2470 (9° lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Brune (16 décembre 1991) [n° 2479 (9° lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 585].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Jacques Robert (16 décembre 1991) [n° 188 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 81].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-303 DC du 15 janvier 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 18 janvier 1992) qui déclare conforme à la Constitution le projet de loi.

PROMULGATION : loi n° 92-60 du 18 janvier 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 21 janvier 1992) – Rectificatif (*J.O. Lois et décrets* du 2 février 1992).

Discussion (première lecture)

(15 octobre 1991) (p. 2860, 2906).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2860, 2872) : M. François Doubin, ministre chargé de l'artisanat ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes ; MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Rufin, en remplacement de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Louis Minetti, William Chervy, Xavier de Villepin, Philippe François, Robert Laucournet.

Associations (consommateurs) : Doubin (François) (p. 2861) ; François (Philippe) (p. 2872) ; Neiertz (Véronique) (p. 2862) ; Rufin (Michel) (p. 2866) ; Villepin (Xavier de) (p. 2870).

Banques et établissements financiers : Villepin (Xavier de) (p. 2870).

Commerce et artisanat : Doubin (François) (p. 2862).

Concurrence déloyale : Neiertz (Véronique) (p. 2873).

Consommateurs (protection et information) : Chervy (William) (p. 2869) ; Doubin (François) (p. 2860) ; François (Philippe) (p. 2871) ; Laucournet (Robert) (p. 2872) ; Minetti (Louis) (p. 2867 ; 2868) ; Neiertz (Véronique) (p. 2862) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 2863) ; Rufin (Michel) (p. 2865) ; Villepin (Xavier de) (p. 2870).

Consommation (droit) : Chervy (William) (p. 2868) ; Doubin (François) (p. 2860 ; 2861) ; Minetti (Louis) (p. 2867) ; Neiertz (Véronique) (p. 2862 ; 2863) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 2863) ; Rufin (Michel) (p. 2866) ; Villepin (Xavier de) (p. 2870).

Contrats ou conventions (clauses abusives) : Doubin (François) (p. 2861) ; François (Philippe) (p. 2871) ; Neiertz (Véronique) (p. 2863) ; Rufin (Michel) (p. 2866) ; Villepin (Xavier de) (p. 2870).

Directives communautaires : Doubin (François) (p. 2860) ; Laucournet (Robert) (p. 2872) ; Neiertz (Véronique) (p. 2873).

Economie : Minetti (Louis) (p. 2867) ; Neiertz (Véronique) (p. 2862) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 2864) ; Rufin (Michel) (p. 2866).

Endettement (entreprises et particuliers) : Minetti (Louis) (p. 2868).

Infractions : Chervy (William) (p. 2869) ; Doubin (François) (p. 2861) ; François (Philippe) (p. 2871) ; Rufin (Michel) (p. 2866 ; 2867).

Propriété industrielle : Robert (Jean-Jacques) (p. 2865) ; Rufin (Michel) (p. 2867).

Publicité comparative : Chervy (William) (p. 2869) ; Doubin (François) (p. 2862) ; François (Philippe) (p. 2872) ; Minetti

(Louis) (p. 2868) ; Neiertz (Véronique) (p. 2863 ; 2873) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 2863 ; 2864) ; Rufin (Michel) (p. 2866) ; Villepin (Xavier de) (p. 2871).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2873, 2905) : MM. Louis Minetti, Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Michel Rufin, Xavier de Villepin, Robert Laucournet, Jean Simonin, Roland Courteau, Luc Dejoie, Charles Descours, Jean Delaneau, Hubert Haenel, Désiré Develaere, Paul Lorient, Bernard Seillier.

Art. 1^{er} (*Extension du délit d'abus de faiblesse*) (p. 2874).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 rédactionnel – N° 4 : suppression de la référence aux foires et salons – N° 5 : refus de l'assimilation des foires et salons au démarchage à domicile – Et n° 3 : sollicitation personnalisée, mais pas nécessairement nominative, à se rendre sur un lieu de vente effectuée à domicile et assortie de l'offre d'avantages particuliers – Amendements du Gouvernement, n° 73 : signification des termes « remise de valeurs » – N° 74 rédactionnel ; sous-amendement n° 75 de la commission – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 27 de coordination – N° 29 : exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des foires et salons – Et n° 30 : définition de la notion d'urgence – Amendement n° 22 de M. Xavier de Villepin : exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des contrats passés suivant des dispositions législatives et réglementaires visant à la protection du consommateur ou selon des usages professionnels.

Rejeté : amendement n° 23 de M. Louis Minetti : nouvelle rédaction.

Retiré : amendement n° 28 de la commission saisie pour avis : précisions sur la sollicitation à se rendre sur un lieu de vente, analogue à l'amendement n° 3 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 1 de la commission : remise de valeurs au cours d'une visite à domicile – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 31 : exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des établissements bancaires – Et n° 32 de coordination.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2879).

Art. 2 (*Obligation générale d'information*) (p. 2879).

Adoptés : amendement n° 69 de M. Jean Simonin : indication de la provenance géographique des produits alimentaires – Amendements de la commission, n° 40 rédactionnel – Et n° 6 : remplacement du mot : « prévisible » par le mot : « prévu » à propos de la disponibilité des pièces indispensables à l'utilisation d'un bien.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2880).

Art. 3 (*Exécution différée de la livraison de la chose ou de la prestation de service*) (p. 2881).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : conditions d'exercice de la faculté de résiliation du contrat ; sous-amendement n° 61 de M. Robert Laucournet – Et N° 60 : définition des arrhes.

Rejeté : sur l'amendement n° 7 de la commission ; sous-amendement n° 26 de M. Louis Minetti et sous-amendements n° 62 et 63 de M. Robert Laucournet.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2883).

Art. 4 (*Prolongation de la garantie contractuelle*) (p. 2883).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : point de départ de la durée de réparation venant s'ajouter à celle de la garantie.

Rejeté : amendement n° 65 de M. Roland Courteau : obligation pour le professionnel de proposer un même bien de remplacement au-delà du délai convenu pour la réparation.

Devenu sans objet : amendement n° 64 de M. Roland Courteau : obligation pour le professionnel de fournir un même bien de remplacement au bout de sept jours d'immobilisation pendant le délai de garantie.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2884).

Art. 5 (*Mention de l'adresse des entreprises de vente à distance*) (p. 2884).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : mention également des coordonnées téléphoniques de l'entreprise de vente à distance.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2884).

Art. 6 (*Extension de l'interdiction de la publicité pour le crédit gratuit*) – Adopté (p. 2884).

Art. 7 (*Extension de l'interdiction de l'envoi forcé aux prestataires de services*) (p. 2885).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : exclusion du champ d'application de l'article des accords résultant d'usages professionnels établis et contrôlés par une autorité administrative ou de la mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat – Et n° 11 : exclusion du champ d'application de l'article des établissements de crédits et des contrats d'assurance.

Devenu sans objet : amendement n° 33 de la commission saisie pour avis : exclusion du champ d'application de l'article des cas de mise en oeuvre d'une clause de révision expresse et convenue lors de la signature du contrat et des établissements de crédits.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2887).

Art. 8 (*Action en représentation conjointe*) (p. 2887).

Parole sur l'article : M. Roland Courteau – Associations (consommateurs).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : exercice de l'action collective conjointe devant les seules juridictions pénales – Et n° 13 : interdiction de la sollicitation d'un mandat d'action collective par voie de campagnes publiques – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 34 : exercice de l'action collective conjointe devant les seules juridictions pénales – Et n° 36 : compétence du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement du lieu de la première infraction.

Retirés : amendement n° 14 de la commission : compétence du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement du lieu où est constatée la première infraction – Amendement n° 35 de la commission saisie pour avis : interdiction de la sollicitation d'un mandat d'action collective par voie de campagnes publiques, identique à l'amendement n° 13 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2889).

Art. 9 (*Contrôle juridictionnel des clauses abusives*) (p. 2889).

Adoptés : amendements de la commission, n° 15 : intervention du juge à la demande de l'une des parties – N° 16 : faculté pour le juge de consulter la commission des clauses abusives – Et n° 17 de coordination.

Rejetés : amendement n° 70 de M. Jean Simonin : indication du juge compétent – Sur l'amendement n° 17 de la commission ; sous-amendement n° 66 de M. Robert Laucournet.

Retiré : amendement n° 37 de la commission saisie pour avis : indication du caractère abusif de la clause par la commission des clauses abusives, analogue à l'amendement n° 16 de la commission.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2891).

Art. 9 bis (*Ouverture, les jours de congés, des établissements qui n'emploient pas de personnel*) (p. 2891).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : exception aux règles d'ouverture le dimanche, limitée aux établissements n'employant pas de personnel.

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2891).

Art. 10 (*Autorisation de la publicité comparative*) (p. 2891).

Adoptés : amendements de la commission, n° 41 : substitution des mots « caractéristiques essentielles, significatives, pertinentes » aux mots « qualités substantielles, significatives » – N° 42 : indication obligatoire de la durée pendant laquelle sont maintenus les prix mentionnés dans l'annonce comparative – N° 43 rédactionnel – N° 44 : comparaison entre des produits bénéficiant chacun du même signe distinctif – N° 45 : interdiction de faire figurer des annonces comparatives sur certains supports – N° 46 : communication de l'annonce comparative aux professionnels visés avant

toute diffusion – N° 47 rédactionnel – N° 48 : exclusion du droit de réponse prévu en matière de communication audiovisuelle – N° 49 : respect du jeu de la concurrence par la publicité comparative – N° 50 : application aux opérations de télépromotion avec offres de vente dites « télé-achat » – N° 51 : sanctions applicables aux personnes ne respectant pas le dispositif mis en place – N° 52 : autorisation de la publicité comparative limitée à une période probatoire de trois ans à compter de la promulgation de la loi – Et n° 53 : précision par décret en conseil d'Etat des modalités d'application de l'ensemble du dispositif – Amendement n° 58 de M. Bernard Seillier : interdiction de toute publicité comparative pour les médicaments.

Rejetés : amendement de suppression n° 24 de M. Louis Minetti – Amendement n° 54 de M. Bernard Seillier : citation de la marque d'autrui sous réserve de l'accord du professionnel titulaire de la marque en question.

Retirés : amendements de M. Bernard Seillier, n° 55 : caractère global de la comparaison – Et n° 57 : introduction de sanctions spécifiques pour les infractions aux conditions imposées par la législation sur les publicités comparatives, analogue à l'amendement n° 51 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 38 de la commission saisie pour avis : comparaison entre les produits protégés par des marques ayant une notoriété équivalente.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2895 ; précédemment réservé p. 2891).

Art. 10-1 (*Calcul des indices de prix à la consommation*) (p. 2891).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 19 de la commission et n° 20 de M. Jean Delaneau.

Devenus sans objet : amendement n° 67 de M. Robert Laucournet : nouvelle rédaction – Amendement n° 25 de M. Louis Minetti : exclusion du prix du tabac dans le calcul de l'indice des prix de référence.

– L'article 10-1 est supprimé (p. 2893).

Art. 11 (*Création d'un code de la consommation*) – Adopté (p. 2893).

Après l'art. 11 (p. 2893).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Michel Rufin : soumission de l'établissement dans l'artisanat à la justification de l'aptitude professionnelle et à un minimum de connaissances en matière de gestion – Amendement n° 59 de M. Désiré Debavelaere : protection du sucre vis-à-vis des substances édulcorantes.

Retiré : amendement n° 68 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Robert Laucournet : instauration d'un fichier recensant les emprunts de chaque foyer fiscal.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2895).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2905, 2906) : *MM. Robert Laucournet, Louis Minetti, Ernest Cartigny, Jean Simonin, intervention de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat et de M. Jean-Jacques Robert, rapporteur.*

Adoption (15 octobre 1991) (p. 2906).

Discussion (deuxième lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5301, 5319).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5301, 5305) : *MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Claude Estier, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.*

Consommateurs (protection et information) : *Estier (Claude)* (p. 5304) ; *Lanier (Lucien)* (p. 5302) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5304) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5302).

Droit commercial : *Lanier (Lucien)* (p. 5302) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5304).

Droit des contrats : *Lanier (Lucien)* (p. 5302) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5304).

Fraudes et falsifications : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5302).

Publicité comparative : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5302).

Sommet de Maastricht : *Estier (Claude)* (p. 5304) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5305).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5305, 5319) : *MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Lucien Lanier, rapporteur pour avis ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Jean Chérioux, Claude Estier, Louis Minetti, Jean-Luc Bécart, Etienne Dailly, André Bohl, Daniel Millaud, Paul Souffrin, Jean-Pierre Masseret.*

Art. 1^{er} (p. 5305).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de la commission et n° 25 de la commission saisie pour avis : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Amendements identiques n° 3 de la commission et n° 26 de la commission saisie pour avis : rétablissement de la définition de la notion d'urgence introduite par le Sénat en première lecture – Amendement n° 27 de la commission saisie pour avis : champ d'application de la loi du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5307).

Art. 2 (p. 5307).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 rédactionnel – N° 5 : pays de provenance des produits alimentaires – Et n° 6 de coordination.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5308).

Art. 3 (p. 5308).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : limitation de l'exercice du droit de résiliation.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5310).

Art. 7 (p. 5310).

Adoptés : amendements identiques n° 8 de la commission et n° 28 de la commission saisie pour avis : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 34 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Claude Estier : clauses de variations conformes au modèle type – Amendement n° 38 du Gouvernement : prise en compte de la réglementation sur les taux de crédit révisables.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5311).

Art. 8 (p. 5311).

Adoptés : amendements identiques n° 10 de la commission et n° 29 de la commission saisie pour avis, n° 11 de la commission et n° 30 de la commission saisie pour avis tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Amendement rédactionnel n° 12 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5312).

Art. 9 (p. 5312).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13, 14 et 15 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 37 : date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article.

Retiré : amendement de suppression n° 31 de la commission saisie pour avis.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5313).

Art. 10 (p. 5313).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : prise en compte d'au moins deux éléments comparatifs dans les campagnes publicitaires – N° 17 rédactionnel – N° 18 : rétablissement du régime dérogatoire en faveur des labels et des marques de haute couture – N° 19 : principe de réciprocité en matière de publicité comparative – N° 20 : sanctions spécifiques à la publicité comparative illicite – N° 21 : période probatoire de trois ans – Et n° 22 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5315).

Art. 10-1 (p. 5315).

Adopté : amendement de suppression n° 23 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 33 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : abrogation de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

– L'article 10-1 est supprimé (p. 5316).

Après l'art. 10-1 (p. 5316).

Adopté : amendement n° 36 de M. Etienne Dailly : faculté pour le juge de prendre en compte l'état de dépendance économique du fabricant en cas de revente à perte et transformation en contravention du délit de non-respect des règles de facturation par le fabricant soumis à des pressions économiques.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5318).

Art. 12 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5318).

Art. 13 – Adopté (p. 5318).

Art. 14 (*Chambre régionale des métiers en Lorraine*) (p. 5318).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 1 bis de M. André Bohl, soutenu par M. Daniel Millaud, n° 24 du Gouvernement, n° 32 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Jean-Luc Bécart et n° 35 de M. Jean-Pierre Masseret.

– L'article 14 est supprimé (p. 5319).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5319) : MM. Claude Estier, Jean-Luc Bécart.

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5319).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1991) (p. 5673, 5677).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5673, 5675) : M. Jean-Jacques Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Neiertz (Véronique) (p. 5674) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 5673).

Conseil national de la consommation : Neiertz (Véronique) (p. 5675).

Consommateurs (protection et information) : Robert (Jean-Jacques) (p. 5674).

Publicité : Neiertz (Véronique) (p. 5675) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 5673).

Rapports au Parlement : Neiertz (Véronique) (p. 5675) ; Robert (Jean-Jacques) (p. 5674).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5675, 5677)

Art. 1^{er} (p. 5675).

Art. 2, 3, 7 et 8 (p. 5676).

Art. 9 – Supprimé par la CMP (p. 5676).

Art. 10 (p. 5676).

Art. 10-1 (p. 5677).

Art. 10-2 et 14 – Supprimés par la CMP (p. 5677).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5677) : MM. Claude Estier, Jean-Luc Bécart.

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5677).

Constitution

Voir *Défense*, 1

1. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi

soumis au référendum, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 15 février 1990) [n° 184 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 8 octobre 1991.

2. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à combler les lacunes, à remédier aux défaillances et à prévenir les interprétations abusives de la Constitution de 1958, afin de préserver et de maintenir les Institutions de la Ve République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (15 octobre 1991) [n° 31 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Contraception

Voir *Médecine*, 2

Coopérants

Voir *Lois de finances*, 1, Coopération et développement

Coopération

Voir *Missions d'information*, 5
Questions au Gouvernement n° 364
Traités et conventions, 20

1. – Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Lucien Neuwirth, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 avril 1991) [n° 279 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 mai 1991) [n° 311 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Coopération intercommunale

Voir *Agglomérations nouvelles*, 1
Collectivités territoriales, 3

Coopératives

Voir *Economie sociale*, 1

Corée du Sud

Voir *Traités et conventions*, 23

Corse (région)

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Questions au Gouvernement n° 333

Cotisations sociales

Voir *Lois de finances*, 1, Budget annexe des prestations sociales agricoles
Mutualité sociale agricole (MSA), 1

Cour de cassation

Voir *Justice*, 2

Cour des comptes

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - I – Charges communes et rapatriés

Rapports au Parlement, 2

Cours d'appel

Voir *Magistrature, 2*

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Environnement, 4*
Questions orales sans débat n° 317

Créances

Voir *Traités et conventions, 3*

1. – Proposition de loi tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (13 novembre 1991) [n° 81 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Crédit-bail

Voir *Traités et conventions, 2*

Crimes, délits et contraventions

Voir *Droit pénal, 1 ; 3*
Enfance, 1

Cuba

Voir *Rapports d'information, 10*

Culte

1. – Proposition de loi tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 mai 1990) [n° 326 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991.

Culture

Voir *Rapports d'information, 7*

D**Débats (organisation)**

Voir *Rappels au règlement*, 18

Décentralisation

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Lois de finances, 1, Intérieur
Questions au Gouvernement n° 365
Rapports d'information, 5

Déchets

Voir *Environnement*, 3
Questions orales sans débat n° 391
Rapports d'information, 20

Déchets radioactifs

Voir *Environnement*, 3

Déconcentration

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Défense

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4
Lois de finances, 1, Services du Premier ministre - II -
 Secrétariat général de la défense nationale
Rapports d'information, 12 ; 35

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 35 de la Constitution**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Lecanuet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 16 septembre 1991) [n° 481 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (12 décembre 1991) [n° 173 (91-92)].

Délégations parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 8

Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*, 11

Départements

Voir *Examens et concours*, 1
Mines et carrières, 1

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 9
Lois de finances, 1, Départements et territoires d'outre-mer
Questions au gouvernement n° 375
Questions orales avec débat n° 33
Questions orales sans débat n° 298 ; n° 311 ; n° 389
Rapports d'information, 29 ; 32
Sécurité sociale, 2

Dépenses publiques

Voir *Questions orales avec débat* n° 16

Déportés et internés

1. – **Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail au pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 44 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Désarmement

Voir *Questions orales sans débat* n° 365

Diffamation

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 6

Directives communautaires

Voir *Marchés publics*, 1
Professions libérales, 1

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales*, 7 ; 9
Communication audiovisuelle, 1
Parlement, 3 ; 4
Traités et conventions, 6 ; 11 ; 12 ; 15 ; 16

Discussion immédiate (procédure parlementaire)

1. – **Demande de discussion immédiate**, signée de trente sénateurs, présentée par M. Charles Pasqua, en application de l'article 30 du règlement du Sénat, de sa proposition de résolution (n° 420, 1990-1991) tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (26 juin 1991) (p. 2125 ; 2171) – MM. Charles Pasqua, Jean-Pierre Bayle – Adoption (p. 2171).

Dissuasion nucléaire

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Collectivités territoriales*, 2 ; 5
Questions au Gouvernement n° 372
Questions orales avec débat n° 11
Rapports du Gouvernement, 9

Douanes

Voir *Questions orales sans débat* n° 323
Rapports du Gouvernement, 3
Traités et conventions, 27

Drogue (trafic)

Voir *Stupéfiants*, 1

Droit civil

Voir *Marchés publics*, 1

Droit commercial

Voir *Sociétés civiles et commerciales*, 2

Droit du travail

Voir *Associations*, 1

Droit et temps de parole (procédure parlementaire)

Voir *Rapports au règlement*, 48

Droit pénal

Voir *Enfance*, 1

Questions au Gouvernement n° 368

1. – **Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune et M. Louis de Catuelan, sénateurs (19 juin 1990) [n° 394 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 16 octobre 1991.

2. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (5 juin 1991) [n° 2083 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. François Colcombet (26 septembre 1991) [n° 2244 (9^e lég.)] – Avis oral de M. Arthur Paecht – Discussion (7 et 8 octobre 1991) – Adoption (8 octobre 1991) [n° 530].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 1991) [n° 13 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi tendant au rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang assortis de violences sexuelles perpétrés à l'encontre de mineurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Alduy, sénateur (13 novembre 1991) [n° 82 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Droits de l'homme

Voir *Questions orales avec débat* n° 7

Questions orales sans débat n° 373

1. – **Proposition de loi sur la santé de la personne humaine**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bernard Seillier, sénateur (22 mai 1990) [n° 309 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 30 octobre 1991.

2. – **Projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (29 mai 1991) [n° 2068 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun avec la proposition de loi tendant à renforcer la protection de la vie privée (25 octobre 1990) [n° 1672 (9^e lég.)] – Rapport de M. François Massot (6 juin 1991) [n° 2088 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (13 juin 1991) – Adoption (13 juin 1991) [n° 491].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 juin 1991) [n° 389 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (19 juin 1991) [n° 403 (90-91)] – Discussion (25 juin 1991) – Adoption (25 juin 1991) [n° 134].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1991) [n° 2149 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Massot (26 juin 1991) [n° 2156 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 516].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (26 juin 1991) [n° 423 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 145].

PROMULGATION : loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 13 juillet 1991) Rectificatif (*J.O. Lois et décrets* du 10 août 1991).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1991) (p. 2057, 2101).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2057, 2069) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Jacques Thyraud, Henri Le Breton, Michel Sapin, ministre délégué à la justice.*

Commerce illicite : *Le Breton (Henri)* (p. 2068) ; *Lederman (Charles)* (p. 2065).

Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2063) ; *Lederman (Charles)* (p. 2065) ; *Nallet (Henri)* (p. 2059) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2061) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : *Sapin (Michel)* (p. 2068).

Convention européenne des droits de l'homme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2063) ; *Le Breton (Henri)* (p. 2068).

Cour européenne des droits de l'homme : *Le Breton (Henri)* (p. 2067) ; *Lederman (Charles)* (p. 2065) ; *Nallet (Henri)* (p. 2058) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2060) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2066).

Démocratie : *Lederman (Charles)* (p. 2066).

Direction de la surveillance du territoire (DST) : *Lederman (Charles)* (p. 2065).

Droit pénal : *Nallet (Henri)* (p. 2058) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2062) ; *Sapin (Michel)* (p. 2069).

Ecoutes téléphoniques : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2062 ; 2063) ; *Le Breton (Henri)* (p. 2067) ; *Lederman (Charles)* (p. 2064) ; *Nallet (Henri)* (p. 2058) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2060) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068 ; 2069) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2067).

Informatique (fichiers) : *Thyraud (Jacques)* (p. 2067).

Libertés individuelles : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2062 ; 2063) ; *Lederman (Charles)* (p. 2065) ; *Nallet (Henri)* (p. 2059) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2060) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068).

Libertés publiques : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2062) ; *Le Breton (Henri)* (p. 2067) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2060).

Ministère public : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2063).

Projets de loi : *Nallet (Henri)* (p. 2060) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2060) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068 ; 2069) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2066).

Sûreté de l'Etat : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2062) ; *Nallet (Henri)* (p. 2058) ; *Sapin (Michel)* (p. 2068) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2066).

Télécommunications : *Rudloff (Marcel)* (p. 2061).

Télématique : *Sapin (Michel)* (p. 2069) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2066).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2069, 2099) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Charles Lederman, Michel Sapin, ministre ; Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Thyraud, Henri Nallet, ministre ; Paul Souffrin, Henri Le Breton, Louis de Catuelan, Jean-Marie Girault, Gérard Larcher.*

Art. 1^{er} (*Prohibition de l'interception de toute correspondance émise par le voie des télécommunications – Exceptions au principe*) (p. 2069).

Adopté : amendement rédactionnel n° 54 du Gouvernement (p. 2072 ; priorité ordonnée p. 2071).

Retiré : amendement de suppression n° 1 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 47 de M. Charles Lederman : principe du secret des correspondances émises par la voie des télécommunications et protection de la liberté d'opinion – Amendement n° 19 de M. Jacques Thyraud : limitation du champ d'application du projet de loi aux seules communications téléphoniques.

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 54, est adopté (p. 2072).

TITRE PREMIER

DES INTERCEPTIONS ORDONNÉES PAR L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Art. 2 (*Interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire : article 100 à 100-6 du code de procédure pénale*) (p. 2072).

ART. 100 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Cadre des interceptions*) (p. 2073).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : intégration des interceptions par voie de télécommunication dans les dispositions générales du code de procédure pénale.

Rejetés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 35 et 36 : nouvelle rédaction – Amendement n° 23 de M. Jacques Thyraud : information du Procureur général et recours de ce dernier devant la chambre d'accusation.

Retiré : amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud : limitation des interceptions judiciaires aux infractions dont la peine est supérieure à deux ans d'emprisonnement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2076).

ART. 100-1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Contenu de la décision*) (p. 2076).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2076).

ART. 100-2 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Durée de validité de la décision d'interception*) (p. 2076).

Rejetés : amendement n° 24 de M. Jacques Thyraud : durée maximale de quatre mois – Amendement n° 53 de M. Charles Lederman : durée maximale de deux mois renouvelable une fois.

– Le texte proposé est adopté (p. 2077).

ART. 100-3 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Droit pour le juge d'instruction de requérir toute personne en vue de procéder à l'installation du dispositif d'interception*) – Adopté (p. 2077).

ART. 100-4 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Procès verbal – Scellés*) (p. 2077).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission.

– Le texte proposé dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 2077).

ART. 100-5 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (*Transcription*) – Adopté (p. 2077).

ART. 100-6 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

Adopté : amendement n° 38 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : destruction des enregistrements en cas de relaxe ou d'acquiescement définitif et en l'absence de co-inculpés à l'égard desquels l'action publique n'est pas prescrite.

Rejeté : amendement de suppression n° 37 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 2078).

APRÈS L'ART. 100-6 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

Adoptés : amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud : information par le juge d'instruction du bâtonnier ou de son délégué lorsqu'un cabinet d'avocats fait l'objet d'une interception téléphonique ; sous-amendements du Gouvernement n° 64 et n° 65.

– Un article additionnel est inséré dans le code (p. 2080).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2080).

TITRE II

DES INTERCEPTIONS DE SÉCURITÉ

Art. 3 (*Domaine des interceptions*) (p. 2080).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jacques Thyraud : remplacement des mots « sécurité nationale » par les mots « sûreté de l'Etat ».

– L'article 3 est adopté (p. 2081).

Après l'art. 3 (p. 2081).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : refus des interceptions justifiées par les origines ethniques, les opinions politiques ou philosophiques ou religieuses, ou l'appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale.

Art. 4 (*Décision d'interception*) – Adopté (p. 2081).

Art. 5 (*Fixation du nombre maximum d'interceptions simultanées*) (p. 2082).

Adopté : amendement n° 39 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : information immédiate de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2082).

Art. 6 (*Intervention de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2082) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (*Durée de l'autorisation*) – Adopté (p. 2082).

Art. 8 (*Transcription des interceptions*) (p. 2082).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2082).

Art. 9 (*Relevé des opérations*) (p. 2082).

Adopté : amendement de précision n° 6 de la commission.

Rejeté : amendement n° 40 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : tenue d'un registre des interceptions.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2083).

Art. 10 (*Destruction de l'enregistrement*) – Adopté (p. 2083).

Art. 11 (*Limitation de l'emploi des renseignements recueillis*) – Adopté (p. 2083).

Art. 12 (*Conditions de mise en place des interceptions*) – Adopté (p. 2084).

Art. 13 (*Destruction des transcriptions*) – Adopté (p. 2084).

Art. 14 (*Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité*) (p. 2084).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 : désignation du président de la Commission – N° 9 de coordination – N° 10 de conséquence – N° 11 de coordination – Amendement n° 44 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Louis de Catuelan : désignation des agents de la Commission par le président.

Rejetés : sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 49 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin – Amendement n° 50 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : désignation d'un député et d'un sénateur par les groupes parlementaires de chacune des chambres – Amendement n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : composition de la Commission – Amendement n° 28 de M. Jacques Thyraud : présence d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Commission.

Retiré : amendement de précision n° 12 de la Commission.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2090).

Art. 14 bis (*Contrôle de la décision d'interception par la Commission nationale*) (p. 2090).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Jacques Thyraud : obligation pour la Commission d'informer le Premier ministre de toute interception irrégulière – Amendement n° 58 du Gouvernement : recommandation de la Commission et suites données à celle-ci ;

sous-amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 42 : recommandation de la Commission contestant le contingent et la répartition des interceptions simultanées – Et n° 43 : possibilité pour la Commission d'adresser au Premier ministre plusieurs recommandations tendant à l'interruption d'une interception irrégulière.

Retiré : amendement n° 30 de M. Jacques Thyraud : indication par le Premier ministre des suites données à la recommandation de la Commission, analogue à l'amendement n° 58 du Gouvernement.

Devenu sans objet : amendement de conséquence n° 61 de la Commission.

– L'article 14 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2093 ; précédemment réservé p. 2090).

Art. 15 (*Contrôle conduit par la Commission*) (p. 2091).

Adoptés : amendement n° 13 de la commission : absence de contrôle de légalité de la décision d'interception ; sous-amendement n° 59 du Gouvernement.

Rejetés : sur l'amendement n° 13 de la Commission ; sous-amendement n° 51 de M. Charles Lederman.

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2093 ; précédemment réservé p. 2091).

Après l'art. 15 (p. 2091).

Adopté : amendement n° 62 du Gouvernement : collaboration des ministres, des autorités publiques et des agents publics à l'action de la Commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2091).

Art. 16 (*Cas d'une interception effectuée en violation des dispositions du présent titre*) (p. 2092).

Adopté : amendement de suppression n° 31 de M. Jacques Thyraud, analogue à l'amendement n° 60 du Gouvernement.

Devenu sans objet : amendement n° 14 de la commission : absence de notification de la recommandation au Premier ministre, au ministre ayant proposé l'interception et au ministre chargé des télécommunications.

– L'article 16 est supprimé (p. 2092).

Art. 17 (*Notification adressée à l'auteur de la réclamation – Information du Procureur de la République*) – Adopté (p. 2093).

Art. 18 (*Crédits nécessaires à la Commission nationale des contrôles des interceptions*) – Adopté (p. 2093).

Art. 19 (*Rapport de la Commission nationale de contrôle*) – Adopté (p. 2094).

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 20 (*Réserve de la surveillance du contrôle par le Gouvernement des transmissions hertziennes*) – Adopté (p. 2094).

Art. 21 (*Compétences attribuées au ministre chargé des télécommunications quant à l'application des dispositions du projet de loi*) – Adopté (p. 2094).

Art. 22 (*Droit pour les autorités chargées des interceptions de recueillir des informations ou des documents nécessaires aux interceptions auprès des exploitants et fournisseurs*) (p. 2094).

Adopté : amendement n° 66 de la commission : communication d'informations aux juridictions d'instruction et au Premier ministre.

Rejeté : amendement de suppression n° 32 de M. Jacques Thyraud.

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2096).

Art. 23 (*Inopposabilité des exigences essentielles définies au douzième de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications*) – Adopté (p. 2096).

Art. 24 (*Appareils conçus pour l'interception de communications ou la fixation d'images attentatoires à la vie privée*) (p. 2096).

Adopté : amendement n° 33 de M. Jacques Thyraud : système d'autorisations ministérielles et interdiction de toute publicité.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2098).

Art. 25 (*Secret des correspondances transmises par la voie des télécommunications*) (p. 2098).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : sanction de l'utilisation du contenu des interceptions sauvages et peines prévues – N° 17 : peines prévues – Amendement n° 34 de M. Jacques Thyraud : sanctions de celui qui a installé les dispositifs d'interception.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2099).

Après l'art. 25 (p. 2099).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 56 : obligation des personnes concourant à l'exécution d'une interception de sécurité – Et n° 57 : date d'entrée en vigueur de la loi.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2099).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2099, 2101) : MM. Gérard Larcher, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Souffrin, Jacques Thyraud, Jean-Marie Girault.

Scrutin public n° 129 (p. 2101).

Adoption (25 juin 1991) (p. 2101).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1991) (p. 2253, 2255).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2253) : MM. Luc Dejoie, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Michel Sapin, ministre délégué à la justice.

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Dejoie (Luc) (p. 2253) ; Sapin (Michel) (p. 2253).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2253, 2255)

Art. 1^{er} (p. 2253).

Art. 2, 5, 8, 9, 14, 14 bis, 15 et 15 bis (p. 2254).

Art. 16 (p. 2254) – Supprimé par la CMP.

Art. 22, 24, 25, 26 et 27 (p. 2255).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2255) : M. Louis Minetti.

Adoption (26 juin 1991) (p. 2255).

E

Eau

Voir *Rapports d'information*, 27 ; 28

1. – **Projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux**, PRESENTE AU SÉNAT au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement (29 mai 1991) [n° 346 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Richard Pouille (10 octobre 1991) [n° 28(91-92)] – Discussion (16 et 17 octobre 1991) – Adoption (17 octobre 1991) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1991) [n° 2284 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (26 novembre 1991) [n° 2381 (91-92)] – Discussion (5, 6 et 10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 561] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi sur l'eau** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1991) [n° 159 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Richard Pouille (10 décembre 1991) [n° 165 (91-92)] – Discussion (13 décembre 1991) – Adoption (13 décembre 1991) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 2474 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (16 décembre 1991) [n° 2478 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 587].

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIEME LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 208 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Guy Malandain (19 décembre 1991) [n° 2509 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 607].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Richard Pouille (19 décembre 1991) [n° 216 (91-92)] – Discussion (21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 89].

PROMULGATION : loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(16 octobre 1991) (p. 2911, 2952) ; (17 octobre 1991) (p. 2960, 2976 ; p. 2997, 3032).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2911, 2970) : MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Richard Pouille, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Boyer, Jean Faure, Philippe Adnot, Philippe François, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Roland Grimaldi, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Louis Mercier, Jacques Oudin, Robert-Paul Vigouroux, Jacques Bimbenet, Hubert Martin, Louis Virapoullé, Michel Doublet, Aubert Garcia, Charles-Edmond Lenglet, François Blaizot, Henri Belcour, Pierre Lacour, Bernard Barraux, Philippe de Bourgoing, Pierre Dumas.

Agences de bassin : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2920) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2937 ; 2938) ; Cartigny (Ernest) (p. 2922) ; Faure (Jean) (p. 2915) ; Lalonde (Brice) (p. 2911 ; 2939) ; Oudin (Jacques) (p. 2926).

Barrages : Barraux (Bernard) (p. 2936 ; 2937) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2919) ; Blaizot (François) (p. 2933) ; François (Philippe) (p. 2917) ; Mercier (Louis) (p. 2924).

Carburants agricoles : Adnot (Philippe) (p. 2916).

Collectivités territoriales : Belcour (Henri) (p. 2935) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2918) ; Blaizot (François) (p. 2934) ; Doublet (Michel) (p. 2929) ; Faure (Jean) (p. 2914) ; Lalonde (Brice) (p. 2940) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2931) ; Oudin (Jacques) (p. 2926) ; Vigouroux (Robert-Paul) (p. 2927).

Coopération intercommunale : Oudin (Jacques) (p. 2925).

Cours d'eau, étangs et lacs : Bimbenet (Jacques) (p. 2928) ; Doublet (Michel) (p. 2929) ; Dumas (Pierre) (p. 2938) ; Grimaldi (Roland) (p. 2921) ; Lacour (Pierre) (p. 2936) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2932) ; Luart (Roland du) (p. 2923).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : Lalonde (Brice) (p. 2940) ; Virapoullé (Louis) (p. 2929).

Eau de consommation : Dumas (Pierre) (p. 2938).

Eau et assainissement : Belcour (Henri) (p. 2935) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2918) ; Bimbenet (Jacques) (p. 2927) ; Blaizot (François) (p. 2933, 2944) ; Boyer (Jean) (p. 2914) ; Faure (Jean) (p. 2914) ; Lacour (Pierre) (p. 2935, 2936) ; Lalonde (Brice) (p. 2939) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2932) ; Mercier (Louis) (p. 2924) ; Pouille (Richard) (p. 2912).

Eau (maîtrise de la consommation) : Adnot (Philippe) (p. 2916) ; Bimbenet (Jacques) (p. 2927) ; Blaizot (François) (p. 2932) ; Faure (Jean) (p. 2915).

Eau (protection des nappes phréatiques) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2919) ; François (Philippe) (p. 2917) ; Grimaldi (Roland) (p. 2920).

Eau (tarification) : Adnot (Philippe) (p. 2916) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2918 ; 2919 ; 2920) ; Boyer (Jean) (p. 2914) ; Faure (Jean) (p. 2915) ; François (Philippe) (p. 2917).

Engrais : Belcour (Henri) (p. 2935) ; Boyer (Jean) (p. 2914) ; Garcia (Aubert) (p. 2930).

Environnement (ministère) : Lalonde (Brice) (p. 2911).

Environnement (protection des zones humides) : Bimbenet (Jacques) (p. 2928) ; Blaizot (François) (p. 2934) ; Garcia (Aubert) (p. 2930).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : Lalonde (Brice) (p. 2940) ; Luart (Roland du) (p. 2922) ; Oudin (Jacques) (p. 2925).

Irrigation : François (Philippe) (p. 2916) ; Garcia (Aubert) (p. 2930) ; Lacour (Pierre) (p. 2936) ; Vigouroux (Robert-Paul) (p. 2927).

Littoral (protection) (marais salants de l'Ouest) : Oudin (Jacques) (p. 2926).

Loi et règlement (domaines respectifs) : Blaizot (François) (p. 2933) ; Boyer (Jean) (p. 2914) ; Lalonde (Brice) (p. 2939) ; Pouille (Richard) (p. 2913).

Mines (bassin de Lorraine) : Martin (Hubert) (p. 2928).

Pêche en eau douce : Lacour (Pierre) (p. 2936) ; Luart (Roland du) (p. 2923).

Pisciculture : Bimbenet (Jacques) (p. 2928).

Politique agricole commune (PAC) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2919).

Pollution (air) : Adnot (Philippe) (p. 2916).

Pollution (eau) : Adnot (Philippe) (p. 2915) ; Belcour (Henri) (p. 2935) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2918) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2938) ; Boyer (Jean) (p. 2913) ; Garcia (Aubert) (p. 2930) ; Grimaldi (Roland) (p. 2921) ; Lalonde (Brice) (p. 2940) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2932) ; Mercier (Louis) (p. 2923 ; 2924) ; Oudin (Jacques) (p. 2925) ; Pouille (Richard) (p. 2912).

Propriété (droit) : Lalonde (Brice) (p. 2939).

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) : Adnot (Philippe) (p. 2916) ; Belcour (Henri) (p. 2935) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2918) ; Cartigny (Ernest) (p. 2922) ; Doublet (Michel) (p. 2929) ; Faure (Jean) (p. 2914) ; Grimaldi (Roland) (p. 2921) ; Mercier (Louis) (p. 2924) ; Pouille (Richard) (p. 2913).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2940, 2952) ; (p. 2960, 2976 ; p. 2997, 3032) : MM. Richard Pouille, rapporteur ; Rémi Hermant, Roland Grimaldi, Brice Lalonde, ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Moutet, Michel Doublet, Jacques Oudin, Jacques Bimbenet, Philippe de Bourgoing, Mme

Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Arthuis, François Gerbaud, Alain Pluchet, Pierre Lacour, Ernest Cartigny, Serge Vinçon, Roland du Luart, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, Albert Pen.

Avant l'art. 1^{er} (p. 2940).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation.

Rejeté : amendement n° 140 de Mme Danielle Bidard-Reydet : création d'une agence nationale de l'eau.

Retirés : amendements analogues n° 68 de M. Rémi Herment et n° 122 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : protection d'intérêt général des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2941).

Art. 1^{er} (*Objectifs généraux*) (p. 2941).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : notion de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Retirés : amendement n° 168 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Jacques Moutet : même objet que l'amendement n° 17 précité – Amendement n° 69 de M. Rémi Herment : priorité à la préservation des écosystèmes aquatiques – Amendements analogues n° 70 du même auteur et n° 123 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : objectif de reconquête de la qualité des eaux.

Devenus sans objet : amendement n° 111 de M. Michel Doublet : affirmation de l'importance économique de la protection du patrimoine hydraulique – Amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 141 : objectif de la satisfaction de tous les besoins en eau – Et n° 142 : réaffirmation des dispositions des lois du 16 octobre 1919 sur l'énergie hydraulique et du 2 août 1961 relatives à la lutte contre les pollutions atmosphériques.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2943).

Après l'art. 1^{er} (p. 2944).

Retiré : amendement n° 162 de M. Jacques de Menou, soutenu par M. Jacques Oudin : limitation des redevances sur les pollutions agricoles.

TITRE PREMIER

DE LA POLICE ET DE LA GESTION DES EAUX

Art. 2 (*Schémas d'aménagement et de gestion des eaux*) (p. 2945).

Adoptés : amendement n° 18 de la commission : nouvelle rédaction ; sous-amendements du Gouvernement, n° 196, n° 197 et n° 199 ; sous-amendement n° 174 bis de M. Jacques Thyraud.

Rejetés : sur l'amendement n° 18 de la commission précité, sous-amendements du Gouvernement n° 194, n° 195 et n° 198.

Retiré : amendement n° 178 de M. Philippe de Bourgoing : structure de gestion locale de l'eau.

Devenus sans objet : amendements n° 112 et n° 113 de M. Michel Doublet, n° 143, n° 145 de Mme Danielle Bidard-Reydet, et n° 182 de M. François Blaizot, relatifs au pouvoir d'initiative des collectivités territoriales pour la fixation du périmètre, l'élaboration et la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) – Amendements analogues, n° 144 de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 72 de M. Rémi Herment et n° 124 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : conformité des décisions administratives aux dispositions du schéma – Amendement n° 146 de Mme Danielle Bidard-Reydet : procédure d'élaboration de publication et de révision des SAGE : renvoi à une loi d'application – Amendement n° 108 de M. Jacques Bimbenet : périmètre du SAGE : prise en compte des recommandations reconnues dans le cadre des schémas départementaux de vocation piscicole – Amendements de M. Marcel Daunay, soutenus par M. Jacques Moutet, n° 169 : comité local de l'eau – N° 73 : structure de gestion locale de l'eau – N° 75 rédactionnel et n° 77 : responsabilité des structures de gestion locale de l'eau – Amendement n° 76 de M. Louis Mercier, soutenu par M. Rémi Herment : association des établissements publics consulaires – Amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Roland Grimaldi, n° 125 et n° 126 et de M. Rémi Herment, n° 74 et n° 78, organisant la communauté locale de l'eau.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2949).

Après l'art. 2 (p. 2949).

Adopté : amendement n° 212 de la commission : possibilité de création d'un établissement public de l'eau par les collectivités territoriales concernées par un ou plusieurs SAGE.

Rejeté : amendement n° 147 de Mme Danièle Bidard-Reydet : modification de la composition des comités de bassin et du conseil d'administration des agences financières de bassin.

Devenu sans objet : amendement n° 217 du Gouvernement : même objet que l'amendement n° 212 précité de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2951).

Art. 3 (*Police de l'eau : prescriptions générales*) (p. 2960).

Parole sur l'article (p. 2960, 2961) : *Mmes Danielle Bidard-Reydet, Marie-Claude Beaudeau* – Décharges.

Adopté : amendement n° 19 de la commission : dispositions relatives à la qualité des eaux.

Rejeté : sur l'amendement n° 19 de la commission précité, sous-amendement n° 200 du Gouvernement.

Retiré : amendement de suppression n° 114 de M. Michel Doublet.

Devenus sans objet : amendement n° 79 de M. Rémi Herment : rappel des intérêts visés à l'article 1^{er} – Amendement n° 148 de Mme Danielle Bidard-Reydet : interdiction de toute publicité intéressée susceptible de mettre en doute la qualité de l'eau distribuée par les établissements publics – Amendement n° 80 de M. Paul Alduy, soutenu par Jacques Moutet : restriction de la possibilité de limitation provisoire des usages de l'eau.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2963).

Art. 4 (*Prescriptions spéciales*) (p. 2963).

Parole sur l'article (p. 2963) : *Mmes Danielle Bidard-Reydet, Marie-Claude Beaudeau* – Agriculteurs – Eau (qualité en Ile-de-France).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : compétences de l'administration en matière d'usages de l'eau et de la répartition de la ressource ; extension aux zones humides – Sous-amendements du Gouvernement, n° 201, n° 202, n° 203 et n° 204 – Sous-amendement n° 120 de M. Jean Arthuis.

Retirés : amendements, n° 1 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud et n° 127 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : même objet que l'amendement n° 20 précité de la commission.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2965).

Art. 5 (*Régime de déclaration ou d'autorisation des installations et ouvrages*) (p. 2966).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 187 du Gouvernement – Amendement n° 21 de la commission : harmonisation avec les dispositions des textes en vigueur ; sous-amendements n° 85 de M. Rémi Herment ; n° 88 de M. François Blaizot, soutenu par M. Michel Doublet ; n° 89 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment ; et n° 181 de M. Philippe de Bourgoing.

Rejetés : sur l'amendement n° 21 précité de la commission, sous-amendements n° 205 et n° 206 du Gouvernement ; sous-amendement n° 128 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi.

Retirés : amendements sur le même objet, n° 87 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment et n° 180 de M. Philippe de Bourgoing : avant autorisation, avis de la structure de gestion locale de l'eau.

Devenus sans objet : amendement n° 149 de M. Danielle Bidard-Reydet : définition par la loi de la liste des installations et ouvrages soumis à déclaration et à autorisation, ainsi que des critères définissant le prélèvement d'eau à usage domestique – Amendements n° 82 et n° 84 de M. Rémi Herment introduisant la prise en compte de l'impact sur le milieu aquatique et, sur le même objet, n° 3 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud – Amendements sur le même objet n° 83 de M. Rémi Herment et n° 118 de M. Ernest Cartigny, soutenus par M. Jacques Bimbenet : publicité du prélèvement d'eau soumis à déclaration

ou à autorisation – Amendement n° 86 de M. Rémi Herment : contrôle par l'administration de la conformité des nouvelles installations aux prescriptions édictées par l'acte d'autorisation avant mise en service.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2970).

Après l'art. 5 (p. 2970).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : conditions d'application des dispositions du projet de loi aux rejets des installations classées pour la protection de l'environnement, sous-amendement n° 205 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2970).

Art. 6 (*Moyens de mesures ou d'évaluation – Contrôles techniques*).

Parole sur l'article (p. 2970) : *Mme Danielle Bidard-Reydet*.

Adoptés : amendement n° 23 de la commission : dispositions relatives à l'obligation de mise à disposition des résultats des mesures ou des évaluations – Amendements identiques de coordination, n° 24 de la commission et n° 4 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud.

Rejeté : Amendement n° 119 de M. Ernest Cartigny, soutenu par M. Jacques Bimbenet : cas des installations non dotées de moyens de mesure et d'évaluation au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2971).

Art. 7 (*Périmètres de protection – Facturation de l'eau*) (p. 2972).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 25 de la commission – Amendement n° 188 du Gouvernement : nouvelle rédaction de la disposition supprimant la facturation forfaitaire de la consommation ; sous-amendement n° 218 de la commission.

Rejetés : amendements n° 115 de M. Michel Doublet : suppression de la notion de protection naturelle et allongement du délai de création du périmètre – Amendement n° 5 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud : dispense de création d'un périmètre de protection dans le cas d'un captage d'eau potable bénéficiant d'une protection naturelle efficace démontrée.

Devenus sans objet : amendements de M. Rémi Herment, n° 90 : même objet que l'amendement n° 5 précité de M. Philippe François – Et n° 91 : réduction du délai de création des périmètres de protection – Amendement n° 150 de Mme Danielle Bidard-Reydet : indemnisation des agriculteurs exploitant des terres situées dans le périmètre de protection – Amendement n° 175 de M. Jacques Thyraud, soutenu par M. Jacques Bimbenet : allongement du délai de suppression de la tarification forfaitaire de la facturation.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2974).

Art. 8 (*Débits affectés*) (p. 2974).

Adoptés : amendements de la commission, n° 26 : champ d'application – N° 27 : même objet – Amendement n° 92 de M. Rémi Herment : prescription du maintien de la vie aquatique.

Retiré : amendement n° 6 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud : indemnisation des servitudes.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2975).

Art. 9 (*Plans de surfaces submersibles*) (p. 2975).

Adopté : amendement rédactionnel n° 189 du Gouvernement.

Rejetés : amendement n° 152 de Mme Danielle Bidard-Reydet : élaboration en concertation avec les comités de bassin et les collectivités territoriales concernées – Amendement n° 7 de M. Philippe François, soutenu par M. François Gerbaud : règles d'indemnisation des préjudices découlant des servitudes d'utilité publique.

Retiré : amendement n° 28 de la commission : suppression de la faculté d'imposer des prescriptions visant à assurer le fonctionnement des écosystèmes constitués par les plans de surface submersibles.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2976).

Art. 10 (*Intervention en cas d'incident ou d'accident*) (p. 2997).

Adoptés : amendements sur le même objet, n° 93 de M. Rémi Herment et n° 129 et n° 130 de M. Claude Estier, soutenus par M. Roland Grimaldi : suppression de la référence au degré de gravité du danger causé par l'incident ou l'accident ou de la pollution accidentelle – Amendements de la commission, n° 29 : référence à la sécurité civile – Et n° 30 : information du maire ou du préfet : assouplissement du dispositif – Amendement n° 116 de M. Michel Doublet, soutenu par M. Alain Pluchet : accès aux propriétés privées des agents des services publics d'incendie et de secours : suppression de l'exclusion de l'accès du domicile.

Rejeté : amendement n° 153 de Mme Danielle Bidard-Reydet : communication par l'autorité administrative d'information sur la qualité de l'eau distribuée.

Retiré : amendement de coordination n° 94 de M. Rémi Herment.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2999).

Art. 11 (*Personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 2999).

Adoptés : amendements de la commission, n° 31 : champ de compétence des agents mentionnés – N° 32 : habilitation des agents assermentés des parcs naturels régionaux – Et n° 33 : suppression de l'habilitation des gardes-champêtres – Amendement n° 131 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : agents départementaux habilités au contrôle des stations d'épuration.

Rejeté : amendement n° 154 de Mme Danielle Bidard-Reydet : habilitation des agents assermentés des collectivités ayant des prises d'eau en fleuves ou en rivières.

Devenus sans objet : amendements sur le même objet, n° 132 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi – Et n° 95 de M. Rémi Herment : habilitation des gardes-champêtres, gardes des parcs régionaux, des réserves naturelles et gardes-rivières.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Après l'art. 11 (p. 3001).

Adoptés : amendement n° 34 de la commission : habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières ; sous-amendements n° 8 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet et n° 171 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi – Amendement n° 35 de la commission : autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun ; sous-amendement n° 173 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi.

Rejeté : sur l'amendement n° 34 précité de la commission, sous-amendement n° 172 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3002).

Art. 12 (*Droit d'accès aux installations – Transmission de procès-verbaux*) (p. 3002).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 210, n° 190 et n° 191 du Gouvernement – Amendements de la commission, n° 36 : suppression de la mention du respect des formalités d'accès à l'entrée des sites nucléaires – N° 37 : droit d'accès de nuit aux locaux – N° 38 : organisation du contrôle juridictionnel.

Retiré : amendement n° 96 de M. Rémi Herment : même objet que l'amendement n° 37 précité de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 97 de M. Rémi Herment : procès-verbaux – Et n° 9 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet : même objet que l'amendement précité n° 38 de la commission.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3003).

Après l'art. 12 (p. 3004).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : valeur juridique des procès-verbaux.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3004).

Art. 13 (*Délit de pollution des eaux*) (p. 3004).

Adoptés : amendement n° 40 de la commission : sanctions des actes visés, commis en méconnaissance des règlements en vigueur – Amendement n° 208 du Gouvernement : délits : exclusion des dommages à la faune piscicole visés à l'article L. 232-2 du code rural.

Retirés : amendement n° 133 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : sanctions des erreurs dans la gestion d'ouvrages – Amendement n° 41 de la commission : même objet que l'amendement n° 208 précité du Gouvernement.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3005).

Art. 14 (Sanctions du défaut d'autorisation) – Adopté (p. 3006).

Art. 15 (Procédure d'ajournement) – Adopté (p. 3006).

Art. 16 (Sanction de l'exploitation illégale d'une installation) (p. 3006).

Adopté : amendement de coordination n° 42 de la commission.

Retiré : amendement n° 99 de M. Rémi Herment : mesures d'urgence pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'exploitation.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3007).

Après l'art. 16 (p. 3006).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : possibilité pour le tribunal d'ordonner des mesures de publicité des jugements (p. 3007 ; priorité ordonnée p. 3006) ; sous-amendement n° 12 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3007).

Art. 17 (Sanctions administratives).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 13 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet – Amendements n° 44 et n° 45 de la commission visant à définir la personne chargée d'exécuter les mesures prescrites par injonction du préfet.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3008).

Art. 18 (Relèvement du montant des contraventions de grande voirie) – Adopté (p. 3008).

Après l'art. 18 (p. 3008).

Adopté : amendement n° 46 de la commission : droit de transaction de l'autorité administrative pour les infractions aux dispositions du présent projet de loi.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3008).

TITRE II

DE L'INTERVENTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Chapitre premier

De l'intervention des collectivités territoriales dans la gestion des eaux

Art. 19 (Travaux d'intérêt général d'urgence) (p. 3008).

Parole sur l'article (p. 3008, 3009) : Mme Danielle Bidard-Reydet.

Adoptés : amendements de la commission, n° 47 : référence aux objectifs définis à l'article 1^{er} – N° 48 : cours d'eau non domaniaux : limitation de l'intervention des collectivités locales au cas de carence des propriétaires riverains – Amendement n° 102 de M. Rémi Herment : aménagements réalisés par les collectivités locales : objectif de protection des formations boisées riveraines.

Retirés : amendement n° 193 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment : nouvelle rédaction modifiant l'article 175 du code rural – Amendements de M. Rémi Herment, n° 101 : conditions de l'existence d'un SAGE pour l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière de travaux d'aménagement des cours d'eau – Et n° 103 : conditions de concession à des sociétés d'économie mixte spécifiquement constituée à cet effet – Amendement n° 134 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : communauté locale de l'eau – Amendement n° 49 de la commission : zones humides : substitution du mot « protection » au mot « sauvegarde ».

Devenus sans objet : amendement n° 110 de M. Jacques Bimbenet, soutenu par M. Ernest Cartigny : même objet que l'amendement n° 102 précité de M. Rémi Herment – Sur l'amendement n° 49 précité de la commission, sous-amendement n° 209 du Gouvernement.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Art. 20 (Extension de l'utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 3011).

Adopté : amendement n° 50 de la commission : nouvelle rédaction excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains.

Devenus sans objet : amendements de suppression n° 14 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet et n° 104 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3012).

Art. 21 (Transfert de compétences en matière d'aménagement, d'entretien et d'exploitation de certains cours d'eau ou plans d'eau) (p. 3012).

Adopté : amendement n° 184 de M. François Blaizot, soutenu par M. Alain Pluchet : transfert de ressources correspondantes.

Retiré : amendement n° 105 de M. Rémi Herment : référence aux objectifs définis à l'article 1^{er}.

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté.

Art. 22 (Perception du droit fixé prévu par l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat) – Adopté (p. 3012).

Après l'art. 22 (p. 3013).

Rejeté : amendement n° 155 de Mme Danielle Bidard-Reydet : remboursement de la TVA perçue sur la distribution et l'assainissement de l'eau potable ; gage sur l'impôt sur la fortune.

Chapitre II

De l'assainissement

Art. 23 (De l'assainissement : modification du code des communes) (p. 3013).

Parole sur l'article (p. 3013) : Mme Danielle Bidard-Reydet.

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 51, n° 52, n° 53 et n° 55.

Rejeté : amendement n° 117 de M. Michel Doublet, soutenu par M. Alain Pluchet : allongement du délai de réalisation du programme d'assainissement.

Retiré : amendement de forme n° 54 de la commission.

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3014).

Après l'art. 23 (p. 3015).

Rejeté : amendement n° 156 de Mme Danielle Bidard-Reydet : réinvestissement dans le domaine de l'eau des bénéfices réalisés dans la distribution et l'assainissement.

Art. 24 (Assainissement, modifications du code de la santé publique) (p. 3015).

Adoptés : amendement n° 192 du Gouvernement : perception de la redevance d'assainissement auprès des immeubles raccordables ; assainissement autonome des immeubles non raccordables – Amendement n° 106 de M. Rémi Herment : assainissement autonome : délai pour les installations à usage agricole.

Retirés : amendements sur le même objet, n° 135 et n° 136 de M. Claude Estier, soutenus par M. Roland Grimaldi et n° 56 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 157 de Mme Danielle Bidard-Reydet : vérification de l'assainissement autonome.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Art. 25 (Assainissement, modifications du code de l'urbanisme) (p. 3017).

Adopté : amendement rédactionnel n° 58 de la commission.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3017).

Avant l'art. 26 (p. 3017).

Intervention : MM. Roland du Luart, Michel Dreyfus-Schmidt – Pêche – Pisciculture.

Adopté : amendement n° 67 de M. Serge Vinçon : reprise de la définition des eaux libres dans les textes antérieurs à la loi « pêche » de 1984 ; sous-amendement n° 219 de M. Roland du Luart.

Rejeté : amendement n° 167 de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : relatif aux droits de pêche des propriétaires de plans d'eau de petite surface.

Retirés : sur l'amendement n° 67 précité, sous-amendement n° 163 de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt – Et n° 211 de M. Pierre Lacour – Amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 164, n° 165 et n° 166 : même objet que l'amendement n° 167 précité.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3023).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26 (*Droit pour les associations de se constituer partie civile*) (p. 3024).

Retirés : amendement n° 59 de la commission : limitation aux associations agréées définies par la loi de 1976 sur la protection de la nature – Amendement n° 107 de M. Rémi Herment : limitation aux seules associations déclarées depuis cinq ans.

– L'article 26 est adopté (p. 3025).

Après l'art. 26 (p. 3025).

Rejeté : amendement n° 137 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : schéma départemental d'exploitation des carrières et des gravières.

Art. 27 (*Application de certaines dispositions aux installations militaires ou assimilées*) – Adopté (p. 3025).

Art. 28 (*Application de la loi dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3025).

Adopté : amendement n° 186 de M. Louis Virapoullé : création d'agences de bassin dans les départements d'outre-mer.

Retirés : amendement n° 138 de M. Albert Ramassamy, soutenu par M. Roland Grimaldi : même objet que l'amendement n° 186 précité de M. Louis Virapoullé – Amendement n° 60 de la commission : suppression de la référence à la loi du 16 décembre 1964.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 3027).

Art. 29 (*Application de certaines dispositions à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3027).

Adopté : amendement n° 139 de M. Albert Pen : dispositions non applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 3027).

Art. 30 (*Abrogations*) (p. 3027).

Adoptés : amendement n° 61 de la commission : maintien des articles de la loi du 16 décembre 1964 concernant le compte du domaine public fluvial et de la navigation intérieure – Amendement n° 185 de M. François Blaizot, soutenu par M. Alain Pluchet : maintien en application des dispositions abrogées jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions qui s'y substituent.

Retirés : amendement n° 62 de la commission : code rural : abrogation d'articles relatifs au règlement de répartition des eaux et au régime d'autorisation des installations – Amendements, n° 170 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment, et n° 15 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet : même objet que l'amendement n° 61 précité de la commission.

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 3028).

Après l'art. 30 (p. 3029).

Adoptés : amendement n° 63 de la commission : modification de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ; sous-amendements du Gouvernement n° 215 et n° 216 – Amendements de la commission, n° 64 : nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin – Et n° 65 : présentation d'un rapport sur l'application de la loi et les pollutions diffuses.

Rejetés : amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 158, n° 159, n° 160 et n° 161 : relatifs aux conséquences sur les eaux d'exhaure de la fermeture des mines de fer de Lorraine et aux orientations stratégiques du groupe Usinor-Sincilor.

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3031).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3031) *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Ernest Cartigny, Richard Pouille, Roland Grimaldi, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Brice Lalonde, ministre.*

Adoption (17 octobre 1991) (p. 3032).

Discussion (deuxième lecture)

(13 décembre 1991) (p. 5330, 5346) (p. 5357, 5371).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5330, 5333) : *MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Richard Pouille, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Pierre Lacour.*

Barrages : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5331).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Lacour (Pierre)* (p. 5332, 5333).

Pisciculture : *Lacour (Pierre)* (p. 5332, 5333).

Propriété (droit) : *Lacour (Pierre)* (p. 5332, 5333).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5334, 5346) (p. 5357, 5371) : *MM. Pierre Lacour, Richard Pouille, rapporteur ; Brice Lalonde, ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Roland Grimaldi, Alain Pluchet, Jean Chérioux, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Emmanuel Hamel, Xavier de Villepin, Claude Estier.*

Art. 1^{er} A (*Protection de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation*) (p. 5333).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat.

Retiré : amendement de suppression n° 77 de M. Pierre Lacour.

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 5333).

Avant l'art. 1^{er} (p. 5334).

Rejeté : amendement n° 61 de Mme Danielle Bidard-Reydet : création d'une agence nationale de l'eau.

Art. 1^{er}.

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : définition des zones humides – Et n° 3 rédactionnel.

Rejeté : amendement n° 62 de Mme Danielle Bidard-Reydet : référence à la loi de 1919 sur l'énergie hydraulique.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.

TITRE PREMIER

DE LA POLICE ET DE LA GESTION DES EAUX

Art. 2 A (*Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux*) (p. 5335).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 rédactionnel – N° 5 : compatibilité avec les programmes et décisions administratives antérieures – Et n° 6 : préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région du siège de comité de bassin.

Rejetés : amendements n° 83 du Gouvernement et n° 63 de Mme Danielle Bidard-Reydet, sur le même objet : articulation avec les schémas locaux – Amendement n° 84 du Gouvernement : élaboration des schémas directeurs, consultation des conseils régionaux et généraux.

– *Devenu sans objet* : amendement rédactionnel n° 82 du Gouvernement.

– L'article 2 A, ainsi modifié, est adopté (p. 5336).

Art. 2 B (*Préfet de bassin*) (p. 5336).

Adoptés : amendements de suppression n° 7 de la commission et n° 64 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

– L'article 2 B est supprimé (p. 5337).

Art. 2 (p. 5337).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 de coordination – N° 9 : composition de la commission locale de l'eau – Et n° 10 : compatibilité du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE avec le schéma directeur – Amendement de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Jean Chérioux, n° 75 : définition des zones humides.

Rejeté : amendement n° 65 de Mme Danielle Bidard-Reydet : fixation du périmètre : avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées.

Retiré : amendement de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Jean Chérioux, n° 71 : procédure de l'enquête publique.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5339).

Après l'art. 2 (p. 5339).

Rejeté : amendement n° 66 de Mme Danielle Bidard-Reydet : création et composition du comité de bassin.

Art. 2 bis A (*Principe de libre circulation sur les cours d'eau et plans d'eau ainsi que d'utilisation au bénéfice des activités nautiques de loisir en l'absence de SAGE*) (p. 5339).

Adopté : amendement de suppression n° 11 de la commission.

– L'article 2 bis A est supprimé (p. 5340).

Art. 2 bis (*Communauté locale de l'eau*) (p. 5340).

Adoptés : amendements de la commission, de coordination, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16.

– L'article 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5340).

Art. 3 (p. 5341).

Adoptés : amendements de la commission, n° 17 : détermination des prescriptions générales : décret en conseil d'Etat – N° 18 rédactionnel – N° 19 : règles de répartition des eaux, mention des droits et usages antérieurement établis – Et n° 20 : suppression des dispositions à caractère réglementaire.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5341).

Art. 4 (p. 5341).

Adoptés : amendement de la commission, n° 21 : détermination des prescriptions spéciales : décret en conseil d'Etat – Amendement n° 93 de M. Pierre Lacour : suspension provisoire des usages de l'eau : respect des droits et obligations résultant des concessions de services publics accordés par l'Etat – Amendement n° 58 du Gouvernement : périmètre de protection.

Retiré : amendement n° 22 de la commission : même objet que l'amendement n° 58 précité.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5343).

Art. 5 (p. 5343).

Adoptés : amendements de la commission, n° 23 : suppression de la disposition permettant d'imposer par arrêté des prestations spécifiques aux installations soumises à déclaration – N° 24 et n° 25 rédactionnels – Et n° 26 : exclusion du champ d'application de l'article des installations concédées relevant de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique – Amendement n° 67 de Mme Danielle Bidard-Reydet : même objet que l'amendement n° 26 précité – Amendement n° 88 du Gouvernement : durée de l'autorisation.

Rejeté : amendement n° 87 du Gouvernement : critères d'établissement de la nomenclature des installations, ouvrages et autres visés par cet article.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5345).

Art. 5 bis (*Régime des installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi du 19 juillet 1976*) – Adopté (p. 5345).

Art. 6 (p. 5345).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : retour au texte voté par le Sénat en première lecture.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5345).

Art. 7 (p. 5345).

Adoptés : amendement n° 28 de la commission : assouplissement des conditions du changement des tarifications ; sous-amendements du Gouvernement, n° 89 et n° 91.

Retiré : sur l'amendement n° 28 précité, sous-amendement n° 90 du Gouvernement.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5346).

Après l'art. 7 (p. 5357).

Adopté : amendement n° 92 du Gouvernement : protection des eaux minérales.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5358).

Art. 8.

Adoptés : amendements de forme n° 29 et n° 30 de la commission.

Rejeté : amendement n° 73 de M. Alain Pluchet, soutenu par Mme Marie-Fanny Gournay : droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5358).

Art. 9 (p. 5358).

Adoptés : amendement n° 31 de la commission : application de cet article : décret en conseil d'Etat – Amendement n° 74 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Emmanuel Hamel : droit à indemnisation des servitudes d'utilité publique instituées par cet article.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5359).

Art. 9 bis (*Introduction dans le code minier de dispositions relatives aux obligations des sociétés d'exploitation minière*) (p. 5359).

Adopté : amendement de rectification n° 32 de la commission.

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5359).

Art. 10 (p. 5360).

Adoptés : amendements de la commission, n° 33 de coordination – Et n° 34 rédactionnel.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5360).

Art. 11 – Adopté (p. 5360).

Après l'art. 11 (p. 5361).

Retiré : amendement n° 79 de M. Roland Grimaldi : autorisation par les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun.

Art. 11 bis (*Habilitation des gardes-champêtres et des gardes-rivières*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5361).

Art. 11 ter (*Autorisation pour les communes d'avoir plusieurs gardes-champêtres en commun*) (p. 5360) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 35 de la commission (p. 5361 ; priorité ordonnée p. 5360).

– L'article 11 ter, est rétabli, dans la rédaction de l'amendement n° 35 (p. 5361 ; priorité ordonnée p. 5360).

Art. 12 (p. 5361).

Retiré : amendement n° 36 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat.

– L'article 12 est adopté (p. 5361).

Art. 12 bis (*Valeur juridique des procès-verbaux*) – Adopté (p. 5361).

Art. 13 (p. 5361).

Adoptés : amendements n° 37 et n° 38 de la commission, relatifs à la qualification du délit de pollution.

Rejeté : amendement n° 68 de Mme Danielle Bidard-Reydet : exclusion des vidanges de barrages du champ d'application de cet article.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5362).

Art. 16 – Adopté (p. 5362).

Art. 17 (p. 5362).

Adopté : amendement n° 57 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Emmanuel Hamel : répartition des responsabilités.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5363).

Art. 18 bis (*Droit de transaction de l'autorité administrative pour les infractions aux dispositions de la loi*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5363).

Art. 18 ter (*Contentieux*) (p. 5363).

Adopté : amendement de suppression n° 39 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 59 du Gouvernement : référence aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976.

– L'article 18 ter est supprimé (p. 5363).

Art. 18 quater (*Procédure en cas de sanction*) (p. 5363).

Adopté : amendement de suppression n° 40 de la commission.

– L'article 18 quater est supprimé (p. 5363).

TITRE II

DE L'INTERVENTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Chapitre 1^{er}

De l'intervention des collectivités territoriales dans la gestion des eaux

Art. 19 – Adopté (p. 5363).

Art. 20 (p. 5364).

Adopté : amendement n° 41 de la commission : rétablissement de la disposition votée en première lecture par le Sénat excluant l'acquisition par voie d'expropriation des propriétaires riverains.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5364).

Art. 21 (p. 5364).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 42 et n° 43 de la commission.

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté.

Après l'art. 22 (p. 5364).

Rejeté : amendement n° 69 de Mme Danielle Bidard-Reydet : reversement de TVA aux organismes de distribution et d'assainissement.

Chapitre II

De l'assainissement et de la distribution de l'eau

Adopté : amendement n° 44 de la commission : intitulé : « De l'assainissement » (p. 5368 ; précédemment réservé p. 5365 et 5368).

Art. 23 (p. 5365).

Adoptés : amendements de la commission, n° 45, n° 46, n° 47 et n° 48 : amélioration de la rédaction.

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 5366).

Après l'art. 23 (p. 5366).

Rejeté : amendement n° 70 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

Art. 24 (p. 5366).

Adoptés : amendements de coordination n° 49 et n° 50 de la commission.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 5366).

Art. 24 bis (*Obligation d'un dispositif de traitement des effluents pour les immeubles et installations non soumis au régime des installations classées*) (p. 5366).

Adopté : amendement n° 76 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Emmanuel Hamel : cas des installations d'élevage.

– L'article 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5367).

Art. 25 (p. 5367).

Adoptés : amendements n° 51 et n° 52 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 5367).

Art. 25 bis (*Statut des régions*) (p. 5367).

Adopté : amendement de suppression n° 53 de la commission.

– L'article 25 bis est supprimé (p. 5367).

Art. 25 ter (*Dispositions particulières à certains contrats*) (p. 5368).

Adopté : amendement de suppression n° 54 de la commission.

– L'article 25 ter, ainsi modifié, est supprimé (p. 5368).

Art. 25 quater (*Transfert au département des services d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration*) (p. 5368).

Adopté : amendement n° 55 de la commission : nouvelle rédaction.

Retiré : amendement n° 60 du Gouvernement : même objet que l'amendement n° 55 précité.

– L'article 25 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5369).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26 A (*Modifications de la loi « pêche »*) (p. 5369).

Adopté à l'unanimité : amendement n° 80 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : critères de définition des eaux libres ; droit et obligation des propriétaires privés d'eau close.

Retiré : amendement n° 78 de M. Pierre Lacour : même objet que l'amendement n° 80 précité.

– L'article 26 A, ainsi modifié, est adopté (p. 5370).

Avant l'art. 26 (p. 5370).

Adopté : amendement n° 81 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Grimaldi : allongement du délai d'application de l'article L. 231-7 du code rural.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5370).

Art. 28 (*Comité de bassin dans les départements d'outre mer*) – Adopté (p. 5370).

Art. 30 (*Abrogation*) – Adopté (p. 5371).

Art. 32 (*Nomination du président du conseil d'administration des agences financières de bassin*) (p. 5371) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 56 de la commission.

– L'article 32 est rétabli (p. 5371).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5371, 5372) : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Roland Grimaldi, Jacques Habert, Emmanuel Hamel ; Ernest Cartigny ; intervention de M. Richard Pouille, rapporteur.

Adoption (13 décembre 1991) (p. 5372).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1991) (p. 5736, 5742).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5736, 5737) : *MM. Richard Pouille, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Brice Lalonde, ministre de l'environnement.*

Agences de bassin : *Lalonde (Brice)* (p. 5737).

Directives communautaires : *Pouille (Richard)* (p. 5736).

Eau : *Lalonde (Brice)* (p. 5737) ; *Pouille (Richard)* (p. 5736).

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) : *Pouille (Richard)* (p. 5736).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5737, 5742)

Art. 1^{er} A, 1^{er}, 2A, 2B, 2 (p. 5737).

Art. 3, 4, 5 (p. 5738).

Art. 6, 7 9 (p. 5739).

Art. 11 ter (p. 5739) – Supprimé par la CMP.

Art. 13, 17 (p. 5739).

Art. 18 ter, 18 quater, 21 (p. 5740).

Art. 22 bis (Possibilité pour les collectivités territoriales de réserver dans leur plan d'occupation des sols et d'acquérir des droits immobiliers pour la mise en valeur ou la protection d'un cours d'eau) (p. 5740) – Supprimé par la CMP.

Art. 22 ter (Exonération des droits et redevances pour occupation du domaine public au bénéfice des associations sportives dans certains cas) (p. 5740) – Supprimé par la CMP.

Art. 23-I (p. 5740) – Supprimé par la CMP.

Art. 23-II, III, IV, V (p. 5740).

Art. 23-V (Coordination) (p. 5740).

Art. 24-I, II, III, IV, V (p. 5740).

Art. 24-VI (Coordination) (p. 5740) – Supprimé par la CMP.

Art. 24 bis (p. 5740).

Art. 25, 25 bis (p. 5741).

Art. 25 ter (p. 5741) – Supprimé par la CMP.

Art. 26A (p. 5741).

Art. 26B (Coordination) (p. 5741) – Supprimé par la CMP.

Art. 30 (p. 5741).

Art. 32 (p. 5741) – Supprimé par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5741, 5742) : *MM. Jean Simonin, Jacques Bellanger.*

Adoption (21 décembre 1991) (p. 5742).

Ecoles maternelles et primaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° 312 ; n° 324

Ecoles militaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° 375

Economie

Voir *Questions au Gouvernement* n° 311

Economie sociale

1. – **Projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre de affaires sociales et par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales (28 juin 1991) [n° 433 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des

finances – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (30 octobre 1991) [n° 62 (91-92)] – Avis de M. Jacques Oudin (5 novembre 1991) [n° 67 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 novembre 1991) [n° 2326 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1991) (p. 3600, 3629).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3600, 3609) : *MM. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Guy Allouche, Daniel Millaud, Robert Pagès.*

Capital social : *Allouche (Guy)* (p. 3607) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3603) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3607) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3604) ; *Pagès (Robert)* (p. 3608) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3601).

Communauté économique européenne (CEE) (statut des sociétés coopératives) : *Allouche (Guy)* (p. 3605) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3604) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3602 ; 3609).

Coopération : *Allouche (Guy)* (p. 3607) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3602) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3603) ; *Pagès (Robert)* (p. 3607) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3600 ; 3609).

Coopération (réglementation) : *Allouche (Guy)* (p. 3605) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3603) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3606) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3601 ; 3602).

Coopération (sortie du statut) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3603) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3607) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3602).

Coopératives agricoles : *Millaud (Daniel)* (p. 3607) ; *Pagès (Robert)* (p. 3608).

Crédit agricole : *Pagès (Robert)* (p. 3608).

Economie : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3602) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3603) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3601).

Economie sociale : *Allouche (Guy)* (p. 3605) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3606) ; *Pagès (Robert)* (p. 3608 ; 3609) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3600).

Fiscalité : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 3603) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3603 ; 3604) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 3602).

Zones rurales : *Oudin (Jacques)* (p. 3603).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3609, 3629) : *MM. Robert Pagès, Philippe de Bourgoing, rapporteur ; Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat ; Louis de Catuelan, Jacques Oudin, rapporteur pour avis.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 47-1775 DU 10 SEPTEMBRE 1947 PORTANT STATUT DE LA COOPERATION

Art. 1^{er} (Objet social des coopératives) – Adopté (p. 3609).

Art. 2 (Régime légal des coopératives) – Adopté (p. 3609).

Art. 3 (Admission d'associés non coopérateurs) (p. 3609).

Rejeté : amendement de suppression n° 45 de M. Robert Pagès.

– L'article 3 est adopté (p. 3610).

Art. 4 (Ouverture du capital des coopératives) (p. 3610).

Rejeté : amendement n° 46 de M. Robert Pagès : maintien du principe « un homme, une voix ».

– L'article 4 est adopté (p. 3610).

Art. 5 (Désignation des administrateurs, gérants et commissaires aux comptes) – Adopté (p. 3610).

Art. 6 (Parts à avantages particuliers) (p. 3611).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3611).

Art. 7 (*Parts à intérêt prioritaire sans droit de vote*) (p. 3611).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : transmission à l'assemblée générale des avis émis par l'assemblée spéciale – Et n° 13 : modification du statut des parts à intérêt prioritaire avec l'accord de leurs porteurs.

Rejeté : amendement de suppression n° 47 de M. Robert Pagès.

Retiré : amendement n° 11 de la commission : limitation au quart du capital social de la quotité représentée par les parts à intérêt prioritaire.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3612).

Art. 8 (*Souscription des parts sociales : montant minimum du premier versement et libération des apports en nature*) – Adopté (p. 3612).

Art. 9 (*Réduction du capital dans les établissements de crédit coopératif à capital variable*) – Adopté (p. 3612).

Art. 10 (*Rémunération des parts sociales*) – Adopté (p. 3612).

Art. 11 (*Revalorisation des parts sociales*) – Adopté (p. 3612).

Art. 12 (*Revalorisation des parts sociales*) (p. 3612).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : possibilité pour les statuts de prévoir l'imputation des pertes inscrites au bilan sur une réserve constituée à cet effet.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3613).

Après l'art. 12 (p. 3613).

Adopté : amendement de coordination n° 1 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3613).

Art. 13 (*Situation des adhérents des personnes morales associées dans une union d'économie sociale*) – Adopté (p. 3613).

Art. 14 (*Sortie du statut coopératif*) – Adopté (p. 3613).

Art. 15 (*Capital minimum*) – Adopté (p. 3613).

Art. 16 (*Capital minimum*) – Adopté (p. 3613).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 7 MAI 1917
AYANT POUR OBJET L'ORGANISATION DU CREDIT
AUX SOCIETES COOPERATIVES DE CONSOMMATION

Art. 17 (*Abrogation*) – Adopté (p. 3613).

TITRE III

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 72-652 DU 11
JUILLET 1972 RELATIVE AUX SOCIETES
COOPERATIVES DE COMMERÇANTS DÉTAILLANTS

Art. 18 (*Ouverture du capital à des associés extérieurs*) (p. 3613).

Adopté : amendement rédactionnel n° 60 de la commission.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3614).

Art. 19 (*Abrogations*) (p. 3614).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de la commission.

Rejeté : amendement de suppression n° 48 de M. Robert Pagès.

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 3614).

TITRE IV

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 78-763 DU 19
JUILLET 1978 PORTANT STATUT DES SOCIETES
COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION

Art. 20 (*Statut des mandataires salariés*) (p. 3614).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3614).

Art. 21 (*Statut des mandataires salariés*) – Adopté (p. 3614).

Art. 22 (*Contrôle des comptes*) – Adopté (p. 3614).

Art. 23 (*Abrogations*) (p. 3615).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Robert Pagès : rétablissement de la règle : « un homme, une voix ».

– L'article 23 est adopté (p. 3615).

Après l'art. 23 (p. 3615).

Adopté : amendement n° 2 bis du Gouvernement : interdiction du partage des réserves des sociétés coopératives ouvrières de production ; soumission à autorisation ministérielle ou à simple déclaration de la mise en location-gérance et des apports en nature ou en capital à des sociétés non coopératives suivant que ces opérations portent ou non sur moins de la moitié de l'activité ou des actifs de la société.

Retiré : amendement n° 17 de la commission, analogue à l'amendement n° 2 du Gouvernement : interdiction du partage des réserves des sociétés coopératives ouvrières de production en cas de sortie du statut coopératif et soumission à autorisation ministérielle de la mise en location-gérance et des apports en nature ou en capital à des sociétés non coopératives.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3617).

Art. 24 (*Ouverture à des associés non coopérateurs*) – Adopté (p. 3617).

Art. 25 (*Réévaluation des parts sociales*) (p. 3617).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de la commission.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3617).

Art. 26 (*Réévaluation des parts sociales*) – Adopté (p. 3617).

Art. 27 (*Rémunération des parts sociales*) – Adopté (p. 3617).

Art. 28 (*Situation des anciens associés*) – Adopté (p. 3617).

TITRE V

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 83-657 DU 20
JUILLET 1989 RELATIVE AU DEVELOPPEMENT DE
CERTAINES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Chapitre premier

Dispositions relatives aux coopératives artisanales

Art. 29 (*Rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) – Adopté (p. 3618).

Art. 30 (*Rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) (p. 3618).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 30, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 3618).

Art. 31 (*Interdiction des parts à dividendes prioritaires*) – Adopté (p. 3618).

Art. 32 (*Rémunération des parts sociales*) (p. 3618).

– L'amendement n° 20 de la commission : modification de l'ordre de présentation des imputations.

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 3618).

Art. 33 (*Revalorisation des parts*) – Adopté (p. 3618).

Art. 34 (*Rémunération des parts des associés non coopérateurs des unions artisanales*) – Adopté (p. 3618).

Art. 35 (*Sortie du statut coopératif*) (p. 3618).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 35, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est adopté (p. 3619).

Après l'art. 35 (p. 3619).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : alignement du montant minimum du capital social des sociétés coopératives ouvrières de production sur le nouveau droit commun.

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3619).

Chapitre II

Dispositions relatives aux sociétés coopératives maritimes, aux coopératives d'intérêt maritime et à leurs unions

Art. 36 (*Objet des coopératives maritimes*) (p. 3619).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de la commission.

- L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 3619).

Art. 37 (*Ouverture du sociétariat aux ressortissants de la Communauté économique européenne*) (p. 3619).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 : suppression de la référence aux ressortissants des pays de la Communauté économique européenne et mention de l'ouverture du sociétariat aux autres sociétés coopératives maritimes et à leurs unions – N° 25 : suppression de la référence à la Communauté économique européenne – Et n° 26 : caractère facultatif de la rémunération des parts sociales.

- L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 3620).

Art. 38 (*Interdiction des parts à dividendes prioritaires*) (p. 3620).

Adopté : amendement n° 27 bis de la commission : suppression des dispositions particulières de la loi de 1983 relative au montant minimum du capital social des sociétés coopératives maritimes.

- L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 3620).

Art. 39 (*Revalorisation des parts sociales de l'associé sortant*) (p. 3620).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : remboursement des parts sociales de l'associé sortant.

- L'article 39, dans la rédaction de l'amendement n° 28, est adopté (p. 3621).

Art. 40 (*Rémunération des parts sociales des associés non coopérateurs*) (p. 3621).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : modification de l'ordre de présentation des imputations.

- L'article 40, dans la rédaction de l'amendement n° 29, est adopté (p. 3621).

Art. 41 (*Revalorisation du capital*) – Adopté (p. 3621).

Art. 42 (*Sortie du statut coopératif*) (p. 3621).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : interdiction du partage des réserves dans le secteur de la coopération maritime à l'exception du cas des coopératives d'intérêt maritime.

- L'article 42, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 3621).

TITRE VI

DISPOSITIONS MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIVES AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATION A LOYER MODÈRE

Art. 43 (*Admission des locataires en qualité d'associés*) (p. 3622).

Adopté : amendement rédactionnel n° 31 de la commission, identique à l'amendement rédactionnel n° 3 du Gouvernement.

- L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3622).

Art. 44 (*Application de la loi de 1947*) (p. 3622).

Adopté : amendement n° 4 du Gouvernement : possibilité pour les organismes d'HLM non coopératifs de participer au capital et à la gestion des coopératives avec une limite de 49 % des droits de vote ; application de la règle de la non-partageabilité des réserves à tous les organismes d'HLM.

Retiré : amendement n° 32 de la commission : application de la règle de non-partageabilité des réserves à tous les organismes d'HLM.

- L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 3622).

Art. 45 (*Transfert des réserves*) – Adopté (p. 3622).

Art. 46 (*Transformation des coopératives de location-attribution*) – Adopté (p. 3622).

Après l'art. 46 (p. 3622).

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : certificats coopératifs d'associés.

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3623).

TITRE VII

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BANQUES COOPÉRATIVES

Art. 47 (*Associés extérieurs des caisses de Crédit agricole*) (p. 3623).

Rejeté : amendement de suppression n° 50 de M. Robert Pagès.

- L'article 47 est adopté (p. 3623).

Art. 48 (*Incorporation des réserves et rémunération des parts sociales*) – Adopté (p. 3623).

Art. 49 (*Incorporation des réserves et rémunération des parts sociales*) – Adopté (p. 3623).

Art. 50 (*Rémunération des parts sociales des Banques populaires*) (p. 3623).

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de la commission.

- L'article 50, dans la rédaction de l'amendement n° 33, est adopté (p. 3623).

Art. 51 (*Associés extérieurs du Crédit maritime mutuel*) (p. 3623).

Adopté : amendement rédactionnel n° 34 de la commission.

Rejeté : amendement de suppression n° 51 de M. Robert Pagès.

- L'article 51, ainsi modifié, est adopté (p. 3624).

Après l'art. 51 (p. 3624).

Adoptés : amendements de la commission, n° 35 : application aux banques coopératives des dispositions sur les sociétés commerciales en matière de fusions, scissions et apports partiels d'actifs – N° 58 : banalisation des prêts du Crédit mutuel – Et n° 59 : banalisation des prêts du Crédit coopératif.

Retirés : amendement n° 53 du Gouvernement, identique à l'amendement n° 58 de la commission : banalisation des prêts du Crédit mutuel – Et n° 54, identique à l'amendement n° 59 de la commission : banalisation des prêts du Crédit coopératif – Amendements de M. Louis Jung, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 43, identique à l'amendement n° 58 de la commission : banalisation des prêts du Crédit mutuel – Et n° 44, identique à l'amendement n° 59 de la commission : banalisation des prêts du Crédit coopératif.

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3625).

TITRE VIII

DISPOSITIONS CONCERNANT LES COOPÉRATIVES AGRICOLES ET LES SOCIÉTÉS D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE

Art. 52 (*Primauté du régime spécial*) (p. 3625).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 6 : avantages particuliers liés aux parts souscrites par les associés coopérateurs en complément de leurs obligations contractuelles et principe de la revalorisation des parts sociales – N° 55 : imputation des pertes de nature conjoncturelle sur les réserves non frappées d'indisponibilité et libres d'affectation – Et n° 7 : conditions d'intervention des commissaires aux comptes pour la consolidation des comptes des sociétés coopératives et agricoles ; sous-amendement n° 57 de la commission.

Retiré : amendement n° 36 de la commission, analogue à l'amendement n° 6 du Gouvernement : actualisation du capital des associés retrayants et modalités d'imputation des pertes.

- L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3626).

Art. 53 (*Interdiction des associés extérieurs des sociétés d'intérêt collectif agricole*) (p. 3626).

Adopté : amendement n° 8 du Gouvernement : référence à l'article 11 bis du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Retiré : amendement n° 37 : possibilité pour les sociétés d'intérêt collectif agricole d'émettre des parts sociales à intérêt prioritaire.

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 3626).

Après l'art. 53 (p. 3626).

Adopté : amendement de coordination n° 38 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3627).

TITRE IX

DISPOSITIONS FISCALES

Art. 54 (*Imposition des bénéfices au prorata des certificats coopératifs d'investissement émis*) – Adopté (p. 3627).

Art. 55 (*Imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3627).

Adopté : amendement n° 39 de la commission saisie pour avis : prise en compte des seuls capitaux extérieurs pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %.

– L'article 55, ainsi modifié, est adopté (p. 3627).

Art. 56 (*Imposition à l'impôt sur les sociétés des coopératives exonérées faisant appel à des associés non coopérateurs*) (p. 3627).

Adoptés : amendement n° 40 de la commission saisie pour avis : prise en compte des seules participations des associés non coopérateurs à statut non coopératif dans le calcul du seuil de 50 % – Amendement de coordination n° 9 du Gouvernement.

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 3628).

Art. 57 (*Imposition à la taxe professionnelle*) (p. 3628).

Adopté : amendement n° 41 de la commission saisie pour avis : prise en compte des seuls capitaux extérieurs pouvant donner lieu à rémunération pour le calcul des seuils de 20 % et de 50 %.

– L'article 57, ainsi modifié, est adopté (p. 3629).

Après l'art. 57 (p. 3629).

Adopté : amendement n° 56 du Gouvernement : admission des sociétés coopératives au bénéfice du régime fiscal des groupes de sociétés, à condition que, pendant la durée de l'option, elles ne puissent, en même temps, bénéficier du régime de la déductibilité des ristournes.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3629).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3629) *M. Robert Pagès*.

Adoption (7 novembre 1991) (p. 3629).

Edition et imprimerie

Voir *Rapports d'information*, 13

Education

Voir *Médecine*, 2

Questions au Gouvernement n° 343

Questions orales sans débat n° 368

Education nationale

Voir *Lois de finances*, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Questions au Gouvernement n° 312 ; n° 352

Eglises

Voir *Questions au Gouvernement* n° 362

Egypte

Voir *Allocutions et communications*, 11 ; 12

Elections

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Jean Simonin, sénateur (2 juin 1989) [n° 349 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 16 octobre 1990 – Rapport de M. Michel Rufin (19 juin 1991) [n° 399 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – Adoption (29 juin 1991) [n° 153] – NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à élargir en faveur des retraités la procédure du vote par procuration** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2182 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(29 juin 1991) (p. 2317, 2321).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2317, 2320) : *MM. Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jean Simonin, Michel Darras*.

Abstentionnisme : *Darras (Michel)* (p. 2319) ; *Simonin (Jean)* (p. 2319).

Droit de vote : *Darras (Michel)* (p. 2319) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2318).

Elections (calendrier) : *Darras (Michel)* (p. 2320).

Elections (contentieux) : *Darras (Michel)* (p. 2319) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2319).

Fraude électorale : *Darras (Michel)* (p. 2319) ; *Rufin (Michel)* (p. 2318).

Listes électorales : *Darras (Michel)* (p. 2320).

Retraités : *Darras (Michel)* (p. 2320) ; *Rufin (Michel)* (p. 2318) ; *Simonin (Jean)* (p. 2319) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2318).

Vacances : *Rufin (Michel)* (p. 2318) ; *Simonin (Jean)* (p. 2319) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2318).

Vote par procuration : *Rufin (Michel)* (p. 2317) ; *Simonin (Jean)* (p. 2319) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2318 ; 2319).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2320, 2321) : *MM. Michel Darras, Michel Rufin, rapporteur ; Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat*.

Art. unique (*Institution d'un cas supplémentaire de vote par procuration au profit des retraités*) (p. 2320).

Retiré : amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Michel Darras : extension du vote par procuration à toute personne ayant quitté sa résidence habituelle pour tout déplacement prouvé.

– L'article unique est adopté (p. 2321).

Intitulé (p. 2321).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de loi tendant à élargir en faveur des retraités la procédure de vote par procuration ».

– L'intitulé de la proposition de loi est adopté (p. 2321).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2321) *MM. Michel Darras, Robert Vizet, Jean Simonin, Hubert Durand-Chastel*.

Scrutin public n° 137 (p. 2321).

Adoption (29 juin 1991) (p. 2321).

2. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers pour les élections**

municipales dans leur commune de résidence, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 octobre 1989) [n° 13 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991.

3. – **Proposition de loi tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 octobre 1989) [n° 14 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991.

4. – **Proposition de loi modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Allouche, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 novembre 1989) [n° 65 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 11 avril 1991.

5. – **Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Allouche, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} mars 1991) [n° 227 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral, fixant le nombre de sénateurs représentant les départements ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Allouche, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} mars 1991) [n° 228 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi tendant à limiter les réformes tardives des modes de scrutin**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Souplet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 26 juillet 1991) [n° 464 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – **Proposition de loi relative au mode de scrutin concernant les élections législatives**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Mathieu, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 26 juillet 1991) [n° 465 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Projet de loi modifiant le tableau n° 7 annexé du code électoral relatif à l'effectif des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (3 juillet 1991) [n° 2200 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (2 octobre 1991) [n° 2247 (9^e lég.)] – Discussion (4 octobre 1991) – Adoption (4 octobre 1991) [n° 528].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1991) [n° 7 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Allouche (23 octobre 1991) [n° 55 (91-92)] – Discussion (24 octobre 1991) – Rejet (24 octobre 1991) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 octobre 1991) [n° 2298 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (21 novembre 1991) [n° 2376 (9^e lég.)] – Discussion (25 novembre 1991) – Adoption (25 novembre 1991) [n° 539].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1991) [n° 108 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (4 décembre 1991) [n° 133 (91-92)] – Discussion (9 décembre 1991) – Rejet (9 décembre 1991) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (9 décembre 1991) [n° 2419 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Marc Dolez (11 décembre 1991) [n° 2447 (9^e lég.)] – Eché.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Michel Rufin (11 décembre 1991) [n° 163 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1991) [n° 2419 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (12 décembre 1991) [n° 2466 (9^e lég.)] – Discussion (16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 579].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 196 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (17 décembre 1991) [n° 198 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Rejet (18 décembre 1991) [n° 68].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 2493 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (18 décembre 1991) [n° 2494 (9^e lég.)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 588].

PROMULGATION : Loi n° 91-1384 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(24 octobre 1991) (p. 3187, 3196).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3187, 3193) : MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Guy Allouche, rapporteur de la commission des lois ; Ernest Cartigny, Charles Lederman, René-Georges Laurin .

Collectivités territoriales d'outre-mer : Allouche (Guy) (p. 3188).

Communauté économique européenne (CEE) : Cartigny (Ernest) (p. 3190).

Conseils régionaux (répartition des sièges) : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Cartigny (Ernest) (p. 3190) ; Laurin (René-Georges) (p. 3192) ; Lederman (Charles) (p. 3191) ; Marchand (Philippe) (p. 3188 ; 3192).

Corse (région) : Allouche (Guy) (p. 3189).

Départements : Cartigny (Ernest) (p. 3190) ; Laurin (René-Georges) (p. 3192).

Elections législatives : Lederman (Charles) (p. 3191).

Elus locaux (statut) : Cartigny (Ernest) (p. 3190) ; Marchand (Philippe) (p. 3192).

Ile-de-France (région) : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Cartigny (Ernest) (p. 3190) ; Marchand (Philippe) (p. 3188).

Limousin (conseil régional) : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Marchand (Philippe) (p. 3192).

Opinion publique : Cartigny (Ernest) (p. 3188) ; Laurin (René-Georges) (p. 3192).

Recensements : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Cartigny (Ernest) (p. 3190).

Régions : Laurin (René-Georges) (p. 3192) ; Lederman (Charles) (p. 3191).

Scrutins : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Lederman (Charles) (p. 3191) ; Marchand (Philippe) (p. 3188 ; 3193).

Urnes transparentes : Allouche (Guy) (p. 3189) ; Marchand (Philippe) (p. 3188).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3193, 3196) : MM. Jacques-Richard Delong, Guy Allouche, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; Jean Clouet.

Art. 1^{er} et tableau annexé (p. 3193).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques-Richard Delong : représentation au sein de l'effectif global du conseil régional au moins égale à dix conseillers régionaux pour tout département.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 3196).

Art. 1^{er} bis (Utilisation d'urnes transparentes) (p. 3196).

Parole sur l'article : Jean Clouet, Philippe Marchand, ministre.

– L'article 1^{er} bis est adopté (p. 3196).

Art. 2 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 3196).

Scrutin public n° 11 (p. 3196).

Rejet (24 octobre 1991) (p. 3196).

Discussion (deuxième lecture)

(9 décembre 1991) (p. 5151, 5154).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5151, 5152) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.*

Conseils régionaux (effectifs) : *Marchand (Philippe)* (p. 5151) ; *Rufin (Michel)* (p. 5152).

Démographie : *Marchand (Philippe)* (p. 5151).

Zones rurales : *Rufin (Michel)* (p. 5152).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5152, 5154) : *MM. Jean Madelain, Michel Rufin, rapporteur.*

Art. 1^{er} et tableau annexé – Rejeté (p. 5154).

Art. 1^{er} bis – Rejeté (p. 5154).

Après l'art. 1^{er} bis (p. 5154).

Retiré : amendement n° 1 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Jean Madelain : désignation des bureaux des conseils régionaux le second jeudi qui suit leur élection.

Art. 2 – Rejeté (p. 5154).

Rejet (9 décembre 1991) (p. 5154).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5525, 5528).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5525, 5526) : *MM. Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Robert Laucournet, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.*

Conseils régionaux (effectifs) : *Laucournet (Robert)* (p. 5525) ; *Rufin (Michel)* (p. 5525) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5526).

Conseil Constitutionnel (décisions) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5526).

Zones rurales : *Laucournet (Robert)* (p. 5525).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5526)

Art. 1^{er} et tableau annexé – Rejeté (p. 5527).

Art. 1^{er} bis et 2 – Rejetés (p. 5527).

Scrutin public n° 43 (p. 5528).

Rejet (18 décembre 1991) (p. 5528).

10. – Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de diverses dispositions intervenues en matière électorale, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (23 octobre 1991) [n° 57 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

11. – Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur (27 novembre 1991) [n° 115 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (19 décembre 1991) [n° 217 (91-92)] – Discussion (19 décembre 1991) – Rejet (19 décembre 1991) [n° 77].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 2519 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1991) (p. 5620, 5653).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5620, 5653) : *MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Etienne Dailly, Charles Lederman, Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel, Ernest Cartigny, Charles Pasqua, Jacques Habert, Christian Bonnet, Jean Arthuis, Georges Mouly, Josselin de Rohan et les orateurs sur la motion.*

Agriculture : *Allouche (Guy)* (p. 5632) ; *Lederman (Charles)* (p. 5635) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5637) ; *Mouly (Georges)* (p. 5649).

Bicaméralisme : *Allouche (Guy)* (p. 5632) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5647) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5645) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5640) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5628) ; *Estier (Claude)* (p. 5653) ; *Habert (Jacques)* (p. 5644) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5637) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5636) ; *Mouly (Georges)* (p. 5649).

Collectivités territoriales : *Arthuis (Jean)* (p. 5646) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5645) ; *Larché (Jacques)* (p. 5624) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5637) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5620) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arthuis (Jean)* (p. 5647) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5645) ; *Lederman (Charles)* (p. 5633 ; 5635) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5641).

Communes : *Allouche (Guy)* (p. 5628 ; 5630) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5645) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5640) ; *Estier (Claude)* (p. 5653) ; *Habert (Jacques)* (p. 5643) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5638) ; *Larché (Jacques)* (p. 5625) ; *Lederman (Charles)* (p. 5634) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5621 ; 5622) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650).

Economie : *Bonnet (Christian)* (p. 5644) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5639) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5651).

Elections sénatoriales : *Allouche (Guy)* (p. 5626 ; 5627 ; 5628 ; 5629) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5648) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5639) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5628) ; *Estier (Claude)* (p. 5653) ; *Habert (Jacques)* (p. 5643) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5637 ; 5638) ; *Larché (Jacques)* (p. 5623 ; 5624 ; 5625) ; *Lederman (Charles)* (p. 5634) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5636) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5620 ; 5622) ; *Mouly (Georges)* (p. 5649) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5642) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5651).

Modes de scrutin : *Cartigny (Ernest)* (p. 5639) ; *Lederman (Charles)* (p. 5634) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5641) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650 ; 5651).

Parlement (droits) : *Arthuis (Jean)* (p. 5648) ; *Lederman (Charles)* (p. 5633) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5636 ; 5637 ; 5652) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5641).

Partis et groupements politiques : *Arthuis (Jean)* (p. 5648) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650).

Projets de loi : *Dailly (Etienne)* (p. 5629) ; *Habert (Jacques)* (p. 5644) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5638) ; *Larché (Jacques)* (p. 5623) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5623) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5643) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650).

Sénat : *Allouche (Guy)* (p. 5626 ; 5627 ; 5630 ; 5633) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5647) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5644) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5640) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5628) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5638) ; *Larché (Jacques)* (p. 5623 ; 5626) ; *Lederman (Charles)* (p. 5634) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5636) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5622 ; 5623) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5642) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5651).

Sénateurs : *Allouche (Guy)* (p. 5629) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5648) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5644) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5628).

Service public : *Lederman (Charles)* (p. 5635).

Souveraineté nationale : *Lederman (Charles)* (p. 5634).

Zones rurales : *Allouche (Guy)* (p. 5631) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5646) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5645) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5640) ; *Habert (Jacques)* (p. 5643) ; *Larché (Jacques)* (p. 5625) ; *Lederman (Charles)* (p. 5635) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 5637) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5622 ; 5623) ; *Mouly (Georges)* (p. 5649) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 5650).

Motion n° 4 de Marcel Lucotte tendant à opposer la question préalable (p. 5652) – *MM. Marcel Lucotte, Claude Estier.*

Adoption de la motion (p. 5653, scrutin public n° 47).

Rejet du projet de loi (19 décembre 1991) (p. 5653).

Elevage

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 5
Lois de finances, 1, Agriculture et forêt
Questions au Gouvernement n° 376
Questions orales sans débat n° 314

Eloges funèbres

1. – **Hommage à la mémoire de M. Raymond Bourguine**, sénateur de Paris, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération (9 avril 1991) (p. 380, 381).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Paul Kauss**, sénateur du Bas-Rhin, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (10 décembre 1991) (p. 5178, 5179).

Elus locaux

Voir *Collectivités territoriales*, 3

Elus locaux (statut)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 322
Questions orales sans débat n° 378
Rappels au règlement, 17

Emploi

Voir *Formation professionnelle*, 1
Lois de finances, 1
Missions d'information, 1
Questions au Gouvernement n° 348 ; n° 350 ; n° 383
Questions orales avec débat n° 16
Questions orales sans débat n° 389
Rappels au règlement, 25

Emploi des jeunes

Voir *Lois de finances*, 1, Travail, emploi et formation professionnelle – Services communs aux affaires sociales et au travail

Endettement (entreprises et particuliers)

Voir *Créances*, 1

Energie

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - III Industrie
Rapports d'information, 40

Energie nucléaire

Voir *Environnement*, 3
Rapports d'information, 39
Rapports du Gouvernement, 8

Enfance

Voir *Questions au Gouvernement* n° 343

1. – **Proposition de loi relative aux crimes et délits contre les mineurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Christian Bonnet,

sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 avril 1991) [n° 296 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Enseignants

Voir *Lois de finances*, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Questions au Gouvernement n° 312 ; n° 324

Enseignement

Voir *Lois de finances*, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Missions d'information, 8

1. – **Proposition de loi tendant à favoriser l'utilisation d'œuvres audiovisuelles à des fins éducatives**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Maurice Blin et Joël Bourdin, sénateurs (2 juillet 1991) [n° 441 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Joël Bourdin (17 décembre 1991) [n° 190 (91-92)].

2. – **Projet de loi modifiant la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale (2 octobre 1991) [n° 2248 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (21 novembre 1991) [n° 2372 (9^e lég.)] – Discussion (26 novembre 1991) – Adoption (26 novembre 1991) [n° 542].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 novembre 1991) [n° 111 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (4 décembre 1991) [n° 147 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 62].

PROMULGATION : Loi n° 91-1285 du 21 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5298, 5301).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5298, 5300) : MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Bayle, Jean-Luc Bécart.

Académies (éducation nationale) (conseils académiques de la vie lycéenne) : Bécart (Jean-Luc) (p. 5300) ; Jospin (Lionel) (p. 5298).

Conseil supérieur de l'éducation nationale : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5299) ; Séramy (Paul) (p. 5299).

Conseil supérieur de l'éducation nationale (représentation lycéenne) : Jospin (Lionel) (p. 5299) ; Séramy (Paul) (p. 5299).

Education nationale (budget) : Bécart (Jean-Luc) (p. 5300).

Lycées : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5299) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 5300) ; Jospin (Lionel) (p. 5298).

Lycées (conseils des délégués des élèves) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5299) ; Jospin (Lionel) (p. 5298).

Manifestations : Bécart (Jean-Luc) (p. 5300) ; Jospin (Lionel) (p. 5298) ; Séramy (Paul) (p. 5299).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5300, 5301)

Art unique (*Représentation des élèves au Conseil supérieur de l'éducation*) (p. 5300).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : amélioration et harmonisation de la composition des conseils académiques de la vie lycéenne.

– L'article unique est adopté (p. 5301).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5301) – *Intervention de MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Lionel Jospin, ministre.*

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5301).

Enseignement (programmes)

Voir *Questions orales sans débat* n° 367

Enseignement agricole

Voir *Questions au Gouvernement* n° 353

Enseignement artistique

Voir *Rapports du Gouvernement*, 13

Enseignement primaire

Voir *Communes*, 1
Questions au Gouvernement n° 332

Enseignement privé

Voir *Questions au Gouvernement* n° 392

1. – **Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte, sénateurs et leurs collègues membres des groupes de l'Union centriste, du Rassemblement pour la République et de l'Union des républicains et des indépendants (23 octobre 1990) [n° 54 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Joël Bourdin (5 décembre 1990) [n° 128 (90-91)] – Discussion (7 mai 1991, article 40 applicable par conséquent la proposition de loi n'est pas recevable).

Discussion des conclusions du rapport

(7 mai 1991) (p. 894, 898).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 894, 898) : MM. Joël Bourdin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique ; Geoffroy de Montalembert, vice-président d'honneur de la commission des finances .

Collectivités territoriales : Bourdin (Joël) (p. 894 ; 895 ; 896).

Conseil d'Etat (jurisprudence) : Bourdin (Joël) (p. 896) ; Chapuis (Robert) (p. 897).

Constitution (Art. 40) : Chapuis (Robert) (p. 897) ; de Montalembert (Geoffroy) (p. 897 ; 898).

Enseignement privé (loi Falloux) : Bourdin (Joël) (p. 894) ; Chapuis (Robert) (p. 897).

Le ministre oppose l'article 40 de la constitution (p. 897).

Le projet de loi est irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 898).

2. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1157 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des indemnités de direction et de décharges de service d'enseignement accordées aux instituteurs exerçant des fonctions de directeurs d'écoles publiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Adrien Gouteyron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 19 septembre 1991) [n° 483 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Seramy (4 décembre 1991) [n° 143 (91-92)].

3. – **Proposition de loi tendant à permettre aux établissements de statut privé d'enseignement technologique supérieur indus-**

triel ou commercial à but non lucratif de conclure des contrats avec l'Etat et de bénéficier d'une aide financière de celui-ci, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 novembre 1991) [n° 99 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement public

Voir *Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle*, 1

Enseignement secondaire

Voir *Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle*, 1

Enseignement supérieur

Voir *Questions orales sans débat* n° 306 ; n° 307
Rappels au règlement, 22

Enseignement supérieur (grands établissements)

Voir *Questions orales sans débat* n° 390

Entreprises

Voir *Lois de finances*, 1
Participation des salariés, 2
Rapports du Gouvernement, 2
Traités et conventions, 18

1. – **Proposition de loi visant à modifier les dispositions légales relatives aux activités sociales et culturelles des comités d'entreprise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1991) [n° 293 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Beregovoy, ministre de l'économie (12 décembre 1991) [n° 174 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Environnement

Voir *Eau*, 1 ; 2
Mer et littoral, 1
Pollutions et nuisances, 1
Questions au Gouvernement n° 340
Questions orales sans débat n° 391
Recherche agronomique, 1

1. – **Proposition de loi visant à reconnaître d'intérêt général la préservation des paysages ruraux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 février 1991) – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – **Proposition de loi relative à la lutte contre la prolifération des graffitis en milieu urbain**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 juin 1991) [n° 412 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi relatif aux recherches sur l'élimination des déchets radioactifs**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie (15 mai 1991) [n° 2049 (9° lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Christian Bataille (12 juin 1991) [n° 2115 (9° lég.)] – Discussion (25 et 27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 513] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1991) [n° 431 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri Revol (24 octobre 1991) [n° 58 (91-92)] – Discussion (6 novembre 1991) – Adoption (6 novembre 1991) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 novembre 1991) [n° 2319 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Christian Bataille (13 novembre 1991) [n° 2331 (9^e lég.)] – Discussion (25 novembre 1991) – Adoption (25 novembre 1991) [n° 541].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1991) [n° 110 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri Revol (4 décembre 1991) [n° 127 (91-92)] – Discussion (11 décembre 1991) – Adoption (11 décembre 1991) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 décembre 1991) [n° 2450 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Bataille (12 décembre 1991) [n° 2464 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 586].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Henri Revol (12 décembre 1991) [n° 169 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 70].

PROMULGATION : loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1991) (p. 3516, 3562).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3516, 3543) : MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques ; François Lesein, Jean Pépin, Pierre Lacour, Rémi Herment, Robert Laucournet, Jacques Valade, Alain Pluchet, Jean-Luc Mélenchon, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Paul Girod.

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3542).

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Girod (Paul) (p. 3534) ; Herment (Rémi) (p. 3526) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; 3528) ; Pépin (Jean) (p. 3522) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3518 ; 3519 ; 3536 ; 3537 ; 3542).

Aisne (département) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3543).

Collectivités territoriales : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Lacour (Pierre) (p. 3525) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Pépin (Jean) (p. 3522 ; 3524) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3518 ; 3535 ; 3537 ; 3542) ; Valade (Jacques) (p. 3529).

Commission des communautés européennes : Lacour (Pierre) (p. 3524).

Coopération (internationale) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3518).

Déchets : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3541).

Déchets industriels : Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536 ; 3542).

Déchets industriels et toxiques : Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3532).

Déchets radioactifs : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Girod (Paul) (p. 3534) ; Herment (Rémi) (p. 3525) ; Lacour (Pierre) (p. 3524) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Lesein (François) (p. 3521) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3532) ; Pépin (Jean) (p. 3522 ; 3523) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3516 ; 3517) ; Valade (Jacques) (p. 3529 ; 3530).

Déchets radioactifs (étrangers) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3540).

Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536).

Electricité de France (EDF) : Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3539) ; Valade (Jacques) (p. 3529).

Elus locaux : Lacour (Pierre) (p. 3524) ; Lesein (François) (p. 3522) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3519 ; 3537) ; Valade (Jacques) (p. 3529).

Energie (économies) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533).

Energie nucléaire : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Girod (Paul) (p. 3534) ; Lacour (Pierre) (p. 3524 ; 3525) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3531) ; Pépin (Jean) (p. 3522) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3516 ; 3541) ; Valade (Jacques) (p. 3528).

Energies nouvelles : Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3532) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3542).

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC) : Laucournet (Robert) (p. 3528) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536).

Gaz de France (GDF) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3539).

Information : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3540) ; Valade (Jacques) (p. 3530).

Installations nucléaires : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Girod (Paul) (p. 3534) ; Lacour (Pierre) (p. 3525) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3531) ; Pépin (Jean) (p. 3523) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536).

Japon : Pépin (Jean) (p. 3538) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3518 ; 3537 ; 3539).

Laboratoires de recherche : Girod (Paul) (p. 3534) ; Herment (Rémi) (p. 3526) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Lesein (François) (p. 3521 ; 3522) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3518 ; 3535).

Loi et règlement (domaines respectifs) : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3519).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3532) ; Pépin (Jean) (p. 3523) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3517 ; 3537).

Parlement : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3519 ; 3541).

Politique nucléaire : Lesein (François) (p. 3521) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3532) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3519 ; 3541) ; Valade (Jacques) (p. 3528).

Pollutions et nuisances : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3516) ; Valade (Jacques) (p. 3528).

Radioactivité : Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3531) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3541).

Recherche : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3533) ; Lacour (Pierre) (p. 3524) ; Laucournet (Robert) (p. 3527) ; Pépin (Jean) (p. 3523 ; 3524 ; 3538) ; Pluchet (Alain) (p. 3530) ; Revol (Henri) (p. 3520) ; Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3517 ; 3518 ; 3519 ; 3535 ; 3537 ; 3543) ; Valade (Jacques) (p. 3529).

Suède : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3543).

Taxe professionnelle : Strauss-Kahn (Dominique) (p. 3536).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3544, 3562) : MM. Paul Girod, Henri Revol, rapporteur ; Dominique Strauss-Kahn, ministre ; Jean Pépin, Robert Laucournet, Alain Pluchet, François Lesein, Jean-Paul Emin, Jean-Luc Mélenchon, Marcel Rudloff, William Chervy, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Art. 1^{er} A (Droits des générations futures) (p. 3544).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Paul Girod : interdiction de tout stockage souterrain de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue.

– L'article 1^{er} A est adopté (p. 3545).

Après l'art. 1^{er} A (p. 3545).

Adopté : amendement n° 33 de M. Alain Pluchet : interdiction de tout stockage en France de déchets radioactifs importés même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national au-delà des délais techniques imposés par le retraitement.

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 4 de M. Jean Pépin : poursuite de recherches importantes concernant la gestion des déchets radioactifs à haute activité, à l'exclusion des recherches relatives au stockage souterrain.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3546).

Art. 1^{er} B (*Stockage irréversible de déchets*) (p. 3546).

Adopté : amendement de suppression n° 12 de la commission.

Retiré : amendement de suppression n° 39 de M. Paul Girod.

Devenus sans objet : amendement n° 5 de M. Jean Pépin : suppression du caractère irréversible du stockage souterrain de déchets de quelque nature que ce soit dans les couches géologiques profondes – Et n° 26 de M. François Lesein : autorisation de stockage souterrain par une loi qui interviendra dans un délai de quinze ans.

– L'article 1^{er} B est supprimé (p. 3547).

Art. 1^{er} (*Programmes de recherche et rapports d'évaluation*) (p. 3547).

Adoptés : amendement n° 13 de la commission : nouvelle rédaction de cet article ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement ; sous-amendement n° 30 de M. Jean-Paul Emin.

Rejetés : sur l'amendement n° 13 de la commission, sous-amendement n° 29 de M. Jean-Paul Emin ; sous-amendement n° 9 de M. Jean Pépin.

Retiré : sur l'amendement n° 13 de la commission, sous-amendement n° 8 de M. Jean-Paul Emin.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3551).

Après l'art. 1^{er} (p. 3551).

Rejetés : amendement n° 1 de M. François Lesein : création d'une commission locale d'information sur chaque site susceptible d'être retenu pour l'implantation d'un laboratoire souterrain (p. 3554 ; précédemment réservé p. 3552) – Amendement n° 7 de M. Jean Pépin : création et composition d'un comité scientifique indépendant.

Retiré : amendement n° 6 de M. Jean Pépin : création et rôle d'un comité national d'éthique.

Art. 2 (*Laboratoires souterrains destinés à étudier les formations géologiques profondes*) – Adopté (p. 3553).

Après l'art. 2 (p. 3553).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : concertation avec les élus et les populations des sites intéressés avant tout engagement de travaux de recherche préliminaires à un projet d'installation d'un laboratoire souterrain.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3554).

Art. 3 (*Indemnisation des travaux de recherche préalable à l'installation des laboratoires*) (p. 3554).

Rejetés : amendement n° 28 de M. Jean-Paul Emin : avis conforme des conseils généraux des départements ayant contribué au développement de la production d'énergie nucléaire nécessaire pour être retenu comme site de recherche préalable ; sous-amendement n° 43 de M. Paul Girod.

– L'article 3 est adopté (p. 3554).

Après l'art. 3 (p. 3554).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jean Pépin : conception de tout stockage souterrain de déchets radioactifs selon un principe technologique privilégiant la réversibilité.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3556).

Art. 4 (*Autorisation d'installation et d'exploitation d'un laboratoire souterrain*) (p. 3556).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : étude d'impact et avis des élus préalables à l'enquête publique lors de l'installation et de l'exploitation d'un laboratoire souterrain.

Retiré : amendement n° 10 de M. Jean Pépin : obligation pour le ministre de l'agriculture de donner son avis sur tout projet affectant une zone d'appellation d'origine contrôlée.

Devenus sans objet : amendements de M. Jean Pépin, n° 11 : étude d'impact après accord des conseils municipaux généraux et régionaux intéressés – Et n° 37 : étude d'impact après avis conforme des conseils municipaux généraux et régionaux intéressés.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3557).

Art. 5 (*Effets juridiques de l'autorisation*) – Adopté (p. 3557).

Art. 6 (*Périmètre de protection*) – Adopté (p. 3557).

Art. 7 (*Utilisation de sources radioactives*) (p. 3557).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3557).

Art. 8 (*Groupement d'intérêt public*) (p. 3557).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de dix kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public.

Rejeté : amendement n° 32 de M. François Lesein : possibilité pour les communes dont une partie du territoire est située à moins de trente kilomètres du puits principal d'accès au laboratoire sur territoire français d'adhérer de plein droit à un groupement d'intérêt public.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3558).

Art. 8 bis (*Autonomie de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs*) (p. 3558).

Adoptés : amendements de la commission, n° 18 : transformation de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs en établissement public industriel et commercial – Et n° 19 : participation du Commissariat à l'énergie atomique en coopération avec l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs à la définition et aux programmes de recherches et de développement concernant la gestion à long terme des déchets radiocatifs.

Rejeté : amendement de suppression n° 34 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3559).

Art. 8 ter (*Comité local d'information et de suivi*) (p. 3559).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20, n° 21 et n° 22 : relatifs à la composition et au rôle du comité local d'information et de suivi – N° 35, de Mme Danielle Bidard-Reydet : présence obligatoire de représentants des organisations professionnelles au sein du comité local d'information et de suivi – Amendements de la commission, de coordination n° 23 – Et rédactionnel n° 24 – Et n° 45 du Gouvernement : consultation du comité local d'information et de suivi sur toutes questions relatives au fonctionnement du laboratoire ayant des incidences sur l'environnement et possibilité de faire procéder à des auditions ou des contre-expertises.

Retiré : amendement n° 3 de M. François Lesein : consultation du comité local d'information et de suivi sur toutes les questions relatives au fonctionnement du laboratoire et à ses incidences sur l'environnement.

– L'article 8 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3561).

Art. 8 quater (*Lois concernant la politique de l'énergie nucléaire*) (p. 3561).

Adopté : amendement de suppression n° 25 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 27 de M. François Lesein : attribution d'un délai maximum de quinze ans pour la promulgation de la loi sur la politique de l'énergie nucléaire.

– L'article 8 quater est supprimé (p. 3561).

Art. 9 (*Décret d'application*) – Adopté (p. 3562).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3562) : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Lesein, Auguste Chupin, Robert Laucournet, Jean Pépin, Jean Dumont.

Scrutin public n° 16 (p. 3562).

Adoption (6 novembre 1991) (p. 3562).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1991) (p. 5226, 5233).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5226, 5230) : *MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Paul Girod.*

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5228) ; *Girod (Paul)* (p. 5228) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 5227).

Collectivités territoriales : *Girod (Paul)* (p. 5228 ; 5230) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 5226 ; 5229).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5228) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 5227 ; 5229).

Déchets radioactifs : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5228) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5227) ; *Revol (Henri)* (p. 5227) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 5226).

Recherche : *Girod (Paul)* (p. 5230) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 5229).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5230, 5233) : *MM. Henri Revol, rapporteur ; Dominique Strauss-Kahn, ministre ; Jean Huchon, Robert Laucournet, Jean Pépin, Paul Girod.*

Art. 1^{er} A bis A (*Stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux : régime de l'autorisation*) (p. 5230).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : nature administrative de l'autorisation – N° 7 : durée de l'autorisation – N° 2 de forme – Et n° 3 : organisation du droit à dérogation par une loi ultérieure.

Rejetés : amendements de M. Jean Pépin, n° 5 : prévision obligatoire de la réversibilité du stockage – Et n° 6 : suppression de la référence à une loi ultérieure pour l'octroi de dérogation.

– L'article 1^{er} A bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 5232).

Art. 1^{er} (p. 5232).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : composition et mode de désignation des membres de la commission nationale d'évaluation.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5233).

Art. 3 bis (*Principe de réversibilité du stockage souterrain de déchets radioactifs*) (p. 5233) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 – Adopté (p. 5233).

Art. 8 ter – Adopté (p. 5233).

Scrutin public n° 40 (p. 5233).

Adoption (11 décembre 1991) (p. 5233).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1991) (p. 5530, 5531).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5530, 5531) : *MM. Henri Revol, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Curien (Hubert)* (p. 5531) ; *Revol (Henri)* (p. 5531).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5531)

Art. 1^{er} A bis A et 1^{er} (p. 5531).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5531).

4. – **Proposition de loi tendant à assurer l'aménagement et la réhabilitation de l'étang de Berre**, PRESENTÉE AU SENAT,

par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1991) [n° 66 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Equipements scolaires

Voir *Rappels au règlement*, 56

Equipements sportifs

Voir *Questions au Gouvernement* n° 357

Espace

Voir *Rapports d'information*, 41

Espace social européen

Voir *Questions au Gouvernement* n° 347

Espagne

Voir *Allocutions et communications*, 6
Traités et conventions, 29

Essonne (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 334

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Questions orales sans débat* n° 385
Rappels au règlement, 30

Etat civil

1. – **Proposition de loi relative aux enfants déclarés sans vie à l'officier d'état civil**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Rouvière, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 447 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Missions d'information*, 2

Ethiopie

Voir *Traités et conventions*, 9

Etrangers

Voir *Elections*, 2 ; 3

1. – **Proposition de loi organisant le certificat d'hébergement par les communes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 448 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René-Georges Laurin (portant également sur les propositions de loi [n° 449 rectifié (90-91)] – Etrangers 2 ; [n° 450 rectifié bis (90-91)] – Etrangers 3 ; [n° 451 rectifié (90-91)] – Etrangers 4 ; [n° 478 (90-91)] – Etrangers 6) (30 octobre 1991) [n° 64 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 27] – NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à la maîtrise des flux migratoires** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1991) [n° 2324 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(7 novembre 1991) (p. 3571, 3597).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3571, 3590) : *MM. René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Charles Pasqua, Robert Pagès, Guy Allouche, Ernest Cartigny, Christian Bonnet, Daniel Hoeffel, Hubert Durand-Chastel et les orateurs sur la motion.*

Aide au développement : *Durand-Chastel (Hubert) (p. 3586) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3585) ; Pagès (Robert) (p. 3579) ; Pasqua (Charles) (p. 3577) ; Poperen (Jean) (p. 3588).*

Asile (droit d') : *Allouche (Guy) (p. 3580) ; Cartigny (Ernest) (p. 3582) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Laurin (René-Georges) (p. 3572) ; Pasqua (Charles) (p. 3590) ; Poperen (Jean) (p. 3575 ; 3587).*

Banlieues : *Pagès (Robert) (p. 3578).*

Cambodge : *Durand-Chastel (Hubert) (p. 3586).*

Communauté économique européenne (CEE) (immigration) : *Allouche (Guy) (p. 3580) ; Durand-Chastel (Hubert) (p. 3586) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Pagès (Robert) (p. 3578) ; Pasqua (Charles) (p. 3578 ; 3590) ; Poperen (Jean) (p. 3587 ; 3590).*

Démographie : *Allouche (Guy) (p. 3580) ; Cartigny (Ernest) (p. 3581) ; Pasqua (Charles) (p. 3577) ; Poperen (Jean) (p. 3574).*

Drogue (trafic) : *Pasqua (Charles) (p. 3577) ; Poperen (Jean) (p. 3587).*

Economie : *Larché (Jacques) (p. 3573) ; Poperen (Jean) (p. 3574).*

Emploi des jeunes : *Pagès (Robert) (p. 3578).*

Expulsions (étrangers) : *Bonnet (Christian) (p. 3582) ; Cartigny (Ernest) (p. 3582) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Laurin (René-Georges) (p. 3572) ; Pasqua (Charles) (p. 3577) ; Poperen (Jean) (p. 3590).*

Français de l'étranger (perte de la nationalité française) : *Durand-Chastel (Hubert) (p. 3586).*

Gouvernement : *Pasqua (Charles) (p. 3576).*

Immigration : *Bonnet (Christian) (p. 3583) ; Cartigny (Ernest) (p. 3581 ; 3582) ; Durand-Chastel (Hubert) (p. 3585) ; Laurent (Bernard) (p. 3590) ; Laurin (René-Georges) (p. 3571) ; Pasqua (Charles) (p. 3577 ; 3590) ; Poperen (Jean) (p. 3574).*

Immigration (certificat d'hébergement et regroupement familial) : *Allouche (Guy) (p. 3580) ; Cartigny (Ernest) (p. 3582) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Laurin (René-Georges) (p. 3572) ; Poperen (Jean) (p. 3587).*

Immigration clandestine : *Bonnet (Christian) (p. 3582) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Larché (Jacques) (p. 3573) ; Pagès (Robert) (p. 3578).*

Immigration (contrôle) : *Allouche (Guy) (p. 3579 ; 3581) ; Bonnet (Christian) (p. 3583) ; Laurin (René-Georges) (p. 3572) ; Pasqua (Charles) (p. 3590) ; Poperen (Jean) (p. 3576 ; 3588).*

Immigration (intégration) : *Durand-Chastel (Hubert) (p. 3585) ; Hoeffel (Daniel) (p. 3584) ; Larché (Jacques) (p. 3573) ; Poperen (Jean) (p. 3588).*

Immigration (réglementation) : *Durand-Chastel (Hubert) (p. 3585 ; 3586) ; Pasqua (Charles) (p. 3576 ; 3577) ; Poperen (Jean) (p. 3575).*

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Laurent (Bernard) (p. 3590).*

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Allouche (Guy) (p. 3581) ; Poperen (Jean) (p. 3587).*

Ordre du jour des assemblées parlementaires : *Larché (Jacques) (p. 3573).*

Seine-Saint-Denis (département) : *Cartigny (Ernest) (p. 3581).*

Traités et conventions : *Allouche (Guy) (p. 3580).*

Travail clandestin : *Pagès (Robert) (p. 3578) ; Poperen (Jean) (p. 3576 ; 3587 ; 3590).*

Motion n° 1 de M. Bernard Laurent, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 3590) – *M. Bernard Laurent.*

Retrait de la motion (p. 3590).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3590, 3597) : *M. Charles Lederman.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU REGROUPEMENT FAMILIAL

Art. 1^{er} (*Regroupement familial*) (p. 3590).

Parole sur l'article (p. 3591) : *M. Charles Lederman* – Immigration (carte de résident) – Police administrative (maire).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 3592).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU CERTIFICAT D'HERBERGEMENT

Art. 2 (*Certificat d'hébergement*) (p. 3592).

Parole sur l'article (p. 3592) : *M. Charles Lederman* – Police administrative (maire).

– L'article 2 est adopté (p. 3592).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION IRREGULIERE

Section I

De l'expulsion

Art. 3 (*Expulsion*) (p. 3592).

Parole sur l'article (p. 3592) : *M. Charles Lederman* – Ordre public (menace).

– L'article 3 est adopté (p. 3592).

Art. 4 (*Expulsion*) (p. 3592).

Parole sur l'article (p. 3592) : *M. Charles Lederman* – Condamnations pénales – Interdiction de séjour (étrangers).

– L'article 4 est adopté (p. 3593).

Section II

De l'exécution des mesures d'expulsion et de reconduite à la frontière

Art. 5 (*Exécution des mesures d'expulsion et de reconduite à la frontière*) (p. 3593).

Parole sur l'article (p. 3593) : *M. Charles Lederman* – Interdiction de séjour (étrangers).

– L'article 5 est adopté (p. 3593).

Section III

Des infractions à la législation concernant l'entrée des étrangers sur le territoire français

Art. 6 (*Infractions à la législation concernant l'entrée des étrangers sur le territoire français*) (p. 3593).

Parole sur l'article (p. 3593) : *M. Charles Lederman* – Condamnations pénales.

– L'article 6 est adopté (p. 3593).

Art. 7 (*Infractions à la législation concernant l'entrée des étrangers sur le territoire français*) (p. 3593).

Parole sur l'article (p. 3593, 3594) : *M. Charles Lederman* – Immigration clandestine.

– L'article 7 est adopté (p. 3594).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT D'ASILE

Art. 8 (*Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA*) (p. 3594).

Parole sur l'article (p. 3594) : *M. Charles Lederman* – Tutelle administrative.

– L'article 8 est adopté (p. 3595).

Art. 9 (*Sollicitation de la qualité de réfugié*) (p. 3595).

Parole sur l'article (p. 3595) : *M. Charles Lederman*.

– L'article 9 est adopté (p. 3595).

Art. 10 (*Conséquences du rejet de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié*) (p. 3595).

Parole sur l'article (p. 3595) : *M. Charles Lederman* – Interdiction de séjour (étrangers) – Asile (droit d').

– L'article 10 est adopté (p. 3595).

Art. 11 (*Assignation à résidence de l'étranger sollicitant la qualité de réfugié politique*) (p. 3596).

Parole sur l'article (p. 3595, 3596) : *M. Charles Lederman* – Traités et conventions.

– L'article 11 est adopté (p. 3596).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES FLUX MIGRATOIRES

Art. 12 (*Dispositions relatives à l'évaluation des flux migratoires*) (p. 3596).

Parole sur l'article (p. 3596) : *M. Charles Lederman* – Travail clandestin – Immigration (contrôle).

– L'article 12 est adopté (p. 3596).

Intitulé (p. 3596).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de loi tendant à la maîtrise effective des flux migratoires » (p. 3596).

– L'intitulé de la proposition de loi est adopté (p. 3596).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3596, 3597) *MM. Charles Lederman, Claude Estier*.

Scrutin public n° 17 (p. 3597).

Adoption (7 novembre 1991) (p. 3597).

2. – **Proposition de loi réformant le regroupement familial**, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Charles Pasqua*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 449 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. René-Georges Laurin* (portant également sur les propositions de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1 ; [n° 450 rectifié bis (90-91)] – Etrangers 3 ; [n° 451 rectifié (90-91)] – Etrangers 4 ; [n° 478 (90-91)] – Etrangers 6) (30 octobre 1991) [n° 64 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – (Voir discussion sur la proposition de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 27].

3. – **Proposition de loi organisant la définition d'un quota annuel d'immigration en France**, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Charles Pasqua*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 450 rect. bis (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. René-Georges Laurin* (portant également sur les propositions de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1 ; [n° 449 rectifié (90-91)] – Etrangers 2 ; [n° 451 rectifié (90-91)] – Etrangers 4 ; [n° 478 (90-91)] – Etrangers 6) (30 octobre 1991) [n° 64 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – (Voir discussion sur la proposition de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 27].

4. – **Proposition de loi réformant la procédure du droit d'asile**, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Charles Pasqua*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 juillet 1991) [n° 451 rect. (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. René-Georges Laurin* (portant également sur les propositions de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1 ; [n° 449 rectifié (90-91)] – Etrangers 2 ; [n° 450 rectifié bis (90-91)] – Etrangers 3 ; [n° 478 (90-91)] – Etrangers 6) (30 octobre 1991) [n° 64 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – (Voir discussion sur la proposition de loi

[n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 27].

5. – **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, afin de réprimer plus sévèrement l'immigration irrégulière**, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Daniel Hoeffel*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 10 septembre 1991) [n° 478 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. René-Georges Laurin* (portant également sur les propositions de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1 ; [n° 449 rectifié (90-91)] – Etrangers 2 ; [n° 450 rectifié bis (90-91)] – Etrangers 3 ; [n° 451 rectifié (90-91)] – Etrangers 4) (30 octobre 1991) [n° 64 (91-92)] – Discussion (7 novembre 1991) – (Voir discussion sur la proposition de loi [n° 448 rectifié (90-91)] – Etrangers 1) – Adoption (7 novembre 1991) [n° 27].

6. – **Projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de *Mme Edith Cresson*, Premier ministre, par *M. Michel Sapin*, ministre délégué à la justice (25 septembre 1991) [n° 2242 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois – Rapport de *M. Alain Vidalies* (3 octobre 1991) [n° 2250 (9^e lég.)] – Avis oral de *M. Jérôme Lambert* – Urgence – Discussion (9, 10, 15 octobre 1991) – Adoption (15 octobre 1991) [n° 532].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 octobre 1991) [n° 35 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de *M. Jacques Sourdille* (7 novembre 1991) [n° 74 (91-92)] – Avis de *M. Bernard Seillier* (7 novembre 1991) [n° 75 (91-92)] – Discussion (12 novembre 1991) – Adoption (12 novembre 1991) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 novembre 1991) [n° 2329 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de *M. Alain Vidalies* (27 novembre 1991) [n° 2385 (9^e lég.)] – Echee.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de *M. Jacques Sourdille* (27 novembre 1991) [n° 113 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 novembre 1991) [n° 2329 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de *M. Alain Vidalies* (28 novembre 1991) [n° 2391 (9^e lég.)] – Discussion (2 décembre 1991) – Adoption (2 décembre 1991) [n° 546].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 119 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de *M. Jacques Sourdille* (4 décembre 1991) [n° 135 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (11 décembre 1991) [n° 2445 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de *M. Alain Vidalies* (12 décembre 1991) [n° 2463 (9^e lég.)] – Discussion (16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 576].

PROMULGATION : Loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 (*JO* Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1991) (p. 3651, 3694).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3651, 3668) : *MM. Michel Sapin*, ministre délégué à la justice ; *Jacques Sourdille*, rapporteur de la commission des lois ; *Bernard Seillier*, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; *Charles Lederman*, *Guy Allouche*, *Ernest Cartigny*, *Jean-Pierre Tizon*, *Jean Chérioux*, *Marc Boeuf*, *Franck Sérusclat*.

Aide au développement : *Chérioux (Jean)* (p. 3665) ; *Sapin (Michel)* (p. 3668).

Conseil d'Etat (jurisprudence) : *Sapin (Michel)* (p. 3653).

Cotisations sociales : *Seillier (Bernard)* (p. 3657).

Cour européenne des droits de l'homme (jurisprudence) : *Sapin (Michel)* (p. 3653).

Droque (trafic) : *Chérioux (Jean)* (p. 3664) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3655).

Droit d'asile : *Chérioux (Jean)* (p. 3665).

Economie souterraine : *Cartigny (Ernest)* (p. 3661) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3663).

Employeurs : *Lederman (Charles)* (p. 3659) ; *Sapin (Michel)* (p. 3651 ; 3667) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3657) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3666).

Entreprises : *Seillier (Bernard)* (p. 3657).

Entreprises (charges) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3663).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Sérusclat (Franck)* (p. 3666).

Haut conseil à l'intégration : *Sapin (Michel)* (p. 3651).

Immigration clandestine : *Allouche (Guy)* (p. 3660) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3666) ; *Lederman (Charles)* (p. 3658 ; 3659) ; *Sapin (Michel)* (p. 3651) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3663).

Infractions : *Cartigny (Ernest)* (p. 3662) ; *Sapin (Michel)* (p. 3652).

Infractions (statistiques) : *Seillier (Bernard)* (p. 3656) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3654).

Inspection du travail : *Lederman (Charles)* (p. 3659) ; *Sapin (Michel)* (p. 3667 ; 3668).

Interdiction de séjour : *Allouche (Guy)* (p. 3661) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3666) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3662) ; *Chérioux (Jean)* (p. 3664) ; *Sapin (Michel)* (p. 3653 ; 3667) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3655).

Missions d'information : *Chérioux (Jean)* (p. 3663).

Office des migrations internationales (OMI) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3662) ; *Chérioux (Jean)* (p. 3664) ; *Sapin (Michel)* (p. 3653 ; 3668) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3657) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3654 ; 3655).

Parlement (information) : *Sourdille (Jacques)* (p. 3653).

Peines complémentaires : *Sapin (Michel)* (p. 3652) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3654).

Peines et amendes : *Allouche (Guy)* (p. 3660 ; 3661) ; *Chérioux (Jean)* (p. 3665) ; *Sapin (Michel)* (p. 3652) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3656 ; 3657) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3666) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3653 ; 3654).

Prestations sociales : *Chérioux (Jean)* (p. 3665).

Propositions de loi : *Chérioux (Jean)* (p. 3664).

Reconduite à la frontière : *Sapin (Michel)* (p. 3652).

Sous-traitance : *Boeuf (Marc)* (p. 3665) ; *Lederman (Charles)* (p. 3659) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3657).

Travail clandestin : *Allouche (Guy)* (p. 3660) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3665) ; *Sapin (Michel)* (p. 3651) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3655) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3666) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3653).

Travail clandestin (statistiques) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3661) ; *Lederman (Charles)* (p. 3658) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3662).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3669, 3694) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Bernard Seillier, rapporteur pour avis ; Robert Pagès, Michel Sapin, ministre ; Franck Sérusclat, Guy Allouche, Marc Boeuf, Paul Souffrin, Jean Chérioux, Ambroise Dupont, Louis Souvet, Ernest Cartigny.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RENFORCANT LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

Chapitre premier

Obligations des employeurs

Art. 1^{er} A (Art. L. 320 du code du travail – Déclaration obligatoire d'un salarié aux organismes de protection sociale préalablement à son embauche) (p. 3669).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 25 de la commission et n° 51 de la commission saisie pour avis (p. 3670).

Devenu sans objet : amendement n° 59 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des 3^e, 4^e et 5^e alinéas du texte de l'article L. 320 du code du travail tendant à une application progressive des dispositions (p. 3970).

– L'article 1^{er} A est supprimé (p. 3670).

Art. 1^{er} (Art. L.620-3 – Remise obligatoire d'une attestation d'embauche par l'employeur) (p. 3670).

Adoptés : amendements de la commission, n° 26 : responsabilité de l'employeur – Et n° 27 : déclaration des employés aux organismes de sécurité sociale (p. 3670).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3670).

Après l'art. 1^{er} (p. 3670).

Rejetés : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Guy Allouche, n° 65 : interdiction du recours à un travailleur indépendant – Et n° 66 de cohérence (p. 3671).

Chapitre II

Travail clandestin

Avant l'art. 2 (p. 3671).

Adopté : amendement n° 57 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : habilitation des officiers des affaires maritimes à constater des infractions relatives au travail clandestin à bord des navires (p. 3672).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Art. 2 (Mise en jeu de la responsabilité civile des cocontractants du travailleur clandestin) (p. 3672).

ART. L. 324-13-1 DU CODE DU TRAVAIL (Condamnation pour utilisation des services d'un travailleur clandestin) – Adopté (p. 3672).

ART. L. 324-14 (Relation contractuelle directe) (p. 3672).

Adoptés : amendements de la commission, n° 28 : attestation de l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers (p. 3673) – Et n° 29 : détermination du seuil d'application de la loi pour des travaux particuliers (p. 3674).

Rejeté : sur l'amendement n° 28 de la commission, sous-amendement n° 76 de M. Guy Allouche (p. 3673).

Retiré : amendement n° 52 de la commission saisie pour avis : allègement de la fourniture d'une prestation de services (p. 3673).

Devenu sans objet : amendement n° 60 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : précision relative à la notion de contrat (p. 3673).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3674).

ART. L. 324-14-1 (Sous-traitance) (p. 3674).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : nouvelle rédaction plus précise quant à la portée juridique de l'article (p. 3675).

Rejeté : amendement n° 54 de la commission saisie pour avis : élargissement du champ de l'exception prévue en faveur des particuliers (p. 3676).

Devenus sans objet : amendement n° 53 de la commission saisie pour avis : précision des moyens par lesquels le donneur d'ordre pouvait avoir connaissance de la situation irrégulière d'un sous-traitant – Amendement n° 67 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : cas du défaut de régularisation (p. 3675).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3676).

ART. L. 324-14-2 (Entreprises étrangères) (p. 3676).

Adopté : amendement n° 31 de la commission : notion d'effet équivalent (p. 3677).

Retiré : amendement de suppression n° 55 de la commission saisie pour avis (p. 3676).

– Le texte proposé dans la rédaction de l'amendement n° 31, est adopté (p. 3677).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3677).

Art. 3 (Art. L. 362-3 – *Confiscation des produits du travail clandestin*) (p. 3677).

Adoptés : amendements de la commission, n° 32 rédactionnel – Et n° 33 : maintien du lien entre la confiscation et l'acte délictueux (p. 3678).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3678).

Art. 4 (*Peines complémentaires nouvelles applicables dans les cas de condamnation pour infraction aux règles relatives au travail clandestin*) (p. 3678).

ART. L. 362-4 (*Interdiction d'exercice professionnel*) (p. 3678).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : limitation de la possibilité de prononcer l'interdiction d'exercer une profession en cas de récidive (p. 3679).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3679).

ART. L. 362-5 (*Exclusion des marchés publics*) – Adopté (p. 3679).

ART. L. 362-6 (*Interdiction du territoire français*) (p. 3679).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : reconduite d'un condamné à la frontière à l'expiration de sa peine d'emprisonnement en cas d'interdiction du territoire (p. 3679).

Devenu sans objet : amendement n° 68 de M. Claude Estier, soutenu par M. Marc Boeuf : extension des catégories protégées contre l'interdiction du territoire national aux titulaires d'une rente d'accident du travail (p. 3680).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3680).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3680).

Art. 4 bis (*Moyens des services de contrôle des infractions relatives au travail clandestin*) (p. 3680).

Adopté : amendement de suppression n° 36 de la commission (p. 3680).

– L'article 4 bis est supprimé (p. 3680).

Chapitre III

Marchandage

Art. 5 (Art. L. 152-3 – *Aggravation des sanctions pénales du marchandage et du prêt de main-d'oeuvre illicite*) – Adopté (p. 3680).

Chapitre IV

Travailleurs étrangers

Art. 6 A (Art. L. 364-2-1 – *Aggravation des sanctions contre l'employeur de travailleurs étrangers en situation irrégulière*) (p. 3681).

Adopté : amendement de suppression n° 37 de la commission (p. 3681).

– L'article 6 A est supprimé (p. 3681).

Art. 6 (Art. L. 364-2-2 – *Confiscation des biens utilisés à l'occasion de l'infraction et des produits d'un travail effectué par un étranger employé irrégulièrement*) (p. 3681).

Adoptés : amendement de la commission n° 38 : suppression de la notion de confiscation de tous les autres biens – Et n° 39 : suppression de la qualification du produit de l'infraction (p. 3681).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3681).

Avant l'art. 7 (p. 3682).

Rejeté : amendement n° 61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : définition de l'infraction relative au trafic de main-d'oeuvre immigrée (p. 3682).

Art. 7 (Art. L. 364-5 – *Aggravation des sanctions des extorsions de fonds en vue ou à l'occasion de l'introduction d'un étranger en France*) (p. 3682).

Adoptés : amendements de la commission, n° 40 : maintien des peines en vigueur – Et n° 41 de coordination (p. 3683).

Rejeté : amendement n° 62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : aggravation des sanctions de l'infraction (p. 3683).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3683).

Art. 8 (Art. L. 364-3-1 – *Peines complémentaires nouvelles pour certaines infractions*) (p. 3683).

Adopté : amendement rédactionnel n° 42 de la commission (p. 3683).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3683).

Chapitre V

Office des migrations internationales

Art. 9 (*Compétences de l'Office des migrations internationales*) (p. 3683).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 72 de la commission (p. 3683) – Amendement n° 1 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Ambroise Dupont : rôle de l'Office des migrations internationales dans la réinsertion en France des français ayant résidé à l'étranger (p. 3684).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3684).

Art. 10 (*Certificat d'hébergement*) (p. 3684).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : modalités d'établissement du certificat d'hébergement et insertion du dispositif dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 3684).

Retiré : amendement de suppression n° 56 de la commission saisie pour avis, au profit de l'amendement n° 43 de la commission (p. 3684).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 43, est adopté (p. 3685).

Art. 11 (*Application des règles de compétence de l'Office des migrations internationales*) – Adopté (p. 3685).

Art. 12 (*Peines applicables en cas d'emploi d'étrangers sans titre*) (p. 3685).

Adopté : amendement de la commission n° 44, de coordination (p. 3686).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3686).

Chapitre VI

Etudes et statistiques

Art. 13 (*Traitement automatisé des données relatives au travail clandestin et aux trafics de main-d'oeuvre*) – Adopté (p. 3686).

TITRE II

DISPOSITIONS RENFORCANT LA LUTTE CONTRE L'ORGANISATION DE L'ENTRÉE ET DU SEJOUR IRRÉGULIERS D'ÉTRANGERS EN FRANCE

Art. 14 (*Renforcement de la répression de l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France*) (p. 3686).

Adoptés : amendements de la commission, rédactionnel n° 45 (p. 3686) – Et de coordination n° 73 (p. 3687).

Rejeté : amendement n° 63 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : introduction de la notion de « trafics organisés » ou « d'habitude » comme circonstances aggravantes (p. 3687).

Retiré : amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction du territoire et peines d'emprisonnement (p. 3687).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3687).

Art. 15 (*Conditions d'application du régime de l'interdiction du territoire*) (p. 3687).

Adopté : amendement de suppression n° 46 de la commission (p. 3687).

– L'article 15 est supprimé (p. 3688).

Art. 16 (*Conditions de l'expulsion en matière d'organisation irrégulière d'admission d'étrangers en France, d'hébergement collectif et d'emploi d'étrangers sans titre – Conditions d'application des mesures de reconduite à la frontière*) (p. 3688).

Adoptés : amendements de la commission, rédactionnel n° 74 (p. 3688) – Et n° 47 : suppression du paragraphe II de l'article 16 par coordination avec la réforme du code pénal (p. 3689) – Amendement n° 9 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Ambroise Dupont : interdiction du territoire à certaines catégories d'étrangers (p. 3688).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3689).

Art. 17 (*Destruction par l'étranger de ses documents de voyage*) (p. 3689).

Retirés : amendement n° 64 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : délai de présentation des documents de voyage – Amendement n° 11 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Ambroise Dupont : cas d'interdiction définitive du territoire (p. 3690).

– L'article 17 est adopté (p. 3690).

Avant l'art. 18 (p. 3690).

Adopté : amendement n° 58 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : simplification de l'enquête en cas de flagrant délit (p. 3690).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3690).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18 (*Interdiction du territoire en matière d'hébergement collectif*) (p. 3690).

Adopté : amendement n° 75 de la commission : coordination relative aux étrangers protégés à l'égard de l'interdiction du territoire (p. 3691).

Retirés : amendements de M. Marcel Lucotte, soutenus par M. Ambroise Dupont, n° 15 : exercice de l'autorité parentale – N° 16 : suppression des « mariages blancs » – N° 17 : restriction des possibilités de dérogation à l'interdiction du territoire – Et n° 18 : interdiction du territoire aux récidivistes (p. 3691).

Devenu sans objet : amendement n° 70 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Allouche : restriction des dérogations à l'interdiction du territoire pour un étranger titulaire d'une rente d'accident de travail servie par un organisme français (p. 3691).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3691).

Art. 19 (*Interdiction du territoire en matière de trafic de stupéfiants*) (p. 3691).

Adopté : amendement de suppression n° 48 de la commission (p. 3692).

– L'article 19 est supprimé (p. 3692).

Art. 20 (*Rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de la loi*) (p. 3692).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : limitation de l'objet du rapport prévu au titre premier relatif au travail clandestin (p. 3693).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 3693).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3693, 3694) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès, Louis Souvet, Ernest Cartigny ; intervention de M. Jacques Sourdille, rapporteur* – Amendements votés par le Sénat – Aggravation des peines – Attestation d'embauche – Certificat d'hébergement.

Adoption (12 novembre 1991) (p. 3694).

Discussion (nouvelle lecture)

(10 décembre 1991) (p. 5207, 5217).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5205, 5209) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Guy Allouche.*

Droit pénal : *Sourdille (Jacques)* (p. 5206).

Etrangers : *Sourdille (Jacques)* (p. 5207).

Immigration clandestine : *Pagès (Robert)* (p. 5207).

Indemnités de licenciement : *Pagès (Robert)* (p. 5208) ; *Sapin (Michel)* (p. 5206) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5207).

Interdiction de séjour (étrangers) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5207).

Pays en voie de développement (PVD) : *Pagès (Robert)* (p. 5207).

Projets de loi : *Allouche (Guy)* (p. 5208).

Propositions de loi : *Sourdille (Jacques)* (p. 5206).

Statistiques : *Sourdille (Jacques)* (p. 5206).

Toxicomanie : *Sourdille (Jacques)* (p. 5207).

Travail clandestin : *Allouche (Guy)* (p. 5208) ; *Pagès (Robert)* (p. 5208) ; *Sapin (Michel)* (p. 5205 ; 5206) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5206).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5209, 5217) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Guy Allouche, Robert Pagès.*

Art. 1^{er} A (p. 5209).

Adopté : amendement de suppression n° 1 de la commission.

– L'article 1^{er} A est supprimé (p. 5209).

Art. 1^{er} (p. 5209).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : possibilité pour l'employeur de se faire représenter – Et n° 3 : procédure relative au carnet à souches.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5210).

Art. 2 A A, 2 A B et 2 A C – Adoptés (p. 5210).

Art. 2 (p. 5210).

ART. L. 324-14 DU CODE DU TRAVAIL (p. 5210).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : responsabilité solidaire des contractants en l'absence de remise d'un document attestant l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers – Et n° 5 : cas du particulier qui contracte pour son usage personnel, celui de son conjoint, de ses ascendants ou de ses descendants.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

ART. L. 324-14-1 DU CODE PRECITE (p. 5211).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : maintien du droit en vigueur en matière de responsabilité solidaire des sous-traitants.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

ART. L. 324-14-2 DU CODE PRECITE (p. 5211).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : notion de « réglementation d'effet équivalent ».

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

Art. 3 (p. 5212).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 : définition de l'étendue des choses saisissables – Et n° 9 : preuve du lien entre le produit et l'infraction.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5212).

Art. 4 (p. 5212).

ART. L. 362-4 DU CODE PRECITE (p. 5212).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé est rétabli (p. 5212).

ART. L. 362-6 DU CODE PRECITE (p. 5212).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé est rétabli (p. 5212).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5212).

Art. 4 bis (p. 5213).

Adopté : amendement de suppression n° 12 de la commission.

– L'article 4 bis est supprimé (p. 5213).

Art. 6 A (p. 5213).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de la commission.

– L'article 6 A est supprimé (p. 5213).

Art. 6 (p. 5213).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : limitation de la confiscation aux seuls objets – Et n° 15 : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5213).

Art. 7 (p. 5213).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : maintien des sanctions pénales en vigueur – Et n° 17 : limitation de la confiscation prononcée par le juge aux seuls objets.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5214).

Art. 10 (p. 5214).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 5214).

Art. 12 (p. 5214).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5214).

Art. 14 (p. 5215).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : détermination par le juge du lien entre le produit et l'infraction.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5215).

Art. 15 (p. 5215).

Adopté : amendement de suppression n° 21 de la commission.

– L'article 15 est supprimé (p. 5215).

Art. 16 (p. 5215).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : rétablissement du texte du code pénal.

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 5215).

Art. 18 (p. 5215).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : rétablissement du texte du code pénal.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 5216).

Art. 19 (p. 5216).

Adopté : amendement de suppression n° 24 de la commission.

– L'article 19 est supprimé (p. 5216).

Art. 20 (p. 5216).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est adopté (p. 5216).

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5217).

Etudiants

Voir *Questions orales sans débat* n° 300

Europe

Voir *Communication audiovisuelle*, 1
Missions d'information, 9

Examens et concours

1. – **Proposition de loi portant validation législative de la liste d'admissibilité à un concours d'attaché du cadre départemental**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean François-Poncet, sénateur (21 mars 1991) [n° 241 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi portant validation législative de la liste d'admission à un examen pour la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Louis Souvet, Georges Gruillot et Jean Pourchet, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 4 septembre 1991) [n° 476 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Accidents du travail*, 2
Etrangers, 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5
Justice, 2
Sécurité sociale, 2
Traités et conventions, 11

Exploitations agricoles

Voir *Questions au Gouvernement* n° 358

Expropriation

Voir *Logement*, 2

Expulsions (étrangers)

Voir *Rappels au règlement*, 23

Expulsions (logement)

Voir *Rappels au règlement*, 43

F

Famille

1. – **Proposition de loi tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Collette, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1990) [n° 68 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Oudin (9 octobre 1991) [n° 24 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1990).

Discussion des conclusions du rapport

(18 décembre 1991) (p. 5590, 5592).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5590, 5592) : MM. Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances ; Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : Oudin (Jacques) (p. 5591).

Démographie : Oudin (Jacques) (p. 5591).

Irrecevabilité (art. 40 de la Constitution) : Cathala (Laurent) (p. 5592).

Prestations familiales : Cathala (Laurent) (p. 5592) ; Oudin (Jacques) (p. 5591).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) (18 décembre 1991) (p. 5592).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles 374 et 288 du code civil**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 juin 1991) [n° 363 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Femmes (Droits)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 362

Fêtes légales

1. – **Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et de recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 42 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Finances locales

Voir *Collectivités territoriales*, 6
Questions orales sans débat n° 324

Finances publiques

Voir *Lois de finances*, 1
Questions orales sans débat n° 313 ; n° 322

Fiscalité

Voir *Forêts (incendies)*, 1
Impôt sur le revenu, 1
Impôts et taxes, 1 ; 2
Lois de finances, 1 ; 2
Questions au Gouvernement n° 358
Rapports du Gouvernement, 3
Traités et conventions, 7

Fiscalité locale

Voir *Agglomérations nouvelles*, 1
Collectivités territoriales, 2 ; 3
Questions au Gouvernement n° 365
Rapports du Gouvernement, 5

Fonction publique

Voir *Examens et concours*, 1
Fonctionnaires et agents publics, 2 ; 3
Lois de finances, 1, Services du Premier ministre - I - Services généraux
Rapports du Gouvernement, 7

Fonction publique de l'Etat

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 1
Questions orales sans débat n° 249

Fonction publique hospitalière

Voir *Questions orales sans débat* n° 332
Rappels au règlement, 34

Fonction publique territoriale

Voir *Questions au Gouvernement* n° 351
Questions orales sans débat n° 308 ; n° 310

Fonctionnaires et agents publics

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique (20 mars 1991) [n° 240 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Germain Authié (17 avril 1991) [n° 284 (90-91)] – Avis de M. Paul Séramy (17 avril 1991) [n° 286 (90-91)] – Urgence – Discussion (25 avril 1991) – Adoption (25 avril 1991) [n° 107].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 avril 1991) [n° 2014 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (7 mai 1991) [n° 2024 (9^e lég.)] – Discussion (24 mai 1991) – Adoption (24 mai 1991) [n° 480].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 mai 1991) [n° 341 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jacques Floch (7 juin 1991) [n° 2090 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 500].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Germain Authié (7 juin 1991) [n° 365 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 128].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-293 DC du 23 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 25 juillet 1991) qui déclare le projet de loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 91-715 du 26 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 27 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(25 avril 1991) (p. 690, 724).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 690, 708) : MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique ; Germain Authié, rapporteur de la commission des lois ; Albert Vecten, rapporteur pour avis, en remplacement de M. Paul Séramy ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Ernest Cartigny, Robert Pagès, Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, et les orateurs sur la motion.

Commission des communautés européennes : *Durafour (Michel)* (p. 690).

Communauté économique européenne (CEE) : *Authié (Germain)* (p. 692) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 701) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 705) ; *Rouvière (André)* (p. 699) ; *Schumann (Maurice)* (p. 701) ; *Vecten (Albert)* (p. 694).

Communautés européennes : *Durafour (Michel)* (p. 691).

Conseil d'Etat : *Vecten (Albert)* (p. 694).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Authié (Germain)* (p. 693) ; *Durafour (Michel)* (p. 690) ; *Schumann (Maurice)* (p. 701).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Hamel (Emmanuel)* (p. 706) ; *Pagès (Robert)* (p. 702).

Diplômes : *Durafour (Michel)* (p. 707).

Droit communautaire : *Lederman (Charles)* (p. 696) ; *Pagès (Robert)* (p. 702).

Droits civils et politiques : *Durafour (Michel)* (p. 691).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Durafour (Michel)* (p. 691 ; 708).

Education nationale : *Durafour (Michel)* (p. 707) ; *Pagès (Robert)* (p. 702).

Emplois publics : *Lederman (Charles)* (p. 698).

Enseignants : *Durafour (Michel)* (p. 706) ; *Pagès (Robert)* (p. 702) ; *Vecten (Albert)* (p. 694).

Enseignement : *Durafour (Michel)* (p. 708).

Enseignement supérieur : *Durafour (Michel)* (p. 692 ; 707) ; *Vecten (Albert)* (p. 695).

Enseignement supérieur (d'architecture) : *Durafour (Michel)* (p. 691) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 704).

Europe : *Durafour (Michel)* (p. 706) ; *Rouvière (André)* (p. 699).

Examens et concours : *Durafour (Michel)* (p. 691) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 706) ; *Pagès (Robert)* (p. 702) ; *Vecten (Albert)* (p. 695).

Fonctionnaires et agents publics : *Durafour (Michel)* (p. 692) ; *Lederman (Charles)* (p. 696) ; *Pagès (Robert)* (p. 702).

Fonction publique de l'Etat : *Authié (Germain)* (p. 692 ; 694) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 701) ; *Durafour (Michel)* (p. 690 ; 691 ; 692 ; 706) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 705) ; *Pagès (Robert)* (p. 702) ; *Rouvière (André)* (p. 699) ; *Vecten (Albert)* (p. 694) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 704).

Fonction publique hospitalière : *Durafour (Michel)* (p. 690) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 705).

Fonction publique territoriale : *Durafour (Michel)* (p. 690) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 705).

Formation professionnelle : *Cartigny (Ernest)* (p. 701).

Golfe persique (crise) : *Pagès (Robert)* (p. 702).

Grand marché intérieur (CEE) : *Authié (Germain)* (p. 693) ; *Durafour (Michel)* (p. 690 ; 691 ; 707) ; *Rouvière (André)* (p. 699).

Instituts régionaux d'administration (IRA) : *Authié (Germain)* (p. 692) ; *Durafour (Michel)* (p. 691 ; 708) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 704).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : *Durafour (Michel)* (p. 692).

Magistrats : *Durafour (Michel)* (p. 692).

Militaires : *Durafour (Michel)* (p. 692).

Parlement : *Lederman (Charles)* (p. 697) ; *Vecten (Albert)* (p. 694).

Pays-Bas : *Vecten (Albert)* (p. 695).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Authié (Germain)* (p. 694) ; *Durafour (Michel)* (p. 692).

Royaume-Uni : *Vecten (Albert)* (p. 695).

Service national : *Durafour (Michel)* (p. 692).

Souveraineté nationale : *Authié (Germain)* (p. 693) ; *Lederman (Charles)* (p. 697) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 704).

Statut général des fonctionnaires : *Hamel (Emmanuel)* (p. 705) ; *Lederman (Charles)* (p. 697) ; *Pagès (Robert)* (p. 702).

Traité de Rome : *Authié (Germain)* (p. 693) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 701) ; *Durafour (Michel)* (p. 690 ; 706) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 705) ; *Lederman (Charles)* (p. 696 ; 697) ; *Pagès (Robert)* (p. 702) ; *Schumann (Maurice)* (p. 701).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 695) – *MM. Charles Lederman, André Rouvière, Michel Durafour, ministre.*

Rejet de la motion (p. 700 ; scrutin public n° 91).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 708, 723) : *MM. Germain Authié, rapporteur ; Michel Durafour, ministre ; Louis Virapoullé, Charles Lederman, Albert Vecten, rapporteur pour avis ; Adrien Gouteyron, Daniel Millaud, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 708).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : accès possible des ressortissants des Etats membres de la CEE à la qualité de fonctionnaire.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 709).

Art. 1^{er} (*Ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne*) (p. 709).

Adoptés : amendement n° 5 de la commission : nouvelle rédaction de cet article relatif aux conditions exigées lors de l'accès à la fonction publique ; sous-amendements, n° 3 de la commission saisie pour avis et n° 8 de M. Daniel Millaud.

Rejeté : amendement de suppression n° 9 de Mme Hélène Luc.

Retiré : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendements, n° 2 de la commission saisie pour avis et n° 15 de M. Adrien Gouteyron.

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. Daniel Millaud : non-application des dispositions de cet article aux personnels fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 714).

Après l'art. 1^{er} (p. 714).

Adopté : amendement n° 24 du Gouvernement : conditions d'attribution du supplément familial de traitement pour un couple de fonctionnaires.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 714).

Art. 2 (*Modifications et suppressions diverses dans la loi du 11 janvier 1984*) (p. 714).

Adoptés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 16 : modification des articles 34 et 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat – Et n° 18 : placement en position de disponibilité, jusqu'à sa réintégration, de tout fonctionnaire de l'Etat détaché auprès d'une personne physique – Amendement n° 25 du Gouvernement : aide de l'Etat au financement de la formation dispensée par les centres de formation agréés par le ministère de la fonction publique – Amendements de la commission, n° 6 de coordination et n° 7 rédactionnel.

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, n° 10 : vérification des conditions exigées des candidats avant le début des épreuves – N° 11 : suppression du paragraphe IV relatif aux conditions de mise à disposition – N° 12 : suppression de la possibilité pour le jury de consulter le dossier des candidats à un avancement de grade – Et n° 13 : présidence des commissions administratives paritaires siégeant au Conseil de discipline, par un juge administratif, lorsque le pouvoir disciplinaire est déconcentré.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 719).

Après l'art. 2 (p. 720).

Retiré : amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension de la possibilité de disponibilité à la fonction publique hospitalière.

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : « Titre II ter – « Dispositions modifiant la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ».

Art. 3 (*Abrogations et modifications diverses dans le code des pensions civiles et militaires de retraite*) – Adopté (p. 721).

Art. 4 (*Troisième concours d'entrée aux instituts régionaux d'administration*) – Adopté (p. 722).

Art. 5 (*Ouverture de l'enseignement supérieur de l'architecture à des personnalités n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ou n'ayant pas la nationalité française et à des enseignants associés ou invités*) – Adopté (p. 722).

Art. 6 (*Modifications formelles de l'article 70 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur*) – Adopté (p. 722).

Avant l'art. 7 (p. 722).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : inscription possible des candidats aux concours d'accès au corps de la fonction publique par la voie télématique.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 722).

Art. 7 (*Validation de nominations de candidats admis à divers concours*) (p. 722).

Adoptés : amendements n° 27 et n° 28 du Gouvernement relatifs à la validation de nominations de candidats au concours interne de recrutement d'inspecteurs stagiaires du Trésor au titre de la session de 1986 et de candidats au concours externe au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré, section espagnole, de la session de 1989 – Amendement n° 29 de la commission : validation de nominations de candidats aux concours de 1987 et de 1988 d'attaché du cadre départemental.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 723).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 723, 724) : *MM. Robert Pagès, François Lesein, André Rouvière.*

Scrutin public n° 93 (p. 724).

Adoption (25 avril 1991) (p. 724).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1991) (p. 1976, 1980).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1976, 1978) : *MM. Germain Authié, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Emmanuel Hamel, Jacques Bellanger.*

Assemblée nationale (travaux) : *Authié (Germain)* (p. 1976).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Authié (Germain)* (p. 1977) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1977).

Communauté économique européenne (CEE) (ressortissants) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1977) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1977).

Europe : *Bellanger (Jacques)* (p. 1978) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1978).

Fonctionnaires et agents publics (statut) : *Authié (Germain)* (p. 1976) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 1978) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1977).

Polynésie française : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1977).

Quartiers : *Authié (Germain)* (p. 1977) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 1978) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1977).

Traité de Rome : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1977).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1979, 1980)

Art. 1^{er}, 1^{er} bis A et 2 (p. 1979).

Art. 7 B (p. 1980).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1980) *M. Charles Lederman.*

Scrutin public n° 124 (p. 1980).

Adoption (24 juin 1991) (p. 1980).

2. – Proposition de loi visant à compléter la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Habert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 8 juillet 1991) [n° 458 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Proposition de loi visant à assouplir les conditions d'application de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984, relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, PRESENTÉE AU SENAT, par M. René Monory (15 octobre 1991) [n° 32 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Retirée le 28 octobre 1991.

4. – Projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, PRESENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et par M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (6 novembre 1991) [n° 2318 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (28 novembre 1991) [n° 2394 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 566].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 180 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (17 décembre 1991) [n° 200 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 72].

PROMULGATION : loi n° 91-1390 du 31 décembre 1990 (*JO* Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5541, 5549).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5541, 5548) : *MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Guy Allouche, Jacques Habert.*

Affaires étrangères (ministère) : *Vivien (Alain)* (p. 5546).

Asile (droit d') : *Allouche (Guy)* (p. 5546) ; *Habert (Jacques)* (p. 5548) ; *Masson (Paul)* (p. 5543) ; *Vivien (Alain)* (p. 5541 ; 5546).

Données chiffrées : *Habert (Jacques)* (p. 5548) ; *Masson (Paul)* (p. 5543) ; *Vivien (Alain)* (p. 5541).

Enseignants : *Habert (Jacques)* (p. 5548).

Fonctionnaires et agents publics : *Masson (Paul)* (p. 5544) ; *Pagès (Robert)* (p. 5545) ; *Vivien (Alain)* (p. 5542 ; 5547).

Immigration clandestine : *Habert (Jacques)* (p. 5548) ; *Masson (Paul)* (p. 5543) ; *Vivien (Alain)* (p. 5547).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Allouche (Guy)* (p. 5546) ; *Masson (Paul)* (p. 5543) ; *Pagès (Robert)* (p. 5545) ; *Vivien (Alain)* (p. 5541).

Personnels contractuels : *Habert (Jacques)* (p. 5548) ; *Masson (Paul)* (p. 5543) ; *Vivien (Alain)* (p. 5541).

Représentants syndicaux : *Pagès (Robert)* (p. 5545).

Titularisations : *Habert (Jacques)* (p. 5548) ; *Masson (Paul)* (p. 5543 ; 5544) ; *Pagès (Robert)* (p. 5545) ; *Vivien (Alain)* (p. 5542 ; 5547).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5548, 5549) : *MM. Robert Pagès, Paul Masson, rapporteur ; Alain Vivien, secrétaire d'Etat.*

Art. unique (*Titularisation des agents de l'OFPPA*) (p. 5548).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Robert Pagès : élargissement au personnel recruté après le 31 décembre 1989.

– L'article unique est adopté (p. 5549).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5549) : M. Robert Pagès.

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5549).

Fonctionnaires et agents publics (devoir de réserve)

Voir *Rappels au règlement*, 33

Forces conventionnelles

Voir *Traités et conventions*, 33

Forêts

Voir *Questions orales sans débat* n° 288 ; n° 316

1. – **Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (2 octobre 1990) [n° 1590 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Colin (21 novembre 1990) [n° 1721] – Discussion (30 novembre 1990) – Adoption (30 novembre 1990) [n° 407].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1990) [n° 119 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Marcel Daunay (27 mars 1991) [n° 246 (90-91)] – Discussion (5 avril 1991) – Adoption (5 avril 1991) [n° 93].

PROMULGATION : Loi n° 91-364 du 15 avril 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 17 avril 1991).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1991) (p. 372, 373).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 372, 373) : MM. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions ; Gérard Larcher, en remplacement de M. Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Ce projet de loi a pour objet de donner force de loi aux dispositions de la première partie législative du code forestier.

Aménagement du territoire : Larcher (Gérard) (p. 373).

Code forestier : Chérèque (Jacques) (p. 372) ; Larcher (Gérard) (p. 373).

Forêts : Larcher (Gérard) (p. 372).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 373)

Art. 1^{er} (*Validation du code forestier - partie législative*) – Adopté (p. 373).

Art. 2 (*Abrogation*) – Adopté (p. 373).

Adoption (5 avril 1991) (p. 373).

2. – **Projet de loi modifiant le code forestier**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 5 septembre 1991) [n° 477 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (30 octobre 1991) [n° 61 (91-92)] – Discussion (5 novembre 1991) – Adoption (5 novembre 1991) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1991) [n° 2313 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1991) (p. 3439, 3449).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3439, 3442) : MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Vallet, Louis Minetti.

Aménagement rural : François (Philippe) (p. 3440) ; Minetti (Louis) (p. 3441).

Communes (gestion) : Vallet (André) (p. 3441).

Exode rural : Minetti (Louis) (p. 3442).

Forêt méditerranéenne : Vallet (André) (p. 3441).

Forêt : François (Philippe) (p. 3440) ; Mermaz (Louis) (p. 3439) ; Vallet (André) (p. 3441).

Forêts (incendies) : François (Philippe) (p. 3440) ; Mermaz (Louis) (p. 3439) ; Minetti (Louis) (p. 3441) ; Vallet (André) (p. 3441).

Protection et reconstitution forestières : Mermaz (Louis) (p. 3439) ; Minetti (Louis) (p. 3442) ; Vallet (André) (p. 3441).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : Mermaz (Louis) (p. 3442).

Urbanisation : François (Philippe) (p. 3440).

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3442, 3449) : MM. Philippe François, rapporteur ; Louis Minetti, Louis Mermaz, ministre ; François Giacobbi, Josselin de Rohan.

TITRE PREMIER

DEFINITION DU DEBROUSSAILLEMENT

Art. 1^{er} (*Définition du débroussaillage*) (p. 3442).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de la commission et n° 9 de M. Louis Minetti : nouvelle rédaction.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3443).

Art. 2 (*Coordination*) – Adopté (p. 3443).

Art. 3 (*Coordination*) – Adopté (p. 3443).

TITRE II

SERVITUDES ET OBLIGATIONS DE DEBROUSSAILLEMENT

Art. 4 (*Elargissement de l'assiette de la servitude de passage et d'aménagement*) – Adopté (p. 3443).

Art. 5 (*Extension des obligations de débroussaillage*) (p. 3443).

Adoptés : amendement n° 2 de la commission : nouvelle rédaction ; possibilité pour le maire d'instituer une obligation de débroussaillage sur une largeur de cinquante mètres à l'extérieur des bois et forêts ; sous-amendement n° 10 de M. Louis Minetti.

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3445).

Art. 6 (*Exécution des travaux de débroussaillage sur les fonds voisins de la propriété concernée*) (p. 3445).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : cas où le périmètre de débroussaillage comprend plusieurs fonds.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3445).

Art. 7 (*Accès aux propriétés privées*) (p. 3445).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : information individuelle des propriétaires et affichage en mairie.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3446).

TITRE III

TRAVAUX ET ENTRETIEN D'UTILITE PUBLIQUE

Art. 8 (*Déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement et d'équipement*) – Adopté (p. 3446).

Art. 9 (*Mise en valeur agricole et pastorale – Pâturage en forêt soumise*) – Adopté (p. 3446).

Art. 10 (*Autorisation du brûlage dirigé*) (p. 3446).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : information préalable des propriétaires sur les fonds desquels auront lieu les opérations de brûlage dirigé.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3446).

TITRE IV

DEFRICHEMENT DES BOIS DES PARTICULIERS

Art. 11 (*Interdiction de défrichement des forêts privées*) – Adopté (p. 3446).

Avant l'art. 12 (p. 3446).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements identiques n° 6 de la commission et n° 11 de M. Louis Minetti : abaissement du taux de TVA applicable aux travaux de débroussaillage.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 12 (*Rapport d'évaluation*) (p. 3447).

Adoptés : amendements identiques n° 7 de la commission et n° 12 de M. Louis Minetti : rapport annuel du Gouvernement devant le Parlement sur l'ensemble des moyens consacrés à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, ainsi qu'à la reconstitution des espaces incendiés – Amendements identiques n° 8 de la commission et n° 13 de M. Louis Minetti : dépôt devant le Parlement d'un rapport d'évaluation de la mise en oeuvre du présent projet de loi par le Gouvernement à l'issue d'un délai de trois ans – Amendement n° 14 de M. Louis Minetti : remplacement des mots « collectivités publiques » par les mots « Etat et collectivités territoriales ».

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3448).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3448) : MM. Emmanuel Hamel, William Chervy, Louis Minetti, Charles-Edmond Lenglet.

Adoption (5 novembre 1991) (p. 3449).

Forêts (incendies)

Voir *Forêts*, 2

Questions orales sans débat n° 289 ; n° 315

1. – **Proposition de loi tendant à instituer des mesures fiscales en faveur de la prévention et de la lutte contre l'incendie en milieu forestier**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gilbert Baume, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 1^{er} février 1991) [n° 217 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

Formation professionnelle

Voir *Questions orales sans débat* n° 353
Rapports d'information, 2

1. – **Projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par Mme Martine Aubry, ministre du travail (3 octobre 1991) [n° 4 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (22 octobre 1991) [n° 51 (91-92)] – Discussion (5 novembre 1991) – Adoption (5 novembre 1991) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1991) [n° 2315 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (21 novembre 1991) [n° 2373 (9^e lég.)] – Discussion (26 novembre 1991) – Adoption (26 novembre 1991) [n° 544].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 novembre 1991) [n° 114 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (4 décembre 1991) [n° 131 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1991) [n° 2425 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (12 décembre 1991) [n° 2462 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1991) – Adoption (13 décembre 1991) [n° 581].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 197 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Thierry Mandon (18 décembre 1991) [n° 2426 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 605].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Souvet (18 décembre 1991) [n° 210 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 83].

PROMULGATION : loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 4 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1991) (p. 3451, 3508).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3451, 3472) : Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Joël Bourdin, Jean Madelain, Gérard Delfau, Marc Boeuf, Hector Viron, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468).

Aide familiale ou ménage : Aubry (Martine) (p. 3456).

Apprentissage : Aubry (Martine) (p. 3470 ; 3471) ; Bourdin (Joël) (p. 3460) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Madelain (Jean) (p. 3462) ; Souvet (Louis) (p. 3459).

Associations (services aux personnes) : Aubry (Martine) (p. 3455 ; 3471) ; Boeuf (Marc) (p. 3464) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468).

Chômage : Bourdin (Joël) (p. 3459) ; Viron (Hector) (p. 3464).

Chômage (statistiques) : Aubry (Martine) (p. 3470).

Contrats emploi formation : Aubry (Martine) (p. 3453 ; 3469) ; Boeuf (Marc) (p. 3463) ; Souvet (Louis) (p. 3457) ; Viron (Hector) (p. 3466).

Cotisations sociales : Aubry (Martine) (p. 3454 ; 3469 ; 3471) ; Boeuf (Marc) (p. 3464) ; Delfau (Gérard) (p. 3462) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Souvet (Louis) (p. 3457 ; 3459) ; Viron (Hector) (p. 3466).

Economie : Bourdin (Joël) (p. 3460) ; Madelain (Jean) (p. 3462).

Emploi des femmes : Aubry (Martine) (p. 3471).

Emploi des jeunes : Aubry (Martine) (p. 3470) ; Boeuf (Marc) (p. 3463) ; Bourdin (Joël) (p. 3461) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Souvet (Louis) (p. 3457).

Emploi : Aubry (Martine) (p. 3454 ; 3471) ; Boeuf (Marc) (p. 3464) ; Delfau (Gérard) (p. 3462) ; Madelain (Jean) (p. 3462) ; Souvet (Louis) (p. 3456 ; 3458) ; Viron (Hector) (p. 3466).

Enseignement : Aubry (Martine) (p. 3470) ; Bourdin (Joël) (p. 3460) ; Delfau (Gérard) (p. 3463) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3468) ; Madelain (Jean) (p. 3461) ; Viron (Hector) (p. 3465).

Formation (bilan de compétences) : Aubry (Martine) (p. 3453 ; 3469) ; Boeuf (Marc) (p. 3463) ; Bourdin (Joël) (p. 3461) ; Souvet (Louis) (p. 3457) ; Viron (Hector) (p. 3466).

Formation en alternance : Aubry (Martine) (p. 3452 ; 3470) ; Madelain (Jean) (p. 3462).

Formation (entreprises de moins de dix salariés et non salariés) : Aubry (Martine) (p. 3453) ; Boeuf (Marc) (p. 3463) ; Souvet (Louis) (p. 3458).

Formation (financement) : Aubry (Martine) (p. 3454 ; 3469) ; Souvet (Louis) (p. 3458) ; Viron (Hector) (p. 3466).

Formation professionnelle : Aubry (Martine) (p. 3451 ; 3452 ; 3453 ; 3471) ; Bourdin (Joël) (p. 3461) ; Madelain (Jean) (p. 3461) ; Viron (Hector) (p. 3464 ; 3465).

Industrie : Boeuf (Marc) (p. 3463) ; Souvet (Louis) (p. 3458).

Qualification professionnelle : Aubry (Martine) (p. 3452).

Travail clandestin : Delfau (Gérard) (p. 3462).

Travail de nuit (et du dimanche) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 3467).

Travail des femmes : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 3467 ; 3468).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3472, 3508) : MM. Hector Viron, Louis Souvet, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; MM. Marc Boeuf, Charles de Cuttoli, André Bohl, Jean Chérioux.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Chapitre premier

Dispositions relatives aux contrats d'insertion en alternance

Art. 1^{er} (Création d'une division nouvelle : « Contrats d'insertion en alternance ») – Adopté (p. 3472).

Art. 2 (Exonération de charges sociales pour l'emploi de jeunes sous contrat de qualification) – Adopté (p. 3472).

Art. 3 (Création des contrats d'orientation : articles L. 981-7 à L. 981-9 du code du travail) (p. 3472).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Hector Viron : nouvelle rédaction.

ART. L. 981-7 DU CODE DU TRAVAIL (Définition du contrat d'orientation) (p. 3473).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : initiative des entreprises en matière de contrat d'orientation et signature par celles-ci d'une convention avec l'Etat valant attestation pour l'accès au bénéfice de l'exonération – Et n° 2 rédactionnel.

Rejeté : amendement n° 51 de M. Hector Viron : refus de l'extension des contrats d'orientation après l'âge de 22 ans.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3473).

ART. L. 981-8 DU CODE PRECITE (Rémunération du contrat d'orientation) (p. 3474).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 rédactionnel – N° 87 rédactionnel – Et n° 4 : principe de l'interdiction des heures supplémentaires pour les jeunes sous contrat d'orientation et dérogation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3474).

ART. L. 981-9 DU CODE PRECITE (Exonération des cotisations sociales à la charge de l'employeur) (p. 3474).

Rejeté : amendement de suppression n° 52 de M. Hector Viron.

– Le texte proposé est adopté (p. 3475).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3475).

Art. 4 (Création d'une division nouvelle : « Stages de formation professionnelle organisés avec le concours de l'Etat ») – Adopté (p. 3475).

Art. 5 (Contrats de qualification : dispositions diverses et coordination) (p. 3475).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de la commission.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 53 : possibilité pour un contrat de qualification d'être à durée indéterminée – Et n° 54 : maintien de la périodicité semestrielle de revalorisation de la rémunération du salarié.

Devenu sans objet : amendement n° 93 du Gouvernement : distinction des dispositions communes aux trois contrats de formation en

alternance et des dispositions spécifiques aux contrats d'adaptation et de qualification portant notamment sur la durée du travail et les conditions de renouvellement.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3477).

Art. 6 (Dispositions diverses et coordination) (p. 3477).

Adoptés : amendements de la commission, n° 88 rédactionnel – N° 6 rédactionnel – Et n° 7 de coordination – Amendement de coordination n° 90 du Gouvernement.

Rejeté : amendement n° 56 de M. Hector Viron : prise en compte de la durée du stage d'insertion professionnelle précédant le contrat d'apprentissage dans le calcul de la rémunération et de l'ancienneté dans l'entreprise.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3478).

Chapitre II

Dispositions relatives aux contrats locaux d'orientation

Art. 7 (Les contrats locaux d'orientation) (p. 3478).

Adopté : amendement rédactionnel n° 91 du Gouvernement.

Rejeté : amendement de suppression n° 57 de M. Hector Viron.

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3479).

Art. 8 (Dénúmerotation – Renumérotation) – Adopté (p. 3479).

Art. 9 (Définition du contrat local d'orientation) (p. 3479).

Rejeté : amendement de suppression n° 58 de M. Hector Viron.

– L'article 9 est adopté (p. 3479).

Art. 10 (Régime juridique commun des contrats locaux d'orientation et des contrats emploi-solidarité) – Adopté (p. 3480).

Art. 11 (Rémunération des contrats locaux d'orientation et coordination) (p. 3480).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 9 de la commission – Amendement rédactionnel n° 92 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° 10 de la commission.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3480).

Art. 12 (Dispositions transitoires) – Adopté (p. 3480).

Avant l'art. 13 (p. 3481).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Hector Viron : durée de formation minimale calculée par rapport au temps de travail de chaque salarié.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS EN MATIERE DE FORMATION

Chapitre premier

Dispositions générales

Art. 13 (Objectifs du crédit-formation individualisé) (p. 3481).

Rejeté : amendement de suppression n° 61 de M. Hector Viron.

– L'article 13 est adopté (p. 3481).

Après l'art. 13 (p. 3481).

Retiré : amendement n° 41 de M. Charles de Cuttoli : formation professionnelle des français de l'étranger.

Art. 14 (Rôle de la négociation collective dans le domaine de la formation professionnelle continue) (p. 3482).

Adoptés : amendement n° 97 du Gouvernement : négociation collective de branche sur les conséquences éventuelles des aménagements apportés au contenu et à l'organisation du travail – Amendement n° 42 de M. Charles de Cuttoli : négociation de branche sur les conséquences du développement des activités économiques

et commerciales des entreprises françaises à l'étranger en matière de besoins et d'actions de formation.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 62 : suppression de la référence aux clauses de dédit-formation pour les salariés démissionnaires – Et n° 63 : suppression des dispositions subordonnant les besoins de formation aux conséquences des aménagements apportés au temps de travail.

Retiré : amendement n° 98 du Gouvernement : négociation de branche sur la formation des salariés envoyés à l'étranger par leur entreprise.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3484).

Art. 15 (*Information et consultation du comité d'entreprise sur l'accueil des élèves et des étudiants*) (p. 3484).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : nouvelle rédaction.

Devenus sans objet : amendements de M. Hector Viron, n° 64 : information des délégués du personnel en l'absence de comité d'entreprise – N° 65 : avis du comité d'entreprise et pouvoir de propositions – Et n° 66 : droit d'alerte du comité d'entreprise en cas de non respect ou de détérioration des conditions d'accueil des stagiaires.

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 3485).

Après l'art. 15 (p. 3485).

Adopté : amendement rédactionnel n° 94 du Gouvernement.

Retiré : amendement rédactionnel n° 12 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3486).

Chapitre II

Dispositions relatives au bilan de compétences

Art. 16 (*Objet et régime du bilan de compétences*) (p. 3486).

Retiré : amendement n° 67 de M. Hector Viron : réalisation des bilans de compétences à l'initiative exclusive des salariés et confidentialité de ces bilans.

– L'article 16 est adopté (p. 3487).

Art. 17 (*Création d'une division nouvelle : « Congé de bilan de compétences » : articles L. 931-21 à L. 931-27 du code du travail*) (p. 3487).

ART. L. 931-21 DU CODE DU TRAVAIL (*Droit au congé de bilan de compétences*) (p. 3488).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3488).

ART. L. 931-22 DU CODE PRECITE (*Durée du congé*) (p. 3488).

Retiré : amendement n° 69 de M. Hector Viron : extension de la durée possible du congé de bilan de compétences à quarante heures de temps de travail.

– Le texte proposé est adopté (p. 3488).

ART. L. 931-23 DU CODE PRECITE (*Régime juridique du congé de bilan de compétences*) – Adopté (p. 3488).

ART. L. 931-24 DU CODE PRECITE (*Prise en charge des dépenses afférentes au congé de compétences*) (p. 3488).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 14 à 17.

Rejeté : amendement n° 70 de M. Hector Viron : établissement de la liste des organismes chargés de la réalisation des bilans de compétences par les pouvoirs publics.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3489).

ART. L. 931-25 DU CODE PRECITE (*Rémunération du congé de bilan de compétences*) (p. 3489).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de la commission.

Rejetés : amendements identiques n° 38 de M. Marc Boeuf et n° 71 de M. Hector Viron : prise en charge de la rémunération

pendant la totalité de la durée du congé de bilan dans la limite de 24 heures – Amendement n° 39 de M. Marc Boeuf : prise en charge de la totalité des frais de bilan par l'organisme paritaire compétent.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3490).

ART. L. 931-26 DU CODE PRECITE (*Ouverture du droit au congé de bilan de compétences aux titulaires d'un contrat à durée déterminée*) – Adopté (p. 3490).

ART. L. 931-27 DU CODE PRECITE (*Modalités de mise en oeuvre du congé*) – Adopté (p. 3490).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3490).

Art. 18 (*Affectation de la participation des employeurs au titre du congé individuel de formation*) (p. 3490).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 de coordination – Et n° 20 : remboursement de tout ou partie des frais de transports ou d'hébergement des salariés bénéficiaires des congés.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3491).

Art. 19 (*Coordination*) (p. 3491).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 21 et 22.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3492).

Chapitre III

Dispositions relatives au congé de formation

Art. 20 (*Coordination*) – Adopté (p. 3492).

Art. 21 (*Conditions d'ouverture du congé individuel de formation*) – Adopté (p. 3492).

Art. 22 (*Nombre de congés de formation simultanés*) – Adopté (p. 3492).

Art. 23 (*Modalités de mise en oeuvre du congé de formation*) (p. 3492).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de la commission.

Rejeté : amendement n° 72 de M. Hector Viron : refus de la limitation des rémunérations des bénéficiaires du crédit-formation.

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3493).

Chapitre IV

Dispositions relatives au plan de formation

Art. 24 (*Institution du programme pluriannuel de formation*) (p. 3493).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de la commission.

Rejeté : amendement n° 73 de M. Hector Viron : approbation du programme pluriannuel de formation par les représentants du personnel au cours du trimestre précédent la période couverte par le programme.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3493).

Art. 25 (*Actions de formation réalisées hors du temps de travail*) (p. 3493).

Adoptés : amendements de la commission, n° 25 : précision sur les contreparties que doit accorder l'employeur – Et n° 26 de coordination.

Rejeté : amendement de suppression n° 75 de M. Hector Viron.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3494).

Art. 26 (*Coordination*) (p. 3494).

Rejeté : amendement de suppression n° 76 de M. Hector Viron.

– L'article 26 est adopté (p. 3495).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A LA FORMATION CONTINUE ET AUX INSTANCES PARITAIRES

Chapitre premier

Dispositions relatives aux entreprises de dix salariés et plus

Art. 27 (*Création d'une division nouvelle : « De la participation des employeurs occupant au minimum dix salariés »*) – Adopté (p. 3495).

Art. 28 (*Contribution des employeurs occupant au minimum dix salariés*) (p. 3495).

Adoptés : amendements de la commission, n° 27 rédactionnel – Et n° 28 de coordination.

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 77 : augmentation du pourcentage consacré à la formation – Et n° 78 : augmentation du taux de participation des employeurs au financement du congé individuel de formation.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 3496).

Chapitre II

Dispositions relatives aux entreprises de moins de dix salariés

Art. 29 (*Contribution des entreprises de moins de dix salariés à la formation professionnelle continue : articles L. 952-1 à L. 952-5 du code du travail*) (p. 3496).

ART. L. 952-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Principe de la contribution et modalités de versement*) (p. 3496).

Adoptés : amendements de la commission, n° 29 de coordination – Et n° 30 rédactionnel ; sous-amendement n° 95 du Gouvernement.

Rejeté : amendement n° 79 de M. Hector Viron : augmentation du pourcentage consacré à la formation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3497).

ART. L. 952-2 DU CODE PRECITE (*Mutualisation de la gestion des fonds collectés*) (p. 3497).

Retiré : amendement n° 31 de la commission : organisation de la gestion des contributions des entreprises de moins de dix salariés par les organismes collecteurs et agrément de ces derniers.

– Le texte proposé est adopté (p. 3498).

ART. L. 952-3 DU CODE PRECITE (*Pénalités en cas de non-versement ou de versement insuffisant*) – Adopté (p. 3498).

ART. L. 952-4 DU CODE PRECITE (*Information de l'administration*) – Adopté (p. 3498).

ART. L. 952-5 DU CODE PRECITE (*Conditions d'agrément de l'organisme collecteur*) – Adopté (p. 3498).

APRES L'ART. L. 952-5 DU CODE PRECITE (p. 3498).

Retiré : amendement n° 45 de M. Jean Chérioux : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 3498).

Après l'art. 29 (p. 3498).

Adopté : amendement n° 101 du Gouvernement : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application du présent projet de loi dans les entreprises de moins de dix salariés et précisant les situations propres à l'artisanat, au commerce et aux professions libérales.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Art. 30 (*Modalités de changement de régime de la participation*) (p. 3498).

Adoptés : amendement n° 32 de la commission : précision sur le décompte des années au cours desquelles, à la suite du franchissement du seuil de dix salariés, l'entreprise reste soumise à

l'obligation incombant aux employeurs de moins de dix salariés ; sous-amendement n° 96 du Gouvernement.

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 3499).

Art. 31 (*Coordination*) – Adopté (p. 3499).

Art. 32 (*Institution d'un droit à la formation professionnelle continue pour les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non salariées : articles L. 953-1 à L. 953-3 du code du travail*) (p. 3499).

ART. L. 953-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Droit à la formation professionnelle continue et modalités de participation*) (p. 3499).

Adoptés : amendement n° 33 de la commission : principe du droit personnel de toutes personnes non salariées à la formation professionnelle continue ; sous-amendement n° 99 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° 46 de M. Jean Chérioux : droit au bilan de compétences des travailleurs indépendants, des membres des professions libérales et des professions non salariées.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3500).

ART. L. 953-2 DU CODE PRECITE (*Formation professionnelle des artisans*) – Adopté (p. 3500).

ART. L. 953-3 DU CODE PRECITE (*Participation des chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles à la formation professionnelle continue*) – Adopté (p. 3500).

Art. 33 (*Coordination*) – Adopté (p. 3500).

Chapitre III

Dispositions diverses

Art. 34 (*Financement du congé de formation*) (p. 3500).

Adopté : amendement rédactionnel n° 34 de la commission.

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 3501).

Art. 35 (*Dispositions spécifiques aux contrats à durée déterminée*) (p. 3501).

Adopté : amendement rédactionnel n° 35 de la commission.

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 3501).

Art. 36 (*Coordination*) (p. 3501).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Jean Chérioux : suppression de la référence aux conditions de création d'un fond d'assurance-formation.

– L'article 36 est adopté (p. 3501).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI

Chapitre premier

Dispositions relatives aux demandeurs d'emplois

Art. 37 (*Contrôle par les ASSEDIC des éventuels cumuls*) – Adopté (p. 3501).

Art. 38 (*Contrôle des demandeurs d'emploi*) (p. 3501).

Adopté : amendement n° 82 du Gouvernement : modalités du renouvellement périodique de l'inscription sur la liste des demandeurs d'emplois des différentes catégories de demandeurs.

Rejeté : amendement de suppression n° 80 de M. Hector Viron.

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 3503).

Art. 39 (*Sanctions applicables aux chômeurs indemnisés*) – Adopté (p. 3503).

Art. 40 (*Coordination*) – Adopté (p. 3503).

Art. 41 (*Sanctions pénales*) (p. 3503).

Adopté : amendement n° 89 du Gouvernement : application des sanctions pénales aux seuls cas de fausses informations et déclarations.

Rejeté : amendement n° 81 de M. Hector Viron : suppression des sanctions pénales prévues à l'encontre des demandeurs d'emploi ayant omis de faire les déclarations administratives.

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 3503).

Chapitre II

Dispositions diverses

Art. 42 (*Contrat de retour à l'emploi*) (p. 3503).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 36 de la commission – Amendement rédactionnel n° 83 du Gouvernement.

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 3504).

Art. 43 (*Exonération de charges sociales*) – Adopté (p. 3504).

Art. 44 (*Associations intermédiaires*) – Adopté (p. 3504).

Après l'art. 44 (p. 3504).

Adopté : amendement n° 40 de M. André Bohl : régime de retraite anticipée des mères de famille.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3504).

Art. 45 (*Exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié par certaines associations*) (p. 3504).

Adoptés : amendement n° 84 du Gouvernement : conditions d'accès à la mesure d'exonération pour les associations ; sous-amendement n° 37 de la commission.

– L'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 3505).

Art. 46 (*Constitution d'un groupement d'intérêt public*) – Adopté (p. 3505).

Après l'art. 46 (p. 3505).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 85 : régime juridique des associations de services aux personnes – Et n° 86 : exonération des charges sociales pour l'embauche de tout jeune non qualifié.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3507).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3507, 3508) : *MM. Ernest Cartigny, Hector Viron, Marc Boeuf, Jean Madelain, Jean Chérioux, intervention de Mme Martine Aubry, ministre.*

Scrutin public n° 14 (p. 3508).

Adoption (5 novembre 1991) (p. 3508).

Discussion (deuxième lecture)

(10 décembre 1991) (p. 5162, 5178).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5162, 5164) : *Mme Martine Aubry, ministre du travail ; M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) : Aubry (Martine) (p. 5163) ; Souvet (Louis) (p. 5163).

Contrats emploi formation : Aubry (Martine) (p. 5162).

Cotisations sociales : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 5164).

Emploi : Aubry (Martine) (p. 5163) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 5164).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : Aubry (Martine) (p. 5162).

Formation professionnelle : Aubry (Martine) (p. 5162) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 5164) ; Souvet (Louis) (p. 5163).

Qualification professionnelle : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 5164).

Travailleurs indépendants : Aubry (Martine) (p. 5162).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5164, 5178) : *M. Louis Souvet, rapporteur ; Mme Martine Aubry, ministre ; MM. Marc Boeuf, Jean Chérioux, Jean Madelain.*

Art. 1^{er} A (*Coordination*) – Adopté (p. 5165).

Art. 1^{er} – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5165).

Art. 3 (p. 5165).

ART. L. 981-9-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Sanction du non-respect par les entreprises de leurs obligations*) (p. 5165).

Adopté : amendement de suppression n° 1 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 5166).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5166).

Art. 4 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5166).

Art. 5 – Adopté (p. 5166).

Art. 8 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5166).

Art. 11 – Adopté (p. 5166).

Art. 14 (p. 5166).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux clauses de « dédit-formation ».

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5167).

Art. 14 bis (*Consultation du comité d'entreprise sur le plan de formation de l'entreprise*) (p. 5167).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission.

– L'article 14 bis est supprimé (p. 5167).

Art. 15 ter (*Consultation des délégués du personnel en matière de formation professionnelle*) (p. 5167).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de la commission.

– L'article 15 ter est supprimé (p. 5168).

Art. 17 (p. 5168).

ART. L. 931-25 DU CODE PRECITE (*Rémunération du congé de bilan de compétences et prise en charge des frais*) (p. 5168).

Adoptés : amendements de la commission, n° 5 et n° 6 tendant au rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5168).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5168).

Art. 24 (p. 5168).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression de l'objectif du programme pluriannuel de formation d'élever le niveau de qualification de l'ensemble des salariés de l'entreprise.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 5169).

Art. 25 (p. 5169).

Adoptés : amendement n° 8 de la commission : dispositions relatives aux actions de formation réalisées en partie hors du temps de travail ; sous-amendements n° 24 de M. Jean Chérioux et n° 25 du Gouvernement.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 5170).

Art. 27 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5170).

Art. 29 (p. 5170).

Adopté : amendement n° 18 du Gouvernement : non-exigibilité des contributions inférieures à cent francs sauf convention ou accord collectif contraire.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 5171).

Art. 32 (p. 5171).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 26 et 27 relatifs aux modalités techniques de recouvrement et de contrôle de la contribution des chefs d'entreprise à leur propre formation – Et n° 29 : entrée en vigueur des dispositions relatives au financement de la formation professionnelle dans le secteur agricole – Amendement n° 9 de la commission : mécanisme de recouvrement spécifique

des contributions des agriculteurs ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement.

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 5173).

Art. 34 et 36 – Adoptés (p. 5173).

Art. 38 (p. 5173).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 rédactionnel – Et n° 11 : suppression du terme « indûment » caractérisant l'inscription sur les listes de demandeurs d'emploi.

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 5174).

Art. 39 (p. 5174).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de la commission.

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 5174).

Art. 42 – Adopté (p. 5174).

Art. 43 (p. 5174).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de la commission.

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 5174).

Art. 43 bis (*Autorisation de recourir à un contrat de travail temporaire à des fins d'insertion*) (p. 5174).

Adopté : amendement n° 19 du Gouvernement : possibilité pour les entreprises d'insertion conventionnées par l'Etat de prendre la forme d'une entreprise de travail temporaire.

Retiré : amendement n° 14 de la commission, analogue à l'amendement n° 19 du Gouvernement : aide aux entreprises de travail temporaire passant des contrats de travail temporaire dans un but d'insertion.

– L'article 43 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5175).

Art. 44 bis (p. 5175).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 44 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est rétabli (p. 5176).

Art. 45 (p. 5176).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : dispositions relatives à l'embauche d'un premier salarié par les associations agréées – Et n° 17 de coordination – Amendements du Gouvernement, n° 20 : extension aux groupements d'employeurs agricoles et artisanaux du bénéfice de l'exonération pour l'embauche d'un premier salarié – N° 22 rédactionnel – Et n° 21 de coordination.

– L'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 5178).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5178) : *M. Jean-Pierre Demerliat*.

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5178).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1991) (p. 5681, 5685).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5681, 5682) : *M. Jean Madelain, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.*

Assurance chômage : *Madelain (Jean)* (p. 5681) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5682).

Charges sociales (exonération) : *Madelain (Jean)* (p. 5681) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5682).

Débit-formation : *Madelain (Jean)* (p. 5681).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5682, 5685)

Art. 3 et 14-I (p. 5682).

Art. 14-II – Supprimé par la CMP (p. 5683).

Art. 14 bis (p. 5683).

Art. 17-I – Supprimé par la CMP (p. 5683).

Art. 17-II (p. 5683).

Art. 24-I – Supprimé par la CMP (p. 5684).

Art. 24-II, 25 et 38 (p. 5684).

Art. 43 bis A (p. 5685).

Art. 44 bis – Supprimé par la CMP (p. 5685).

Art. 45 bis (p. 5685).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5685) : *MM. Franck Sérusclat, Jean-Luc Bécart, Emmanuel Hamel.*

Français de l'étranger

Voir *Lois de finances, 1, Affaires étrangères Questions au Gouvernement n° 346*

1. – Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 10 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Brisepierre (8 octobre 1991) [n° 6 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Francophonie

Voir *Lois de finances, 1, Affaires étrangères Missions d'information, 3*

G

Gabon

Voir *Allocutions et communications*, 15

Gendarmerie nationale

Voir *Questions orales sans débat* n° 283 ; n° 333

Golfe persique (conflit armé)

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

Golfe persique (crise)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2
Messages du Président de la République, 1
Questions orales sans débat n° 286
Rappels au règlement, 1 ; 2

Gouvernement

Voir *Rappels au règlement*, 49

Gouvernement (déclarations)

1. – **Déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration**, en application de l'article 49, quatrième alinéa, de la Constitution – APPROBATION DEMANDÉE AU SENAT par MM. Michel Rocard, Premier ministre et Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (16 janvier 1991) (p. 4, 19) [n° 211].

MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Claude Estier, Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel, Mme Hélène Luc, MM. Jean François-Poncet, Jacques Habert, Michel Rocard, Premier ministre.

Affaires étrangères : Dumas (Roland) (p. 4 ; 18) ; Estier (Claude) (p. 8) ; Hoeffel (Daniel) (p. 12) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Pasqua (Charles) (p. 11).

Affaires étrangères (personnels) : Lucotte (Marcel) (p. 9).

Armée : François-Poncet (Jean) (p. 15).

Armée (bases situées en Allemagne) : Hoeffel (Daniel) (p. 12).

Conflits armés : Dumas (Roland) (p. 5) ; Estier (Claude) (p. 8) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Pasqua (Charles) (p. 11) ; Rocard (Michel) (p. 17).

Défense (ministre) : Lucotte (Marcel) (p. 10).

Démocratie : Dumas (Roland) (p. 4) ; Pasqua (Charles) (p. 10).

Droit international public : Dumas (Roland) (p. 4 ; 18) ; Estier (Claude) (p. 8) ; Habert (Jacques) (p. 16) ; Hoeffel (Daniel) (p. 12) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Lucotte (Marcel) (p. 9) ; Pasqua (Charles) (p. 10).

Economie : Estier (Claude) (p. 8) ; François-Poncet (Jean) (p. 16).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : Luc (Hélène) (p. 14).

Europe : Dumas (Roland) (p. 18) ; Hoeffel (Daniel) (p. 12).

Français de l'étranger : Habert (Jacques) (p. 16) ; Lucotte (Marcel) (p. 9).

Golfe persique (crise) : Dumas (Roland) (p. 4 ; 18) ; Estier (Claude) (p. 7) ; François-Poncet (Jean) (p. 15) ; Habert (Jacques) (p. 16) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Luc (Hélène) (p. 13) ; Lucotte (Marcel) (p. 9 ; 10) ; Pasqua (Charles) (p. 10).

Immigration (arabe) : Estier (Claude) (p. 8).

Militaires : Dumas (Roland) (p. 5) ; Habert (Jacques) (p. 16 ; 17) ; Hoeffel (Daniel) (p. 13) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Lucotte (Marcel) (p. 9) ; Pasqua (Charles) (p. 12) ; Rocard (Michel) (p. 17).

Moyen-Orient : Dumas (Roland) (p. 19) ; François-Poncet (Jean) (p. 16) ; Lecanuet (Jean) (p. 7) ; Luc (Hélène) (p. 13 ; 14) ; Lucotte (Marcel) (p. 9) ; Pasqua (Charles) (p. 11).

Organisation des Nations Unies (ONU) : Estier (Claude) (p. 7) ; François-Poncet (Jean) (p. 15) ; Hoeffel (Daniel) (p. 12) ; Lecanuet (Jean) (p. 6) ; Luc (Hélène) (p. 13) ; Lucotte (Marcel) (p. 9) ; Pasqua (Charles) (p. 10 ; 11).

Pacifisme : Dumas (Roland) (p. 18) ; Luc (Hélène) (p. 13 ; 14 ; 15).

Parlement (information) : Hoeffel (Daniel) (p. 12).

Pays arabes : Dumas (Roland) (p. 18) ; François-Poncet (Jean) (p. 16) ; Lucotte (Marcel) (p. 10).

Pays baltes : François-Poncet (Jean) (p. 15) ; Hoeffel (Daniel) (p. 12) ; Lecanuet (Jean) (p. 7) ; Lucotte (Marcel) (p. 9) ; Pasqua (Charles) (p. 10).

Pétrole : François-Poncet (Jean) (p. 16) ; Pasqua (Charles) (p. 11).

Peuple kurde : Luc (Hélène) (p. 13).

Président de la République : Pasqua (Charles) (p. 10).

Terrorisme : Dumas (Roland) (p. 17) ; Lecanuet (Jean) (p. 7) ; Lucotte (Marcel) (p. 10).

Scrutin public à la tribune n° 78 (p. 19).

Approbation de la déclaration du Gouvernement sur la politique au Moyen-Orient (16 janvier 1991) (p. 19).

2. – **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la situation au Moyen-Orient, PRONONCÉE AU SENAT** par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 mars 1991) (p. 29, 50) [n° 236 (1990-1991)].

MM. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; André Bettencourt, Josselin de Rohan, Xavier de Villepin, Mme Hélène Luc, MM. Ernest Cartigny, Claude Estier, Jacques Habert, Maurice Couve de Murville.

Afrique : Rohan (Josselin de) (p. 38).

Afrique du Nord : Bettencourt (André) (p. 35) ; Couve de Murville (Maurice) (p. 47) ; Dumas (Roland) (p. 32) ; Estier (Claude) (p. 46) ; Luc (Hélène) (p. 41) ; Rohan (Josselin de) (p. 37) ; Villepin (Xavier de) (p. 40).

Algérie : Villepin (Xavier de) (p. 40).

Allemagne : Cartigny (Ernest) (p. 45).

Allemagne (unification) : Lecanuet (Jean) (p. 34).

Alliance atlantique : Bettencourt (André) (p. 36) ; Lecanuet (Jean) (p. 33) ; Luc (Hélène) (p. 42).

Arabie saoudite : Estier (Claude) (p. 46) ; Villepin (Xavier de) (p. 39 ; 40).

Armée française : Bettencourt (André) (p. 34) ; Cartigny (Ernest) (p. 44) ; Dumas (Roland) (p. 30) ; Habert (Jacques) (p. 47).

Armement : Dumas (Roland) (p. 49) ; Villepin (Xavier de) (p. 40).

Armement nucléaire : Lecanuet (Jean) (p. 32) ; Rohan (Josselin de) (p. 38).

Berlin : Rohan (Josselin de) (p. 38).

Chine : Lecanuet (Jean) (p. 32).

Chypre : Dumas (Roland) (p. 49) ; Estier (Claude) (p. 46) ; Luc (Hélène) (p. 42).

Communauté économique européenne (CEE) : Bettencourt (André) (p. 36) ; Dumas (Roland) (p. 49 ; 50) ; Estier (Claude) (p. 47) ; Lecanuet (Jean) (p. 34) ; Rohan (Josselin de) (p. 38).

Conflits armés : *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 47) ; *Dumas (Roland)* (p. 29) ; *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Luc (Hélène)* (p. 40 ; 42) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Cuba : *Rohan (Josselin de)* (p. 38).

Dictatures : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 30) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32) ; *Luc (Hélène)* (p. 41) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Droits de l'homme : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Eau : *Dumas (Roland)* (p. 31).

Egypte : *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Emirats arabes unis : *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Espagne : *Rohan (Josselin de)* (p. 37).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bettencourt (André)* (p. 36) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 31 ; 49 ; 50) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32 ; 33) ; *Luc (Hélène)* (p. 41) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 38) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39 ; 40).

Europe : *Cartigny (Ernest)* (p. 44 ; 45) ; *Dumas (Roland)* (p. 32 ; 48) ; *Estier (Claude)* (p. 46 ; 47) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 34) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 36 ; 37 ; 38) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Europe (de l'Est) : *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

France : *Cartigny (Ernest)* (p. 45) ; *Luc (Hélène)* (p. 42).

Golfe persique : *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 47) ; *Dumas (Roland)* (p. 49) ; *Estier (Claude)* (p. 46 ; 47) ; *Habert (Jacques)* (p. 47) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32 ; 34) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 36 ; 37 ; 38) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39 ; 40).

Irak : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 31) ; *Estier (Claude)* (p. 45) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32 ; 33) ; *Luc (Hélène)* (p. 41) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 37) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Iran : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Dumas (Roland)* (p. 31) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Islam : *Bettencourt (André)* (p. 35).

Israël : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 49) ; *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Habert (Jacques)* (p. 47) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Luc (Hélène)* (p. 41 ; 42) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Italie : *Rohan (Josselin de)* (p. 37).

Jordanie : *Dumas (Roland)* (p. 31) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Koweït : *Bettencourt (André)* (p. 34) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 29 ; 31) ; *Estier (Claude)* (p. 45) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32 ; 33) ; *Luc (Hélène)* (p. 41 ; 42) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 37) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Kurde (peuple) : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Dumas (Roland)* (p. 49) ; *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Habert (Jacques)* (p. 47) ; *Luc (Hélène)* (p. 41) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Liban : *Bettencourt (André)* (p. 35 ; 36) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 48) ; *Estier (Claude)* (p. 45) ; *Habert (Jacques)* (p. 47) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Luc (Hélène)* (p. 42) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 37) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Lois de programmation militaire : *Dumas (Roland)* (p. 30) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 38).

Luxembourg : *Estier (Claude)* (p. 47).

Maroc : *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Mauritanie : *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Moyen-Orient : *Bettencourt (André)* (p. 34 ; 36) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas*

(*Roland*) (p. 32) ; *Estier (Claude)* (p. 45) ; *Luc (Hélène)* (p. 42) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 36) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39 ; 40).

Organisation de libération de la Palestine (OLP) : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 37).

Organisation des Nations Unies (ONU) : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Dumas (Roland)* (p. 29 ; 32) ; *Estier (Claude)* (p. 45) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 32) ; *Luc (Hélène)* (p. 41 ; 42).

Palestine : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Dumas (Roland)* (p. 49) ; *Habert (Jacques)* (p. 47) ; *Luc (Hélène)* (p. 41 ; 42).

Parlement : *Luc (Hélène)* (p. 42).

Pays en voie de développement (PVD) : *Cartigny (Ernest)* (p. 45).

Pétrole : *Dumas (Roland)* (p. 31 ; 49) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Politique agricole commune (PAC) : *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Racisme : *Luc (Hélène)* (p. 42).

Royaume-Uni : *Rohan (Josselin de)* (p. 38).

Syrie : *Bettencourt (André)* (p. 36) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Estier (Claude)* (p. 46) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Tunisie : *Villepin (Xavier de)* (p. 40).

Turquie : *Bettencourt (André)* (p. 35) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 33) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 38).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Dumas (Roland)* (p. 32 ; 49) ; *Estier (Claude)* (p. 47).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Cartigny (Ernest)* (p. 44) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 48) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

Yemen : *Villepin (Xavier de)* (p. 39).

3. – Déclaration de politique générale du gouvernement – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par Mme Edith Cresson, Premier ministre (22 mai 1991) (p. 976, 980) [n° 333].

Administration (organisation) (p. 979).

Agriculture (p. 977).

Armée (p. 979).

Armement (industrie) (p. 979).

Chômage (p. 976).

Communauté économique européenne (CEE) (p. 978).

Corse (région) (p. 979).

Economie (p. 976).

Education (p. 978).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) (p. 977).

Europe (sociale) (p. 978).

Formation professionnelle (p. 978).

Gouvernement (programme) (p. 980).

Habitat (amélioration) (p. 978).

Industrie (p. 976).

Justice (p. 979).

Politique de défense (p. 979).

Politique étrangère (p. 979).

Politique industrielle (européenne) (p. 978).

Recherche (p. 977).

Sécurité publique (p. 978).

Service public (p. 977).

Travail (p. 977).

4. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique de défense PRONONCEE AU SENAT, par M. Pierre Joxe, ministre de la défense (18 juin 1991) (p. 1748, 1786) [n° 395].

MM. Pierre Joxe ministre de la défense ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Yvon Bourges, Ernest Cartigny, Robert Pontillon, Jean-Luc Bécart, Guy Cabanel, René Monory, Philippe de Gaulle, Jacques Habert, Michel d'Aillières, Jacques Genton, Hubert Haenel, François Trucy, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.

Alliance Atlantique : Aillières (Michel d') (p. 1772) ; Bourges (Yvon) (p. 1757) ; Cabanel (Guy) (p. 1764) ; Genton (Jacques) (p. 1775) ; Habert (Jacques) (p. 1770) ; Joxe (Pierre) (p. 1750 ; 1785) ; Lecanuet (Jean) (p. 1756) ; Pontillon (Robert) (p. 1760 ; 1761) ; Trucy (François) (p. 1778).

Armée : Bécart (Jean-Luc) (p. 1762) ; Bourges (Yvon) (p. 1757) ; Habert (Jacques) (p. 1772) ; Haenel (Hubert) (p. 1775) ; Joxe (Pierre) (p. 1749 ; 1782) ; Trucy (François) (p. 1776) ; Villepin (Xavier de) (p. 1778) ; Vinçon (Serge) (p. 1779).

Armée de l'air : Gaulle (Philippe de) (p. 1768) ; Genton (Jacques) (p. 1773).

Armée de terre : Gaulle (Philippe de) (p. 1768) ; Genton (Jacques) (p. 1773) ; Joxe (Pierre) (p. 1784).

Armement : Bécart (Jean-Luc) (p. 1763 ; 1764) ; Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Joxe (Pierre) (p. 1783) ; Monory (René) (p. 1766 ; 1767) ; Pontillon (Robert) (p. 1762) ; Villepin (Xavier de) (p. 1779).

Armement (industrie) : Cartigny (Ernest) (p. 1759 ; 1760) ; Joxe (Pierre) (p. 1752).

Armes chimiques et biologiques : Bécart (Jean-Luc) (p. 1763) ; Joxe (Pierre) (p. 1749 ; 1785).

Communauté économique européenne (CEE) : Monory (René) (p. 1767).

Conflits armés : Bourges (Yvon) (p. 1757).

Conscription : Joxe (Pierre) (p. 1752).

Défense : Haenel (Hubert) (p. 1775) ; Joxe (Pierre) (p. 1786) ; Vinçon (Serge) (p. 1779 ; 1780).

Désarmement : Bécart (Jean-Luc) (p. 1764) ; Joxe (Pierre) (p. 1749 ; 1783).

Dissuasion nucléaire : Bécart (Jean-Luc) (p. 1763) ; Bourges (Yvon) (p. 1757) ; Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759) ; Gaulle (Philippe de) (p. 1767) ; Genton (Jacques) (p. 1774) ; Haenel (Hubert) (p. 1776) ; Joxe (Pierre) (p. 1781 ; 1782 ; 1783 ; 1785) ; Lecanuet (Jean) (p. 1755) ; Monory (René) (p. 1766) ; Trucy (François) (p. 1777) ; Villepin (Xavier de) (p. 1778).

Equipements : Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759) ; Gaulle (Philippe de) (p. 1768) ; Genton (Jacques) (p. 1773 ; 1774) ; Joxe (Pierre) (p. 1783 ; 1785) ; Lecanuet (Jean) (p. 1755) ; Monory (René) (p. 1766) ; Pontillon (Robert) (p. 1761) ; Vinçon (Serge) (p. 1779).

Espace : Joxe (Pierre) (p. 1753).

Europe : Aillières (Michel d') (p. 1773) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 1764) ; Bourges (Yvon) (p. 1756 ; 1758) ; Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759 ; 1760) ; Genton (Jacques) (p. 1775) ; Habert (Jacques) (p. 1770) ; Haenel (Hubert) (p. 1775) ; Joxe (Pierre) (p. 1750 ; 1752 ; 1781 ; 1785) ; Lecanuet (Jean) (p. 1756) ; Pontillon (Robert) (p. 1760 ; 1761).

Fonction militaire : Bécart (Jean-Luc) (p. 1763) ; Bourges (Yvon) (p. 1758) ; Gaulle (Philippe de) (p. 1769) ; Lecanuet (Jean) (p. 1755) ; Trucy (François) (p. 1777) ; Vinçon (Serge) (p. 1780).

Force d'action rapide (FAR) : Joxe (Pierre) (p. 1782) ; Pontillon (Robert) (p. 1760) ; Trucy (François) (p. 1777).

Forces françaises en Allemagne : Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Habert (Jacques) (p. 1771) ; Joxe (Pierre) (p. 1781 ; 1783) ; Villepin (Xavier de) (p. 1778).

Formation : Joxe (Pierre) (p. 1753) ; Monory (René) (p. 1766).

Gendarmerie nationale : Vinçon (Serge) (p. 1780).

Golfe persique : Bécart (Jean-Luc) (p. 1762) ; Cabanel (Guy) (p. 1764) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759) ; Gaulle (Philippe de) (p. 1767) ; Genton (Jacques) (p. 1773) ; Habert (Jacques) (p. 1771) ; Joxe (Pierre) (p. 1748 ; 1784) ; Lecanuet (Jean) (p. 1755) ; Monory (René) (p. 1765) ; Villepin (Xavier de) (p. 1778 ; 1779) ; Vinçon (Serge) (p. 1779).

Lois de programmation militaire : Aillières (Michel d') (p. 1772) ; Bourges (Yvon) (p. 1757 ; 1758) ; Cabanel (Guy) (p. 1764 ; 1765) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759) ; Gaulle (Philippe de) (p. 1767 ; 1769) ; Genton (Jacques) (p. 1773 ; 1774) ; Joxe (Pierre) (p. 1750 ; 1781 ; 1782 ; 1783) ; Lecanuet (Jean) (p. 1753 ; 1754 ; 1756) ; Monory (René) (p. 1765 ; 1766) ; Pontillon (Robert) (p. 1761) ; Trucy (François) (p. 1766 ; 1777).

Marine nationale : Gaulle (Philippe de) (p. 1768) ; Joxe (Pierre) (p. 1749 ; 1784).

Pacte de Varsovie : Joxe (Pierre) (p. 1750) ; Trucy (François) (p. 1776).

Parlement (rôle) : Bécart (Jean-Luc) (p. 1764) ; Haenel (Hubert) (p. 1776) ; Monory (René) (p. 1767).

Parlement (travaux) : Joxe (Pierre) (p. 1748 ; 1750).

Recherche : Joxe (Pierre) (p. 1753 ; 1782).

Sécurité : Bourges (Yvon) (p. 1757 ; 1758) ; Joxe (Pierre) (p. 1780) ; Lecanuet (Jean) (p. 1756) ; Pontillon (Robert) (p. 1760) ; Trucy (François) (p. 1776).

Service national : Bécart (Jean-Luc) (p. 1763) ; Cabanel (Guy) (p. 1765) ; Cartigny (Ernest) (p. 1759) ; Haenel (Hubert) (p. 1776) ; Joxe (Pierre) (p. 1752 ; 1781 ; 1785) ; Pontillon (Robert) (p. 1762).

Technologies nouvelles : Gaulle (Philippe de) (p. 1768) ; Genton (Jacques) (p. 1774) ; Joxe (Pierre) (p. 1749 ; 1753) ; Monory (René) (p. 1766) ; Trucy (François) (p. 1777) ; Vinçon (Serge) (p. 1779).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : Aillières (Michel d') (p. 1772) ; Habert (Jacques) (p. 1770).

5. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de l'agriculture, PRONONCEE AU SENAT par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (10 octobre 1991) (p. 2791, 2840) [n° 30 (91-92)].

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Georges Berchet, Marcel Lucotte, Michel Souplet, Auguste Cazalet, Félix Leyzour, Fernand Tardy, François Delga, Jean Roger, Christian Bonnet, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Louis Minetti, Michel Moreigne, Philippe Adnot, Raymond Soucaret, Roland du Luart, Jacques Machet, Jacques de Menou, Jean-Luc Bécart, Marcel Bony, Charles-Edmond Lenglet, Jean-Paul Chambriard, Bernard Barraux, Emmanuel Hamel, Roland Courteau, Paul Girod, Jacques Thyraud, Henri Goetschy, Gérard César, Gérard Roujas, Roger Rigaudière, Jean-Pierre Demerliat, Jacques-Richard Delong, René Régnault.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : Bonnet (Christian) (p. 2805) ; Cazalet (Auguste) (p. 2800) ; François-Poncet (Jean) (p. 2793) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2821) ; Leyzour (Félix) (p. 2801) ; Luart (Roland du) (p. 2815) ; Mermaz (Louis) (p. 2840) ; Poncelet (Christian) (p. 2794) ; Souplet (Michel) (p. 2799).

Agriculteurs : Berchet (Georges) (p. 2795, 2796) ; Bony (Marcel) (p. 2819) ; Delga (François) (p. 2803) ; François-Poncet (Jean) (p. 2793) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2825) ; Leyzour (Félix) (p. 2801) ; Luart (Roland du) (p. 2815, 2816) ; Lucotte (Marcel) (p. 2797) ; Machet (Jacques) (p. 2817) ; Mermaz (Louis) (p. 2791, 2792, 2834, 2835) ; Minetti (Louis) (p. 2811, 2812) ; Moreigne

(Michel) (p. 2813); *Poncelet (Christian)* (p. 2795); *Régnauld (René)* (p. 2834); *Rigaudière (Roger)* (p. 2831); *Soucaret (Raymond)* (p. 2814); *Souplet (Michel)* (p. 2798).

Agriculture (situation): *Adnot (Philippe)* (p. 2813, 2814); *Barraux (Bernard)* (p. 2823); *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2818); *Berchet (Georges)* (p. 2795, 2796); *Bonnet (Christian)* (p. 2806, 2807); *Bony (Marcel)* (p. 2819); *Cazalet (Auguste)* (p. 2800); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2821); *Delga (François)* (p. 2803); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821); *Leyzour (Félix)* (p. 2801); *Luart (Roland du)* (p. 2815); *Lucotte (Marcel)* (p. 2797, 2798); *Menou (Jacques de)* (p. 2817); *Mermaz (Louis)* (p. 2791); *Poncelet (Christian)* (p. 2794); *Régnauld (René)* (p. 2833); *Roujas (Gérard)* (p. 2830); *Soucaret (Raymond)* (p. 2814, 2815); *Souplet (Michel)* (p. 2798); *Tardy (Fernand)* (p. 2802); *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Agro-alimentaire (industrie): *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2819); *Moreigne (Michel)* (p. 2813); *Roger (Jean)* (p. 2805).

Allier (département): *Barraux (Bernard)* (p. 2823).

Aménagement du territoire: *Adnot (Philippe)* (p. 2813); *Bony (Marcel)* (p. 2820); *Delong (Jacques-Richard)* (p. 2832); *François-Poncet (Jean)* (p. 2794); *Luart (Roland du)* (p. 2816); *Menou (Jacques de)* (p. 2817); *Mermaz (Louis)* (p. 2836); *Minetti (Louis)* (p. 2811); *Poncelet (Christian)* (p. 2794); *Régnauld (René)* (p. 2833); *Soucaret (Raymond)* (p. 2814).

Arboriculture: *César (Gérard)* (p. 2829); *Mermaz (Louis)* (p. 2838).

Auvergne (Région): *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822).

Bovins: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822); *Mermaz (Louis)* (p. 2792, 2837, 2839); *Moreigne (Michel)* (p. 2813); *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Bretagne (Région): *Menou (Jacques de)* (p. 2818).

Budget: *Bonnet (Christian)* (p. 2806); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2832); *Girod (Paul)* (p. 2826, 2827); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2824); *Luart (Roland du)* (p. 2815, 2816); *Lucotte (Marcel)* (p. 2797); *Menou (Jacques de)* (p. 2817); *Mermaz (Louis)* (p. 2795, 2834); *Poncelet (Christian)* (p. 2794, 2795); *Roger (Jean)* (p. 2804).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA): *Bony (Marcel)* (p. 2820); *César (Gérard)* (p. 2829); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2825); *Luart (Roland du)* (p. 2815); *Machet (Jacques)* (p. 2816); *Menou (Jacques de)* (p. 2818); *Mermaz (Louis)* (p. 2834, 2836); *Moreigne (Michel)* (p. 2813); *Poncelet (Christian)* (p. 2794, 2795); *Rigaudière (Roger)* (p. 2831).

Calamités agricoles: *Barraux (Bernard)* (p. 2824); *César (Gérard)* (p. 2829); *Mermaz (Louis)* (p. 2838).

Carburants de substitution: *Adnot (Philippe)* (p. 2814); *Delga (François)* (p. 2803); *Girod (Paul)* (p. 2826); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821); *Mermaz (Louis)* (p. 2836); *Souplet (Michel)* (p. 2799); *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Céréales: *Delga (François)* (p. 2804); *Girod (Paul)* (p. 2825); *Menou (Jacques de)* (p. 2818); *Mermaz (Louis)* (p. 2792, 2839); *Roger (Jean)* (p. 2806).

Champagne-Ardenne (région): *Machet (Jacques)* (p. 2816).

Collectivités territoriales: *Goetschy (Henry)* (p. 2828).

Communauté économique européenne (CEE): *Barraux (Bernard)* (p. 2823); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2825); *Mermaz (Louis)* (p. 2791, 2835, 2838); *Minetti (Louis)* (p. 2811); *Roujas (Gérard)* (p. 2830); *Souplet (Michel)* (p. 2799); *Tardy (Fernand)* (p. 2802); *Thyraud (Jacques)* (p. 2828).

Coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole (CUMA): *Berchet (Georges)* (p. 2796).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): *Bony (Marcel)* (p. 2820).

Dotation globale de fonctionnement (DGF): *Bonnet (Christian)* (p. 2806); *Roger (Jean)* (p. 2805).

Élevage: *Barraux (Bernard)* (p. 2823); *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2819); *Bony (Marcel)* (p. 2819); *Cazalet (Auguste)* (p. 2800);

Chambriard (Jean-Paul) (p. 2822); *Delga (François)* (p. 2804); *Goetschy (Henri)* (p. 2828); *Leyzour (Félix)* (p. 2801); *Menou (Jacques de)* (p. 2817, 2818); *Moreigne (Michel)* (p. 2812); *Souplet (Michel)* (p. 2798, 2799).

Environnement: *Debavelaere (Désiré)* (p. 2810); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821); *Mermaz (Louis)* (p. 2837).

Etats-Unis d'Amérique (USA): *Bonnet (Christian)* (p. 2806); *Daunay (Marcel)* (p. 2807); *Debavelaere (Désiré)* (p. 2810); *Mermaz (Louis)* (p. 2839, 2840); *Roger (Jean)* (p. 2804); *Roujas (Gérard)* (p. 2830); *Tardy (Fernand)* (p. 2803); *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Exportations: *Daunay (Marcel)* (p. 2807).

Finistère (département): *Menou (Jacques de)* (p. 2817).

Fiscalité: *Berchet (Georges)* (p. 2796); *Bony (Marcel)* (p. 2820); *Cazalet (Auguste)* (p. 2800); *César (Gérard)* (p. 2829); *Delga (François)* (p. 2803); *François-Poncet (Jean)* (p. 2793); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2824); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821); *Luart (Roland du)* (p. 2815, 2816); *Lucotte (Marcel)* (p. 2797); *Machet (Jacques)* (p. 2817); *Menou (Jacques de)* (p. 2817); *Mermaz (Louis)* (p. 2792, 2835); *Minetti (Louis)* (p. 2812); *Moreigne (Michel)* (p. 2813); *Poncelet (Christian)* (p. 2795); *Roger (Jean)* (p. 2804); *Soucaret (Raymond)* (p. 2815); *Souplet (Michel)* (p. 2799); *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA): *Mermaz (Louis)* (p. 2835).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE): *Luart (Roland du)* (p. 2816); *Mermaz (Louis)* (p. 2836).

Forêts (incendies): *Minetti (Louis)* (p. 2811).

Formation professionnelle: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2821); *Daunay (Marcel)* (p. 2808); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2832); *Mermaz (Louis)* (p. 2836); *Régnauld (René)* (p. 2834).

Groupements agricoles: *Berchet (Georges)* (p. 2796).

Haute-Marne (département): *Berchet (Georges)* (p. 2795, 2796); *Delong (Jacques-Richard)* (p. 2832).

Haute-Vienne (département): *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2831).

Importations: *Cazalet (Auguste)* (p. 2800); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822); *Daunay (Marcel)* (p. 2808); *Debavelaere (Désiré)* (p. 2810); *Girod (Paul)* (p. 2826); *Menou (Jacques de)* (p. 2817); *Mermaz (Louis)* (p. 2837, 2838); *Moreigne (Michel)* (p. 2812, 2813); *Soucaret (Raymond)* (p. 2815); *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Jeunesse: *Bony (Marcel)* (p. 2820); *Daunay (Marcel)* (p. 2808); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2831); *Girod (Paul)* (p. 2827); *Leyzour (Félix)* (p. 2801); *Mermaz (Louis)* (p. 2837); *Minetti (Louis)* (p. 2812); *Poncelet (Christian)* (p. 2795); *Souplet (Michel)* (p. 2798).

Lait et produits laitiers: *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2819); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2821, 2822); *Daunay (Marcel)* (p. 2807); *Delong (Jacques-Richard)* (p. 2832); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2831); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821); *Mermaz (Louis)* (p. 2792, 2837, 2840); *Moreigne (Michel)* (p. 2812, 2813); *Rigaudière (Roger)* (p. 2831); *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Manifestations: *Barraux (Bernard)* (p. 2823); *Cazalet (Auguste)* (p. 2799); *César (Gérard)* (p. 2829); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2821, 2822); *Daunay (Marcel)* (p. 2807); *François-Poncet (Jean)* (p. 2793); *Girod (Paul)* (p. 2826); *Goetschy (Henri)* (p. 2828); *Hamel (Emmanuel)* (p. 2824); *Leyzour (Félix)* (p. 2801); *Luart (Roland du)* (p. 2815); *Lucotte (Marcel)* (p. 2797); *Minetti (Louis)* (p. 2811); *Poncelet (Christian)* (p. 2794); *Rigaudière (Roger)* (p. 2831); *Roger (Jean)* (p. 2804); *Soucaret (Raymond)* (p. 2814); *Souplet (Michel)* (p. 2798).

Montagne: *Bony (Marcel)* (p. 2820); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822); *Mermaz (Louis)* (p. 2837).

Nord Pas-de-Calais (région): *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2818).

Ovins: *Mermaz (Louis)* (p. 2837, 2838); *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Paris (grands travaux): *Bonnet (Christian)* (p. 2807).

Plan d'aide au revenu agricole (PARA) : *Moreigne (Michel)* (p. 2813).

Politique agricole commune (PAC) : *Barraux (Bernard)* (p. 2824) ; *Berchet (Georges)* (p. 2795) ; *Bonnet (Christian)* (p. 2805) ; *Bony (Marcel)* (p. 2819, 2820) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 2800) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2807) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2810) ; *Delga (François)* (p. 2803) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 2832) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2793) ; *Goetschy (Henri)* (p. 2828) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2824) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2801) ; *Luart (Roland du)* (p. 2815, 2816) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 2797) ; *Menou (Jacques de)* (p. 2818) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2792, 2793, 2834, 2839, 2840) ; *Minetti (Louis)* (p. 2811, 2812) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2812) ; *Régnauld (René)* (p. 2833) ; *Roger (Jean)* (p. 2804) ; *Souplet (Michel)* (p. 2798) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2803) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Produits agricoles et alimentaires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2819) ; *Bony (Marcel)* (p. 2820) ; *Girod (Paul)* (p. 2826) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2839) ; *Roujas (Gérard)* (p. 2830) ; *Souplet (Michel)* (p. 2799) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Retraites : *François-Poncet (Jean)* (p. 2793) ; *Luart (Roland du)* (p. 2816) ; *Machet (Jacques)* (p. 2817) ; *Régnauld (René)* (p. 2833) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Sécheresse : *Bonnet (Christian)* (p. 2806) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2812).

Somme (département) : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2821).

Tabacs : *Minetti (Louis)* (p. 2811).

Tarn (département) : *Delga (François)* (p. 2804).

Tarn-et-Garonne (département) : *Roger (Jean)* (p. 2805).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Bonnet (Christian)* (p. 2806) ; *Bony (Marcel)* (p. 2820) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2822) ; *Delga (François)* (p. 2803) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 2832) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2831) ; *Luart (Roland du)* (p. 2815, 2816) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2835) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2813) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2831) ; *Roger (Jean)* (p. 2804) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2827).

Tourisme : *Menou (Jacques de)* (p. 2817).

Viandes : *Mermaz (Louis)* (p. 2792) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2802).

Viticulture : *César (Gérard)* (p. 2829) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2838).

Zones rurales : *Berchet (Georges)* (p. 2796) ; *Bony (Marcel)* (p. 2820) ; *Delga (François)* (p. 2803) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 2832) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2836) ; *Minetti (Louis)* (p. 2811) ; *Régnauld (René)* (p. 2833).

Gouvernement (démission)

Voir *Allocutions et communications*, 7

Gouvernement (programme)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

Grands travaux

Voir *Lois de finances*, 1, Culture

Grèves

Voir *Rappels au règlement*, 44 ; 45

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 341

Guadeloupe

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 9

H

Haïti

Voir *Lois de finances*, 1, Coopération et développement
Questions au Gouvernement n° 364
Rappels au règlement, 28

Handicapés

Voir *Lois de finances*, 1, Affaires sociales et intégration – Economie sociale
Questions orales sans débat n° 294 ; n° 312 ; n° 368
Rapports du Gouvernement, 1

1. – **Projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Besson, ministre de l'équipement et par M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés (17 avril 1991) [n° 289 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (15 mai 1991) [n° 329 (90-91)] – Discussion (23 mai 1991) – Adoption (23 mai 1991) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1991) [n° 2063 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (13 juin 1991) [n° 2122 (9^e lég.)] – Discussion (25 juin 1991) – Adoption (25 juin 1991) [n° 507].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1991) [n° 417 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (26 juin 1991) [n° 418 (p. 90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 149].

PROMULGATION : Loi n° 91-663 du 13 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 19 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(23 mai 1991) (p. 1023, 1039).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1023, 1029) : MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; William Chervy, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Philippe de Bourgoing.

Architecture : Chervy (William) (p. 1027) ; Gillibert (Michel) (p. 1024) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1027).

Associations : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1029) ; Gillibert (Michel) (p. 1023).

Associations (actions judiciaires) : Chervy (William) (p. 1027) ; Gillibert (Michel) (p. 1024) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Calvados (département) : Bourgoing (Philippe de) (p. 1029).

Emploi (travailleurs handicapés) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1028) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Entreprises : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1027 ; 1029).

Fiscalité : Bourgoing (Philippe de) (p. 1029) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Formation professionnelle : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1028).

Handicapés : Gillibert (Michel) (p. 1023).

Handicapés (accessibilité) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1027) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 1029) ; Chervy (William) (p. 1026) ; Gillibert (Michel) (p. 1023 ; 1024) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Information : Chervy (William) (p. 1027) ; Gillibert (Michel) (p. 1024) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Mobilité : Chervy (William) (p. 1026) ; Gillibert (Michel) (p. 1023).

Permis de construire : Bourgoing (Philippe de) (p. 1029).

Politique économique et sociale : Bourgoing (Philippe de) (p. 1029) ; Chervy (William) (p. 1027) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

Politique économique et sociale (locale) : Gillibert (Michel) (p. 1024) ; Laucournet (Robert) (p. 1026).

Transports : Laucournet (Robert) (p. 1026).

Villes : Gillibert (Michel) (p. 1023) ; Laucournet (Robert) (p. 1025).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1029, 1038) : MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Michel Gillibert, secrétaire d'Etat ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Simonin, Philippe de Bourgoing.

Art. 1 (Principe de l'accessibilité et de l'adaptabilité des locaux) (p. 1029).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : suppression de la notion d'adaptabilité.

Rejeté : amendement n° 10 de Mme Marie-Claude Beaudeau : amélioration de l'accueil des handicapés sur le lieu de travail.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1031).

Après l'art. 1^{er} (p. 1031).

Adopté : amendement n° 16 du Gouvernement : aménagement de la voirie publique ou privée.

Retiré : amendement n° 9 de M. Jean Simonin : aménagement des voies de desserte ; analogue à l'amendement n° 16 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1032).

Art. 2 (Règles applicables aux constructions recevant du public, soumises au permis de construire) (p. 1032).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 2 et 3 : remplacement du terme « accordé » par le terme « délivré » s'agissant du permis de construire.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1032).

Art. 3 (Règles applicables aux travaux sur des établissements recevant du public, non soumis au permis de construire – Autorisations d'ouverture des établissements – Renvoi à un décret en Conseil d'Etat) (p. 1032).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : généralisation de l'autorisation préalable à l'ensemble des travaux.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1033).

Après l'art. 3 (p. 1033, 1034).

Rejeté : amendement n° 12 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : délais de mise en conformité.

Retiré : amendement n° 13 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : délais de mise en conformité des entreprises existantes et financement par l'Association nationale de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés.

Art. 4 (Dispositions concernant les ascenseurs) (p. 1036).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : dérogation en cas de difficultés techniques graves.

Rejetés : amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau : amélioration de l'accessibilité des ascenseurs – Sur l'amendement précité n° 5 de la commission ; sous-amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1037).

Art. 5 (Action en justice des associations) – Adopté (p. 1037).

Après l'art. 5 (p. 1037).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : publication dans la presse des condamnations pour infractions aux règles de construction.

Retiré : amendement n° 8 de la commission : mesures incitatives pour la réalisation de travaux d'accessibilité et d'adaptation des logements en faveur des personnes handicapées.

Devenu sans objet : amendement n° 7 de la commission : insertion d'un « Chapitre III – Disposition fiscale » (p. 1038 ; précédemment réservé p. 1037).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1037).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1038, 1039) : *MM. Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Mme Marie-Claude Beaudou ; intervention de M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat.*

Adoption (23 mai 1991) (p. 1039).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 1991) (p. 2266, 2287).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2286, 2287) : *MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Jean Simonin, en remplacement de M. Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Amendements : *Cathala (Laurent)* (p. 2286) ; *Simonin (Jean)* (p. 2286).

Handicapés (insertion) : *Simonin (Jean)* (p. 2287).

Immeubles collectifs : *Cathala (Laurent)* (p. 2286).

Locaux à usage professionnel : *Cathala (Laurent)* (p. 2286).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2287)

Art. 1^{er} ter et 2 – Adoptés (p. 2287).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2287) : *MM. Emmanuel Hamel, Louis Minetti, Claude Estier, Louis de Catuelan.*

Adoption (28 juin 1991) (p. 2287).

Hôpitaux privés et cliniques

Voir *Hôpitaux publics*, 1
Sécurité sociale, 2

Hôpitaux publics

Voir *Questions au Gouvernement* n° 347 ; n° 355
Questions orales sans débat n° 331 ; n° 332
Sécurité sociale, 3

1. – Projet de loi portant réforme hospitalière, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales (19 décembre 1990) [n° 1876 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Calmat (4 avril 1991) [n° 1947 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (10, 12, 18, 19, 22, 25, 29 et 30 avril 1991) – Adoption (30 avril 1991) [n° 468].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1991) [n° 309 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (22 mai 1991) [n° 337 (90-91)] – Discussion (4, 5, 6 et 7 juin 1991) – Adoption (7 juin 1991) [n° 121].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 juin 1991) [n° 2093 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Calmat (12 juin 1991) [n° 2113 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Huriet (12 juin 1991) [n° 381 (90-91)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 juin 1991) [n° 2093 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Calmat (13 juin 1991) [n° 2123 (9^e lég.)] – Discussion (18 et 19 juin 1991) – Adoption (19 juin 1991) [n° 503].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 juin 1991) [n° 409 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (27 juin 1991) [n° 428 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Rejet (28 juin 1991) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2177 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Calmat (29 juin 1991) [n° 2179 (9^e lég.)] – Discussion (3 juillet 1991) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 520].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-297 du 29 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 2 août 1991) qui déclare :

Art. 1^{er} – Sont contraires à la Constitution les dispositions des alinéas 1, 2 et 6 de l'article L. 714-21 ajouté au code de la santé publique par l'article 8 de la loi portant réforme hospitalière.

Art. 2 – Sont inséparables des dispositions déclarées contraires à la Constitution :

– dans le texte de l'article 8 de la loi précitée, le troisième alinéa de l'article L. 714-21 du code de la santé publique ainsi que, dans le texte de l'article L. 714-25-2, les mots : « et prévus à l'article L. 714-21 » ;

– l'article 15-III de la loi, en tant qu'il a pour effet d'abroger les dispositions des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 20-2 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 modifiée portant réforme hospitalière.

PROMULGATION : Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 2 août 1991) – Rectificatif : *J.O. Lois et décrets* du 29 octobre 1991.

Discussion (première lecture)

(4 juin 1991) (p. 1233, 1275) ; (5 juin 1991) (p. 1285, 1302 ; 1318, 1333) ; (6 juin 1991) (p. 1343, 1358 ; 1360, 1425) ; (7 juin 1991) (p. 1439, 1463 ; 1475, 1482).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1233, 1275) : *MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; René Teulade, président de la commission des affaires sociales du Conseil économique et social en remplacement de M. Adolphe Steg, rapporteur ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Pierre-Christian Taittinger, Jean Madelain, Charles Descours, Henri Collard, Guy Penne, Jean Delaneau, Jean Chérioux, Pierre Laffitte, Gérard Roujas, Louis Minetti, Henri Belcour, Roger Husson, Jacques Oudin, Louis Souvet et les orateurs sur la motion.*

Ce projet de loi tend à adapter le cadre législatif dans lequel se développe l'hôpital aux évolutions scientifiques, humaines et socio-économiques.

Amendements : *Chérioux (Jean)* (p. 1258) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1270 ; 1274) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1243) ; *Huriet (Claude)* (p. 1274) ; *Husson (Roger)* (p. 1267) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1262) ; *Souvet (Louis)* (p. 1269).

Budget global : *Chérioux (Jean)* (p. 1257) ; *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Descours (Charles)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1271 ; 1273 ; 1274) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1264) ; *Huriet (Claude)* (p. 1240) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1268) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244) ; *Souvet (Louis)* (p. 1269) ; *Teulade (René)* (p. 1238) ; voir aussi tutelle budgétaire.

Carte sanitaire : *Durieux (Bruno)* (p. 1235) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261).

Centres hospitaliers universitaires (CHU) : *Teulade (René)* (p. 1237).

Chômage : *Descours (Charles)* (p. 1251).

Collectivités locales : *Souffrin (Paul)* (p. 1246).

Commission des comptes de la sécurité sociale : *Oudin (Jacques)* (p. 1267).

Commissions médicales d'établissement : *Penne (Guy)* (p. 1255).

Conseil économique et social (CES) : *Durieux (Bruno)* (p. 1236 ; 1272) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1246).

Constitution (art. 49-3) : *Descours (Charles)* (p. 1250) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1271) ; *Huriet (Claude)* (p. 1247).

Contrats d'établissement : voir projets d'établissement.

Démographie médicale : *Laffitte (Pierre)* (p. 1260).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Madelain (Jean)* (p. 1250).

Départements hospitaliers : *Belcour (Henri)* (p. 1265) ; *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Huriet (Claude)* (p. 1240).

Dépenses de santé : *Chérioux (Jean)* (p. 1258) ; *Collard (Henri)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1234 ; 1270 ; 1274) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Huriet (Claude)* (p. 1239) ; *Husson (Roger)* (p. 1266) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259 ; 1260) ; *Minetti (Louis)* (p. 1263) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1267) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Elus locaux : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1264).

Évaluation médicale : *Belcour (Henri)* (p. 1265) ; *Descours (Charles)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1236 ; 1271 ; 1274) ; *Huriet (Claude)* (p. 1239) ; *Penne (Guy)* (p. 1255) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1246) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Fonction publique hospitalière : *Belcour (Henri)* (p. 1265).

Hôpitaux privés et cliniques : *Chérioux (Jean)* (p. 1258) ; *Collard (Henri)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1234 ; 1271 ; 1273) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1243) ; *Huriet (Claude)* (p. 1241) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Madelain (Jean)* (p. 1249) ; *Minetti (Louis)* (p. 1262) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1260 ; 1261) ; *Teulade (René)* (p. 1236 ; 1238).

Hôpitaux privés et cliniques (équipements) : *Collard (Henri)* (p. 1253).

Hôpitaux privés et cliniques (personnels) : *Collard (Henri)* (p. 1253).

Hôpitaux privés et cliniques (tarifs) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1265).

Hôpitaux publics : *Collard (Henri)* (p. 1252) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1233 ; 1234 ; 1273) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1258) ; *Minetti (Louis)* (p. 1262) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1260) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1243) ; *Souvet (Louis)* (p. 1268) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1248) ; *Teulade (René)* (p. 1236).

Hôpitaux publics (conseils d'administration) : *Chérioux (Jean)* (p. 1257) ; *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1235).

Hôpitaux publics (équipements et activités) : *Chérioux (Jean)* (p. 1258) ; *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Delaneau (Jean)* (p. 1256) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1271) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1264) ; *Huriet (Claude)* (p. 1240) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Minetti (Louis)* (p. 1264) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1245) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1249) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Hôpitaux publics (personnels) : *Belcour (Henri)* (p. 1265) ; *Chérioux (Jean)* (p. 1257) ; *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Descours (Charles)* (p. 1250) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1234 ; 1235 ; 1271 ; 1272) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Huriet (Claude)* (p. 1239 ; 1241) ; *Husson (Roger)* (p. 1266) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Minetti (Louis)* (p. 1263) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1246) ; *Souvet (Louis)* (p. 1269) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1249) ; *Teulade (René)* (p. 1238).

Hôpitaux publics (tarifs) : *Collard (Henri)* (p. 1253) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Huriet (Claude)* (p. 1242) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261).

Hospitalisation (alternatives) : *Belcour (Henri)* (p. 1266) ; *Madelain (Jean)* (p. 1250) ; *Minetti (Louis)* (p. 1263) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1245 ; 1246) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Lois (application) : *Belcour (Henri)* (p. 1266) ; *Huriet (Claude)* (p. 1241) ; *Madelain (Jean)* (p. 1249) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1248).

Médecine libérale : *Laffitte (Pierre)* (p. 1260).

Médecins hospitaliers : *Chérioux (Jean)* (p. 1257) ; *Delaneau (Jean)* (p. 1255) ; *Descours (Charles)* (p. 1250) ; *Huriet (Claude)* (p. 1242) ; *Souvet (Louis)* (p. 1269) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1249).

Médecins hospitaliers (formation) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1243) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1246).

Médecins libéraux : *Souvet (Louis)* (p. 1269).

Médicaments (remboursement) : *Minetti (Louis)* (p. 1262).

Missions d'information : *Husson (Roger)* (p. 1266).

Personnes âgées (hospitalisation) : *Belcour (Henri)* (p. 1266) ; *Collard (Henri)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1271) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1264).

Planification hospitalière : *Belcour (Henri)* (p. 1265) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1235 ; 1270 ; 1271 ; 1273) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1264) ; *Huriet (Claude)* (p. 1239 ; 1240) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Madelain (Jean)* (p. 1250) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1267) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Politique de la santé : *Minetti (Louis)* (p. 1262).

Prévention médicale : *Minetti (Louis)* (p. 1263) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1246).

Projets d'établissement : *Durieux (Bruno)* (p. 1235 ; 1236 ; 1272) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244).

Protection sociale : *Minetti (Louis)* (p. 1262).

Schéma d'organisation sanitaire : *Durieux (Bruno)* (p. 1235) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1242) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244) ; *Teulade (René)* (p. 1237).

Sécurité sociale : *Chérioux (Jean)* (p. 1258) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1245).

Sécurité sociale (financement) : *Minetti (Louis)* (p. 1264) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1267).

Services hospitaliers : *Delaneau (Jean)* (p. 1256) ; *Descours (Charles)* (p. 1251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1270 ; 1271) ; *Huriet (Claude)* (p. 1240 ; 1241) ; *Penne (Guy)* (p. 1255) ; *Roujas (Gérard)* (p. 1261) ; *Teulade (René)* (p. 1238).

Tutelle budgétaire : *Descours (Charles)* (p. 1252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 1270) ; *Huriet (Claude)* (p. 1240 ; 1241) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1259) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1268) ; *Penne (Guy)* (p. 1254) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1244 ; 1245) ; voir aussi budget global.

Unités fonctionnelles : voir services hospitaliers.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1285, 1302 ; 1318, 1333 ; 1343, 1358 ; 1360, 1425 ; 1439, 1463 ; 1475, 1482) : MM. Paul Souffrin, Claude Huriet, rapporteur ; Bruno Durieux, ministre ; Guy Penne, Charles Descours, André Bohl, Jean Delaneau, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Missoffe, M. Aubert Garcia – MM. Jean Madelain, Henri Belcour, Jean Chérioux, Daniel Millaud – M. Jacques Habert.

Avant l'art. 1^{er} (p. 1285).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 225 : suppression du forfait journalier – Et n° 226 : augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les cliniques privées à but lucratif (p. 1286).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS MODIFIANT LE LIVRE VII DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Art. 1^{er} A (Principes fondamentaux : droits du malade, évaluation et analyse de l'activité hospitalière) (p. 1286).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : introduction de dispositions relatives au droit du malade et à l'évaluation hospitalière (p. 1293) ; sous-amendements du Gouvernement, n° 278 : prise en compte des critères de l'autorisation à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux (p. 1290) et n° 280 : précisions relatives à l'information des personnes soignées (p. 1291).

Rejetés : sur l'amendement n° 1 de la commission ; sous-amendements du Gouvernement n° 279 : accord du malade pour la communication d'informations au médecin ayant prescrit l'hospitalisation, n° 281 : évaluation des soins, n° 282 : législation de la mise en place de systèmes d'informations médicalisées (p. 1291) et n° 308 : rôle de l'agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale dans le domaine hospitalier (p. 1292).

– L'article 1^{er} A, dans la rédaction de l'amendement n° 1, ainsi modifié, est adopté (p. 1293).

Art. 1^{er} (*Missions et obligations des établissements de santé*) – *Paragraphe I* (*Intitulé du titre premier du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : suppression du paragraphe I par coordination avec l'amendement n° 1 (p. 1293).

Devenu sans objet : amendement n° 227 de M. Paul Souffrin : primauté du service public de santé (p. 1293).

– Le paragraphe I de l'article 1^{er} est supprimé (p. 1293).

Paragraphe II de l'article 1^{er} (*Intitulé du chapitre premier du titre premier du livre VII du code de la santé publique*) (p. 1293).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de la commission (p. 1293).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1293).

Paragraphe III de l'article 1^{er} (*Sections 1 et 2 du chapitre premier*) (p. 1293).

Rejeté : amendement n° 229 de M. Paul Souffrin : suppression de la division en deux sections du chapitre premier (p. 1294).

– Le texte proposé est adopté (p. 1294).

Section 1 : dispositions générales.

ART. L. 711-1 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (*Missions des établissements de santé*) (p. 1294).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 de coordination (p. 1294) – N° 5 : suppression de précisions inutiles (p. 1296) – N° 6 : suppression du caractère « hospitalo-centriste » du texte – Et n° 7 de coordination (p. 1297).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 230 : reconnaissance du rôle des établissements de soins participant aux missions de service public (p. 1294) – Et n° 231 : établissements de soins à l'échelon communal, départemental et régional (p. 1297).

Retiré : amendement n° 283 du Gouvernement, identique à l'amendement de coordination n° 7 de la commission (p. 1297).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1297).

ART. L. 711-2 (*Définition des fonctions des établissements de santé*) (p. 1297).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de la commission (p. 1298).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 232 : soins à domicile – Et n° 233 : notion de raison médico-sociale (p. 1299).

Retiré : sur l'amendement de coordination n° 8 de la commission, sous-amendement n° 161 de M. Charles Descours (p. 1298).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1299).

ART. L. 711-3 (*Communication du dossier médical et information des personnes soignées*) (p. 1299).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de la commission (p. 1300).

Retiré : amendement n° 164 de M. Jean Delaneau : place des psychologues (p. 1300).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1300).

Section 2 : dispositions propres au service public hospitalier.

ART. L. 711-4 (*Missions du service public hospitalier*) (p. 1300).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : missions spécifiques du service hospitalier (p. 1301) – N° 11 : suppression de la référence à la recherche (p. 1319) – N° 12 : définition du cadre de développement de la formation continue et de la recherche médicale (p. 1320) – N° 13 : clarification de la définition du service public hospitalier – Et rédactionnel n° 14 (p. 1322).

Devenus sans objet : amendement n° 234 de M. Paul Souffrin : création d'une obligation de moyens pour permettre aux établissements publics d'assumer leurs missions (p. 1301) – Amendement n° 284 du Gouvernement : normalisation de dénomination (p. 1301) – Amendement rédactionnel n° 180 de M. Guy Penne (p. 1319) – Amendement n° 285 du Gouvernement : rôle du service public hospitalier dans la coordination des actions de prévention et d'éducation (p. 1322).

Retiré : sur l'amendement n° 13 de la commission, sous-amendement n° 337 du Gouvernement (p. 1322).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1322).

ART. L. 711-5 (*Coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé*) (p. 1322).

Adopté : amendement de suppression n° 15 de la commission (p. 1323).

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Souffrin, n° 235 : suppression pour le service public hospitalier de l'obligation de coopération avec les établissements privés à but lucratif – Et n° 237 : suppression du recours à l'aide technique pour les établissements assurant le service public hospitalier (p. 1323).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1323).

ART. L. 711-6 (*Obligations du service public hospitalier et définition des établissements qui y sont soumis*) (p. 1323).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 et n° 18 de coordination – Et n° 17 : dissociation entre les soins et l'hébergement (p. 1323).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1323).

APRES L'ART. L. 711-6 (p. 1323).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : coopération des établissements assurant le service public hospitalier avec les autres acteurs du système de santé (p. 1324).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1324).

ART. L. 711-7 (*Catégories d'établissements publics de santé*) (p. 1324).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 rédactionnel (p. 1325) – N° 21 rédactionnel – N° 22 : rôle dominant des centres hospitaliers et universitaires en matière d'enseignement et de recherche (p. 1326) – N° 23 : centres hospitaliers à vocation nationale ou internationale (p. 1327) – Et n° 24 : classification des établissements publics de santé (p. 1330).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 238 : complémentarité et spécificité des différents types d'établissements publics de santé – N° 239 : rôle des centres hospitaliers régionaux en matière de formation et de recherche (p. 1325) – Et n° 241 : extension du rôle des hôpitaux locaux (p. 1330).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1331).

ART. L. 711-8 (*Participation au service d'aide médicale urgente*) (p. 1330).

Adoptés : amendements de la commission, n° 25 : définition des établissements pouvant être tenus de dispenser des soins d'urgence (p. 1330) – N° 26 : réception et régulation des appels destinés aux services d'urgence – Et n° 27 : réintroduction du principe selon lequel les médecins libéraux sont associés au service d'aide médicale urgente à leur demande (p. 1332).

Retiré : amendement n° 242 de M. Paul Souffrin : accueil des urgences (p. 1330).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1332).

ART. L. 711-8-1 (*Gestion, par les établissements publics de santé, de structures de lutte contre la toxicomanie*) (p. 1332).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 29 et n° 30 de la commission (p. 1333).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1333).

APRES L'ART. L. 711-8-1 (p. 1333).

Adopté : amendement n° 182 de M. Guy Penne : existence juridique des centres anti-poison (p. 1333).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1333).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1333).

Art. 2 (*Codification et création d'un haut comité hospitalo-universitaire*) (p. 1333).

Adopté : amendement n° 31 de la commission : institution d'un pouvoir d'auto-saisine au haut comité (p. 1333).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1333).

Art. 3 (*Organisation et équipement sanitaires*) (p. 1343).

Rejeté : amendement de suppression n° 244 de M. Paul Souffrin (p. 1344).

Chapitre II : l'organisation et l'équipement sanitaires.

Section I : carte sanitaire et schéma d'organisation sanitaire.

ART. L. 712-1 (*Objet et révision de la carte sanitaire et des schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1344).

Adoptés : amendement n° 32 de la commission : réintégration de la prise en compte des données démographiques de la loi de 1970 (p. 1346) ; sous-amendement n° 286 du Gouvernement (p. 1346) – Amendements du Gouvernement, n° 287 : rapport d'information au Parlement – Et n° 339 rédactionnel (p. 1346).

Rejeté : amendement de suppression n° 245 de M. Paul Souffrin (p. 1345).

Retiré : amendement n° 33 de la commission : élaboration par l'IGAS d'un rapport sur l'état de l'organisation et de l'équipement sanitaires (p. 1346).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1346).

ART. L. 712-2 (*Contenu de la carte sanitaire*) (p. 1347).

Adoptés : amendements de la commission, n° 34 : suppression d'une référence à la chirurgie ambulatoire – Et n° 35 : limitation des activités de soins entrant dans le champ de la planification (p. 1351).

Rejeté : amendement de suppression n° 246 de M. Paul Souffrin (p. 1249).

Retiré : amendement n° 183 de M. Guy Penne : notification de la compétence de la carte sanitaire dans le domaine des procréations médicalement assistées (p. 1348).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1351).

ART. L. 712-3 (*Contenu du schéma d'organisation sanitaire*) (p. 1351).

Rejeté : amendement de suppression n° 247 de M. Paul Souffrin (p. 1351).

– Le texte proposé, est adopté (p. 1351).

ART. L. 712-3-1 (*Contenu de l'annexe au schéma d'organisation sanitaire*) (p. 1351).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : suppression de toute référence à la notion de secteur public ou privé (p. 1351).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1352).

ART. L. 712-4 (*Contrats pluriannuels pour la réalisation des objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire*) (p. 1352).

Adoptés : amendement n° 341 du Gouvernement : maintien d'une cohérence entre le contrat et le schéma d'organisation sanitaire (p. 1353) – Amendement n° 39 de la commission : possibilité de

soustraire du régime d'autorisation les installations et activités ayant fait l'objet d'un contrat (p. 1354).

Rejeté : amendement de suppression n° 249 de M. Paul Souffrin (p. 1353).

Retirés : amendements de la commission, n° 37 : caractère facultatif des contrats – Et n° 38 de coordination (p. 1353).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1354).

ART. L. 712-5 (*Organes compétents pour arrêter la carte sanitaire et les schémas d'organisation sanitaire*) (p. 1354).

Adoptés : amendements de la commission, n° 40 : modalités d'arrêt de la carte sanitaire par le représentant de l'Etat – Et n° 41 : retrait de la référence au comité d'experts (p. 1355).

Rejeté : amendement de suppression n° 250 de M. Paul Souffrin (p. 1355).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 185 de M. Guy Penne (p. 1355).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1355).

APRES L'ART. L. 712-5 (p. 1355).

Retiré : amendement n° 42 de la commission : création d'une mission régionale de l'organisation sanitaire et sociale (p. 1356).

ART. L. 712-6 (*Composition et organisation du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 1356).

Adoptés : amendements de la commission, n° 43 rédactionnel – Et n° 45 : reprise d'une ancienne disposition (p. 1358) – Amendement rédactionnel n° 288 du Gouvernement (p. 1358).

Rejeté : amendement de suppression n° 251 de M. Paul Souffrin (p. 1358).

Retirés : amendement rédactionnel n° 44 de la commission (p. 1357) – Amendement n° 208 de M. Guy Penne, au profit de l'amendement n° 288 du Gouvernement : présidence des comités régionaux confiée à un magistrat en exercice (p. 1357).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1358).

ART. L. 712-6-1 (*Commissions régionales d'évaluation*) (p. 1358).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° 46 de la commission et n° 252 de M. Paul Souffrin (p. 1358).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 187 de M. Guy Penne (p. 1358).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1358).

ART. L. 712-7 (*Mise en place d'un système d'informations*) (p. 1360).

Adoptés : amendements de la commission, n° 47 de coordination (p. 1360) – N° 48 : garanties en matière de transparence, de respect du secret médical et de droit d'accès des tiers ; sous-amendement n° 289 du Gouvernement (p. 1361).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1361).

Section II : autorisations.

ART. L. 712-8 (*Projets soumis à autorisation*) (p. 1361).

Adoptés : amendement de précision n° 188 de M. Guy Penne (p. 1361) – Amendements de la commission, n° 49 de coordination (p. 1361) – Et n° 50 : motivation de la décision (p. 1362).

Rejeté : amendement de suppression n° 253 de M. Paul Souffrin (p. 1361).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1362).

ART. L. 712-9 (*Conditions d'autorisation*) (p. 1362).

Rejeté : amendement de suppression n° 254 de M. Paul Souffrin (p. 1362).

– Le texte proposé est adopté (p. 1362).

ART. L. 712-10 (*Régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation*) (p. 1362).

Adopté : amendement n° 51 de la commission : décision du représentant de l'Etat (p. 1363).

Rejeté : amendement de suppression n° 255 de M. Paul Souffrin (p. 1363).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1363).

ART. L. 712-11 (*Régime d'autorisation dérogatoire, applicable aux regroupements d'établissements*) (p. 1363).

Adoptés : amendements de la commission, n° 310 de coordination – Et n° 52 : rétablissement de l'automatisme de l'autorisation (p. 1364).

Rejeté : amendement de suppression n° 256 de M. Paul Souffrin (p. 1364).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1364).

ART. L. 712-12 (*Dispositions générales applicables à l'autorisation*) – Adopté (p. 1364).

ART. L. 712-12-1 (*Conditions d'évaluation et de maîtrise des coûts*) (p. 1364).

Adopté : amendement de suppression n° 53 de la commission (p. 1365).

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 189 de M. Guy Penne (p. 1365).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1365).

ART. L. 712-13 (*Conditions particulières d'autorisation*) (p. 1365).

Adoptés : amendements de la commission, n° 54 de coordination – Et n° 55 : suppression de l'alinéa relatif au refus de l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux (p. 1366).

Rejeté : amendement de suppression n° 257 de M. Paul Souffrin (p. 1366).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1366).

ART. L. 712-14 (*Durée de l'autorisation et conditions de renouvellement*) (p. 1366).

Adopté : amendement n° 56 de la commission : régime des autorisations (p. 1370).

Rejeté : amendement de suppression n° 258 de M. Paul Souffrin (p. 1370).

Retirés : amendement n° 190 de M. Guy Penne : précision relative aux amortissements (p. 1367) – Amendement n° 162 de M. Charles Descours : précision relative aux activités soumises à autorisation (p. 1368).

Devenu sans objet : amendement n° 191 de M. Guy Penne : critères de renouvellement de l'autorisation (p. 1370).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 56, est adopté (p. 1370).

ART. L. 712-15 (*Périodicité de l'examen des demandes*) (p. 1370).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° 57 de la commission et n° 259 de M. Paul Souffrin (p. 1371).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1371).

ART. L. 712-16 (*Procédure d'attribution ou de renouvellement des autorisations*) (p. 1371).

Adoptés : amendements de la commission, n° 58 : possibilité pour l'auteur du projet soumis à autorisation d'être entendu par le comité régional de l'organisation sanitaire et sociale – N° 59 : recours hiérarchique contre la décision du préfet (p. 1372) – N° 61 : dispositions relatives aux procédures d'autorisation – N° 62 : délai de dépôt de la demande de renouvellement de l'autorisation – Et n° 63 : modalités de renouvellement de la décision d'autorisation (p. 1373).

Retiré : amendement n° 60 de la commission : intervention du ministre (p. 1373).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1373).

ART. L. 712-17 (*Caducité des autorisations*) (p. 1373).

Adopté : amendement n° 64 de la commission : uniformisation des procédures applicables aux établissements de santé, publics ou privés (p. 1374).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1374).

ART. L. 712-18 (*Suspension de l'autorisation en raison de l'urgence*) (p. 1374).

Adopté : amendement n° 65 de la commission : raccourcissement des délais d'intervention en cas d'urgence (p. 1374).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1374).

APRES L'ART. L. 712-18 (p. 1374).

Adoptés : amendement n° 66 de la commission : structures alternatives à l'hospitalisation et champ d'application ; sous-amendement n° 220 de M. Jean Madelain (p. 1375).

– Un article additionnel est inséré dans la projet de loi (p. 1375).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1375).

Art. 4 (*Codification*) – Adopté (p. 1375).

Art. 5 (*Actions de coopération*) (p. 1375).

Chapitre III : les actions de coopération.

Section I : les conférences interhospitalières de secteur.

Adoptés : amendements de la commission, n° 67 : modification de l'intitulé de la section I, du chapitre III, du livre VII du code de la santé publique – De coordination : n°s 68, 69, 70, 71, 72, 74 – Et n° 73 : représentants des établissements de santé privés (p. 1376).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1377).

Art. 6 (*Codification et conventions de coopération*) (p. 1377).

Rejeté : amendement n° 260 de M. Paul Souffrin : suppression du texte relatif à la participation des établissements publics de santé à des actions de coopération avec des personnes morales de droit public ou privé (p. 1377).

– L'article 6 est adopté (p. 1377).

Art. 7 (*Dispositions applicables aux établissements publics de santé*) (p. 1377).

Rejeté : amendement de suppression n° 61 de M. Paul Souffrin (p. 1377).

Chapitre IV : les établissements publics de santé.

Section I : organisation administrative et financière.

ART. L. 714-1 (*Statut des établissements publics de santé*) (p. 1378).

Adoptés : amendements de la commission, n° 75 : définition des établissements publics de santé – N° 76 : modalités de création des établissements publics de santé – Et n° 77 : tutelle de l'Etat (p. 1379).

Rejetés : sur l'amendement n° 75 de la commission, sous-amendement n° 262 de M. Paul Souffrin – Sur l'amendement n° 77 de la commission, sous-amendement n° 290 du Gouvernement (p. 1379).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1380).

APRES L'ART. L. 714-1 (p. 1380).

Adoptés : amendement n° 78 de la commission : régime juridique particulier des établissements publics de santé ; sous-amendement n° 291 du Gouvernement (p. 1380).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1380).

ART. L. 714-2 (*Composition du conseil d'administration des établissements publics de santé*) (p. 1380).

Adoptés : amendement n° 205 de M. Henri Belcour : représentation des conseils régionaux au sein des conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux (p. 1381) – Amendements de la

commission, n° 79 : rôle et place du personnel infirmier dans les hôpitaux (p. 1387 ; précédemment réservé p. 1381) – N° 80 : possibilité de représentation des membres de la commission médicale consultative (p. 1387 ; précédemment réservé p. 1382).

Retjeté : amendement n° 263 de M. Paul Souffrin : suppression de l'alinéa prévoyant un décret pour la désignation des membres du conseil d'administration (p. 1383).

Retiré : amendement n° 206 de M. Henri Belcour : élection du président du conseil d'administration (p. 1383).

Devenu sans objet : amendement n° 343 du Gouvernement : désignation au sein du conseil d'administration de l'hôpital d'un représentant de la commission du service de soins infirmiers (p. 1387).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1387).

ART. L. 714-3 (*Incompatibilités encourues par les membres du conseil d'administration*) (p. 1383).

Adoptés : amendements de la commission n° 81 de coordination (p. 1383) – N° 82 : suppression des limitations à la participation des représentants du personnel au conseil d'administration – Et n° 83 rédactionnel (p. 1384).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1384).

ART. L. 714-4 (*Attributions du conseil d'administration*) (p. 1384).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 292 et n° 293 du Gouvernement (p. 1385) – Amendements de la commission, n° 85 rédactionnel (p. 1387) – N° 86 de coordination, identique à l'amendement n° 294 du Gouvernement – Et rédactionnel n° 87 (p. 1388) – Amendement de coordination n° 294 du Gouvernement, identique à l'amendement n° 86 de la commission (p. 1388).

Retirés : amendement n° 209 de M. Guy Penne : reconnaissance des personnels infirmiers (p. 1387 ; précédemment réservé p. 1385) – Amendement rédactionnel n° 84 de la commission, identique à l'amendement n° 293 du Gouvernement (p. 1385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1388).

ART. L. 714-5 (*Modalités d'exécution de délibérations du conseil d'administration – Instauration du principe du contrôle a posteriori*) (p. 1388).

Adopté : amendement n° 88 de la commission : principe du contrôle a posteriori sur les établissements publics de santé (p. 1390).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 88, est adopté (p. 1390).

APRES L'ART. L. 714-5 (p. 1390).

Adopté : amendement n° 89 de la commission : contrôle a priori de certaines délibérations – Champ d'application (p. 1391).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1391).

ART. L. 714-6 (*Rapport prévisionnel d'activité*) (p. 1391).

Adopté : amendement n° 90 de la commission : date limite de l'adoption du rapport (p. 1391).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1391).

ART. L. 714-7 (*Procédure d'élaboration et d'approbation du budget*) (p. 1391).

Adoptés : amendements de la commission, n° 91 : réduction du nombre de groupes fonctionnels – N° 92 : réduction du délai d'approbation offert au représentant de l'Etat (p. 1392) – N° 93 : réintroduction de la référence aux besoins de la population – N° 94 : limitation du pouvoir de réformation du préfet (p. 1393) – Et n° 95 : simplification de la procédure de fixation de la dotation globale et du tarif des prestations (p. 1394) – Amendement rédactionnel n° 195 de M. Guy Penne (p. 1394).

Rejetés : amendement n° 264 de M. Paul Souffrin : suppression de l'alinéa prévoyant la possibilité pour le représentant de l'Etat de modifier le montant de la répartition des dépenses prévues par les conseils d'administration (p. 1393) – Amendement n° 332 du Gouvernement : nécessité de la motivation de la décision du représentant de l'Etat (p. 1394).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 194 de M. Guy Penne.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1394).

ART. L. 714-8 (*Pouvoir de substitution du représentant de l'Etat lorsque la délibération du conseil n'est pas conforme à sa décision*) (p. 1394).

Adopté : amendement de suppression n° 96 de la commission (p. 1395).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1395).

ART. L. 714-9 (*Procédure applicable au cas de refus du conseil d'administration de délibérer sur le budget*) (p. 1395).

Adopté : amendement n° 97 de la commission : suppression de l'alinéa relatif au rejet par le conseil d'administration des délibérations nécessaires à l'application des mesures législatives ou réglementaires (p. 1395).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1395).

ART. L. 714-10 (*Déséquilibre financier grave et durable*) (p. 1395).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 98 de la commission et n° 265 de M. Paul Souffrin (p. 1396).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1396).

ART. L. 714-11 (*Procédure d'approbation des marchés – Contrôle a posteriori*) (p. 1396).

Adoptés : amendements de la commission, n° 99 : information du président du conseil d'administration – Et n° 100 : information de la saisine du juge administratif par le représentant de l'Etat (p. 1396).

Rejeté : sur l'amendement n° 99 de la commission, sous-amendement n° 295 du Gouvernement (p. 1396).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1396).

ART. L. 714-12 (*Projet d'établissement*) (p. 1396).

Adopté : amendement de la commission, n° 101 : allègement du régime d'autorisation et de contrôle (p. 1397).

Rejeté : amendement n° 266 de M. Paul Souffrin : suppression des dispositions soumettant les objectifs du projet d'établissement au schéma d'organisation sanitaire (p. 1397).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1397).

ART. L. 714-13 (*Attributions du directeur*) (p. 1397).

Adopté : amendement n° 102 de la commission : possibilité pour le directeur de procéder à des virements de crédit (p. 1398).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1398).

APRES L'ART. L. 714-13 (p. 1398).

Adopté : amendement n° 297 du Gouvernement : dispositions générales pour l'ensemble des structures de l'établissement (p. 1400 ; précédemment réservé p. 1398).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1400).

ART. L. 714-14 (*Autorisation d'exploiter des brevets et d'assurer des prestations de service*) (p. 1398).

Adopté : amendement n° 103 de la commission : utilisation des recettes dégagées (p. 1399).

Rejeté : amendement de suppression n° 267 de M. Paul Souffrin (p. 1399).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1399).

ART. L. 714-15 (*Attributions de l'agent comptable et relations avec l'ordonnateur*) – Adopté (p. 1399).

Section II : organes représentatifs.

ART. L. 714-16 (*Constitution, composition et attributions de la commission médicale d'établissement*) (p. 1400).

Adoptés : amendements de la commission, n° 104 : inscription dans la loi des modalités d'élection du président (p. 1401) –

N° 106 : possibilité pour la commission médicale d'établissement de proposer un modèle alternatif d'organisation – N° 107 et n° 108, rédactionnels (p. 1402) – Première partie de l'amendement rédactionnel n° 110 – N° 111 (p. 1403) – Deuxième partie de l'amendement rédactionnel n° 110 (p. 1404) – Amendement n° 211 de M. Guy Penne : renforcement de la concertation entre les personnels médicaux et les personnels infirmiers (p. 1403) – Sur la deuxième partie de l'amendement rédactionnel n° 110 de la commission, sous-amendement n° 222 de M. Jean Madelain, soutenu par M. Daniel Millaud (p. 1404) – Sur l'amendement n° 111 de la commission, sous-amendement n° 298 du Gouvernement (p. 1403) – Amendement n° 299 du Gouvernement : possibilité pour le responsable d'une structure médicale de demander à la commission de délibérer (p. 1423 ; précédemment réservé p. 1404) ; sous-amendement n° 343 de la commission (p. 1423).

Retirés : amendements de la commission, n° 105 : avis de la commission sur le projet médical (p. 1401) – N° 109 : alignement des prérogatives de la commission médicale d'établissement sur celles du comité technique d'établissement (p. 1402) – Et de coordination n° 112 (p. 1423 ; précédemment réservé p. 1404) – Amendement n° 223 de M. Jean Madelain, soutenu par M. Daniel Millaud : avis de la commission médicale d'établissement sur les actions de coopération (p. 1404).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1423 ; précédemment réservé p. 1404).

ART. L. 714-17 (*Constitution et composition du comité technique d'établissement*) (p. 1404).

Adoptés : amendements de la commission, n° 113 : présidence du comité confiée au directeur (p. 1405) – Et n° 114 : suppression de la partie du texte relative au mode d'élection des délégués (p. 1407).

Rejeté : amendement n° 269 de M. Paul Souffrin : représentation des personnels dans les comités techniques d'établissement identique à celle du secteur privé (p. 1406).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1407).

ART. L. 714-18 (*Attributions du comité technique d'établissement*) (p. 1405).

Adoptés : amendements rédactionnels du Gouvernement, n° 340, n° 300 et n° 301 (p. 1407) – Amendement n° 116 de la commission : suppression du texte prévoyant la participation d'un représentant de l'une des instances aux réunions de l'autre (p. 1408).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1408).

ART. L. 714-19 (*Modalités d'application des articles L. 714-17 et L. 714-18*) (p. 1408).

Adoptés : amendements de la commission, n° 117 : insertion de l'alinéa supprimé à l'article L. 714-18 ; sous-amendement n° 327 du Gouvernement (p. 1408).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1408).

Section III : organisation des soins et fonctionnement médical.

ART. L. 714-20 (*Organisation médicale des établissements – Modèle normatif d'organisation*) (p. 1408).

Parole sur l'article (p. 1408, 1412) : MM. Claude Huriet, rapporteur ; Bruno Durieux, ministre ; Guy Penne, Charles Descours – organisation des établissements – autonomie de fonctionnement – services et départements – unités fonctionnelles – responsabilité des praticiens.

Adopté : amendement n° 118 de la commission : nouvelle rédaction de l'article : suppression de toute référence au département ; suppression des dispositions prévoyant que les services et les départements sont placés sous la responsabilité d'un médecin ; redéfinition des structures internes (p. 1412).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 118, est adopté (p. 1412).

ART. L. 714-21 (*Mode de nomination des chefs de service ou de département*) (p. 1412).

Adoptés : amendements de la commission, n° 119 : uniformisation du mode de nomination des chefs de service ou de département – N° 120 : conséquences de la disparition des particularités affectant

la psychiatrie (p. 1414) – Et n° 121 : rétablissement du régime du consultanat (p. 1416).

Retirés : amendement n° 163 de M. Charles Descours : nomination du chef de département parmi les chefs de service (p. 1413) – Amendement n° 207 de M. Jean Chérioux : rétablissement du régime du consultanat (p. 1415).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1416).

ART. L. 714-22 (*Institution, composition et attributions du conseil de service ou de département*) (p. 1416).

Adopté : amendement n° 122 de la commission : redéfinition des conseils de service (p. 1417).

Devenu sans objet : amendement n° 270 de M. Paul Souffrin : participation active des personnels (p. 1417).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 122, est adopté (p. 1417).

ART. L. 714-23 (*Attributions des chefs de service ou de département*) (p. 1417).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 334 : transmission du rapport au directeur et au président de la commission médicale d'établissement – Et n° 302 de coordination (p. 1418).

Rejeté : amendement n° 271 de M. Paul Souffrin : suppression de la référence à l'intéressement des personnels (p. 1418).

Retirés : amendement n° 123 de la commission : précision relative à l'élaboration du projet de service ou de département – Amendement n° 198 de M. Guy Penne : transmission du rapport à la commission médicale d'établissement, retiré au profit de l'amendement n° 334 du Gouvernement (p. 1418).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1418).

ART. L. 714-24 (*Modalités d'organisation des unités fonctionnelles*) (p. 1419).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 342 du Gouvernement (p. 1419) – Amendements de la commission, n° 124 : suppression de la responsabilité du chef de clinique envers l'unité fonctionnelle – N° 125 : suppression de la possibilité de confier à un seul praticien les unités fonctionnelles non pourvues d'un responsable – N° 126 : référence à la proposition du chef de service (p. 1420) – Et n° 127 : confirmation des chefs d'unités fonctionnelles à chaque changement de chef de service ou de département (p. 1421).

Devenu sans objet : amendement n° 214 de M. Guy Penne : titre exceptionnel de la charge de plusieurs unités fonctionnelles par un seul praticien (p. 1420).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1422).

ART. L. 714-25 (*Fédérations*) (p. 1422).

Adopté : amendement n° 128 de la commission : constitution des départements avec l'accord des chefs de service (p. 1422).

Rejeté : amendement de suppression n° 272 de M. Paul Souffrin (p. 1422).

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 303 du Gouvernement (p. 1422).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 128, est adopté (p. 1422).

ART. L. 714-25-1 (*Responsabilités particulières des sages-femmes*) – Adopté (p. 1423).

ART. L. 714-25-2 (*Application du principe de l'autonomie des établissements à la détermination de leur organisation interne*) – Adopté (p. 1423).

ART. L. 714-26 (*Institution et attributions du service des soins infirmiers*) (p. 1423).

Adoptés : amendements de la commission, n° 129 : clarification de la rédaction de l'article et reprise des idées contenues dans l'amendement n° 169 de M. Jean Delaneau – Et n° 130 de coordination (p. 1424) – Amendement n° 215 de M. Guy Penne : élargissement de la compétence de la commission instituée par l'article L. 714-26 (p. 1424).

Rejetés : sur l'amendement n° 129 de la commission, sous-amendements n° 328 et n° 338 du Gouvernement (p. 1424).

Retiré : amendement n° 169 de M. Jean Delaneau : organisation générale des soins infirmiers par la direction du service de soins infirmiers (p. 1424).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1424).

AVANT L'ART. L. 714-27 (p. 1424).

Adopté : amendement n° 171 de M. Jean Delaneau : garantie accordée aux praticiens venant des services des centres hospitaliers généraux supprimés (p. 1425).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1425).

Section IV : les personnels des établissements publics de santé.

ART. L. 714-27 (*Fonction publique hospitalière*) – Adopté (p. 1425).

ART. L. 714-28 (*Droit d'expression directe et collective*) – Adopté (p. 1425).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1425).

Art. 8 (*Codification*) – Adopté (p. 1439).

Art. 9 (*Codification et représentation des salariés dans les établissements de santé privés*) (p. 1439).

Section I : dispositions générales.

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 131 et n° 132 (p. 1439).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1439).

Art. 10 (*Codification et dispositions propres aux établissements de santé privés assurant l'exécution du service public hospitalier ou associés à son fonctionnement*) (p. 1439).

Section II : dispositions propres aux établissements de soins privés qui assurent l'exécution du service public hospitalier ou sont associés à son fonctionnement.

Intitulé.

Adopté : amendement de coordination n° 133 de la commission : remplacer les mots : « établissements de soins privés » par les mots : « établissements de santé privés » (p. 1440).

– L'intitulé de la section II, du chapitre V, du titre premier, du livre VII du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 1440).

ART. L. 715-5 (*Obligations des établissements de santé privés admis à assurer le service public hospitalier*) (p. 1440).

Adopté : amendement de coordination n° 134 de la commission (p. 1440).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1440).

ART. L. 715-6 (*Obligations des établissements de santé privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier*) (p. 1440).

Adopté : amendement n° 135 de la commission : renvoi au pouvoir réglementaire pour la détermination des obligations des établissements admis à participer au service public (p. 1440).

Retiré : amendement n° 172 de M. Jean Delaneau : objectif identique à celui de l'amendement n° 135 de la commission (p. 1440).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1441).

ART. L. 715-7 (*Règles budgétaires applicables aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier et recours à des praticiens hospitaliers*) (p. 1441).

Retirés : amendements de M. Jean Delaneau, n° 173 : situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier (p. 1442) – N° 174 : situation des praticiens hospitaliers mis à disposition ou détachés dans les établissements privés – Et n° 175 : situation des personnels enseignants et hospitaliers des CHU détachés dans les établissements privés (p. 1443).

– Le texte proposé est adopté (p. 1443).

ART. L. 715-8 (*Instances de représentation du personnel médical des établissements privés de santé participant au service public hospitalier*) (p. 1443).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 136 (p. 1443) – Et n° 137 (p. 1444) – Amendement n° 200 de M. Guy Penne : organisation de la concertation médicale dans les établissements privés de santé participant au service public hospitalier (p. 1444).

Retirés : amendements de M. Guy Penne, n° 199 : organisation des établissements privés participant au service public hospitalier dans des conditions identiques à celles du service public hospitalier (p. 1443) – Et n° 201 : création d'un service de soins infirmiers dans les établissements de santé privés participant au service public hospitalier (p. 1444).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1444).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1445).

Art. 11 (*Etablissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier*) (p. 1445).

Section III : dispositions relatives aux établissements de soins privés ne participant pas au service public hospitalier.

Adopté : amendement de coordination n° 138 de la commission.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1445).

Après l'art. 11 (p. 1445).

Retiré : amendement n° 176 de M. Jean Delaneau : conventionnement avec les organismes d'assurance maladie (p. 1445).

Art. 12 (*Expérimentations et dispositions diverses*) (p. 1445).

Rejeté : amendement de suppression n° 273 de M. Paul Souffrin (p. 1446).

Chapitre VI : expérimentations et dispositions diverses.

Section I : expérimentations.

ART. L. 716-1 (*Régime expérimental d'autorisation d'installation des équipements lourds*) (p. 1446).

Adopté : amendement rédactionnel n° 139 de la commission (p. 1446).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1446).

ART. L. 716-2 (*Expériences relatives au budget et à la tarification*) (p. 1446).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 140 (p. 1446) – Et n° 311 (p. 1447) ; sous-amendement n° 335 du Gouvernement (p. 1447).

Retiré : amendement n° 141 de la commission : extension du champ des expérimentations (p. 1447).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1448).

Section II : dispositions diverses.

ART. L. 716-3 (*Régime applicable aux grands groupements hospitaliers – Régime des marchés*) (p. 1448).

Adopté : amendement de coordination n° 142 de la commission (p. 1448).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1448).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1448).

Art. 13 (*Codification et mesures réglementaires applicables*) – Adopté (p. 1448).

Art. 14 (*Codification et modifications des articles maintenus de la loi du 31 décembre 1970*) (p. 1448).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 143, n° 312, n° 144, n° 313, n° 314 (p. 1449) – N° 315, n° 316, n° 317, n° 318, n° 319 (p. 1450) – N° 320, n° 321, n° 322 et n° 323 (p. 1451) – Amendement n° 336 du Gouvernement : dispositions particulières relatives aux greffes d'organes (p. 1450).

Retirés : amendements identiques n° 145 de la commission et n° 274 de M. Paul Souffrin : dispositions particulières concernant

les greffes (p. 1450) – Amendement n° 204 de M. Jean Delaneau : caractère provisoire des modalités de prise en charge des personnes âgées (p. 1452).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1452).

Art. 15 (*Modifications diverses du code de la santé*) (p. 1452).

Adopté : amendement de coordination n° 146 de la commission (p. 1452).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1452).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 16 (*Echange d'informations entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale*) – Adopté (p. 1453).

Art. 17 (*Obligations faites aux établissements de santé privés ne participant pas au service public hospitalier de fournir des informations aux organismes d'assurance maladie*) (p. 1453).

Adopté : amendement de coordination n° 147 de la commission (p. 1453).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1453).

Art. 18 (*Dotation globale des établissements publics de santé et des établissements privés à but non lucratif participant au service public hospitalier*) (p. 1453).

Parole sur l'article (p. 1454, 1456) : *MM. Bruno Durieux, ministre ; Claude Huriot, rapporteur ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Guy Penne, Jean Chérioux* – budget global – taux directeur – maîtrise des dépenses hospitalières – gestion des hôpitaux.

Adopté : amendement n° 148 de la commission : fixation de la dotation globale (p. 1457).

Devenu sans objet : amendement n° 305 du Gouvernement : modalités d'approbation du budget (p. 1457).

– L'article 18, dans la rédaction de l'amendement n° 148, est adopté (p. 1457).

Art. 19 (*Modalités de versement de la dotation globale*) – Adopté (p. 1457).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 20 (*Régime d'incompatibilité électorale*) (p. 1457).

Adopté : amendement rédactionnel n° 329 du Gouvernement (p. 1457).

Retirés : amendement de suppression n° 149 de la commission – Amendement rédactionnel n° 216 de M. Guy Penne (p. 1457).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1457).

Art. 21 (*Coordination avec des dispositions de la loi relative à la fonction publique hospitalière*) (p. 1458).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 324 de la commission – Amendements du Gouvernement, n° 330 : harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec celles de la fonction publique de l'Etat (p. 1458) – Et n° 306 : aménagement des conditions de travail (p. 1459).

Retiré : amendement n° 159 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, repris et soutenu par M. Guy Penne : harmonisation de dispositions de la fonction publique hospitalière avec les dispositions de la fonction publique de l'Etat (p. 1458).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1459).

Avant l'art. 22 (p. 1459).

Adopté : amendement n° 150 de la commission : calendrier de la planification sanitaire (p. 1460).

Devenu sans objet : amendement n° 309 du Gouvernement : élaboration des schémas d'organisation sanitaire (p. 1460).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1460).

Art. 22 (*Régime applicable aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation déjà installées*) (p. 1460).

Adopté : amendement n° 151 de la commission : limitation du caractère rétroactif du régime d'autorisation (p. 1460).

– L'article 22, dans la rédaction de l'amendement n° 151, est adopté (p. 1460).

Art. 23 (*Régime applicable aux activités de soins exercées avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1460).

Adoptés : amendement de la commission, n° 325 rédactionnel (p. 1460) – Et n° 152 : protection contre toute disposition abusive (p. 1461).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 307 du Gouvernement (p. 1461).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Art. 23 bis (*Autorisations accordées avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1461).

Adopté : amendement n° 153 de la commission : délai d'application de la procédure de renouvellement (p. 1461).

– L'article 23 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Art. 23 ter (*Délai d'application de la procédure de renouvellement des autorisations*) (p. 1461).

Adopté : amendement de suppression n° 154 de la commission (p. 1461).

Devenu sans objet : amendement rédactionnel n° 218 de M. Guy Penne (p. 1461).

– L'article 23 ter est supprimé (p. 1461).

Art. 24 (*Maintien d'unités d'obstétrique dans les hôpitaux locaux*) (p. 1461).

Adopté : amendement rédactionnel n° 155 de la commission (p. 1463).

Rejeté : amendement de suppression n° 275 de M. Paul Souffrin (p. 1463).

Retiré : amendement n° 177 de M. Jean Delaneau : maintien des unités d'obstétrique fonctionnant dans les hôpitaux locaux (p. 1463).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1463).

Art. 25 (*Dispositions transitoires applicables aux services gérés par des établissements publics de santé et ne répondant pas à la mission du service public hospitalier*) (p. 1475).

Adopté : amendement n° 203 de M. Guy Penne : diminution de la période transitoire (p. 1475).

Rejeté : amendement de suppression n° 276 de M. Paul Souffrin (p. 1475).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1475).

Après l'art. 25 (p. 1475).

Adopté : amendement n° 178 de M. Jean Delaneau : dispositifs visant à faciliter les opérations de conversion ou de regroupement des hôpitaux généraux (p. 1476).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1476).

Art. 25 bis (*Evaluation des évolutions de l'organisation des soins et du fonctionnement médical des établissements*) (p. 1476).

Adopté : amendement rédactionnel n° 156 de la commission (p. 1476).

– L'article 25 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1476).

Art. 25 ter (*Délibération obligatoire des conseils d'administration sur la création des unités fonctionnelles*) (p. 1476).

Adopté : amendement de suppression n° 157 de la commission (p. 1477).

– L'article 25 ter est supprimé (p. 1477).

Art. 26 (*Dispositions applicables aux praticiens hospitaliers à temps partiel*) – Adopté (p. 1477).

Art. 26 bis (*Report de la suppression du consultanat au 30 septembre 1993*) (p. 1477).

Adopté : amendement de suppression n° 158 de la commission (p. 1477).

– L'article 26 bis est supprimé (p. 1477).

Art. 27 (*Coordination des dispositifs législatifs en vigueur*) – *Adopté* (p. 1477).

Art. 28 (*Coordination avec la loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sanitaires et sociales*) (p. 1477).

Adopté : amendement de coordination n° 326 de la commission (p. 1478).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1478).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1478, 1482) : *MM. Jean Chérioux, Daniel Millaud, Guy Penne, Paul Souffrin, Jacques Habert* ; intervention de *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* ; *Bruno Durieux, ministre* – remerciements – points d'accord – points de désaccord – commission mixte paritaire – amendements – article 49, alinéa 3 de la constitution.

Discussion (nouvelle lecture)

(28 juin 1991) (p. 2266, 2273).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2266, 2273) : *MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales* ; *Louis Boyer, Louis Minetti, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales* ; *Bruno Durieux, ministre chargé de la santé* ; et les orateurs sur la motion.

Amendements : *Durieux (Bruno)* (p. 2269 ; 2270).

Assemblée nationale : *Huriet (Claude)* (p. 2266).

Comité technique d'établissement : *Huriet (Claude)* (p. 2271).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Durieux (Bruno)* (p. 2270 ; 2272) ; *Estier (Claude)* (p. 2271) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2272) ; *Huriet (Claude)* (p. 2266 ; 2271).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Durieux (Bruno)* (p. 2270) ; *Huriet (Claude)* (p. 2267).

Décentralisation : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268).

Grand marché intérieur (CEE) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268).

Hôpitaux privés et cliniques : *Boyer (Louis)* (p. 2268) ; *Durieux (Bruno)* (p. 2272) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268 ; 2272) ; *Huriet (Claude)* (p. 2271).

Hôpitaux publics : *Boyer (Louis)* (p. 2267) ; *Durieux (Bruno)* (p. 2272) ; *Estier (Claude)* (p. 2271) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268) ; *Huriet (Claude)* (p. 2271) ; *Minetti (Louis)* (p. 2268).

Lois (application) : *Boyer (Louis)* (p. 2267) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268).

Mandats parlementaires : *Durieux (Bruno)* (p. 2270).

Professions médicales et paramédicales : *Boyer (Louis)* (p. 2267) ; *Huriet (Claude)* (p. 2266).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Boyer (Louis)* (p. 2268) ; *Durieux (Bruno)* (p. 2269) ; *Estier (Claude)* (p. 2271) ; *Huriet (Claude)* (p. 2267).

Urgence (procédure parlementaire) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2268 ; 2272).

Motion n° 1 de la commission, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2270) – *MM. Claude Huriet, rapporteur, Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* ; *Bruno Durieux, ministre*.

Adoption (p. 2273 ; scrutin public n° 135).

Rejet du projet de loi (28 juin 1991) (p. 2273).

2. – **Projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établissements sociaux ou médico-sociaux et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 28 août 1991) [n° 475 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Hôpitaux publics (personnels)

Voir *Questions orales sans débat* n° 362
Rappels au règlement, 47

Hôtellerie et restauration

Voir *Questions orales sans débat* n° 348

Houillères

Voir *Questions au Gouvernement* n° 320

Ile-de-France (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° 370
Rapports du Gouvernement, 9

Immigration

Voir *Etrangers*, 1 ; 2 ; 3 ; 4
Questions au Gouvernement n° 328
Rappels au règlement, 50

Immigration clandestine

Voir *Etrangers*, 5

Impôt sur le revenu

1. – Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Valon, sénateur (10 octobre 1991) [n° 29 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôts et taxes

Voir *Questions orales sans débat* n° 327

1. – Proposition de loi visant à alléger le poids de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur l'agriculture française, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Machet, sénateur (2 avril 1991) [n° 255 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – Proposition de loi tendant à l'assouplissement du lien qui unit le taux des impôts directs locaux, PRESENTÉE AU SENAT par M. Robert Calmejane, sénateur (4 avril 1991) [n° 262 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

Incendies

Voir *Questions orales sans débat* n° 289 ; n° 315

Indochine

Voir *Rappels au règlement*, 3

Industrie

Voir *Questions au Gouvernement* n° 316
Questions orales avec débat n° 16
Questions orales sans débat n° 285 ; n° 345 ; n° 354

Infirmiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 348 ; n° 355 ; n° 370
Questions orales sans débat n° 352
Rappels au règlement, 30 ; 34

Invalidité

Voir *Pensions civiles et militaires de retraite*, 1

Investissements

Voir *Questions orales sans débat* n° 309
Traités et conventions, 8 ; 10

Irrecevabilité (Article 40 de la Constitution)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 9
Collectivités territoriales, 1 ; 3
Environnement, 3
Famille, 1
Forêts, 2
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - I – Charges communes et rapatriés ; Deuxième partie ; Moyens des services et dispositions spéciales (Articles de totalisation, articles non rattachés à l'examen des crédits, articles additionnels)
Mutualité sociale agricole (MSA), 1
Sécurité sociale, 2
Service national, 3

Irrecevabilité (Article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959)

Voir *Lois de finances*, 1, Deuxième partie ; Moyens des services et dispositions spéciales (Articles de totalisation, articles non rattachés à l'examen des crédits, articles additionnels)

Islam

Voir *Rappels au règlement*, 50

Islande

Voir *Traités et conventions*, 13

Italie

Voir *Allocutions et communications*, 9 ; 10
Traités et conventions, 12 ; 21

J

Jeunesse

Voir *Questions au Gouvernement* n° 337 ; n° 357

Juridictions administratives

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 5

1. – **Proposition de loi relative au recours en révision devant le Conseil d'Etat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 27 juillet 1991) [n° 468 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Justice

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 6
Lois de finances, 1, Justice
Questions orales avec débat n° 16
Questions orales sans débat n° 247 ; n° 249
Rappels au règlement, 9 ; 10
Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle, 2

1. – **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 80-844 du 29 octobre 1980 relative au statut de la magistrature**, PRESENTÉ AU SENAT au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (16 janvier 1991) [n° 212 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (20 mars 1991) [n° 237 (90-91)] – Urgence – Discussion (20 mars 1991) – Adoption (20 mars 1991) [n° 89].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 mars 1991) [n° 1913 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (27 mars 1991) [n° 1918 (9^e lég.)] – Discussion (28 mars 1991) – Adoption (28 mars 1991) [n° 455].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-289 DC du 11 avril 1991 (J.O. Lois et décrets du 14 avril 1991) qui déclare le projet de loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-358 du 15 avril 1991 (J.O. Loi et décrets du 16 avril 1991).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1991) (p. 57, 60).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 57, 59) : MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman.

Aide judiciaire : Lederman (Charles) (p. 59).

Concours administratifs : Nallet (Henri) (p. 58) ; Rudloff (Marcel) (p. 58 ; 59).

Emplois publics (créations et suppressions) : Nallet (Henri) (p. 58) ; Rudloff (Marcel) (p. 58).

Justice (budget) : Lederman (Charles) (p. 59).

Justice (délais) : Lederman (Charles) (p. 59).

Magistrature : Nallet (Henri) (p. 58) ; Rudloff (Marcel) (p. 58 ; 59).

Magistrature (effectifs) : Lederman (Charles) (p. 59) ; Rudloff (Marcel) (p. 58).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 59, 60) : MM. Henri Nallet, ministre ; Marcel Rudloff, rapporteur.

Art. 1^{er} (Mise en place de deux concours exceptionnels en 1991) (p. 59).

Adoptés : amendements du Gouvernement n° 1 : réduction des durées d'activité professionnelle exigées des candidats aux concours – Et n° 2 : modification de la limite d'âge inférieure.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 60).

Art. 2 (Nombre de places offertes aux deux concours exceptionnels) – Adopté (p. 60).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 60) : M. Guy Allouche ; intervention de M. Jacques Larché, président de la commission des lois.

Scrutin public de droit n° 79 (p. 60).

Adoption (20 mars 1991) (p. 60).

2. – **Projet de loi modifiant le code de l'organisation judiciaire et instituant la saisine pour avis de la Cour de cassation**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice (19 mars 1991) [n° 1906 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (11 avril 1991) [n° 1963 (9^e lég.)] – Discussion (17 avril 1991) – Adoption (17 avril 1991) [n° 463].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1991) [n° 292 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (24 avril 1991) [n° 297 (90-91)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 110].

PROMULGATION : Loi n° 91-491 du 15 mai 1991 (J.O. Lois et décrets du 18 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1991) (p. 875, 886).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 875, 882) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois et les orateurs sur la motion.

Avocats : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 880).

Conseil d'Etat : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 880 ; 881) ; Kiejman (Georges) (p. 881).

Cour de cassation (formation) : Kiejman (Georges) (p. 875) ; Rudloff (Marcel) (p. 877).

Cour de cassation (saisine pour avis) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 881) ; Kiejman (Georges) (p. 875 ; 876 ; 881 ; 882) ; Lederman (Charles) (p. 879) ; Rudloff (Marcel) (p. 876 ; 877).

Juridictions administratives : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 880).

Jurisprudence : Kiejman (Georges) (p. 875) ; Lederman (Charles) (p. 879).

Justice : Kiejman (Georges) (p. 876 ; 881) ; Lederman (Charles) (p. 877 ; 878).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Kiejman (Georges) (p. 881) ; Lederman (Charles) (p. 877 ; 878 ; 880).

Procédure pénale : Kiejman (Georges) (p. 875).

Motion n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 877) – MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre.

Rejet de la motion (p. 882 ; scrutin public n° 97).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 882, 886) : MM. Marc Lauriol, Georges Kiejman, ministre ; Charles Lederman, Marcel Rudloff, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt.

Art. 1^{er} (Saisine pour avis de la Cour de cassation) (p. 882).

Parole sur l'article : M. Marc Lauriol.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 4 : délai de suspension du litige – N° 5 : assistance d'un avocat – Et n° 6 : impossibilité pour les magistrats d'intervenir à la fois lors de la formation de l'avis et aux autres stades de la procédure devant la Cour.

Retiré : amendement n° 2 de la commission : présence des conseillers référendaires dans la formation de la Cour de cassation.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 886).

Art. 2 (*Ministère public*) – Adopté (p. 886).

Scrutin public n° 97 (p. 886).

Adoption (7 mai 1991) (p. 886).

3. – **Projet de loi relatif à l'aide juridique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (5 avril 1991) [n° 1949 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (25 avril 1991) [n° 2010 (9^e lég.)] – Discussion (29 et 30 avril 1991) – Adoption (30 avril 1991) [n° 469].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1991) [n° 310 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (23 mai 1991) [n° 338 (90-91)] – Discussion (29 et 30 mai 1991) – Adoption (30 mai 1991) [n° 119].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1991) [n° 2075 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (6 juin 1991) [n° 2079 (90-91)] – Discussion (10 juin 1991) – Adoption (10 juin 1991) [n° 490].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 juin 1991) [n° 374 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (19 juin 1991) [n° 404 (90-91)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (26 juin 1991) [n° 2154 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Colcombet (26 juin 1991) [n° 2155 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 517].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Luc Dejoie (26 juin 1991) [n° 422 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 144].

PROMULGATION : loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(29 et 30 mai 1991) (p. 1130, 1167 ; 1175, 1203).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1130, 1147) : M. Henri Nallet, ministre de la justice ; Mme Simone Iff, rapporteur de la section des affaires sociales du Conseil économique et social ; MM. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Charles Lederman, Philippe de Bourgoing, Marcel Rudloff, René-Georges Laurin, Jacques Larché, président de la commission des lois.

Aide judiciaire : Dejoie (Luc) (p. 1135) ; Laurin (René-Georges) (p. 1143 ; 1144) ; Nallet (Henri) (p. 1130 ; 1145) ; Rudloff (Marcel) (p. 1141).

Aide juridique : Allouche (Guy) (p. 1137) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 1140 ; 1141) ; Dejoie (Luc) (p. 1136) ; Iff (Simone) (p. 1134 ; 1135) ; Lederman (Charles) (p. 1139) ; Nallet (Henri) (p. 1131 ; 1132) ; Rudloff (Marcel) (p. 1141 ; 1143).

Auxiliaires de justice : Allouche (Guy) (p. 1138).

Avocats : Allouche (Guy) (p. 1138) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 1141) ; Dejoie (Luc) (p. 1136) ; Laurin (René-Georges) (p. 1144) ; Lederman (Charles) (p. 1140) ; Nallet (Henri) (p. 1130 ; 1131 ; 1132 ; 1133 ; 1145).

Caisse des règlements pécuniaires des avocats (CARPA) : Nallet (Henri) (p. 1132).

Conseil économique et social (CES) : Iff (Simone) (p. 1133 ; 1135).

Conseil national du barreau : Rudloff (Marcel) (p. 1141).

Conseils départementaux d'aide à l'accès au droit : Nallet (Henri) (p. 1133).

Etrangers : Allouche (Guy) (p. 1137) ; Laurin (René-Georges) (p. 1143).

Grand marché intérieur (CEE) : Bourgoing (Philippe de) (p. 1140).

Immigration clandestine : Bourgoing (Philippe de) (p. 1141) ; Laurin (René-Georges) (p. 1143).

Justice : Bourgoing (Philippe de) (p. 1140) ; Dejoie (Luc) (p. 1137) ; Iff (Simone) (p. 1133) ; Lederman (Charles) (p. 1140) ; Nallet (Henri) (p. 1130) ; Rudloff (Marcel) (p. 1141).

Magistrats : Laurin (René-Georges) (p. 1144).

Mayotte : Nallet (Henri) (p. 1133).

Mineurs d'âge : Allouche (Guy) (p. 1137) ; Iff (Simone) (p. 1134).

Officiers publics et ministériels : Nallet (Henri) (p. 1133).

Parlement : Iff (Simone) (p. 1134).

Professions judiciaires et juridiques : Nallet (Henri) (p. 1130).

Salaires, traitements et indemnités : Nallet (Henri) (p. 1145).

Territoires d'outre-mer (TOM) : Nallet (Henri) (p. 1133).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1147, 1167 ; 1175, 1201) : MM. Charles Lederman, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Henri Nallet, ministre de la justice ; Guy Allouche, Marcel Rudloff, René-Georges Laurin, Hubert Durand-Chastel, Jean Chérioux, Jacques Larché, président de la commission des lois, Serge Vinçon – Robert Pagès, Bernard Laurent, Charles de Cuttoli, Jacques Habert.

Art. 1^{er} (*Principe et définition de l'aide juridique*) (p. 1147).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : suppression de la garantie de l'accès à la justice et au droit.

Rejeté : amendement n° 64 de M. Charles Lederman : accès à la justice et au droit garanti par l'Etat.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1148).

Art. 2 (*Bénéficiaires de l'aide juridictionnelle*) – Adopté (p. 1148).

Art. 3 (*Conditions de nationalité*) (p. 1148).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : bénéfice de l'aide juridictionnelle pour les personnes de nationalité étrangère qui résident habituellement et régulièrement en France.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1150).

Art. 4 (*Plafonds d'admission*) (p. 1150).

Adopté : amendement n° 56 de M. Hubert Durand-Chastel : établissement par décret en conseil d'Etat des plafonds d'admission à l'aide juridique en faveur des français établis hors de France.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 65 : relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle totale – Et n° 66 : relèvement du plafond d'accès à l'aide juridictionnelle partielle.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1152).

Art. 5 (*Détermination des ressources du demandeur*) (p. 1152).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Charles Lederman : prise en compte pour le calcul des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle de l'existence de biens même non productifs de revenus à l'exclusion des locaux constituant la résidence principale du demandeur.

– L'article 5 est adopté (p. 1153).

Art. 6 (*Admission exceptionnelle*) (p. 1153).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 69 : bénéfice de l'aide juridique en faveur des étrangers lorsque leur situation apparaît particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès – Et n° 68 : prise en compte du niveau d'endettement pour l'attribution de l'aide juridique.

– L'article 6 est adopté (p. 1154).

Art. 7 (*Conditions d'admission relatives à la nature de la demande*) (p. 1155).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression du quatrième alinéa relatif à l'obligation pour le bureau d'aide juridictionnelle de motiver sa décision sauf si la demande a été accompagnée d'une consultation écrite.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1155).

Art. 8 (*Bénéfice de l'aide juridictionnelle en cas d'exercice d'une voie de recours*) – Adopté (p. 1155).

Art. 9 (*Bénéfice de l'aide juridictionnelle en cas d'incompétence de la juridiction*) – Adopté (p. 1155).

Art. 10 (*Domaine général de l'aide juridictionnelle*) – Adopté (p. 1155).

Art. 11 (*Application de l'aide juridictionnelle aux procédures, actes ou mesures d'exécution connexes*) – Adopté (p. 1155).

Art. 12 (*Compétence du bureau*) – Adopté (p. 1155).

Art. 13 (*Bureau d'aide juridictionnelle placé auprès du tribunal de grande instance*) (p. 1155).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, n° 44 : institution auprès des tribunaux de grande instance d'un bureau d'aide juridictionnelle – Et de coordination n° 45 et n° 46 – Sur l'amendement n° 44 ; sous-amendement n° 89 de la commission.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1156).

Art. 14 (*Bureau placé auprès des juridictions supérieures et de la Commission des recours des réfugiés*) (p. 1156).

Adoptés : amendements de M. René-Georges Laurin, n° 47 : rétablissement des bureaux d'aide près des cours d'appel et les cours administratives d'appel – Et de coordination n° 48.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1157).

Art. 14 bis (*Réclamations portées devant le Conseil constitutionnel*) (p. 1157).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de la commission.

– L'article 14 bis est supprimé (p. 1157).

Art. 15 (*Conflit de compétences entre sections ou bureaux d'aide juridictionnelle*) – Adopté (p. 1157).

Art. 16 (*Présidence et composition des bureaux et des sections*) (p. 1157).

Adopté : amendement de coordination n° 49 de M. René-Georges Laurin.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1157).

Art. 17 (*Secret professionnel*) – Adopté (p. 1157).

Art. 18 (*Demande d'admission*) – Adopté (p. 1157).

Art. 19 (*Demande présentée par l'avocat commis ou désigné d'office*) (p. 1157).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1158).

Art. 20 (*Admission provisoire*) – Adopté (p. 1158).

Art. 21 (*Etablissement de l'état des ressources de l'intéressé*) (p. 1158).

Rejetés : amendement n° 70 de M. Charles Lederman : fourniture par le demandeur de l'aide juridictionnelle des pièces nécessaires lui permettant de justifier sa demande – Et n° 28 du Gouvernement : possibilité pour le bureau d'aide juridictionnelle d'obtenir des renseignements auprès des établissements bancaires ou financiers et des entreprises d'assurance.

– L'article 21 est adopté (p. 1159).

Art. 22 (*Rejet simplifié de la demande*) (p. 1159).

Rejeté : amendement de suppression n° 71 de M. Charles Lederman.

– L'article 22 est adopté (p. 1160).

Art. 23 (*Recours contre les décisions du bureau, de sa section ou de son président*) (p. 1160).

Parole sur l'article : M. Charles Lederman.

– L'article 23 est adopté (p. 1161).

Art. 24 (*Principe de couverture totale ou partielle des dépenses engagées*) (p. 1161).

Adopté : amendement n° 59 de M. René-Georges Laurin : règlement par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, conformément à l'article 35, ou d'un émolument au profit des officiers publics ou ministériels qui prêtent leur concours.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1161).

Art. 24 bis (*Exonération de TVA pour les prestations relevant de l'aide juridique*) (p. 1161).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : dispense du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les prestations indemnisées partiellement ou totalement par l'Etat dans le cadre de l'aide juridictionnelle.

Rejeté : amendement de suppression n° 29 du Gouvernement.

– L'article 24 bis dans la rédaction de l'amendement n° 10 est adopté (p. 1163).

Art. 25 (*Droit à l'assistance d'un avocat et de tout officier public et ministériel et conditions de désignation de ceux-ci*) (p. 1163).

Adopté : amendement n° 60 de M. René-Georges Laurin : possibilité de décharger de leur office les auxiliaires de justice qui prêtaient leur concours aux bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, dans des conditions appréciées par le bâtonnier ou par le président de l'organisme dont ils dépendent.

Rejeté : amendement n° 72 de M. Charles Lederman : choix par le seul bénéficiaire de l'aide juridictionnelle des avocats et des officiers publics ou ministériels et rémunération convenable des auxiliaires de justice qui engagent tous les actes nécessaires à la défense.

Retiré : amendement n° 50 de M. Alain Pluchet : assistance possible du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle par toute personne compétente expressément prévue par un texte.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1164).

Art. 26 (*Cas de l'appel*) – Adopté (p. 1164).

Art. 27 (*Dotation attribuée au barreau*) (p. 1164).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : conditions de calcul de la rétribution de l'avocat et de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau.

Rejeté : amendement n° 73 de M. Charles Lederman : affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats du barreau et dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice.

– L'article 27, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 1167).

Art. 28 (*Dotation attribuée au barreau*) (p. 1175).

Adopté : amendement de suppression pour coordination n° 12 de la commission.

– L'article 28 est supprimé (p. 1175).

Art. 29 (*Dotation attribuée au barreau*) (p. 1175).

Adoptés : amendement n° 13 de la commission : possibilité pour les avocats de prêter leur concours à l'aide juridictionnelle selon des modalités fixées par convention avec l'Ordre ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement.

Rejeté : amendement n° 74 de M. Charles Lederman : suppression de la possibilité de conclure un contrat de collaboration entre l'Ordre et l'avocat.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1177).

Art. 30 (*Commissaire aux comptes*) – Adopté (p. 1177).

Art. 31 (*Contribution versée aux autres auxiliaires de justice*) (p. 1177).

Adopté : amendement rédactionnel n° 14 de la commission.

Retiré : amendement n° 51 de M. Alain Pluchet : versement au membre ou au salarié d'une organisation professionnelle agricole d'une contribution de l'Etat en rémunération du concours qu'il prête au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 1177).

Art. 32 (*Exclusion de toute autre rémunération de l'auxiliaire de justice en cas d'aide totale*) – Adopté (p. 1177).

Art. 33 (*Déduction des honoraires ou émoluments versés avant l'admission de la contribution de l'Etat*) (p. 1177).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression de la seconde phrase du premier alinéa relative au versement d'honoraires par un demandeur de mauvaise foi.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1178).

Art. 34 (*Part contributive de l'Etat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) – Adopté (p. 1178).

Art. 35 (*Honoraires complémentaires de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle*) (p. 1178).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : suppression de la notion de forfait en ce qui concerne la fixation du montant et des modalités du paiement du complément d'honoraires de l'avocat en cas d'aide juridictionnelle partielle – Et n° 17 : suppression de la référence à un barème établi par le barreau dont relève l'avocat pour le calcul du complément d'honoraires – Amendement n° 61 de M. René-Georges Laurin : prise en compte des ressources et du patrimoine du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle pour le calcul du complément d'honoraires de l'avocat.

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1179).

Art. 35 bis (*Honoraires de l'avocat et tarifs de la postulation hors aide juridictionnelle*) (p. 1179).

Adopté : amendement de suppression n° 18 de la commission.

– L'article 35 bis est supprimé (p. 1179).

Art. 36 (*Complément d'honoraires, en cas d'aide totale ou partielle en fonction de la condamnation prononcée*) – Adopté (p. 1179).

Art. 37 (*Droit de poursuite des auxiliaires de justice autre que l'avocat contre la partie condamnée aux dépens*) (p. 1181).

Adopté : amendement n° 31 du Gouvernement : extension du dispositif à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle vis à vis de l'adversaire de son client.

Retiré : amendement n° 19 de la commission : possibilité pour les auxiliaires de justice d'entamer une poursuite contre la partie condamnée aux dépens et en cas de paiement par celle-ci, de renoncer à recevoir la part contributive de l'Etat.

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 1182).

Art. 38 (*Réduction de la contribution versée par l'Etat aux professionnels en cas d'affaires multiples portant sur des questions semblables*) (p. 1182).

Retiré : amendement n° 62 de M. René-Georges Laurin : déduction de la contribution versée par l'Etat aux professionnels en cas d'affaires multiples portant sur des questions en connexité au sens du code de procédure civile.

– L'article 38 est adopté (p. 1182).

Art. 39 (*Principe*) (p. 1182).

Adopté : amendement n° 32 du Gouvernement : dispense pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle du paiement de l'avance ou de la consignation de tous les frais afférents aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée.

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 1182).

Art. 40 (*Délivrance des actes et expéditions par les depositaires publics – Droits et taxes*) – Adopté (p. 1182).

Art. 41 (*Dispense de l'avance ou de la consignation*) (p. 1182).

Adopté : amendement de suppression pour coordination n° 33 du Gouvernement.

– L'article 41 est supprimé (p. 1182).

Art. 42 (*Charge des dépens*) (p. 1182).

Adopté : amendement n° 34 du Gouvernement : dépens que le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle peut avoir à supporter s'il perd le procès.

– L'article 42, dans la rédaction de l'amendement n° 34, est adopté (p. 1183).

Art. 42 bis (*Charge des dépens en cas d'aide partielle : cas du bénéficiaire*) (p. 1183).

Adopté : amendement de suppression pour coordination n° 35 du Gouvernement.

– L'article 42 bis est supprimée (p. 1183).

Art. 43 (*Charge des dépens en cas d'aide partielle : cas des autres parties non bénéficiaires*) (p. 1183).

Adopté : amendement n° 36 du Gouvernement : suppression de la possibilité pour l'avocat de la partie non bénéficiaire de se voir allouer la totalité des émoluments prévus lorsque l'affaire se termine avant qu'un jugement ait été rendu sauf si une transaction intervient avec son concours ; sous-amendements de la commission, n° 84 et n° 86.

– L'article 43, dans la rédaction de l'amendement n° 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1184).

Après l'art. 43 (p. 1184).

Adopté : amendement de coordination n° 37 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1184).

Art. 44 (*Cas d'une condamnation procurant au bénéficiaire des ressources excédant les plafonds d'admission à l'aide*) – Adopté (p. 1184).

Art. 45 (*Cas d'une procédure dilatoire ou abusive*) – Adopté (p. 1184).

Art. 46 (*Non application des règles du chapitre lorsque le bénéficiaire est témoin assisté, inculpé, prévenu, accusé ou condamné*) – Adopté (p. 1184).

Art. 46 bis (*Information du bénéficiaire de l'aide*) (p. 1184).

Adopté : amendement rédactionnel n° 21 de la commission.

– L'article 46 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1184).

Art. 47 (*Retrait pour déclaration ou présentation de pièces fausses*) – Adopté (p. 1185).

Art. 48 (*Demande de retrait : décision sur le retrait*) – Adopté (p. 1185).

Art. 49 (*Essais de la décision de retrait*) – Adopté (p. 1185).

Art. 50 (*Définition*) – Adopté (p. 1190).

Art. 51 (*Conseil départemental de l'aide juridique*) (p. 1190).

Retiré : amendement n° 75 de M. Charles Lederman : création dans chaque département d'un conseil départemental de l'aide juridique chargé de recevoir les fonds de l'Etat destinés au financement de sa politique.

– L'article 51 est adopté (p. 1191).

Art. 52 (*Nature et composition du conseil départemental*) (p. 1191).

Adopté : amendement n° 57 de M. Hubert Durand-Chastel : en l'absence de lien avec un autre département, les questions relatives à l'aide à l'accès au droit des français établis hors de France, relèvent du conseil départemental de l'aide juridique de Paris.

Rejeté : amendement n° 38 du Gouvernement : obligation au sein du conseil d'administration pour les représentants des professions judiciaires et juridiques et des caisses des règlements pécuniaires

des barreaux d'être en nombre au moins égal à celui des représentants de l'Etat, du département, et le cas échéant, des autres personnes morales de droit public.

– L'article 52, ainsi modifié, est adopté (p. 1193).

Art. 53 (*Conventions éventuelles conclues par le conseil départemental pour l'attribution de l'aide*) – Adopté (p. 1193).

Après l'art. 53 (p. 1193).

Adoptés : amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 1 : poursuite de l'activité du ministère des affaires étrangères et des postes diplomatiques et consulaires en matière d'aide à l'accès au droit pour les français établis hors de France – Et n° 2 : mesures prises par les conseils départementaux de l'aide juridique ne pouvant être refusées aux français établis hors de France en raison de leur résidence à l'étranger.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1193).

Art. 54 (*Champ de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1193).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Guy Allouche : délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit.

Retiré : amendement n° 77 de M. Charles Lederman : délimitation du champ de l'aide à l'accès au droit.

– L'article 54 est adopté (p. 1194).

Art. 55 (*Objet de l'aide à la consultation*) – Adopté (p. 1194).

Art. 56 (*Conditions d'exercice de la consultation*) (p. 1194).

Adoptés : amendement n° 22 de la commission : détermination des conditions dans lesquelles s'exerce la consultation par le conseil départemental de l'aide juridique en conformité avec les règles de déontologie des différentes professions concernées – Et n° 63 de M. René-Georges Laurin : suppression de la faculté accordée au conseil départemental de favoriser la création et le fonctionnement de centres d'accueil d'information et d'orientation du public gratuits.

Rejetés : amendement n° 39 du Gouvernement : suppression de la précision écrite relative à la conformité avec les règles de déontologie des professions judiciaires et juridiques – Et n° 78 de M. Charles Lederman : possibilité pour le conseil départemental de conclure notamment des conventions avec des personnes habilitées par le titre II de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971.

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 1195).

Art. 57 (*Charge des frais de la consultation éventuellement laissée au bénéficiaire*) – Adopté (p. 1195).

Art. 58 (*Principe*) (p. 1196).

Rejeté : amendement n° 79 de M. Charles Lederman : possibilité pour les procédures de médiation ou de conciliation d'ouvrir droit pour les justiciables à l'aide à l'accès au droit.

– L'article 58 est adopté (p. 1196).

Art. 59 (*Conditions d'exercice de l'assistance*) (p. 1196).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de la commission.

Rejetés : amendements identiques n° 54 de M. Guy Allouche et n° 80 de M. Charles Lederman : possibilité pour le conseil départemental de l'aide juridique de prendre en charge la création ou le fonctionnement de services en vue de la prévention ou du règlement non juridictionnel des litiges.

– L'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 1197).

Art. 60 (*Conseil national de l'aide juridique*) (p. 1197).

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli : prise en compte par les études, rapports et délibérations du Conseil national de l'aide juridique de la situation particulière des français établis hors de France en matière d'aide juridique d'accès au droit.

– L'article 60, ainsi modifié, est adopté (p. 1197).

Art. 61 (*Conseil national de l'aide juridique*) (p. 1197).

Rejeté : amendement n° 40 du Gouvernement : composition du Conseil national de l'aide juridique.

– L'article 61 est adopté (p. 1197).

Art. 62 (*Financement de l'aide juridictionnelle*) – Adopté (p. 1197).

Art. 63 (*Financement de l'aide à l'accès au droit*) (p. 1185).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : financement de l'aide à l'accès au droit assuré notamment par l'Etat, les caisses des règlements pécuniaires des barreaux du ressort et les autres membres du conseil départemental de l'aide juridique.

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° 81 de M. Charles Lederman : financement par l'Etat de l'aide à l'accès au droit.

– L'article 63, ainsi modifié, est adopté (p. 1190 ; priorité ordonnée p. 1185).

Après l'art. 63 (p. 1197).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Charles Lederman : instauration d'une taxe sur les dépenses engagées par les banques, les compagnies d'assurance, les employeurs et les bailleurs d'immeubles locatifs pour des instances, procédures ou actes judiciaires de toute nature.

Art. 64 (*Compensation des disparités interdépartementales*) – Adopté (p. 1198).

Art. 65 (*Décrets en Conseil d'Etat*) (p. 1198).

Adoptés : amendements de coordination n° 25 de la commission et n° 88 du Gouvernement – Amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli : fixation par le décret en Conseil d'Etat prévu par cet article des modalités d'application de la présente loi aux français établis hors de France, notamment en ce qui concerne les délais de distance.

Retiré : amendement n° 26 de la commission : extension du bénéfice du présent projet de loi à Mayotte.

– L'article 65, ainsi modifié, est adopté (p. 1199).

Après l'art. 65 (*Honoraires de l'avocat et tarifs de la postulation hors aide juridictionnelle*) (p. 1199).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : reprise du texte de l'article 35 précédemment supprimé relatif à la fixation des honoraires de l'avocat et aux tarifs de la postulation hors les cas d'aide juridictionnelle.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1200).

Art. 66 (*Coordination*) (p. 1200).

Adoptés : amendement de coordination n° 85 de la commission – Amendement n° 42 du Gouvernement : désignation du représentant des usagers au sein du bureau d'aide juridictionnelle par le président de ce bureau jusqu'à l'installation du conseil départemental de l'aide juridique.

– L'article 66, ainsi modifié, est adopté (p. 1200).

Art. 67 (*Coordinations*) – Adopté (p. 1200).

Art. 68 (*Honorariat*) (p. 1180).

Adoptés : amendement n° 41 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article qui renverse le principe fixé à l'article 700 du nouveau code de procédure civile en prévoyant la répétibilité, sauf impératif tiré de l'équité ou de la situation de la partie perdante ; sous-amendement n° 87 de la commission.

– L'article 68, dans la rédaction de l'amendement n° 4, ainsi modifié, est rétabli (p. 1180 ; priorité ordonnée p. 1180).

Art. 69 (*Entrée en vigueur*) (p. 1200).

Adopté : amendement n° 42 du Gouvernement : désignation du représentant des usagers au sein du bureau d'aide juridictionnelle par le président de ce bureau jusqu'à l'installation du conseil départemental de l'aide juridique.

– L'article 69, ainsi modifié, est adopté (p. 1201).

Art. 70 (*Conseils départementaux de l'aide juridique : mise en place éventuelle par l'autorité administrative*) (p. 1201).

Rejeté : amendement n° 43 du Gouvernement : en cas de non constitution des conseils départementaux de l'aide juridique au 31

décembre 1992, l'autorité administrative procédera à cette constitution selon une convention type définie par décret en Conseil d'Etat.

– L'article 70 est adopté (p. 1201).

Art. 71 (*Abrogation de la loi du 3 janvier 1972*) – Adopté (p. 1201).

Art. 72 (*Rapport d'information*) – Adopté (p. 1201).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1201, 1203) : *MM. Daniel Millaud, Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Etienne Dailly, Hubert Durand-Chastel, Guy Allouche, Charles de Cuttoli, Jacques Habert*.

Adoption (30 mai 1991) (p. 1203).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1991) (p. 2109, 2124).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2109, 2112) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman*.

Aide juridique : *Dejoie (Luc)* (p. 2111) ; *Lederman (Charles)* (p. 2111) ; *Nallet (Henri)* (p. 2109 ; 2110).

Avocats : *Dejoie (Luc)* (p. 2111) ; *Lederman (Charles)* (p. 2111) ; *Nallet (Henri)* (p. 2110).

Caisse des règlements pécuniaires des avocats (CARPA) : *Nallet (Henri)* (p. 2110).

Collectivités territoriales : *Lederman (Charles)* (p. 2111).

Conseil national de l'aide juridique : *Nallet (Henri)* (p. 2109).

Etrangers : *Dejoie (Luc)* (p. 2111) ; *Nallet (Henri)* (p. 2109).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2112, 2124) : *MM. Charles Lederman, Luc Dejoie, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Guy Allouche, Emmanuel Hamel, Marcel Rudloff, Hubert Durand-Chastel*.

Art. 1^{er} (p. 2112).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

Rejeté : amendement n° 21 de M. Charles Lederman : accès à la justice et au droit garanti par l'Etat.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2113).

Art. 3 (p. 2113).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2114).

Art. 7 (p. 2114).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2115).

Art. 13 (p. 2115).

Adoptés : amendements n° 28 et n° 4 de la commission : rétablissement des bureaux d'aide juridictionnelle auprès des juridictions d'appel tant en matière civile qu'en matière administrative.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2115).

Art. 14 (p. 2115).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de la commission.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2115).

Art. 16 (p. 2115).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de la commission.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2116).

Art. 24 bis (p. 2116) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 25 – Adopté (p. 2116).

Art. 27 (p. 2116).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : conditions de calcul de la rétribution de l'avocat et de la dotation annuelle de l'Etat à chaque barreau.

Rejeté : amendement n° 22 de M. Charles Lederman : affectation annuelle par l'Etat d'une dotation à chaque barreau correspondant aux missions d'aides juridictionnelles accomplies par les avocats du barreau et dont le montant résulte de la rémunération convenable des frais et honoraires des auxiliaires de justice.

Devenu sans objet : amendement n° 23 de M. Charles Lederman : détermination de l'unité de valeur de référence, mentionnée au 2^e alinéa du présent article, chaque année par la loi de finances.

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2117).

Art. 28 (p. 2117).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

Retiré : amendement n° 24 de M. Charles Lederman : modalités d'application de la dotation.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2118).

Art. 29 (p. 2118).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2118).

Art. 31 (p. 2118).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de la commission.

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2118).

Art. 33 (p. 2118).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2119).

Art. 35 (p. 2119).

Adoptés : amendements de M. Charles Lederman, n° 25 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 26 : suppression de la notion de méthode d'évaluation des honoraires établie par chaque barreau.

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 2120).

Art. 38 bis (p. 2120).

Adoptés : amendement n° 14 de la commission : limitation de la disposition permettant d'allouer à l'auxiliaire de justice la totalité des émoluments auxquels il pouvait prétendre au seul cas où une affaire est terminée par une transaction conclue avec son concours ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement.

– L'article 38 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2120).

Art. 42 et 43 – Adoptés (p. 2120).

Art. 46 bis A – Adopté (p. 2124 ; précédemment réservé p. 2120).

Art. 52 – Adopté (p. 2121).

Art. 53 bis (p. 2121).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de la commission.

– L'article 53 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2121).

Art. 56 (p. 2121).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : détermination par le conseil départemental de l'aide juridique des conditions dans lesquelles s'exerce l'aide à la consultation en conformité avec les règles de déontologie des différentes personnes chargées de la consultation – Et n° 17 : suppression du dernier alinéa de cet article qui tend à créer des centres d'accueil d'information et d'orientation du public gratuits.

– L'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 2122).

Art. 59 – Adopté (p. 2122).

Art. 63 (p. 2122).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : suppression du 5^e alinéa de cet article relatif au financement de l'aide à l'accès au droit par des subventions accordées par les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale et les fonds recueillis auprès des sociétés d'assurance et de tout autre personne publique ou privée.

Rejeté : amendement n° 27 de M. Charles Lederman : financement de l'aide à l'accès au droit par l'Etat.

– L'article 63, ainsi modifié, est adopté (p. 2123).

Art. 65 (p. 2123).

Adopté : amendement de coordination n° 19 de la commission.

– L'article 65, ainsi modifié, est adopté (p. 2123).

Art. 65 bis A – Adopté (p. 2123).

Art. 68 (p. 2123).

Retiré : amendement n° 20 de la commission : précision relative à la décision du juge.

– L'article 68 est adopté (p. 2124).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2124, 2125) *MM. Guy Allouche, Charles Lederman, Hubert Durand-Chastel.*

Adoption (26 juin 1991) (p. 2125).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 juin 1991) (p. 2249, 2252).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2249, 2250) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Sapin, ministre délégué à la justice.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dejoie (Luc)* (p. 2249) ; *Sapin (Michel)* (p. 2249).

Lois (application) : *Sapin (Michel)* (p. 2250).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2250, 2252)

Art. 1^{er}, 3, 7, 13 et 14 (p. 2250).

Art. 16, 27, 28, 29, 31, 33, 35 et 38 bis (p. 2251).

Art. 53 bis, 56, 63 et 65 (p. 2252).

Adoption (28 juin 1991) (p. 2252).

K

Voir *Questions au Gouvernement* n° 309
Rappels au règlement, 7

Kurde (peuple)

L**Lait et produits laitiers**

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 2

Langues et cultures régionales

Voir *Alsace et Moselle*, 1

Légion d'honneur

Voir *Lois de finances*, 1, Légion d'honneur, ordre de la Libération - Budget annexe

Libertés publiques

Voir *Droits de l'homme*, 2 ; 3
Rapports d'information, 15

Licenciements

Voir *Assurances*, 1

Logement

Voir *Rapports d'information*, 19

1. – **Proposition de loi tendant à lutter contre le squattage des locaux d'habitation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (29 avril 1991) [n° 307 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles inhabités et à l'abandon**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 juin 1991) [n° 435 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Logement social

Voir *Sociétés civiles et commerciales*, 1

Lois de finances

1. – **Projet de loi de finances pour 1992**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (24 septembre 1991) [n° 2240 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Alain Richard, rapporteur général (9 octobre 1991) [n° 2255 (9^e lég.)] – Discussion (15, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 28, 30, 31 octobre - 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 15 et 18 novembre 1991) – Adoption (18 novembre 1991) [n° 533].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1991) [n° 91 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Roger Chinaud, rapporteur général (19 novembre 1991) [n° 92 (91-92)] – Discussion (19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 novembre, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 décembre 1991) – Adoption (8 décembre 1991) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 décembre 1991) [n° 2418 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (10 décembre 1991) [n° 2427 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (10 décembre 1991) [n° 160 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1991) [n° 2418 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (11 décembre 1991) [n° 2458 (9^e lég.)] – Discussion (13 et 16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 574].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1991) [n° 187 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (17 décembre 1991) [n° 192 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Rejet (18 décembre 1991) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 2499 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1991) [n° 2504 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 602].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-302 du 30 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1991) qui déclare contraire à la constitution à l'article 15-1, les mots « devant notaire » et l'article 106.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 2255) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1992 (n° 2240), par M. Alain Richard, rapporteur général :

- Tome I. – Rapport général
- Tome II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances
Conditions générales de l'équilibre financier
- Tome III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GÉNÉRAL

1. – Dépenses civiles

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jean-Marie Cambacérès.
2. – Affaires étrangères : Affaires européennes : M. Martin Malvy.
3. – Affaires sociales et intégration : Santé et affaires sociales : M. Gilbert Gantier.
4. – Affaires sociales et intégration : Famille et Section commune : M. Fabien Thième.
5. – Affaires sociales et intégration : Personnes âgées : M. Jean-Pierre Delalande.
6. – Agriculture et forêt : M. Yves Tavernier.
7. – Anciens combattants : M. Jean-Louis Dumont.
8. – Coopération et développement : M. Pierre Victoria.
9. – Culture et communication : Culture : M. Charles Josse-
lin.
10. – Culture et communication : Communication :
M. Robert-André Vivien.
11. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Maurice Pourchon.
12. – Économie, finances et budget : Économie, Finances et Budget : M. Jean-Marc Ayrault.
13. – Économie, finances et budget : Secteur public : M. Jean Le Garrec.
14. – Économie, finances et budget : Artisanat, Commerce et Consommation : M. Alain Griotteray.
15. – Économie, finances et budget : Commerce extérieur : M. Edmond Hervé.
16. – Économie, finances et budget : Industrie : M. Jacques Roger-Machart.
17. – Économie, finances et budget : Postes et Télécommunications : M. Alain Bonnet.
18. – Éducation nationale : Enseignement scolaire : M. Jean-Paul Planchou.
19. – Éducation nationale : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
20. – Environnement : M. Michel Barnier.
21. – Équipement, logement, transports et espaces : Budget annexe de l'Aviation civile, Transports aériens et Météorologie : M. Michel Inchauspé.
22. – Équipement, logement, transports et espace : Mer : M. Albert Denvers.
23. – Équipement, logement, transports et espace : Routes et Sécurité routière : M. Alain Rodet.
24. – Équipement, logement, transports et espace : Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Claude Germon.
25. – Équipement, logement, transports et espace : Tourisme : Mme Dominique Robert.
26. – Équipement, logement, transports et espace : Urbanisme, Logement et Services communs : M. Jean Anciant.
27. – Fonction publique et modernisation de l'administration : M. Jean-Pierre Bouquet.
28. – Intérieur : Collectivités locales : M. Augustin Bonrepaux.
29. – Intérieur : Sécurité : M. Guy Bêche.
30. – Jeunesse et sports : M. Gérard Bapt.
31. – Justice : M. Philippe Auberger.
32. – Premier ministre : Services généraux - Plan - Budget annexe des Journaux Officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
33. – Premier ministre : Conseil économique et social : M. Ladislav Poniatowski.
34. – Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Raymond Marcellin.
35. – Recherche et technologie : M. Emile Zuccarelli.
36. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : M. Pierre Forgues.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel Berson.
38. – Ville et aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.

2. – Dépenses militaires

39. – Défense : M. François Hollande.

II. – BUDGETS ANNEXES

40. – Imprimerie nationale : M. Michel Jacquemin.
41. – Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Jean de Gaulle.
42. – Monnaies et médailles : M. Patrick Devedjian.
43. – Prestations sociales agricoles : M. Philippe Vasseur.

III. – DIVERS

44. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Dominique Gambier.
45. – Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 2256), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1992 :

- Tome I. – Affaires étrangères : Relations culturelles internationales : M. Bernard Bardin
- Tome II. – Affaires sociales et intégration : Santé : M. Alain Calmat
- Tome III. – Affaires sociales et intégration : Affaires sociales et intégration : Mme Marie-Josèphe Sublet
- Tome IV. – Affaires sociales et intégration : Famille : M. Christian Cabal
- Tome V. – Affaires sociales et intégration : Personnes âgées : les personnels intervenants : M. Denis Jacquat
- Tome VI. – Affaires sociales et intégration : Personnes handicapées : M. Charles Metzinger
- Tome VII. – Anciens combattants : M. Jean Proveux

- Tome VIII.— Culture et communication : Culture : M. Bruno Bourg-Broc
- Tome IX.— Culture et communication : Communication : M. Bernard Schreiner (Yv.)
- Tome X.— Education nationale : Enseignement scolaire : M. Jean-Pierre Béquet
- Tome XI.— Education nationale : Enseignement supérieur : M. Jean-Christophe Cambadélis
- Tome XII.— Education nationale : Enseignement technique : M. Edouard Landrain
- Tome XIII.— Jeunesse et sports : M. Georges Hage
- Tome XIV.— Recherche et technologie : Recherche : M. Bernard Bioulac
- Tome XV.— Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : M. Thierry Mandon
- Tome XVI.— Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Paul Fuchs
- Tome XVII.— Travail, emploi et formation professionnelle : Droits des femmes : M. Michel Testu
- Tome XVIII.— Prestations sociales agricoles : M. Henri Bayard

AVIS (n° 2257), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1992 :

- Tome I.— Affaires étrangères : M. André Delehedde
- Tome II.— Affaires étrangères : Action humanitaire : M. Charles Pistre
- Tome III.— Affaires étrangères : Immigration : M. Bernard Stasi
- Tome IV.— Affaires étrangères : Relations culturelles et francophonie : M. Xavier Deniau
- Tome V.— Affaires européennes : Institutions, Marché unique, Monnaie : M. Jean Seitlinger
- Tome VI.— Affaires européennes : Recherche, Transports, Environnement : M. Jean-Yves Le Déaut
- Tome VII.— Agriculture et forêt : Agriculture : M. Théo Vial-Massat
- Tome VIII.— Coopération et développement : M. André Bellon
- Tome IX.— Culture, communication : M. Michel Vauzelle
- Tome X.— Économie, finances et budget : Commerce et extérieur : Mme Louise Moreau
- Tome XI.— Équipement, logement, transports et espace : Mer : M. Jean Lacombe
- Tome XII.— Défense : M. Claude-Gérard Marcus

AVIS (n° 2258), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1992 :

- Tome I.— Affaires étrangères : M. Bertrand Gallet
- Tome II.— Coopération et développement : M. Guy-Michel Chauveau
- Tome III.— Équipement, logement, transports et espace : Aviation civile et météorologie : M. Yves Dollo
- Tome IV.— Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Louis Pierna
- Tome V.— Défense : Espace et Forces nucléaires : M. Freddy Deschaux-Beaume

- Tome VI.— Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Guy Branger
- Tome VII.— Défense : Personnels de la Défense : M. Jean Gatel
- Tome VIII.— Défense : Forces terrestres : M. François Fillon
- Tome IX.— Défense : Marine : M. Joseph Gourmelon
- Tome X.— Défense : Air : M. Jean Briane
- Tome XI.— Gendarmerie : M. Georges Lemoine

AVIS (n° 2259), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1992 :

- Tome I.— Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Jérôme Lambert
- Tome II.— Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé
- Tome III.— Fonction publique et modernisation de l'administration : M. Marc Dolez
- Tome IV.— Intérieur : Administration générale et Collectivités locales : M. Pascal Clément
- Tome V.— Intérieur : Police : Mme Denise Cacheux
- Tome VI.— Intérieur : Sécurité civile : M. Pierre Pasquini
- Tome VII.— Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. François Asensi
- Tome VIII.— Justice : Administration pénitentiaire et protection juridique de la jeunesse : M. Michel Pezet

AVIS (n° 2260), présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges, sur le projet de loi de finances pour 1992 :

- Tome I.— Agriculture et forêt : M. Alain Brune
- Tome II.— Départements et territoires d'outre-mer : M. René Drouin
- Tome III.— Économie, finances et budget : Artisanat, Commerce et Consommation : M. Jean-Paul Charié
- Tome IV.— Économie, finances et budget : Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier
- Tome V.— Économie, finances et budget : Industrie : M. Christian Bataille
- Tome VI.— Économie, finances et budget : Postes et Télécommunications : M. Gabriel Montcharmont
- Tome VII.— Environnement : M. Daniel Chevallier
- Tome VIII.— Équipement, logement, transports et espace : Aviation civile et Météorologie : M. Roger Léron
- Tome IX.— Équipement et transports : Mer : M. Jean Beauflis
- Tome X.— Éducation, logement, transports et espace : Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Jean-Pierre Baeumler
- Tome XI.— Équipement, logement, transports et espace : Tourisme : M. Francis Geng
- Tome XII.— Équipement, logement, transports et espace : Urbanisme, Logement et Services communs : M. Bernard Carton

- Tome XIII.— Premier ministre : Plan : M. Paul Lombard
 Tome XIV.— Recherche et technologie : M. Robert Galley
 Tome XV.— Ville et aménagement du territoire : M. Gaston Rimareix

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 92 (91-92)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1992 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, [n° 91 (91-92)], par M. Roger Chinaud, rapporteur général :

- Tome I.— Le budget de 1992 et son contexte économique et financier.
 Tome II.— Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)
 Annexe.— Relations financières avec les Communautés européennes. (M. Jacques Chaumont, rapporteur.)
 Tome III.— Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. — BUDGETS CIVILS

A. — Budget général.

Annexes :

1. — Affaires étrangères : M. Yves Guéna.
 2. — Affaires sociales et intégration : M. Jacques Oudin.
 3. — • Économie sociale : M. Robert Vizet.
 4. — Affaires sociales et travail. Services communs : M. Maurice Blin.
 5. — Agriculture et forêt : M. Roland du Luart.
 6. — Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.
 7. — Anciens combattants : M. Auguste Cazalet.
 8. — Coopération et développement : M. André-Georges Voisin.
- Culture et communication :
9. — • Culture : M. Roger Romani.
 10. — • Communication : M. Jean Cluzel.
 11. — Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.
- Économie, finances et budget :
12. — I. — Charges communes : M. Claude Belot.
 13. — II. — Services financiers : M. Michel Manet.
 14. — • Commerce extérieur : M. Tony Larue.
 15. — III. — Industrie : M. Bernard Barbier.
 16. — IV. — Artisanat et commerce : M. René Ballayer.
 17. — V. — Postes et télécommunications : M. Henri Torre.
- Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :
18. — I. — Enseignement scolaire : M. Jacques Delong.
 19. — II. — Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.

20. — Environnement : M. Robert Vizet.
- Équipement, logement, transports et espace :
21. — I. — Urbanisme, logement et services communs : M. Ernest Cartigny.
- II. — Transports :
22. — 1. — Transports terrestres : M. Jean-Pierre Masseret.
 23. — • Voies navigables : M. Philippe Adnot.
 24. — 2. — Routes : M. Paul Loridant.
 25. — 3. — Sécurité routière : M. Paul Loridant.
 26. — 4. — Transport aérien et espace : M. Marcel Fortier.
 27. — III. — Météorologie : M. Marcel Fortier.
 28. — IV. — Tourisme : M. Pierre Croze.
- V. — Mer :
29. — • Marine marchande : M. René Régnault.
 30. — • Ports maritimes : M. Tony Larue.
- Intérieur :
31. — • Administration centrale et sécurité : M. Paul Girod.
 32. — • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Bernard Pellarin.
 33. — Jeunesse et sports : M. Paul Caron.
 34. — Justice : M. Jean Arthuis.
 35. — Recherche et technologie : M. Jacques Valade.
- Services du Premier ministre :
36. — I. — Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
 37. — II. — Secrétariat général de la Défense nationale : M. Henri Collard.
 38. — III. — Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
 39. — IV. — Plan : Mme Maryse Bergé-Lavigne.
 40. — Travail, emploi et formation professionnelle : M. Maurice Blin.

B. — Budgets annexes.

41. — Aviation civile : M. Marcel Fortier.
42. — Imprimerie nationale : M. Henri Collard.
43. — Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
44. — Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
45. — Monnaies et Médailles : M. Louis Perrein.
46. — Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. — DÉFENSE

47. — Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. René Monory.
48. — Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

III. — AUTRES DISPOSITIONS

49. — Comptes spéciaux du Trésor : M. Emmanuel Hamel.
50. — Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes : M. Michel Moreigne.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 93 (91-92)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1992 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I.— Culture, par M. Michel Miroudot
 Tome II.— Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat

Tome	III.- Environnement, par M. Hubert Martin
Tome	IV.- Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy
Tome	V.- Enseignement agricole, par M. Albert Vecten
Tome	VI.- Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin
Tome	VII.- Enseignement technique, par M. Gérard Delfau
Tome	VIII.- Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte
Tome	IX.- Jeunesse et sports, par M. François Lesein
Tome	X.- Communication, par M. Adrien Gouteyron
Tome	XI.- Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jean Delaneau
Tome	XII.- Francophonie, par M. Jacques Habert

AVIS [n° 94 (91-92)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1992, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome	I.- Agriculture, par M. Alain Pluchet
Tome	II.- Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx
Tome	III.- Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia
Tome	IV.- Industrie, par M. Francisque Collomb
Tome	V.- Energie, par M. Roland Grimaldi
Tome	VI.- Recherche et technologie, par M. René Trégouët
Tome	VII.- Artisanat et Commerce, par M. Jean-Jacques Robert
Tome	VIII.- Consommation et concurrence, par M. Louis Minetti
Tome	IX.- Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay
Tome	X.- Aménagement du territoire, par M. Jean Puech
Tome	XI.- Plan, par M. Jean Boyer
Tome	XII.- Routes et voies navigables, par M. Jacques Bracconier
Tome	XIII.- Ports maritimes, par M. Jean-François Le Grand
Tome	XIV.- Logement, par M. Robert Laucournet
Tome	XV.- Urbanisme, par M. Jacques Bellanger
Tome	XVI.- Tourisme, par M. Charles Ginésy
Tome	XVII.- Environnement, par M. Bernard Hugo
Tome	XVIII.- Transports terrestres, par M. Georges Berchet
Tome	XIX.- Aviation civile, transport aérien et espace, par M. Bernard Legrand
Tome	XX.- Marine marchande, par M. Louis de Catuelan
Tome	XXI.- Postes et télécommunications, par M. Jean Faure
Tome	XXII.- Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré
Tome	XXIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour

AVIS [n° 95 (91-92)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1992 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome	I.- Affaires étrangères, par M. Claude Mont
Tome	II.- Affaires étrangères, relations culturelles extérieures, par M. Paul Alduy
Tome	III.- Coopération, par M. Paul d'Ornano
Tome	IV.- Défense - Section commune, par M. Xavier de Villepin
Tome	V.- Défense - Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle
Tome	VI.- Défense - Section Forces terrestres, par M. Philippe de Gaulle
Tome	VII.- Défense - Section Air, par M. Albert Voilquin
Tome	VIII.- Défense - Section Marine, par M. Max Lejeune

AVIS [n° 96 (91-92)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1992 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome	I.- Anciens combattants, par M. Claude Prouvoyeur
Tome	II.- Santé et action sociale, par M. Louis Boyer
Tome	III.- Sécurité sociale, par M. Charles Descours
Tome	IV.- Travail et emploi, par M. Louis Souvet
Tome	V.- Formation professionnelle, par M. Jean Madelain
Tome	VI.- Prestations sociales agricoles, par M. Bernard Seillier
Tome	VII.- Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise
Tome	VIII.- Logement social, par M. Guy Penne

AVIS [n° 97 (91-92)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1992 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome	I.- Intérieur - Décentralisation, par M. Bernard Laurent
Tome	II.- Intérieur - Police et sécurité, par M. Paul Masson
Tome	III.- Intérieur - Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon
Tome	IV.- Justice - Services généraux, par M. Germain Authié
Tome	V.- Justice - Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud
Tome	VI.- Justice - Protection judiciaire de la jeunesse, par M. Michel Rufin
Tome	VII.- Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé
Tome	VIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1992 (Assemblée nationale n° 2240 et Sénat n° 91 (rectifié), 1991-1992) et des articles de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. – Dispositions antérieures			
1 ^{er}		Autorisation de percevoir les impôts existants	20 nov. 1991	3898	1 ^{er}
		B. – Mesures fiscales			
		1. Particuliers			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	20 nov. 1991	3898	2
3		Étalement de l'imposition des primes de mobilité versées aux salariés	20 nov. 1991	3909	3
4		Assouplissement du régime fiscal de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises	20 nov. 1991	3909	4
5		Amélioration des incitations fiscales à l'acquisition de logements neufs à usage d'habitation principale	20 nov. 1991	3909	5
	5 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Donations et legs faits à des musées gérés par des collectivités territoriales	20 nov. 1991	3910	6
6		Amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif	20 nov. 1991	3910	7
7		Pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation	20 nov. 1991	3913	8
	7 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Limitation de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'actifs immobiliers constituant la résidence en France des Français domiciliés hors de France	20 nov. 1991	3917	9
		2. Entreprises			
		a. Mesures générales			
8		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices distribués et de celui des acomptes	21 nov. 1991	3929	10
9		Taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés .	21 nov. 1991	3941	11
10		Réforme du droit d'apport	21 nov. 1991	3944	12
	10 bis AA (A.N.) Nlle lect.	Aménagement du droit exigible en cas d'apport à une société d'exercice libéral	18 déc. 1991	(1)	13
	11 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs	21 nov. 1991	3945	14
11		Aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit (1) .	21 nov. 1991	3950	15
		b. Mesures en faveur des P.M.E.			
12		Allègement des droits sur les cessions de fonds de commerce	21 nov. 1991	3961	16
13		Suppression du plafond des comptes courants bloqués d'associés	21 nov. 1991	3962	17
14		Aménagement du régime d'imposition des plus-values d'apport en société	21 nov. 1991	3962	18
15		Unification des taux des plus-values à long terme des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu	21 nov. 1991	3965	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		3. Mesures diverses			
		<i>a) Mesures nouvelles</i>			
16		Amortissement exceptionnel des véhicules électriques	21 nov. 1991	3970	20
17		Remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération	21 nov. 1991	3972	21
18		Aménagement des droits d'enregistrement sur les actes des huissiers de justice	21 nov. 1991	3973	22
	18 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	T.V.A. applicable aux opérations portant sur les œuvres d'art originales d'artistes vivants	21 nov. 1991	3973	23
	18 ter A (A.N.) Nlle lect.	Assujettissement à la T.V.A. des droits d'auteur	18 déc. 1991	(1)	24
19		Assujettissement au droit de mutation à titre onéreux des ventes aux enchères publiques de meubles	21 nov. 1991	3991	25
20		Réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurances applicables à certains contrats	21 nov. 1991	3993	26
21		Modification du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole	21 nov. 1991	3994	27
22		Taxation au taux des taxes applicables au super-carburant plombé des produits employés ou vendus pour des usages non autorisés	21 nov. 1991	3995	28
	22 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Relèvement de l'exonération applicable pour le calcul du droit de bail	21 nov. 1991	3995	29
23		Aménagement du régime du perfectionnement actif	21 nov. 1991	3996	30
	23 bis A (A.N.) Nlle lect.	Exonération d'impôt de bourse pour certaines opérations	18 déc. 1991	(1)	31
	23 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicables aux esters d'huile de colza et de tournesol	21 nov. 1991	3996	32
		<i>b. Mesures d'actualisation ou de reconduction</i>			
24		Relèvement du plafond de l'abattement de 20 % accordé aux adhérents des centres de gestion et associations agréés	21 nov. 1991	3999	33
25		Relèvement des taux du droit de francisation et de navigation	21 nov. 1991	3999	34
26		Reconduction du régime fiscal des entreprises de presse	21 nov. 1991	4000	35
27		Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières . .	21 nov. 1991	4000	36
28		Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)	21 nov. 1991	4000	37
29		Hausse du droit de consommation sur les tabacs	21 nov. 1991	4002	38
	29 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Majoration de la taxe sur les messageries dites « roses » et de divers droits de timbre	21 nov. 1991	4005	39
	29 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Majoration des droits de timbre de dimension	21 nov. 1991	4006	40
	29 quater (A.N.) 1 ^{re} lect.	Majoration des droits de timbre	21 nov. 1991	4006	41
	29 quinques (A.N.) 1 ^{re} lect.	Majoration du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire	21 nov. 1991	4006	42
	29 sexies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Majoration du tarif du droit fixe d'enregistrement	21 nov. 1991	4006	43
		<i>c. Mesures diverses</i>			
30		Relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France	22 nov. 1991	4012	44
31		Versements des exploitants publics La Poste et France Télécom	22 nov. 1991	4014	45
32		Aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	22 nov. 1991	4015	46

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	32 bis AA (A.N.) Nlle lect.	Assujettissement à un droit de 100 francs de la délivrance des documents de circulation pour étrangers mineurs et à une taxe de 50 francs des sauf-conduits délivrés aux étrangers titulaires d'un titre de séjour.	18 déc. 1991	(1)	47
	32 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Aménagement du régime de la taxe additionnelle au droit de bail	22 nov. 1991	4027	48
	32 quater (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Cotisation minimum de taxe professionnelle	22 nov. 1991	4029	49
		II. – RESSOURCES AFFECTÉES			
33		Dispositions relatives aux affectations	22 nov. 1991	4029	50
34		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA	22 nov. 1991	4030	51
35		Aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés	22 nov. 1991	4030	52
36		Ajustement du montant de TVA affecté au BAPSA	22 nov. 1991	4033	53
37		Relèvement du tarif et aménagement du recouvrement de la taxe de sûreté sur les aéroports	22 nov. 1991	4036	54
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
38		Majoration des rentes viagères	22 nov. 1991	4037	55
		TITRE III			
		Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges			
39		Équilibre général du budget	22 nov. 1991	4053	56
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1992			
		I. – OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF			
		A. – Budget général			
40		Budget général. – Services votés	8 déc. 1991	5012	57
41		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services civils .	8 déc. 1991	5012	58
		(2 ^e . délibér.)		5109	
42		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services civils .	8 déc. 1991	5014	59
		(2 ^e . délibér.)		5110	
43		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services militaires	26 nov. 1991	4344	60
44		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services militaires	26 nov. 1991	4345	61
			8 déc. 1991		
			(2 ^e . délibér.)	5112	
45		Autorisations d'engagement par anticipation	8 déc. 1991	5017	62

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		B. Budgets annexes			
46		Budgets annexes. – Services votés	8 déc. 1991	5017	63
47		Budgets annexes. – Mesures nouvelles	8 déc. 1991 (2 ^e . délibér.)	5017 5112	64
		C. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale			
48		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Ser- vices votés	30 nov. 1991	4565	65
49		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Mesures nouvelles	30 nov. 1991 8 déc. 1991 (2 ^e . délibér.)	4565 5112	66
		II. – OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE			
50		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. – Ser- vices votés	30 nov. 1991	4566 4568	67
51		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations à caractère tempo- raire. – Mesures nouvelles	30 nov. 1991	4567	68
52		Comptes de commerce. – Mesures nouvelles	30 nov. 1991	4567	69
53		Comptes de prêts. – Mesures nouvelles	30 nov. 1991	4567	70
54		Clôture du compte spécial du Trésor n° 904-02	30 nov. 1991	4567	71
55		Prorogation du compte spécial n° 905-11 « Opérations de liqui- dation de l'ancien secteur français de Berlin »	30 nov. 1991	4568	72
56		Comptes de commerce n° 904-21 « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipe- ment »	30 nov. 1991	4568	73
57		Extension du champ d'intervention du Fonds d'aménagement de l'Ile-de-France	30 nov. 1991	4568	74
		III. – DISPOSITIONS DIVERSES			
58		Autorisation de perception des taxes parafiscales	4 déc. 1991 8 déc. 1991	4828 5018	75
59		Crédits évaluatifs	8 déc. 1991	5032	76
60		Crédits provisionnels	8 déc. 1991	5034	77
61		Reports de crédits	8 déc. 1991	5035	78
62		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation de produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovi- suelle	4 déc. 1991 8 déc. 1991	4829 5038	79 80
	62 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Rapport au Parlement sur la situation patrimoniale de l'État ..			
		TITRE II			
		DISPOSITIONS PERMANENTES			
		I. – MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ			
		A. – Environnement			
63		Suppression de l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture	8 déc. 1991	5039	81
64		Exonération temporaire et facultative de taxe professionnelle des investissements de désulfuration et de conversion du fioul lourd	8 déc. 1991	5040	82

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
65		Exonération temporaire et facultative de taxe professionnelle des installations de stockage de gaz	8 déc. 1991	5040	83
	65 bis A (A.N.) Nlle lect.	Amortissement exceptionnel des matériels de lutte contre le bruit	18 déc. 1991	(1)	84
	65 bis B (A.N.) Nlle lect.	Valeur locative des immobilisations industrielles destinées à économiser l'énergie et à réduire le bruit.	18 déc. 1991	(1)	85
	65 bis C (A.N.) Nlle lect.	Aménagement du régime de la provision pour implantation commerciale à l'étranger	18 déc. 1991	(1)	86
	65 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles en cas de cessions d'établissements de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés	8 déc. 1991	5041	87
		<i>B. – Mesures de simplification</i>			
66		Aménagement du régime fiscal des sociétés financières d'innovation	8 déc. 1991	5046	88
67		Païement mensuel des taxes foncières	8 déc. 1991	5046	89
		<i>C. – Mesures en faveur des P.M.E.</i>			
68		Participation des salariés au rachat de leur entreprise	8 déc. 1991	5048	90
69		Institution d'une réduction d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises individuelles	8 déc. 1991	5054	91
70		Exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef d'entreprise individuelle par le repreneur	8 déc. 1991	5054	92
71		Exonération de certaines plus-values d'apport	8 déc. 1991	5055	93
72		Crédit d'impôt pour augmentation de capital	8 déc. 1991	5057	94
73		Incitation fiscale à la résiliation anticipée de certains baux à construction	8 déc. 1991	5061	95
		<i>D. – Mesures diverses</i>			
	74 A (A.N.) 1 ^{re} lect.	Éligibilité des groupements de communes à fiscalité propre à la seconde part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	8 déc. 1991	5062	96
74		Reconduction du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement	8 déc. 1991	5064	97
75		Aménagement de la fiscalité des groupes	8 déc. 1991	5065	98
	75 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Extension de la fiscalité de groupe aux sociétés coopératives	8 déc. 1991	5070	99
76		Régime fiscal des cessions ou concessions de droits de la propriété industrielle	8 déc. 1991	5071	100
77		Suppression de la déductibilité des dividendes pour les distributions sous forme d'actions	8 déc. 1991	5073	101
78		Plafonnement du tarif des droits de mutation à titre onéreux afférents aux immeubles à usage d'habitation	8 déc. 1991	5074	102
79		Exonération facultative de taxe professionnelle de certaines locations en meublé	8 déc. 1991	5075	103
80		Exonération temporaire de taxe professionnelle en faveur de l'aménagement du territoire	8 déc. 1991	5075	104
81		Institution d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais	8 déc. 1991	5075	105
82		(Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 91-302 DC du 30 décembre 1991)	(8 déc. 1991)	(5076)	(106)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
83		Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base	8 déc. 1991	5077	107
	83 bis A (A.N.) Nlle lect.	Régime de la taxation d'office aux droits d'enregistrement et aux taxes assimilées	18 déc. 1991	(1)	108
	83 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Possibilité, pour les conseils généraux, d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties, les jeunes agriculteurs ..	8 déc. 1991	5077	109
	83 ter (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle	8 déc. 1991	5082	110
	83 ter (A.N.) 1 ^{re} lect.	Modalités de calcul du taux maximum de la taxe départementale sur le revenu en 1992	8 déc. 1991	5083	111
	83 quater (A.N.) 1 ^{re} lect.	Assiette provisoire de la taxe départementale sur le revenu ...	8 déc. 1991	5086	112
	83 quinquies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Régime de la taxe départementale sur le revenu applicable aux personnes ne disposant pas de revenus imposables en France	8 déc. 1991	5087	113
	83 sexies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Régime des abattements applicables sur la part régionale de la taxe d'habitation	8 déc. 1991	5087	114
	83 septies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Prorogation des avantages fiscaux en cas d'investissements dans les D.O.M.	8 déc. 1991	5087	115
	83 octies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Durée de détention et maintien de l'affectation ouvrant droit à la déduction fiscale	8 déc. 1991	5090	116
	83 nonies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Augmentation de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les logements intermédiaires acquis dans les D.O.M.	8 déc. 1991	5094	117
	83 decies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles	8 déc. 1991	5095	118
	83 undecies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Maintien de l'affectation des biens situés dans les D.O.M. et ayant bénéficié de la défiscalisation	8 déc. 1991	5097	119
	83 duodecies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports	8 déc. 1991	5098	120
	83 duodecies bis (A.N.) Nlle lect.	Extension du champ d'application de la réduction d'impôt accordée au titre des investissements dans les D.O.M.	8 déc. 1991	(1)	121
	83 terdecies (A.N.) 1 ^{re} lect.	Réduction du taux de déduction fiscale pour investissements dans les D.O.M.	8 déc. 1991	5104	122
		II. – AUTRES MESURES			
		Affaires sociales et intégration			
84		Modification des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) aux personnes âgées	25 nov. 1991	4283	123
		Anciens combattants			
	84 bis (A.N.) 1 ^{re} lect.	Révision de la pension lorsque le degré d'invalidité est supérieur d'au moins 10 % au pourcentage antérieur	3 déc. 1991	4716	124

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
85	84 <i>ter</i> (A.N.) 1 ^{re} lect.	Création d'un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord chômeurs de longue durée et âgés de plus de 57 ans	3 déc. 1991	4716	125
		Économie, finances et budget			
		IV. – Artisanat et commerce			
		Actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambres de métiers et financement d'actions de promotion de l'artisanat	7 déc. 1991	4999	126
		Équipement, logement, transport et espace			
86		I. – Urbanisme, logement et services communs			
		Généralisation de l'allocation de logement sociale	20 nov. 1991	4176	127
87		Intérieur			
		Réforme de la compensation des exonérations de taxe sur les propriétés bâties	2 déc. 1991	4663	128
88	87 <i>bis</i> (A.N.) 1 ^{re} lect.	Suppression de certaines catégories d'exonération de courte durée de la taxe foncière sur les propriétés bâties.....	2 déc. 1991	4664	129
		Justice			
89		Application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique	27 nov. 1991	4408	130
		Travail, emploi et formation professionnelle			
90		Redéfinition du champ des bénéficiaires de l'allocation d'insertion	25 nov. 1991	4238	131
		Aménagement du territoire			
	90 (SÉNAT) 1 ^{re} lect.	Récapitulation annuelle, en annexe aux lois de finances, des crédits de toute nature qui concourent à l'action de la France en matière d'aménagement du territoire.....	4 déc. 1991	4801	132

(1) L'adoption d'une motion n° 3 tendant à opposer la question préalable en nouvelle lecture a entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi de finances.

- (2) Ont été déclarés contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 91-302 DC du 30 décembre 1991 :
- à l'article 15-I, les mots : « devant notaire » ;
 - l'article 106

N.B. : Les articles 41 et État B, 42 et État C, 44, 47, 49 et 39 et État A ont fait l'objet d'une seconde délibération en première lecture.

Discussion (première lecture)

(19 novembre) (p. 3829, 3866); (20 novembre 1991) (p. 3874, 3922); (21 novembre 1991) (p. 3925, 4007); (22 novembre 1991) (p. 4012, 4121); (23 novembre 1991) (p. 4127, 4176); (24 novembre 1991) (p. 4183, 4201); (25 novembre 1991) (p. 4209, 4283); (26 novembre 1991) (p. 4287, 4345); (27 novembre 1991) (p. 4349, 4408); (28 novembre 1991) (p. 4415, 4488); (29 novembre 1991) (p. 4495, 4531); (30 novembre 1991) (p. 4538, 4594); (1^{er} décembre 1991) (p. 4597, 4614); (2 décembre 1991) (p. 4619, 4690); (3 décembre 1991) (p. 4695, 4771); (4 décembre 1991) (p. 4778, 4830); (5 décembre 1991) (p. 4835, 4901); (6 décembre 1991) (p. 4912, 4975); (7 décembre 1991) (p. 4979, 5001); (8 décembre 1991) (p. 5012, 5124).

I – DISCUSSION GENERALE (19 novembre 1991) (p. 3829, 3866); (20 novembre 1991) (p. 3874, 3897): *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie; Michel Charasse, ministre chargé du budget; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Pierre Masseret, Ernest Cartigny, Jean Boyer, René Monory, Roger Romani, Mme Hélène Luc, MM. René Régnauld, Roland du Luart – MM. Xavier de Villepin, Jacques Oudin, Robert Vizet, Yvon Collin, René Trégouët.*

Agriculture : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3840; 3891); *Charasse (Michel)* (p. 3892); *Luart (Roland du)* (p. 3865; 3866); *Luc (Hélène)* (p. 3862); *Régnauld (René)* (p. 3865); *Vizet (Robert)* (p. 3880).

Allemagne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3882; 3891); *Chinaud (Roger)* (p. 3829); *Collin (Yvon)* (p. 3880); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Monory (René)* (p. 3858); *Romani (Roger)* (p. 3861); *Trégouët (René)* (p. 3882; 3883).

Aménagement du territoire : *Charasse (Michel)* (p. 3894); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Régnauld (René)* (p. 3864; 3865).

Balance commerciale : *Chinaud (Roger)* (p. 3831); *Collin (Yvon)* (p. 3880); *Oudin (Jacques)* (p. 3876).

Bâtiment et travaux publics : *Cartigny (Ernest)* (p. 3855).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Charasse (Michel)* (p. 3893); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849).

Chômage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3838); *Cartigny (Ernest)* (p. 3855); *Charasse (Michel)* (p. 3895; 3896); *Chinaud (Roger)* (p. 3830); *Collin (Yvon)* (p. 3881); *Luc (Hélène)* (p. 3862); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Poncelet (Christian)* (p. 3835); *Régnauld (René)* (p. 3865); *Romani (Roger)* (p. 3859); *Trégouët (René)* (p. 3883; 3885); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Collectivités territoriales : *Charasse (Michel)* (p. 3843; 3894); *Larché (Jacques)* (p. 3852); *Poncelet (Christian)* (p. 3836); *Régnauld (René)* (p. 3864); *Vizet (Robert)* (p. 3879).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Charasse (Michel)* (p. 3894); *Larché (Jacques)* (p. 3852).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3838; 3888; 3891); *Charasse (Michel)* (p. 3843); *Collin (Yvon)* (p. 3881); *Luc (Hélène)* (p. 3863); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3853); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Poncelet (Christian)* (p. 3834); *Villepin (Xavier de)* (p. 3876); *Vizet (Robert)* (p. 3880).

Cotisations sociales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3887; 3888); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Culture : *Chinaud (Roger)* (p. 3833); *Collin (Yvon)* (p. 3881).

Décentralisation : *Larché (Jacques)* (p. 3852); *Monory (René)* (p. 3857; 3858); *Régnauld (René)* (p. 3864); *Romani (Roger)* (p. 3861).

Défense : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3888); *Luc (Hélène)* (p. 3862).

Dépenses publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3887; 3889); *Cartigny (Ernest)* (p. 3855); *Charasse (Michel)* (p. 3842; 3844; 3893; 3896); *Chinaud (Roger)* (p. 3833); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849); *Luc (Hélène)* (p. 3862; 3863); *Masseret*

(Jean-Pierre) (p. 3853); *Monory (René)* (p. 3858); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Poncelet (Christian)* (p. 3835; 3836); *Romani (Roger)* (p. 3859; 3861); *Trégouët (René)* (p. 3882); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875; 3876).

Dettes publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3841); *Charasse (Michel)* (p. 3844; 3846); *Chinaud (Roger)* (p. 3833; 3834); *Collin (Yvon)* (p. 3880); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Poncelet (Christian)* (p. 3835); *Trégouët (René)* (p. 3883); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Régnauld (René)* (p. 3864); *Vizet (Robert)* (p. 3879).

Economie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3837; 3838; 3885); *Charasse (Michel)* (p. 3842; 3846); *Chinaud (Roger)* (p. 3829; 3847); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Luc (Hélène)* (p. 3862); *Monory (René)* (p. 3857); *Poncelet (Christian)* (p. 3834; 3846); *Régnauld (René)* (p. 3864).

Economie (française) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3837); *Cartigny (Ernest)* (p. 3854); *Chinaud (Roger)* (p. 3830); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Larché (Jacques)* (p. 3850); *Luart (Roland du)* (p. 3865); *Luc (Hélène)* (p. 3861); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3852); *Monory (René)* (p. 3858); *Poncelet (Christian)* (p. 3834); *Régnauld (René)* (p. 3863); *Villepin (Xavier de)* (p. 3874).

Education nationale : *Charasse (Michel)* (p. 3845; 3895); *Collin (Yvon)* (p. 3880); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849); *Luc (Hélène)* (p. 3862); *Oudin (Jacques)* (p. 3877; 3878); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Emploi : *Boyer (Jean)* (p. 3856); *Chinaud (Roger)* (p. 3833); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849); *Luc (Hélène)* (p. 3863); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3854); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Trégouët (René)* (p. 3883).

Entreprises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3882; 3887; 3888); *Boyer (Jean)* (p. 3857); *Cartigny (Ernest)* (p. 3855); *Charasse (Michel)* (p. 3844; 3893; 3897); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Régnauld (René)* (p. 3864); *Romani (Roger)* (p. 3860); *Trégouët (René)* (p. 3882; 3884; 3896); *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3839); *Boyer (Jean)* (p. 3856; 3857); *Charasse (Michel)* (p. 3845; 3894); *Régnauld (René)* (p. 3864); *Trégouët (René)* (p. 3883).

Environnement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3839; 3891); *Charasse (Michel)* (p. 3845).

Epargne : *Monory (René)* (p. 3859).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3838); *Chinaud (Roger)* (p. 3829); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847); *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3853); *Villepin (Xavier de)* (p. 3874).

Europe de l'Est : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3888); *Monory (René)* (p. 3857).

Finances publiques : *Charasse (Michel)* (p. 3842; 3893); *Chinaud (Roger)* (p. 3831; 3832).

Fiscalité : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3839; 3883; 3891); *Boyer (Jean)* (p. 3856); *Charasse (Michel)* (p. 3843; 3893; 3894; 3895; 3896); *Luart (Roland du)* (p. 3866); *Luc (Hélène)* (p. 3862; 3863); *Oudin (Jacques)* (p. 3877); *Poncelet (Christian)* (p. 3836); *Régnauld (René)* (p. 3864; 3865); *Romani (Roger)* (p. 3859; 3860; 3861); *Trégouët (René)* (p. 3884; 3885); *Vizet (Robert)* (p. 3878; 3879; 3880).

Fonction publique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3840); *Cartigny (Ernest)* (p. 3855); *Charasse (Michel)* (p. 3846); *Collin (Yvon)* (p. 3881); *François-Poncet (Jean)* (p. 3847).

Formation professionnelle : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3839); *Cartigny (Ernest)* (p. 3855); *Charasse (Michel)* (p. 3845); *Chinaud (Roger)* (p. 3830); *Monory (René)* (p. 3859); *Oudin (Jacques)* (p. 3878); *Régnauld (René)* (p. 3864); *Trégouët (René)* (p. 3881; 3883; 3884).

Industrie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3885); *Charasse (Michel)* (p. 3844); *Poncelet (Christian)* (p. 3835); *Trégouët (René)* (p. 3881).

Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3838) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3830) ; *Monory (René)* (p. 3858) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3876) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3834) ; *Romani (Roger)* (p. 3860).

Information : *Monory (René)* (p. 3859).

Investissements : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3839 ; 3885 ; 3887) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3854 ; 3855) ; *Charasse (Michel)* (p. 3845 ; 3846) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3830) ; *Monory (René)* (p. 3858 ; 3859) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3876) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3835) ; *Trégouët (René)* (p. 3882) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3875).

Japon : *Chinaud (Roger)* (p. 3830) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3847).

Justice : *Charasse (Michel)* (p. 3894).

Logement social : *Charasse (Michel)* (p. 3845) ; *Régnauld (René)* (p. 3864).

Manifestations : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3852) ; *Romani (Roger)* (p. 3860).

Parlement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3836).

Parlement (travaux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3885).

Pays en voie de développement (PVD) : *Chinaud (Roger)* (p. 3829).

Politique économique et sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3837 ; 3889) ; *Boyer (Jean)* (p. 3856) ; *Charasse (Michel)* (p. 3847) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3876) ; *Régnauld (René)* (p. 3865).

Politique monétaire et financière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3887 ; 3892).

Privatisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3888) ; *Charasse (Michel)* (p. 3847) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3832) ; *Romani (Roger)* (p. 3860 ; 3861).

Retraites : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3888) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3878).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3888) ; *Collin (Yvon)* (p. 3881) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849).

Royaume-Uni : *Charasse (Michel)* (p. 3842).

Salaires, traitements et indemnités : *Luc (Hélène)* (p. 3863).

Santé (dépenses) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3853).

Sécurité publique : *Charasse (Michel)* (p. 3894) ; *Larché (Jacques)* (p. 3851).

Sécurité sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3840) ; *Charasse (Michel)* (p. 3895) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3853) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3877 ; 3878).

Solidarité : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3887) ; *Charasse (Michel)* (p. 3846) ; *Luc (Hélène)* (p. 3863) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3852) ; *Régnauld (René)* (p. 3864).

Tabacs et allumettes : *Chinaud (Roger)* (p. 3830).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Boyer (Jean)* (p. 3857) ; *Charasse (Michel)* (p. 3896) ; *Régnauld (René)* (p. 3865) ; *Trégouët (René)* (p. 3885).

Transfusions et transplantations d'organes : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3849).

Villes : *Charasse (Michel)* (p. 3845 ; 3885).

Zones rurales : *François-Poncet (Jean)* (p. 3847).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II – DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (20 novembre 1991) (p. 3898, 3919) ; (21 novembre 1991) (p. 3928, 4007) ; (22 novembre 1991) (p. 4012, 4092) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre ; Robert Vizet, Paul Caron, Jacques Oudin, Marcel Lucotte,*

Jacques Moutet, Louis Jung, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Masseret, Xavier de Villepin, Mme Paulette Fost, MM. Jean Delaneau, Jean-Jacques Robert, Michel Caldaquès, Emmanuel Hamel, Charles de Cuttoli, Maurice Schumann, Christian Poncelet, président de la commission des finances – MM. Paul Girod, Louis Moinard, René Trégouët, Michel Moreigne, Henri de Raincourt, Paul Loridant, Louis Minetti, Louis Virapoullé, Josselin de Rohan, Etienne Dailly, Roland du Luart, Bernard Laurent, Jean Grandon, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Claude Belot, Jean Simonin, René Régnauld, Philippe François, Pierre-Christian Taittinger, Philippe Adnot, Louis de Catuelan – MM. René Ballayer, Jean Chérioux, Roger Romani, Ernest Cartigny, Bernard Barbier, Désiré Debavelaere, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances (relations financières avec les Communautés européennes) ; Jacques Genton, Jean Garcia, Jacques Habert, Mme Hélène Luc.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – Impôts et revenus autorisés

A – Dispositions antérieures

Art. 1^{er} (Autorisation de percevoir les impôts existants) – Adopté (p. 3898).

B – Mesures fiscales

1 – Particuliers

Art. 2 (Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) (p. 3898).

Rejeté : amendement n° I-109 de M. Robert Vizet : réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3899).

– L'article 2 est adopté (p. 3899).

Après l'art. 2 (p. 3899).

Adoptés : amendement n° I-64 de la commission : possibilité pour les entreprises individuelles de constituer une provision pour investissement déductible de leur résultat imposable (p. 3901 ; priorité ordonnée p. 3899) – Amendement n° I-54 de M. Hubert Durand-Chastel : élargissement du champ d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu des logements affectés à l'habitation principale (p. 3909 ; précédemment réservé p. 3907) – Amendement n° I-213 du Gouvernement, retiré par son auteur et repris par M. Jean Delaneau : dépenses afférentes à l'habitation principale (p. 3909).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-110 : situation des contribuables subissant une perte brutale de revenus au cours d'une année – N° I-111 : revalorisation d'une mesure incitative au conventionnement – Amendements de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-112 : augmentation de la réduction d'impôt au titre des dépenses entraînées par l'hébergement d'une personne âgée – N° I-113, n° I-114, n° I-115 et n° I-116 : réintégration dans la définition du revenu imposable des réductions d'impôt accordé à divers titres : dépenses afférentes à l'habitation principale, aide à domicile, hébergement en établissement de long séjour, frais de garde des jeunes enfants et cotisations versées aux organisations syndicales (p. 3908).

Retirés : amendements de M. Paul Caron, n° I-4 : crédit d'impôt pour investissements (p. 3900) – N° I-2 : déduction de la CSG de l'impôt sur le revenu (p. 3901) – Et n° I-3 : extension de la liste des cotisations de retraite et de prévoyance déductibles à des cotisations non obligatoires (p. 3902) – Amendement n° I-182 de M. Marcel Lucotte : déduction de la CSG pour la détermination du revenu imposable (p. 3902) – Amendement n° I-9 de M. Jacques Moutet : modalités de déduction des cotisations versées par les exploitants individuels à un régime complémentaire d'assurance maladie ou de retraite (p. 3903) – Amendement n° I-8 de M. Louis Jung : déduction pour frais de transport entre le domicile et le lieu de travail (p. 3904) – Amendement n° I-204 de M. Guy Penne : détermination de la résidence principale des français domiciliés hors de France – Amendement n° I-10 de M. Xavier de Villepin : allègement du poids des remboursements des prêts étudiants (p. 3907) – Amendement n° I-213 du Gouvernement : dépenses afférentes à l'habitation principale (p. 3909).

Devenu sans objet : amendement n° I-57 de M. Jacques Oudin : constitution d'une réserve spéciale d'investissements (p. 3901).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3901, 3909).

Art. 3 (*Étalement de l'imposition des primes de mobilité versées aux salariés*) – Adopté (p. 3909).

Art. 4 (*Assouplissement du régime fiscal de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) – Adopté (p. 3909).

Art. 5 (*Amélioration des incitations fiscales à l'acquisition de logements neufs à usage d'habitation principale*) – Adopté (p. 3910).

Parole sur l'article (p. 3909, 3910) : M. Robert Vizet – Logement social – Prêts d'accession à la propriété – Remboursement d'emprunts.

Après l'art. 5 (p. 3910).

Adopté : amendement n° I-11 de M. Jacques Moutet : attribution d'une réduction d'impôt sur le revenu aux personnes atteintes d'un handicap physique entraînant une incapacité permanente d'au moins 80 % (p. 3910).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3910).

Art. 5 bis (*Donations et legs faits à des musées gérés par les collectivités territoriales*) – Adopté (p. 3910).

Art. 6 (*Amélioration des dispositions relatives à la réduction d'impôt pour investissement locatif*) – Adopté (p. 3911).

Après l'art. 6 (p. 3911).

Rejetés : amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet : hausse du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers ; sous-amendement n° I-214 du Gouvernement (vote unique p. 3913).

Retirés : amendements n° I-183 de M. Marcel Lucotte et n° I-198 de M. Jean-Jacques Robert, identiques à l'amendement n° I-12 de M. Jacques Moutet (p. 3911) – Amendements identiques n° I-13 de M. Xavier de Villepin et n° I-170 de M. Jean-Jacques Robert : dispositions applicables au déficit foncier résultant de travaux d'entretien (p. 3913).

Art. 7 (*Pérennisation des mesures d'allègement de la taxe d'habitation*) (p. 3913).

Rejeté : amendement n° I-117 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : abaissement du seuil de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable (p. 3914).

– L'article 7 est adopté (p. 3914).

Après l'art. 7 (p. 3914).

Adoptés : amendement n° I-118 de M. Robert Vizet : augmentation du plafond des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession (p. 3915) – Amendement n° I-155 de M. Jacques-Richard Delong, soutenu par M. Emmanuel Hamel : réduction de la taxe au profit des récoltants familiaux, dans la limite de dix litres d'alcool pur (p. 3917).

Retirés : amendements identiques n° I-7 de M. Louis Jung et n° I-184 de M. Marcel Lucotte : augmentation du montant des frais funéraires déductibles de l'actif d'une succession (p. 3915) – Amendement n° I-169 de M. Robert Vizet : libération des taux (p. 3916).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3915, 3917).

Avant l'art. 7 bis (p. 3917).

Rejeté : amendement n° I-119 de M. Robert Vizet : abaissement de l'abattement pour le calcul des plus-values immobilières (p. 3917).

Art. 7 bis (*Limitation de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'actifs immobiliers constituant la résidence en France des français domiciliés hors de France*) (p. 3917).

Adopté : amendement de suppression n° I-171 de M. Charles de Cuttoli (p. 3919).

– L'article 7 bis est supprimé (p. 3919).

Après l'art. 7 bis (p. 3919).

Adopté : amendement n° I-148 de M. Maurice Schumann : exclusion des locaux professionnels du champ d'application de l'article 93 du code général des impôts en cas de départ à la retraite (p. 3919).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3919).

2 – Entreprises

Avant l'art. 8 (p. 3928).

Retiré : amendement n° I-17 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Xavier de Villepin : modalités de modification de la date de clôture de l'exercice pour les sociétés de personnes possédant et exploitant une entreprise agricole soumise au régime du bénéfice réel (p. 3929).

Art. 8 (*Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués et modulation du régime des acomptes*) (p. 3929).

Adoptés : amendements de la commission, n° I-65, n° I-68, n° I-69 et n° I-70 : limitation de l'application du système du double taux ; modalités de calcul des acomptes dus au cours des exercices suivants ; application des règles restrictives (p. 3932 ; priorité ordonnée p. 3930) – N° I-66 : dispositions en faveur des entreprises contrôlées par un holding familial ou bien faisant l'objet d'un rachat par les salariés – Et n° I-67 : élargissement du champ d'application du taux d'acomptes réduit à certaines PME (p. 3934 ; priorité ordonnée p. 3930).

Rejeté : amendement n° 120 de M. Robert Vizet : hausse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués (p. 3930).

Retirés : amendements de M. Jacques Oudin, n° I-58 : mesure d'abaissement de l'impôt en faveur de petites sociétés d'exploitation détenues par un holding dont les actionnaires sont des personnes physiques – Et n° I-108 : analogue à l'amendement n° I-67 de la commission (p. 3933).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-199 de M. Jean-Jacques Robert : seuil butoir du chiffre d'affaires hors taxe (p. 3934).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3934).

Après l'art. 8 (p. 3934).

Adoptés : amendements de M. Jacques Oudin, n° I-142 : possibilité de déduction des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine – Et n° I-60 : possibilité pour les entreprises en difficulté d'obtenir un remboursement de la créance sur le Trésor (p. 3937) – Amendement n° I-21 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Moutet : déduction pour les entreprises des versements effectués à des établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat (p. 3938) – Amendement de la commission, n° I-71 : extension du crédit d'impôt pour dépenses de recherche aux dépenses engagées dans certains secteurs au titre des frais de collection (p. 3941).

Retirés : amendements n° I-22 de M. Jacques Moutet et n° I-59 de M. Jacques Oudin, analogues à l'amendement n° I-71 de la commission (p. 3938).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3936, 3937, 3938, 3941).

Art. 9 (*Taux d'imposition des plus-values à long terme des sociétés*) (p. 3941).

Adoptés : amendement rédactionnel n° I-215 du Gouvernement (p. 3942) – Amendement n° I-23 de M. Xavier de Villepin : maintien sous le régime des plus-values et des moins-values les parts d'OPCVM spécialisées en actions – Amendement n° I-72 de la commission : maintien des parts de fonds commun de placement à risques dans le champ d'application du régime des plus-values (p. 3944).

Rejeté : amendement n° I-121 de M. Robert Vizet : suppression de la distinction entre placements de trésorerie et placements permanents (p. 3942).

Retirés : amendements identiques n° I-56 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin et n° I-200 de M. Jean-Jacques Robert : date de taxation des cessions de titres (p. 3942).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3944).

Après l'art. 9 (p. 3944).

Adopté : amendement n° I-186 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Henri de Raincourt : baisse du taux d'imposition de cession des parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions (p. 3944).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3944).

Art. 10 (*Réforme du droit d'apport*) – Adopté (p. 3945).

Après l'art. 10 (p. 3945).

Adopté : amendement n° I-24 de M. Xavier de Villepin : baisse du droit d'apport auquel sont assujetties les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserve (p. 3945).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3945).

Art. 10 bis (*Dégrèvement de taxes foncières sur les propriétés non bâties pour certains éleveurs*) (p. 3945).

Retirés : amendement n° I-52 de M. Paul Caron : dégrèvement de la cotisation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3948 ; réserve ordonnée p. 3947) – Amendement n° I-73 de la commission : extension du champ d'application de l'article (p. 3949) ; sous-amendement n° I-172 de M. Louis Virapoulle (p. 3947).

– L'article 10 bis est rejeté (p. 3949).

Après l'art. 10 bis (p. 3949).

Rejeté : amendement n° I-122 de M. Robert Vizet : diminution des bases d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3950).

Retiré : amendement n° I-96 de M. Josselin de Rohan : allègement des charges foncières pesant sur les propriétés non bâties (p. 3950).

Art. 11 (*Aménagement des règles de rappel des donations antérieures pour l'application des droits de mutation à titre gratuit*) (p. 3950).

Rejeté : amendement n° I-210 de M. Etienne Dailly : extension du dispositif de non rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement (p. 3954).

Retirés : amendement n° I-149 de M. Jean Chamant, soutenu par M. Jacques Oudin : extension du dispositif de non rappel des donations antérieures intervenues depuis plus de dix ans à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement – Amendement n° I-25 de M. Michel Souplet : délai d'antériorité des donations pour le calcul des droits de succession (p. 3953).

– L'article 11 est adopté (p. 3954).

Après l'art. 11 (p. 3954).

Adoptés : amendement n° I-74 de la commission : amélioration de la déduction pour investissement accordée aux exploitants agricoles (p. 3955 ; priorité ordonnée p. 3954) – Amendements de M. Roland du Luart, n° I-157 : amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture (p. 3957) – Et n° I-158 : allègement de la charge de la transmission pesant sur la totalité des biens professionnels transmis (p. 3960) – Amendement n° I-97 de M. Geoffroy de Montalembert : mesures destinées à encourager la transmission des placements sous forme sociétaire dans le foncier agricole (p. 3959).

Rejeté : amendement n° I-123 de M. Robert Vizet : création d'un impôt sur l'achat d'actions de sociétés étrangères par des sociétés françaises (p. 3961).

Retirés : amendement n° I-26 de M. Jacques Moutet : harmonisation du régime d'imposition pour les exploitants agricoles et les exploitants forestiers – Amendement n° I-53 de M. Paul Caron : dispositions en faveur des agriculteurs souhaitant moderniser leur exploitation – Amendement n° I-187 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Jean Delaneau : dispositions en faveur des agriculteurs finançant des investissements pour la modernisation de leur exploitation (p. 3955) – Amendement n° I-30 de M. Bernard

Laurent : amélioration des conditions d'application de la fiscalité à l'agriculture – Amendement n° I-205 de M. Michel Moreigne : harmonisation de l'imposition pour les agriculteurs étendant leurs activités et pour les entreprises étendant les leurs à d'autres catégories de bénéfices (p. 3957) – Amendements de M. Michel Souplet, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° I-27 : mesure destinée à faciliter la transmission des entreprises – N° I-28 : augmentation des réductions des droits de donation (p. 3958) – Et n° I-29 : introduction de la notion de biens professionnels dans le régime des droits de mutation à titre gratuit (p. 3960).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3955, 3957, 3959, 3960).

Art. 12 (*Allègement des droits sur les cessions de fonds de commerce*) – Adopté (p. 3961).

Après l'art. 12 (p. 3961).

Retiré : amendement n° I-206 de M. Michel Moreigne : réduction de la taxe sur les véhicules de société pour les entreprises ayant un faible chiffre d'affaires (p. 3961).

Avant l'art. 13 (p. 3961).

Adopté : amendement n° I-55 de M. Claude Belot : harmonisation du droit relatif à l'épargne de proximité et de l'impôt général sur le capital (p. 3962).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3962).

Art. 13 (*Suppression du plafond des comptes courants bloqués d'associés*) – Adopté (p. 3962).

Art. 14 (*Aménagement du régime d'imposition des plus-values d'apport en société*) (p. 3962).

Retirés : amendements identiques n° I-31 de M. Bernard Laurent et n° I-174 de M. Philippe Adnot, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel : rétablissement de l'égalité devant l'impôt entre les agriculteurs et les industriels et les commerçants (p. 3963).

– L'article 14 est adopté (p. 3963).

Après l'art. 14 (p. 3963).

Adopté : amendement n° I-75 de la commission : limitation de l'imposition sur certaines plus-values (p. 3964).

Rejeté : amendement n° I-168 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Louis Minetti : définition des bénéfices non commerciaux pour les entreprises et des revenus non déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques (p. 3963).

Retiré : amendement n° I-164 de M. Jacques Oudin : compensation entre les différents régimes existants en matière de plus-values de titres (p. 3964).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3964).

Avant l'art. 15 (p. 3965).

Retiré : amendement n° I-61 de M. Jacques Oudin : harmonisation entre la taxation des plus-values pour la cession des fonds de commerce et la taxation des plus-values immobilières (p. 3966).

Art. 15 (*Unification des taux des plus-values à long terme des entreprises soumises à l'impôt sur le revenu*) – Adopté (p. 3966).

Après l'art. 15 (p. 3966).

Adopté : amendement n° I-32 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : baisse du taux de base applicable aux cessions d'immeubles affectés à une exploitation agricole (p. 3966).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-33 de M. Bernard Laurent : incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations (p. 3967).

Retirés : amendement n° I-177 de M. Philippe Adnot, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel : incitation à la mise en place de formules sociétaires pour la transmission des exploitations – Amendement n° I-34 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : extension des dispositions permettant le paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière de manière fractionnée aux mutations à titre onéreux portant sur des immeubles (p. 3967).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3966).

3 – Mesures diverses

Avant l'art 16 (p. 3967).

Adopté : amendement n° I-76 de la commission : étalement de la suppression de l'impôt sur la bourse (p. 3969).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-125 : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, les caisses des écoles et les hôpitaux – Et n° I-124 : exonération de la taxe sur les salaires pour les salaires versés par les organismes de tourisme social et familial à but non lucratif (p. 3968).

Retirés : amendement n° I-6 de M. Paul Caron : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile – Amendement n° I-35 de M. Xavier de Villepin : suppression de l'impôt sur la bourse – Amendement n° I-188 de M. Marcel Lucotte : analogue à l'amendement n° I-76 de la commission (p. 3969).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3969).

Art. 16 (*Amortissement exceptionnel des véhicules électriques*) – *Adopté* (p. 3969).

Après l'art. 16 (p. 3970).

Adopté : amendement n° I-209 de M. René Tréguët : possibilité d'un amortissement exceptionnel sur douze mois pour certains matériels nécessaires à la recherche (p. 3972).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3972).

Avant l'art. 17 (p. 3972).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-152 de M. Jean Simonin : limitation de l'exonération du foncier bâti (p. 3972).

Art. 17 (*Remplacement des dégrèvements d'office d'impôts locaux par une exonération*) (p. 3972).

Adopté : amendement de suppression n° I-77 de la commission (p. 3973).

Retirés : amendements identiques de suppression n° I-36 de M. Xavier de Villepin et n° I-189 de M. Marcel Lucotte (p. 3973).

– L'article 17 est supprimé (p. 3973).

Art. 18 (*Aménagement des droits d'enregistrement sur les actes des huissiers de justice*) (p. 3973).

Adopté : amendement de suppression n° I-211 de M. Etienne Dailly (p. 3975).

– L'article 18 est supprimé (p. 3975).

Après l'art. 18 (p. 3975).

Adopté : amendement n° I-78 de la commission : assujettissement au taux réduit de TVA des prestations liées à l'enlèvement des ordures ménagères (p. 3976).

Retirés : sur l'amendement n° I-78 de la commission ; sous-amendement n° I-216 de M. Jacques Oudin – Amendement n° I-39 de M. Jacques Moutet : harmonisation des taux de TVA pour l'ensemble de l'activité thermique (p. 3977).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3976).

Art. 18 bis (*Taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations portant sur les oeuvres d'art originales d'artistes vivants*) (p. 3977).

Adopté : amendement n° I-79 de la commission : retour au dispositif antérieur de taxation sur une marge forfaitaire, sans distinction de l'origine de l'oeuvre (p. 3980).

Retiré : amendement n° I-106 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Maurice Schumann : analogue à l'amendement n° I-79 de la commission (p. 3979).

– L'article 18 bis, dans la rédaction de l'amendement n° I-79, est adopté (p. 3980).

Après l'art. 18 bis (p. 3980).

Adoptés : amendement n° I-1 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Xavier de Villepin : suppression de l'assujettissement des oeuvres

de l'esprit (p. 3982) – Amendement n° I-63 de M. Jacques Oudin : rétablissement de l'option à la TVA pour les agriculteurs (p. 3963) – Amendement n° I-37 de M. Xavier de Villepin : modalités de demandes de remboursement mensuel de la TVA (p. 3984) – Amendement n° I-98 de M. Geoffroy de Montalembert : taux de TVA applicable au bois de chauffage (p. 3990) – Amendement n° I-80 de la commission : taux de TVA applicable aux opérations portant sur les produits de l'horticulture et de la sylviculture (p. 3989) – Amendement n° I-202 de M. Philippe François : diminution de la TVA applicable à certaines activités sylvicoles (p. 3990).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-126, n° I-127, n° I-128 et n° I-129 : baisse de la TVA pour les produits alimentaires de base, pour les fournitures scolaires, pour les produits pharmaceutiques et pour la presse d'opinion (p. 3991).

Retiré : amendement n° I-40 de M. Louis Jung : report de l'augmentation du taux de TVA sur les produits de la sylviculture (p. 3989).

Devenu sans objet : amendement n° I-130 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Louis Minetti : rétablissement du taux de TVA, appliqué antérieurement aux produits de l'horticulture (p. 3990).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3982, 3983, 3984, 3989, 3990).

Art. 19 (*Assujettissement aux droits de mutation à titre onéreux des ventes aux enchères publiques de meubles*) (p. 3991).

Adopté : amendement n° I-99 de M. Pierre-Christian Taittinger : perception du droit d'enregistrement pour les objets d'art vendus, soumis ou non à la TVA (p. 3992).

Retirés : amendements de M. Pierre-Christian Taittinger, n° I-100 : assiette de la TVA due par les vendeurs – N° I-101 : exonération des oeuvres d'art importées en vue d'une vente aux enchères publiques – Et n° I-102 : exonération de la TVA pour les importations d'oeuvres d'art en provenance d'un pays de la communauté (p. 3993).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3993).

Art. 20 (*Réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurance applicable à certains contrats*) (p. 3993).

Adopté : amendement n° I-81 de la commission : réduction de la taxe (p. 3994).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3994).

Art. 21 (*Modifications du tarif de la taxe intérieure de consommation applicable au gas-oil*) (p. 3994).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-82 de la commission et n° I-143 de M. Jacques Oudin (p. 3994).

– L'article 21 est supprimé (p. 3994).

Après l'art. 21 (p. 3994).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-131 : détaxe du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi salariés – Et n° I-132 : création d'une taxe sur le bénéfice net des entreprises commercialisant du pétrole (p. 3995).

Art. 22 (*Taxation au taux des taxes applicables au supercarburant plombé des produits employés ou vendus pour des usages non autorisés*) – *Adopté* (p. 3995).

Art. 22 bis (*Relèvement de l'exonération applicable pour le calcul du droit de bail*) – *Adopté* (p. 3995).

Après l'art. 22 bis (p. 3995).

Adopté : amendement n° I-163 de M. Jacques Oudin : augmentation de l'abattement en faveur des locaux meublés de tourisme (p. 3996).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3996).

Art. 23 (*Aménagement du régime du perfectionnement actif*) – *Adopté* (p. 3996).

Art. 23 bis (*Exonération de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers applicables aux esters d'huiles de colza et de tournesol*) (p. 3996).

Adopté : amendement n° I-83 de la commission : encouragement à l'utilisation de l'ester d'huile de colza ou de tournesol en substitution du fuel domestique et du gas-oil (p. 3996).

Devenu sans objet : amendement n° I-160 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jacques Oudin : encouragement à l'emploi de l'ester d'huile de colza ou de tournesol (p. 3996).

– L'article 23, dans la rédaction de l'amendement n° I-83 est adopté (p. 3996).

Après l'art. 23 bis (p. 3996).

Adoptés : amendement n° I-161 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jacques Oudin : encouragement à l'utilisation de l'éthanol et du bio-éthanol ; sous-amendement n° I-217 de la commission (p. 3998).

Retirés : amendements de M. Jacques Machet, soutenus par M. Xavier de Villepin, n° I-41 : développement des bio-carburants – Et n° I-42 : élargissement des débouchés traditionnels de l'agriculture – Amendement n° I-203 de M. Philippe François : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants et additifs d'origine agricole – Amendement n° I-175 de M. Philippe Adnot : extension de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers à l'éthanol (p. 3998).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3998).

Avant l'art. 24 (p. 3998).

Adopté : amendement n° I-43 de M. Xavier de Villepin : relèvement du plafond de la participation patronale soumise à exonération d'impôt sur le revenu (p. 3999).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3999).

Art. 24 (*Relèvement du plafond de l'abattement de 20 % accordé aux adhérents des centres de gestion et associations agréés*) – Adopté (p. 3999).

Art. 25 (*Relèvement des taux du droit de francisation et de navigation*) (p. 3999).

Retiré : amendement de suppression n° I-44 de M. Jacques Moutet (p. 4000).

– L'article 25 est adopté (p. 4000).

Art. 26 (*Reconduction du régime fiscal des entreprises de presse*) – Adopté (p. 4000).

Art. 27 (*Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4000).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-84 de la commission et n° I-191 de M. Marcel Lucotte (p. 4000).

– L'article 27 est supprimé (p. 4000).

Art. 28 (*Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 4000).

Rejeté : amendement n° I-133 de M. Robert Vizet : relèvement de la taxe applicable aux tranches les plus hautes de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 4001).

– L'article 28 est adopté (p. 4001).

Après l'art. 28 (p. 4001).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet n° I-134 : inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels d'une valeur supérieure à six millions de francs – Et n° I-137 : élargissement de l'assiette d'imposition pour les objets d'art (p. 4001).

Retirés : amendement n° I-45 de M. Xavier de Villepin : exclusion de la résidence principale dans la base d'imposition de l'impôt de solidarité sur la fortune – Amendements de M. Jacques Oudin, n° I-62 : détermination des droits sociaux détenus par des personnes exerçant une fonction de direction dans l'entreprise – N° I-179 : dispositions relatives aux comptes courants bloqués d'associés – Et n° I-180 : prise en compte des transmissions d'entreprises dans le mode de calcul du seuil de participation conditionnant l'exonération (p. 4002).

Art. 29 (*Hausse du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 4002).

Adopté : amendement de suppression n° I-85 de la commission (p. 4004).

Devenu sans objet : amendement n° I-46 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Louis de Catuelan : neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares (p. 4004).

– L'article 29 est supprimé (p. 4004).

Après l'art. 29 (p. 4004).

Rejetés : amendement n° I-147 de M. Jacques de Menou, soutenu par M. Emmanuel Hamel : neutralisation de la mesure d'alourdissement de la fiscalité sur les cigares – Amendement n° I-138 de M. Robert Vizet : dispositions en faveur de l'accession à la propriété de familles à revenus modestes (p. 4005).

Art. 29 bis (*Majoration de la taxe sur les messageries dites « roses »*) – Adopté (p. 4006).

Art. 29 ter (*Majoration des droits de timbre de dimension*) – Adopté (p. 4006).

Art. 29 quater (*Majoration des droits de timbre*) – Adopté (p. 4006).

Art. 29 quinquies (*Majoration du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire*) – Adopté (p. 4006).

Art. 29 sexies (*Majoration du tarif du droit fixe d'enregistrement*) – Adopté (p. 4006).

C – Mesures diverses

Art. 30 (*Relèvement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (p. 4012).

Adopté : amendement de suppression n° I-86 de la commission (p. 4014).

– L'article 30 est supprimé (p. 4014).

Art. 31 (*Versements des exploitants publics La Poste et France Télécom*) (p. 4014).

Adopté : amendement n° I-87 de la commission : réduction de la contribution des exploitants La Poste et France Télécom aux seuls crédits du ministère des postes et télécommunications (p. 4015).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 4015).

Art. 32 (*Aménagement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle*) (p. 4015).

Parole sur l'article (p. 4015, 4023) : MM. Christian Poncelet, René Ballayer, René Régnault, Michel Charasse, ministre ; Jean Chérioux, Jacques Oudin, Robert Vizet, Jean Delaneau, Paul Loridant – Collectivités locales – Décentralisation.

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-88 de la commission, n° I-47 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Xavier de Villepin, n° I-139 de M. Robert Vizet et n° I-192 de M. Marcel Lucotte (p. 4023).

– L'article 32 est supprimé (p. 4023).

Après l'art. 32 (p. 4023).

Adoptés : amendements identiques n° I-48 de M. Bernard Laurent, soutenu par M. Xavier de Villepin et n° I-162 de M. Roland du Luart : adaptation des ressources du FNDAE (p. 4025) – Amendement n° I-212 de la commission : fonds de compensation pour la TVA (p. 4026).

Retiré : amendement n° I-154 de M. Roger Romani : taxes départementales sur le revenu pour la ville de Paris (p. 4024).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4025, 4026).

Art. 32 bis (*Aménagement du régime de la taxe additionnelle au droit au bail*) (p. 4027).

Adopté : amendement de suppression n° I-89 de la commission (p. 4027).

Devenu sans objet : amendement n° I-95 de M. Xavier de Villepin : aides pour la réhabilitation du parc locatif des logements construits avant le 31 décembre 1965 (p. 4027).

– L'article 32 bis est supprimé (p. 4027).

Après l'art. 32 bis (p. 4027).

Adoptés : amendement n° I-145 de M. Jacques Oudin : dépenses d'investissement prises en considération au titre du fonds de compensation pour la TVA pour les collectivités locales – Amendement n° I-218 du Gouvernement : suppression du plafonnement de la cotisation due par les redevables de la taxe professionnelle (p. 4029).

Irrecevable (article 42 de la loi organique de 1959) : amendement n° I-144 de M. Jacques Oudin : institution au profit des groupements à fiscalité propre du versement d'une dotation globale de fonctionnement (p. 4028).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4029).

II – Ressources affectées

Art. 33 (*Dispositions relatives aux affectations*) – Adopté (p. 4029).

Après l'art. 33 (p. 4029).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-14 de M. Xavier de Villepin : situation des fonctionnaires en poste à l'étranger (p. 4029).

Art. 34 (*Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 4030).

Art. 35 (*Aménagement de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 4030).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-90 de la commission, n° I-50 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Xavier de Villepin, n° I-104 de M. Pierre Laffitte, soutenu par M. Ernest Cartigny, n° I-140 de M. Robert Vizet, n° I-166 de M. Jean-Jacques Robert et n° I-195 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Bernard Barbier (p. 4033).

– L'article 35 est supprimé (p. 4033).

Art. 36 (*Ajustement du montant de TVA affectée au BAPSA*) (p. 4033).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° I-91 de la commission, n° I-51 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Xavier de Villepin et n° I-196 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Bernard Barbier (p. 4033).

– L'article 36 est supprimé (p. 4033).

Après l'art. 36 (p. 4034).

Adoptés : amendement n° I-150 de M. Désiré Debavelaere : rétablissement de l'équité en ce qui concerne les taxes BAPSA appliquées aux produits – Amendement n° I-165 de M. Jacques-Richard Delong, soutenu par M. Jacques Oudin : diminution de la taxe sur les produits forestiers destinée au BAPSA (p. 4036).

Retirés : amendement n° I-7 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : réduction progressive des taxes spécifiques alimentant le BAPSA – Amendement n° I-49 de M. Bernard Laurent, soutenu par M. Xavier de Villepin : réduction du taux applicable aux produits forestiers – Amendement n° I-105 de M. Ernest Cartigny : diminution de la taxe sur les produits forestiers destinée au BAPSA (p. 4036).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4035, 4036).

Art. 37 (*Relèvement du tarif et aménagement du recouvrement de la taxe de sûreté sur les aéroports*) (p. 4036).

Adopté : amendement n° I-92 de la commission : suppression du relèvement de la taxe de sûreté des aéroports (p. 4037).

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 4037).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 38 (*Majoration des rentes viagères*) – Adopté (p. 4037).

Avant l'art. 39 (p. 4038).

Adopté : amendement n° I-93 de la commission : prorogation du délai fixé à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (p. 4041).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4041).

Relations financières avec les Communautés européennes (p. 4041).

Discussion du rapport de la commission des finances sur les relations financières avec les communautés européennes (p. 4041, 4053) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial (*relations financières avec les Communautés européennes*) ; Emmanuel Hamel, Jacques Oudin, Paul Lorient, Ernest Cartigny, Jacques Genton, Xavier de Villepin, Jean Garcia, Jacques Habert, Michel Charasse, ministre – Politiques communautaires – Budgets communautaires – Prélèvements communautaires.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 39 (*Equilibre général du budget*) et état A (p. 4053).

Adopté : amendement n° I-94 de la commission : affectation du produit des privatisations au désendettement de l'Etat et réduction du plafond des dépenses ordinaires civiles (p. 4067).

– L'article 39 et l'Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4067).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 47 bis du règlement à la demande de M. Roger Chinaud, rapporteur général (p. 4067).

Art. 7 bis A (p. 4068).

Adopté : amendement n° I-1 de la commission : modifications du gage proposé (p. 4068).

– L'article 7 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 4068).

Art. 10 bis (p. 4068).

Adopté : amendement n° I-2 de la commission : allègement du foncier non bâti pour les agriculteurs en difficulté (p. 4069).

– L'article 10 bis, dans la rédaction de l'amendement n° I-2, est adopté (p. 4069).

Art. 18 quater (p. 4069).

Adopté : amendement de suppression n° I-3 de la commission (p. 4069).

– L'article 18 quater est supprimé (p. 4069).

Art. 29 bis (p. 4069).

Adopté : amendement n° I-4 du Gouvernement : mesures d'ajustement de droits de timbres (p. 4069).

– L'article 29 bis, dans la rédaction de l'amendement n° I-4, est adopté (p. 4069).

Art. 32 bis A (p. 4069).

Adopté : amendement n° I-5 du Gouvernement : nouvelle rédaction relative au fonds de compensation pour la TVA (p. 4071).

– L'article 32 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° I-5, est adopté (p. 4071).

Art. 39 et état A (p. 4071).

Adopté : amendement de conséquence n° I-6 du Gouvernement (p. 4084).

– L'article 39 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4084).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 4084, 4092) : M. Christian Poncelet, président de la commission ; Mme Hélène Luc, MM. Ernest Cartigny, Jean-Pierre Fourcade, Xavier de Villepin, Roger Romani, Robert Vizet, Paul Lorient, Bernard Barbier, Jacques Habert, intervention de M. Michel Charasse, ministre – Travaux de la commission des finances – Fonds de compensation pour la TVA – Rôle du Parlement.

Scrutin public de droit n° 21 (p. 4092).

Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances (22 novembre 1991) (p. 4092).

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget Général :

Affaires étrangères.

Affaires sociales et intégration et article 84.

- Économie sociale.

Agriculture et forêt.

Aménagement du territoire.

Anciens combattants et article 84 bis (nouveau) et 84 ter (nouveau).

Coopération et développement.

Culture et communication :

- Culture.
- Communication audiovisuelle.
- Presse.

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie, finances et budget :

I. – Charges communes

II. – Services financiers et consommation

- Commerce extérieur

III. – Industrie

IV. – Artisanat et commerce et article 85

V. – Postes et télécommunications

Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :

I. – Enseignement scolaire

II. – Enseignement supérieur

Environnement

Équipement, logement, transports et espace :

I. – Urbanisme, logement et services communs et article 86)

II. – Transports :

1. Transports terrestres

- Voies navigables

2. Routes

3. Sécurité routière

4. Transport aérien et espace (voir budget annexe de l'aviation civile)

III. – Météorologie

IV. – Tourisme

V. – Mer

- Marine marchande
- Ports maritimes

Intérieur :

- Administration centrale et sécurité.

- Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation et article 87 et article 87 bis (nouveau).

Jeunesse et sports :

Justice et article 88.

Recherche et technologie.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux

II. – S.G.D.N.

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

Travail, emploi et formation professionnelle et article 89 (+ affaires sociales et travail. Services communs).

B. – Budgets annexes.

Aviation civile (+ transport aérien et météorologie)

Imprimerie nationale

Journaux officiels

Légion d'Honneur - Ordre de la Libération

Monnaies et Médailles

Prestations sociales agricoles

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et Dépenses en capital

Dépenses ordinaires

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Discussion (5 décembre 1991) (p. 4835, 4883) :

MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Yves Guéna, rapporteur spécial de la commission des finances ; Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles extérieures) ; Jean Delaunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques) ; Jacques Habert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les communautés européennes ; Jean Garcia, Claude Estier, André Bettencourt, Louis Jung, Hubert Durand-Chastel, Maurice Couve de Murville, Jean-Pierre Bayle, Paul d'Ornano, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Pierre Biarnès, Guy Cabanel, Jacques Golliet, Jean-Jacques Robert, Hubert Martin, Mmes Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes.

Accord de Schengen : Garcia (Jean) (p. 4854).

Acte unique européen : Bayle (Jean-Pierre) (p. 4864).

Action humanitaire : Dumas (Roland) (p. 4836) ; Guéna (Yves) (p. 4839) ; Mont (Claude) (p. 4840).

Affaires étrangères : Alduy (Paul) (p. 4842) ; Couve de Murville (Maurice) (p. 4862) ; Garcia (Jean) (p. 4853) ; Genton (Jacques) (p. 4853) ; Guéna (Yves) (p. 4839) ; Mont (Claude) (p. 4841) ; Thyraud (Jacques) (p. 4868).

Affaires étrangères (budget) : Couve de Murville (Maurice) (p. 4862) ; Dumas (Roland) (p. 4835) ; Guéna (Yves) (p. 4838) ; Mont (Claude) (p. 4840).

Affaires étrangères (personnels) : Dumas (Roland) (p. 4834 ; 4846 ; 4880) ; Guéna (Yves) (p. 4838) ; Mont (Claude) (p. 4840).

Affaires européennes (budget) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4864) ; *Dumas (Roland)* (p. 4836) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4874).

Afrique : *Garcia (Jean)* (p. 4853).

Aide au développement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4865) ; *Dumas (Roland)* (p. 4838 ; 4880) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4860).

Allemagne (réunification) : *Estier (Claude)* (p. 4855) ; *Jung (Louis)* (p. 4858).

Alliance Atlantique : *Lecanuet (Jean)* (p. 4850).

Alliance française : *Alduy (Paul)* (p. 4842) ; *Guéna (Yves)* (p. 4838) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4877).

Cambodge (accord de Paris) : *Bettencourt (André)* (p. 4856) ; *Dumas (Roland)* (p. 4838 ; 4846 ; 4880) ; *Garcia (Jean)* (p. 4854) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4850) ; *Mont (Claude)* (p. 4842).

Centre de conférences internationales : *Dumas (Roland)* (p. 4846) ; *Guéna (Yves)* (p. 4838).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4865) ; *Bettencourt (André)* (p. 4858) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4871 ; 4872) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4862) ; *Estier (Claude)* (p. 4856) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4878 ; 4879) ; *Jung (Louis)* (p. 4859) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4850 ; 4851) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4868).

Communauté économique européenne (CEE) (institutions) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4865) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4863) ; *Genton (Jacques)* (p. 4852) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4879) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4874).

Communication audiovisuelle : *Alduy (Paul)* (p. 4842) ; *Dumas (Roland)* (p. 4836) ; *Guéna (Yves)* (p. 4839) ; *Habert (Jacques)* (p. 4844) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4876).

Conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire européennes : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4863) ; *Dumas (Roland)* (p. 4838) ; *Estier (Claude)* (p. 4855) ; *Garcia (Jean)* (p. 4854) ; *Genton (Jacques)* (p. 4851) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4879) ; *Jung (Louis)* (p. 4859) ; *Mont (Claude)* (p. 4841) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4873 ; 4874).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Lecanuet (Jean)* (p. 4850) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4868).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Alduy (Paul)* (p. 4842) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4843) ; *Dumas (Roland)* (p. 4836).

Ecoles françaises à l'étranger : *Alduy (Paul)* (p. 4842) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4866) ; *Biarnes (Pierre)* (p. 4871) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4843 ; 4844) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4860 ; 4861) ; *Guéna (Yves)* (p. 4838) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4868) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4876 ; 4877).

Europe (défense) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4863) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4879) ; *Jung (Louis)* (p. 4859).

Europe de l'Est : *Cabanel (Guy)* (p. 4871 ; 4872) ; *Dumas (Roland)* (p. 4881) ; *Guéna (Yves)* (p. 4839) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4879) ; *Mont (Claude)* (p. 4840).

Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4865 ; 4866) ; *Biarnes (Pierre)* (p. 4871) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4869) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4869 ; 4870) ; *Dumas (Roland)* (p. 4836) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4878).

Français de l'étranger (protection sociale) : *Biarnes (Pierre)* (p. 4871).

Francophonie : *Alduy (Paul)* (p. 4843) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4866) ; *Habert (Jacques)* (p. 4845) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4875 ; 4877).

Francophonie (budget) : *Habert (Jacques)* (p. 4844).

Golfe persique (crise) : *Garcia (Jean)* (p. 4853) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4849) ; *Mont (Claude)* (p. 4841).

Haïti : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4867) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4870) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4862) ; *Garcia (Jean)* (p. 4853) ; *Habert (Jacques)* (p. 4845) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4867) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4876).

Hongrie : *Martin (Hubert)* (p. 4874 ; 4875).

Informatique : *Thyraud (Jacques)* (p. 4858).

Institut du monde arabe : *Guéna (Yves)* (p. 4838).

Jordanie : *Delaneau (Jean)* (p. 4843) ; *Dumas (Roland)* (p. 4846).

Organisation des Nations unies (ONU) : *Dumas (Roland)* (p. 4838 ; 4880) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4850).

Parlement (information) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4862).

Politique agricole commune (PAC) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4864) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4872).

Proche-Orient (Conférence de Madrid) : *Bettencourt (André)* (p. 4856) ; *Dumas (Roland)* (p. 4838 ; 4880) ; *Estier (Claude)* (p. 4854) ; *Garcia (Jean)* (p. 4854) ; *Guéna (Yves)* (p. 4840) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4849) ; *Mont (Claude)* (p. 4841).

Sommets internationaux (Chaillot) : *Tasca (Catherine)* (p. 4875).

Sommets internationaux (La Baule) : *Habert (Jacques)* (p. 4845).

Sommet de Maastricht : *Bettencourt (André)* (p. 4858) ; *Dumas (Roland)* (p. 4836 ; 4880) ; *Estier (Claude)* (p. 4854) ; *Garcia (Jean)* (p. 4854) ; *Genton (Jacques)* (p. 4852) ; *Guéna (Yves)* (p. 4839) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 4878) ; *Jung (Louis)* (p. 4859) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4850) ; *Mont (Claude)* (p. 4841).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Dumas (Roland)* (p. 4881) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4868).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bettencourt (André)* (p. 4856 ; 4857) ; *Dumas (Roland)* (p. 4880) ; *Estier (Claude)* (p. 4855) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4849) ; *Mont (Claude)* (p. 4841).

Yougoslavie : *Bettencourt (André)* (p. 4856) ; *Dumas (Roland)* (p. 4881) ; *Estier (Claude)* (p. 4855) ; *Golliet (Jacques)* (p. 4873) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4849).

Examen des crédits (5 décembre 1991) (p. 4881, 4883) : *MM. Olivier Roux, Pierre Croze, Jacques Habert, rapporteur pour avis (francophonie)*.

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4882, 4883).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4883).

AFFAIRES SOCIALES ET INTEGRATION

ECONOMIE SOCIALE

Discussion (25 novembre 1991) (p. 4238, 4283) :

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales ; Michel Gillebert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et action sociale) ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances (économie sociale) ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat, Henri Collard, Hubert Martin, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Paul Souffrin, Daniel Millaud, Jacques Braconnier, Mme Marie-Claude Beaudeau

Affaires sociales (budget) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4238) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4248) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4270) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 4245).

Affaires sociales (ministère) (modernisation) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4240).

Aide familiale ou ménagère : *Braconnier (Jacques)* (p. 4273) ; *Gillebert (Michel)* (p. 4282).

Alcoolisme : *Sérusclat (Franck)* (p. 4261).

Allocations familiales : Voir prestations familiales.

Associations : *Vizet (Robert)* (p. 4257).

Assurance veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4274).

Assurance vieillesse : *Chérioux (Jean)* (p. 4270) ; *Descours (Charles)* (p. 4254 ; 4256).

Bénévolat : *Vizet (Robert)* (p. 4257).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Descours (Charles)* (p. 4254).

Caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4267).

Charges sociales : *Oudin (Jacques)* (p. 4249).

Conventions médicales : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4239).

Coopératives : *Vizet (Robert)* (p. 4257).

Economie sociale : *Vizet (Robert)* (p. 4257) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 4280).

Fiscalité : *Descours (Charles)* (p. 4255) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4248).

Français de l'étranger (prestations sociales) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4268).

Français de l'étranger (protection sociale) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4266).

Handicapés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4274) ; *Boyer (Louis)* (p. 4251) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4272) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4270) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4246) ; *Martin (Hubert)* (p. 4266).

Handicapés (emploi) : *Gillibert (Michel)* (p. 4247).

Handicapés (enfants) : *Gillibert (Michel)* (p. 4246).

Handicapés (ressources) : *Gillibert (Michel)* (p. 4281).

Handicapés (transport) : *Gillibert (Michel)* (p. 4282).

Harkis : *Cathala (Laurent)* (p. 4281).

Hôpitaux publics : *Durieux (Bruno)* (p. 4245).

Immigration : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4274) ; *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4240 ; 4277) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4258) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4259) ; *Yamgnane (Kofi)* (p. 4245 ; 4280).

Médecins : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4239) ; *Boyer (Louis)* (p. 4253) ; *Collard (Henri)* (p. 4264) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4253) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4260).

Observatoires régionaux de santé : *Durieux (Bruno)* (p. 4242).

Parlement (information) : *Oudin (Jacques)* (p. 4247).

Personnes âgées : *Boyer (Louis)* (p. 4250) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4273) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4241 ; 4281) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4270) ; *Collard (Henri)* (p. 4263) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4259).

Pharmacie : *Durieux (Bruno)* (p. 4244).

Pharmacie (industrie) : *Collard (Henri)* (p. 4264).

Pharmaciens : *Sérusclat (Franck)* (p. 4261).

Politique familiale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4273) ; *Boyer (Louis)* (p. 4250) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4240) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4269) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4259).

Politique hospitalière : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4239 ; 4275) ; *Boyer (Louis)* (p. 4252) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4245 ; 4278 ; 4279) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4279) ; *Martin (Hubert)* (p. 4265) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4261).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 4272).

Prélèvements obligatoires : *Oudin (Jacques)* (p. 4249).

Prestations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4274) ; *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4276) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4281) ; *Descours (Charles)* (p. 4256).

Prestations sociales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4258).

Prévention médicale : *Boyer (Louis)* (p. 4251) ; *Collard (Henri)* (p. 4263) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4242) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4261).

Professions médicales et paramédicales : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4276) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4269) ; *Collard (Henri)* (p. 4263) ;

Descours (Charles) (p. 4256) ; *Martin (Hubert)* (p. 4265) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4272).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4273) ; *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4239 ; 4275) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4269) ; *Collard (Henri)* (p. 4264) ; *Descours (Charles)* (p. 4254 ; 4256) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4278) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4258) ; *Martin (Hubert)* (p. 4265) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4249 ; 4250) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4271).

Rapatriés : *Cathala (Laurent)* (p. 4241).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4273) ; *Collard (Henri)* (p. 4262) ; *Descours (Charles)* (p. 4256).

Santé : *Durieux (Bruno)* (p. 4242).

Santé (budget) : *Boyer (Louis)* (p. 4251) ; *Collard (Henri)* (p. 4262).

Sécurité sociale : *Chérioux (Jean)* (p. 4269) ; *Descours (Charles)* (p. 4255) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4243) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4262).

Sécurité sociale (financement) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 4276 ; 4277) ; *Descours (Charles)* (p. 4254 ; 4277).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Boyer (Louis)* (p. 4251) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4242) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4261).

Examen des crédits et de l'article 84 (25 novembre 1991) (p. 4282, 4283) : *MM. Louis Boyer, rapporteur pour avis ; Jean-Louis Bianco, ministre ; Jacques Oudin, rapporteur spécial.*

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4282).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4283).

Art. 84 (p. 4283).

Adopté : amendement de suppression n° II-26 de la commission.

– L'article 84 est supprimé (p. 4283).

AGRICULTURE ET FORET

Discussion (28 novembre 1991) (p. 4436, 4488) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques en remplacement de M. Maurice Arreckx (aménagement rural) ; Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et élémentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Fernand Tardy, Félix Leyssour, Raymond Soucaret, Serge Mathieu, Jean Huchon, François Delga, Philippe François, Louis Minetti, Gérard Delfau, Jean Roger, Joseph Caupert, Guy Robert, Louis Souvet, Germain Authié, Jacques Bimbenet, Jean-Pierre Tizon, Louis Moinard, Bernard Hugo, Jean Boyer, François Blaizot, Roger Rigaudière, Jean Pourchet, Jacques de Menou, Louis Virapoullé, Henri Colette, Michel Doublet, Paul Moreau .

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Blaizot (François)* (p. 4475) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *François (Philippe)* (p. 4459) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4448) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4436 ; 4482) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4445) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4454) ; *Souvet (Louis)* (p. 4466) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4471).

Adductions d'eau : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483 ; 4486).

Agriculteurs : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Blaizot (François)* (p. 4474) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Collette (Henri)* (p. 4480) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *Delga (François)* (p. 4458) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Minetti (Louis)* (p. 4460) ; *Moinard (Louis)* (p. 4471) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Robert (Guy)* (p. 4466) ; *Souvet (Louis)* (p. 4466) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Agriculteurs (de la Réunion) : *Mermaz (Louis)* (p. 4486) ; *Moreau (Paul)* (p. 4481).

Agriculteurs (jeunes) : *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Collette (Henri)* (p. 4479) ; *Delga (François)* (p. 4458) ; *Doublet (Michel)* (p. 4481) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4453) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440 ; 4483) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4447) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4452) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4471).

Agriculture : *Authié (Germain)* (p. 4467) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4448) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4452) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4439) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4445) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Roger (Jean)* (p. 4463 ; 4464) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4454 ; 4455) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470 ; 4471).

Agriculture biologique : *Delfau (Gérard)* (p. 4463).

Agriculture de montagne : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4463) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483).

Agriculture (familiale) : *Menou (Jacques de)* (p. 4478).

Agro-alimentaire (industrie) : *Boyer (Jean)* (p. 4474) ; *Doublet (Michel)* (p. 4480) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4448 ; 4449) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4485) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4452) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Allemagne (réunification) : *Mathieu (Serge)* (p. 4455).

Aménagement du territoire : *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Delga (François)* (p. 4459) ; *Huchon (Jean)* (p. 4458) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4454) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467).

Aménagement rural : *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Luart (Roland du)* (p. 4445) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4447).

Animation : *Huchon (Jean)* (p. 4457).

Animation (rurale) : *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Animaux (importés) : *Mermaz (Louis)* (p. 4437).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Mermaz (Louis)* (p. 4485) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476).

Arboriculture : *Mermaz (Louis)* (p. 4438).

Ardèche (département) : *Hugo (Bernard)* (p. 4472).

Associations : *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Australie : *Robert (Guy)* (p. 4466).

Balance commerciale : *Garcia (Aubert)* (p. 4448).

Bourgogne (région) : *Mathieu (Serge)* (p. 4456).

Bovins : *Boyer (Jean)* (p. 4474) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Collette (Henri)* (p. 4480) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4441 ; 4485) ; *Minetti (Louis)* (p. 4460) ; *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446 ; 4447) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Calamités agricoles : *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4441 ; 4483) ; *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Moreau (Paul)* (p. 4481) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Canne à sucre : *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Carburants de substitution : *Blaizot (François)* (p. 4475) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Doublet (Michel)* (p. 4480) ; *Huchon (Jean)* (p. 4458) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440 ; 4485) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4447) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4454).

Céréales : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4441) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Roger (Jean)* (p. 4464) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Charente-Maritime (département) : *Doublet (Michel)* (p. 4480).

Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale (CELAVAR) : *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Communauté économique européenne (CEE) : *François (Philippe)* (p. 4459) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Contrats de plan : *Mermaz (Louis)* (p. 4439 ; 4483).

Coopératives : *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Cotisations sociales agricoles : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Delga (François)* (p. 4458) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443 ; 4444) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4456) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4441 ; 4483) ; *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Mermaz (Louis)* (p. 4486) ; *Moreau (Paul)* (p. 4481) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Doubs (département) : *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476).

Electricité : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483 ; 4486).

Élevage : *Blaizot (François)* (p. 4474) ; *Boyer (Jean)* (p. 4474) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443 ; 4444) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4439 ; 4441) ; *Minetti (Louis)* (p. 4460 ; 4461) ; *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Enseignants : *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Enseignement agricole : *Delfau (Gérard)* (p. 4463) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Luart (Roland du)* (p. 4444) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440 ; 4482) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Enseignement agricole (privé) : *Luart (Roland du)* (p. 4444) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4482) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Rigaudière (Roger)* 4476 ; *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Enseignement supérieur : *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Enseignement technique et professionnel : *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Environnement : *Caupert (Joseph)* (p. 4465).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *François (Philippe)* (p. 4459) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4482) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4445).

Exploitations agricoles : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Delga (François)* (p. 4458) ; *Doublet (Michel)* (p. 4480) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4453) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437) ; *Robert (Guy)* (p. 4465) ; *Roger (Jean)* (p. 4463) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467).

Exportations : *Mermaz (Louis)* (p. 4442) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446).

Exportations (agricoles) : *François (Philippe)* (p. 4460) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) : *Authié (Germain)* (p. 4468).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : *Pluchet (Alain)* (p. 4447).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Mermaz (Louis)* (p. 4439).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Pluchet (Alain)* (p. 4447).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Authié (Germain)* (p. 4468).

Fonds régionaux d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Delfau (Gérard)* (p. 4462).

Forêt méditerranéenne : *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Forêts : *Mermaz (Louis)* (p. 4440 ; 4483) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4452).

Forêts (incendies) : *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Fruits et légumes : *Mermaz (Louis)* (p. 4486) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Grand marché intérieur (CEE) : *Mermaz (Louis)* (p. 4485).

Horticulture : *Mermaz (Louis)* (p. 4486).

Importations : *Leyzour (Félix)* (p. 4453) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Robert (Guy)* (p. 4466).

Indemnité spéciale de montagne (ISM) : *Pluchet (Alain)* (p. 4447) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Mermaz (Louis)* (p. 4440).

Institut supérieur des techniques du vivant (ISTV) : *Mermaz (Louis)* (p. 4483).

Irlande : *Robert (Guy)* (p. 4466).

Lait et produits laitiers : *Garcia (Aubert)* (p. 4448) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4438 ; 4442 ; 4485) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Languedoc-Roussillon (région) : *Delfau (Gérard)* (p. 4462).

Liaison fixe transmanche : *Collette (Henri)* (p. 4480).

Lozère (département) : *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476).

Maisons familiales rurales (MFR) : *Delga (François)* (p. 4459) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4482) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467).

Manche (département) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Montagne : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4473).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Huchon (Jean)* (p. 4457).

Nouvelle-Zélande : *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Robert (Guy)* (p. 4466).

Opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4471).

Ovins : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4464) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4483 ; 4485) ; *Minetti (Louis)* (p. 4460 ; 4461) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446 ; 4447) ; *Robert (Guy)* (p. 4466) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Parfums : *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Pas-de-Calais (département) : *Collette (Henri)* (p. 4479).

Pays (de l'Est) : *Doublet (Michel)* (p. 4480) ; *François (Philippe)* (p. 4460) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4448).

Pays (de l'Europe centrale et orientale) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Garcia (Aubert)* (p. 4449).

Petites et moyennes industries (PMI) : *Garcia (Aubert)* (p. 4449).

Plans de développement des zones rurales (PDZR) : *Mermaz (Louis)* (p. 4439).

Plans d'urgence : *Blaizot (François)* (p. 4474) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4438) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467).

Pluriactivité : *Soucaret (Raymond)* (p. 4455).

Politique agricole commune (PAC) : *Authié (Germain)* (p. 4468) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Blaizot (François)* (p. 4474) ; *Boyer (Jean)* (p. 4473) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4462) ; *Delga (François)* (p. 4458) ; *François (Philippe)* (p. 4459) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4448) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4453) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4436 ; 4443 ; 4482) ; *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Moinard (Louis)* (p. 4471) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4445) ; *Robert (Guy)* (p. 4466) ; *Roger (Jean)* (p. 4463) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4454) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470 ; 4471).

Pollutions et nuisances : *Mermaz (Louis)* (p. 4483).

Porcins : *Pourchet (Jean)* (p. 4476).

Prétraitements agricoles : *Delga (François)* (p. 4458) ; *Doublet (Michel)* (p. 4481) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443 ; 4444) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440).

Prêts à l'agriculture : *Mermaz (Louis)* (p. 4437) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Primes d'orientation agricole : *Luart (Roland du)* (p. 4444) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476).

Produits agricoles et alimentaires : *Garcia (Aubert)* (p. 4449) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4447) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476).

Programme communautaire d'aide aux revenus agricoles (PARA) : *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) : *Moreau (Paul)* (p. 4481).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Quotas laitiers : *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4485) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470 ; 4471).

Reboisement : *Minetti (Louis)* (p. 4461).

Recherche : *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Vecten (Albert)* (p. 4449).

Recherche agronomique : *Hugo (Bernard)* (p. 4472) ; *Luart (Roland du)* (p. 4444) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467).

Retraites (agricoles) : *Delga (François)* (p. 4458) ; *Doublet (Michel)* (p. 4481) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4476).

Réunion (Ile) : *Mermaz (Louis)* (p. 4486) ; *Moreau (Paul)* (p. 4481) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Revenus agricoles : *Blaizot (François)* (p. 4475) ; *Boyer (Jean)* (p. 4474) ; *Doublet (Michel)* (p. 4480) ; *Huchon (Jean)* (p. 4457) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4452) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443 ; 4444) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4455) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4478) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4437 ; 4439) ; *Minetti (Louis)* (p. 4460) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4446) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4476) ; *Robert (Guy)* (p. 4465) ; *Roger (Jean)* (p. 4464) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4451) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4470).

Rhum : *Mermaz (Louis)* (p. 4486) ; *Moreau (Paul)* (p. 4481) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Royaume-Uni : *Minetti (Louis)* (p. 4461) ; *Robert (Guy)* (p. 4466).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Collette (Henri)* (p. 4480) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4483) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4447).

Successions et libéralités : *Doublet (Michel)* (p. 4481) ; *Luart (Roland du)* (p. 4443 ; 4445) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4440) ; *Moinard (Louis)* (p. 4472) ; *Roger (Jean)* (p. 4464) ; *Souvet (Louis)* (p. 4467) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4452).

Sucre de canne : *Moreau (Paul)* (p. 4481).

Tabac : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4469) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4442).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Caupert (Joseph)* (p. 4465) ; *Collette (Henri)* (p. 4479) ; *Delga (François)*

(p. 4459); *Hugo (Bernard)* (p. 4473); *Luart (Roland du)* (p. 4443; 4444); *Mermaz (Louis)* (p. 4440; 4486); *Moinard (Louis)* (p. 4471); *Moreau (Paul)* (p. 4481); *Rigaudière (Roger)* (p. 4476); *Roger (Jean)* (p. 4464); *Soucaret (Raymond)* (p. 4454); *Souvet (Louis)* (p. 4467); *Tardy (Fernand)* (p. 4451).

Tourisme : *Soucaret (Raymond)* (p. 4455).

Tourisme rural : *Menou (Jacques de)* (p. 4478).

Tournesol : *Doublet (Michel)* (p. 4480).

Train à grande vitesse (TGV) : *Collette (Henri)* (p. 4480).

Transports de marchandises : *Moreau (Paul)* (p. 4481).

Vanille : *Virapoullé (Louis)* (p. 4479).

Vendée (département) : *Mermaz (Louis)* (p. 4485); *Moinard (Louis)* (p. 4472).

Vienne (département) : *Robert (Guy)* (p. 4466).

Vins : *Delfau (Gérard)* (p. 4462); *Mathieu (Serge)* (p. 4456).

Viticulture : *Boyer (Jean)* (p. 4474); *Delfau (Gérard)* (p. 4462); *Mathieu (Serge)* (p. 4456); *Mermaz (Louis)* (p. 4483); *Minetti (Louis)* (p. 4460; 4461).

Examen des crédits (28 novembre 1991) (p. 4486, 4488) : *MM. Louis Virapoullé, Albert Vecten, rapporteur pour avis; Louis Mermaz, ministre; Alphonse Arzel.*

Etat B – TITRE III (p. 4486).

– Les crédits du titre III sont rejetés (p. 4487).

Titre IV (p. 4487).

Retiré : amendement n° II-28 de M. Alphonse Arzel : réduction indicative des crédits (p. 4487).

– Les crédits du titre IV sont rejetés (p. 4488).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4488).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (4 décembre 1991) (p. 4778, 4802) :

MM. Michel Delebarre, ministre de la ville; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Puech, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Louis Mercier, Paul Masson, Louis Minetti, Claude Saunier, Henri Collard, Jean Boyer, Louis Moinard, François Gerbaud, André Delelis, Jean-Marie Girault, Guy Robert, Alain Gérard, Jean-Pierre Demerliat, Jean-Eric Bousch, Daniel Percheron, André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville.

Administration territoriale : *Mercier (Louis)* (p. 4783).

Aéroports : *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Laignel (André)* (p. 4796); *Masson (Paul)* (p. 4784; 4796).

Agriculture : *Collard (Henri)* (p. 4787; 4788); *Laignel (André)* (p. 4796); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781); *Puech (Jean)* (p. 4782).

Aide à l'investissement industriel en zone rurale (AIIZR) : *Delebarre (Michel)* (p. 4778); *Laignel (André)* (p. 4796).

Aménagement du territoire : *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Collard (Henri)* (p. 4786); *Delebarre (Michel)* (p. 4779; 4796; 4798; 4799); *Gerbaud (François)* (p. 4789; 4790); *Laignel (André)* (p. 4795); *Masson (Paul)* (p. 4783); *Minetti (Louis)* (p. 4785); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4780); *Percheron (Daniel)* (p. 4794); *Puech (Jean)* (p. 4782; 4781; 4783); *Robert (Guy)* (p. 4792); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Aménagement rural : *Boyer (Jean)* (p. 4789); *Delebarre (Michel)* (p. 4778; 4800); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4793); *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Laignel (André)* (p. 4795); *Mercier (Louis)* (p. 4783); *Minetti (Louis)* (p. 4785); *Puech (Jean)* (p. 4782); *Saunier (Claude)* (p. 4785).

Artisanat : *Puech (Jean)* (p. 4782).

Bretagne (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 4799); *Gérard (Alain)* (p. 4793); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Chasse : *Mercier (Louis)* (p. 4783).

Cher (département) : *Masson (Paul)* (p. 4784).

Chômage : *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Robert (Guy)* (p. 4792).

Collectivités territoriales : *Boyer (Jean)* (p. 4789); *Collard (Henri)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4780; 4797); *Moinard (Louis)* (p. 4789); *Percheron (Daniel)* (p. 4794); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Comité interministériel d'aide à la localisation des activités (CIALA) : *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Collard (Henri)* (p. 4787); *Delebarre (Michel)* (p. 4778); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4793); *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Laignel (André)* (p. 4795); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781); *Puech (Jean)* (p. 4781); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Commerce et artisanat : *Puech (Jean)* (p. 4782).

Communauté économique européenne (CEE) : *Collard (Henri)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4780; 4798); *Gérard (Alain)* (p. 4793); *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Robert (Guy)* (p. 4792).

Contrats de plan : *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Collard (Henri)* (p. 4787); *Delebarre (Michel)* (p. 4778; p. 4779; 4797; 4800); *Masson (Paul)* (p. 4784); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Côtes-d'Armor (département) : *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Décentralisation : *Collard (Henri)* (p. 4787); *Delebarre (Michel)* (p. 4797).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4794); *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4778; 4797; 4800); *Masson (Paul)* (p. 4783); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781); *Puech (Jean)* (p. 4781); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Délinquance : *Delebarre (Michel)* (p. 4780).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781).

Elections : *Mercier (Louis)* (p. 4783).

Entreprises : *Delebarre (Michel)* (p. 4799); *Percheron (Daniel)* (p. 4794); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Environnement : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781).

Finistère (département) : *Delebarre (Michel)* (p. 4799); *Gérard (Alain)* (p. 4792).

Fonds d'aide à la délocalisation (FAD) : *Delebarre (Michel)* (p. 4778).

Fonds d'industrialisation du bassin minier (FIBM) : *Gerbaud (François)* (p. 4790).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Boyer (Jean)* (p. 4788).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : *Boyer (Jean)* (p. 4788).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4778); *Laignel (André)* (p. 4795); *Puech (Jean)* (p. 4781).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Mercier (Louis)* (p. 4783).

Fonds régionaux d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Formation professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières (GIRZOM) : *Delebarre (Michel)* (p. 4799); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Haute-Vienne (département) : *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4793); *Laignel (André)* (p. 4795).

Ile-de-France (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 4778; 4797; 4800); *Gerbaud (François)* (p. 4789); *Laignel (André)*

(p. 4795); *Masson (Paul)* (p. 4783; 4784); *Minetti (Louis)* (p. 4785); *Saunier (Claude)* (p. 4785).

Indre (département): *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Masson (Paul)* (p. 4784).

Isère (département): *Boyer (Jean)* (p. 4788).

Logement: *Puech (Jean)* (p. 4782).

Montagne: *Boyer (Jean)* (p. 4788).

Nord-Pas-de-Calais (région): *Delebarre (Michel)* (p. 4798; 4800); *Delelis (André)* (p. 4798); *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Normandie (Basse) (région): *Delebarre (Michel)* (p. 4799); *Girault (Jean-Marie)* (p. 4791).

Normandie (Haute) (région): *Collard (Henri)* (p. 4787).

Pêche: *Mercier (Louis)* (p. 4783).

Ports: *Delebarre (Michel)* (p. 4779; 4800); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS): *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région): *Delebarre (Michel)* (p. 4797).

Recherche: *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Régions: *Delebarre (Michel)* (p. 4779).

Réseau routier et autoroutier: *Collard (Henri)* (p. 4787; 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4779; 4798; 4799; 4800); *Gérard (Alain)* (p. 4793); *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Laignel (André)* (p. 4795; 4796); *Masson (Paul)* (p. 4784); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781); *Percheron (Daniel)* (p. 4794); *Puech (Jean)* (p. 4781).

Sidéurgie (industrie): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4793); *Girault (Jean-Marie)* (p. 4791).

Télécommunications: *Girault (Jean-Marie)* (p. 4791; 4892); *Mercier (Louis)* (p. 4783); *Puech (Jean)* (p. 4782).

Train à grande vitesse (TGV): *Delebarre (Michel)* (p. 4779; 4798; 4799; 4800); *Gérard (Alain)* (p. 4793); *Laignel (André)* (p. 4795); *Masson (Paul)* (p. 4784); *Moinard (Louis)* (p. 4789); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4781); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Transports: *Puech (Jean)* (p. 4782).

Transports ferroviaires: *Gerbaud (François)* (p. 4790); *Minetti (Louis)* (p. 4785); *Percheron (Daniel)* (p. 4794).

Universités: *Collard (Henri)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4779); *Laignel (André)* (p. 4795); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Urbanisation: *Delebarre (Michel)* (p. 4780; 4797); *Puech (Jean)* (p. 4782).

Vendée (département): *Delebarre (Michel)* (p. 4798); *Moinard (Louis)* (p. 4789).

Villes: *Boyer (Jean)* (p. 4788); *Delebarre (Michel)* (p. 4779; 4780; 4797; 4800); *Gerbaud (François)* (p. 4789); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4780); *Percheron (Daniel)* (p. 4794); *Puech (Jean)* (p. 4781); *Robert (Guy)* (p. 4792); *Saunier (Claude)* (p. 4786).

Examen des crédits (4 décembre 1991) (p. 4800, 4802): *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Geoffroy de Montalembert*, rapporteur spécial; *Henri de Raincourt*, en remplacement de *M. Puech*, rapporteur pour avis.

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4801).

Etat C – TITRE VI – Rejetés (p. 4801).

Après l'art. 89 (p. 4801).

Adopté: amendement n° II-27 de la commission des finances: récapitulation des crédits en matière d'aménagement du territoire à compter de la loi de finances pour 1993.

Retiré: amendement n° II-67 de la commission saisie pour avis: état récapitulatif de l'effort budgétaire consenti par l'Etat.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4802).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (3 décembre 1991) (p. 4695, 4717):

MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants; *Jean-Pierre Fourcade*, président de la commission des affaires sociales; *Auguste Cazalet*, rapporteur spécial de la commission des finances; *Claude Prouvoveur*, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; *Joël Bourdin*, *Rémi Herment*, *Hubert Durand-Chastel*, *Yves Guéna*, *Robert Pagès*, *Marc Boeuf*, *Guy Robert*, *Roger Husson*, *Albert Ramassamy*, *Jean-Eric Bousch*, *Marcel Lesbros*.

Action sanitaire et sociale (anciens combattants): *Cazalet (Auguste)* (p. 4699); *Mexandeau (Louis)* (p. 4696); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4700).

Anciens combattants (Afrique du Nord): *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4705); *Guéna (Yves)* (p. 4705); *Herment (Rémi)* (p. 4704); *Lesbros (Marcel)* (p. 4711); *Robert (Guy)* (p. 4708).

Anciens combattants (Afrique du Nord) (chômeurs en fin de droit): *Boeuf (Marc)* (p. 4708); *Bourdin (Joël)* (p. 4703); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4711); *Cazalet (Auguste)* (p. 4699); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4697); *Lesbros (Marcel)* (p. 4712); *Mexandeau (Louis)* (p. 4696; 4697; 4714); *Pagès (Robert)* (p. 4706); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4701); *Robert (Guy)* (p. 4709).

Anciens combattants (Alsace-Moselle): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4711); *Husson (Roger)* (p. 4710); *Mexandeau (Louis)* (p. 4712; 4715).

Anciens combattants (budget): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4711); *Cazalet (Auguste)* (p. 4698); *Guéna (Yves)* (p. 4705); *Mexandeau (Louis)* (p. 4695; 4705; 4712); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4700).

Anciens combattants (ministère): *Boeuf (Marc)* (p. 4708); *Cazalet (Auguste)* (p. 4698); *Mexandeau (Louis)* (p. 4698; 4713); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4700).

Anciens combattants (outre-mer): *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4705); *Mexandeau (Louis)* (p. 4715); *Ramassamy (Albert)* (p. 4710).

Anciens combattants (vietnamiens): *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4705).

Associations (anciens combattants): *Bourdin (Joël)* (p. 4702); *Guéna (Yves)* (p. 4706); *Mexandeau (Louis)* (p. 4715).

Carte de combattant: *Boeuf (Marc)* (p. 4708); *Pagès (Robert)* (p. 4707).

Carte de combattant (Afrique du Nord): *Bourdin (Joël)* (p. 4703); *Mexandeau (Louis)* (p. 4696; 4714); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4701).

Carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR): *Herment (Rémi)* (p. 4703); *Pagès (Robert)* (p. 4707).

Cimetières et pompes funèbres: *Bourdin (Joël)* (p. 4703); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4705); *Husson (Roger)* (p. 4709); *Mexandeau (Louis)* (p. 4715).

Fêtes et cérémonies publiques: *Boeuf (Marc)* (p. 4708); *Cazalet (Auguste)* (p. 4699); *Guéna (Yves)* (p. 4705); *Husson (Roger)* (p. 4709); *Mexandeau (Louis)* (p. 4697; 4698; 4712); *Prouvoveur (Claude)* (p. 4700).

Harkis: *Cazalet (Auguste)* (p. 4699); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4705); *Mexandeau (Louis)* (p. 4696).

Institution nationale des invalides: *Cazalet (Auguste)* (p. 4699); *Mexandeau (Louis)* (p. 4696).

Invalides de guerre: *Bourdin (Joël)* (p. 4703).

Maladie (troubles psychiques de guerre): *Boeuf (Marc)* (p. 4708); *Mexandeau (Louis)* (p. 4714).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC): *Bourdin (Joël)* (p. 4703); *Husson (Roger)* (p. 4710); *Mexandeau (Louis)* (p. 4714).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Boeuf (Marc)* (p. 4707) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4702) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4711) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 4700) ; *Guéna (Yves)* (p. 4705) ; *Herment (Rémi)* (p. 4703) ; *Lesbros (Marcel)* (p. 4711) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4696 ; 4712 ; 4713 ; 4715) ; *Pagès (Robert)* (p. 4706) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4701) ; *Robert (Guy)* (p. 4708).

Rapport constant : *Boeuf (Marc)* (p. 4707) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4702) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 4700) ; *Guéna (Yves)* (p. 4705) ; *Herment (Rémi)* (p. 4703) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4695 ; 4713) ; *Pagès (Robert)* (p. 4706) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4701) ; *Robert (Guy)* (p. 4708).

Résistants : *Guéna (Yves)* (p. 4706) ; *Pagès (Robert)* (p. 4707).

Retraite mutualiste : *Boeuf (Marc)* (p. 4708) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4703) ; *Guéna (Yves)* (p. 4706) ; *Herment (Rémi)* (p. 4704) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4713) ; *Robert (Guy)* (p. 4709).

Veuvage : *Boeuf (Marc)* (p. 4707).

Examen des crédits et des articles 84 bis et 84 ter (3 décembre 1991) (p. 4716, 4717) : *MM. Henri Colette, Louis Jung, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Robert Pagès ; intervention de M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat.*

Etat B – Titres III et IV – Rejetés (p. 4716).

Article 84 bis (Condition de révision des pensions militaires d'invalidité) – Adopté (p. 4716).

Article 84 ter (Création d'un fonds de solidarité en faveur de certaines catégories d'anciens combattants d'Afrique du Nord) – Adopté (p. 4717).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion (5 décembre 1991) (p. 4883, 4901) :

Mme Edwige Avice, ministre de la coopération ; MM. André-Georges Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, Pierre Croze, Xavier de Villepin, Jacques Habert, Jean-Luc Bécart, René Régnault.

Afrique : *Avice (Edwige)* (p. 4883 ; 4885 ; 4886 ; 4887 ; 4896) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4890) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4895) ; *Croze (Pierre)* (p. 4891) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889 ; 4890) ; *Régnault (René)* (p. 4895) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4887).

Afrique du Sud : *Avice (Edwige)* (p. 4898) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892).

Aide au développement : *Avice (Edwige)* (p. 4883) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Régnault (René)* (p. 4895 ; 4896) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4887).

Aide humanitaire : *Régnault (René)* (p. 4895).

Alliance française : *Avice (Edwige)* (p. 4898).

Coopérants : *Avice (Edwige)* (p. 4884 ; 4899) ; *Croze (Pierre)* (p. 4891) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Coopération : *Avice (Edwige)* (p. 4887 ; 4900) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4894) ; *Régnault (René)* (p. 4896) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4889).

Coopération (budget) : *Avice (Edwige)* (p. 4883 ; 4898) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4887).

Coopération (décentralisée) : *Avice (Edwige)* (p. 4884 ; 4898) ; *Croze (Pierre)* (p. 4891) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Régnault (René)* (p. 4896) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Coopération militaire : *Avice (Edwige)* (p. 4884 ; 4897 ; 4898) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4891) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4895) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Régnault (René)* (p. 4896) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Coopération (ministère) : *Avice (Edwige)* (p. 4900).

Démocratie : *Avice (Edwige)* (p. 4885 ; 4886 ; 4897 ; 4900) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4891) ; *Croze (Pierre)* (p. 4891) ; *Habert (Jacques)* (p. 4893) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Régnault (René)* (p. 4896) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892).

Ecoles françaises à l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 4898 ; 4899) ; *Habert (Jacques)* (p. 4893) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Enseignement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4891).

Entreprises : *Avice (Edwige)* (p. 4898) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892).

Europe de l'Est : *Avice (Edwige)* (p. 4897) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4887).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Avice (Edwige)* (p. 4884) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Français de l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 4899) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4890) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892).

Haïti : *Avice (Edwige)* (p. 4886 ; 4900) ; *Habert (Jacques)* (p. 4894) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4890) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4893) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Livres : *Avice (Edwige)* (p. 4899) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4893).

Sommets internationaux (Chaillot) : *Habert (Jacques)* (p. 4893).

Sommets internationaux (La Baule) : *Avice (Edwige)* (p. 4883 ; 4885 ; 4886 ; 4897) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4890) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4895) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4889) ; *Régnault (René)* (p. 4896) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4892) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4888).

Titularisations : *Avice (Edwige)* (p. 4899) ; *Habert (Jacques)* (p. 4893).

Examen des crédits (5 décembre 1991) (p. 4900, 4901) : *MM. Louis Virapoullé, Jacques Habert, Mme Edwige Avice, ministre .*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4900, 4901).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4901).

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Discussion (2 décembre 1991) (p. 4666, 4690) :

MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Roger Romani, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marcel Lucotte, en remplacement de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique) ; Claude Estier, Pierre Laffitte, Jean-Marie Girault, André Egu, Jacques Habert, Jacques-Richard Delong, Ivan Renar, Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux.

Architecture : *Biasini (Emile)* (p. 4685).

Artistes et interprètes : *Estier (Claude)* (p. 4673) ; *Renar (Ivan)* (p. 4679).

Audiovisuel (programmes) : *Renar (Ivan)* (p. 4679) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Banlieues : *Estier (Claude)* (p. 4673).

Bibliothèque de France : *Biasini (Emile)* (p. 4684 ; 4686 ; 4687 ; 4688) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4678) ; *Egu (André)* (p. 4676) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4674) ; *Lang (Jack)* (p. 4683) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4671 ; 4687) ; *Romani (Roger)* (p. 4669 ; 4686).

Bibliothèques : *Biasini (Emile)* (p. 4685) ; *Lang (Jack)* (p. 4682) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4687).

Caen : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4675) ; *Lang (Jack)* (p. 4683).

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC) : *Lucotte (Marcel)* (p. 4670).

Centre national de cinématographie (CNC) : *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Cinéma : *Lang (Jack)* (p. 4683) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Collectivités territoriales : *Habert (Jacques)* (p. 4677) ; *Lang (Jack)* (p. 4683) ; *Renar (Ivan)* (p. 4680) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Communauté économique européenne (CEE) : *Habert (Jacques)* (p. 4677) ; *Lang (Jack)* (p. 4681).

Danse : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4675) ; *Lang (Jack)* (p. 4683).

Décentralisation : *Egu (André)* (p. 4676).

Décès (M. Raymond Bourguine) : *Lang (Jack)* (p. 4681) ; *Romani (Roger)* (p. 4667).

Dépôt légal : *Estier (Claude)* (p. 4674).

Enseignement : *Renar (Ivan)* (p. 4679).

Grands travaux : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4678) ; *Egu (André)* (p. 4676) ; *Estier (Claude)* (p. 4673) ; *Lang (Jack)* (p. 4667) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4670) ; *Renar (Ivan)* (p. 4679) ; *Romani (Roger)* (p. 4668).

Ile-de-France (région) : *Egu (André)* (p. 4676).

Monde rural : *Lang (Jack)* (p. 4667 ; 4683).

Monuments historiques : *Lucotte (Marcel)* (p. 4670).

Musée du Louvre : *Biasini (Emile)* (p. 4688).

Musées : *Egu (André)* (p. 4677) ; *Habert (Jacques)* (p. 4677) ; *Lang (Jack)* (p. 4682) ; *Renar (Ivan)* (p. 4680).

Musique : *Renar (Ivan)* (p. 4680).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Lang (Jack)* (p. 4682) ; *Renar (Ivan)* (p. 4679, 4680).

Opéra (Bastille) : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4678) ; *Estier (Claude)* (p. 4673) ; *Lang (Jack)* (p. 4667 ; 4684) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4670) ; *Romani (Roger)* (p. 4668).

Opéra (Garnier) : *Lang (Jack)* (p. 4684).

Politique culturelle : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4679) ; *Lang (Jack)* (p. 4666, 4667) ; *Renar (Ivan)* (p. 4679 ; 4680).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4674) ; *Lang (Jack)* (p. 4681).

Régions : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4678) ; *Egu (André)* (p. 4676) ; *Estier (Claude)* (p. 4673) ; *Lang (Jack)* (p. 4666 ; 4667 ; 4683) ; *Romani (Roger)* (p. 4668).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Habert (Jacques)* (p. 4677) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4671) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Théâtre : *Renar (Ivan)* (p. 4679) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4672).

Tourisme : *Laffitte (Pierre)* (p. 4674).

Villes : *Lang (Jack)* (p. 4667).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de la communication, à l'exception des amendements portant sur les crédits relatifs à la culture) (2 décembre 1991) (p. 4689) : *MM. Roger Romani, rapporteur spécial ; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jack Lang, ministre.*

Etat B – TITRE III (p. 4688).

Adoptés : amendements identiques n° II-20 de la commission des finances et n° II-32 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis : réduction des crédits figurant au titre III.

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (4 décembre 1991) (p. 4829).

Titre IV – Adopté (4 décembre 1991) (p. 4829).

Etat C – TITRE V – Adopté (4 décembre 1991) (p. 4829).

TITRE VI (p. 4689).

Adoptés : amendements identiques n° II-21 de la commission des finances et n° II-33 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI.

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (4 décembre 1991) (p. 4829).

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Discussion (4 décembre 1991) (p. 4810, 4829) :

MM. Georges Kiejman, ministre chargé de la communication ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Ivan Renar, François Autain, Yvon Collin, François Trucy, Alphonse Arzel, Gérard Delfau.

Agence France Presse (AFP) : *Cluzel (Jean)* (p. 4815) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4813).

Antenne 2 : *Collin (Yvon)* (p. 4823) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818 ; 4819) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4810 ; 4812) ; *Renar (Ivan)* (p. 4820 ; 4821) ; *Trucy (François)* (p. 4825).

Audiovisuel (programmes) : *Cluzel (Jean)* (p. 4816) ; *Collin (Yvon)* (p. 4823 ; 4824) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4813).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4827).

France région 3 (FR3) : *Collin (Yvon)* (p. 4824) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4810 ; 4812) ; *Renar (Ivan)* (p. 4821) ; *Trucy (François)* (p. 4825).

Information : *Kiejman (Georges)* (p. 4814).

Institut national de la communication audiovisuelle (INA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4812).

Presse : *Cluzel (Jean)* (p. 4815) ; *Collin (Yvon)* (p. 4824) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4825) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4819) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4813 ; 4814 ; 4827) ; *Renar (Ivan)* (p. 4821 ; p. 4822).

Publicité : *Arzel (Alphonse)* (p. 4825) ; *Autain (François)* (p. 4822) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4815) ; *Collin (Yvon)* (p. 4823 ; 4824) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4819) ; *Renar (Ivan)* (p. 4821).

Radio France : *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4812 ; 4827) ; *Renar (Ivan)* (p. 4821) ; *Trucy (François)* (p. 4825).

Radio France internationale (RFI) : *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Collin (Yvon)* (p. 4824) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4812) ; *Trucy (François)* (p. 4825).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Arzel (Alphonse)* (p. 4825) ; *Autain (François)* (p. 4822) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4816) ; *Collin (Yvon)* (p. 4823) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4826) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4811 ; 4826) ; *Renar (Ivan)* (p. 4821).

Ressources publiques : *Autain (François)* (p. 4822) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4811) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4810).

Satellites : *Arzel (Alphonse)* (p. 4825) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4827).

Secteur public : *Arzel (Alphonse)* (p. 4825) ; *Autain (François)* (p. 4822 ; 4823) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Collin (Yvon)* (p. 4823) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4825 ; 4826) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4810 ; 4814 ; 4826) ; *Renar (Ivan)* (p. 4820 ; 4821) ; *Trucy (François)* (p. 4824).

Société européenne de télévision (La Sept) : *Cluzel (Jean)* (p. 4815) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4818) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4813).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Collin (Yvon)* (p. 4824).

Société nationale de radiotélévision française d'outre-mer (RFO) : *Cluzel (Jean)* (p. 4817) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4813).

Sports : *Collin (Yvon)* (p. 4823).

Télévisions privées : *Arzel (Alphonse)* (p. 4825) ; *Collin (Yvon)* (p. 4824) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4825) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4827) ; *Renar (Ivan)* (p. 4820 ; 4821) ; *Trucy (François)* (p. 4824).

Examen des crédits (4 décembre 1991) (p. 4828, 4829)

Ligne 48 de l'Etat E – Rejetée (p. 4828).

Ligne 49 de l'Etat E – Rejetée (p. 4828).

Art. 62 – Rejeté (p. 4829).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (27 novembre 1991) (p. 4349, 4379) :

MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Daniel Millaud, Paul Moreau, Henri Bangou, Albert Pen, Marcel Henri, Serge Vinçon, Jean-Luc Bécart, François Louisy, Alphonse Arzel, Albert Ramassamy .

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4353) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366).

Allocations familiales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4371) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4375) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Moreau (Paul)* (p. 4367).

Calamités et catastrophes : *Bangou (Henri)* (p. 4367) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4376).

Chômage : *Lise (Roger)* (p. 4360).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bangou (Henri)* (p. 4367) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4371) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 4357) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 4363) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4359) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4350 ; 4376 ; 4377) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4365) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4371) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Contrats emploi-solidarité : *Le Pensec (Louis)* (p. 4374) ; *Lise (Roger)* (p. 4360).

Décentralisation : *Bangou (Henri)* (p. 4368) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 4358) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4351 ; 4375 ; 4379) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373 ; 4374) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Démographie : *Henry (Marcel)* (p. 4369).

Dépenses publiques : *Millaud (Daniel)* (p. 4365).

Eau : *Le Pensec (Louis)* (p. 4376) ; *Pen (Albert)* (p. 4368).

Economie : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4357) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4354) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4349 ; 4375) ; *Louisy (François)* (p. 4371) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373 ; 4374) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4370) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Emploi : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4357) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4374) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4370).

Equipements scolaires : *Henry (Marcel)* (p. 4369).

Fiscalité : *Goetschy (Henri)* (p. 4354 ; 4355 ; 4356) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4350 ; 4352 ; 4377) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Louisy (François)* (p. 4372) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4365) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4375) ; *Lise (Roger)* (p. 4360 ; 4361).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Goetschy (Henri)* (p. 4354) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4351 ; 4376) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Louisy (François)* (p. 4371) ; *Pen (Albert)* (p. 4368).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) : *Goetschy (Henri)* (p. 4354) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4358) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4352 ; 4376) ; *Lise (Roger)* (p. 4361).

Fonds européen de développement (FED) : *Lacour (Pierre)* (p. 4359) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4379) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4365).

Formation professionnelle : *Arzel (Alphonse)* (p. 4372) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373).

Guadeloupe : *Bangou (Henri)* (p. 4367) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4376).

Guyane : *Goetschy (Henri)* (p. 4356).

Industrie : *Vinçon (Serge)* (p. 4370).

Investissements : *Le Pensec (Louis)* (p. 4350) ; *Louisy (François)* (p. 4372).

Logement social : *Arzel (Alphonse)* (p. 4372) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4371) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4356) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4374 ; 4375) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366).

Lois (application) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4364) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4377).

Lois de programme : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4358) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4375) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4361).

Mayotte : *Henry (Marcel)* (p. 4369 ; 4370) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4350 ; 4376 ; 4377) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Mer et littoral : *Arzel (Alphonse)* (p. 4372).

Migrations : *Bangou (Henri)* (p. 4367) ; *Henry (Marcel)* (p. 4369) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4377) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373).

Nouvelle-Calédonie : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4363) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4358 ; 4359) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4350 ; 4353) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4364) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366).

Octroi de mer : *Goetschy (Henri)* (p. 4356) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4377) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Pêche : *Pen (Albert)* (p. 4368).

Polynésie française : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4363) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4359) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4353 ; 4375 ; 4376 ; 4379) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4364 ; 4365).

Produits agricoles et alimentaires : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4357) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4376 ; 4377) ; *Moreau (Paul)* (p. 4367) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4370) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4350 ; 4377) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366).

Recherche : *Goetschy (Henri)* (p. 4354).

Retraites : *Ramassamy (Albert)* (p. 4373).

Réunion (Ile) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4371) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4353 ; 4374 ; 4375) ; *Lise (Roger)* (p. 4360) ; *Moreau (Paul)* (p. 4366) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4373) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Arzel (Alphonse)* (p. 4372) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4349 ; 4353 ; 4374) ; *Lise (Roger)* (p. 4361) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4370) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Saint-Martin : *Goetschy (Henri)* (p. 4355).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Le Pensec (Louis)* (p. 4376) ; *Pen (Albert)* (p. 4368) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4362).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4352).

Scrutins : *Bangou (Henri)* (p. 4368).

Service militaire adapté (SMA) : *Goetschy (Henri)* (p. 4354) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4375) ; *Lise (Roger)* (p. 4361).

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4363) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4354) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4359) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4352) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4365).

Tourisme : *Le Pensec (Louis)* (p. 4377).

Transports aériens : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4358) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4377) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4370).

Wallis-et-Futuna : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4363) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4376).

Examen des crédits (27 novembre 1991) (p. 4379)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4379).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4379).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

I – CHARGES COMMUNES ET RAPATRIÉS

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4544, 4569) (Discussion commune avec celles relatives aux comptes spéciaux du Trésor et aux observations sur le rapport de la Cour des comptes) :

MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances (charges communes) ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances (comptes spéciaux du Trésor) ; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances (observations sur le rapport annuel de la Cour des comptes) ; Camille Cabana, Paul Loridant, Xavier de Villepin, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

Agriculteurs : *Charasse (Michel)* (p. 4556).

Aide au développement : *Charasse (Michel)* (p. 4557 ; 4559) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4550).

Armement (industrie) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4549).

Banque française du commerce extérieur (BFCE) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4550).

Collectivités territoriales (comptes) : *Charasse (Michel)* (p. 4561).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Belot (Claude)* (p. 4545) ; *Charasse (Michel)* (p. 4556).

Comptes spéciaux du Trésor : *Charasse (Michel)* (p. 4559) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4548).

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 4560 ; 4561 ; 4562) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4550 ; 4551 ; 4552).

Déficit budgétaire : *Cabana (Camille)* (p. 4552).

Dette publique : *Belot (Claude)* (p. 4547) ; *Cabana (Camille)* (p. 4552) ; *Charasse (Michel)* (p. 4556 ; 4558) ; *Loridant (Paul)* (p. 4554).

Directions départementales de l'équipement (DDE) : *Charasse (Michel)* (p. 4559) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4550).

Entreprises publiques : *Cabana (Camille)* (p. 4552 ; 4553) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4549).

Entreprises publiques (capital) : *Belot (Claude)* (p. 4547).

Fonction publique : *Belot (Claude)* (p. 4546) ; *Charasse (Michel)* (p. 4546 ; 4558).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4550).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Charasse (Michel)* (p. 4559) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4548).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Charasse (Michel)* (p. 4560) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4549).

Harkis : *Cabana (Camille)* (p. 4554) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4562 ; 4563) ; *Charasse (Michel)* (p. 4557) ; *Loridant (Paul)* (p. 4555) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4557).

Ile-de-France (région) : *Charasse (Michel)* (p. 4559) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4548).

Impôts fonciers : *Charasse (Michel)* (p. 4556).

Indemnisation des rapatriés : *Cathala (Laurent)* (p. 4563) ; *Loridant (Paul)* (p. 4554) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4557).

Parlement : *Moreigne (Michel)* (p. 4551).

Postes et télécommunications (budget annexe) : *Charasse (Michel)* (p. 4558).

Prêts aux rapatriés : *Cabana (Camille)* (p. 4553).

Rapatriés : *Cathala (Laurent)* (p. 4562) ; *Charasse (Michel)* (p. 4557) ; *Loridant (Paul)* (p. 4554).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4548).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Belot (Claude)* (p. 4545) ; *Charasse (Michel)* (p. 4557).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Belot (Claude)* (p. 455).

Taxe professionnelle (dégrèvement) : *Charasse (Michel)* (p. 4556).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (remboursement) : *Charasse (Michel)* (p. 4556).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4563, 4565) : *MM. Claude Belot, rapporteur spécial ; Michel Charasse, ministre ; Robert Vizet ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Xavier de Villepin.*

Etat B – TITRE I (p. 4564).

Adopté : amendement n° II-19 de la commission : réduction des crédits en conséquence de la diminution du déficit budgétaire votée par le Sénat.

– Les crédits figurant au Titre I, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4564).

TITRE II – Adopté (p. 4564).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4564).

Avant l'art. 74 (p. 4564).

Adopté : amendement n° II-35 de M. Xavier de Villepin : exemption des certificats d'indemnisation des rapatriés de l'impôt sur les mutations.

Irrecevables (Article 40 de la Constitution) : amendements de M. Xavier de Villepin, relatifs aux certificats d'indemnisation n° II-34 : remboursement de certaines catégories de personnes – Et n° II-36 : majoration d'intérêts capitalisés.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4565).

ECONOMIES, FINANCES ET BUDGET

II – SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (4 décembre 1991) (p. 4803, 4810) :

MM. François Doubin, ministre chargé de l'artisanat ; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Minetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; William Chervy .

Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) : *Doubin (François)* (p. 4803).

Communauté économique européenne (CEE) : *Doubin (François)* (p. 4809) ; *Minetti (Louis)* (p. 4806).

Conseil national de la concurrence (CNC) : *Chervy (William)* (p. 4808) ; *Doubin (François)* (p. 4809).

Consommateurs (protection et information) : *Chervy (William)* (p. 4808) ; *Doubin (François)* (p. 4804) ; *Minetti (Louis)* (p. 4806).

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) : *Chervy (William)* (p. 4807) ; *Doubin (François)* (p. 4805).

Douanes : *Doubin (François)* (p. 4804 ; 4809) ; *Manet (Michel)* (p. 4806).

Endettement : *Doubin (François)* (p. 4808).

Environnement : *Doubin (François)* (p. 4805).

Fiscalité : *Doubin (François)* (p. 4808) ; *Manet (Michel)* (p. 4806).

Formation professionnelle : *Doubin (François)* (p. 4803) ; *Manet (Michel)* (p. 4805).

Institut national de la consommation (INC) : *Chervy (William)* (p. 4807) ; *Doubin (François)* (p. 4804 ; 4809) ; *Minetti (Louis)* (p. 4806).

Logement : *Doubin (François)* (p. 4803).

Médecine : *Doubin (François)* (p. 4803).

Normes : *Minetti (Louis)* (p. 4806).

Publicité : *Minetti (Louis)* (p. 4806).

Examen des crédits (4 décembre 1991) (p. 4809, 4810)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4809).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4810).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

II – SERVICES FINANCIERS

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (29 novembre 1991) (p. 4514, 4531) :

MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Xavier de Villepin, Hubert Durand-Chastel, René Trégouët, Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Bayle.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4524) ; *Fost (Paulette)* (p. 4526) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4515, 4516, 4529) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4521).

Allemagne (réunification) : *Fost (Paulette)* (p. 4526) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4528) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4521).

Assurance crédit : *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Larue (Tony)* (p. 4519).

Balance commerciale : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4522) ; *Fost (Paulette)* (p. 4525) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4514, 4528) ; *Larue (Tony)* (p. 4518 ; 4519) ; *Trégouët (René)* (p. 4524) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4521).

Centre français du commerce extérieur (CFCE) : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4516).

Charte nationale de l'exportation : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4518 ; 4529) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4521).

Chômage : *Fost (Paulette)* (p. 4525).

Commerce extérieur (choix géographiques) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523) ; *Larue (Tony)* (p. 4519) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517 ; 4528).

Commerce extérieur (exposition universelle de Séville) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4528) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4529).

Commerce extérieur (formation) : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517 ; 4530).

Commerce extérieur (ministère) : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4516).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Fost (Paulette)* (p. 4526) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4516, 4530) ; *Larue (Tony)* (p. 4519).

Concurrence internationale : *Fost (Paulette)* (p. 4526) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4515).

Crédit à l'exportation : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517) ; *Larue (Tony)* (p. 4519).

Déficit budgétaire : *Trégouët (René)* (p. 4524).

Entreprises (charges) : *Trégouët (René)* (p. 4524).

Europe de l'Est : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4528).

Exportations : *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4522) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4514) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4521).

Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4522) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4530) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4522).

Investissements : *Fost (Paulette)* (p. 4525).

Investissements français à l'étranger : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523).

Koweït : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517).

Langues et cultures étrangères : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4530).

Mexique : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4529).

Petites et moyennes entreprises (PME) (exportations) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517) ; *Larue (Tony)* (p. 4519) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4522).

Politique agricole commune (PAC) : *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4515 ; 4516).

Politique économique et sociale : *Fost (Paulette)* (p. 4525) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4531).

Politique industrielle : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4529).

Politiques européennes : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4520) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4515).

Propriété industrielle : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4515).

Régions : *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4517 ; 4518).

Spéculation : *Fost (Paulette)* (p. 4525).

Volontaires du service national actif (VSNA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4527) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4523) ; *Jeanneney (Jean-Noël)* (p. 4530 ; 4531) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4522).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget : II – Services financiers) (29 novembre 1991) (p. 4531) : *MM. Tony Larue, rapporteur spécial ; Jean-Noël Jeanneney, ministre.*

Etat B – TITRE III ET IV – Adoptés (4 décembre 1991) (p. 4809).

Etat C – TITRE V (p. 4531).

Rejeté : amendement n° II-13 de la commission : réduction des crédits des services financiers du ministère de l'économie, des finances et du budget, en raison de la proposition de la commission de rejeter les crédits du commerce extérieur.

– Les crédits sont adoptés (4 décembre 1991) (p. 4810).

TITRE VI – Adopté (4 décembre 1991) (p. 4810).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

III – INDUSTRIE

Discussion (22 novembre 1991) (p. 4092, 4121) :

MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie) ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Maurice Schumann, Xavier de Villepin, Hubert Durand-Chastel, Emmanuel Hamel, Félix Leyzour, André Delelis, Louis Brives, Jean-Eric Bousch, Jean-Pierre Masseret.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4103).

Accords multifibres : *Poncelet (Christian)* (p. 4101) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4115).

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : *Barbier (Bernard)* (p. 4097) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4099).

Agence française de normalisation (AFNOR) : *Collomb (Francisque)* (p. 4099).

Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4095).

Automobile (industrie) : *Brives (Louis)* (p. 4107) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4106) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4116 ; 4119).

Balance commerciale : *Villepin (Xavier de)* (p. 4102).

Bâtiment et travaux publics : *Brives (Louis)* (p. 4107).

Bourses de valeurs : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4104) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4118).

Charbonnages de France : *Barbier (Bernard)* (p. 4096) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4110) ; *Delelis (André)* (p. 4107) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4100) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4114 ; 4119).

Chimie (industrie) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4111).

Commerce extérieur : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4093).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Barbier (Bernard)* (p. 4097) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4100) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4095 ; 4112 ; 4114).

Communauté économique européenne (CEE) : *Brives (Louis)* (p. 4108) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4103) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4100) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4100) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4100) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4094 ; 4112 ; 4114 ; 4115) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4102).

Compétitivité : *Villepin (Xavier de)* (p. 4102).

Emploi : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4109) ; *Brives (Louis)* (p. 4109) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4103) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4105) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4093 ; 4113 ; 4118) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4102).

Energie (industrie) : *Barbier (Bernard)* (p. 4096) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4099) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4114).

Energie nucléaire : *Barbier (Bernard)* (p. 4097).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Barbier (Bernard)* (p. 4096) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4111) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4106) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4117) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4102).

Exportations : *Villepin (Xavier de)* (p. 4103).

Fiscalité : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4105) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4117).

Formation professionnelle : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4104) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4106).

Fraudes et falsifications : *Poncelet (Christian)* (p. 4101).

Golfe persique (crise) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4114).

Houillères de Lorraine : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4110) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4111).

Industrie (budget) : *Collomb (Francisque)* (p. 4098) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4105) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4095 ; 4113).

Innovation : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4095).

Investissements : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4109) ; *Brives (Louis)* (p. 4108) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4104) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4105 ; 4106) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4119).

Lorraine (région) : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4110) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4113 ; 4119 ; 4120).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Delelis (André)* (p. 4107) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4111).

Recherche : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4094).

Sidérurgie (industrie) : *Collomb (Francisque)* (p. 4098) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4106) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4111).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 4108).

Technologies nouvelles : *Barbier (Bernard)* (p. 4096) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4104) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4105) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4094).

Textile (industrie) : *Brives (Louis)* (p. 4108 ; 4109) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4111) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4100 ; 4101) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4100) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4116).

Volontaires du service national en entreprises (VSNE) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 4117) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4103).

Vosges (département) : *Poncelet (Christian)* (p. 4100).

Examen des crédits (22 novembre 1991) (p. 4120, 4121) : *MM. Bernard Barbier, rapporteur spécial* ; *Dominique Strauss-Kahn, ministre*.

Etat B – Titres III et IV – Rejetés (p. 4120).

Etat C – Titre V – Rejeté (p. 4120).

Titre VI (p. 4120).

Retiré : amendement n° II-1 de la commission : réduction des crédits de paiement de 65 000 000 francs (p. 4121).

– Les crédits figurant au titre VI sont rejetés (p. 4121).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

IV – ARTISANAT ET COMMERCE

Discussion (7 décembre 1991) (p. 4979, 5001) :

MM. François Doubin, ministre chargé de l'artisanat ; *René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances* ; *Jean-Jacques Robert, François Delga, Jean-Eric Bousch, Félix Leyzour, Robert Laucournet, Ernest Cartigny, José Balarello, Louis Moinard, René Régnault, Edouard Le Jeune*.

Apprentissage : *Balarello (José)* (p. 4991) ; *Ballayer (René)* (p. 4982) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4989) ; *Doubin (François)* (p. 4996) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Régnault (René)* (p. 4993) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4983).

Bretagne (région) : *Leyzour (Félix)* (p. 4987).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4984).

Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (CANCAVA) : *Ballayer (René)* (p. 4982).

Chambres des métiers : *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4989) ; *Régnault (René)* (p. 4993) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4984).

Chèques : *Doubin (François)* (p. 4996) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4989) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4984).

Commerçants et artisans (protection sociale) : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4987) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4984).

Commerce et artisanat (budget) : *Ballayer (René)* (p. 4981) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4989) ; *Doubin (François)* (p. 4979 ; 4980 ; 4995) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987).

Commerces (ouverture dominicale) : *Balarello (José)* (p. 4992) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Doubin (François)* (p. 4996) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4988) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4983).

Commerces (petits) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4981) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992).

Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Doubin (François)* (p. 4981 ; 4995).

Côtes-d'Armor (département) : *Leyzour (Félix)* (p. 4997) ; *Régnault (René)* (p. 4993).

Droits de mutation : *Doubin (François)* (p. 4980).

Emploi : *Ballayer (René)* (p. 4982) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4988).

Fiscalité : *Ballayer (René)* (p. 4982 ; 4983) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Delga (François)*

(p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4980 ; 4995) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987 ; 4988) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992) ; *Régnauld (René)* (p. 4993) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4983).

Fonds d'aménagement des structures artisanales (FASA) : *Doubin (François)* (p. 4980).

Formation professionnelle : *Balarello (José)* (p. 4991) ; *Ballayer (René)* (p. 4982 ; 4983) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4989) ; *Doubin (François)* (p. 4980 ; 4996) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992) ; *Régnauld (René)* (p. 4993).

Grandes surfaces : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4981 ; 4995).

Institut de gestion agréé habilité (INGAH) : *Régnauld (René)* (p. 4993).

Logement : *Laucournet (Robert)* (p. 4989).

Loi Royer (commerce et artisanat) : *Doubin (François)* (p. 4981 ; 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4989) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4988) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4983).

Métiers d'art : *Balarello (José)* (p. 4991) ; *Doubin (François)* (p. 4996).

Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4990).

Opération programmée d'aménagement et d'amélioration du commerce, de l'artisanat et du tourisme (OPARCAT) : *Leyzour (Félix)* (p. 4987 ; 4997).

Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC) : *Ballayer (René)* (p. 4982) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Régnauld (René)* (p. 4993).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Ballayer (René)* (p. 4983) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4989) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4980) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4988) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987) ; *Régnauld (René)* (p. 4993) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4984).

Prêts : *Ballayer (René)* (p. 4982) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4989) ; *Doubin (François)* (p. 4981).

Publicité : *Balarello (José)* (p. 4992).

Retraites : *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4989) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4994) ; *Régnauld (René)* (p. 4993).

Tarn (département) : *Delga (François)* (p. 4985).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4997).

Villes : *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4988).

Zones rurales : *Ballayer (René)* (p. 4982) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4986) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4990) ; *Delga (François)* (p. 4985) ; *Doubin (François)* (p. 4995) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4988) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4987) ; *Moinard (Louis)* (p. 4992) ; *Régnauld (René)* (p. 4993) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4983).

Examen des crédits (7 décembre 1991) (p. 4997, 5001) : *MM. Emmanuel Hamel, François Doubin, ministre ; René Ballayer, rapporteur spécial ; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis ; Félix Leyzour, Robert Laucournet.*

Etat B – Titres III et IV – Adoptés (p. 4998).

Etat C – Titre VI – Adopté (p. 4999).

Art. 85 (p. 4999).

Adoptés : amendement n° II-84 du Gouvernement : compétence du fonds national en matière de promotion et de communication ; sous-amendement n° II-174 de la commission des affaires économiques saisie pour avis – Sur l'amendement n° II-31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, sous-amendement n° II-92 de M. Serge Vinçon : gestion du fonds national par l'assemblée permanente des chambres de métiers.

Rejeté : amendement n° II-31 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : majoration de 10 % du montant maximum de la taxe destinée à financer des actions de développement et de promotion du secteur des métiers.

– L'article 85, ainsi modifié, est adopté (p. 5001).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

V – POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion (26 novembre 1991) (p. 4287, 4308) :

MM. Jean-Marie Rausch, ministre chargé des postes ; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Tizon, André Bohl, Gérard Larcher, Félix Leyzour, Gérard Delfau, Daniel Millaud, René Tregouët, Louis Perrein, Emmanuel Hamel.

Aménagement du territoire : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Faure (Jean)* (p. 4293) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4296) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4288 ; 4289 ; 4305) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4295).

Câble (technologie) : *Bohl (André)* (p. 4295) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4296) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4306) ; *Tregouët (René)* (p. 4300).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Torre (Henri)* (p. 4290).

Commission supérieure du service public des postes et télécommunications : *Perrein (Louis)* (p. 4300) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4303) ; *Torre (Henri)* (p. 4291).

Comptes chèques postaux (CCP) : *Delfau (Gérard)* (p. 4298).

Contrats de plan : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Faure (Jean)* (p. 4293) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4287 ; 4288) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4294 ; 4295).

Courrier : *Faure (Jean)* (p. 4293) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4288 ; 4305).

Espace : *Faure (Jean)* (p. 4292) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4289) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4294).

Europe (postes et télécommunications) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4287).

France Télécom : *Larcher (Gérard)* (p. 4296) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4303) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4295) ; *Torre (Henri)* (p. 4291).

Postes et télécommunications (P et T) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4303 ; 4304).

Postes et télécommunications (P et T) (acheminement maritime) : *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4307).

Postes et télécommunications (P et T) (personnels) : *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4289 ; 4290 ; 4306) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4295).

Postes et télécommunications (P et T) (réforme) : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4296) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Perrein (Louis)* (p. 4300) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4287) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4294) ; *Torre (Henri)* (p. 4290).

Postes et télécommunications (P et T) (services financiers) : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Faure (Jean)* (p. 4293) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4296) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4297) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4299) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4288 ; 4304) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4294) ; *Torre (Henri)* (p. 4291 ; 4292).

Presse : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Faure (Jean)* (p. 4294) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4289 ; 4305) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4294) ; *Torre (Henri)* (p. 4290).

Service public : *Delfau (Gérard)* (p. 4298) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4287).

Télécommunications : *Perrein (Louis)* (p. 4302) ; *Tregouët (René)* (p. 4300).

Télématique : *Faure (Jean)* (p. 4293) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4302 ; 4303) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4296 ; 4297) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4300) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4306 ; 4307 ; 4308).

Téléphone : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4306) ; *Trégouët (René)* (p. 4300).

Téléphone (lignes spécialisées) : *Bohl (André)* (p. 4295) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4307).

Examen des crédits (réservé jusqu'à l'examen des crédits de la communication) (26 novembre 1991) (p. 4308).

– Les crédits sont rejetés (4 décembre 1991 (p. 4830).

EDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ET SUPERIEUR

Discussion (3 décembre 1991) (p. 4717, 4771) :

MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale ; Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Jacques-Richard Delong, rapporteur spécial de la commission des finances (enseignement scolaire) ; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances (enseignement supérieur) ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire) ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; Ambroise Dupont, Claude Belot, Jacques Hubert, Josselin de Rohan, Mme Hélène Luc ; MM. Claude Saunier, Ernest Cartigny, Michel Crucis, Rémi Herment, Adrien Gouteyron, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Bayle, François Lesein, Joël Bourdin, Jean Simonin, René Régnauld, Jacques Bimbenet, Jean-Eric Bousch, Gérard Roujas, René Trégouët, Sosefo Makapé Papilio.

Aménagement du territoire : *Roujas (Gérard)* (p. 4758) ; *Trégouët (René)* (p. 4758).

Apprentissage : *Guyard (Jacques)* (p. 4722) ; *Lesein (François)* (p. 4751).

Auxiliariat (enseignement) : *Bourdin (Joël)* (p. 4752) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723).

Baccalauréats : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4722) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4760) ; *Saunier (Claude)* (p. 4738) ; *Séramy (Paul)* (p. 4727).

Bassins d'emploi : *Delfau (Gérard)* (p. 4730) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4770).

Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire (CAPES) : *Séramy (Paul)* (p. 4727) ; *Simonin (Jean)* (p. 4754).

Chômage : *Trégouët (René)* (p. 4758).

Collèges : *Lesein (François)* (p. 4750).

Culture : *Cartigny (Ernest)* (p. 4742).

Décentralisation : *Dupont (Ambroise)* (p. 4731) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 4756) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4753) ; *Clouet (Jean)* (p. 4725) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4761 ; 4765) ; *Lesein (François)* (p. 4750) ; *Luc (Hélène)* (p. 4737 ; 4738) ; *Régnauld (René)* (p. 4755) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4736).

Démographie : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4729) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4769) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4718).

Direction de l'enseignement français en Allemagne (DEFA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4749 ; 4750) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4764 ; 4768).

Education nationale (budget) : *Delfau (Gérard)* (p. 4729) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4722) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4718) ; *Luc (Hélène)* (p. 4737) ; *Régnauld (René)* (p. 4754).

Education physique et sportive (EPS) : *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723) ; *Lesein (François)* (p. 4750).

Emploi des jeunes : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4755) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4721).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4755) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4751 ; 4752) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4756) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4770) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4718 ; 4720 ; 4760 ; 4768 ; 4769) ; *Lesein (François)* (p. 4750) ; *Luc (Hélène)* (p. 4737) ; *Simonin (Jean)* (p. 4754).

Enseignants : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4741) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4761 ; 4765 ; 4766) ; *Saunier (Claude)* (p. 4740).

Enseignement à l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4749 ; 4750) ; *Habert (Jacques)* (p. 4733 ; 4734) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4763 ; 4764 ; 4768).

Enseignement (personnel mis à disposition) : *Habert (Jacques)* (p. 4734).

Enseignement (personnel non enseignant) : *Jospin (Lionel)* (p. 4761).

Enseignement primaire : *Dupont (Ambroise)* (p. 4731) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4761) ; *Lesein (François)* (p. 4751) ; *Saunier (Claude)* (p. 4739) ; *Séramy (Paul)* (p. 4726 ; 4727).

Enseignement privé : *Crucis (Michel)* (p. 4743 ; 4744) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4724) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4746) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4720 ; 4765 ; 4767) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4759 ; 4760) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4735 ; 4736) ; *Séramy (Paul)* (p. 4727).

Enseignement supérieur : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4756) ; *Clouet (Jean)* (p. 4726) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4760 ; 4761) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4757) ; *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Enseignement supérieur (grandes écoles) : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4729) ; *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Enseignement supérieur (privé) : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4728) ; *Clouet (Jean)* (p. 4725).

Enseignement technique et professionnel : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4755) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4730) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4721 ; 4770) ; *Lesein (François)* (p. 4751) ; *Régnauld (René)* (p. 4754).

Enseignement technique et professionnel (partenariat) : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4728) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4730) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4722 ; 4770) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4720 ; 4761 ; 4768) ; *Régnauld (René)* (p. 4754) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4758) ; *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Entreprises : *Delfau (Gérard)* (p. 4731) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4732) ; *Trégouët (René)* (p. 4759).

Equipements scolaires : *Guyard (Jacques)* (p. 4721) ; *Luc (Hélène)* (p. 4737).

Etablissements d'enseignement (autonomie) : *Jospin (Lionel)* (p. 4720 ; 4766) ; *Régnauld (René)* (p. 4754) ; *Séramy (Paul)* (p. 4727).

Formation continue : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4729).

Formation en alternance : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4756) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4730) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4731) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4721 ; 4722 ; 4770) ; *Herment (Rémi)* (p. 4745) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4769) ; *Lesein (François)* (p. 4751) ; *Régnauld (René)* (p. 4754).

Français de l'étranger : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4749) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4767).

Information (des jeunes) : *Dupont (Ambroise)* (p. 4732) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4722 ; 4770).

Ingénieurs : *Herment (Rémi)* (p. 4746) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4766) ; *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4749) ; *Bourdin (Joël)* (p. 4752) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4729) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4741) ; *Clouet (Jean)* (p. 4726) ; *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4746 ; 4747) ; *Habert (Jacques)* (p. 4734) ; *Her-*

ment (*Rémi*) (p. 4746); *Jospin (Lionel)* (p. 4719; 4760; 4761; 4764; 4766; 4767; 4768); *Lesein (François)* (p. 4751); *Régnauld (René)* (p. 4755); *Séramy (Paul)* (p. 4727); *Simonin (Jean)* (p. 4753).

Instituts universitaires de technologie (IUT): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4757); *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4728); *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Instituts universitaires professionnalisés (IUP): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4749); *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4729); *Herment (Rémi)* (p. 4746); *Jospin (Lionel)* (p. 4719); *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Langues et cultures étrangères: *Jospin (Lionel)* (p. 4768); *Régnauld (René)* (p. 4755); *Trégouët (René)* (p. 4759).

Libertés publiques: *Crucis (Michel)* (p. 4743); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4760); *Rohan (Josselin de)* (p. 4736).

Lorraine (région): *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4757); *Jospin (Lionel)* (p. 4769).

Lycées: *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4724); *Jospin (Lionel)* (p. 4761); *Lesein (François)* (p. 4750).

Lycées d'enseignement professionnel (LEP): *Herment (Rémi)* (p. 4745).

Médecine scolaire: *Lesein (François)* (p. 4750).

Organisations syndicales: *Cartigny (Ernest)* (p. 4741); *Jospin (Lionel)* (p. 4761).

Pédagogie: *Gouteyron (Adrien)* (p. 4747); *Jospin (Lionel)* (p. 4719); *Séramy (Paul)* (p. 4726).

Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service (ATOS): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748); *Bourdin (Joël)* (p. 4753); *Jospin (Lionel)* (p. 4768); *Lesein (François)* (p. 4750); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4760).

Plan social (étudiants): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4756); *Clouet (Jean)* (p. 4725); *Jospin (Lionel)* (p. 4763; 4766); *Roujas (Gérard)* (p. 4757); *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Plan Université 2000: *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4756); *Jospin (Lionel)* (p. 4720; 4761; 4767; 4769); *Roujas (Gérard)* (p. 4757); *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Recherche universitaire: *Belot (Claude)* (p. 4732; 4733); *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4749); *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4728); *Clouet (Jean)* (p. 4725); *Jospin (Lionel)* (p. 4763; 4767); *Roujas (Gérard)* (p. 4757).

Salaires, traitements et indemnités: *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4748); *Cartigny (Ernest)* (p. 4740; 4741); *Jospin (Lionel)* (p. 4719; 4765); *Luc (Hélène)* (p. 4737); *Roujas (Gérard)* (p. 4757); *Saunier (Claude)* (p. 4740); *Séramy (Paul)* (p. 4726).

Service public: *Jospin (Lionel)* (p. 4721; 4764); *Luc (Hélène)* (p. 4738).

Technologies nouvelles: *Jospin (Lionel)* (p. 4769); *Trégouët (René)* (p. 4759).

Universités: *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4728); *Clouet (Jean)* (p. 4726); *Jospin (Lionel)* (p. 4763); *Saunier (Claude)* (p. 4739).

Val-de-Marne (département): *Luc (Hélène)* (p. 4737).

Violence: *Bimbenet (Jacques)* (p. 4756); *Jospin (Lionel)* (p. 4768; 4769).

Wallis-et-Futuna: *Jospin (Lionel)* (p. 4769); *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4759).

Zones rurales: *Belot (Claude)* (p. 4732); *Bimbenet (Jacques)* (p. 4756); *Delong (Jacques-Richard)* (p. 4723; 4724); *Dupont (Ambroise)* (p. 4731); *Jospin (Lionel)* (p. 4761; 4763; 4768); *Rohan (Josselin de)* (p. 4735); *Trégouët (René)* (p. 4759).

Examen des crédits (3 décembre 1991) (p. 4770, 4771)

Etat B – TITRES III ET IV – Rejetés (p. 4770).

Etat C – TITRES V ET VI – Rejetés (p. 4771).

ENVIRONNEMENT

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4574, 4594):

MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Henri Collette, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Autain, Pierre Laffitte, Hubert Durand-Chastel, Gérard Larcher, Jacques Oudin.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME): *Lalonde (Brice)* (p. 4575; 4590); *Vizet (Robert)* (p. 4578).

Associations de chasse: *Larcher (Gérard)* (p. 4588).

Automobiles (véhicules électriques): *Laffitte (Pierre)* (p. 4585).

Barrages: *Hugo (Bernard)* (p. 4580).

Bruit: *Hugo (Bernard)* (p. 4579); *Laffitte (Pierre)* (p. 4585); *Lalonde (Brice)* (p. 4589; 4590).

Chasse: *Hugo (Bernard)* (p. 4580); *Lalonde (Brice)* (p. 4589; 4590; 4591); *Larcher (Gérard)* (p. 4587); *Martin (Hubert)* (p. 4582).

Conservatoire du littoral: *Hugo (Bernard)* (p. 4580); *Lalonde (Brice)* (p. 4576; 4591); *Martin (Hubert)* (p. 4581); *Vizet (Robert)* (p. 4577).

Déchets: *Hugo (Bernard)* (p. 4579); *Lalonde (Brice)* (p. 4576; 4590).

Déchets industriels: *Autain (François)* (p. 4584); *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4583).

Eau: *Autain (François)* (p. 4584); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4586); *Hugo (Bernard)* (p. 4579); *Lalonde (Brice)* (p. 4576; 4589); *Vizet (Robert)* (p. 4577).

Electricité de France (EDF): *Autain (François)* (p. 4584).

Energie nucléaire: *Autain (François)* (p. 4584).

Environnement (collectivités territoriales): *Autain (François)* (p. 4584); *Martin (Hubert)* (p. 4581); *Vizet (Robert)* (p. 4578).

Environnement (ministère): *Autain (François)* (p. 4584); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4586); *Lalonde (Brice)* (p. 4575); *Vizet (Robert)* (p. 4577).

Environnement (politique européenne): *Autain (François)* (p. 4584); *Hugo (Bernard)* (p. 4580); *Lalonde (Brice)* (p. 4590).

Environnement (politique internationale de la France): *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4586); *Lalonde (Brice)* (p. 4590).

Environnement (structures): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4583); *Lalonde (Brice)* (p. 4575); *Vizet (Robert)* (p. 4578).

Essence sans plomb: *Lalonde (Brice)* (p. 4576).

Fédérations de chasseurs: *Larcher (Gérard)* (p. 4587).

Fiscalité: *Vizet (Robert)* (p. 4578).

Forêts: *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4586); *Lalonde (Brice)* (p. 4591; 4592).

Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA): *Vizet (Robert)* (p. 4578).

Liaison fixe transmanche (conséquences sur l'environnement dans le département du Pas-de-Calais): *Lalonde (Brice)* (p. 4592); *Martin (Hubert)* (p. 4582).

Littoral (dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes touristiques): *Martin (Hubert)* (p. 4581).

Littoral (protection): *Lalonde (Brice)* (p. 4591); *Martin (Hubert)* (p. 4580; 4581); *Oudin (Jacques)* (p. 4588; 4589).

Nature (protection): *Hugo (Bernard)* (p. 4580); *Lalonde (Brice)* (p. 4576; 4590).

Nature (protection) (Ile-de-France): *Lalonde (Brice)* (p. 4592); *Larcher (Gérard)* (p. 4588).

Nature (protection) (estuaire de la Loire) : *Autain (François)* (p. 4584) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4592).

Opinion publique : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4583).

Parcs nationaux : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4583).

Parcs naturels régionaux : *Hugo (Bernard)* (p. 4580) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4576 ; 4589) ; *Vizet (Robert)* (p. 4577).

Pollution (air) : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4586) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4586) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4577 ; 4590 ; 4592).

Pollutions industrielles : *Lalonde (Brice)* (p. 4575) ; *Vizet (Robert)* (p. 4577).

Réseau routier et autoroutier : *Martin (Hubert)* (p. 4582).

Transports routiers (poids lourds) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4583) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4592).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4593, 4594) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles* ; *Robert Vizet, rapporteur spécial* ; *Brice Lalonde, ministre* ; *Hubert Martin, rapporteur pour avis*.

Après l'art. 65 (p. 4593).

Adopté : amendement n° II-30 de la commission saisie pour avis : extension du système de la dation en paiement des droits de succession aux terrains dont la protection du littoral justifie la conservation en l'état (p. 4593 ; priorité ordonnée, p. 4593).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4593).

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4594).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4594).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE

I – URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS

Discussion (23 novembre 1991) (p. 4149, 4176) :

MM. Paul Quilès, ministre de l'équipement ; *Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement* ; *Ernest Cartigny, rapporteur spécial de la commission des finances* ; *Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement)* ; *Jacques Bellanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme)* ; *José Balarello en remplacement de M. Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social)* ; *Gérard Larcher, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. René Régnault, José Balarello, Daniel Millaud, Jean Simonin, William Chervy, Ambroise Dupont*.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Balarello (José)* (p. 4160 ; 4166) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4162) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4155) ; *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4152 ; 4171) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4160) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4166) ; *Régnault (René)* (p. 4164).

Agences d'urbanisme : *Bellanger (Jacques)* (p. 4158) ; *Quilès (Paul)* (p. 4173).

Aide personnalisée au logement (APL) : *Debarge (Marcel)* (p. 4152) ; *Régnault (René)* (p. 4163).

Allocation logement : *Debarge (Marcel)* (p. 4170).

Aménagement du territoire : *Cartigny (Ernest)* (p. 4153) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4171) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4167) ; *Régnault (René)* (p. 4163) ; *Simonin (Jean)* (p. 4167).

Aménagement rural : *Quilès (Paul)* (p. 4151).

Architecture : *Quilès (Paul)* (p. 4150 ; 4173) ; *Régnault (René)* (p. 4163).

Banlieues : *Larcher (Gérard)* (p. 4160).

Bâtiment et travaux publics : *Balarello (José)* (p. 4160 ; 4164) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4154) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4166) ; *Simonin (Jean)* (p. 4167).

Câble (technologie) : *Balarello (José)* (p. 4166) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4173).

Collectivités territoriales : *Cartigny (Ernest)* (p. 4153).

Commerçants et artisans (locaux) : *Dupont (Ambroise)* (p. 4170).

Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) : *Bellanger (Jacques)* (p. 4158) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4160) ; *Quilès (Paul)* (p. 4150 ; 4174).

Déconcentration : *Larcher (Gérard)* (p. 4160).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Balarello (José)* (p. 4160) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4171) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4157).

Eau : *Quilès (Paul)* (p. 4151).

Environnement : *Bellanger (Jacques)* (p. 4159) ; *Quilès (Paul)* (p. 4151).

Epargne logement : *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4171).

Expulsions (logement) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4162).

Fiscalité immobilière : *Chervy (William)* (p. 4168).

Fonds de solidarité pour le logement (FSL) : *Régnault (René)* (p. 4163).

Fonds national d'aide au logement (FNAL) : *Balarello (José)* (p. 4159) ; *Chervy (William)* (p. 4168).

Habitat : *Cartigny (Ernest)* (p. 4153) ; *Chervy (William)* (p. 4168).

Habitat (ancien) : *Debarge (Marcel)* (p. 4153) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4166).

Habitat (insalubre) : *Debarge (Marcel)* (p. 4171).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 4166) ; *Chervy (William)* (p. 4169) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4173).

Ile-de-France (région) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4153) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4170).

Immigration : *Larcher (Gérard)* (p. 4160).

Littoral (protection) : *Quilès (Paul)* (p. 4150).

Livrets des caisses d'épargne : *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4171).

Logement : *Balarello (José)* (p. 4165) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4162) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4153 ; 4154) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4151 ; 4172) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169 ; 4170) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4156 ; 4157) ; *Quilès (Paul)* (p. 4149) ; *Régnault (René)* (p. 4163).

Logement (aides au) : *Balarello (José)* (p. 4159) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4156) ; *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4172).

Logement locatif : *Balarello (José)* (p. 4166) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4155) ; *Chervy (William)* (p. 4169) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4151 ; 4171) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4156) ; *Quilès (Paul)* (p. 4149) ; *Simonin (Jean)* (p. 4167).

Logement social : *Balarello (José)* (p. 4166) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4151 ; 4170) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4170) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4156) ; *Quilès (Paul)* (p. 4149) ; *Simonin (Jean)* (p. 4167).

Loyers (parisiens) : *Debarge (Marcel)* (p. 4173).

Menton (ville) : *Balarello (José)* (p. 4165) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4173).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 4159 ; 4165) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4162) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4154) ; *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4152) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4169) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4160) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4156) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4167) ; *Quilès (Paul)* (p. 4149) ; *Régnault (René)* (p. 4163) ; *Simonin (Jean)* (p. 4167).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Balarello (José)* (p. 4159 ; 4164) ; *Chervy (William)* (p. 4168) ; *Debarge (Marcel)* (p. 4151 ; 4170) ;

4172); *Larcher (Gérard)* (p. 4160); *Laucournet (Robert)* (p. 4156); *Millaud (Daniel)* (p. 4167); *Quilès (Paul)* (p. 4149).

Prêts locatifs intermédiaires (PLI): *Balarello (José)* (p. 4164); *Debarge (Marcel)* (p. 4152); *Laucournet (Robert)* (p. 4156); *Millaud (Daniel)* (p. 4167); *Régnauld (René)* (p. 4163).

Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS): *Balarello (José)* (p. 4164); *Chervy (William)* (p. 4168); *Debarge (Marcel)* (p. 4152; 4170); *Larcher (Gérard)* (p. 4160); *Laucournet (Robert)* (p. 4156); *Régnauld (René)* (p. 4163).

Propriété (accession à la): *Balarello (José)* (p. 4164); *Chervy (William)* (p. 4169).

Racisme: *Larcher (Gérard)* (p. 4162).

Urbanisme: *Bellanger (Jacques)* (p. 4158); *Quilès (Paul)* (p. 4174).

Villes: *Bellanger (Jacques)* (p. 4157); *Cartigny (Ernest)* (p. 4153); *Dupont (Ambroise)* (p. 4169); *Larcher (Gérard)* (p. 4160); *Quilès (Paul)* (p. 4173).

Violence: *Larcher (Gérard)* (p. 4160).

Zones d'aménagement différé (ZAD): *Larcher (Gérard)* (p. 4160).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés aux transports aériens, à l'espace et à la météorologie à l'exception des amendements n° II-3, II-4 et II-5, et de l'article 86) (23 novembre 1991) (p. 4174) – *MM. Ernest Cartigny, rapporteur spécial; Paul Quilès, ministre; Robert Laucournet, rapporteur pour avis; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Etat B – Titres III (p. 4174).

Adopté: amendement n° II-3 de la commission: réduction des crédits.

– Les crédits figurant au Titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

TITRE IV – Adopté (p. 4974)

Etat C – Titres V et VI (p. 4176).

Adoptés: amendements de la commission, n° II-4 et II-5 relatifs à la réduction des crédits.

– Les crédits figurant aux titres V et VI, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

Art. 86 (Insertion d'un 10^e alinéa à l'article L. 831-2 du code de la sécurité sociale) – Adopté (p. 4176).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE

II – TRANSPORTS

1. TRANSPORTS TERRESTRES (VOIES NAVIGABLES) - 2. ROUTES - 3. SECURITE ROUTIERE

Discussion (6 décembre 1991) (p. 4927, 4961):

MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Paul Quilès, ministre de l'équipement; Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux; Paul Lorient, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial de la commission des finances (transports terrestres); Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres); Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances (voies navigables); Paul Lorient, rapporteur spécial de la commission des finances (routes et sécurité routière); Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (voies navigables); Jean-Pierre Tizon, Jacques Moutet, Jean-Eric Bousch, Félix Leyzour, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Louis Brives, Jean Simonin.

Aisne (département): *Quilès (Paul)* (p. 4957).

Aménagement du territoire: *Berchet (Georges)* (p. 4933); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4944); *Braconnier (Jacques)* (p. 4940); *Brives (Louis)* (p. 4951); *Lorient (Paul)* (p. 4933; 4939); *Quilès (Paul)* (p. 4929); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Amendements: *Chinaud (Roger)* (p. 4928); *Quilès (Paul)* (p. 4928).

Assurances: *Berchet (Georges)* (p. 3934); *Sarre (Georges)* (p. 4958).

Autoroutes: *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4945); *Braconnier (Jacques)* (p. 4940); *Girod (Paul)* (p. 4949); *Lorient (Paul)* (p. 4937); *Quilès (Paul)* (p. 4930; 4956); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4943).

Belfort (territoire de): *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4949); *Sarre (Georges)* (p. 4958).

Collectivités territoriales: *Adnot (Philippe)* (p. 4944); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4944); *Braconnier (Jacques)* (p. 4940); *Brives (Louis)* (p. 4952); *Girod (Paul)* (p. 4950); *Leyzour (Félix)* (p. 4947); *Lorient (Paul)* (p. 4939); *Quilès (Paul)* (p. 4956); *Simonin (Jean)* (p. 4953); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Communes rurales: *Berchet (Georges)* (p. 4935); *Brives (Louis)* (p. 4952).

Corse (région): *Lorient (Paul)* (p. 4933).

Economie: *Brives (Louis)* (p. 4951).

Emploi: *Braconnier (Jacques)* (p. 4940); *Leyzour (Félix)* (p. 4946); *Sarre (Georges)* (p. 4931).

Entreprises (petites et moyennes) (PME): *Berchet (Georges)* (p. 3934).

Europe: *Berchet (Georges)* (p. 4935); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4945); *Braconnier (Jacques)* (p. 4940; 4941); *Brives (Louis)* (p. 4953); *Quilès (Paul)* (p. 4929); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Fiscalité: *Sarre (Georges)* (p. 4958).

Ile-de-France (région): *Berchet (Georges)* (p. 4933); *Girod (Paul)* (p. 4950); *Leyzour (Félix)* (p. 4948); *Lorient (Paul)* (p. 4933; 4938); *Quilès (Paul)* (p. 4930; 4955; 4956).

Langues et cultures étrangères: *Hamel (Emmanuel)* (p. 4950).

Manche (département): *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4943).

Midi-Pyrénées (région): *Brives (Louis)* (p. 4952).

Péages: *Lorient (Paul)* (p. 4938).

Permis de conduire: *Berchet (Georges)* (p. 4935); *Braconnier (Jacques)* (p. 4941).

Pollutions et nuisances: *Leyzour (Félix)* (p. 4947).

Régie autonome des transports parisiens (RATP): *Berchet (Georges)* (p. 3934).

Réseau routier et autoroutier: *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4945); *Braconnier (Jacques)* (p. 4940); *Brives (Louis)* (p. 4952; 4953); *Girod (Paul)* (p. 4950); *Leyzour (Félix)* (p. 4946; 4947); *Lorient (Paul)* (p. 4933; 4937; 4938); *Moutet (Jacques)* (p. 4944); *Quilès (Paul)* (p. 4930; 4954; 4956; 4957); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (SDAURIF): *Simonin (Jean)* (p. 4953).

Sécurité routière: *Berchet (Georges)* (p. 3934); *Braconnier (Jacques)* (p. 4941); *Lorient (Paul)* (p. 4939); *Quilès (Paul)* (p. 4930; 4956); *Sarre (Georges)* (p. 4930; 4931; 4959).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF): *Adnot (Philippe)* (p. 4944); *Berchet (Georges)* (p. 3934; 4933); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4945); *Girod (Paul)* (p. 4950); *Hamel (Emmanuel)* (p. 4950; 4951); *Leyzour (Félix)* (p. 4946); *Lorient (Paul)* (p. 4932); *Moutet (Jacques)* (p. 4944); *Quilès (Paul)* (p. 4929; 4955; 4956); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4942).

Tarn (département): *Brives (Louis)* (p. 4952); *Quilès (Paul)* (p. 4957).

Train à grande vitesse (TGV): *Adnot (Philippe)* (p. 4944); *Berchet (Georges)* (p. 4935); *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4945); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4949); *Girod (Paul)* (p. 4949); *Leyzour (Félix)* (p. 4947); *Lorient (Paul)* (p. 4933); *Quilès (Paul)* (p. 4929; 4954; 4955); *Simonin (Jean)* (p. 4953).

Transports (combinés): *Leyzour (Félix)* (p. 4948); *Quilès (Paul)* (p. 4929).

Transports de marchandises (SNCF) : *Leyzour (Félix)* (p. 4946 ; 4948).

Transports de marchandises (transports routiers) : *Berchet (Georges)* (p. 3934 ; 4933) ; *Quilès (Paul)* (p. 4929) ; *Sarre Georges* (p. 4958).

Transports en commun : *Berchet (Georges)* (p. 3934 ; 4933) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4951) ; *Loridant (Paul)* (p. 4933) ; *Quilès (Paul)* (p. 4930 ; 4955 ; 4956) ; *Simonin (Jean)* (p. 4953).

Voies navigables : *Adnot (Philippe)* (p. 4936 ; 4937) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4941) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4947 ; 4948) ; *Sarre Georges* (p. 4931 ; 4932 ; 4958).

Examen des crédits (réservé jusqu'après la discussion du budget des transports aériens, de l'espace et de la météorologie) (6 décembre 1991) (p. 4959) : *MM. Paul Loridant, rapporteur spécial (routes et sécurité routière) ; Paul Quilès, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur général ; Rémi Herment, Philippe Adnot, rapporteur spécial (voies navigables).*

Etat B – TITRE III (p. 4959).

Adopté : amendement n° II-9 de la commission des finances (routes et sécurité routière) : augmentation de la réduction figurant au titre III.

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4974).

TITRE IV (p. 4960).

Adopté : amendement II-6 de la commission des finances (routes et sécurité routière) : réduction des crédits figurant au titre IV.

– Les crédits figurant au titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4974).

Etat C – TITRE V (p. 4961).

Adoptés : amendements de la commission des finances n° II-11, n° II-7 et n° II-10 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre V.

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4974).

TITRE VI (p. 4961).

Adoptés : amendements de la commission des finances n° II-12 et n° II-8 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre VI.

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4974).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE

II – TRANSPORTS (SUITE) - 4. TRANSPORTS AERIENS ET ESPACE - III – METEOROLOGIE

Discussion (6 décembre 1991) (p. 4961, 4974) – (Discussion commune avec celle relative au budget annexe de l'aviation civile).

Examen des crédits (6 décembre 1991) (p. 4974) : *M. Ernest Cartigny, au nom de la commission des finances ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4974).

Etat C – TITRE V et VI – Adoptés (p. 4974).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE

IV – TOURISME

Discussion (6 décembre 1991) (p. 4912, 4927) :

MM. Jean-Michel Baylet, ministre chargé du tourisme ; Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Mouly, Daniel Millaud, Roger Besse, Louis Minetti, Marc Boeuf.

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Minetti (Louis)* (p. 4923).

Cantal (département) : *Besse (Roger)* (p. 4923).

Collectivités territoriales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4925 ; 4926) ; *Besse (Roger)* (p. 4923) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Croze (Pierre)* (p. 4917) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4920) ; *Mouly (Georges)* (p. 4919).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4926) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4920).

Comités d'entreprise : *Minetti (Louis)* (p. 4924).

Fiscalité : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4926).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4925).

Fonds d'intervention touristique (FIT) : *Besse (Roger)* (p. 4922).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) : *Millaud (Daniel)* (p. 4921).

Formation professionnelle : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4915) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Croze (Pierre)* (p. 4916) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4921).

Hôtellerie et restauration : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4914) ; *Besse (Roger)* (p. 4923) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4917) ; *Mouly (Georges)* (p. 4919).

Informatique : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913).

Jeux Olympiques : *Millaud (Daniel)* (p. 4920).

Langues et cultures étrangères : *Besse (Roger)* (p. 4922) ; *Croze (Pierre)* (p. 4916).

Maison de la France : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4925 ; 4926) ; *Besse (Roger)* (p. 4922) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4918).

Mer et littoral : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4914).

Ministère de l'équipement : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4925) ; *Besse (Roger)* (p. 4922) ; *Croze (Pierre)* (p. 4915 ; 4916) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4918).

Montagne (tourisme) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4917) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4920).

Observatoire du tourisme : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4912 ; 4925) ; *Besse (Roger)* (p. 4922) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4918) ; *Mouly (Georges)* (p. 4918).

Polynésie française : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4925) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4921).

Syndicats d'initiative : *Ginésy (Charles)* (p. 4918).

Tourisme (budget) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4914 ; 4925) ; *Besse (Roger)* (p. 4921) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Croze (Pierre)* (p. 4915 ; 4916) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4917 ; 4918) ; *Minetti (Louis)* (p. 4923) ; *Mouly (Georges)* (p. 4918).

Tourisme (promotion) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4914) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Minetti (Louis)* (p. 4923).

Tourisme rural : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4914) ; *Besse (Roger)* (p. 4922) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Croze (Pierre)* (p. 4916) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4917) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4920) ; *Mouly (Georges)* (p. 4919).

Tourisme (situation) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4912 ; 4914) ; *Croze (Pierre)* (p. 4915) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4917) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4919) ; *Mouly (Georges)* (p. 4919).

Tourisme social : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4913 ; 4914 ; 4915 ; 4926) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4924) ; *Croze (Pierre)* (p. 4916) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4918) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4920) ; *Minetti (Louis)* (p. 4923 ; 4924).

Transports : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4926).

Examen des crédits (réservé jusqu'après la discussion des crédits affectés aux transports aériens, à l'espace et à la météorologie, à l'exception des amendements portant sur les crédits relatifs au tourisme) (6 décembre 1991) (p. 4926) : *MM. Pierre Croze, rapporteur spécial ; Jean-Michel Baylet, ministre.*

Etat B – TITRE III (p. 4926).

Adopté : amendement n° II-22 de la commission des finances : augmentation de la réduction prévue au titre III.

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

TITRE IV (p. 4927).

Adopté : amendement n° II-23 de la commission des finances : réduction des crédits prévus au titre IV.

– Les crédits figurant au titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

Etat C – TITRE V (p. 4927).

Adopté : amendement n° II-24 de la commission des finances : réductions des autorisations de programme et des crédits de paiement prévus au titre V.

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

TITRE VI (p. 4927).

Adopté : amendement n° II-25 de la commission des finances : réductions des autorisations de programme et des crédits de paiement prévus au titre VI.

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET ESPACE**V – MER**

Discussion (23 novembre 1991) (p. 4127, 4149) :

MM. Paul Quilès, ministre de l'équipement ; Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer ; René Régnault, rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) ; Louis de Catuelan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (ports maritimes) ; Jean Simonin en remplacement de M. Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; Jacques Oudin, Félix Leyzour, Jacques Bialski, Jean Chérioux.

Aéronautique (industrie) : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Aquaculture : *Régnault (René)* (p. 4134).

Bateaux de plaisance : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4148).

Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : *Bialski (Jacques)* (p. 4143) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4131) ; *Régnault (René)* (p. 4133).

Compagnies de navigation maritime : *Bialski (Jacques)* (p. 4143) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4148).

Dockers : *Bialski (Jacques)* (p. 4144) ; *Larue (Tony)* (p. 4137) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4142) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4139) ; *Simonin (Jean)* (p. 4138).

Dunkerque (port de) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4148) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4149).

Ecoles maritimes et aquacoles (EMA) : *Régnault (René)* (p. 4133).

Espace : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Espagne : *Oudin (Jacques)* (p. 4141).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4135) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4141) ; *Régnault (René)* (p. 4134) ; *Simonin (Jean)* (p. 4137).

Etablissements publics locaux d'enseignement (EPLE) : *Régnault (René)* (p. 4133).

Flotte de pêche : *Catuelan (Louis de)* (p. 4136) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4147) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4141) ; *Régnault (René)* (p. 4132).

Grand marché intérieur (CEE) : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Littoral (protection) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4131) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4139) ; *Régnault (René)* (p. 4134).

Logement : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Logement social : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Loire (fleuve) : *Bialski (Jacques)* (p. 4144).

Marine marchande : *Bialski (Jacques)* (p. 4143) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4135 ; 4136) ; *Larue (Tony)* (p. 4136) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4128 ; 4147) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4141) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4139 ; 4141).

Navigation de plaisance : *Régnault (René)* (p. 4134).

Pavillons de complaisance : *Catuelan (Louis de)* (p. 4135).

Pêche : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4128).

Pêche (méditerranéenne) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4128).

Pollution (mer) : *Bialski (Jacques)* (p. 4143).

Ports : *Bialski (Jacques)* (p. 4143 ; 4144) ; *Larue (Tony)* (p. 4136) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4128 ; 4146 ; 4147) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4142) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4139 ; 4141) ; *Quilès (Paul)* (p. 4128) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4149) ; *Simonin (Jean)* (p. 4138).

Ports (de pêche) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4136).

Ports (de plaisance) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4131).

Produits de la mer : *Bialski (Jacques)* (p. 4143) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4128 ; 4132 ; 4149).

Professeurs : *Bialski (Jacques)* (p. 4142).

Schémas de mise en valeur de la mer : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4148) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4140).

Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) : *Bialski (Jacques)* (p. 4143) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4136) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4131) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4142) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4139) ; *Régnault (René)* (p. 4133).

Tourisme : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Transports : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Urbanisme : *Quilès (Paul)* (p. 4127).

Voies navigables : *Larue (Tony)* (p. 4137) ; *Simonin (Jean)* (p. 4138).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés aux transports aériens, à l'espace et à la météorologie) (23 novembre 1991) (p. 4149).

– Les crédits sont adoptés (6 décembre 1991) (p. 4974).

INTERIEUR

Discussion (2 décembre 1991) (p. 4619, 4666) :

MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur ; Paul Girod, rapporteur spécial de la commission des finances (administration centrale et sécurité) ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. René Régnault, Gilbert Baumet, Pierre-Christian Taittinger, Roger Poudonson, Lucien Neuwirth, Jean-Luc Bécart, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yvon Collin, Jean Clouet, Raymond Bouvier, Louis Souvet, Jacques Bellanger, Jean Chérioux, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

Accidents de la circulation : *Marchand (Philippe)* (p. 4624).

Administration territoriale : *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4631) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4620) ; *Masson (Paul)* (p. 4658) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4640) ; *Régnault (René)* (p. 4637).

Agents des collectivités territoriales : *Collin (Yvon)* (p. 4645 ; 4646) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4622) ; *Masson (Paul)* (p. 4658 ; 4659) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4642).

Banlieues : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4634) ; *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4641) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4654).

Bombardiers d'eau : *Masson (Paul)* (p. 4656) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4633).

Collectivités territoriales : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4647) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4636) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4631) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4619 ; 4622) ; *Masson (Paul)* (p. 4657) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4642) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4629) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4641) ; *Régnault (René)* (p. 4636) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Communes rurales : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4647 ; 4648) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4620 ; 4623) ; *Masson (Paul)* (p. 4658) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Régnault (René)* (p. 4637).

Crèches : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4645).

Criminalité : *Marchand (Philippe)* (p. 4624).

Décentralisation : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 4651) ; *Collin (Yvon)* (p. 4646) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4631) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4620 ; 4623) ; *Masson (Paul)* (p. 4656) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641 ; 4642) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4640) ; *Régnault (René)* (p. 4637).

Délinquance : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 4650) ; *Clouet (Jean)* (p. 4646) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4634) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Souvet (Louis)* (p. 4650) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4653).

Délinquance (financière) : *Marchand (Philippe)* (p. 4624) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4653).

Départements : *Girod (Paul)* (p. 4627).

Dotation de compensation de la taxe professionnelle : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4648) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4622) ; *Masson (Paul)* (p. 4657 ; 4658) ; *Régnault (René)* (p. 4637).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4647 ; 4648) ; *Masson (Paul)* (p. 4657) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4629) ; *Régnault (René)* (p. 4636 ; 4637) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Masson (Paul)* (p. 4657) ; *Régnault (René)* (p. 4636).

Doubs (département) : *Souvet (Louis)* (p. 4650).

Drogue (trafic) : *Clouet (Jean)* (p. 4646) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4624) ; *Masson (Paul)* (p. 4632) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4641) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4653).

Elections : *Girod (Paul)* (p. 4627).

Elus locaux : *Bouvier (Raymond)* (p. 4648).

Emploi : *Marchand (Philippe)* (p. 4621) ; *Régnault (René)* (p. 4638) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Etablissements d'enseignement : *Laurent (Bernard)* (p. 4631) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623).

Europe de l'Est : *Masson (Paul)* (p. 4655).

Expulsions (étrangers) : *Clouet (Jean)* (p. 4647) ; *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4654).

Femmes : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4645) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4653).

Fiscalité : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4642) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : *Bouvier (Raymond)* (p. 4648) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4631) ; *Masson (Paul)* (p. 4657) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4629 ; 4630) ; *Régnault (René)* (p. 4637).

Forêts (incendies) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4636) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4626) ; *Masson (Paul)* (p. 4656) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4634).

Formation professionnelle : *Régnault (René)* (p. 4638).

Franche-Comté (région) : *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Immigration : *Poudonson (Roger)* (p. 4641).

Immigration clandestine : *Masson (Paul)* (p. 4632) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4654).

Informatique : *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4621) ; *Masson (Paul)* (p. 4656) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4652).

Investissements : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4621) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Manifestations : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4635) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623).

Migrations : *Marchand (Philippe)* (p. 4619 ; 4624) ; *Masson (Paul)* (p. 4655) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4655).

Police administrative : *Régnault (René)* (p. 4638).

Police judiciaire : *Bellanger (Jacques)* (p. 4650).

Police municipale : *Marchand (Philippe)* (p. 4624) ; *Régnault (René)* (p. 4638).

Police nationale : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 4650) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4645) ; *Clouet (Jean)* (p. 4646 ; 4647) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4634 ; 4635) ; *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623 ; 4625) ; *Masson (Paul)* (p. 4632 ; 4633) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4641) ; *Souvet (Louis)* (p. 4650) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4651 ; 4652 ; 4654).

Policiers auxiliaires : *Clouet (Jean)* (p. 4647) ; *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Masson (Paul)* (p. 4633) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4653).

Préfectures : *Marchand (Philippe)* (p. 4620 ; 4621) ; *Masson (Paul)* (p. 4656) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4629) ; *Régnault (René)* (p. 4638).

Préfets : *Pellarin (Bernard)* (p. 4629).

Prostitution : *Masson (Paul)* (p. 4659) ; *Taittinger (Pierre-Christien)* (p. 4640).

Racisme : *Marchand (Philippe)* (p. 4621) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641).

Sapeurs-pompiers : *Chérioux (Jean)* (p. 4651) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4626) ; *Masson (Paul)* (p. 4656 ; 4657) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Régnault (René)* (p. 4638) ; *Souvet (Louis)* (p. 4650) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4634).

Schengen (accords) : *Masson (Paul)* (p. 4655) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4654 ; 4655).

Sécurité civile : *Girod (Paul)* (p. 4627) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4633).

Sécurité publique : *Baumet (Gilbert)* (p. 4639 ; 4640) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 4650) ; *Clouet (Jean)* (p. 4647) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623) ; *Masson (Paul)* (p. 4632 ; 4633) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4641) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4641) ; *Régnault (René)* (p. 4638).

Service national : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4635) ; *Souvet (Louis)* (p. 4650).

Sous-préfectures : *Marchand (Philippe)* (p. 4620).

Taxe foncière sur les propriétés bâties : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4644) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4648) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4631 ; 4632) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4630).

Technologies nouvelles : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4634).

Terrorisme : *Clouet (Jean)* (p. 4646) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4623) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4654).

Travail clandestin : *Marchand (Philippe)* (p. 4625).

Universités : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4636) ; *Marchand (Philippe)* (p. 4622) ; *Masson (Paul)* (p. 4659) ; *Souvet (Louis)* (p. 4649).

Examen des crédits (2 décembre 1991) (p. 4659, 4666) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat ; Louis Virapoullé, Lucien Neuwirth, Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis, MM. André Egu, Bernard Pellarin, rapporteur spécial ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis (décentralisation) ; Jean-Marie Girault, Jacques Bellanger.*

Etat B – TITRE III (p. 4659).

– Les crédits figurant au titre III sont rejetés (p. 4661).

TITRE IV (p. 4661).

Retiré : amendement n° II-29 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. André Egu : augmentation de la réduction prévue au titre IV.

– Les crédits figurant au TITRE IV sont rejetés (p. 4663).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4663).

Art. 87 (*Compensation des pertes subies par les communes du fait des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 4663).

Adopté : amendement de suppression n° II-53 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation).

Retiré : amendement de suppression n° II-37 de la commission des lois saisie pour avis (décentralisation) identique à l'amendement n° II-53 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation).

– L'article 87 est supprimé (p. 4664).

Art. 87 bis (*Dispositions relatives à la suppression de l'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 4664).

Adopté : amendement de suppression n° II-54 de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation).

Devenu sans objet : amendement n° II-51 de M. Jacques Bellanger : cas des villes nouvelles et des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine.

– L'article 87 bis est supprimé (p. 4666).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (24 novembre 1991) (p. 4183, 4201) :

Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. Paul Caron, rapporteur spécial de la commission des finances ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Claude Prouvoyeur, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Philippe Madrelle, Daniel Millaud, Jacques Habert, Paul Loridant.

Animation : *Caron (Paul)* (p. 4187) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192).

Associations : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184 ; 4196) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Associations sportives : *Bredin (Frédérique)* (p. 4183 ; 4185 ; 4196 ; 4197) ; *Caron (Paul)* (p. 4187) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4189).

Banlieues : *Bredin (Frédérique)* (p. 4197) ; *Loridant (Paul)* (p. 4193).

Centres de vacances et de loisirs : *Caron (Paul)* (p. 4187).

Clubs sportifs : *Bredin (Frédérique)* (p. 4185 ; 4197) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Collectivités territoriales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4190) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 4183 ; 4186) ; *Caron (Paul)* (p. 4187) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Comité d'organisation des jeux olympiques (COJO) : *Caron (Paul)* (p. 4186).

Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) : *Loridant (Paul)* (p. 4193).

Conseils municipaux (d'enfants) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184).

Dopage : *Lesein (François)* (p. 4188).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4196).

Education physique et sportive (EPS) : *Caron (Paul)* (p. 4187).

Equipements sportifs : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4190) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 4185 ; 4196 ; 4197) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4189).

Europe de l'Est : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184).

Fédérations sportives : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4190) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 4185) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4188).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4196) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4196) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4190) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 4185 ; 4195) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192).

Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4186).

Jeunesse : *Bredin (Frédérique)* (p. 4183 ; 4184 ; 4197) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4187 ; 4188) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4189).

Jeux olympiques : *Bredin (Frédérique)* (p. 4183) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4189).

Jeux olympiques (d'Albertville) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184 ; 4195 ; 4197) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192).

Loisirs : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184).

Loto sportif : *Bredin (Frédérique)* (p. 4185 ; 4195) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192).

Politique de la ville : *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192).

Professeurs : *Caron (Paul)* (p. 4187).

Radiodiffusion et télévision : *Bredin (Frédérique)* (p. 4185).

Seine-Saint-Denis (département) : *Bredin (Frédérique)* (p. 4196).

Sport de haut niveau : *Bredin (Frédérique)* (p. 4185) ; *Lesein (François)* (p. 4188) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194).

Sports : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4190) ; *Bredin (Frédérique)* (p. 4183 ; 4185 ; 4197) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192) ; *Lesein (François)* (p. 4187) ; *Loridant (Paul)* (p. 4194) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4191) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4192) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4189).

Sports (automobile) : *Caron (Paul)* (p. 4187).

Sports de montagne : *Bredin (Frédérique)* (p. 4195) ; *Caron (Paul)* (p. 4186) ; *Habert (Jacques)* (p. 4192).

Vacances : *Bredin (Frédérique)* (p. 4184 ; 4185).

Villes : *Madrelle (Philippe)* (p. 4191).

Examen des crédits (24 novembre 1991) (p. 4197, 4201) : *MM. Paul Caron, rapporteur spécial ; François Lesein, rapporteur pour avis ; Paul Loridant, Jacques Habert, Mmes Danielle Bidard-Reydet ; Frédérique Bredin, ministre ; M. Sosefo Makapé Papilio.*

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4200).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4201).

JUSTICE

Discussion (27 novembre 1991) (p. 4382, 4408) :

MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Jean Arthuis, rapporteur spécial de la commission des finances ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Rufin, en remplacement de M. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois ; (protection judiciaire de la jeunesse) ; Jacques Habert, Hubert Haenel, Charles Lederman, Claude Pradille, José Balarello, Marcel Rudloff, Philippe de Bourgoing, Etienne Dailly.

Aide judiciaire : *Arthuis (Jean)* (p. 4387 ; 4386) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4383 ; 4403) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397).

Alsace et Moselle : *Haenel (Hubert)* (p. 4395) ; *Nallet (Henri)* (p. 4405).

Amnistie : *Habert (Jacques)* (p. 4393).

Associations : *Rufin (Michel)* (p. 4391).

Avocats : *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4403).

Code pénal (réforme) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 4401) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4400 ; 4401).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Délinquance : *Rudloff (Marcel)* (p. 4400).

Délinquance juvénile : *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Départements : *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 4402) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4394) ; *Nallet (Henri)* (p. 4384 ; 4405) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rufin (Michel)* (p. 4392).

Détention provisoire : *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Détenus : *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Douanes : *Haenel (Hubert)* (p. 4394).

Emploi : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 4401) ; *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4383 ; 4402) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4400) ; *Rufin (Michel)* (p. 4391).

Etablissements pénitentiaires : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4383 ; 4403 ; 4404 ; 4406) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rufin (Michel)* (p. 4389).

Fonctionnaires et agents publics : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Rufin (Michel)* (p. 4389).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4392) ; *Nallet (Henri)* (p. 4405).

Gendarmerie nationale : *Haenel (Hubert)* (p. 4394) ; *Nallet (Henri)* (p. 4404).

Greffes : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395 ; 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4384 ; 4403) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4400).

Informatique : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4395) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4400).

Justice : *Dailly (Etienne)* (p. 4406 ; 4407) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395) ; *Nallet (Henri)* (p. 4406) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397).

Justice (crise) : *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 4401) ; *Habert (Jacques)* (p. 4393) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395) ; *Nallet (Henri)* (p. 4383 ; 4402).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Dailly (Etienne)* (p. 4407).

Magistrats : *Haenel (Hubert)* (p. 4393).

Magistrature : *Arthuis (Jean)* (p. 4388) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 4401 ; 4402) ; *Habert (Jacques)* (p. 4405) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395) ; *Nallet (Henri)* (p. 4384 ; 4402 ; 4403) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Nationalité française : *Habert (Jacques)* (p. 4392) ; *Nallet (Henri)* (p. 4405).

Officiers publics et ministériels : *Arthuis (Jean)* (p. 4406) ; *Dailly (Etienne)* (p. 4406) ; *Nallet (Henri)* (p. 4406).

Opinion publique : *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Lederman (Charles)* (p. 4395).

Police judiciaire : *Balarello (José)* (p. 4398) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4394) ; *Nallet (Henri)* (p. 4404).

Polynésie française : *Nallet (Henri)* (p. 4404).

Préfets : *Haenel (Hubert)* (p. 4394).

Programme pluriannuel d'équipements judiciaires : *Arthuis (Jean)* (p. 4386) ; *Authié (Germain)* (p. 4389) ; *Nallet (Henri)* (p. 4384) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397).

Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) : *Arthuis (Jean)* (p. 4387) ; *Lederman (Charles)* (p. 4396) ; *Nallet (Henri)* (p. 4384 ; 4404) ; *Pradille (Claude)* (p. 4397) ; *Rufin (Michel)* (p. 4390 ; 4391).

Salaires, traitements et indemnités : *Nallet (Henri)* (p. 4384).

Sécurité publique : *Haenel (Hubert)* (p. 4393) ; *Nallet (Henri)* (p. 4403).

Strasbourg : *Rudloff (Marcel)* (p. 4400).

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Rufin (Michel)* (p. 4390).

Examen des crédits et de l'article 88 (27 novembre 1991) (p. 4407, 4408) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Louis Virapoullé ; Jean Arthuis.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4408).

TITRE IV – Rejeté (p. 4408).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 4408).

Art. 88 (Fixation du montant de l'unité de valeur d'indemnisation des missions d'aide juridique achevées en 1992) – Adopté (p. 4408).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion (29 novembre 1991) (p. 4495, 4514) :

MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Jacques Valade, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (recherche scientifique et technique) ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (recherche et technologie) ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Daniel Millaud, Hubert Durand-Chastel, Lucien Lanier, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Aéronautique (industrie) : *Curien (Hubert)* (p. 4496).

Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : *Curien (Hubert)* (p. 4510) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4508) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4500).

Allocations de recherche : *Curien (Hubert)* (p. 4496) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4508).

Aménagement du territoire : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4507) ; *Curien (Hubert)* (p. 4511 ; 4513) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4505) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4509) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4501) ; *Trégouët (René)* (p. 4502).

Aménagement rural : *Laffitte (Pierre)* (p. 4501).

Bibliothèque de France : *Laffitte (Pierre)* (p. 4501).

Carburants agricoles : *Curien (Hubert)* (p. 4513) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4505).

Chercheurs (mobilité) : *Curien (Hubert)* (p. 4511) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4500) ; *Trégouët (René)* (p. 4503).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Curien (Hubert)* (p. 4509 ; 4512) ; *Lanier (Lucien)* (p. 4506) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4504) ; *Trégouët (René)* (p. 4502) ; *Valade (Jacques)* (p. 4497 ; 4498).

Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT) : *Valade (Jacques)* (p. 4499).

Crédit d'impôt-recherche : *Curien (Hubert)* (p. 4495 ; 4511) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4508) ; *Trégouët (René)* (p. 4503).

Crédit d'impôt-recherche (industrie textile) : *Schumann (Maurice)* (p. 4504).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : *Curien (Hubert)* (p. 4512).

Espace (recherche) : *Schumann (Maurice)* (p. 4504).

Espace (recherche) (coopération européenne) : *Curien (Hubert)* (p. 4496 ; 4510) ; *Valade (Jacques)* (p. 4498 ; 4499).

Propriété industrielle : *Trégouët (René)* (p. 4503).

Recherche (coopération européenne) : *Curien (Hubert)* (p. 4511) ; *Trégouët (René)* (p. 4502).

Recherche (création d'emplois au sein des organismes) : *Curien (Hubert)* (p. 4496).

Recherche (crédits des organismes publics) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4507) ; *Valade (Jacques)* (p. 4497).

Recherche (emplois) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4508).

Recherche fondamentale : *Valade (Jacques)* (p. 4499).

Recherche industrielle : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4507) ; *Curien (Hubert)* (p. 4495 ; 4511 ; 4512) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4505) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4508) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4500 ; 4501) ; *Trégouët (René)* (p. 4503) ; *Valade (Jacques)* (p. 4499).

Recherche marine : *Curien (Hubert)* (p. 4512) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4505).

Recherche médicale : *Curien (Hubert)* (p. 4512) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4505).

Recherche (ministère) : *Curien (Hubert)* (p. 4495).

Recherche (personnels) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4507).

Recherche universitaire : *Valade (Jacques)* (p. 4499) ; *Trégouët (René)* (p. 4503).

Technologies nouvelles : *Curien (Hubert)* (p. 4510 ; 4511) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4509) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4500 ; 4501).

Examen des crédits (29 novembre 1991) (p. 4513, 4514) : *MM. Ivan Renar, Hubert Curien, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4514) (scrutin public n° 29).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4514).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I – SERVICES GENERAUX

Discussion (1^{er} décembre 1991) (p. 4597, 4605) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Régnault, Daniel Hoeffel, Mme Paulette Fost.*

Alsace (région) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 4600).

Cabinets ministériels : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4599).

Décentralisation : *Hoeffel (Daniel)* (p. 4600 ; 4602) ; *Régnault (René)* (p. 4600) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4603).

Dépenses publiques : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4599).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4599) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4600 ; 4602) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4603) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4603).

Europe : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598).

Fonctionnaires et agents publics : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4599) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4602) ; *Régnault (René)* (p. 4600) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598).

Fonction publique (effectifs) : *Régnault (René)* (p. 4600) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4602).

Formation professionnelle : *Régnault (René)* (p. 4600) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598).

Préfectures : *Régnault (René)* (p. 4600).

Salaires, traitements et indemnités : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4599) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4602) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4597 ; 4602 ; 4603).

Technologies nouvelles : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598).

Travail (conditions) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598).

Zones rurales : *Régnault (René)* (p. 4601) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4598 ; 4603).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication) (1^{er} décembre 1991) (p. 4604) : *MM. Lucien Neuwirth, Jean-Pierre Soisson, ministre.*

Etat B – TITRE III et TITRE IV – Rejetés (4 décembre 1991) (p. 4829 ; 4830).

Etat C – TITRE V – Rejeté (4 décembre 1991) (p. 4830).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II – SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (1^{er} décembre 1991) (p. 4605, 4610) :

MM. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Philippe de Gaulle, Xavier de Villepin.

Défense : *Collard (Henri)* (p. 4606).

Emploi : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4608).

Equipements : *Collard (Henri)* (p. 4605) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4605).

Europe : *Villepin (Xavier de)* (p. 4609).

Informatique : *Collard (Henri)* (p. 4605) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4608) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4605) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4609).

Installations nucléaires : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4608) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4609).

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) : *Collard (Henri)* (p. 4605 ; 4606) ; *Loridant (Paul)* (p. 4606 ; 4607) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4609).

Lois de programmation militaire : *Loridant (Paul)* (p. 4607).

Politique spatiale : *Loridant (Paul)* (p. 4607).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4608) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4609) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4609).

Sécurité publique : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4608) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4605).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1991) (p. 4605, 4610) : *M. Robert Pagès.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4610).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 4610).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III – CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (1^{er} décembre 1991) (p. 4610, 4613) :

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances ; M. Jean Amelin.

Conseil économique et social (CES) (missions) : *Amelin (Jean)* (p. 4611) ; *Fost (Paulette)* (p. 4611) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4610).

Emploi : *Amelin (Jean)* (p. 4611) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4610).

Equipements : *Amelin (Jean)* (p. 4611) ; *Fost (Paulette)* (p. 4611).

Europe de l'Est : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4610).

Palais d'Iéna (travaux) : *Amelin (Jean)* (p. 4611) ; *Fost (Paulette)* (p. 4611) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4610 ; 4612).

Rapport annuel : *Amelin (Jean)* (p. 4611) ; *Fost (Paulette)* (p. 4611) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4610).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1991) (p. 4612, 4613) : *MM. Daniel Hoeffel, René Régnault, Henri Collard.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4613).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV – PLAN

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4538, 4544) :

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; MM. Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Bernard Barbier, président de la délégation du Sénat pour la planification ; Jean Chérioux, Robert Vizet.

Administration (organisation) (modernisation) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4539) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4539).

Chômage : *Barbier (Bernard)* (p. 4541) ; *Vizet (Robert)* (p. 4543).

Commissariat général au Plan : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4539) ; *Boyer (Jean)* (p. 4540) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4542) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4538 ; 4543).

Communauté économique européenne (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 4541) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4539) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4538).

Contrats de plan : *Boyer (Jean)* (p. 4540).

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification : *Barbier (Bernard)* (p. 4541).

Finances publiques : *Barbier (Bernard)* (p. 4542).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 4541) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4544).

Politique économique et sociale : *Vizet (Robert)* (p. 4543).

Prévision économique : *Barbier (Bernard)* (p. 4541) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4543 ; 4544).

Sécurité sociale : *Barbier (Bernard)* (p. 4541) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4544).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4544, 4545)

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4544).

Etat C – TITRE VI – Rejeté (p. 4545).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION
PROFESSIONNELLE – SERVICES COMMUNS AUX
AFFAIRES SOCIALES ET AU TRAVAIL

Discussion (25 novembre 1991) (p. 4209, 4238) :

Mme Martine Aubry, ministre du travail ; MM. Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Hector Viron, Gérard Delfau, François Lesein, Roger Poudonson, Jacques Oudin, Franck Sérusclat, André Bohl, René Trégouët

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Aubry (Martine)* (p. 4211 ; 4230) ; *Blin (Maurice)* (p. 4213) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4226) ; *Souvet (Louis)* (p. 4216).

Apprentissage : *Aubry (Martine)* (p. 4212 ; 4223) ; *Blin (Maurice)* (p. 4214) ; *Lesein (François)* (p. 4224) ; *Madelain (Jean)* (p. 4219).

Apprentissage (Allemagne) : *Aubry (Martine)* (p. 4235) ; *Lesein (François)* (p. 4223) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4225).

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Aubry (Martine)* (p. 4211 ; 4231) ; *Blin (Maurice)* (p. 4213) ; *Madelain (Jean)* (p. 4219).

Bassins d'emploi : *Aubry (Martine)* (p. 4234) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4222).

Charges sociales : *Souvet (Louis)* (p. 4218).

Chômage : *Aubry (Martine)* (p. 4232) ; *Blin (Maurice)* (p. 4214) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4226) ; *Trégouët (René)* (p. 4228).

Chômage (indemnisation) : *Souvet (Louis)* (p. 4217).

Chômage (statistiques) : *Aubry (Martine)* (p. 4236) ; *Souvet (Louis)* (p. 4236).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Madelain (Jean)* (p. 4219).

Communauté économique européenne (CEE) : *Aubry (Martine)* (p. 4236) ; *Bohl (André)* (p. 4228) ; *Souvet (Louis)* (p. 4218).

Contrats emploi-solidarité : *Aubry (Martine)* (p. 4232).

Crédit-formation : *Aubry (Martine)* (p. 4210 ; 4232) ; *Blin (Maurice)* (p. 4214) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4221) ; *Trégouët (René)* (p. 4229).

Décentralisation : *Aubry (Martine)* (p. 4223) ; *Blin (Maurice)* (p. 4212).

Emploi : *Aubry (Martine)* (p. 4231) ; *Blin (Maurice)* (p. 4212) ; *Bohl (André)* (p. 4228) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4224) ; *Souvet (Louis)* (p. 4215) ; *Viron (Hector)* (p. 4220).

Emploi (budget) : *Aubry (Martine)* (p. 4209 ; 4230) ; *Blin (Maurice)* (p. 4213) ; *Souvet (Louis)* (p. 4216).

Emploi (créations et suppressions) : *Oudin (Jacques)* (p. 4226).

Emploi des jeunes : *Aubry (Martine)* (p. 4210) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4225).

Emploi (ministère) (modernisation) : *Blin (Maurice)* (p. 4213).

Entreprises (charges) : *Aubry (Martine)* (p. 4230) ; *Trégouët (René)* (p. 4229) ; *Viron (Hector)* (p. 4220).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Oudin (Jacques)* (p. 4226) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4225).

Femme (droits) (secrétariat d'Etat) : *Aubry (Martine)* (p. 4212) ; *Blin (Maurice)* (p. 4215).

Formation en alternance : *Aubry (Martine)* (p. 4211 ; 4223).

Formation professionnelle : *Aubry (Martine)* (p. 4210 ; 4223) ; *Blin (Maurice)* (p. 4214) ; *Bohl (André)* (p. 4228) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4221) ; *Madelain (Jean)* (p. 4218 ; 4219) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4224).

Impôt sur le revenu : *Aubry (Martine)* (p. 4210).

Inspection du travail : *Aubry (Martine)* (p. 4234) ; *Viron (Hector)* (p. 4221).

Politique de l'emploi : *Aubry (Martine)* (p. 4209) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4225) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4227) ; *Souvet (Louis)* (p. 4217).

Prélèvements obligatoires : *Trégouët (René)* (p. 4229).

Préretraites : *Aubry (Martine)* (p. 4232) ; *Souvet (Louis)* (p. 4217).

Répertoire opérationnel des métiers et emplois (ROME) : *Aubry (Martine)* (p. 4231).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Aubry (Martine)* (p. 4235) ; *Lesein (François)* (p. 4223).

Travail (conditions) : *Aubry (Martine)* (p. 4236) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4227).

Travail (coût) : *Aubry (Martine)* (p. 4235) ; *Lesein (François)* (p. 4223).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : *Souvet (Louis)* (p. 4216).

Examen des crédits et de l'article 89 (25 novembre 1991) (p. 4236 ; 4238) : *M. Jacques Oudin, Mme Marie-Claude Beau-deau*.

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4237, 4238).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4238).

AFFAIRES SOCIALES ET TRAVAIL

SERVICES COMMUNS

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4238).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 4238).

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Art. 89 – Adopté (p. 4238).

AVIATION CIVILE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (6 décembre 1991) (p. 4961, 4975) :

MM. Paul Quilès, ministre de l'équipement ; Marcel Fortier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Aviation civile) ; Serge Vinçon, Félix Leyzour, Jacques Bellanger, Ernest Cartigny, Paul Lorient.

Aéroclubs : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Quilès (Paul)* (p. 4972).

Aéronautique (industrie) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4965) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4965) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4969) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962 ; 4972).

Aéroports : *Quilès (Paul)* (p. 4962).

Aérospatiale (industrie) : *Legrand (Bernard)* (p. 4965) ; *Lorient (Paul)* (p. 4970 ; 4971) ; *Quilès (Paul)* (p. 4963 ; 4973) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4968).

Air France : *Bellanger (Jacques)* (p. 4969) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4964) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4966) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4969) ; *Quilès (Paul)* (p. 4971 ; 4973) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4967).

Air Inter : *Vinçon (Serge)* (p. 4967).

Budget annexe de la navigation aérienne (BANA) : *Fortier (Marcel)* (p. 4963).

Budget annexe de l'aviation civile (BAAC) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4963 ; 4964) ; *Quilès (Paul)* (p. 4961).

Compagnies aériennes : *Bellanger (Jacques)* (p. 4969) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4964) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4966) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4968) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962 ; 4972 ; 4973).

Europe : *Legrand (Bernard)* (p. 4966) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962 ; 4963 ; 4972) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4967).

Fiscalité : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4964) ; *Quilès (Paul)* (p. 4971) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4967).

Météorologie nationale : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4965) ; *Quilès (Paul)* (p. 4961).

Salaires, traitements et indemnités : *Fortier (Marcel)* (p. 4964).

Satellites : *Quilès (Paul)* (p. 4962).

Trafic aérien : *Legrand (Bernard)* (p. 4966) ; *Quilès (Paul)* (p. 4971) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4968).

Trafic aérien (contrôle) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4970) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4963 ; 4964 ; 4965) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962 ; 4972).

Train à grande vitesse (TGV) : *Bellanger (Jacques)* (p. 4969) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4964).

UTA : *Bellanger (Jacques)* (p. 4969) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4969) ; *Quilès (Paul)* (p. 4973) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4968).

Examen des crédits figurant aux articles 46 et 47 (6 décembre 1991) (p. 4974, 4975)

Art. 46 (Services votés) – Rejeté (p. 4974).

Art. 47 (Mesures nouvelles) – Rejeté (p. 4975).

IMPRIMERIE NATIONALE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4571, 4574) :

MM. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Vizet, Jacques Habert, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

Imprimerie nationale (délocalisation) : *Charasse (Michel)* (p. 4574) ; *Collard (Henri)* (p. 4571) ; *Vizet (Robert)* (p. 4573).

Imprimerie nationale (personnels) : *Charasse (Michel)* (p. 4574) ; *Vizet (Robert)* (p. 4573).

Imprimerie nationale (politique commerciale) : *Charasse (Michel)* (p. 4573) ; *Collard (Henri)* (p. 4572).

Imprimerie nationale (statut) : *Charasse (Michel)* (p. 4574) ; *Collard (Henri)* (p. 4572) ; *Vizet (Robert)* (p. 4573).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4574)

Art. 46 (Services votés) – Adopté (p. 4574).

Art. 47 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4574).

JOURNAUX OFFICIELS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (1^{er} décembre 1991) (p. 4613, 4614) :

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.

Banques de données : *Fost (Paulette)* (p. 4613) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4613 ; 4614).

Centre national d'informatique juridique (CNIJ) : *Fost (Paulette)* (p. 4614).

Emploi : *Fost (Paulette)* (p. 4613).

Equipements : *Fost (Paulette)* (p. 4613) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4613 ; 4614).

Investissements : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4613).

Tarifs publics : *Fost (Paulette)* (p. 4613) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4613).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1991) (p. 4614)

Art. 46 (Services votés) – Adopté (p. 4614).

Art. 47 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4614).

LEGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBERATION

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (27 novembre 1991) (p. 4379, 4382) :

MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; André Jarrot.

Anciens combattants et victimes de guerre : *Jarrot (André)* (p. 4381) ; *Nallet (Henri)* (p. 4382) ; *Perrein (Louis)* (p. 4381).

Fonctionnaires et agents publics : *Nallet (Henri)* (p. 4379 ; 4380) ; *Perrein (Louis)* (p. 4381).

Informatique : *Nallet (Henri)* (p. 4380).

Légion d'honneur : *Jarrot (André)* (p. 4381) ; *Nallet (Henri)* (p. 4382).

Légion d'honneur (maisons d'éducation) : *Nallet (Henri)* (p. 4380) ; *Perrein (Louis)* (p. 4381).

Ordre de la Libération : *Nallet (Henri)* (p. 4380) ; *Perrein (Louis)* (p. 4381).

Salaires, traitements et indemnités : *Perrein (Louis)* (p. 4381).

Examen des crédits figurant aux articles 46 et 47 (27 novembre 1991) (p. 4382)

LEGION D'HONNEUR

Art. 46 (*Services votés*) – Adopté (p. 4382).

Art. 47 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 4382).

ORDRE DE LA LIBERATION

Art. 46 (*Services votés*) – Adopté (p. 4382).

Art. 47 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 4382).

MONNAIES ET MEDAILLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4569, 4571) :

MM. Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Vizet, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

Monnaie (délocalisation) : *Charasse (Michel)* (p. 4571).

Monnaie (exportations) : *Perrein (Louis)* (p. 4569).

Monnaie (personnels) : *Charasse (Michel)* (p. 4571) ; *Vizet (Robert)* (p. 4570).

Monnaie (programme de frappe) : *Charasse (Michel)* (p. 4570) ; *Perrein (Louis)* (p. 4569).

Monnaie (programme olympique et série européenne) : *Charasse (Michel)* (p. 4570) ; *Perrein (Louis)* (p. 4569).

Monnaie (secteur des médailles) : *Charasse (Michel)* (p. 4571).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4571)

Art. 46 (*Services votés*) – Adopté (p. 4571).

Art. 47 (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 4571).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (28 novembre 1991) (p. 4415, 4436) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roger Husson, Louis Minetti, Michel Moreigne, Raymond Soucaret, Henri de Raincourt, Guy Robert, Henri Belcour, Jacques Machet, Claude Prouvoyeur, Michel Doublet, Jacques de Menou, Emmanuel Hamel.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Mermaz (Louis)* (p. 4417) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416).

Agriculteurs : *Mermaz (Louis)* (p. 4419) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Agriculteurs (conjointes) : *Mermaz (Louis)* (p. 4435).

Agriculteurs (jeunes) : *Mermaz (Louis)* (p. 4416) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4421).

Agriculture : *Mermaz (Louis)* (p. 4415 ; 4434) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Aménagement rural : *Belcour (Henri)* (p. 4428) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Doublet (Michel)* (p. 4431).

Assurance veuvage : *Belcour (Henri)* (p. 4428) ; *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4418) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4429).

Bois : *Belcour (Henri)* (p. 4428).

Bovins : *Mermaz (Louis)* (p. 4416) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423).

Bretagne (région) : *Minetti (Louis)* (p. 4423).

Carburants : *Mermaz (Louis)* (p. 4416).

Carburants de substitution : *Mermaz (Louis)* (p. 4416) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416).

Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) : *Mermaz (Louis)* (p. 4415).

Céréales : *Machet (Jacques)* (p. 4429) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4433) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423).

Charente-Maritime (département) : *Doublet (Michel)* (p. 4431).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Mermaz (Louis)* (p. 4415) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416).

Conseils généraux : *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4429) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4426) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4422).

Cotisations sociales agricoles : *Belcour (Henri)* (p. 4428) ; *Doublet (Michel)* (p. 4430) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432) ; *Luart (Roland du)* (p. 4419) ; *Machet (Jacques)* (p. 4428) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4431) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4415 ; 4433 ; 4435) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4426) ; *Robert (Guy)* (p. 4427) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Cotisations sociales (des viticulteurs) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432).

Donations-partages : *Mermaz (Louis)* (p. 4416).

Droits de mutation : *Mermaz (Louis)* (p. 4416 ; 4425) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Elevage : *Belcour (Henri)* (p. 4427) ; *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4421).

Exploitations agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Fonds additionnel d'action sociale (FAAS) : *Mermaz (Louis)* (p. 4435) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4429).

Fonds d'aide aux calamités : *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Fonds de prévention de l'assurance maladie des professions agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 4435).

Forêts : *Belcour (Henri)* (p. 4428).

Groupements fonciers agricoles (GFA) : *Mermaz (Louis)* (p. 4415).

Limousin (région) : *Belcour (Henri)* (p. 4428).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4418).

Oléagineux : *Machet (Jacques)* (p. 4429) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4433) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423).

Ovins : *Mermaz (Louis)* (p. 4416) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423).

Pays (de l'Est) : *Seillier (Bernard)* (p. 4421) ;

Pensions (agricoles) : *Belcour (Henri)* (p. 4428).

Personnes âgées : *Mermaz (Louis)* (p. 4435).

Plans d'urgence : *Luart (Roland du)* (p. 4420) *Mermaz (Louis)* (p. 4433) ; *Robert (Guy)* (p. 4427).

Politique agricole commune (PAC) : *Mermaz (Louis)* (p. 4417) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4426) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4421).

Prétraitements agricoles : *Belcour (Henri)* (p. 4428) ; *Husson (Roger)* (p. 4422) ; *Luart (Roland du)* (p. 4420 ; 4421) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4432) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4415 ; 4433 ; 4434) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4426).

Prestations sociales agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 4434).

Recherche : *Mermaz (Louis)* (p. 4416).

Retraites (agricoles) : *Luart (Roland du)* (p. 4421) ; *Menou (Jacques de)* (p. 4432) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4434 ; 4435) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4422) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Revenus agricoles : *Belcour (Henri)* (p. 4427) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432) ; *Husson (Roger)* (p. 4422) ; *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Machet (Jacques)* (p. 4429) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4417) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4421).

Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles) : *Doublet (Michel)* (p. 4431) ; *Husson (Roger)* (p. 4422) ; *Luart (Roland du)* (p. 4420) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4417) ; *Minetti (Louis)* (p. 4423) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4423) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4429) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4426) ; *Robert (Guy)* (p. 4427) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4421).

Successions et libéralités : *Menou (Jacques de)* (p. 4432) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4424).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Mermaz (Louis)* (p. 4417) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4416).

Vins : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432).

Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432).

Viticulture : *Doublet (Michel)* (p. 4431) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4432) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4435).

Examen des crédits et des articles 46 et 47 (28 novembre 1991) (p. 4436) : *M. Jean-Pierre Demerliat*.

Art. 46 (Services votés) – Rejeté (p. 4436).

Art. 47 (Mesures nouvelles) – Rejeté (p. 4436).

DEFENSE

Discussion (26 novembre 1991) (p. 4308, 4345) :

MM. Pierre Joxe, ministre de la défense ; René Monory, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; Xavier de Villepin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section commune) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « Gendarmerie ») ; Philippe de Gaulle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « Forces terrestres ») ; Michel d'Aillières, en remplacement de M. Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « Air ») ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « Marine ») ; Henri Revol, Roger Poudonson, Hubert Durand-Chastel, Jean-Luc Bécart, Lucien Neuwirth, Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Roland Bernard, Ernest Cartigny, Jacques Machet, Serge Vinçon, Daniel Millaud, Hubert Haenel, Michel Rufin, Jean-Jacques Robert.

Alsace (région) : *Haenel (Hubert)* (p. 4338).

Aménagement du territoire : *Vinçon (Serge)* (p. 4336).

Armée de l'air : *Aillières (Michel d')* (p. 4321 ; 4322).

Armée (femmes et appelés) : *Trucy (François)* (p. 4318).

Armée (implantation) : *Joxe (Pierre)* (p. 4312 ; 4343) ; *Revol (Henri)* (p. 4324).

Armée (de métier) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4328) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4321) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4342).

Armement : *Cartigny (Ernest)* (p. 4333) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4321) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4312) ; *Monory (René)* (p. 4315) ; *Rufin (Michel)* (p. 4339).

Armement (conventionnel) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4334) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4310) ; *Machet (Jacques)* (p. 4335) ; *Monory (René)* (p. 4314).

Armement (industrie) : *Bernard (Roland)* (p. 4331).

Armement nucléaire : *Machet (Jacques)* (p. 4335).

Armes (ventes) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4328).

Arsenaux : *Mellick (Jacques)* (p. 4329) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4328 ; 4329).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Revol (Henri)* (p. 4324).

Défense (budget) : *Joxe (Pierre)* (p. 4341 ; 4343) ; *Monory (René)* (p. 4315) ; *Revol (Henri)* (p. 4323).

Défense nationale : *Haenel (Hubert)* (p. 4337).

Défense (restructuration) : *Joxe (Pierre)* (p. 4313) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4329 ; 4330) ; *Monory (René)* (p. 4315) ; *Revol (Henri)* (p. 4324) ; *Rufin (Michel)* (p. 4340) ; *Trucy (François)* (p. 4318).

Désarmement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4327) ; *Bernard (Roland)* (p. 4331 ; p. 4332) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4342).

Dissuasion nucléaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4327) ; *Bernard (Roland)* (p. 4331) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4334) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4310 ; p. 4342) ; *Monory (René)* (p. 4314) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4324 ; 4325) ; *Revol (Henri)* (p. 4323) ; *Rufin (Michel)* (p. 4339) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4318 ; 4319).

Espace : *Bernard (Roland)* (p. 4332) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4333) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4311) ; *Monory (René)* (p. 4314) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4318).

Essais nucléaires : *Millaud (Daniel)* (p. 4336).

Europe (défense) : *Bernard (Roland)* (p. 4331 ; 4333) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4326) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4311) ; *Machet (Jacques)* (p. 4335) ; *Monory (René)* (p. 4316) ; *Revol (Henri)* (p. 4324) ; *Rufin (Michel)* (p. 4339).

Fonction militaire : *Bernard (Roland)* (p. 4331 ; 4332) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4321) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4337) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4311 ; 4312 ; 4343) ; *Trucy (François)* (p. 4317).

Gendarmerie nationale : *Alloncle (Michel)* (p. 4319 ; 4320) ; *Bernard (Roland)* (p. 4332) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4333) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4337 ; 4344) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4312 ; 4341 ; 4343) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4340).

Golfe persique (conflit armé) : *Bernard (Roland)* (p. 4332) ; *Lejeune (Max)* (p. 4322) ; *Trucy (François)* (p. 4317).

Groupe des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4327 ; 4328) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4326) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4313) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4329) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4328) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4336).

Lois de programmation militaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4328) ; *Bernard (Roland)* (p. 4333) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4333) ; *Machet (Jacques)* (p. 4335) ; *Monory (René)* (p. 4314) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4324) ; *Trucy (François)* (p. 4316).

Loire (département) : *Mellick (Jacques)* (p. 4329) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 4328 ; 4329).

Marine nationale : *Lejeune (Max)* (p. 4322 ; 4323).

Parlement (information) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4327) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4337) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4341) ; *Monory (René)* (p. 4316).

Plan Armées 2000 : *Bernard (Roland)* (p. 4332) ; *Revol (Henri)* (p. 4324) ; *Trucy (François)* (p. 4318).

Police judiciaire : *Joxe (Pierre)* (p. 4344).

Politique étrangère : *Haenel (Hubert)* (p. 4337).

Presse (campagne) : *Haenel (Hubert)* (p. 4344) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4344).

Recherche militaire : *Bernard (Roland)* (p. 4332) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4313).

Relations internationales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4326) ; *Bernard (Roland)* (p. 4330) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4333) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4325) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4320) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4309) ; *Lejeune (Max)* (p. 4322) ; *Revol (Henri)* (p. 4323) ; *Rufin (Michel)* (p. 4339) ; *Trucy (François)* (p. 4316) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4319) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4336).

Réserve (armée) : *Joxe (Pierre)* (p. 4312).

Sécurité publique : *Haenel (Hubert)* (p. 4338) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4344).

Service national : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4326) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4321) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4311) ; *Rufin (Michel)* (p. 4339) ; *Trucy (François)* (p. 4317).

Services secrets : *Bernard (Roland)* (p. 4332).

Technologies nouvelles : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4326) ; *Poudonson (Roger)* (p. 4324 ; 4325).

Traités et conventions : *Joxe (Pierre)* (p. 4309).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Bernard (Roland)* (p. 4332).

Examen des crédits (26 novembre 1991) (p. 4344, 4345)

Article 43 (*Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires*) – Rejeté (p. 4345).

Article 44 (*Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires*) – Rejeté (p. 4345).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4544, 4569) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux observations sur le rapport de la Cour des comptes).

Examen des crédits (30 novembre 1991) (p. 4566, 4569) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Paul Lorient, Roger Chénaut, rapporteur général de la commission des finances ; François Lesein.*

Art. 48 (*comptes d'affectation spéciale ; services votés*) – Adopté (p. 4565).

Art. 49 (*Autorisations de programme et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4566).

Adopté : amendement n° II-14 de la commission : réduction des crédits en conséquence du refus par le Sénat de l'augmentation du taux de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France.

– L'article 49, ainsi modifié, est adopté (p. 4567).

Art. 50 (*Crédits ouverts au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4567).

Rejeté : amendement de coordination n° II-15 de la commission.

– L'article 50 est adopté (p. 4568 ; précédemment réservé p. 4567).

Art. 51 (*Crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme et des crédits de paiement*) – Adopté (p. 4567).

Art. 52 (*Autorisation de découverts ouverte au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce*) – Adopté (p. 4567).

Art. 53 (*Crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts*) – Adopté (p. 4567).

Art. 54 (*Clôture du compte fabrications d'armement*) (p. 4567).

Rejeté : amendement n° II-16 de la commission : report de la date de clôture.

– L'article 54 est adopté (p. 4567).

Après l'art. 54 (p. 4567).

Adopté : amendement n° II-17 de la commission : clôture du compte « gestion des titres du secteur public et apports et avances aux entreprises publiques ».

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4568).

Art. 55 (*Comptes « opération de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin »*) – Adopté (p. 4568).

Art. 56 (*Prorogation des dispositions de l'article 74 de la loi de finances*) – Adopté (p. 4568).

Art. 57 (*Extension du champ d'intervention du fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France*) (p. 4568).

Adopté : amendement de suppression n° II-18 de la commission.

– L'article 57 est supprimé (p. 4568).

RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Discussion (30 novembre 1991) (p. 4544, 4569) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux comptes spéciaux du Trésor) :

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (8 décembre 1991) (p. 5012, 5124) : *MM. Roger Chénaut, rapporteur général de la commission des finances ; Xavier de Villepin, Jean-Pierre Masseret, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Jacques Bialski, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Oudin, Paul Lorient, Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Philippe François, Philippe de Bourgoing, Désiré Debavelaere, Joël Bourdin, René Régnault, René Monory, Paul Girod, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Fourcade, Jean Delaneau, Philippe Adnot, Félix Leyzour, Henri Goetschy, Michel Moreigne, René Ballayer, Louis Perrein, Louis Virapoullé, Albert Ramassamy, Henri Bangou, Georges Othily, Daniel Millaud, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1992

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 40 (*Budget général – Services votés*) – Adopté (p. 5012).

Art. 41 et Etat B (*Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils*) – L'ensemble est adopté (p. 5013).

Art. 42 et Etat C (*Mesures nouvelles – Dépenses des services civils*) – L'ensemble est adopté (p. 5017).

Art. 45 et Etat D (*Autorisations d'engagement par anticipation*) – L'ensemble est adopté (p. 5017).

B – Budgets annexes

Art. 46 (*Budgets annexes – Services votés*) – Adopté (p. 5017).

Art. 47 (*Budgets annexes – Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 5018).

III – Dispositions diverses

Art. 58 et Etat E (*Autorisation de perception des taxes parafiscales*) – L'ensemble est adopté (p. 5032).

Art. 59 et Etat F (*Crédits évaluatifs*) – L'ensemble est adopté (p. 5034).

Art. 60 et Etat G (*Crédits provisionnels*) – L'ensemble est adopté (p. 5035).

Art. 51 et Etat H (*Reports de crédits*) (p. 5035).

Adopté : amendement de précision n° II-177 du Gouvernement.

– L'ensemble, ainsi modifié, est adopté (p. 5038).

Art. 62 bis (*Rapport au Parlement sur la situation patrimoniale de l'Etat*) (p. 5038).

Parole sur l'article : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre.*

– L'article 62 bis est adopté (p. 5039).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

A – Environnement

Art. 63 (*Suppression de l'exonération temporaire de taxes foncières sur les propriétés non bâties des terres incultes et friches mises en culture*) (p. 5039).

Retirés : amendements identiques n° II-68 de M. Jean Faure, soutenu par M. Xavier de Villepin et n° II-86 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : délibération des assemblées intéressées.

– L'article 63 est adopté (p. 5040).

Art. 64 (*Exonération temporaire et facultative de taxes professionnelles des investissements de désulfuration et de conversion du fioul lourd*) – Adopté (p. 5040).

Art. 65 (*Exonération temporaire et facultative de taxes professionnelles des installations de stockage de gaz*) – Adopté (p. 5040).

Après l'art. 65 (p. 5040).

Retiré : amendement n° II-55 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : déplacement d'installations dangereuses stockant du gaz liquéfié.

Art. 65 bis (*Calcul de la valeur locative des immobilisations industrielles et cas de cessions d'établissements, de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés*) (p. 5041).

Adopté : amendement n° II-97 de la commission : suppression des deux alinéas du texte proposé pour le paragraphe I.

Devenu sans objet : amendement n° II-56 de M. Jacques Bialski : restitution aux collectivités locales de la valeur pleine et entière de leurs bases.

– L'article 65 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5046).

B – Mesures de simplification

Art. 66 (*Aménagement du régime fiscal des sociétés financières d'innovation*) – Adopté (p. 5046).

Art. 67 (*Paiement mensuel des taxes foncières*) – Adopté (p. 5046).

Avant l'art. 68 (p. 5046).

Adopté : amendement n° II-98 de la commission : création d'un compte patrimonial en actions.

Retiré : amendement n° II-70 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : institution d'un livret d'épargne patrimonial au fin d'acquitter des droits de mutation.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5048).

C – Mesures en faveur des PME

Art. 68 (*Participation des salariés au rachat de leur entreprise*) (p. 5048).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin.*

Adopté : amendement n° II-99 de la commission : prorogation d'un an du mécanisme actuel.

Devenu sans objet : amendement n° II-162 du Gouvernement : démarrage de la tranche de 5 % à partir d'un effectif de cinq cents salariés.

– L'article 68, ainsi modifié, est adopté (p. 5052).

Après l'art. 68 (p. 5050).

Retirés : amendements, n° II-87 de M. Paul Loridant : prorogation d'un an du mécanisme actuel – Et n° II-88 de M. Jacques Oudin : prise en compte dans les frais d'exploitation des entreprises qui comptent de dix à deux cent cinquante salariés, des primes d'assurance souscrites sur la tête du dirigeant ou d'un salarié qui joue un rôle déterminant.

Irrecevable (*Article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959*) : amendement n° II-89 de M. Paul Loridant : mécanisme de contraintes permettant d'évincer les actionnaires minoritaires ou de les amener à remonter à la société holding.

Art. 69 (*Institution d'une réduction d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises individuelles*) (p. 5054).

Adopté : amendement n° II-139 de M. Philippe François : cas des exploitants agricoles.

– L'article 69, ainsi modifié, est adopté (p. 5054).

Art. 70 (*Exonération partielle des rémunérations versées à l'ancien chef de l'entreprise individuelle par le repreneur*) (p. 5054).

Adopté : amendement n° II-140 de M. Philippe François : extension de cette exonération aux professions agricoles.

– L'article 70, ainsi modifié, est adopté (p. 5055).

Art. 71 (*Exonération de certaines plus-values d'apport*) (p. 5055).

Adoptés : amendements de la commission, n° II-100 : extension du dispositif aux futurs associés – N° II-101 : extension du délai à quatre vingt dix jours – N° II-102 : extension aux holding familiaux des dispositions de l'article 71 – N° II-103 : extension des dispositions du cinquième alinéa de l'article 71 aux entreprises du bâtiment et des travaux publics – Et n° II-104 : augmentation du seuil prévu au cinquième alinéa de l'article 71 jusqu'à deux cents millions de francs – Amendement rédactionnel n° II-163 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° II-42 de M. Jacques Oudin : extension de cette exonération à toutes personnes physiques, associées ou non, réalisant un apport, et allongement du délai.

– L'article 71, ainsi modifié, est adopté (p. 5057).

Art. 72 (*Crédit d'impôt pour augmentation de capital*) (p. 5057).

Adoptés : amendements de la commission, n° II-105 : intégration du secteur du bâtiment et des travaux publics dans le dispositif – N° II-106 : augmentation du seuil d'application de ce dispositif jusqu'à deux cents millions de francs – N° II-107 : réintroduction des holding familiaux dans le dispositif – Et n° II-108 : report du crédit d'impôt jusqu'au cinquième exercice suivant celui au cours duquel est intervenue l'augmentation de capital.

Retirés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° II-71 : extension au secteur du bâtiment et des travaux publics du crédit d'impôt pour augmentation de capital – Et n° II-135 : cas de distributions intervenues entre le 15 septembre 1991 et la date de l'augmentation de capital au cours des trois années qui suivent – Amendements n° II-72 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : extension du crédit d'impôt aux sociétés familiales dont l'essentiel du capital dépend d'un groupe familial structuré en une société de participation – Et n° II-43 de M. Jacques Oudin : abaissement de 33,33 % du seuil de détention par des personnes physiques.

– L'article 72, ainsi modifié, est adopté (p. 5061).

Après l'art. 72 (p. 5061).

Irrecevable (*Article 40 de la Constitution*) : amendement n° II-44 de M. Jacques Oudin : suppression de la procédure d'agrément prévue par le deuxième alinéa de l'alinéa 4 de l'article 238 bis du code général des impôts.

Art. 73 (*Incitation fiscale à la résiliation anticipée de certains baux à construction*) (p. 5061).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° II-109, n° II-110 et n° II-111.

– L'article 73, ainsi modifié, est adopté (p. 5062).

D – Mesures diverses

Art. 74 A (*Éligibilité des groupements de communes à fiscalité propre à la seconde part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle*) – Adopté (p. 5062).

Après l'art. 74 A (p. 5062).

Adopté : amendement n° II-132 de M. Joël Bourdin : écrêtement de la taxe professionnelle dans le cas de groupement de communes à fiscalité propre.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5063).

Avant l'art. 74 (p. 5063).

Retiré : amendement n° II-74 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Xavier de Villepin : possibilité pour les exploitants forestiers d'opter pour le régime simplifié d'imposition après bénéfice réel.

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° II-73 de M. Xavier de Villepin : nécessité de ne pas assujettir les indemnités perçues par les français établis à l'étranger à la contribution sociale généralisée.

Art. 74 (*Reconduction du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 5064).

Parole sur l'article : M. Jacques Oudin.

– L'article 74 est adopté (p. 5064).

Après l'art. 74 (p. 5064).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° II-45 de M. Jacques Oudin : cas des exploitants victimes de calamités agricoles.

Art. 75 (*Aménagement du régime de groupes*) (p. 5065).

Adopté : amendement n° II-136 de M. Xavier de Villepin : abandons de créances et subventions directes.

Retirés : amendements n° II-75 de M. Xavier de Villepin : critère de valeur nette comptable dans le cas de cession d'éléments d'actif immobilisé entre sociétés du groupe – Et n° II-46 de M. Jacques Oudin : taux de participation exigé pour la constitution d'un groupe.

– L'article 75, ainsi modifié, est adopté (p. 5068).

Après l'art. 75 (p. 5068).

Adopté : amendement n° II-176 de la commission : extension du régime de la fiscalité de groupes aux sociétés coopératives.

Retirés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° II-78 : imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère – Et n° II-79 : dividendes distribués par des sociétés étrangères – Amendement n° II-112 de la commission : imposition des dividendes distribués par les filiales à leur société-mère.

Devenu sans objet : amendement n° II-57 de M. René Régnauld : sociétés coopératives.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5071).

Art. 76 (*Régime fiscal des cessions et concessions de droit de la propriété industrielle*) (p. 5071).

Adoptés : amendements de la commission, n° II-113 : régime des plus-values à long terme – N° II-114 : substitution du terme de « produits » à celui de « plus-values » – N° II-115 : champ d'application de la mesure – N° II-116 : éléments tombés dans le domaine public ou n'ayant pas fait l'objet d'un dépôt de brevet – Et n° II-117 : entrée en vigueur – Sur l'amendement n° II-115, sous-amendement n° 165 du Gouvernement.

Retiré : amendement n° II-90 de M. Paul Loridant : régime de plus-values à long terme.

– L'article 76, ainsi modifié, est adopté (p. 5073).

Art. 77 (*Suppression de la déductibilité des dividendes pour les distributions sous forme d'actions*) – Adopté (p. 5074).

Art. 78 (*Plafonnement du tarif des droits de mutation à titre onéreux afférents aux immeubles à usage d'habitation*) (p. 5074).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° II-118 de la commission et n° II-81 de M. René Monory.

– L'article 78 est supprimé (p. 5075).

Art. 79 (*Exonération facultative de taxes professionnelles de certaines locations en meublé*) – Adopté (p. 5075).

Art. 80 (*Exonération temporaire de taxes professionnelles en faveur de l'aménagement du territoire*) (p. 5075).

Adopté : amendement n° II-119 de la commission : extension au domaine du bâtiment et des travaux publics.

– L'article 80, ainsi modifié, est adopté (p. 5075).

Art. 81 (*Institution d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais*) (p. 5075).

Parole sur l'article : M. Paul Girod.

– L'article 81 est adopté (p. 5076).

Art. 82 (*Pouvoir de contrôle des agents du service de la redevance pour droit d'usage d'un appareil de télévision*) (p. 5076).

Adopté : amendement de suppression n° II-120 de la commission.

– L'article 82 est supprimé (p. 5077).

Art. 83 (*Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base*) – Adopté (p. 5077).

Art. 83 bis (*Possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties les jeunes agriculteurs*) (p. 5077).

Rejeté lors du vote unique : amendement n° II-166 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article.

Non retenu lors du vote unique : sur l'article n° 83 bis, modifié par l'amendement n° II-166, sous-amendement n° II-121 de la commission.

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution, **portant sur l'article 83 bis**, modifié par l'amendement n° II-166 (p. 5079).

– L'article 83 bis, modifié par l'amendement n° II-166, est supprimé (p. 5082).

Avant l'art. 83 ter (p. 5083).

Adopté : amendement n° II-122 de la commission : cas des communes participant au financement de la dotation de solidarité urbaine ou au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5083).

Art. 83 ter (*Majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle*) (p. 5083).

Adoptés : amendements de la commission, n° II-124, rédactionnel – Et n° II-123 : calcul de la taxe d'habitation – Amendement n° II-142 de M. René Ballayer : modification du taux.

– L'article 83 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5084).

Après l'art. 83 ter (p. 5084).

Retirés : amendements identiques n° II-69 de M. Jean Faure, soutenu par M. Xavier de Villepin et n° II-91 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : cas des départements qui bénéficient de la dotation minimale de fonctionnement.

Art. 83 quater (*Assiette provisoire de la taxe départementale sur le revenu*) – Adopté (p. 5086).

Art. 83 quinquies (*Régime de la taxe départementale sur le revenu applicable aux personnes ne disposant pas de revenus imposables en France*) (p. 5087).

Adopté : amendement n° II-167 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article.

– L'article 83 quinquies, dans la rédaction de l'amendement n° II-167, est adopté (p. 5087).

Art. 83 sexies (*Régime des abattements applicables sur la part régionale de la taxe d'habitation*) – Adopté (p. 5087).

Art. 83 septies (*Prorogation pour cinq ans du dispositif de l'incitation fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer*) (p. 5087).

Parole sur l'article : M. Roger Chinaud, rapporteur général.

Adopté : amendement n° II-125 de la commission : cas des investissements réalisés avant 1996.

– L'article 83 septies, ainsi modifié, est adopté (p. 5090).

Art. 83 octies (*Durée de détention et maintien de l'affectation ouvrant droit à la déduction fiscale*) (p. 5090).

Adoptés : amendements de la commission, n° II-126 : cas des immeubles ayant obtenu un permis de construire – Et n° II-127 : rédactionnel – Amendement n° II-151 de M. Louis Virapoullé : allongement du délai prévu au cinquième alinéa du I de l'article 199 undecies du code général des impôts relatif aux départements d'outre-mer.

– L'article 83 octies, ainsi modifié, est adopté (p. 5091).

Après l'art. 83 octies (p. 5091).

Adopté : amendement n° II-58 de M. Georges Othily : cas des sociétés de financement en capital risque et des sociétés d'économie mixte foncières agricoles.

Irrecevables (*Article 40 de la Constitution*) : amendements de M. Georges Othily, n° II-59 : cas des entreprises culturelles ou des investissements immatériels – Et n° II-60 : augmentation de la réduction d'impôt.

Devenu sans objet : amendement n° II-2 de M. Henri Bangou : cas des particuliers qui souscrivent au capital des sociétés de financement en capital risque dans les départements d'outre-mer.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5093).

Art. 83 nonies (*Augmentation de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les logements intermédiaires acquis dans les départements d'outre-mer*) (p. 5094).

Retiré : amendement n° II-152 de M. Louis Virapoullé : modulation de la défiscalisation.

Avant l'art. 83 decies (p. 5094).

Irrecevable (*Article 40 de la Constitution*) : amendement n° II-61 de M. Georges Othily : extension aux sociétés de capital risque et au fonds commun de placement du bénéfice des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1986.

Retiré : amendement de coordination n° II-62 de M. Georges Othily.

Art. 83 decies (*Extension de la défiscalisation au secteur de la maintenance au profit d'activités industrielles*) (p. 5095).

Adoptés : amendement n° II-137 de M. Henri Goetschy : secteur de la maintenance et du service exécuté au profit d'activités industrielles ou touristiques ; sous-amendement n° II-93 de M. Jacques Oudin – Amendement n° II-168 du Gouvernement : extension de la défiscalisation au matériel de production audiovisuelle.

Retiré : amendement n° II-154 de M. Louis Virapoullé : remplacement du décret en Conseil d'Etat par une instruction ou une circulaire ministérielle.

– L'article 83 decies, ainsi modifié, est adopté (p. 5097).

Art. 83 undecies (*Maintien de l'affectation des biens ayant bénéficié de la défiscalisation*) (p. 5097).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° II-162, rédactionnel – Et n° II-170 : date d'entrée en vigueur de l'article – Amendement n° II-155 de M. Louis Virapoullé : précision des modalités du fait générateur de l'investissement.

– L'article 83 undecies, ainsi modifié, est adopté (p. 5098).

Après l'art. 83 undecies (p. 5098).

Adopté : amendement n° II-156 de M. Louis Virapoullé : cas des sociétés d'épargne foncière et d'aménagement rural.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5098).

Art. 83 duodecies (*Agrément des investissements donnant droit à avantage fiscal dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des transports*) (p. 5098).

Parole sur l'article : M. Michel Charasse, ministre.

Rejetés lors du vote unique : amendements du Gouvernement, n° II-171 de coordination – N° II-172 : conditions de l'agrément et réduction à trois mois du délai de réponse de l'administration – Amendement n° II-179 de la commission : cas d'immeubles en construction au 31 décembre 1991 et de biens mobiliers commandés avant le 31 décembre 1991.

Retirés : amendement n° II-83 de M. Roger Lise, soutenu par M. Louis Virapoullé : seuil minimum d'investissement hors agrément – Amendement n° II-94 de M. Jacques Oudin : franchise pour les investissements inférieurs à cinq millions de francs et installation de contrôles – Amendement n° II-159 de M. Louis Virapoullé : réduction du délai de réflexion à trois mois.

Non retenus dans le vote unique, demandé par le Gouvernement sur l'article 83 duodecies, modifié par les amendements n° II-171 et n° II-172 du Gouvernement et n° II-179 de la commission : Amendements identiques de suppression, n° II-143 de M. Louis Perrein et n° II-82 de M. Louis Virapoullé – Amendements de la commission, n° II-128 : agrément à partir d'un seuil de quinze millions de francs – N° II-129 : consultation des bureaux des assemblées régionales et départementales – N° II-130 : délai d'examen de l'administration – Et n° II-175 : substitution des mots « pour le département dans lequel il est réalisé » à ceux de « pour les départements d'outre-mer » – Amendements de M. Louis Perrein, n° II-144 : investissements supérieurs à trente millions de francs – N° II-145 : investissements réalisés par des contribuables ou personnes physiques soumis à un régime réel d'imposition en raison d'une activité de location dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie ou des transports – N° II-146 : investissements correspondants à un programme ou à une opération d'investissements gagée antérieurement au 1^{er} janvier 1992 – Et n° II-147 : réduction à un mois du délai de réflexion.

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution, **portant sur l'article 83 duodecies**, modifié par les amendements n° II-171 et n° II-172 du Gouvernement et n° II-179 de la commission (p. 5099).

– L'article 83 duodecies, modifié par les amendements n° II-171, n° II-172 et n° II-179, est supprimé (p. 5104).

Art. 83 terdecies (*Réduction du taux de déduction fiscale*) (p. 5104).

Adopté : amendement n° II-173 du Gouvernement : entrée en vigueur de la limitation du taux de déduction.

Retiré : amendement de suppression n° II-148 de M. Louis Perrein.

Devenu sans objet : amendement n° II-141 de M. Philippe François : application du taux de 100 % jusqu'au 31 décembre 1991.

– L'article 83 terdecies, ainsi modifié, est adopté (p. 5105).

Après l'art. 83 terdecies (p. 5105).

Rejeté : amendement n° II-65 de M. Robert Vizet : suppression des articles 1636 B sexies et 1636 B septies du code général des impôts relatifs à la taxe professionnelle.

Avant l'art. 87 (p. 5106).

Irrecevables (*Articles 40 de la Constitution et 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959*) : amendements de M. René Régnauld, n° II-48 et n° II-49 : fonction publique territoriale.

Après l'art. 87 bis (p. 5107).

Irrecevable (*Article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959*) : amendement n° II-50 de M. René Régnauld : répartition des moyens entre les collectivités locales.

Retiré : amendement n° II-52 de M. Jacques Oudin : cas de groupements de communes à fiscalité propre.

Seconde délibération, ordonnée à la demande de M. Michel Charasse, ministre, en application de l'article 43 alinéa 4 du règlement

du Sénat portant sur les articles 41 et Etat B, 42 et Etat C, 44, 47, 49 et 39 et Etat A (p. 5108).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 42 alinéa 7 du règlement du Sénat portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 5109).

Art. 41 et Etat B (p. 5109).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements de coordination n°s B-1 à B-21 du Gouvernement.

Art. 42 et Etat C (p. 5110).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements de coordination n°s B-22 à B-39 du Gouvernement.

Art. 44 (p. 5112).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-40 du Gouvernement : rétablissement de cet article.

Art. 47 (p. 5112).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-41 du Gouvernement : majoration des crédits inscrits au titre du budget annuel de l'aviation civile.

Art. 49 (p. 5112).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-42 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Art. 39 et Etat A (p. 5113).

Adopté (lors du vote unique) : amendement de coordination n° B-43 du Gouvernement.

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 5115, 5124) : MM. Charles Pasqua, Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Ernest Cartigny, Marcel Lucotte, Daniel Hoefel, Jacques Habert, Yvon Collin.

Scrutin public à la tribune de droit n° 38 (p. 5124).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1992 (8 décembre 1991) (p. 5124).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5532, 5540).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5532, 5539) : MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Robert Pagès et les orateurs sur la motion.

Agriculture : Chinaud (Roger) (p. 5533).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Chinaud (Roger) (p. 5532).

Communauté économique européenne (CEE) : Charasse (Michel) (p. 5540).

Endettement : Charasse (Michel) (p. 5534) ; Chinaud (Roger) (p. 5536).

Fiscalité locale : Charasse (Michel) (p. 5540) ; Chinaud (Roger) (p. 5532 ; 5536) ; Pagès (Robert) (p. 5535).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : Charasse (Michel) (p. 5540) ; Chinaud (Roger) (p. 5532).

Impôt sur le revenu : Chinaud (Roger) (p. 5533).

Parlement (droits) : Charasse (Michel) (p. 5534 ; 5540) ; Chinaud (Roger) (p. 5536).

Plus-values : Chinaud (Roger) (p. 5533).

Politique économique et sociale : Chinaud (Roger) (p. 5536) ; Pagès (Robert) (p. 5535).

Privatisations : Pagès (Robert) (p. 5535).

Question préalable (procédure parlementaire) : Loridant (Paul) (p. 5538).

Secteur public : Chinaud (Roger) (p. 5536) ; Pagès (Robert) (p. 5535).

Télécommunications (P et T) : Chinaud (Roger) (p. 5533).

Motion n° 3 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 5535) – MM. Roger Chinaud, rapporteur ; Paul Loridant, Michel Charasse, ministre.

Adoption de la motion (p. 5541 ; scrutin public n° 44).

Rejet du projet de loi de finances pour 1992 (18 décembre 1991) (p. 5541).

Lois de finances rectificatives

1. – Projet de loi de finances rectificative pour 1991, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et par M. Michel Charasse, ministre du budget (22 novembre 1991) [n° 2379 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Alain Richard (27 novembre 1991) [n° 2382 (9^e lég.)] – Avis de M. Yves Dollo (28 novembre 1991) [n° 2390 (9^e lég.)] – Discussion (4, 5, 6 décembre 1991) – Adoption (6 décembre 1991) [n° 560].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1991) [n° 154 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roger Chinaud (12 décembre 1991) [n° 175 (91-92)] – Avis oral de M. Jacques Genton – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 2485 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1991) [n° 2497 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (18 décembre 1991) [n° 207 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 2485 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1991) [n° 2503 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 601].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 225 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (20 décembre 1991) [n° 226 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Rejet (20 décembre 1991) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 2520 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (20 décembre 1991) [n° 2521 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 611].

PROMULGATION : Loi n° 91-1323 du 30 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1991) (p. 5467, 5513).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5467, 5484) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Paul Loridant, Robert Vizet, Xavier de Villepin.

Agriculture (aide à l') : Charasse (Michel) (p. 5475).

Budget de l'Etat : Charasse (Michel) (p. 5474).

Chômage : Chinaud (Roger) (p. 5468) ; Villepin (Xavier de) (p. 5482) ; Vizet (Robert) (p. 5480).

Commerce extérieur : Loridant (Paul) (p. 5479).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Charasse (Michel)* (p. 5483) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5484).

Constitution : *Charasse (Michel)* (p. 5483).

Décentralisation : *Poncelet (Christian)* (p. 5472).

Défense (budget) : *Charasse (Michel)* (p. 5476) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5469) ; *Genton (Jacques)* (p. 5473).

Déficit budgétaire : *Charasse (Michel)* (p. 5473) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5467 ; 5469 ; 5470) ; *Poncelet (Christian)* (p. 5471) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5482) ; *Vizet (Robert)* (p. 5481).

Dépenses publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 5469).

Dette publique : *Charasse (Michel)* (p. 5474) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5467).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Charasse (Michel)* (p. 5475).

Europe : *Poncelet (Christian)* (p. 5471) ; *Vizet (Robert)* (p. 5481).

Formation en alternance : *Poncelet (Christian)* (p. 5472).

Golfe persique (conflit armé) : *Charasse (Michel)* (p. 5475 ; 5476) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5468) ; *Genton (Jacques)* (p. 5472) ; *Loridant (Paul)* (p. 5480) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5482).

Gouvernement : *Chinaud (Roger)* (p. 5479).

Gouvernement (responsabilité) : *Charasse (Michel)* (p. 5478).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Vizet (Robert)* (p. 5481).

Impôts et taxes : *Loridant (Paul)* (p. 5479).

Impôt sur le revenu : *Chinaud (Roger)* (p. 5467).

Intérêt (taux) : *Poncelet (Christian)* (p. 5472).

Lois de finances rectificatives : *Charasse (Michel)* (p. 5477).

Opérations extérieures (armée) : *Genton (Jacques)* (p. 5472).

Parlement : *Chinaud (Roger)* (p. 5478).

Politique économique : *Loridant (Paul)* (p. 5479).

Prélèvements obligatoires : *Chinaud (Roger)* (p. 5468).

Privatisations : *Poncelet (Christian)* (p. 5471).

Procédure législative : *Charasse (Michel)* (p. 5477).

Recettes non fiscales : *Charasse (Michel)* (p. 5476) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5467 ; 5468 ; 5470) ; *Poncelet (Christian)* (p. 5471).

Secteur public : *Chinaud (Roger)* (p. 5470) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5482).

Sommet de Maastricht : *Loridant (Paul)* (p. 5479) ; *Poncelet (Christian)* (p. 5471) ; *Vizet (Robert)* (p. 5480).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Chinaud (Roger)* (p. 5467) ; *Vizet (Robert)* (p. 5481).

Vote bloqué (procédure parlementaire) : *Charasse (Michel)* (p. 5478).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5484, 5513) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre ; Paul Loridant, Christian Poncelet, président de la commission ; Robert Vizet, Jacques Machet, Hubert Durand-Chastel, Claude Belot, Philippe François, Emmanuel Hamel, Pierre-Christian Taittinger, Maurice Schumann.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1^{er} (*Versement de l'Institut national de la propriété industrielle au profit du budget général*) (p. 5484).

Adopté : amendement du suppression n° 1 de la commission.

– L'article 1^{er} est supprimé (p. 5485).

Art. 2 (*Prélèvement sur la Caisse nationale des télécommunications*) (p. 5485).

Adopté : amendement de suppression n° 2 de la commission.

– L'article 2 est supprimé (p. 5485).

Art. 3 et Etat A (*Equilibre général*) (p. 5485).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission.

– L'article 3 et l'Etat A sont supprimés (p. 5491).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1991

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 4 et Etat B (*Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures*) – *Adoptés* (p. 5492).

Art. 5 et Etat C (*Dépenses en capital des services civils – Ouvertures*) – *Adopté* (p. 5495).

Art. 6 (*Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures*) (p. 5495).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de la commission.

– L'article 6 est supprimé.

B – Budgets annexes

Art. 7 (*Budgets annexes – Ouvertures*) – *Adopté* (p. 5495).

C – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Art. 8 (*Comptes d'affectation spéciale – Ouvertures*) – *Adopté* (p. 5495).

II – Opérations à caractère temporaire

Art. 9 (*Comptes de prêts – Ouvertures*) – *Adopté* (p. 5495).

Art. 10 (*Modification du compte spécial du Trésor n° 904-09*) (p. 5495).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de la commission.

– L'article 10 est supprimé (p. 5495).

III – Autres dispositions

Art. 11 (*Ratification de décret d'avance*) – *Adopté* (p. 5495).

Art. 12 (*Affectation du produit supplémentaire de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle pour 1990*) – *Adopté* (p. 5495).

Avant l'art. 13 A (p. 5495).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 21 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : rétablissement d'une égalité de traitement entre titres côtés et non côtés (p. 5496).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

Art. 13 A (*Réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale*) (p. 5496).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : allongement de la durée prévue pour l'affectation par un contribuable d'un immeuble, pour lequel il a contracté des emprunts, à sa résidence principale.

– L'article 13 A, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 5496).

Art. 13 B (*Soutien fiscal à la mise en location de logements vacants en milieu rural*) (p. 5496).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : renvoi pour la définition des normes minimales de confort à celles adoptées pour la réduction d'impôt sur le revenu accordée pour les baux conclus avec des titulaires de RMI – N° 8 : modalités de la procédure de convention entre l'Etat et le propriétaire pour mettre en oeuvre l'allègement fiscal – N° 9 : suppression des dispositions relatives à la convention Etat-propriétaire – Et n° 10 : preuve de la vacance des locaux apportée par le contribuable.

– L'article 13 B, ainsi modifié, est adopté (p. 5497).

Art. 13 (*Réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile*) – Adopté (p. 5497).

Art. 14 (*Simplification des obligations des contribuables imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux*) – Adopté (p. 5498).

Avant l'art. 15 (p. 5498).

Adopté : amendement n° 20 de M. Claude Belot : mesures en faveur du développement des fonds propres des entreprises familiales et des petites et moyennes entreprises.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5498).

Art. 15 (*Modalités de détermination des plus-values immobilières en cas de cession de biens acquis par donation depuis moins de cinq ans*) – Adopté (p. 5498).

Art. 16 (*Détermination de la plus-value en cas de cession de certains droits sociaux*) – Adopté (p. 5498).

Art. 17 (*Régime d'imposition des bons d'option*) – Adopté (p. 5499).

Art. 18 (*Introduction en droit interne des dispositions de la directive communautaire sur le régime des sociétés mère et filiales relatives à la retenue à la source sur les dividendes*) (p. 5499).

Adoptés : amendement n° 11 de la commission : suppression de la clause prévoyant un maintien de la retenue à la source lorsque la personne morale étrangère bénéficie, en application d'une convention internationale, du transfert de tout ou partie de l'avoir fiscal – Amendement n° 22 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : responsabilité des sociétés débitrices du défaut de versement de la retenue à la source exigible.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 5499).

Art. 19 (*Régime fiscal des fusions de sociétés*) (p. 5499).

Adoptés : amendement n° 12 de la commission : autorisation pour les sociétés de comptabiliser pour leur valeur réelle, et non plus comptable, les titres reçus à l'occasion d'une fusion ou d'une scission – Amendement n° 23 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : introduction spécifique de la notion d'échange de titres dans le texte de l'article 210 B du code général des impôts.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5501).

Après l'art. 19 (p. 5501).

Adopté : amendement n° 24 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : suppression du dispositif du report d'imposition généralisée à l'ensemble des personnes physiques attributaires de titres échangés lors d'opérations de fusion.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5502).

Art. 20 (*Modification des règles applicables aux sommes perçues en vertu d'un contrat d'assurance sur la vie en matière de droits de mutation par décès et d'impôt de solidarité sur la fortune*) – Adopté (p. 5502).

Art. 21 (*Conditions d'imposition des personnes mariées à l'impôt de solidarité sur la fortune*) – Adopté (p. 5502).

Art. 22 (*Mesures destinées à faciliter le règlement des indivisions successorales en Corse*) – Adopté (p. 5502).

Art. 23 (*Modalités de déduction des provisions pour perte à terminaison*) (p. 5502).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de la commission.

Retiré : amendement n° 25 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : modalités de déduction des provisions pour

perte à terminaison relatives aux contrats en cours à la clôture d'un exercice.

– L'article 23 est supprimé (p. 5503).

Art. 24 (*Régime fiscal des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises conclus par les établissements de crédit*) – Adopté (p. 5503).

Art. 24 bis (*Abaissement de certains taux des redevances communales et départementales des mines*) – Adopté (p. 5504).

Art. 25 (*Suppression de la redevance fixe des mines*) – Adopté (p. 5504).

Art. 26 (*Paiement de la TVA par virement*) – Adopté (p. 5504).

Art. 27 (*Contrôle des droits de timbre*) – Adopté (p. 5504).

Art. 28 (*Effet de l'avis à tiers détenteur*) (p. 5504).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : rétablissement de la rédaction initiale du Gouvernement.

– L'article 28, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 5504).

Art. 29 (*Compétences du juge répressif en matière douanière*) – Adopté (p. 5504).

Art. 30 (*Exercice des actions en restitution en matière douanière*) – Adopté (p. 5504).

Art. 31 (*Fonds de garantie des calamités agricoles*) – Adopté (p. 5504).

Art. 32 (*Autorisation pour l'ONF de percevoir des droits de garde et d'administration des forêts soumises au régime forestier*) – Adopté (p. 5504).

Art. 33 (*Taxes de constitution de dossier applicables aux réseaux de télécommunications et taxes diverses en matière de télécommunications*) – Adopté (p. 5505).

Art. 34 (*Démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 5505).

Après l'art. 34 (p. 5506).

Adopté : amendement n° 19 de M. Désiré Debavelaere, soutenu par M. Philippe François : possibilité pour le Gouvernement d'opérer en 1992 un démantèlement de la taxe BAPSA sur les betteraves.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5506).

Art. 35 (*Modification de l'assiette de la taxe affectée au compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels*) (p. 5506).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : report au 1^{er} janvier 1994 de l'assujettissement des cables-éditeurs à la taxe alimentant le soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle – Et n° 15 : réintégration dans la définition du service public de Canal Plus.

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 5507).

Après l'art. 35 (p. 5507).

Adopté : amendement n° 29 de M. Pierre-Christian Taittinger : mise en situation de concurrence du marché de l'art français avec ceux des partenaires européens.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5508).

Art. 35 bis (*Aménagement des règles relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction*) – Adopté (p. 5508).

Art. 35 ter (*Révision de la tarification de certaines catégories de propriétés non bâties à vocation non agricole*) – Adopté (p. 5508).

Art. 35 quater (*Extension du deuxième groupe d'évaluation des propriétés bâties ou logements des SEM attribués sous condition de ressources*) – Adopté (p. 5508).

Art. 35 quinquies (*Organismes interprofessionnels de la pêche et de la conchyliculture*) – Adopté (p. 5508).

Art. 35 sexies (*Aménagement du régime fiscal de la pluriactivité*) – Adopté (p. 5508).

Art. 35 septies (*Augmentation de la déduction fiscale pour auto-financement des agriculteurs*) (p. 5508).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : plafond de la déduction porté de vingt mille à quarante mille francs.

– L'article 35 septies, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 5509).

Art. 35 octies (*Exonération de certains groupements d'employeurs de l'imposition forfaitaire annuelle*) – Adopté (p. 5509).

Art. 35 nonies (*Définition et modalités de l'imposition des primes de remboursement*) (p. 5509).

Retiré : amendement n° 26 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : limitation aux entreprises du principe de l'imposition d'un « échu fictif ».

– L'article 35 nonies est adopté (p. 5510).

Art. 35 decies (*Extension du crédit d'impôt recherche aux entreprises agricoles*) – Adopté (p. 5510).

Art. 35 undecies (*Aménagement des régimes d'exonération de droits de mutation à titre gratuit applicables à certains biens ruraux*) – Adopté (p. 5510).

Art. 35 duodecies (*Tarif réduit des droits de mutation pour les organisations des biens ruraux*) (p. 5510).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : fixation d'un taux uniforme et maximum de 4,8 % pour les mutations d'immeubles ruraux pour un exploitant en vue de leur mise en valeur.

– L'article 35 duodecies est adopté (p. 5510).

Après l'art. 35 duodecies (p. 5511).

Adoptés : amendements de la commission, n° 31 : exonération pour les collectivités locales du paiement de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France pour leurs locaux à usage de bureaux – Et n° 32 : rétablissement du dispositif adopté par le Sénat lors de la discussion de la loi de finances concernant le fonds de compensation de la TVA.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5511).

Art. 35 terdecies (*Extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées à l'élaboration de nouvelles collections*) (p. 5511).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : date d'application effective des dispositions de l'article avancée d'un an.

Retiré : amendement n° 27 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jacques Machet : éligibilité au titre du crédit d'impôt recherche des frais de collections dans les secteurs du textile, ainsi que des dépenses engagées par l'industrie automobile pour la conception de nouveaux véhicules.

– L'article 35 terdecies, ainsi modifié, est adopté (p. 5512).

II – Autres dispositions

Art. 36 (*Suppression de la Société nationale des entreprises de presse*) – Adopté (p. 5512).

Art. 37 (*Annulation de dettes de pays étrangers*) – Adopté (p. 5512).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5513) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Robert Vizet.

Scrutin public de droit n° 42 (p. 5513).

Adoption (17 décembre 1991) (p. 5513).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5685, 5692).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5685, 5692) : MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean-Luc Bécart, Emmanuel Hamel et les orateurs sur la motion.

Allemagne (taux d'intérêt) : Bécart (Jean-Luc) (p. 5688).

Article d'équilibre : Chinaud (Roger) (p. 5686).

Collectivités territoriales : Charasse (Michel) (p. 5689) ; Poncelet (Christian) (p. 5688).

Communauté économique européenne (CEE) : Hamel (Emmanuel) (p. 5691).

Déficit budgétaire : Charasse (Michel) (p. 5690) ; Chinaud (Roger) (p. 5687).

Dettes publiques : Hamel (Emmanuel) (p. 5691).

Energie nucléaire : Chinaud (Roger) (p. 5687).

Enseignement privé : Chinaud (Roger) (p. 5686).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : Charasse (Michel) (p. 5689 ; 5690) ; Chinaud (Roger) (p. 5686) ; Poncelet (Christian) (p. 5688).

Question préalable (procédure parlementaire) : Bécart (Jean-Luc) (p. 5688) ; Charasse (Michel) (p. 5690) ; Chinaud (Roger) (p. 5687).

Recettes non fiscales : Chinaud (Roger) (p. 5687).

Taxe sur les bureaux : Chinaud (Roger) (p. 5686).

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 5691) – MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Claude Estier, Christian Poncelet, président de la commission ; Michel Charasse, ministre.

Adoption de la motion (p. 5692 ; scrutin public n° 49).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1991) (p. 5692).

Lois de règlement

1. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget (19 décembre 1990) [n° 1877 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (13 juin 1991) [n° 2120 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 502].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (19 juin 1991) [n° 402 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (2 octobre 1991) [n° 1 (91-92)] – Discussion (9 octobre 1991) – Adoption (9 octobre 1991) [n° 3].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-300 DC du 20 novembre 1991 qui déclare non contraire à la Constitution le projet de règlement du budget de 1989 (J.O. Lois et décrets du 22 novembre 1991).

PROMULGATION : Loi n° 91-1182 du 20 novembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 22 novembre 1991).

Discussion (première lecture)

(9 octobre 1991) (p. 2730, 2742).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2730, 2736) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Xavier de Villepin, Robert Vizet.

Banque de France : Vizet (Robert) (p. 2735).

Budget (contrôle de l'exécution) : Charasse (Michel) (p. 2733) ; Chinaud (Roger) (p. 2731) ; Villepin (Xavier de) (p. 2734).

Budget de l'Etat : Vizet (Robert) (p. 2735).

Constitution (art. 40) : Charasse (Michel) (p. 2734).

Cour de discipline budgétaire et financière : Charasse (Michel) (p. 2736).

Cour des comptes (rapport annuel) : Charasse (Michel) (p. 2733 ; 2735 ; 2736) ; Chinaud (Roger) (p. 2731) ; Villepin (Xavier de) (p. 2734).

Croissance économique : *Chinaud (Roger)* (p. 2731).

Déficit budgétaire : *Charasse (Michel)* (p. 2733) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2734).

Désarmement : *Vizet (Robert)* (p. 2735).

Dettes publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 2732) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2734).

Entreprises : *Vizet (Robert)* (p. 2735).

Inflation : *Chinaud (Roger)* (p. 2731).

Investissements : *Chinaud (Roger)* (p. 2731) ; *Vizet (Robert)* (p. 2735).

Lois de finances : *Chinaud (Roger)* (p. 2733).

Lois de finances rectificatives : *Chinaud (Roger)* (p. 2732 ; 2733).

Produit intérieur brut (PIB) : *Chinaud (Roger)* (p. 2731).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2736, 2742)

Art. 1^{er} (*Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1989*) – Adopté (p. 2737).

Art. 2 et tableau A annexé (*Recettes du budget général*) – Adoptés (p. 2737).

Art. 3 et tableau B annexé (*Dépenses ordinaires civiles du budget général*) – Adoptés (p. 2738).

Art. 4 et tableau C annexé (*Dépenses civiles en capital du budget général*) – Adoptés (p. 2738).

Art. 5 et tableau D annexé (*Dépenses ordinaires militaires du budget général*) – Adoptés (p. 2738).

Art. 6 et tableau E annexé (*Dépenses militaires en capital du budget général*) – Adoptés (p. 2739).

Art. 7 et tableau F annexé (*Résultat du budget général de 1989*) – Adoptés (p. 2739).

Art. 8 et tableau G annexé (*Résultats des budgets annexes*) – Adoptés (p. 2739).

Art. 9 et tableau I annexé (*Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1990*) – Adoptés (p. 2740).

Art. 10 (*Comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1989*) – Adopté (p. 2740).

Art. 11 (*Pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) – Adopté (p. 2741).

Art. 12 (*Annulations de dettes de pays étrangers*) – Adopté (p. 2741).

Art. 13 (*Gestion de fait – Reconnaissance d'utilité publique de dépenses*) – Adopté (p. 2741).

Art. 14 (*Transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1989*) – Adopté (p. 2741).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2741, 2742) : *M. Claude Estier* ; intervention de *M. Roger Chinaud*, rapporteur général.

Scrutin public à la tribune de droit n° 7 (p. 2742).

Adoption (9 octobre 1991) (p. 2742).

Lorraine (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 350 ; n° 380

Lycées

Voir *Questions orales sans débat* n° 357

M

Madagascar

Voir *Questions orales sans débat* n° 380

Magistrats

Voir *Magistrature*, 1 ; 2

Magistrature

Voir *Justice*, 1

1. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (24 avril 1991) [n° 2007 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Fort (7 novembre 1991) [n° 2320 (9^e lég.)] – Discussion (21 novembre 1991) – Adoption (21 novembre 1991) [n° 537].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1991) [n° 105 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (16 décembre 1991) [n° 186 (91-92)] – Discussion (18, 21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 décembre 1991) [n° 2529 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5592, 5610); (21 décembre 1991) (p. 5746, 5765).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5592, 5601) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Masseret, Robert Pagès.*

Concours administratifs : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 5597) ; *Nallet (Henri)* (p. 5595).

Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Nallet (Henri)* (p. 5593 ; 5594) ; *Pagès (Robert)* (p. 5598 ; 5599).

Ecole nationale de la magistrature (ENM) : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 5597) ; *Nallet (Henri)* (p. 5594).

Fonction publique : *Nallet (Henri)* (p. 5593).

Justice (budget) : *Haenel (Hubert)* (p. 5596).

Justice (indépendance) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 5598) ; *Nallet (Henri)* (p. 5593).

Justice (ministère) : *Haenel (Hubert)* (p. 5596).

Justice (personnels) : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 5597) ; *Nallet (Henri)* (p. 5595).

Magistrats (carrière) : *Haenel (Hubert)* (p. 5596 ; 5597) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 5597 ; 5598) ; *Nallet (Henri)* (p. 5593 ; 5594) ; *Pagès (Robert)* (p. 5600).

Magistrats du siège : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Pagès (Robert)* (p. 5600).

Ministère public : *Haenel (Hubert)* (p. 5597) ; *Nallet (Henri)* (p. 5594) ; *Pagès (Robert)* (p. 5600).

Opinion publique : *Pagès (Robert)* (p. 5598 ; 5599).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (18 décembre 1991) (p. 5601, 5610) ; (21 décembre 1991) (p. 5746, 5765) : *MM. Henri Nallet, ministre ; Hubert Haenel, rapporteur.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 5601).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : unité de la magistrature du siège et du parquet.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5601).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS PERMANENTES

Chapitre premier

Dispositions générales

Art. 1^{er} (*Hierarchie du corps judiciaire et avancement*) (p. 5601).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : avancement à l'ancienneté au sein du premier grade.

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 5603).

Art. 2 (*Emplois hors hiérarchie*) (p. 5603).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : liste des tribunaux de grande instance dont le premier président et le procureur sont placés hors hiérarchie.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5603).

Art. 3 (*Incompatibilité des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique élective*) (p. 5603).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression de la dérogation en faveur du mandat de représentant au Parlement européen.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5604).

Art. 4 (*Evaluation*) (p. 5604).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : caractère annuel de l'évaluation.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5604).

Art. 5 (*Contenu et communication du dossier personnel du magistrat*) – Adopté (p. 5605).

Art. 6 (*Présentations pour inscription au tableau d'avancement et réclamations des magistrats non présentés*) (p. 5605).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : maintien des présentations par ordre de mérite.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5605).

Art. 7 (*Diffusion du projet de nomination à une fonction et de la liste des candidats à cette fonction*) (p. 5605).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 7 et 8 : communication au Conseil supérieur de la magistrature et à l'inspecteur général des services judiciaires.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5606).

Après l'art. 7 (p. 5606).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : conditions de nomination du procureur général près la Cour de cassation et du procureur général près la Cour d'appel de Paris.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5606).

Art. 8 (*Modalités d'avancement à l'ancienneté au sein du second grade*) (p. 5606).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de la commission.

– L'article 8 est supprimé (p. 5606).

Art. 9 (*Formes des nominations*) (p. 5606).

Adoptés : amendements de la commission n° 11 de coordination – Et n° 12 : suppression du caractère conforme de l'avis du Conseil supérieur de la magistrature.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5607).

Après l'art. 9 (p. 5607).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5608).

Art. 10 (*Nominations exclues des listes de transparence*) (p. 5608).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression d'une série d'exclusions.

Rejeté : sur l'amendement n° 15 de la commission ; sous-amendement n° 50 du Gouvernement.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5608).

Art. 11 (*Congé parental et détachement dans la fonction publique*) – Adopté (p. 5608).

Art. 12 (*Intégration dans la fonction publique*) – Adopté (p. 5608).

Art. 13 (*Interdiction d'exercer certaines activités privées en cas de cessation des fonctions de magistrat*) – Adopté (p. 5609).

Chapitre II

Dispositions relatives au collège des magistrats

Art. 14 (*Election des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet par le collège des magistrats*) – Adopté (p. 5609).

Art. 15 (*Suppression de la mention des magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat parmi les électeurs du collège des magistrats*) – Adopté (p. 5609).

Art. 15 bis (*Modalités de l'élection des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet*) – Adopté (p. 5609).

Chapitre III

Dispositions relatives au recrutement

Art. 16 (*Modification d'intitulé*) – Adopté (p. 5609).

Art. 17 (*Droit à la formation continue*) – Adopté (p. 5609).

Art. 18 (*Modification de forme*) – Adopté (p. 5609).

Art. 19 (*Recrutement des auditeurs de justice*) (p. 5609).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : maintien du recrutement sur titre.

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 5609).

Art. 20 (*Conditions de diplômes exigées des candidats au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature*) – Adopté (p. 5609).

Art. 21 (*Institution d'un troisième concours*) – Adopté (p. 5609).

Art. 22 (*Modification de forme*) – Adopté (p. 5610).

Art. 23 (*Intégration directe : articles 22 à 25 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 5747).

Adopté : amendement de coordination n° 66 de la commission.

ART. 22 DE L'ORDONNANCE N° 58-1270 DU 22 DÉCEMBRE 1958 (*Nomination directe aux fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire*) – Adopté (p. 5747).

ART. 23 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Nomination directe aux fonctions du premier groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) (p. 5747).

Adopté : amendement de coordination n° 67 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5747).

ART. 24 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Nomination directe aux fonctions du second groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire*) (p. 5747).

Adopté : amendement de suppression pour coordination n° 68 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 5748).

ART. 25 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 22 au cours d'une année civile déterminée*) (p. 5748).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : élargissement du recrutement latéral.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5748).

ART. 25-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Conditions de prononciation des nominations au titre de l'article 24 au cours d'une année civile déterminée*) (p. 5748).

Adoptés : amendements de coordination n° 69 et 70 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5748).

ART. 25-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations intervenues au titre des articles 22, 23 et 24 et garanties*) (p. 5748).

Adoptés : amendements de coordination n° 71 et 72 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5748).

ART. 25-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Subordination possible de la nomination à l'accomplissement d'un stage probatoire en juridiction*) (p. 5748).

Adopté : amendement de coordination n° 73 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5748).

ART. 25-4 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Fixation par un décret en Conseil d'Etat des conditions de prise en compte des années d'activité professionnelle précédant la nomination dans la constitution des droits à pension de retraite de l'Etat ou pour le rachat d'annuité supplémentaire*) (p. 5748).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de la commission.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 18 est adopté (p. 5749).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 5749).

Art. 24 (*Intégration directe aux fonctions hors hiérarchie*) (p. 5749).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : suppression du caractère conforme de l'avis donné par la commission d'avancement pour les nominations directes dans les fonctions hors hiérarchie du corps judiciaire.

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 5749).

Chapitre IV

Dispositions relatives à la commission d'avancement

Art. 25 (*Pouvoirs de la commission d'avancement*) (p. 5749).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : suppression de la soumission pour avis à la commission d'avancement du tableau d'ancienneté des magistrats du second grade.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 5749).

Art. 26 (*Composition de la commission d'avancement*) (p. 5749).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : suppression de la possibilité pour l'inspecteur général des services judiciaires et pour le directeur des services judiciaires de se faire représenter.

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 5750).

Art. 27 (*Durée du mandat et remplacement des membres de la commission d'avancement*) (p. 5750).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : allongement de la durée du mandat des membres élus à quatre ans et caractère non renouvelable de ce mandat.

– L'article 27, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 5750).

Après l'art. 27 (p. 5750).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : interdiction de toute promotion des membres élus de la commission d'avancement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5751).

Art. 28 (*Mobilité territoriale exigée pour l'inscription au tableau d'avancement*) (p. 5751).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : nomination dans deux juridictions situées dans le ressort de deux cours d'appel différentes.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 5751).

Chapitre V

Dispositions relatives à la commission consultative du parquet

Art. 29 (*Commission consultative du parquet : articles 36-1 à 36-4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 5751).

ART. 36-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Pouvoirs de la commission consultative du parquet*) (p. 5752).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : suppression des exceptions introduites sous réserve de la fonction de procureur général près la Cour de cassation.

Rejeté : sur l'amendement n° 26 de la commission ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5753).

ART. 36-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Composition de la commission consultative du parquet*) (p. 5753).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : suppression du caractère paritaire et modification de la composition de la commission consultative du parquet.

Rejeté : sur l'amendement n° 27 de la commission ; sous-amendement n° 53 du Gouvernement.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 5753).

ART. 36-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Durée du mandat des membres de la commission consultative du parquet*) (p. 5753).

Adoptés : amendements de la commission, n° 28 : allongement de la durée du mandat à quatre ans – Et n° 29 de coordination.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5754).

APRES L'ART. 36-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (p. 5754).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : interdiction de toute nomination ou promotion pour les membres de la commission pendant la durée de leur mandat.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 5754).

ART. 36-4 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Fonctionnement et mission de la commission consultative du parquet*) – Adopté (p. 5754).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 5754).

Chapitre VI

Dispositions relatives à l'exercice des fonctions judiciaires

Art. 30 (*Conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire : articles 40-1 à 40-6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 5754).

ART. 40-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Possibilité pour certaines personnes dans certaines conditions d'exercer des fonctions judiciaires à la Cour de cassation*) – Adopté (p. 5754).

ART. 40-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Conditions de nomination et de cessation des fonctions des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire*) (p. 5755).

Adoptés : amendement de conséquence n° 32 de la commission – Amendement de précision n° 57 du Gouvernement.

Rejeté : amendement de coordination n° 56 du Gouvernement.

Retiré : amendement de précision n° 31 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5755).

APRES L'ART. 40-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (p. 5756).

Adopté : amendement n° 33 de la commission : régime disciplinaire applicable aux conseillers et aux avocats généraux en service extraordinaire.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5756).

ART. 40-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Définition des droits et obligations des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire*) – Adopté (p. 5756).

ART. 40-4 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Situation des conseillers et des avocats généraux en service extraordinaire qui ont la qualité de fonctionnaires*) (p. 5756).

Adoptés : amendements de la commission, n° 35 : effet dans le corps d'origine de la sanction disciplinaire grave prononcée à l'encontre d'un conseiller ou d'un avocat général en service extraordinaire ayant la qualité de fonctionnaire – Et n° 36 : constitution d'une commission chargée de veiller aux conditions de la réintégration des fonctionnaires à l'expiration de leur détachement ; sous-amendement n° 60 du Gouvernement – Amendement n° 59 du Gouvernement : impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire à la Cour de cassation de bénéficier de leurs droits à avancement de grade dans leur corps d'origine pendant la durée de leur fonction.

Retiré : amendement n° 34 de la commission : impossibilité pour les fonctionnaires détachés en service extraordinaire de bénéficier de leur droit à l'avancement dans leur corps d'origine.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5758).

ART. 40-5 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Situation des personnes non fonctionnaires nommées conseillers ou avocats généraux en service extraordinaire*) – Adopté (p. 5758).

ART. 40-6 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Régime social des conseillers et des avocats généraux en service extraordinaire*) – Adopté (p. 5758).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 5758).

Art. 31 (*Détachement judiciaire : articles 41 et 41-1 à 41-10 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 5758).

ART. 41 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Principe du détachement judiciaire*) (p. 5758).

Adopté : amendement n° 61 du Gouvernement : détachement judiciaire des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration et des professeurs et maîtres de conférences des universités.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5759).

ART. 41-1 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Ancienneté minimum de service requise des détachés judiciaires pour accéder aux fonctions des différents grades de la magistrature*) – Adopté (p. 5759).

ART. 41-2 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Procédure de détachement et statut des détachés judiciaires*) – Adopté (p. 5759).

ART. 41-3 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Stage de six mois des détachés judiciaires*) – Adopté (p. 5759).

ART. 41-4 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Modalités de nomination*) – Adopté (p. 5759).

ART. 41-5 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Durée du détachement judiciaire et modalités de cessation de fonctions des détachés judiciaires*) (p. 5759).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 37 de la commission – Amendement n° 62 du Gouvernement : application de la procédure de réintégration dans la fonction publique aux personnes dont le détachement judiciaire cessera avant le terme de cinq ans.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5759).

ART. 41-6 DE L'ORDONNANCE PRECITEE – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5759).

ART. 41-7 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Principes de l'exercice de la discipline à l'égard des détachés judiciaires*) – Adopté (p. 5759).

ART. 41-8 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Conditions de réintégration des détachés judiciaires dans leurs propres corps d'origine à l'issue du détachement*) (p. 5759).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : modalités de réintégration des détachés judiciaires assurant leur indépendance ; sous-amendement n° 63 du Gouvernement.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 38 modifié, est adopté (p. 5760).

ART. 41-9 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Limitation du nombre des détachements judiciaires*) – Adopté (p. 5760).

ART. 41-10 DE L'ORDONNANCE PRECITEE (*Conditions d'intégration des détachés judiciaires*) (p. 5760).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : suppression de l'exigence d'une période de formation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5760).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 5760).

Chapitre VII

Dispositions relatives à la discipline

I – Dispositions générales

Art. 32 (*Avertissement*) – Adopté (p. 5760).

II – Discipline des magistrats du siège

Art. 33 (*Interdiction temporaire avant saisine du Conseil supérieur de la magistrature*) – Adopté (p. 5761).

Art. 34 (*Saisine du Conseil supérieur de la magistrature*) – Adopté (p. 5761).

Art. 35 (*Interdiction temporaire après saisine du Conseil supérieur de la magistrature*) – Adopté (p. 5761).

III – Discipline des magistrats du parquet

Art. 36 (*Interdiction temporaire avant saisine de la commission de discipline du parquet*) – Adopté (p. 5761).

Art. 37 (*Composition de la commission de discipline du parquet*) (p. 5761).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 37, dans la rédaction de l'amendement n° 40, est adopté (p. 5761).

Art. 38 (*Remplacement des membres titulaires de la commission de discipline du parquet*) (p. 5761).

Adopté : amendement de coordination n° 41 de la commission.

– L'article 38, dans la rédaction de l'amendement n° 41, est adopté (p. 5762).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 39 A (*Dispositions temporaires pour l'intégration directe dans les fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire*) – Adopté (p. 5762).

Art. 39 B (*Accès des juges du livre foncier aux autres fonctions du second grade de la hiérarchie judiciaire*) (p. 5762).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : nouvelle rédaction.

Rejeté : sur l'amendement n° 42 de la commission ; sous-amendement n° 64 du Gouvernement.

– L'article 39 B, dans la rédaction de l'amendement n° 42, est adopté (p. 5763).

Art. 39 (*Prolongation du recrutement de magistrats à titre temporaire*) – Adopté (p. 5763).

Art. 39 bis (*Maintien en activité*) (p. 5763).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : nouvelle rédaction.

– L'article 39 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 43, est adopté (p. 5764).

Art. 39 ter (*Maintien en activité*) (p. 5764).

Adopté : amendement de suppression n° 44 de la commission.

– L'article 39 ter est supprimé (p. 5764).

Art. 40 (*Mise en application de l'obligation de mobilité*) – Adopté (p. 5764).

Art. 41 (*Mise en application des dispositions relatives à l'élection des membres de la commission d'avancement et de la commission de discipline du parquet*) – Adopté (p. 5764).

Art. 42 (*Mise en application des dispositions sur l'intégration directe dans le corps judiciaire*) – Adopté (p. 5764).

Art. 42 bis (*Dispositions transitoires relatives au recrutement sur titres des auditeurs de justice*) (p. 5764).

Adopté : amendement de suppression n° 45 de la commission.

– L'article 42 bis est supprimé (p. 5764).

Art. 43 (*Mise en application des dispositions sur le passage du premier au second groupe du second grade*) (p. 5764).

Adopté : amendement de coordination n° 46 de la commission.

Rejeté : amendement n° 65 du Gouvernement : nouvelle rédaction.

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 5764).

Art. 44 (*Abrogation de certains articles de l'ordonnance du 22 décembre 1958*) – Adopté (p. 5764).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5764, 5765) : MM. Claude Estier, Charles Lederman.

Scrutin public n° 52 (p. 5765).

Adoption (21 décembre 1991) (p. 5765).

2. – **Proposition de loi tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel, modifiant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi audit code**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Jacques Hyest, député (30 octobre 1991) [n° 2303 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Fort (21 novembre 1991) [n° 2371 (9^e lég.)] – Discussion (21 novembre 1991) – Adoption (21 novembre 1991) [n° 538].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi tendant à conférer aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel, modifiant le code de l'organisation judiciaire et donnant force de loi audit code (partie législative)** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1991) [n° 106 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (4 décembre 1991) [n° 138 (91-92)] – Discussion (11 décembre 1991) – Adoption (11 décembre 1991) [n° 51].

PROMULGATION : Loi n° 91-1258 du 17 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1991) (p. 5234, 5236).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5234, 5235) : MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois.

Code de l'organisation judiciaire : Nallet (Henri) (p. 5234) ; Rudloff (Marcel) (p. 5235).

Cours d'appel : Nallet (Henri) (p. 5234) ; Rudloff (Marcel) (p. 5234 ; 5235).

Justice (délais) : *Nallet (Henri)* (p. 5234) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 5235).

Magistrats : *Nallet (Henri)* (p. 5234) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 5235).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5235, 5236)

Art. 1^{er} (*Chapitre I^{er} du titre II du livre II du code de l'organisation judiciaire : pouvoirs des chefs de cour concernant le fonctionnement des juridictions du ressort*) – Adopté (p. 5235).

Art. 1^{er} bis (*Titres II : le conseil de prud'hommes – Et V : les juridictions de sécurité sociale – du livre IV – Titre III du livre VI : les juridictions pénales spécialisées*) – Adopté (p. 5236).

Art. 2 (*Abrogations*) – Adopté (p. 5236).

Adoption (11 décembre 1991) (p. 5236).

Maladies professionnelles

Voir *Accidents du travail*, 2

Malaisie

Voir *Traités et conventions*, 22

Mali

Voir *Traités et conventions*, 1

Manifestations

Voir *Rappels au règlement*, 19 ; 20

Marchés publics

1. – **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (13 juin 1991) [n° 388 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (7 novembre 1991) [n° 76 (91-92)] – Discussion (13 novembre 1991) – Adoption (13 novembre 1991) [n° 30].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 1991) [n° 2342 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (12 décembre 1991) [n° 2467 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 582].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 203 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (19 décembre 1991) [n° 219 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 85].

PROMULGATION : Loi n° 92-10 du 4 janvier 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 1991) (p. 3697, 3701).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3697, 3700) : *MM. Michel Sapin, ministre chargé de la justice ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois, Robert Laucournet*.

Directives communautaires : *Laucournet (Robert)* (p. 3699 ; 3700) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3698 ; 3699) ; *Sapin (Michel)* (p. 3697).

Droit des contrats : *Laucournet (Robert)* (p. 3699 ; 3700) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3698) ; *Sapin (Michel)* (p. 3697).

Marchés publics : *Laucournet (Robert)* (p. 3699 ; 3700) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3698) ; *Sapin (Michel)* (p. 3697).

Procédure civile : *Laurent (Bernard)* (p. 3698) ; *Sapin (Michel)* (p. 3697).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3700, 3701) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur ; Michel Sapin, ministre*.

Art. 1^{er} (*adaptation de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991*) – Adopté (p. 3700).

Art. 2 (*introduction dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives des dispositions relatives aux contrats et marchés*) (p. 3700).

Adopté : amendement de rectification n° 1 de la commission.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3700).

Intitulé (p. 3700).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : « Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux ».

– L'intitulé de projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 3701).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3701) : *MM. Félix Leyzour, Louis Virapoulé*.

Adoption (13 novembre 1991) (p. 3701).

Discussion (deuxième lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5692, 5694).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5692, 5693) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Guy Allouche, en remplacement de M. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois*.

Directives communautaires : *Allouche (Guy)* (p. 5693) ; *Sapin (Michel)* (p. 5692).

Théorie du bilan : *Allouche (Guy)* (p. 5693) ; *Sapin (Michel)* (p. 5692).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5693, 5694)

Art. 1^{er} – Adopté (p. 5693).

Art. 2 – Adopté (p. 5694).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5694) : *interventions de MM. Michel Sapin, ministre et Guy Allouche, rapporteur*.

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5694).

Marine marchande

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et espace - V – Mer

Maroc

Voir *Allocutions et communications*, 16
Questions orales sans débat n° 373

Martinique

Voir *Questions orales sans débat* n° 360

Maurice (Ile)

Voir *Traités et conventions*, 27

Mayotte

Voir *Collectivités territoriales*, 7 ; 9
Elections, 10
Missions d'information, 7

Médecine

1. – **Proposition de loi relative à la limitation de l'utilisation des techniques d'identification génétique par analyse de l'acide désoxyribonucléique**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 mai 1990) [n° 290 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 8 octobre 1991.

2. – **Proposition de loi tendant au développement et à l'amélioration de la contraception et de l'éducation sexuelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 octobre 1991) [n° 21 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Médecine (enseignement)

Voir *Questions orales sans débat* n° 305

Médiateur

Voir *Allocutions et communications*, 5

Médicaments

Voir *Questions au Gouvernement* n° 367

Mer et littoral

Voir *Questions au Gouvernement* n° 344
Questions orales sans débat n° 349

1. – **Proposition de loi portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis de Catuelan, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 juin 1990) [n° 441 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis de Catuelan (16 avril 1991) [n° 280 (90-91)] – Discussion (16 avril 1991) – Renvoi à la commission (16 avril 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(16 avril 1991) (p. 486, 494).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 486, 491) : MM. Louis de Catuelan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; René Régnault, Alphonse Arzel, Emmanuel Hamel, Félix Leyzour et les orateurs sur la motion.

Liaison fixe transmanche : Catuelan (Louis de) (p. 492).

Musées : Catuelan (Louis de) (p. 487) ; Hamel (Emmanuel) (p. 491) ; Mellick (Jacques) (p. 488).

Navigation maritime : Catuelan (Louis de) (p. 486) ; Mellick (Jacques) (p. 488).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : Catuelan (Louis de) (p. 487).

Patrimoine (protection) : Arzel (Alphonse) (p. 490) ; Catuelan (Louis de) (p. 487) ; Hamel (Emmanuel) (p. 491) ; Leyzour (Félix) (p. 494) ; Mellick (Jacques) (p. 488 ; 489 ; 493) ; Régnault (René) (p. 489 ; 490).

Pollution (mer) : Arzel (Alphonse) (p. 490) ; Mellick (Jacques) (p. 488).

Renvoi en commission (procédure parlementaire) : Catuelan (Louis de) (p. 492) ; Mellick (Jacques) (p. 493) ; Régnault (René) (p. 491) ; Rohan (Josselin de) (p. 492).

Sécurité maritime : Catuelan (Louis de) (p. 486) ; Leyzour (Félix) (p. 493) ; Mellick (Jacques) (p. 488).

Voies navigables : Catuelan (Louis de) (p. 487).

Motion n° 1 de M. René Régnault tendant au renvoi à la commission (p. 491) – MM. René Régnault, Josselin de Rohan, Louis de Catuelan, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre.

Adoption de la motion (p. 493).

Renvoi à la commission (16 avril 1991) (p. 493).

Messages du Président de la République

1. – **Message du Président de la République relatif au recours à la force armée contre l'Irak** (16 janvier 1991) (p. 3, 4) – M. Alain Poher, président du Sénat.

Mines et carrières

Voir *Questions au Gouvernement* n° 321 ; n° 323

1. – **Proposition de loi relative à l'établissement de schémas départementaux d'exploitation des carrières**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Vidal, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1989) [n° 167 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991.

Missions d'information

Voir *Questions orales avec débat* n° 33

1. – **Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à la Réunion afin d'y examiner les problèmes de l'emploi, du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide sociale (11 avril 1991) (p. 428) – MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

2. – **Demande du président de la commission des affaires économiques** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux Etats-Unis d'Amérique afin d'y étudier la situation actuelle de l'économie américaine, notamment de son agriculture, et la position de ce pays dans le cadre des négociations du GATT (11 juin 1991) (p. 1505).

3. – **Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à la Réunion et à l'île Maurice afin d'étudier la situation de l'audiovisuel à la Réunion et l'état de la francophonie à l'île Maurice (14 juillet 1991) (p. 1679).

4. – **Demande conjointe des présidents des commissions des affaires économiques, des affaires sociales, des finances et des lois** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les conditions de la gestion technique administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment, dans le respect des principes du don bénévole du sang (7 novembre 1991) (p. 3599) – M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

5. – **Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au Chili et en Argentine, chargée d'étudier l'évolution de ces deux pays et d'apprécier l'état de la coopération politique, culturelle et technique de ces pays avec la France (3 décembre 1991) (p. 4702) – M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.

6. – **Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les régimes de protection sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle (3 décembre 1991) (p. 4725) – M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

7. – **Demande de M. Jacques Larché président de la commission des lois**, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information :

– la première dans les trois territoires d'outre-mer du Pacifique-Sud, afin d'étudier le suivi des accords de **Matignon en Nouvelle-Calédonie**, les **problèmes institutionnels à Wallis-et-Futuna** et la mise en place des **nouvelles institutions en Polynésie française** ;

– la seconde à **Mayotte**, afin notamment d'étudier le bilan de l'**application des ordonnances prises en vertu de la loi d'habilitation de 1989**, et à la **Réunion**, afin d'apprécier la **situation politique et sociale** (4 décembre 1991) (p. 4777).

8. – **Demande de M. Maurice Schumann**, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information** chargée d'étudier la **mise en place et le fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres** (6 décembre 1991) (p. 4921).

9. – **Demande conjointe des présidents des six commissions permanentes** tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information** commune ayant pour objet de suivre la **mise en oeuvre des accords de Schengen** (18 décembre 1991) (p. 5532).

Monaco (principauté)

Voir *Questions orales sans débat* n° 319
Traités et conventions, 28

Monuments et sites

Voir *Rapports du Gouvernement*, 10

Moselle (département)

Voir *Protection sociale*, 1
Questions orales sans débat n° 372

Mutualité sociale agricole (MSA)

1. – **Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (4 juillet 1991) [n° 2208 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (13 novembre 1991) [n° 2340 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (9, 10, 13 décembre 1991) – Adoption (13 décembre 1991) [n° 571].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1991) [n° 182 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Bernard Seillier (18 décembre 1991) [n° 205 (91-92)] – Avis de M. Henri de Raincourt (18 décembre 1991) [n° 206 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 75].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 2505 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Giovannelli (19 décembre 1991) [n° 2508 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Seillier (19 décembre 1991) [n° 215 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 2505 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (19 décembre 1991) [n° 2517 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 609].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1991) [n° 228 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (20 décembre 1991) [n° 229 (91-92)] – Discussion (21 décembre 1991) – Rejet (21 décembre 1991) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1991) [n° 2527 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Giovannelli (21 décembre 1991) [n° 2528 (9^e lég.)] – Discussion (21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 613].

PROMULGATION : Loi n° 91-1407 du 31 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5554, 5575).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5554, 5566) : MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Henri de Raincourt, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Daunay, Jacques Machet, René Régnauld, Roland du Luart, Félix Leyzour, Jean Arthuis.

Agriculteurs : Leyzour (Félix) (p. 5565) ; Mermaz (Louis) (p. 5556) ; Régnauld (René) (p. 5563).

Bourses d'études : Arthuis (Jean) (p. 5566).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : Luart (Roland du) (p. 5564).

Carburants agricoles : Machet (Jacques) (p. 5562) ; {2} Mermaz (Louis) (p. 5562).

Cotisations sociales : Daunay (Marcel) (p. 5561) ; Leyzour (Félix) (p. 5564) ; 5565) ; Luart (Roland du) (p. 5564) ; Mermaz (Louis) (p. 5555) ; Raincourt (Henri de) (p. 5559) ; Régnauld (René) (p. 5563) ; Seillier (Bernard) (p. 5557).

Eleveurs : Leyzour (Félix) (p. 5564) ; Mermaz (Louis) (p. 5556).

Exploitations agricoles : Daunay (Marcel) (p. 5561) ; Raincourt (Henri de) (p. 5559) ; Seillier (Bernard) (p. 5558).

Fiscalité : Daunay (Marcel) (p. 5561) ; Raincourt (Henri de) (p. 5559) ; Seillier (Bernard) (p. 5557).

Impôts et taxes : Luart (Roland du) (p. 5564) ; Mermaz (Louis) (p. 5555) ; Régnauld (René) (p. 5563).

Politique agricole commune (PAC) : Leyzour (Félix) (p. 5566).

Protection sociale : Daunay (Marcel) (p. 5561) ; Raincourt (Henri de) (p. 5559) ; Régnauld (René) (p. 5563) ; Seillier (Bernard) (p. 5558).

Retraites : Leyzour (Félix) (p. 5565) ; Machet (Jacques) (p. 5562) ; Mermaz (Louis) (p. 5557) ; Raincourt (Henri de) (p. 5559) ; Régnauld (René) (p. 5563).

Revenus agricoles : Arthuis (Jean) (p. 5566) ; Leyzour (Félix) (p. 5564).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5566, 5575) : MM. Louis Mermaz, ministre ; Bernard Seillier, rapporteur ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Jean Arthuis, Henri de Raincourt, rapporteur pour avis ; Alain Pluchet, Félix Leyzour, Raymond Soucaret, René Régnauld, Philippe de Bourgoing.

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et 42, alinéa 7 du Règlement du Sénat, portant **sur l'article 1^{er} ainsi que les articles additionnels avant ou après l'article 1^{er}** (p. 5566).

I – Prestations familiales

Art. 1^{er} (*Assiette et mode de calcul des cotisations des prestations familiales agricoles*) – Rejeté (p. 5569).

II – Assurance maladie, invalidité et maternité

Art. 2 (*Plafonnement de la cotisation AMEXA due par les aides familiaux et les associés d'exploitation*) – Adopté (p. 5569).

Après l'art. 2 (p. 5569).

Retiré : amendement n° 1 de M. Félix Leyzour : couverture sociale des agriculteurs en difficulté.

Art. 2 bis (*Plafonnement des cotisations AMEXA des chefs d'exploitation*) – Adopté (p. 5570).

III – Pension de retraite forfaitaire

Art. 3 (*Assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite forfaitaire*) – Rejeté (p. 5570).

IV – Cotisations de solidarité

Art. 4 (*Cotisations de solidarité*) – Rejeté (p. 5570).

Art. 5 – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (*Cas où l'activité agricole n'est pas considérée comme l'activité principale*) – Rejeté (p. 5570).

V – Dispositions diverses

Art. 7 (*Financement du fonds additionnel d'action sociale*) – Adopté (p. 5570).

Art. 8 (*Dispositions de coordination*) – Adopté (p. 5570).

Après l'art. 8 (p. 5570).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement de conséquence n° 2 de M. Félix Leyzour.

Art. 9 (*Préretraite de certains exploitants agricoles*) – Adopté (p. 5571).

Art. 10 (*Taxe sur les betteraves*) – Adopté (p. 5571).

Art. 11 (*Actualisation de l'article 1110 du code rural*) – Adopté (p. 5572).

Art. 12 (*Partage des points de retraite entre les conjoints exploitants*) – Adopté (p. 5572).

Avant l'art. 13 (p. 5572).

Adoptés : amendements n° 3 et 4 de M. Raymond Soucaret : déduction par les entreprises de travaux agricoles et forestiers et par les exploitants agricoles des plus-values professionnelles réinvesties dans l'entreprise ou dans l'exploitation pour le calcul des cotisations sociales.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5472).

Art. 13 (*Option offerte à certains exploitants agricoles âgés de cinquante-cinq ans*) – Adopté (p. 5573).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5573, 5575) : MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; René Régnault, Félix Leyzour, Philippe de Bourgoing ; intervention de MM. Henri de Raincourt, rapporteur pour avis ; Louis Mermaz, ministre.

Scrutin public n° 45 (p. 5575).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5475).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1991) (p. 5743, 5746).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5743, 5746) : MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Bernard Seillier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Henri de Raincourt, Emmanuel Hamel et les orateurs sur la motion .

Agriculteurs : Bellanger (Jacques) (p. 5745 ; 5746) ; Hamel (Emmanuel) (p. 5745) ; Mermaz (Louis) (p. 5745) ; Raincourt (Henri de) (p. 5744).

Agriculteurs (retraite) : Bellanger (Jacques) (p. 5745 ; 5746) ; Mermaz (Louis) (p. 5743) ; Seillier (Bernard) (p. 5744).

Agriculture : Mermaz (Louis) (p. 5743).

Cotisations sociales agricoles : Bellanger (Jacques) (p. 5745 ; 5746) ; Hamel (Emmanuel) (p. 5745) ; Mermaz (Louis) (p. 5743) ; Seillier (Bernard) (p. 5743 ; 5744).

Prestations sociales agricoles : Mermaz (Louis) (p. 5743) ; Seillier (Bernard) (p. 5743).

Motion n° 1 de la commission, tendant à opposer la question préalable (p. 5745) – MM. Bernard Seillier, rapporteur ; Jacques Bellanger, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Adoption de la motion (p. 5746).

Rejet du projet de loi (21 décembre 1991) (p. 5746).

N**Nature (protection)**

Voir *Traités et conventions*, 24

Navigation aérienne

Voir *Questions orales sans débat* n° 338

Négociations collectives

Voir *Rappels au règlement*, 34

Nigeria

Voir *Traités et conventions*, 8 ; 20

Nord-Pas-de-Calais (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 363

Nouvelle-Calédonie

Voir *Missions d'information*, 7

O

Objecteurs de conscience

Voir *Service national*, 1

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 4 ; 5

Ordre du jour du Sénat

Voir *Rappels au règlement*, 21

1. – **Conférence des présidents** : organisation du débat sur le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République (13 juin 1991) (p. 1623, 1626) – MM. Emmanuel Hamel, René-Georges Laurin, Gérard Delfau, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

2. – **Conférence des présidents** : organisation des travaux du Sénat (24 octobre 1991) (p. 3186, 3187) – MM. Charles Lederman, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, René-Georges Laurin, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.

3. – **Modifications de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement** (18 décembre 1991) (p. 5610) – MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Hubert Haenel, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Ordre public

Voir *Questions au Gouvernement* n° 331 ; n° 333

1. – **Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 41 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Ordres professionnels

1. – **Proposition de loi relative à la prorogation des mandats des membres du Conseil de l'Ordre des médecins et du Conseil de l'Ordre des sages-femmes**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Michel Belorgey (31 mai 1991) [n° 2076 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Belorgey (6 juin 1991) [n° 2086 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (7 juin 1991) – Adoption (7 juin 1991) [n° 487].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 juin 1991) [n° 368 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Nelly Rodi (10 juin 1991) [n° 370 (90-91)] – Discussion (10 juin 1991) – Adoption (10 juin 1991) [n° 122].

PROMULGATION : Loi n° 91-558 du 17 juin 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 18 juin 1991).

Discussion (première lecture)

(10 juin 1991) (p. 1497, 1499).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1497, 1498) : M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Mme Nelly Rodi, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Ethique et déontologie médicales : Rodi (Nelly) (p. 1498).

Ordre des médecins : Durieux (Bruno) (p. 1497 ; 1498) ; Rodi (Nelly) (p. 1498).

Ordre des sages-femmes : Durieux (Bruno) (p. 1497 ; 1498) ; Rodi (Nelly) (p. 1498).

Projets de loi : Durieux (Bruno) (p. 1497 ; 1498) ; Rodi (Nelly) (p. 1498).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1499)

Art. 1^{er} (Prorogation des mandats des membres des conseils départementaux de l'Ordre des médecins) – Adopté (p. 1499).

Art. 2 (Prorogation des mandats des membres des conseils régionaux et du conseil national de l'Ordre des médecins) – Adopté (p. 1499).

Art. 3 (Remplacement en cas de vacance d'un siège de membre du conseil national de l'Ordre des médecins) – Adopté (p. 1499).

Art. 4 (Prorogation des mandats des membres des conseils départementaux de l'Ordre des sages-femmes) – Adopté (p. 1499).

Art. 5 (Prorogation du mandat des sages-femmes siégeant en matière disciplinaire aux conseils régionaux et au conseil national de l'Ordre des médecins) – Adopté (p. 1499).

Art. 6 (Prorogation des mandats des membres du conseil national de l'Ordre des sages-femmes) – Adopté (p. 1499).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1499) : MM. Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Adoption (10 juin 1991) (p. 1499).

Ordures ménagères

Voir *Questions orales sans débat* n° 364

Organisation des Nations unies (ONU)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2
Messages du Président de la République, 1

P

Parlement

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 8
Questions orales avec débat portant sur un sujet européen
 n° 1
Rappels au règlement, 29
Rapports d'information, 21

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 30 janvier 1990) [n° 179 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 8 octobre 1991.

2. – **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 10 du règlement du Sénat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 avril 1991) [n° 290 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (29 mai 1991) [n° 343 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – Adoption (29 juin 1991) [n° 152].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-295 DC du 23 juillet 1991) (*J.O. Lois et décrets* du 25 juillet 1991) qui déclare conforme à la Constitution la résolution.

Discussion des conclusions du rapport

(29 juin 1991) (p. 2316, 2317).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2316, 2317) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Claude Estier.*

Commissions permanentes : *Darras (Michel)* (p. 2316).

Commissions spéciales : *Dailly (Etienne)* (p. 2316 ; 2317) ; *Darras (Michel)* (p. 2316 ; 2317) ; *Estier (Claude)* (p. 2317).

Conférence des présidents : *Dailly (Etienne)* (p. 2317) ; *Estier (Claude)* (p. 2317).

Parlement (travaux) : *Darras (Michel)* (p. 2316).

Représentation proportionnelle : *Dailly (Etienne)* (p. 2316).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2317)

Art. unique (*Le troisième alinéa (3) de l'article 10 du règlement du Sénat est ainsi rédigé : « Une commission spéciale comprend trente-sept membres ».*) – Adopté (p. 2317).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2317) *M. Robert Vizet.*

Adoption (29 juin 1991) (p. 2317).

3. – **Proposition de loi tendant à accroître les pouvoirs de contrôle du Parlement par la modification de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires et à en tirer les conséquences au niveau du statut de la Commission des opérations de bourse**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Ernest Cartigny, et Serge Vinçon, sénateurs (7 mai 1991) [n° 317 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (portant également sur la proposition de loi [n° 323 (90-91)] – Parlement 3) (4 juin 1991) [n° 352 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi [n° 323 (90-91)] – Parlement 3) – Adoption (29 juin 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(29 juin 1991) (p. 2297, 2315).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2297, 2304) – (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi [n° 323 (90-91)] – Parlement 3)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2304, 2321) (Voir la discussion des articles de la proposition de loi [n° 323 (90-91)] – Parlement 3)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2315) (Voir les explications de vote de la proposition de loi [n° 323 (90-91)] – Parlement 3).

Adoption (29 juin 1991) (p. 2315).

4. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent Fabius, député, et plusieurs de ses collègues (5 avril 1991) [n° 1951 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (2 mai 1991) [n° 2020 (9° lég.)] – Urgence – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 476].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1991) [n° 323 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (portant également sur la proposition de loi [n° 317 (90-91)] – Parlement 2) (4 juin 1991) [n° 352 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 317 (90-91) – Parlement 2) – Adoption (29 juin 1991) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2181 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Massot (2 juillet 1991) [n° 2183 (9° lég.)] – Eché.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (2 juillet 1991) [n° 439 (90-91)] – Eché.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2181 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (2 juillet 1991) [n° 2188 (9° lég.)] – Discussion (3 juillet 1991) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 523].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1991) [n° 453 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (4 juillet 1991) [n° 456 (90-91)] – Discussion (5 juillet 1991) – Adoption (5 juillet 1991) [n° 158].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 juillet 1991) [n° 2211 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Massot (5 juillet 1991) [n° 2213 (9° lég.)] – Discussion (5 juillet 1991) – Adoption (5 juillet 1991) [n° 526].

PROMULGATION : Loi n° 91-698 du 20 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1991) (p. 2297, 2315).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2297, 2304) – (Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi [n° 317 (90-91)] – Parlement 2) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Commissions d'enquête ou de contrôle (financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République) : *Dailly (Etienne)* (p. 2303) ; *Darras (Michel)* (p. 2303 ; 2304).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Dailly (Etienne)* (p. 2298 ; 2300 ; 2301).

Commissions d'enquête ou de contrôle (accord de Schengen) : *Darras (Michel)* (p. 2302 ; 2304).

Commissions d'enquête ou de contrôle (auditions) : *Dailly (Etienne)* (p. 2298 ; 2300) ; *Darras (Michel)* (p. 2302) ; *Sapin (Michel)* (p. 2297).

Commissions d'enquête ou de contrôle (procédure) : *Dailly (Etienne)* (p. 2300 ; 2301) ; *Darras (Michel)* (p. 2302).

Condamnations pénales : *Dailly (Etienne)* (p. 2301) ; *Sapin (Michel)* (p. 2297).

Lois (application) : *Dailly (Etienne)* (p. 2302 ; 2303 ; 2304) ; *Darras (Michel)* (p. 2303).

Propositions de loi : *Dailly (Etienne)* (p. 2297) ; *Darras (Michel)* (p. 2302).

Secret professionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 2298 ; 2300) ; *Darras (Michel)* (p. 2303) ; *Sapin (Michel)* (p. 2297).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2304, 2321) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Michel Darras.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 2304).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : subdivision de l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 en plusieurs paragraphes – N° 2 rédactionnel – N° 3 : unification sous la même terminologie des actuelles commissions d'enquête et de contrôle – N° 4 : substitution de la règle de la proportionnalité à celle de la majorité pour la désignation des membres des commissions d'enquête ou de contrôle – N° 5 : allongement de la durée d'existence des commissions d'enquête ou de contrôle et non-reconstitution dans l'année d'une commission – N° 6 : définition des « documents à caractère secret » – N° 7 : obligation de comparaître nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire et obligation de déposer du comparant – N° 8 : publicité et ouverture à la presse écrite et audiovisuelle des auditions des commissions d'enquête – Énumération des cas d'audition à huis clos – N° 9 : obligation de déposer sous serment nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire – N° 10 : Inopposabilité du secret professionnel par les agents des organismes publics de l'Etat ou des collectivités locales chargées de missions d'investigation – N° 11 : protection des fonctionnaires et des salariés contre les sanctions disciplinaires – N° 12 : pénalités applicables aux entraves à l'exercice des missions des commissions d'enquête et de contrôle – Et n° 13 de coordination.

– Treize articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 2312).

Art. 1^{er} (*Publicité des auditions des commissions d'enquête ou de contrôle*) (p. 2313).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de la commission.

– L'article 1^{er} est supprimé (p. 2313).

Après l'art. 1^{er} (p. 2313).

Adopté : amendement de coordination n° 15 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2313).

Art. 2 (*Sanctions pénales de la divulgation ou de la publication d'une information tenue secrète*).

Adopté : amendement de coordination n° 16 de la commission.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2313).

Après l'art. 2 (p. 2313).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : non rétroactivité de la loi et sur ce dernier, sous-amendement n° 21 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2315).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2315) *MM. Michel Darras, Robert Vizet, Ernest Cartigny.*

Adoption (29 juin 1991) (p. 2315).

Discussion (nouvelle lecture)

(5 juillet 1991) (p. 2505, 2522).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2505, 2511) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Assemblée nationale (travaux) : *Dailly (Etienne)* (p. 2509).

Auditions (publicité) : *Dailly (Etienne)* (p. 2506) ; *Sapin (Michel)* (p. 2505).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Dailly (Etienne)* (p. 2506 ; 2507).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Dailly (Etienne)* (p. 2506 ; 2508) ; *Sapin (Michel)* (p. 2505).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dailly (Etienne)* (p. 2507 ; 2509 ; 2511) ; *Darras (Michel)* (p. 2510) ; *Sapin (Michel)* (p. 2505).

Infractions : *Dailly (Etienne)* (p. 2507 ; 2508 ; 2509).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Dailly (Etienne)* (p. 2505 ; 2509 ; 2510 ; 2511).

Secret professionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 2507 ; 2508).

Sénat (travaux) : *Dailly (Etienne)* (p. 2506 ; 2509 ; 2511) ; *Darras (Michel)* (p. 2510).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2511, 2522) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Michel Darras, Jacques Larché, président de la commission ; Emmanuel Hamel, Claude Estier, Jean Chérioux.*

Art. 1^{er} E (*Durée de la mission des commissions d'enquête*) (p. 2511) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction.

– L'article 1^{er} E, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 2512).

Après l'art. 1^{er} E (p. 2512).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de la commission.

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2512).

Art. 1^{er} F (p. 2512) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 1^{er} G (*Obligation de comparaître, de prêter serment et de déposer*) (p. 2512).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

– L'article 1^{er} G, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2513).

Art. 1^{er} H et 1^{er} I (p. 2513) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 1^{er} J (*Inopposabilité du secret professionnel par certains agents publics*) (p. 2513) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement de cet article dans une nouvelle rédaction.

– L'article 1^{er} J, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 2516).

Art. 1^{er} K (*Garanties accordées aux comparants contre les incidences professionnelles préjudiciables à leur déposition devant les commissions d'enquête*) (p. 2516) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement de cet article.

– L'article 1^{er} K, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 2516).

Art. 1^{er} L et 1^{er} M – Adoptés (p. 2516).

Art. 1^{er} (p. 2516).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : demande de huis clos.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2517).

Art. 1^{er} bis (p. 2517) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 2517) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est rétabli (p. 2520).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2521, 2522) : *Mme Danielle Bidard-Reydet ; MM. Michel Darras, Emmanuel Hamel, Pierre Schiélé, Jean Clouet, Jacques Habert.*

Scrutin public n° 147 (p. 2522).

Adoption (5 juillet 1991) (p. 2522).

Participation des salariés

1. – **Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 mai 1991) [n° 332 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à la participation des salariés à la gestion de l'entreprise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 juin 1991) [n° 392 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Partis et groupements politiques

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 1

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Coopération*, 1 ; 2

Pêche

Voir *Questions au Gouvernement* n° 314
Questions orales sans débat n° 296

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (23 mai 1990) [n° 325 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (10 octobre 1990) [n° 27 (90-91)] – Discussion (16 octobre 1990) (voir Table thématique 1990 – 1 Pêche) – Adoption (16 octobre 1990) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1990) [n° 1650 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gilbert Le Bris (11 décembre 1990) [n° 1799 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 435].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 177 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (20 mars 1991) [n° 238 (90-91)] – Discussion (16 avril 1991) – Adoption (16 avril 1991) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 avril 1991) [n° 1970 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gilbert Le Bris (25 avril 1991) [n° 2012 (9^e lég.)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 474].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (7 mai 1991) [n° 322 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gilbert Le Bris (4 juin 1991) [n° 2078 (9^e lég.)] – Discussion (14 juin 1991) – Adoption (14 juin 1991) [n° 492].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Josselin de Rohan (4 juin 1991) [n° 353 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 127].

PROMULGATION : loi n° 91-627 du 3 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 5 juillet 1991).

Discussion (deuxième lecture)

(16 avril 1991) (p. 467, 476).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 467, 471) : *MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, François Blaizot, René Régnault.*

Aquaculture : *Blaizot (François)* (p. 469).

Associations syndicales : *Blaizot (François)* (p. 469).

Domaine public maritime (aménagement) : *Blaizot (François)* (p. 469).

Lois sur l'aménagement du littoral : *Mellick (Jacques)* (p. 467).

Marins-pêcheurs : *Leyzour (Félix)* (p. 468) ; *Régnault (René)* (p. 470) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 467).

Marins-pêcheurs (ressources) : *Mellick (Jacques)* (p. 470).

Pêche (plan pêche) : *Leyzour (Félix)* (p. 468) ; *Mellick (Jacques)* (p. 467 ; 470 ; 471) ; *Régnault (René)* (p. 470) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 467 ; 468).

Pêche (plan pêche) (plan social) : *Mellick (Jacques)* (p. 471).

Pêche (politique communautaire) : *Leyzour (Félix)* (p. 468) ; *Mellick (Jacques)* (p. 470) ; *Régnault (René)* (p. 470) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 468).

Pêche (ressources halieutiques) : *Leyzour (Félix)* (p. 468 ; 469) ; *Régnault (René)* (p. 470).

Permis de pêche professionnel : *Rohan (Josselin de)* (p. 467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 471, 475) : *MM. Max Lejeune, Josselin de Rohan, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre ; Geoffroy de Montalembert, Robert Laucournet.*

Art. 2 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 471).

Art. 4 (p. 471).

Parole sur l'article : (p. 471) : *M. Max Lejeune* – Pêche (politique communautaire).

Adoptés : amendements de la commission n° 1 : suppression de la fixation des objectifs « par type de pêche » et substitution de l'expression « façade maritime » au mot « région » ; n° 2 : suppression de la référence, sur le permis, aux zones d'exploitation autorisées ; n° 3 : suppression de l'interdiction de céder un permis de mise en exploitation, et n° 4 : cas dans lesquels le permis est exigé : substitution du mot « importation » au mot « achat ».

– L'article 4 est adopté, dans la rédaction des amendements de la commission (p. 473).

Art. 6 (p. 473).

Adopté : amendement n° 7 du Gouvernement : exercice lucratif de la pêche à pied.

Retiré : amendement n° 5 de M. Geoffroy de Montalembert : exercice non professionnel de la pêche à pied.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 474).

Art. 15 (*équipements et constructions à l'usage du public*) et **Art. 16** (*réalisation d'aménagements à but économique dans les espaces et milieux protégés*) – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 474).

Parole sur les articles : *M. Josselin de Rohan.*

Après l'art. 16 (p. 474).

Retiré : amendement n° 6 de M. Albert Pen, soutenu par M. Robert Laucournet : concession à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'exercice des compétences de l'Etat en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux surjacentes.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 475, 476) : *MM. Félix Leyzour, René Régnault.*

Adoption (16 avril 1991) (p. 476).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1991) (p. 1975, 1976).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1975, 1976) : *MM. Josselin de Rohan, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Le Drian (Jean-Yves) (p. 1975) ; Rohan (Josselin de) (p. 1975).*

Pêche : *Le Drian (Jean-Yves) (p. 1975) ; Rohan (Josselin de) (p. 1975).*

Régions : *Le Drian (Jean-Yves) (p. 1975) ; Rohan (Josselin de) (p. 1975).*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1976)

Art. 4 et 6 (p. 1976).

Explication de vote sur l'ensemble : (p. 1976) *MM. Michel Daras, Emmanuel Hamel.*

Adoption (24 juin 1991) (p. 1976).

2. – **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990 - 2 août 1990) [n° 470 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (10 octobre 1990) [n° 28 (90-91)] – Discussion (16 octobre 1990) (voir Table thématique 1990 – 2 Pêche) – Adoption (16 octobre 1990) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1990) [n° 1649 (9° lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Dominique Dupilet (11 décembre 1990) [n° 1798 (9° lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 436].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 178 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (20 mars 1991) [n° 239 (90-91)] – Discussion (16 avril 1991) – Adoption (16 avril 1991) [n° 97].

PROMULGATION : Loi n° 91-411 du 2 mai 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 7 mai 1991).

Discussion (deuxième lecture)

(16 avril 1991) (p. 464, 467).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 464, 465) : *MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour.*

Organisation interprofessionnelle (compétences des sections régionales conchyliques) : *Mellick (Jacques) (p. 465) ; de Rohan (Josselin) (p. 465).*

Organisation interprofessionnelle (représentation syndicale) : *Leyzour (Félix) (p. 465) ; Mellick (Jacques) (p. 465).*

Pêche (politique communautaire) : *Leyzour (Félix) (p. 465) ; Mellick (Jacques) (p. 464).*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 465, 466) : *M. François Blaizot.*

Art. 3 – Adopté (p. 466).

Art. 8 – Adopté (p. 466).

Parole sur l'article : *M. François Blaizot – Domaine public maritime.*

Art. 11 et 12 – Adoptés (p. 466).

Art. 17, 18, 19 – Adoptés (p. 466).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 467) : *M. René Régnault*.

Adoption (16 avril 1991) (p. 467).

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Professions libérales*, 2

Rappels au règlement, 12

1. – **Projet de loi modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et relatif à l'Institution nationale des invalides**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. André Méric, secrétaire d'Etat aux anciens combattants (5 décembre 1990) [n° 1785 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Proveux (4 avril 1991) [n° 1946 (9° lég.)] – Discussion (9 avril 1991) – Adoption (9 avril 1991) [n° 459].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 avril 1991) [n° 270 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Prouvoyeur (24 avril 1991) [n° 300 (90-91)] – Discussion (29 avril 1991) – Adoption (29 avril 1991) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1991) [n° 2017 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Proveux (22 mai 1991) [n° 2051 (9° lég.)] – Discussion (7 juin 1991) – Adoption (7 juin 1991) [n° 488].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 juin 1991) [n° 369 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Prouvoyeur (12 juin 1991) [n° 382 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 131].

PROMULGATION : Loi n° 91-626 du 3 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 5 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1991) (p. 768, 789).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 768, 781) : *MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; Claude Prouvoyeur, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Emmanuel Hamel, Guy Robert, Gérard Roujas, Robert Pagès, Louis Virapoullé, Etienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Méric (André) (p. 777 ; 778) ; Pagès (Robert) (p. 775) ; Robert (Guy) (p. 774) ; Virapoullé (Louis) (p. 776).*

Anciens combattants (ministère) : *Méric (André) (p. 768) ; Pagès (Robert) (p. 775).*

Appareillage médical (recherche) : *Hamel (Emmanuel) (p. 774) ; Méric (André) (p. 769 ; 776 ; 778) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 772) ; Robert (Guy) (p. 774).*

Armée : *Hamel (Emmanuel) (p. 773) ; Méric (André) (p. 769).*

Assemblée nationale (travaux) : *Roujas (Gérard) (p. 775).*

Conseils d'administration : *Dailly (Etienne) (p. 778 ; 779) ; Hamel (Emmanuel) (p. 773) ; Méric (André) (p. 769 ; 770 ; 777 ; 779) ; Pagès (Robert) (p. 775) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 771 ; 772) ; Robert (Guy) (p. 775).*

Equipements sportifs : *Méric (André) (p. 776) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 771).*

Etablissements publics : *Dailly (Etienne) (p. 779) ; Méric (André) (p. 768) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 771) ; Roujas (Gérard) (p. 775).*

Institution nationale des invalides : *Dailly (Etienne) (p. 778) ; Hamel (Emmanuel) (p. 773 ; 774) ; Méric (André) (p. 768 ; 770 ; 777 ; 778) ; Pagès (Robert) (p. 775) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 771 ; 772) ; Robert (Guy) (p. 774) ; Roujas (Gérard) (p. 775) ; Virapoullé (Louis) (p. 776).*

Institution nationale des invalides (personnels) : *Hamel (Emmanuel) (p. 773) ; Méric (André) (p. 770 ; 778) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 772).*

Invalidité : *Hamel (Emmanuel) (p. 772).*

Lois (application) : *Méric (André) (p. 768).*

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Méric (André) (p. 777) ; Robert (Guy) (p. 774).*

Président de la République : *Dailly (Etienne)* (p. 779) ; *Méric (André)* (p. 779).

Veuve : *Méric (André)* (p. 777).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 781, 789) : MM. *Robert Pagès, Claude Prouvoyeur, rapporteur ; André Méric, secrétaire d'Etat ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Etienne Dailly.*

Art. 1^{er} (*Transformation de l'Institution nationale des invalides en établissement public*) (p. 781).

Rejeté : amendement de suppression n° 11 de M. Robert Pagès.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 781).

Art. 2 (*Organisation administrative de l'Institution nationale des invalides*) (p. 781).

ART. L. 528 DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE LA GUERRE (*Désignation du ministre de tutelle*) (p. 782).

Adopté : amendement de coordination n° 16 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 782).

ART. L. 529 DU CODE PRECITE (*Missions de l'Institution*).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : accès du centre des pensionnaires aux grands invalides – N° 3 : accès au centre médico-chirurgical des personnes ne relevant pas du code des pensions militaires d'invalidité fixées par le conseil d'administration – Et n° 4 : conditions dans lesquelles s'effectueront les études et les recherches sur l'appareillage des handicapés.

Rejetés : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 17 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 784).

ART. L. 530 DU CODE PRECITE (*Composition du conseil d'administration*) (p. 784).

Adoptés : amendement n° 5 de la commission : nomination du président du conseil d'administration, sous-amendement n° 18 du Gouvernement.

Rejeté : sur l'amendement n° 5 de la commission, sous-amendement n° 19 du Gouvernement.

Devenu sans objet : amendement n° 12 de M. Robert Pagès : représentation des pensionnaires et du personnel au conseil d'administration.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 786).

ART. L. 531 DU CODE PRECITE (*Pouvoirs du conseil d'administration*) (p. 786).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : organisation intérieure et politique générale de l'établissement – N° 7 : nomination des chefs de service – Et n° 8 : délibérations du conseil d'administration – Amendement n° 13 de M. Robert Pagès : référence à un pourcentage de la pension militaire d'invalidité ; sous-amendement n° 21 de la commission – Sur l'amendement n° 6 de la commission, paragraphe A du sous-amendement n° 20 du Gouvernement supprimant le mot « intérieure ».

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, paragraphe B du sous-amendement n° 20 du Gouvernement supprimant la notion de programmes d'investissement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 787).

ART. L. 532 DU CODE PRECITE (*Direction de l'Institution*).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : nomination du directeur de l'établissement par décret en conseil des ministres.

Rejeté : amendement n° 14 de M. Robert Pagès : autorité du secrétariat d'Etat des anciens combattants sur l'établissement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 788).

ART. L. 533 DU CODE PRECITE (*Ressources de l'Institution*).

Adopté : amendement de conséquence n° 10 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 788).

ART. L. 534 DU CODE PRECITE (*Dépenses de l'Institution*) – Adopté.

ART. L. 535 DU CODE PRECITE (*Conditions d'entrée en vigueur des délibérations du conseil d'administration*) – Adopté.

ART. L. 536 DU CODE PRECITE (*Statut des personnels titulaires*) (p. 788) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Rejeté : amendement n° 15 de M. Robert Pagès : appartenance des personnels de l'établissement aux corps du ministère chargé des anciens combattants.

– La suppression du texte proposé est maintenue (p. 788).

ART. L. 537 DU CODE PRECITE (*Contrôle de l'Institution*) – Adopté (p. 788).

ART. L. 538 DU CODE PRECITE (*Modalités d'application*) – Adopté (p. 788).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 788).

Art. 3 (*Transfert des droits et obligations de l'Etat à l'établissement public*) – Adopté (p. 788).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 788, 789) : MM. *Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt ; intervention de M. André Méric, secrétaire d'Etat.*

Adoption (29 avril 1991) (p. 789).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1991) (p. 1990, 1995).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1990, 1994) : MM. *Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; Claude Prouvoyeur, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Félix Leyzour, Philippe de Gaulle, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1992).

Armée : *Mexandeau (Louis)* (p. 1991).

Assemblée nationale (travaux) : *Mexandeau (Louis)* (p. 1991) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1992)

Conseils d'administration : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1994) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 1993) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1993) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1991).

Hôpitaux publics : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1994) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1994).

Institution nationale des invalides : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1994) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 1993) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1993) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1991 ; 1992 ; 1993 ; 1994) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1992).

Institution nationale des invalides (personnels contractuels) : *Leyzour (Félix)* (p. 1993) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 1993).

Invalides de guerre : *Gaulle (Philippe de)* (p. 1993).

Recherche : *Mexandeau (Louis)* (p. 1991) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 1992).

Revenus : *Mexandeau (Louis)* (p. 1991).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1994)

Art. 2 – Adopté (p. 1994).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1995) MM. *Claude Estier, Emmanuel Hamel, Félix Leyzour.*

Scrutin public n° 125 (p. 1995).

Adoption (24 juin 1991) (p. 1995).

2. – **Proposition de loi tendant à permettre le départ à la retraite anticipée à l'âge de 55 ans aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %,**

PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1991) [n° 294 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Projet de loi modifiant certaines limites d'âge des militaires et modifiant l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales**, PRESENTE AU SENAT au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de la défense (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991-11 juillet 1991) [n° 459 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (17 octobre 1991) [n° 38 (91-92)] – Urgence – Discussion (23 octobre 1991) – Adoption (23 octobre 1991) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 octobre 1991) [n° 2297 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Gatel (7 novembre 1991) [n° 2322 (9^e lég.)] – Discussion (6 décembre 1991) – Adoption (6 décembre 1991) [n° 558].

PROMULGATION : Loi n° 91-1241 du 13 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 14 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1991) (p. 3173, 3179).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3173, 3176) : *MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Conseil supérieur de la fonction militaire : *Cabanel (Guy)* (p. 3175) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3174).

Militaires : *Mellick (Jacques)* (p. 3174).

Militaires (reconversion civile des) : *Cabanel (Guy)* (p. 3176).

Officiers : *Cabanel (Guy)* (p. 3175) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3174).

Retraite (âge) : *Cabanel (Guy)* (p. 3175) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3174).

Retraites : *Cabanel (Guy)* (p. 3176).

Sous-officiers : *Mellick (Jacques)* (p. 3174).

Statut général des militaires : *Cabanel (Guy)* (p. 3176).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3176, 3179) : *MM. Guy Cabanel, rapporteur ; Jacques Mellick, secrétaire d'Etat.*

Art. 1^{er} (limites d'âge de certains militaires) – Adopté (p. 3176).

Art. 2 à 7 (limites d'âge de certains militaires) – Adoptés (p. 3176, 3178).

Art. 8 (limites d'âge de certains sous-officiers et officiers mariniers) (p. 3178).

Adopté : amendement n° 2 du Gouvernement : mise en place d'une disposition transitoire relative aux sous-officiers mariniers en cours de reconversion dans un emploi public.

Retiré : amendement n° 1 de la commission : mise en place d'une disposition transitoire relative aux sous-officiers mariniers en cours de reconversion dans un emploi public.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3179).

Art. 9 et 10 (limites d'âge de certains militaires) – Adoptés (p. 3179).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3179).

M. Jean Simonin ; intervention de M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat.

Adoption (23 octobre 1991) (p. 3179).

4. – **Proposition de loi tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions**, PRESENTE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 45 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée**, PRESENTE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 46 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre**, PRESENTE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 47 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

7. – **Proposition de loi portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail**, PRESENTE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1991) [n° 49 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

8. – **Proposition de loi tendant à accorder aux anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord le bénéfice d'une retraite anticipée**, PRESENTE AU SENAT, par M. Claude Prouvovoyeur, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 octobre 1991) [n° 52 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

9. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 615-15 du code de la sécurité sociale et à dispenser les titulaires d'une pension militaire d'invalidité affiliés au régime des travailleurs non salariés non agricoles du paiement du ticket modérateur**, PRESENTE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 octobre 1991) [n° 53 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Personnes âgées

Voir *Questions au Gouvernement* n° 349
Questions orales sans débat n° 318

Pharmacie

1. – **Projet de loi relatif à la pharmacie d'officine**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 13 mars 1991) [n° 233 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (3 avril 1991) [n° 257 (90-91)] – Discussion (9 avril 1991) – Adoption (9 avril 1991) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 avril 1991) [n° 1956 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Charles (23 avril 1991) [n° 2003 (9^e lég.)].

Discussion (première lecture)

(9 avril 1991) (p. 382, 395).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 382, 395) : *MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat, André Bohl, Paul Souffrin, Emmanuel Hamel, Louis Virapoullé.*

Ce projet de loi tend à modifier diverses règles relatives à la pharmacie d'officine et en particulier à mieux garantir la viabilité économique des officines et à répondre à des besoins de santé publique qui ne sont plus satisfaits dans le cadre légal actuel.

Alsace et Moselle : *Bohl (André)* (p. 389).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Durieux (Bruno)* (p. 394) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 391).

Dépenses de santé : *Durieux (Bruno)* (p. 382 ; 393) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 390 ; 391).

Grandes surfaces : *Durieux (Bruno)* (p. 392) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 389) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 392).

Hôpitaux publics (personnels) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 391).

Médicaments (consommation) : *Durieux (Bruno)* (p. 382) ; *Souffrin (Paul)* (p. 389) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 391).

Médicaments (monopole de la distribution) : *Bohl (André)* (p. 389) ; *Durieux (Bruno)* (p. 383 ; 392 ; 393) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 386 ; 387) ; *Souffrin (Paul)* (p. 389).

Médicaments (portage à domicile) : *Durieux (Bruno)* (p. 393 ; 394) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 388) ; *Souffrin (Paul)* (p. 389).

Médicaments (prix) : *Durieux (Bruno)* (p. 394).

Médicaments (remboursement) : *Souffrin (Paul)* (p. 389).

Personnes âgées : *Durieux (Bruno)* (p. 394) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 391).

Pharmaciens : *Durieux (Bruno)* (p. 383) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 386).

Pharmaciens (données chiffrées) : *Seillier (Bernard)* (p. 384).

Pharmaciens étrangers : *Durieux (Bruno)* (p. 383) ; *Seillier (Bernard)* (p. 385).

Pharmaciens (installation) : *Durieux (Bruno)* (p. 384 ; 393) ; *Seillier (Bernard)* (p. 385).

Pharmacies (chiffre d'affaires) : *Sérusclat (Franck)* (p. 388).

Pharmacies (création) : *Durieux (Bruno)* (p. 383 ; 392) ; *Seillier (Bernard)* (p. 384 ; 385) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 387 ; 388).

Pharmacies en difficulté : *Durieux (Bruno)* (p. 384 ; 392) ; *Seillier (Bernard)* (p. 385).

Pharmacies (industrie) : *Durieux (Bruno)* (p. 394).

Pharmacies (propriété) : *Durieux (Bruno)* (p. 393).

Politique de la santé : *Souffrin (Paul)* (p. 389).

Sécurité sociale (financement) : *Durieux (Bruno)* (p. 382).

Zones rurales : *Bohl (André)* (p. 389) ; *Durieux (Bruno)* (p. 384 ; 393 ; 394) ; *Seillier (Bernard)* (p. 386) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 388).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 395, 420) : *MM. Bernard Seillier, rapporteur ; Etienne Dailly, Bruno Durieux, ministre ; Franck Sérusclat, Michel Darras, Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Gérard Delfau, Geoffroy de Montalembert, André Bohl, Emmanuel Hamel, Jacques Thyraud, Roger Husson, Auguste Chupin, Jean Madelain, Jacques Bimbenet.*

Art. 1^{er} (*Exercice de la pharmacie par des pharmaciens étrangers*) – Adopté (p. 395).

Après l'art. 1^{er} (p. 395).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : procédure relative aux autorisations individuelles d'exercice de la profession de pharmacien (p. 395) ; sous-amendement n° 26 de M. Etienne Dailly (p. 395).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 395).

Art. 2 (*Transferts d'officine*) (p. 395).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 2 de la commission (p. 399) ; sous-amendement n° 27 de M. Etienne Dailly (p. 399).

Retiré : amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat : établissement d'une carte de desserte pharmaceutique (p. 399).

Explications de vote sur l'article (p. 398, 399) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Gérard Delfau.*

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 399).

Art. 3 (*Conditions de nationalité pour la création d'une officine*) (p. 400).

Rejeté : amendement de suppression n° 17 de M. Paul Souffrin (p. 400).

– L'article 3 est adopté (p. 400).

Art. 4 (*Créations par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 401).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission (p. 405).

Rejeté : amendement n° 18 de suppression de M. Paul Souffrin (p. 405).

Retiré : amendement n° 3 de la commission : précision relative à l'antériorité des demandes (p. 405).

Devenu sans objet : amendement n° 22 de M. André Bohl : abaissement du seuil dérogatoire (p. 405).

– L'article 4, ainsi modifié, est rejeté (p. 406).

Art. 5 (*Régime applicable en Alsace-Moselle pour les créations d'officine*) (p. 406).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Paul Souffrin : alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français (p. 408).

Retirés : amendement de suppression n° 20 de M. Paul Souffrin – Amendements de M. André Bohl, n° 24 : alignement des critères d'ouverture des pharmacies des départements d'Alsace-Moselle sur ceux des autres départements français – Et n° 23 : harmonisation progressive du droit applicable en Alsace-Moselle (p. 408).

– L'article 5 est adopté (p. 408).

Art. 6 (*Régime applicable aux DOM*) – Adopté (p. 408).

Art. 7 (*Modalités d'application par décrets en Conseil d'Etat*) (p. 408).

Adopté : amendement n° 31 du Gouvernement : précisions par un décret en Conseil d'Etat des modalités de création et de transfert d'officine (p. 409).

Retiré : amendement n° 5 de la commission : limitation de la portée des décrets en Conseil d'Etat aux seuls articles L. 570 et L. 571 du code de la santé publique (p. 409).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 409).

Art. 8 (*Services de garde et d'urgence*) (p. 409).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 28 de MM. Etienne Dailly et Michel Darras (p. 410) – Amendements de la commission, n° 6 et n° 7 rédactionnels (p. 410) – Et n° 8 : limitation du pouvoir discrétionnaire du préfet dans l'appréciation sur l'organisation des services de garde (p. 411).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 411).

Art. 9 (*Délivrance des médicaments à domicile par un pharmacien*) (p. 411).

Adopté : amendement n° 29 de M. Etienne Dailly : recours à la prescription médicale pour l'identification du malade relevant de soins à domicile (p. 416).

Rejetés : amendement de suppression n° 21 de M. Paul Souffrin (p. 414) – Amendement n° 14 de M. Franck Sérusclat : précision relative aux modalités de délivrance de médicaments à domicile par un pharmacien (p. 415).

Retiré : amendement n° 9 de la commission : précisions relatives à la livraison de médicaments (p. 415).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 29, est adopté (p. 416).

Après l'art. 9 (p. 416).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud : réglementation de l'exercice de la propharmacie (p. 418).

Art. 10 (*Section E de l'Ordre des pharmaciens*) – Adopté (p. 418).

Art. 11 (*Régime applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 418).

Adopté : amendement n° 30 de M. Etienne Dailly : possibilité d'ouverture d'une deuxième officine à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 419).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 419).

Après l'art. 11 (p. 419).

Adopté : amendement n° 15 de M. Franck Sérusclat : examen des dossiers en instance avant le 13 mars 1991 (p. 419).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 419).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 419, 420) : *MM. Franck Sérusclat, Paul Souffrin.*

Adoption (9 avril 1991) (p. 420).

2. – **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie et au médicament**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé (9 octobre 1991) [n° 23 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pharmacie (industrie)

Voir *Santé*, 2

Plan

Voir *Rapports d'information*, 33

Plan d'organisation des pêches (POP)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 314

Plan de développement des zones rurales (PDZR)

Voir *Questions orales sans débat* n° 350

Police

Voir *Lois de finances*, 1, Intérieur
Questions au Gouvernement n° 331 ; n° 334
Questions orales sans débat n° 334 ; n° 374
Rappels au règlement, 16

Politique Agricole

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 5
Rappels au règlement, 32 ; 35 ; 36

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 2
Gouvernement (déclarations), 5
Lois de finances, 1, Agriculture et forêt
Questions au Gouvernement n° 318 ; n° 359
Rappels au règlement, 53

Politique de défense

Voir *Service national*, 3

Politique de l'emploi

Voir *Lois de finances*, 1, Travail, emploi et formation professionnelle – Services communs aux affaires sociales et au travail

Politique économique

Voir *Rapports d'information*, 18

Politique économique et sociale

Voir *Lois de finances*, 1

Questions au Gouvernement n° 366

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (29 mai 1991) [n° 2067 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (6 juin 1991) [n° 2084 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (11, 12 et 17 juin 1991) – Adoption (17 juin 1991) [n° 493].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1991) [n° 394 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (20 juin 1991) [n° 410 (90-91)] – Discussion (26 juin 1991) – Rejet (26 juin 1991) [n° 137].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 juin 1991) [n° 2157 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (27 juin 1991) [n° 2158 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (27 juin 1991) [n° 426 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1991) [n° 2157 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (27 juin 1991) [n° 2174 (9^e lég.)] – Discussion (28 et 29 juin 1991) – Adoption (29 juin 1991) [n° 519].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (2 juillet 1991) [n° 436 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (2 juillet 1991) [n° 440 (90-91)] – Discussion (2 juillet 1991) – Rejet (2 juillet 1991) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (3 juillet 1991) [n° 2195 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (3 juillet 1991) [n° 2199 (9^e lég.)] – Discussion (3 et 4 juillet 1991) – Adoption (4 juillet 1991) [n° 524].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-298 DC du 24 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 26 juillet 1991) qui déclare le projet de loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 27 juillet 1991) – Rectificatif (*J.O. Lois et décrets* du 22 novembre 1991).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1991) (p. 2132, 2171).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2132, 2166) : *MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; René Régnault, Robert Vizet, Roland du Luart, Xavier de Villepin, Geoffroy de Montalembert, Philippe Adnot, Louis Boyer, Yves Guéna.*

Agences de voyages : *Guéna (Yves)* (p. 2162) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2157) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Allemagne (réunification) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2156).

Allocation logement : *Luart (Roland du)* (p. 2155).

Aménagement du territoire : *Régnault (René)* (p. 2151).

Apprentissage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2148).

Artistes et interprètes : *Guéna (Yves)* (p. 2162).

Assurances : *Régnault (René)* (p. 2152).

Bicaméralisme : *Charasse (Michel)* (p. 2163) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Bois (de chauffage) : *Charasse (Michel)* (p. 2159 ; 2163) ; *Luart (Roland du)* (p. 2155) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2158).

Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM) : *Charasse (Michel)* (p. 2134).

Changes (contrôle) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2144).

Chômage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2144 ; 2148) ; *Charasse (Michel)* (p. 2133) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2167) ; *Guéna (Yves)* (p. 2161) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2156) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Chômage (des jeunes) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2148).

Collectivités territoriales : *Chinaud (Roger)* (p. 2139) ; *Régnauld (René)* (p. 2151) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Comité consultatif constitutionnel de 1958 : *Charasse (Michel)* (p. 2163) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2159).

Commerce extérieur : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2157).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Charasse (Michel)* (p. 2163 ; 2164) ; *Loridant (Paul)* (p. 2169) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2159 ; 2164) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Compétitivité économique : *Charasse (Michel)* (p. 2133).

Conseil constitutionnel : *Loridant (Paul)* (p. 2170).

Consommation : *Charasse (Michel)* (p. 2133).

Constitution : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2137).

Constitution de 1875 : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2164).

Contrats de plan : *Charasse (Michel)* (p. 2158) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2145) ; *Régnauld (René)* (p. 2152).

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 2134).

Croissance économique : *Charasse (Michel)* (p. 2132) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2138) ; *Guéna (Yves)* (p. 2161) ; *Régnauld (René)* (p. 2150) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2156) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Déficit budgétaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2144) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2138 ; 2167) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2141) ; *Régnauld (René)* (p. 2150).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2157).

Dette publique : *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Dévaluations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2145).

Devises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146).

Directives communautaires : *Villepin (Xavier de)* (p. 2157).

Dollar : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146).

Droit de vote : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2164).

Enseignement : *Régnauld (René)* (p. 2150).

Épargne : *Charasse (Michel)* (p. 2132).

Fiscalité : *Charasse (Michel)* (p. 2133 ; 2135) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2139).

Fonds d'aide au départ des commerçants et des artisans : *Charasse (Michel)* (p. 2134).

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : *Adnot (Philippe)* (p. 2160) ; *Charasse (Michel)* (p. 2165) ; *Régnauld (René)* (p. 2151).

Fonds national d'aide au logement (FNAL) : *Charasse (Michel)* (p. 2134).

Formation : *Régnauld (René)* (p. 2150).

Golfe persique (conflit) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2144 ; 2146) ; *Charasse (Michel)* (p. 2132 ; 2133 ; 2165) ; *Guéna (Yves)* (p. 2161).

Gouvernement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2137) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2137) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Grand marché intérieur (CEE) : *Boyer (Louis)* (p. 2161) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2140) ; *Loridant (Paul)* (p. 2170).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Charasse (Michel)* (p. 2163).

Horticulture : *Adnot (Philippe)* (p. 2160) ; *Boyer (Louis)* (p. 2161) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2141) ; *Guéna (Yves)* (p. 2162) ; *Luart (Roland du)* (p. 2154) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Charasse (Michel)* (p. 2135) ; *Régnauld (René)* (p. 2152).

Impôt sur le revenu : *Vizet (Robert)* (p. 2154).

Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146) ; *Régnauld (René)* (p. 2150).

Intérêt (taux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2145 ; 2146) ; *Charasse (Michel)* (p. 2132 ; 2134) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2138 ; 2147) ; *Luart (Roland du)* (p. 2155) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2157).

Investissements : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2147).

Investissements étrangers en France : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2153).

Investissements français à l'étranger : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2148) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Investissements industriels : *Chinaud (Roger)* (p. 2138).

Japon : *Villepin (Xavier de)* (p. 2156).

Logement : *Chinaud (Roger)* (p. 2140).

Logement social : *Guéna (Yves)* (p. 2162) ; *Régnauld (René)* (p. 2150).

Lois de finances : *Charasse (Michel)* (p. 2133) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2136 ; 2139) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Lois de finances rectificatives : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2137) ; *Luart (Roland du)* (p. 2154) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Lois organiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2137) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2136 ; 2137) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Motion de censure (procédure parlementaire) : *Poncelet (Christian)* (p. 2143).

Paris (statut) : *Charasse (Michel)* (p. 2134).

Paris (ville) : *Charasse (Michel)* (p. 2134 ; 2165) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2140) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Parlement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2137) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2139) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2143).

Parlement (rôle) : *Charasse (Michel)* (p. 2133) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2167) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Pays-Bas : *Luart (Roland du)* (p. 2155).

Pétrole : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2146) ; *Charasse (Michel)* (p. 2133).

Politique économique et sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2143) ; *Charasse (Michel)* (p. 2132) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2137) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Pouvoir d'achat : *Charasse (Michel)* (p. 2132).

Prélèvements obligatoires : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2143) ; *Charasse (Michel)* (p. 2135) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2169).

Privatisations : *Chinaud (Roger)* (p. 2138) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2157).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Chinaud (Roger)* (p. 2141 ; 2167) ; *Loridant (Paul)* (p. 2169) ; *Luart (Roland du)* (p. 2155) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2141 ; 2166) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Recherche : *Régnauld (René)* (p. 2150).

Revenus : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2155).

Revenus (des ménages) : *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Salaires, traitements et indemnités : *Vizet (Robert)* (p. 2154).

Sylviculture : *Chinaud (Roger)* (p. 2141) ; *Luart (Roland du)* (p. 2154) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Taxe départementale : *Charasse (Michel)* (p. 2165).

Taxe départementale sur le revenu : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2145) ; *Charasse (Michel)* (p. 2163) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2142).

Taxe d'habitation : *Adnot (Philippe)* (p. 2160) ; *Charasse (Michel)* (p. 2163) ; *Régnauld (René)* (p. 2151) ; *Vizet (Robert)* (p. 2154).

Taxe locale d'équipement : *Adnot (Philippe)* (p. 2160) ; *Charasse (Michel)* (p. 2165).

Taxe professionnelle : *Charasse (Michel)* (p. 2163).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Adnot (Philippe)* (p. 2160) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2145 ; 2155) ; *Boyer (Louis)* (p. 2161) ; *Charasse (Michel)* (p. 2133 ; 2134 ; 2151 ; 2164) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2140 ; 2141) ; *Guéna (Yves)* (p. 2162) ; *Loridant (Paul)* (p. 2170) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 2158 ; 2159) ; *Régnauld (René)* (p. 2150) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2157) ; *Vizet (Robert)* (p. 2152).

Taxe sur l'électricité : *Charasse (Michel)* (p. 2133 ; 2151) ; *Régnauld (René)* (p. 2150) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2158).

Traité de Rome : *Chinaud (Roger)* (p. 2140 ; 2141) ; *Guéna (Yves)* (p. 2162).

Traité de Rome (article 99) : *Charasse (Michel)* (p. 2166).

Motion n° 3 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roger Chinaud, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2166) *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Paul Loridant.*

Adoption de la motion (p. 2171 ; scrutin public n° 130).

Rejet du projet de loi (26 juin 1991) (p. 2171).

2. – Proposition de loi tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Cluzel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 octobre 1991) [n° 33 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Cluzel (14 novembre 1991) [n° 83 (91-92)] – Discussion (18 novembre 1991) – Adoption (18 novembre 1991) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 novembre 1991) [n° 2353 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1991) (p. 3801, 3806).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3801, 3806) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur de la commission des finances ; Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Robert Vizet, Claude Estier.*

Allier (département) : *Cluzel (Jean)* (p. 3803).

Chômage : *Vizet (Robert)* (p. 3804).

Décentralisation : *Cathala (Laurent)* (p. 3806) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3802 ; 3806) ; *Vizet (Robert)* (p. 3805).

Départements (utilisation des crédits d'insertion) : *Cathala (Laurent)* (p. 3804) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3802 ; 3803 ; 3805) ; *Vizet (Robert)* (p. 3805).

Formation professionnelle : *Cathala (Laurent)* (p. 3804) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3802 ; 3806) ; *Vizet (Robert)* (p. 3804).

Politique industrielle : *Vizet (Robert)* (p. 3804).

Quart monde : *Cluzel (Jean)* (p. 3803) ; *Vizet (Robert)* (p. 3804).

Régions : *Cluzel (Jean)* (p. 3803 ; 3805).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Cathala (Laurent)* (p. 3804) ; *Cluzel (Jean)* (p. 3802) ; *Estier (Claude)* (p. 3805) ; *Vizet (Robert)* (p. 3805).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3806)

Art. unique (L'article 42 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Toutefois, le conseil général peut décider d'affecter les crédits mentionnés à l'alinéa précédent, en tout ou

en partie, à des actions d'aide sociale destinées aux bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion et, par convention avec la région, à des actions d'apprentissage et de formation en alternance ») – Adopté (p. 3806).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3806) *M. Emmanuel Hamel.*

Scrutin public n° 19 (p. 3809).

Adoption (18 novembre 1991) (p. 3806).

Politique étrangère

Voir *Questions au Gouvernement* n° 393
Questions orales sans débat n° 325 ; n° 358

Politique industrielle

Voir *Questions au Gouvernement* n° 380
Rappels au règlement, 27

Pollution (Mer)

Voir *Questions orales sans débat* n° 349

Pollutions

Voir *Eau*, 1

Pollutions et nuisances

Voir *Eau*, 1 ; 2
Questions orales sans débat n° 339
Traités et conventions, 31

1. – Proposition de loi visant à développer la récupération et la valorisation des déchets plastiques, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André-Georges Voisin, sénateur (12 juin 1991) [n° 378 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Polynésie française

Voir *Missions d'information*, 7
Questions au Gouvernement n° 385
Rappels au règlement, 6
Territoires d'outre-mer (TOM), 1

Ports

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et espace - V - Mer
Questions au Gouvernement n° 390

Postes

Voir *Questions orales sans débat* n° 370

Postes et télécommunications (P et T)

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - V - Postes et télécommunications
Rapports au Parlement, 3

1. – Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre des postes (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 28 février 1991) [n° 224 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M.

Gérard Larcher (27 mars 1991) [n° 247 (90-91)] – Discussion (5 avril 1991) – Adoption (5 avril 1991) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1991) [n° 1953 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gabriel Montcharmont (17 avril 1991) [n° 1991 (9^e lég.)] – Discussion (4 juin 1991) – Adoption (4 juin 1991) [n° 485].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 juin 1991) [n° 355 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Gérard Larcher (12 juin 1991) [n° 376 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 130].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1991) [n° 2141 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gabriel Montcharmont (25 juin 1991) [n° 2145 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 510].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (27 juin 1991) [n° 425 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gabriel Montcharmont (27 juin 1991) [n° 2173 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1991) – Adoption (28 juin 1991) [n° 515].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Gérard Larcher (27 juin 1991) [n° 429 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – Adoption (29 juin 1991) [n° 150].

PROMULGATION : loi n° 91-648 du 11 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1991) (p. 365, 372).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 365, 369) : *MM. Paul Quilès, ministre des postes ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Robert Vizet.*

Le projet de loi propose de modifier deux dispositions du texte sur la réglementation des télécommunications voté par le Parlement au dernier trimestre de l'année 1990, afin de soumettre à des conditions plus strictes que celles précédemment édictées, l'action des agents administratifs chargés de tâches de police judiciaire.

Code des douanes : *Larcher (Gérard)* (p. 367).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Bellanger (Jacques)* (p. 367) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366) ; *Quilès (Paul)* (p. 365) ; *Vizet (Robert)* (p. 368).

Consommateurs (protection et information) : *Larcher (Gérard)* (p. 367).

Directives communautaires : *Bellanger (Jacques)* (p. 367).

Elections professionnelles : *Vizet (Robert)* (p. 368).

France Télécom : *Vizet (Robert)* (p. 368).

Infractions : *Bellanger (Jacques)* (p. 367 ; 368) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366) ; *Quilès (Paul)* (p. 365).

Libertés individuelles : *Bellanger (Jacques)* (p. 368) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366) ; *Quilès (Paul)* (p. 365).

Libertés publiques : *Larcher (Gérard)* (p. 367).

Locaux à usage professionnel : *Bellanger (Jacques)* (p. 367 ; 368) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366) ; *Quilès (Paul)* (p. 365).

Magistrats : *Bellanger (Jacques)* (p. 368) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366) ; *Quilès (Paul)* (p. 365).

Ordre du jour du Sénat : *Vizet (Robert)* (p. 368).

Parlement (rôle) : *Larcher (Gérard)* (p. 367).

Police judiciaire : *Bellanger (Jacques)* (p. 368) ; *Larcher (Gérard)* (p. 366).

Procédure pénale : *Larcher (Gérard)* (p. 366).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 369, 372) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur, Paul Quilès, ministre ; Jacques Bellanger.*

Art. 1^{er} (*Recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 369).

Adoptés : amendements de la commission n° 1 : accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire (p. 369) – N° 2 : renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite (p. 370) – Et n° 3 : délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire (p. 371).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 371).

Art. 2 (*Recherche et constatation des infractions aux dispositions relatives à la cryptologie*) (p. 371).

Adoptés : amendements de la commission n° 4 : accompagnement des agents habilités par un officier de police judiciaire (p. 371) – N° 5 : renforcement du contrôle judiciaire par l'autorisation de visite (p. 372) – Et n° 6 : délai de transmission du procès-verbal et de l'inventaire (p. 372).

Adoption (5 avril 1991) (p. 372).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1991) (p. 1987, 1990).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1987, 1989) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Emmanuel Hamel, Jacques Bellanger.*

Commissions permanentes (travaux) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1988).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Larcher (Gérard)* (p. 1988) ; *Sapin (Michel)* (p. 1987).

Cryptologie : *Larcher (Gérard)* (p. 1988).

Fraudes et falsifications : *Bellanger (Jacques)* (p. 1988).

Locaux d'habitation ou à usage professionnel (droit d'accès) : *Larcher (Gérard)* (p. 1988) ; *Sapin (Michel)* (p. 1987).

Police technique : *Larcher (Gérard)* (p. 1988).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1989, 1990) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Michel Sapin, ministre.*

Art. 1^{er} (*Recherche et constatation des infractions à la réglementation des télécommunications*) (p. 1989).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 et n° 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1990).

Art. 2 (*Recherche et constatation des infractions aux dispositions relatives à la cryptologie*) (p. 1990).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 et n° 4 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1990).

Adoption (24 juin 1991) (p. 1990).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1991) (p. 2294, 2296).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2294, 2295) : *MM. Jean Simonin, en remplacement de M. Gérard Larcher, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Michel Darras.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Darras (Michel)* (p. 2295) ; *Sapin (Michel)* (p. 2295) ; *Simonin (Jean)* (p. 2295).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Darras (Michel)* (p. 2295) ; *Simonin (Jean)* (p. 2295).

Libertés individuelles : *Darras (Michel)* (p. 2295) ; *Simonin (Jean)* (p. 2295).

Ministère public : *Darras (Michel)* (p. 2295) ; *Simonin (Jean)* (p. 2295).

Perquisitions : *Simonin (Jean)* (p. 2295).

Police technique : *Darras (Michel)* (p. 2295) ; *Simonin (Jean)* (p. 2295).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2295, 2296)

Art. 1^{er} (p. 2295).

Art. 2 (p. 2296).

Adoption (29 juin 1991) (p. 2296).

Poursuites judiciaires

Voir *Questions orales sans débat* n° 356

Prélèvements obligatoires

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 321-13 du code du travail afin d'adapter cette disposition à la spécificité des particuliers employeurs**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 avril 1991) [n° 254 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Premier ministre

Voir *Allocutions et communications*, 14

Présidence des assemblées parlementaires

Voir *Allocutions et communications*, 24

Président de la République

Voir *Rappels au règlement*, 32 ; 35

Prestations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 319 ; n° 345 ; n° 387
Questions orales sans débat n° 361

Prestations sociales agricoles

Voir *Rapports du Gouvernement*, 6

Prêts

Voir *Famille*, 1
Rappels au règlement, 57

Procédure civile

Voir *Territoires d'outre-mer (TOM)*, 2 ; 3

1. – **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution**, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (2 octobre 1989) [n° 888 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Nicole Catala (2 avril 1990) [n° 1202 (9^e lég.)] – Discussion (3 et 4 avril 1990) – Adoption (4 avril 1990) [n° 257].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (5 avril 1990) [n° 227 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (2 mai 1990) [n° 271 (89-90)] – Discussion (15 et 16 mai 1990) – (Voir Table thématique 1990 – Procédure civile 1) – Adoption (16 mai 1990) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (17 mai 1990) [n° 1355 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Nicole Catala (28 juin 1990) [n° 1557 (9^e lég.)] – Discussion (9 et 25 avril 1991) – Adoption (25 avril 1991) [n° 467].

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) (26 avril 1991) [n° 306 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (7 mai 1991) [n° 314 (90-91)] – Discussion (24 mai 1991) – Adoption (24 mai 1991) [n° 117].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (24 mai 1991) [n° 2064 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de Mme Nicole Catala (7 juin 1991) [n° 2091 (9^e lég.)] – Discussion (10 juin 1991) – Adoption (10 juin 1991) [n° 489].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jacques Thyraud (7 juin 1991) [n° 366 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 129].

PROMULGATION : loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1991).

Discussion (deuxième lecture)

(24 mai 1991) (p. 1046, 1073).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1046, 1053) : *MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Robert Pagès, Etienne Dailly, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Associations humanitaires : *Pagès (Robert)* (p. 1050).

Comptes bancaires : *Sapin (Michel)* (p. 1046).

Créances (recouvrement) : *Sapin (Michel)* (p. 1047) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Emploi : *Pagès (Robert)* (p. 1049).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Pagès (Robert)* (p. 1050) ; *Sapin (Michel)* (p. 1047 ; 1052).

Escompte : *Sapin (Michel)* (p. 1047) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Expulsions (logement) : *Darras (Michel)* (p. 1049) ; *Pagès (Robert)* (p. 1050) ; *Sapin (Michel)* (p. 1047 ; 1052) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Juridictions de l'ordre judiciaire : *Dailly (Etienne)* (p. 1051) ; *Larché (Jacques)* (p. 1051).

Justice : *Sapin (Michel)* (p. 1048).

Justice (budget) : *Dailly (Etienne)* (p. 1051) ; *Pagès (Robert)* (p. 1049) ; *Sapin (Michel)* (p. 1052) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Logement social : *Pagès (Robert)* (p. 1049).

Magistrats (juge de l'exécution) : *Dailly (Etienne)* (p. 1051) ; *Darras (Michel)* (p. 1049) ; *Sapin (Michel)* (p. 1047) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Officiers publics et ministériels : *Dailly (Etienne)* (p. 1051) ; *Darras (Michel)* (p. 1049) ; *Sapin (Michel)* (p. 1048) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1048).

Pouvoir d'achat : *Pagès (Robert)* (p. 1051).

Procédure civile (conservatoire) : *Dailly (Etienne)* (p. 1051).

Procédure civile (voies d'exécution) : *Darras (Michel)* (p. 1049) ; *Pagès (Robert)* (p. 1050) ; *Sapin (Michel)* (p. 1046 ; 1052).

Saisies : *Darras (Michel)* (p. 1049) ; *Sapin (Michel)* (p. 1046 ; 1052).

Villes : *Pagès (Robert)* (p. 1049 ; 1050).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1053, 1073) : *MM. Philippe de Gaulle, Jacques Thyraud, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Robert Pagès, Michel Darras, Etienne Dailly.*

Art. 1^{er} (*Principes généraux*) – Adopté (p. 1053).

Art. 3 (*Énumération des titres exécutoires*) – Adopté (p. 1053).

Art. 7 (*Institution d'un juge de l'exécution*) – Adopté (p. 1053).

Art. 8 (*Compétence du juge de l'exécution*) (p. 1053).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : appel des décisions du juge de l'exécution devant une formation de la Cour d'appel.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1053).

Art. 13 (*Principe de saisissabilité des biens du débiteur*) – Adopté (p. 1054).**Art. 14** (*Biens insaisissables*) – Adopté (p. 1054).**Art. 18** (*Mission des agents chargés de l'exécution*) (p. 1054).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de la commission.

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 42 de coordination – Et n° 43 : possibilité pour l'huissier de justice d'en référer au juge de l'exécution en cas d'insolvabilité du débiteur.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1055).

Art. 19 (*Conditions d'exercice par la personne chargée de l'exécution de ses prérogatives*) – Adopté (p. 1055).**Art. 20 bis** (*Entrée dans le domicile du débiteur*) (p. 1055).

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 44 : possibilité pour l'huissier de justice de requérir deux témoins majeurs pour pratiquer une saisie – Et n° 45 : suppression de la somme attribuée aux personnes habilitées par la loi à assister à une mesure d'exécution.

– L'article 20 bis est adopté (p. 1055).

Après l'art. 20 bis (p. 1055).

Adopté : amendement n° 24 de M. Jean Natali, soutenu par M. Philippe de Gaulle : déclaration volontaire de patrimoine par le débiteur de bonne foi à l'huissier de justice.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1056).

Art. 28 bis (*Obligation pour l'huissier de justice de tenir les lieux clos lorsqu'il a pénétré dans le local en l'absence de l'occupant*) (p. 1056).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission.

– L'article 28 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 1056).

Art. 29 (*Vente volontaire des biens saisis*) (p. 1056) – Supprimé par l'Assemblée nationale.**Art. 31** (*Prise en charge des frais de l'exécution*) (p. 1056).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture – Et n° 5 : suppression de la référence à une réglementation possible de l'activité de recouvrement des créances.

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 1057).

Art. 31 bis (*Recouvrement des frais effectué au moyen de traitements automatisés*) (p. 1057) – Supprimé par l'Assemblée nationale.**Art. 31 ter** (*Coupures d'eau, de gaz ou d'électricité consécutives à un défaut de paiement*) (p. 1057) – Supprimé par l'Assemblée nationale.**Art. 35** (*Conditions de liquidation des astreintes*) – Adopté (p. 1057).**Art. 38** (*Mission du ministère public*) (p. 1058).

Adoptés : amendement n° 6 de la commission : possibilité pour l'huissier de justice de requérir le Procureur de la République sur son affirmation certifiée sincère de recherches infructueuses tentées pour l'exécution – Amendement n° 29 de M. Jean Natali, soutenu par M. Philippe de Gaulle : fixation d'un délai de réponse du Procureur de la République à la demande de renseignements nécessaires à la saisie des rémunérations ou des comptes bancaires du débiteur.

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1058).

Art. 40 (*Confidentialité des renseignements obtenus*) (p. 1058).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression de l'obligation faite à l'huissier de justice de justifier de l'origine des renseignements ayant permis de procéder à l'exécution.

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1059).

Art. 42 (*Effets de la saisie-attribution*) (p. 1059).

Adoptés : amendement n° 8 de la commission : suppression du mot « immédiat » s'agissant de la saisie-attribution – Amendement n° 55 du Gouvernement : cas de la créance résultant d'une condamnation prononcée à titre provisionnel.

Rejetés : sur l'amendement n° 8 de la commission ; sous-amendement n° 53 du Gouvernement.

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 1061).

Art. 44 (*Contestations relatives à la saisie*) (p. 1061).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de la commission.

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 1063 ; précédemment réservé p. 1061).

Art. 46 (*Obligations spécifiques de l'établissement bancaire tiers saisi*) (p. 1061).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : délai nécessaire aux écritures comptables – N° 60 : délai nécessaire à l'imputation des chèques – Et n° 11 : délai nécessaire à la contre-passation des effets de commerce.

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 1063).

Art. 47 (*Saisie des rémunérations*) (p. 1063).

Adopté : amendement n° 56 du Gouvernement : suppression de l'audience de validité de saisie-arrest et de la dispense de comparution.

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 1064).

Art. 48 bis (*Caractère subsidiaire de la saisie-vente pour le recouvrement des créances de faible montant*) (p. 1064).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 12 du Gouvernement – Amendement n° 58 de M. Etienne Dailly : choix possible pour le débiteur de la voie d'exécution la plus favorable à ses intérêts.

– L'article 48 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1065).

Art. 49 (*Vente amiable et vente aux enchères publiques*) – Adopté (p. 1065).**Art. 53** (*Exécution forcée relative à une obligation de livraison ou de restitution d'une chose*) (p. 1065).

Adopté : amendement rédactionnel n° 34 de M. Jean Natali, soutenu par M. Philippe de Gaulle.

Rejeté : amendement n° 46 de M. Robert Pagès : frais de transport des meubles saisis.

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 1065).

Art. 57 (*Exécution forcée des droits incorporels*) – Adopté (p. 1065).**Art. 58** (*Conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 1065).

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 48 : protection des droits des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence suffisants – Et n° 49 : obligation de relogement des personnes expulsées.

– L'article 58 est adopté (p. 1067).

Art. 59 (*Respect d'un délai supplémentaire après commandement pour procéder à l'expulsion*) (p. 1068).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

Devenu sans objet : amendement n° 50 de M. Robert Pagès : prolongation du délai pendant lequel l'expulsion ne peut avoir lieu.

– L'article 59, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 1069).

Art. 62 (*Sort des meubles situés dans le logement de la personne expulsée*) – Adopté (p. 1069).**Art. 65** (*Exception à l'autorisation judiciaire préalable*) (p. 1069).

Adopté : amendement n° 59 de M. Etienne Dailly : dispense d'autorisation préalable du juge lorsque le créancier se prévaut d'un contrat écrit de louage d'immeubles ou d'un contrat d'assurance.

Retiré : amendement n° 15 de la commission : caractère non limitatif de l'énumération des cas de dispense d'autorisation préalable judiciaire.

– L'article 65 est adopté (p. 1070).

Art. 66 (*Compétences du juge*) – Adopté (p. 1070).

Art. 67 (*Obligation pour le créancier d'engager ou de poursuivre une procédure au fond*) – Adopté (p. 1070).

Art. 69 (*Mainlevée de la mesure conservatoire*) – Adopté (p. 1070).

Art. 70 (*Paiement des frais*) (p. 1070).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : charge des frais occasionnés par une mesure conservatoire.

– L'article 70, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 1071).

Art. 72 (*Saisie conservatoire sur une créance portant sur une somme d'argent*) – Adopté (p. 1071).

Art. 73 (*Conversion de la saisie conservatoire en voie d'exécution forcée*) – Adopté (p. 1071).

Art. 77 A (*Clercs habilités à procéder aux constats*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 1071).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 77 A, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est rétabli (p. 1071).

Art. 79 (*Avis à tiers détenteur*) (p. 1072).

Adopté : amendement n° 57 du Gouvernement : alignement de la procédure d'avis à tiers-détenteur sur la saisie-attribution).

Rejeté : amendement n° 52 de M. Robert Pagès : frais d'avis à tiers-détenteur.

Devenu sans objet : amendement n° 51 de M. Robert Pagès : réalisation de l'avis à tiers-détenteur selon la procédure de droits privés.

– L'article 79, ainsi modifié, est adopté (p. 1072).

Art. 80 bis (*Opposition de la vente des biens mobiliers saisis*) (p. 1072) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 86 (*Dispositions d'abrogation*) – Adopté (p. 1073).

Art. 86 bis (*Dispositions de coordination*) – Adopté (p. 1073).

Art. 88 bis (*Dispositions transitoires*) – Adopté (p. 1073).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1073) : MM. Michel Darras, Robert Pagès.

Adoption (24 mai 1991) (p. 1073).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1991) (p. 1981, 1987).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1981, 1983) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Michel Darras.

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Darras (Michel) (p. 1982) ; Sapin (Michel) (p. 1981) ; Thyraud (Jacques) (p. 1981).

Expulsions : Darras (Michel) (p. 1982) ; Sapin (Michel) (p. 1982) ; Thyraud (Jacques) (p. 1981).

Juge de l'exécution : Thyraud (Jacques) (p. 1981).

Procédure civile : Sapin (Michel) (p. 1981).

Saisies : Darras (Michel) (p. 1982) ; Sapin (Michel) (p. 1981) ; Thyraud (Jacques) (p. 1981).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1983, 1987)

Art. 8 et 18 (p. 1983).

Art. 20 ter (p. 1983) – Supprimé par la CMP.

Art. 28 bis et 31 (p. 1983).

Art. 38, 40, 42, 44 et 46 (p. 1984).

Art. 47, 48 bis et 53 (p. 1985).

Art. 59, 65, 70, 77 A et 79 (p. 1986).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1986, 1987) MM. Michel Darras, Félix Leyzour.

Adoption (24 juin 1991) (p. 1987).

2. – **Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de procédure civile**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 27 juillet 1991) [n° 469 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Procédure parlementaire

Voir *Rappels au règlement*, 4 ; 51

Procédure pénale

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 6
Territoires d'outre-mer (TOM), 2 ; 3

Procès-verbal

1. – **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Paul Graziani rapporteur de la commission des lois pour le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République : déclare avoir donné un avis favorable, et non défavorable, à l'adoption de l'amendement n° 284 ter de M. Charles Pasqua (14 juin 1991) (p. 1704).

2. – **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Paul Graziani rapporteur de la commission des lois pour le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République : déclare avoir donné un avis favorable, et non défavorable, à l'adoption de l'amendement n° 284 de M. Charles Pasqua (14 juin 1991) (p. 1704).

Procréation médicalement assistée

Voir *Sécurité sociale*, 3

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 5

Professeurs

Voir *Questions orales sans débat* n° 376

Professions et activités immobilières

Voir *Urbanisme*, 3

Professions judiciaires et juridiques

Voir *Conseil d'Etat*, 1
Questions au Gouvernement n° 388

Professions libérales

Voir *Professions libérales*, 1

1. – **Projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 4 février 1991) [n° 218 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (11 avril 1991) [n° 268 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1991) [n° 1998 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Bouquet (7 mai 1991) [n° 2026 (9^e lég.)] – Discussion (23 mai 1991) – Adoption (23 mai 1991) [n° 479].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 mai 1991) [n° 340 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (29 mai 1991) [n° 342 (90-91)] – Discussion (31 mai 1991) – Adoption (31 mai 1991) [n° 120].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1991) [n° 2077 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Bouquet (12 juin 1991) [n° 2114 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 494].

PROMULGATION : Loi n° 91-593 du 25 juin 1991 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 539, 550).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 539, 542) : MM. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Félix Leyzour.

Concurrence : Doubin (François) (p. 539) ; Laucournet (Robert) (p. 541) ; Leyzour (Félix) (p. 542).

Conseil européen : Doubin (François) (p. 539) ; Huchon (Jean) (p. 540) ; Laucournet (Robert) (p. 541).

Contrats de travail : Doubin (François) (p. 539) ; Laucournet (Robert) (p. 541).

Directives communautaires : Doubin (François) (p. 539) ; Huchon (Jean) (p. 540) ; Laucournet (Robert) (p. 541).

Professions libérales : Doubin (François) (p. 539) ; Huchon (Jean) (p. 540) ; Leyzour (Félix) (p. 541 ; 542).

Tribunaux de commerce : Huchon (Jean) (p. 540).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 542, 549) : MM. Félix Leyzour, Jean Huchon, rapporteur ; François Doubin, ministre.

Art. 1^{er} (Définition de l'agent commercial) (p. 542).

Rejetés : amendements de M. Félix Leyzour, n° 17 : caractère habituel de la mission de l'agent commercial – Et n° 18 : exclusion du voyageur représentant placier du champ d'application de ce texte.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 543).

Art. 2 (Le contrat d'agence) (p. 543).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : droit d'obtenir un écrit signé mentionnant le contenu du contrat d'agence sur la demande de l'une des parties.

Rejeté : amendement n° 19 de M. Félix Leyzour : obligation d'écrire le contrat d'agence établi entre l'agent commercial et son mandant ainsi que les avenants ultérieurs.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 544).

Art. 3 (Représentation de nouveaux mandants) – Adopté (p. 544).

Après l'art. 3 (p. 544).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : transposition dans le projet des articles 3 et 4 de la directive européenne relatifs à la réciprocité des droits et obligations de l'agent commercial et de son mandant.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 545).

Art. 4 (Principe du droit à rémunération de l'agent commercial) (p. 545).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission.

Rejeté : amendement n° 20 de M. Félix Leyzour : détermination de façon précise au contrat du taux de commission de l'agent commercial.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 545).

Art. 5 (Droit à commission pendant le contrat d'agence).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 545).

Art. 6 (Droit à commission après la cessation du contrat d'agence) (p. 546).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 546).

Art. 7 (Partage de la commission entre agents) (p. 546).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de la commission.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 546).

Art. 8 (Fait générateur et délai de paiement de la commission) – Adopté (p. 546).

Art. 9 (Extinction de la commission) – Adopté (p. 546).

Après l'art. 9 (p. 546).

Retiré : amendement n° 8 de la commission : transposition dans le projet de l'article 12 de la directive européenne faisant obligation générale d'envoi périodique d'un relevé des commissions dues à l'agent commercial.

Art. 10 (Durée du mandat et délai de préavis) – Adopté (p. 547).

Art. 11 (Droit à réparation du préjudice subi en cas de cessation du contrat) (p. 547).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 547).

Art. 12 (Exceptions au droit à réparation du préjudice) (p. 547).

Adopté : amendement rédactionnel n° 10 de la commission.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 547).

Art. 13 (Clause de non concurrence après la cessation du contrat) (p. 547).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : amélioration de la transposition de l'article 20 de la directive européenne en précisant que la clause de non concurrence doit concerner le secteur géographique et le cas échéant la clientèle dont l'agent a la charge.

Rejeté : amendement n° 21 de M. Félix Leyzour : rétablissement obligatoire de la clause par écrit qui ne peut concerner que le secteur géographique ou les catégories de personnes que l'agent commercial était chargé de visiter au moment de la cessation ou à l'expiration du contrat.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 548).

Art. 14 (Activité d'agence commerciale exercée à titre accessoire) – Adopté (p. 548).

Art. 15 (Dispositions d'ordre public) (p. 548).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : attribution d'un caractère impératif à l'article additionnel après l'art. 3 qui est relatif à la réciprocité des droits et obligations des parties – Et n° 13 : exclusion du champ d'application de cet article des dispositions du troisième alinéa de l'article 13 relatives à la durée maximale de la clause de non concurrence après le contrat.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 548).

Après l'art. 15 (p. 548).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 15 : exclusion des soldes du régime d'autorisation administrative préalable pour

autant que ces ventes n'aient pas lieu plus de deux fois par an et que chaque période n'excède pas deux mois – Et n° 16 : interdiction d'utilisation du mot « soldes » dans la raison sociale ou l'enseigne d'une entreprise.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 549).

Art. 16 (*Décret en conseil d'Etat*) (p. 549).

Retiré : amendement n° 14 de la commission : fixation par décret en conseil d'Etat des modalités d'adaptation de la loi aux agents dont l'activité a pour objet des opérations immobilières.

– L'article 16 est adopté (p. 549).

Art. 17 (*Date de mise en vigueur des dispositions de la loi*) – Adopté (p. 549).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 549, 550) : *M. Félix Leyzour*.

Adoption (18 avril 1991) (p. 550).

Discussion (deuxième lecture)

(31 mai 1991) (p. 1212, 1215).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1212, 1213) : *MM. François Doubin, ministre chargé de l'artisanat ; Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques*.

Commerce et artisanat : *Doubin (François)* (p. 1212) ; *Huchon (Jean)* (p. 1213).

Conseil constitutionnel : *Huchon (Jean)* (p. 1213).

Contrats de travail : *Doubin (François)* (p. 1212) ; *Huchon (Jean)* (p. 1213).

Directives communautaires : *Doubin (François)* (p. 1212) ; *Huchon (Jean)* (p. 1213).

Distribution commerciale : *Doubin (François)* (p. 1212) ; *Huchon (Jean)* (p. 1213).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1213, 1215) : *MM. Jean Huchon, rapporteur ; François Doubin, ministre ; Jean Chérioux, Jacques Bellanger*.

Art. 10 – Adopté (p. 1213).

Art. 11 (p. 1213).

Retiré : amendement rédactionnel n° 1 de la commission.

– L'article 11 est adopté (p. 1214).

Art. 12 – Adopté (p. 1214).

Art. 14 (p. 1214).

Parole sur l'article : *M. Jean Chérioux*.

Retiré : amendement n° 2 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 14 est adopté (p. 1214).

Art. 15 – Adopté (p. 1214).

Art. 15 bis (p. 1214).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture.

– L'article 15 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1215).

Art. 15 ter – Adopté (p. 1215).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1215) : *MM. Robert Vizet, Ernest Cartigny*.

Adoption (31 mai 1991) (p. 1215).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 juin 1991) [n° 380 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi portant création de chambres consulaires des professions libérales**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 juin 1991) [n° 434 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article 93 du code général des impôts en cas de cessation d'activité pour cause de retraite**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par MM. Maurice Schumann et Charles de Cuttoli, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 31 juillet 1991) [n° 472 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

Professions médicales et paramédicales

Voir *Examens et concours*, 2

Propagande électorale

Voir *Questions au Gouvernement* n° 339

Propriété industrielle

Voir *Traités et conventions*, 30

Protection et reconstitution forestières

Voir *Forêts*, 2

Protection nucléaire, bactériologie et chimique (NBC)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 8

Protection sociale

Voir *Accidents du travail*, 3
Missions d'information, 6

1. – **Proposition de loi relative au régime local de protection sociale d'Alsace-Moselle**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 19 juillet 1989) [n° 470 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 19 avril 1991.

Publicité

Voir *Collectivités territoriales*, 8
Consommation, 1

Pyrénées-Atlantiques (Département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 349

Q

Qatar

Voir *Traités et conventions*, 7

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Code pénal*, 1
Collectivités territoriales, 1
Fonctionnaires et agents publics, 1
Hôpitaux publics, 1
Lois de finances, 2
Lois de finances rectificatives, 1
Mutualité sociale agricole (MSA), 1
Politique économique et sociale, 1
Sécurité sociale, 2
Service national, 3

Questions au Gouvernement

n° 308. – Enseignement supérieur (Situation de l'université de Villetaneuse) – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (18 avril 1991) (p. 550) :

MM. Ernest Cartigny, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale .

n° 309. – Irak (Aides aux populations kurdes) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (18 avril 1991) (p. 550, 551) :

MM. Claude Estier, Michel Rocard, Premier ministre .

n° 310. – Train à grande vitesse (TGV) (Est) – Question de M. Daniel Hoeffel.

Discussion (18 avril 1991) (p. 551, 552) :

MM. Daniel Hoeffel, Louis Besson, ministre de l'équipement .

n° 311. – Réunion (Ile) (Situation économique et sociale de la Réunion) – Question de M. Paul Moreau.

Discussion (18 avril 1991) (p. 552, 553) :

MM. Paul Moreau, Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer .

n° 312. – Enseignement (Politique de l'école) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (18 avril 1991) (p. 553, 554) :

Mme Hélène Luc, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale .

n° 313. – Textile (Industrie) (Problèmes de l'industrie textile) – Question de M. Philippe Adnot.

Discussion (18 avril 1991) (p. 554, 555) :

MM. Philippe Adnot, Roger Fouroux, ministre de l'industrie .

n° 314. – Pêche (« Plan Mellick ») Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (18 avril 1991) (p. 555, 556) :

MM. Christian Bonnet, Louis Besson, ministre de l'équipement .

n° 315. – Aménagement rural (Aides aux zones rurales) – Question de M. Georges Berchet.

Discussion (18 avril 1991) (p. 556 à 558) :

MM. Georges Berchet, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions .

n° 316. – Emploi (Suppression d'emplois dans le secteur industriel) – Question de M. Roger Quilliot.

Discussion (18 avril 1991) (p. 558, 559) :

MM. Roger Quilliot, Roger Fouroux, ministre de l'industrie .

n° 317. – CEE (Adhésion de nouveaux pays à la CEE) – Question de M. Edouard Le Jeune.

Discussion (18 avril 1991) (p. 559, 560) :

M. Edouard Le Jeune, Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères .

n° 318. – Politique agricole commune (Quotas laitiers) – Question de M. Josselin de Rohan.

Discussion (18 avril 1991) (p. 560, 561) :

MM. Josselin de Rohan, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 319. – Prestations familiales (Revalorisation des allocations familiales) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (18 avril 1991) (p. 561, 562) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées .

n° 320. – Mines et carrières (Fermeture des houillères du Dauphiné) – Question de M. Guy Cabanel.

Discussion (18 avril 1991) (p. 562, 563) :

MM. Guy Cabanel, Roger Fouroux, ministre de l'industrie .

n° 321. – Viticulture (Crise de la viticulture méridionale) – Question de M. Roland Courteau.

Discussion (18 avril 1991) (p. 563, 564) :

MM. Roland Courteau, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 322. – Vie politique et sociale (Statut de l'élu) – Question de M. Henri Le Breton.

Discussion (18 avril 1991) (p. 564) :

MM. Henri Le Breton, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur .

n° 323. – Mines et carrières (Fermeture des mines de la Cogema) – Question de M. Jean-Pierre Demerliat.

Discussion (18 avril 1991) (p. 564, 565) :

MM. Jean-Pierre Demerliat, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions .

n° 324. – Aménagement rural (Fermeture de classes en zones rurales) – Question de M. Paul Caron.

Discussion (18 avril 1991) (p. 565, 566) :

MM. Paul Caron, Robert Chapuis, secrétaire d'état chargé de l'enseignement technique .

n° 325. – Réseau routier et autoroutier (Liaison autoroutière Grenoble-Sisteron) – Question de M. Marcel Lesbros.

Discussion (18 avril 1991) (p. 566) :

MM. Marcel Lesbros, Louis Besson, ministre de l'équipement .

n° 326. – Réseau routier et autoroutier (Déviation de la RN 11) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (18 avril 1991) (p. 566, 567) :

MM. Guy Robert, Louis Besson, ministre de l'équipement .

n° 327. – Sécurité sociale (Politique relative à la sécurité sociale) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1876, 1878) :

MM. Claude Estier, Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales .

n° 328. – Immigration (Contrôle réel de l'immigration) – Question de M. Paul Alduy.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1878, 1879) :

MM. Paul Alduy, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.

n° 329. – Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (Transmission du sida par voie de transfusions aux hémophiles) – Question de M. Charles Descours.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1879, 1880) :

MM. Charles Descours, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 330. – Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (Smic à 7. 000 francs) – Question de Mme Paulette Fost.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1880, 1881) :

Mmes Paulette Fost, Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.

n° 331. – Police (Missions de la police nationale dans les banlieues) – Question de M. Jean Grandon.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1881, 1882) :

MM. Jean Grandon, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.

n° 332. – Enseignement primaire (Carte scolaire pour la rentrée 1991-1992) – Question de M. Jean Pépin.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1882, 1883) :

MM. Jean Pépin, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 333. – Ordre public (Sécurité des personnes et des biens en Corse) – Question de M. François Giacobbi.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1883, 1884) :

MM. Jean Giacobbi, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.

n° 334. – Police (Modernisation de la police) – Question de M. Jacques Bellanger.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1884, 1885) :

MM. Jacques Bellanger, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.

n° 335. – Autoroutes (Autoroute Sisteron-Grenoble) – Question de M. Marcel Lesbros.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1885, 1886) :

MM. Marcel Lesbros, Michel Delebarre, ministre de la ville.

n° 336. – Catastrophes naturelles (Gel des vignobles) – Question de M. Gérard César.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1886, 1887) :

MM. Gérard César, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 337. – Banlieues (Aspirations et besoins des jeunes de banlieues) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1887, 1888) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Michel Delebarre, ministre de la ville.

n° 338. – Aménagement du territoire (Aménagement du territoire) – Question de M. Jean Boyer.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1888, 1889) :

MM. Jean Boyer, Michel Delebarre, ministre de la ville.

n° 339. – Propagande électorale (Promotion publicitaire des collectivités en période préélectorale) – Question de M. Paul Girod.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1889, 1890) :

MM. Paul Girod, Philippe Marchand, ministre de l'intérieur.

n° 340. – Environnement (Politique de l'environnement) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1890, 1891) :

M. Franck Sérusclat, Mme Edith Cresson, Premier ministre.

n° 341. – Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) (Statut du G. I.A.T.) – Question de M. Louis Mercier.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1891, 1892) :

MM. Louis Mercier, Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense.

n° 342. – Comités consultatifs de règlement des dommages (Comités départementaux de règlement des dommages) – Question de M. Geoffroy de Montalembert.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1892, 1894) :

MM. Geoffroy de Montalembert, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 343. – Education (Responsabilité des parents dans l'éducation des enfants) – Question de M. Bernard Seillier.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1894) :

MM. Bernard Seillier, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

n° 344. – Mer et littoral (Blanchiment du corail) – Question de M. Daniel Millaud.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1884, 1885) :

MM. Daniel Millaud, Brice Lalonde, ministre de l'environnement.

n° 345. – Prestations familiales (Revalorisation des prestations familiales) – Question de M. Louis de Catuelan.

Discussion (20 juin 1991) (p. 1895) :

MM. Louis de Catuelan, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

n° 346. – Français de l'étranger (Situation des Français au Zaïre) – Question de M. Jean-Pierre Cantegrit.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2976, 2977) :

MM. Jean-Pierre Cantegrit, Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

n° 347. – Espace social européen (Adaptation de l'organisation hospitalière) – Question de M. Henri Collette.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2977, 2978) :

MM. Henri Collette, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 348. – Emploi (Revendications des salariés) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2978, 2980) :

Mme Hélène Luc, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 349. – Aménagement rural (Aménagement du milieu rural aux besoins des citoyens) – Question de M. François Delga.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2981, 2982) :

MM. François Delga, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 350. – Sidérurgie (industrie) (Suppression d'emplois dans le secteur sidérurgique) – Question de M. Hubert Martin.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2982, 2984) :

MM. Hubert Martin, Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur.

n° 351. – Fonction publique territoriale (régime indemnitaire de la fonction publique territoriale) – Question de M. François Lesein.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2983, 2984) :

MM. François Lesein, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

n° 352. – Education nationale (Bilan de la rentrée scolaire 1991-1992) – Question de M. Guy Allouche.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2984, 2985) :

MM. Guy Allouche, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 353. – Enseignement agricole (Dénonciation de conventions de formation professionnelle agricole) – Question de M. Louis Mercier.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2985, 2986) :

MM. Louis Mercier, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.

n° 354. – Transfusions et transplantations d'organes (Transmission du sida aux hémophiles) – Question de M. Charles Descours.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2986, 2988) :

MM. Charles Descours, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 355. – Infirmiers (Situation des infirmières) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2988, 2990) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 356. – Réseau routier et autoroutier (Autoroute A89) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2990) :

MM. Georges Mouly, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 357. – Banlieues (Mesures concernant les banlieues) – Question de M. Louis Perrein.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2991) :

M. Louis Perrein, Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports.

n° 358. – Exploitations agricoles (Fiscalité agricole) – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2991, 2992) :

MM. Marcel Daunay, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.

n° 359. – Communauté économique européenne (CEE) (Mandat de la commission européenne dans les négociations du GATT) – Question de M. Désiré Debavelaere.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2992, 2993) :

MM. Désiré Debavelaere, Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur.

n° 360. – Communauté économique européenne (CEE) (Sommet européen de Maastricht) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2993, 2994) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères.

n° 361. – Action sanitaire et sociale (Situation des assistants sociaux) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon.

Discussion (17 octobre 1991) (p. 2994, 2995) :

MM. Jean-Luc Mélenchon, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 362. – Eglise (Propos mettant en cause le Souverain Pontife et les évêques de France) – Question de M. Josselin de Rohan.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3720, 3722) :

MM. Josselin de Rohan, Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement.

n° 363. – Chômage (Mesures contre le chômage) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3722, 3723) :

M. Ivan Renar, Mme Edith Cresson, Premier ministre.

n° 364. – Coopération (Situation en Haïti) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3723, 3724) :

M. Jacques Habert, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 365. – Fiscalité locale (Alourdissement de la fiscalité locale) – Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3724, 3726) :

MM. Christian Bonnet, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 366. – Politique économique et sociale (Orientation des mesures gouvernementales) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3726, 3727) :

M. Claude Estier, Mme Edith Cresson, Premier ministre.

n° 367. – Santé (Mise sur le marché du G.CSF) – Question de M. François Lesein.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3727, 3728) :

MM. François Lesein, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

n° 368. – Droit pénal (Rétablissement de la peine de mort pour les crimes de sang contre les mineurs) – Question de M. Paul Alduy.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3728, 3729) :

MM. Paul Alduy, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 369. – Aviation civile (Grève des électroniciens de l'aviation civile) – Question de M. Roger Husson.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3729, 3730) :

MM. Roger Husson, Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement.

n° 370. – Infirmiers (Réponse aux revendications hospitalières) – Question de M. Robert Pagès.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3730, 3731) :

MM. Robert Pagès, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées.

n° 371. – Transfusions et transplantations d'organes (Indemnité de l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3731, 3732) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées.

n° 372. – Dotation globale de fonctionnement (DGF) (Système de répartition de la dotation globale de fonctionnement) – Question de M. Jean Roger.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3732, 3733) :

MM. Jean Roger, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

n° 373. – Afrique (Evolution démocratique des pays africains) – Question de M. Guy Penne.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3733, 3734) :

MM. Guy Penne, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 374. – Aménagement du territoire (Désenclavement de l'Indre) – Question de M. Daniel Bernardet.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3734, 3735) :

MM. Daniel Bernardet, Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement.

n° 375. – Départements d'outre-mer (DOM) (Fermeture de l'école militaire préparatoire de la Réunion) – Question de M. Paul Moreau.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3735) :

MM. Paul Moreau, Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 376. – Elevage (Producteurs de viande du Limousin) – Question de M. Jean-Pierre Demerliat.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3735, 3736) :

MM. Jean-Pierre Demerliat, André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville.

n° 377. – Carburants de substitution (Carburants d'origine agricole) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (14 novembre 1991) (p. 3736, 3737) :

MM. Jacques Machet, André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville.

n° 380. – Politique industrielle (Déclin industriel de la Lorraine) – Question de M. Paul Souffrin.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5266, 5267) :

MM. Paul Souffrin, Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie.

n° 381. – Administration centrale et services extérieurs (Délocalisation des administrations) – Question de M. Philippe Adnot.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5268) :

MM. Philippe Adnot, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 382. – Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (Examen pré-nuptial et dépistage du sida) – Question de M. Michel Poniatowski.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5268, 5269) :

MM. Michel Poniatowski, Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales.

n° 383. – Emploi (Incitation des chômeurs à reprendre un emploi à temps partiel) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5269, 5270) :

M. Georges Mouly, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.

n° 384. – Communauté économique européenne (CEE) (Sommet de Maastricht) – Question de M. Claude Estier.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5270, 5271) :

M. Claude Estier, Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes.

n° 385. – Territoires d'outre-mer (TOM) (Fonctionnement des pouvoirs publics en Polynésie française) – Question de M. Daniel Millaud.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5271, 5272) :

MM. Daniel Millaud, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 386. – Réseau routier et autoroutier (Grand projet autoroutier) – Question de M. Paul Masson.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5272, 5273) :

MM. Paul Masson, Paul Quilès, ministre de l'équipement.

n° 387. – Prestations familiales (Prime de Noël) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5273, 5274) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

n° 388. – Professions judiciaires et juridiques (Conséquences du GATT sur les professions juridiques) – Question de M. Jacques Larché.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5274, 5275) :

MM. Jacques Larché, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 389. – Armement (Démantèlement de l'arsenal irakien) – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5275) :

MM. Ernest Cartigny, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 390. – Ports (Modernisation de la filière portuaire) – Question de M. Jacques Bialski.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5275, 5276) :

MM. Jacques Bialski, Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer.

n° 391. – Relations internationales (Relations franco-algériennes) – Question de M. Jacques Golliet.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5276, 5277) :

M. Jacques Golliet, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 392. – Enseignement privé (Relations de l'Etat avec les établissements d'enseignement privés) – Question de M. Désiré Debavelaere.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5277, 5278) :

MM. Désiré Debavelaere, Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.

n° 393. – Politique étrangère (Situation en Yougoslavie) – Question de M. Jean-Paul Bataille.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5278, 5279) :

MM. Jean-Paul Bataille, Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes.

n° 394. – Travailleurs étrangers (Sonacotra) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5280, 5281) :

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales.

n° 395. – Retraités (Situation des retraités) – Question de M. Paul Caron.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5281) :

MM. Paul Caron, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

n° 396. – Sécurité sociale (Régimes autonomes et spéciaux) (Régime local de sécurité sociale d'Alsace-Moselle) – Question de M. Jean-Eric Bousch.

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5281, 5282) :

MM. Jean-Eric Bousch, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

Questions orales avec débat

n° 2. – Textile (industrie) (Prolongation de l'arrangement multifibres) – Question de M. Maurice Schumann (22 mai 1991) (p. 1005).

Discussion (18 juin 1991) (p. 1732, 1748) – Commune avec les questions :

n° 3 de M. Christian Poncelet (Situation de l'industrie textile) (22 mai 1991) (p. 1003).

n° 4 de M. Roland Grimaldi (Situation de l'industrie textile) (22 mai 1991) (p. 1004).

n° 9 de M. Louis Brives (Situation de l'industrie textile et du cuir dans le Tarn et l'Ariège) (23 mai 1991) (p. 1039).

n° 14 de M. Michel Miroudot (Dégradation de la situation de l'industrie textile) (31 mai 1991) (p. 1228).

n° 23 de M. André Diligent (Situation de l'industrie textile dans le bassin d'emploi Roubaix-Tourcoing) (7 juin 1991) (p. 1482).

n° 24 de M. Ivan Renar (Suppressions d'emplois dans l'industrie textile dans la région Nord-Pas-de-Calais) (11 juin 1991) (p. 1542) :

MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Roland Grimaldi, Louis Brives, Michel Miroudot, André Diligent, Ivan Renar, Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Miroudot (Michel)* (p. 1738) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1734 ; 1735) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1733) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1746).

Accords multifibres (AMF) : *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1738) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1735 ; 1747) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1733) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1748).

Budget : *Brives (Louis)* (p. 1737) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1734) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1747).

Comité syndical européen des textiles, de l'habillement et du cuir : *Schumann (Maurice)* (p. 1733).

Commerce international : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1745 ; 1746).

Communauté économique européenne (CEE) : *Brives (Louis)* (p. 1738) ; *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1736 ; 1737) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1735 ; 1747) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1733) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1743).

Déficit commercial : *Poncelet (Christian)* (p. 1734) ; *Renar (Ivan)* (p. 1741) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1742).

Dunkerque : *Diligent (André)* (p. 1740).

Emploi : *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1738) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1734) ; *Renar (Ivan)* (p. 1740 ; 1741) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1734).

Entreprises : *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1736) ; *Renar (Ivan)* (p. 1741) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1748).

Fiscalité : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1745).

Formation professionnelle : *Grimaldi (Roland)* (p. 1737) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1743 ; 1745 ; 1747).

Fraudes et falsifications : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1746).

Groupe Vitos établissements Vitoux (VEV) : *Diligent (André)* (p. 1740) ; *Renar (Ivan)* (p. 1741) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1733).

Haute couture : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1746).

Haute-Saône (département) : *Miroudot (Marcel)* (p. 1738).

Importations : *Grimaldi (Roland)* (p. 1736) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1735) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1734).

Investissements : *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1734 ; 1735) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1743).

Midi-Pyrénées (région) : *Brives (Louis)* (p. 1738) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1736).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Grimaldi (Roland)* (p. 1736) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1735) ; *Renar (Ivan)* (p. 1741) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1744).

Recherche : *Schumann (Maurice)* (p. 1734) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1747).

Régions : *Poncelet (Christian)* (p. 1747) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1742 ; 1748).

Roubaix-Tourcoing (agglomération) : *Diligent (André)* (p. 1739).

Salaires, traitements et indemnités : *Renar (Ivan)* (p. 1741).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 1737) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1737) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1745).

Technologies nouvelles : *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1742).

Textile (industrie) : *Brives (Louis)* (p. 1737 ; 1738) ; *Diligent (André)* (p. 1739) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1738) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1734 ; 1735 ; 1747) ; *Renar (Ivan)* (p. 1741) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1733 ; 1734) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1742 ; 1743).

Vosges (région) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 1744).

n° 6. – Agriculture (Evolution des crédits de l'agriculture)
– Question de M. Christian Poncelet (22 mai 1991) (p. 1004).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2237, 2247) :

MM. Christian Poncelet, Rémi Herment, Louis Minetti, Louis Virapoullé, Adrien Gouteyron, Bernard Barraux, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2241) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2243) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Agriculteurs : *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Agriculture (budget) : *Mermaz (Louis)* (p. 2242 ; 2247) ; *Minetti (Louis)* (p. 2239) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Agro-alimentaire (industrie) : *Minetti (Louis)* (p. 2239).

Aménagement du territoire : *Mermaz (Louis)* (p. 2244) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Bovins : *Mermaz (Louis)* (p. 2244) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Mermaz (Louis)* (p. 2242).

Calamités agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 2245) ; *Minetti (Louis)* (p. 2239).

Chômage : *Mermaz (Louis)* (p. 2246).

Cotisations sociales agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 2246) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Directives communautaires : *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Minetti (Louis)* (p. 2239).

Elevage : *Barraux (Bernard)* (p. 2241) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2242 ; 2244).

Enseignement agricole : *Minetti (Louis)* (p. 2239).

Exploitations agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 2247) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Exportations : *Mermaz (Louis)* (p. 2245).

Fiscalité : *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Fonds national de garantie des calamités agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 2242).

Forêt méditerranéenne : *Minetti (Louis)* (p. 2240).

Forêts : *Mermaz (Louis)* (p. 2246).

Forêts (incendies) : *Mermaz (Louis)* (p. 2242 ; 2246) ; *Minetti (Louis)* (p. 2239).

Importations : *Mermaz (Louis)* (p. 2245) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2239).

Lait et produits laitiers : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2240) ; *Herment (Rémi)* (p. 2239) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2244) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Mermaz (Louis) (p. 2243).

Montagne : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2240).

Politique agricole commune (PAC) : *Mermaz (Louis)* (p. 2243) ; *Minetti (Louis)* (p. 2239) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Prêts à l'agriculture : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2241) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2242).

Prêts bonifiés : *Mermaz (Louis)* (p. 2245).

Prix agricoles : *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Protection et reconstitution forestières : *Mermaz (Louis)* (p. 2246).

Quotas laitiers : *Barraux (Bernard)* (p. 2241) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Réunion (île) : *Virapoullé (Louis)* (p. 2240).

Revenus agricoles : *Barraux (Bernard)* (p. 2241) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2246) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Sécheresse : *Mermaz (Louis)* (p. 2242) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2237).

Sucre : *Mermaz (Louis)* (p. 2246) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2240).

Taxe de coresponsabilité : *Herment (Rémi)* (p. 2239) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2244).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Barraux (Bernard)* (p. 2241) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2242 ; 2245) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2238).

Viande (prix) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2240).

n° 7. – Droits de l'homme (Sommet mondial pour les enfants) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (22 mai 1991) (p. 1004).

Discussion (10 juin 1991) (p. 1489, 1494) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées.

Adoption : *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

Allocations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490 ; 1494) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1494).

Coopération : *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

Crèches : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Décentralisation : *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Délinquance juvénile : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491).

Ecoles maternelles et primaires : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Education : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490).

Enfance inadaptée : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491).

Enfance martyre : *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Enfants (droit d'expression) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Enfants (mortalité et malnutrition) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1489) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

Journée de l'enfant : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1494) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1494).

Médecine scolaire : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490).

Pays en voie de développement (PVD) : *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

Protection maternelle et infantile (PMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Cathala (Laurent)* (p. 1493).

Toxicomanie : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491).

Travail clandestin : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1494).

Travail des enfants : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1491).

Vacances : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490 ; 1491).

Vaccinations : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1490) ; *Cathala (Laurent)* (p. 1492).

n° 11. – Dotation globale de fonctionnement (DGF) (Interprétation de la loi instituant une dotation de solidarité urbaine) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade (23 mai 1991) (p. 1040).

Discussion (10 juin 1991) (p. 1494, 1497) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

Comité des finances locales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1497).

Communes : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1495) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1495 ; 1497).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1495).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1494 ; 1495) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1494 ; 1497).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) (données chiffrées) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1496) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1496).

Dotation de solidarité urbaine (DSU) : voir dotation globale de fonctionnement (DGF).

Lois (application) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1494).

n° 16. – Politique économique et sociale (Orientations de la politique générale du Gouvernement) – Question de M. Hubert Durand-Chastel (4 juin 1991) (p. 1275).

Discussion (5 juin 1991) (p. 1302, 1318) – Commune avec les questions :

n° 17 de M. Ernest Cartigny (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1275).

n° 18 de M. Claude Estier (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1275).

n° 19 de M. Daniel Hoeffel (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1275).

n° 20 de Mme Hélène Luc (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1275).

n° 21 de M. Marcel Lucotte (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1275).

n° 22 de M. Charles Pasqua (**Orientations de la politique générale du Gouvernement**) (4 juin 1991) (p. 1276) :

MM. Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Ernest Cartigny, Claude Estier, Mme Hélène Luc, M. Hubert Durand-Chastel, Mme Edith Cresson, Premier ministre.

Accord de Schengen : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Estier (Claude)* (p. 1307) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1305 ; 1317).

Allemagne : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Allocations familiales : *Luc (Hélène)* (p. 1309 ; 1317).

Aménagement du territoire : *Pasqua (Charles)* (p. 1305).

Asile (droit d') : *Pasqua (Charles)* (p. 1305).

Automobile (industrie) : *Cresson (Edith)* (p. 1314).

Baccalauréats : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Banlieues : *Cresson (Edith)* (p. 1312) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309) ; *Luc (Hélène)* (p. 1308) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1317).

Chômage : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306) ; *Cresson (Edith)* (p. 1311) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309) ; *Estier (Claude)* (p. 1307) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303) ; *Luc (Hélène)* (p. 1308) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Collectivités territoriales : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303 ; 1316).

Commerce extérieur : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306).

Conflits sociaux : *Luc (Hélène)* (p. 1308) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Cotisations sociales : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303) ; *Luc (Hélène)* (p. 1309) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Crimes contre l'humanité : *Cresson (Edith)* (p. 1311) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1310 ; 1318).

Décentralisation : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1316).

Déficit budgétaire : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Dépenses publiques : *Cresson (Edith)* (p. 1310).

Désarmement : *Cresson (Edith)* (p. 1315) ; *Luc (Hélène)* (p. 1309 ; 1317).

Dettes publiques : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306).

Economie : *Cresson (Edith)* (p. 1310 ; 1311).

Education nationale : *Cresson (Edith)* (p. 1310) ; *Luc (Hélène)* (p. 1309) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1305 ; 1317).

Education nationale (décentralisation) : *Cresson (Edith)* (p. 1312) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303).

Elections législatives : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Enseignants : *Luc (Hélène)* (p. 1317).

Enseignement : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309).

Enseignement privé : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Enseignement supérieur : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1310).

Entreprises : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306) ; *Cresson (Edith)* (p. 1313).

Europe de l'Est : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309).

Exode rural : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Formation professionnelle : *Cresson (Edith)* (p. 1310 ; 1312 ; 1315) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309) ; *Estier (Claude)* (p. 1307) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303) ; *Luc (Hélène)* (p. 1309) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Gouvernement : *Cresson (Edith)* (p. 1311).

Grand marché intérieur (CEE) : *Cresson (Edith)* (p. 1311) ; *Estier (Claude)* (p. 1307) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1316) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1304 ; 1316).

Immigration : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1316).

Immigration clandestine : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1305).

Impôts et taxes : *Cresson (Edith)* (p. 1311 ; 1312) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Industrie : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Estier (Claude)* (p. 1307).

Investissements : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306).

Investissements français à l'étranger : *Cresson (Edith)* (p. 1315).

Justice : *Cresson (Edith)* (p. 1311) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Loi d'orientation sur la ville : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Estier (Claude)* (p. 1307).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Cresson (Edith)* (p. 1313) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1305).

Parlement (rôle) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303).

Politique économique et sociale : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1316).

Politique générale (déclarations) : *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Politique industrielle : *Cresson (Edith)* (p. 1310) ; *Luc (Hélène)* (p. 1308).

Politique monétaire et financière : *Cartigny (Ernest)* (p. 1306).

Pouvoir d'achat : *Luc (Hélène)* (p. 1317).

Prélèvements obligatoires : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1303) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1303).

Protection sociale : *Cresson (Edith)* (p. 1311 ; 1315) ; *Luc (Hélène)* (p. 1317).

Qualification professionnelle : *Cresson (Edith)* (p. 1311).

Radiodiffusion et télévision : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1309).

Recherche : *Cresson (Edith)* (p. 1314).

Retraites : *Cresson (Edith)* (p. 1314) ; *Estier (Claude)* (p. 1307) ; *Luc (Hélène)* (p. 1309).

Salaires, traitements et indemnités : *Cresson (Edith)* (p. 1315) ; *Luc (Hélène)* (p. 1308).

Sécurité publique : *Cartigny (Ernest)* (p. 1307) ; *Cresson (Edith)* (p. 1312) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1305).

Sécurité sociale (financement) : *Cresson (Edith)* (p. 1311 ; 1314) ; *Estier (Claude)* (p. 1307).

Système monétaire européen (SME) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1307).

Travail clandestin : *Cresson (Edith)* (p. 1313).

Travail (durée) : *Luc (Hélène)* (p. 1308).

Travail (organisation) : *Cresson (Edith)* (p. 1315).

n° 25. – Justice (Situation des services relevant de l'autorité judiciaire) – Question de M. Hubert Haenel (12 juin 1991) (p. 1603).

Discussion (9 octobre 1991) (p. 2742, 2760) – Commune avec les questions :

n° 37 de M. Jean Arthuis (Situation des services relevant de l'autorité judiciaire) (2 octobre 1991) (p. 2562).

n° 39 de M. Charles Lederman (Fonctionnement de la justice) (8 octobre 1991) (p. 2722).

n° 40 de M. Guy Allouche (Politique pénale et action publique) (8 octobre 1991) (p. 2722) :

MM. Hubert Haenel, Jean Arthuis, Charles Lederman, Guy Allouche, Charles de Cuttoli, Marcel Rudloff, Jacques Larché, Henri Nallet, ministre de la justice.

Amnistie : *Lederman (Charles)* (p. 2750).

Code pénal (réforme) : *Lederman (Charles)* (p. 2749).

Décentralisation : *Haenel (Hubert)* (p. 2747).

Départementalisation : *Allouche (Guy)* (p. 2751) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2743 ; 2748) ; *Nallet (Henri)* (p. 2755 ; 2756).

Douanes : *Haenel (Hubert)* (p. 2744).

Ecole nationale de la magistrature (ENM) : *Nallet (Henri)* (p. 2758).

Etrangers : *Haenel (Hubert)* (p. 2745).

Infractions : *Haenel (Hubert)* (p. 2744).

Jeunesse (protection judiciaire) : *Allouche (Guy)* (p. 2751 ; 2760) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2759) ; *Lederman (Charles)* (p. 2759) ; *Nallet (Henri)* (p. 2758 ; 2759).

Justice administrative : *Haenel (Hubert)* (p. 2745).

Justice (budget) : *Allouche (Guy)* (p. 2751) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2746 ; 2748) ; *Lederman (Charles)* (p. 2749) ; *Nallet (Henri)* (p. 2755).

Justice (ministère) : *Haenel (Hubert)* (p. 2747).

Justice (missions) : *Haenel (Hubert)* (p. 2745).

Justice (pays d'Europe) : *Rudloff (Marcel)* (p. 2753).

Justice (personnels) : *Allouche (Guy)* (p. 2750) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2746) ; *Nallet (Henri)* (p. 2755 ; 2758).

Magistrats : *Larché (Jacques)* (p. 2754).

Nationalité française : *Cuttoli (Charles de)* (p. 2752 ; 2760) ; *Nallet (Henri)* (p. 2758).

Naturalisation : *Cuttoli (Charles de)* (p. 2753).

Police judiciaire : *Haenel (Hubert)* (p. 2744) ; *Nallet (Henri)* (p. 2756 ; 2757).

Projets de loi : *Nallet (Henri)* (p. 2757).

Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle : *Allouche (Guy)* (p. 2750) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2743 ; 2745) ; *Larché (Jacques)* (p. 2753) ; *Lederman (Charles)* (p. 2748) ; *Nallet (Henri)* (p. 2754) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 2753).

Réfugiés et apatrides : *Haenel (Hubert)* (p. 2745).

Tribunaux d'instance (TI) : *Haenel (Hubert)* (p. 2746).

n° 33. – Réunion (Suite à donner aux conclusions du rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur une mission effectuée à la Réunion) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade (2 octobre 1991) (p. 2562).

Discussion (24 octobre 1991) (p.3196, 3204) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean-Pierre Demerliat, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer .

Allocations familiales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3198) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3202).

Chômage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3199) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 3199).

Consommation : *Le Pensec (Louis)* (p. 3203).

Contrats emploi-solidarité : *Fourcade (Jean-Pierre)* ; (p. 3197) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3201).

Culture : *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 3199).

Décentralisation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3200).

Démographie : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3199).

Emploi : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3197 ; 3203) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3201 ; 3204).

Entreprises : *Le Pensec (Louis)* (p. 3202).

Fiscalité : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3197) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3202 ; 3204).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3198).

Formation professionnelle : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3200) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 3199) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3197) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3202 ; 3203).

Investissements : *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 3199).

Jeunesse : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3197).

Réunion (Ile) (économie) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3200) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3203) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3201 ; 3204).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 3199) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3197) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3201 ; 3204).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3198) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3202).

Questions orales avec débat portant sur un sujet européen

n° 1. – Rôle des parlements nationaux dans le développement de la Communauté – Question de M. Jacques Genton (22 mai 1991) (p. 1004).

Discussion (23 mai 1991) (p. 1012, 1013) :

MM. Jacques Genton, Ernest Cartigny, Michel Poniatowski, Xavier de Villepin, Jean-Pierre Bayle, Robert Vizet, Paul Masson, Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes.

Accord de Schengen : *Guigou (Elisabeth)* (p. 1022).

Acte unique européen : *Vizet (Robert)* (p. 1018).

Air France : *Vizet (Robert)* (p. 1017).

Commission des communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 1013) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1021).

Communauté économique européenne (CEE) (approfondissement) : *Genton (Jacques)* (p. 1014) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1022) ; *Masson (Paul)* (p. 1018) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 1015) ; *Vizet (Robert)* (p. 1017).

Conférence des organes spécialisés des assemblées de la Communauté (COSAC) : *Genton (Jacques)* (p. 1013) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1019).

Conseil des ministres des communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 1013).

Constitution (révision) : *Poniatowski (Michel)* (p. 1015).

Contrôle parlementaire : *Poniatowski (Michel)* (p. 1015) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1016) ; *Vizet (Robert)* (p. 1017).

Démocratie (déficit) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1014) ; *Genton (Jacques)* (p. 1012) ; *Masson (Paul)* (p. 1019) ; *Vizet (Robert)* (p. 1018).

Directives communautaires : *Genton (Jacques)* (p. 1013) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1021 ; 1022) ; *Masson (Paul)* (p. 1018) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 1015) ; *Vizet (Robert)* (p. 1017 ; 1018).

Europe (parlements nationaux) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1014) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1019 ; 1021) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1016).

Grand marché intérieur (CEE) : *Guigou (Elisabeth)* (p. 1022).

Opinion publique : *Cartigny (Ernest)* (p. 1014).

Parlement : *Masson (Paul)* (p. 1019).

Parlement européen : *Guigou (Elisabeth)* (p. 1020).

Parlement (information) : *Guigou (Elisabeth)* (p. 1020) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1016).

Questions orales avec débat portant sur un sujet européen : *Guigou (Elisabeth)* (p. 1019) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1016).

Sommets internationaux (CEE) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1014) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 1020, 1022) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1016).

Souveraineté nationale : *Genton (Jacques)* (p. 1012) ; *Vizet (Robert)* (p. 1017).

n° 2. – Communauté économique européenne (CEE) (Procédure budgétaire de la Communauté économique européenne) – Question de M. Jacques Oudin (23 mai 1991) (p. 1004).

Discussion (8 octobre 1991) (p. 2669, 2683) :

MM. Jacques Oudin, représentant de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Yves Guéna, représentant de la commission des finances ; Michel Poniatowski, Maurice Blin, Ernest Cartigny, André Rouvière, Louis Minetti, Emmanuel Hamel, Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes ; M. Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 3. – Communauté économique européenne (CEE) (Perspectives d'élargissement de la communauté économique européenne) – Question de M. Yves Guéna (15 octobre 1991) (p. 2906).

Discussion (12 décembre 1991) (p. 5255, 5266) :

MM. Yves Guéna, Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les communautés européennes ; Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes ; MM. Ernest Cartigny, Jacques Machet, Maurice Couve de Murville, Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia.

Allemagne : *Garcia (Jean)* (p. 5264).

Communauté économique européenne (CEE) : *Cartigny (Ernest)* (p. 5260) ; *Garcia (Jean)* (p. 5264 ; 5265) ; *Genton (Jacques)* (p. 5257) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258 ; 5265).

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5263) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5260) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5261) ; *Genton (Jacques)* (p. 5257) ; *Guéna (Yves)* (p. 5257) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258) ; *Machet (Jacques)* (p. 5261).

Communauté économique européenne (CEE) (institutions) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5263) ; *Genton (Jacques)* (p. 5258) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258).

Europe : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5261) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258).

Europe (défense) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5263) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258).

Europe de l'Est : *Cartigny (Ernest)* (p. 5260) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5262) ; *Garcia (Jean)* (p. 5264) ; *Guéna (Yves)* (p. 5257) ; *Guigou (Elisabeth)* (p. 5258 ; 5265).

Parlement (information) : *Guigou (Elisabeth)* (p. 5265).

Politique agricole commune (PAC) : *Guigou (Elisabeth)* (p. 5265) ; *Machet (Jacques)* (p. 5261).

Sommet de Maastricht : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5263) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5262) ; *Garcia (Jean)* (p. 5264) ; *Machet (Jacques)* (p. 5260).

Souveraineté nationale : *Garcia (Jean)* (p. 5264).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5262).

Questions orales sans débat

n° 247. – Procédure pénale (Modification du régime des nullités d'instruction) – Question de M. José Balarello (9 octobre 1990) (p. 2616).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1466, 1467) :

MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; José Balarello.

n° 249. – Justice (Intentions du nouveau ministre de la justice dans le domaine du personnel pénitentiaire) – Question de M. Jean Grandon (11 décembre 1990) (p. 2709).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1216) :

MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Jean Grandon.

n° 273. – Transports aériens (Suppression par Air-France de sept liaisons internationales au départ de Nice) – Question de M. José Balarello (22 novembre 1990) (p. 3712).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1472, 1473) :

MM. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement ; José Balarello.

n° 280. – Sports (Paiement des cotisations sociales des éducateurs employés par les clubs sportifs) – Question de M. Gérard Larcher (5 décembre 1990) (p. 4627).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3786, 3787) :

MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Gérard Larcher.

n° 283. – Gendarmerie nationale (Situation de la brigade de gendarmerie de Draveil) – Question de M. Jean Simonin (*J.O.* Questions du 31 janvier 1991) (p. 172).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2256, 2257) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Jean Simonin.

n° 285. – Industrie (Mesures envisagées pour favoriser le développement de l'entreprise Métafram à Beauchamp, Val d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (*JO* Questions du 27 février 1991) (p. 392).

Discussion (12 avril 1991) (p. 453) :

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 286. – Golfe persique (Soutien aux militaires blessés dans le Golfe) – Question de M. Jean Grandon (*JO* Questions 13 mars 1991) (p. 507).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1217, 1218) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Jean Grandon.

n° 287. – Anciens combattants et victimes de guerre (Possibilité offerte aux associations d'anciens combattants de se porter partie civile en cas d'injures à l'encontre de l'armée) – Question de M. Jean Simonin (19 mars 1991) (p. 54).

Discussion (19 avril 1991) (p. 585, 586) :

MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Jean Simonin.

n° 288. – Agriculture (Application de la loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt) – Question de M. Louis Minetti (19 mars 1991) (p. 54).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1221, 1222) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Louis Minetti.

n° 289. – Forêts (incendies) (Lutte contre les incendies) – Question de M. Louis Minetti (19 mars 1991) (p. 54).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1219, 1220) :

MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Louis Minetti.

n° 291. – Allocations familiales (Conséquences de la départementalisation de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (20 mars 1991) (p. 94).

Discussion (12 avril 1991) (p. 457) :

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 292. – Autoroutes (Conclusions des études sur le tracé de l'autoroute A16 en région parisienne) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (27 mars 1991) (p. 214).

Discussion (12 avril 1991) (p. 454, 455) :

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 294. – Handicapés (Situation des adultes handicapés en fin de séjour dans les centres d'aide par le travail (CAT)) – Question de M. Marc Boeuf (27 mars 1991) (p. 214).

Discussion (12 avril 1991) (p. 457, 458) :

MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; M. Marc Boeuf.

n° 295. – Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (Dégradations du service public sur le réseau nord de la SNCF) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (2 avril 1991) (p. 236).

Discussion (12 avril 1991) (p. 455, 456) :

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 297. – Commerce et artisanat (Association des retraités non salariés du commerce et de l'artisanat aux réflexions et aux négociations sur les problèmes de retraite) – Question de M. Jean-Jacques Robert (8 avril 1991) (p. 421).

Discussion (19 avril 1991) (p. 583, 584) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Jean-Jacques Robert.

n° 298. – Départements d'outre-mer (DOM) (Indemnisation des agriculteurs des départements d'outre-mer victimes de calamités agricoles) – Question de M. François Louisy (8 avril 1991) (p. 421).

Discussion (19 avril 1991) (p. 584) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; François Louisy.

n° 299. – Anciens combattants et victimes de guerre (Revendications des victimes et rescapés des camps nazis de travail forcé) – Question de M. Robert Pagès (8 avril 1991) (p. 422).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1227, 1228) :

Mme Martine Aubry, ministre du travail ; M. Robert Pagès.

n° 300. – Etudiants (Conséquences de la mise en oeuvre du « Plan social » étudiant) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (8 avril 1991) (p. 422).

Discussion (26 avril 1991) (p. 755, 756) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 301. – Universités (Sécurité sur le campus de Paris-Ville-taneuse) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (8 avril 1991) (p. 422).

Discussion (26 avril 1991) (p. 756, 757) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 305. – Médecine (enseignement) (Fonctionnement de l'unité d'enseignement et de recherche de médecine des Antilles et de Guyane) – Question de M. Henri Bangou (16 avril 1991) (p. 495).

Discussion (26 avril 1991) (p. 757, 758) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Henri Bangou.

n° 306. – Enseignement supérieur (Création de deux instituts universitaires de technologie dans le département de l'Aisne) – Question de M. Paul Girod (16 avril 1991) (p. 495).

Discussion (26 avril 1991) (p. 760) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Girod.

n° 307. – Enseignement supérieur (Projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (16 avril 1991) (p. 495).

Discussion (26 avril 1991) (p. 758, 760) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 308. – Fonction publique territoriale (Publication du décret d'application relatif aux régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale) – Question de M. François Lesein (24 avril 1991) (p. 681).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1218) :

MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; François Lesein.

n° 309. – Hôpitaux publics (Insuffisance des investissements hospitaliers dans le département de l'Eure) – Question de M. Joël Bourdin (24 avril 1991) (p. 681).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1471, 1472) :

MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Joël Bourdin.

n° 310. – Fonction publique territoriale (Diminution des effectifs des agents de la direction départementale du travail et de l'emploi du Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudau (25 avril 1991) (p. 236).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1224, 1226) :

Mmes Martine Aubry, ministre du travail ; Marie-Claude Beaudau.

n° 290. – Transports ferroviaires (Desserte ferroviaire de la Moselle) – Question de M. Roger Husson (20 mars 1991) (p. 94).

Discussion (26 avril 1991) (p. 760, 761) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Husson.

n° 296. – Pêche (Problèmes posés par le monopole de perception de la taxe piscicole au profit des seules associations agréées de pêche) – Question de M. Jean Roger (8 avril 1991) (p. 421).

Discussion (26 avril 1991) (p. 761, 763) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Roger.

n° 311. – Electricité (Projet d'augmentation du prix du kilowatt dans les départements d'outre-mer) – Question de M. Henri Bangou (29 avril 1991) (p. 794).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1474) :

MM. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement ; Henri Bangou.

n° 312. – Handicapés (Conditions d'application de la loi relative à l'emploi des travailleurs handicapés) – Question de Mme Marie-Claude Beaudau (29 avril 1991) (p. 794).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1226, 1227) :

Mmes Martine Aubry, ministre du travail ; Marie-Claude Beaudau.

n° 326. – Aérodromes (Conséquences du développement de l'aéroport de Roissy) – Question de Mme Hélène Missoffe (5 juin 1991) (p. 1277).

Discussion (14 juin 1991) (p. 1701, 1702) :

Mme Hélène Missoffe, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 313. – Habitations à loyer modéré (HLM) (Aide de l'Etat pour la réhabilitation des deux cités H.L.M. de Pantin (Seine-Saint-Denis)) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (7 mai 1991) (p. 901).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1473, 1474) :

M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 387. – Transports ferroviaires (Respect des horaires des trains en provenance de la région Nord) – Question de Mme Marie-Fanny Gournay (12 mai 1991) (p. 2664).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5356, 5357) :

M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer ; Mme Marie-Fanny Gournay.

n° 314. – Agriculture (Transformation des palmipèdes gras) – Question de M. Yves Guéna (14 mai 1991) (p. 966).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1222, 1223) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Yves Guéna.

n° 315. – Forêts (incendies) (Mise en application des plans de zones sensibles aux incendies) – Question de M. Louis Minetti (14 mai 1991) (p. 966).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1220, 1221) :

MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Louis Minetti.

n° 316. – Forêts (Conséquences pour la forêt meusienne des tempêtes de 1990) – Question de M. Michel Rufin (22 mai 1991) (p. 1006).

Discussion (31 mai 1991) (p. 1223, 1224) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Michel Rufin.

n° 317. – Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (Nécessité d'assurer le curage des rivières et l'entretien de leurs berges en Martinique) – question de M. Roger Lise (24 mai 1991) (p. 1705).

Discussion (14 juin 1991) (p. 1702, 1703) :

MM. Roger Lise, Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.

n° 345. – Automobiles (Aide à l'industrie automobile) – Question de M. Louis Souvet (24 mai 1991) (p. 1073).

Discussion (11 octobre 1991) (p. 2849, 2851) :

MM. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Louis Souvet.

n° 318. – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Récupération de la T.V.A. par les communes ou les SIVOM créant des maisons d'accueil pour les personnes âgées) – Question de M. Alain Gérard (28 mai 1991) (p. 1125).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1464, 1465) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Alain Gérard.

n° 319. – Banques et établissements financiers (Applicabilité des dispositions destinées à lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue aux établissements financiers de la principauté de Monaco) – Question de M. José Balarelo (28 mai 1991) (p. 1125).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1466) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; José Balareello.

n° 320. – Gendarmerie nationale (Augmentation des effectifs de la gendarmerie en zones rurales) – Question de M. Jean Boyer (29 mai 1991) (p. 1168).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1468) :

MM. Pierre Joxe, ministre de la défense ; Jean Boyer.

n° 321. – Politique agricole commune (PAC) (Position de la France dans les négociations concernant la réforme de la politique agricole commune) – Question de M. Jean Boyer (29 mai 1991) (p. 1168).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1470, 1471) :

MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Jean Boyer.

n° 322. – Collectivités territoriales (Indemnisation des villes propriétaires d'abattoirs) – Question de M. Paul Souffrin (29 mai 1991) (p. 1168).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1469, 1470) :

MM. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales ; Paul Souffrin.

n° 323. – Grand marché intérieur (CEE) (Conséquences du marché unique européen dans les régions frontalières) – Question de M. Paul Souffrin (29 mai 1991) (p. 1168).

Discussion (7 juin 1991) (p. 1465, 1466) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Paul Souffrin.

n° 324. – Finances locales (Prise en charge par l'Etat des surcoûts financiers et des nuisances occasionnés aux populations proches du site d'Eurodisneyland) – Question de M. Jean Garcia (30 mai 1991) (p. 1208).

Discussion (11 octobre 1991) (p. 2854, 2855) :

MM. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Jean Garcia.

n° 325. – Politique étrangère (Politique française à l'égard de Chypre) – Question de M. Jean Garcia (30 mai 1991) (p. 1208).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5350) :

MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Jean Garcia.

n° 327. – Impôts et taxes (Redevance préalable à l'autorisation domaniale d'occupation du domaine public fluvial) – Question de M. Jean Simonin (5 juin 1991) (p. 1334).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2264, 2265) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Jean Simonin.

n° 328. – Calamités agricoles (Versement d'une avance de trésorerie à certains éleveurs) – Question de M. Michel Moreigne (6 juin 1991) (p. 1430).

Discussion (21 juin 1991) (p. 1967, 1968) :

MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur ; Michel Moreigne.

n° 329. – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Hausse brutale de la T.V.A. sur les produits horticoles et les forfaits touristiques) – Question de M. Jacques de Menou (6 juin 1991) (p. 1431).

Discussion (21 juin 1991) (p. 1965, 1967) :

MM. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur ; Jacques de Menou.

n° 330. – Relations internationales (Relations entre les pays arabes, Israël et la communauté européenne) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (10 juin 1991) (p. 1501).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2265, 2266) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Jean-Paul Chambriard.

n° 331. – Hôpitaux publics (Installation du centre national de santé dans les locaux de l'hôpital de Saint-Maurice) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (11 juin 1991) (p. 1543).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2263, 2264) :

M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 332. – Fonction publique hospitalière (Revalorisation de la carrière des infirmiers et infirmières anesthésistes) – Question de Mme Hélène Luc (14 juin 1991) (p. 1723).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2262) :

M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Mme Hélène Luc.

n° 333. – Gendarmerie nationale (Réorganisation des services de la gendarmerie nationale) – Question de M. Jean-Jacques Robert (*J.O.* Questions du 20 juin 1991) (p. 1251).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2257, 2259) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Jean-Jacques Robert.

n° 334. – Police (Manque d'effectifs dans la circonscription de police d'Arpajon et au commissariat de Brétigny-sur-Orge (Essonne)) – Question de M. Jean-Jacques Robert (*J.O.* Questions du 20 juin 1991) (p. 1251).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2259, 2260) :

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean-Jacques Robert.

n° 335. – Transports aériens (Situation du service public de transport aérien) – Question de Mme Hélène Luc (20 juin 1991) (p. 1961).

Discussion (28 juin 1991) (p. 2260, 2262) :

M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Mme Hélène Luc.

n° 337. – Aviation civile (Situation des instructeurs de vol à voile détenteurs d'une licence de pilote privé) – Question de M. Ernest Cartigny (*J.O.* Questions du 10 juillet 1991) (p. 1408).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3051 et 3052) :

MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Ernest Cartigny.

n° 338. – Aéroports (Ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Melun-Villaroche) – Question de M. Ernest Cartigny (*J.O.* Questions du 29 août 1991) (p. 3052 et 3053).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3052 et 3053) :

MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Ernest Cartigny.

n° 339. – Pollutions et nuisances (Publicité des plans d'exposition au bruit sur les certificats d'urbanisme) – Question de M. Ernest Cartigny (*J.O.* Questions du 29 août 1991) (p. 1804).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3053 et 3054) :

MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Ernest Cartigny.

n° 343. – Aéroports (Dispositions retenues par le plan d'exposition aux bruits de l'aéroport Charles-de-Gaulle) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (2 octobre 1991) (p. 2570).

Discussion (11 octobre 1991) (p. 2853, 2854) :

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 348. – Hôtellerie et restauration (Application de la loi sur les rémunérations des personnels de l'hôtellerie) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (2 octobre 1991) (p. 2570).

Discussion (11 octobre 1991) (p. 2851, 2853) :

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 349. – Mer et littoral (Pollutions des plages de la commune de Bidart dans les Pyrénées-Atlantiques) – Question de M. Auguste Cazalet (2 octobre 1991) (p. 2570).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3054 et 3055) :

MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Auguste Cazalet.

n° 350. – Fonction publique (Suppression de postes de fonctionnaires dans les zones défavorisées soumises à un plan de développement des zones rurales) – Question de M. Fernand Tardy (8 octobre 1991) (p. 2724).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3779, 3780) :

MM. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Fernand Tardy.

n° 351. – Assistants ou auxiliaires de service social (Statut et rémunérations des assistants sociaux) – Question de Mme Hélène Luc (8 octobre 1991) (p. 2724).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3044 à 3046) :

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Mme Hélène Luc.

n° 352. – Infirmiers (Suite donnée aux revendications des infirmières) – Question de Mme Hélène Luc (8 octobre 1991) (p. 2724).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3046 et 3047) :

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Mme Hélène Luc.

n° 353. – Formation professionnelle (Avenir du centre de formation des personnels de l'enfance inadaptée) – Question de M. Robert Vizet (8 octobre 1991) (p. 2724).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3047 et 3048) :

MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Robert Vizet.

n° 357. – Lycées (Situation du Lycée Romain-Rolland de Goussainville dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (9 octobre 1991) (p. 2785).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3048 à 3050) :

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 358. – Politique étrangère (Politique de la France à l'égard de la Yougoslavie) – Question de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) (p. 2785).

Discussion (18 octobre 1991) (p. 3050 et 3051) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Yves Guéna.

n° 361. – Famille (Politique familiale du Gouvernement) – Question de M. Edouard Lejeune (10 octobre 1991) (p. 2845).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3780, 3782) :

MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Edouard Lejeune.

n° 354. – Politique industrielle (Politique industrielle de la France) – Question de M. Xavier de Villepin (16 octobre 1991) (p. 2250).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3236, 3237) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Xavier de Villepin.

n° 356. – Anciens combattants et victimes de guerre (Inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi permettant aux associations d'anciens combattants d'ester en justice) – Question de M. Jean Simonin (16 octobre 1991) (p. 2250).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3234) :

MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; Jean Simonin.

n° 359. – Politique étrangère (Position de la France face à la situation politico-militaire dans la corne de l'Afrique) – Question de M. Xavier de Villepin (16 octobre 1991) (p. 2250).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3234, 3236) :

Mme Edwige Avice, ministre de la coopération ; M. Xavier de Villepin.

n° 360. – Bâtiment et travaux publics (Dévolution des marchés de travaux publics en Martinique) – Question de M. Roger Lise (16 octobre 1991) (p. 2251).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3241, 3242) :

MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Roger Lise.

n° 362. – Infirmiers (Manque de personnels soignants à l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil (Essonne)) – Question de M. Jean-Jacques Robert (16 octobre 1991) (p. 2251).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3242, 3243) :

MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Jean-Jacques Robert.

n° 364. – Déchets (Mise en place d'une structure de financement des usines de destruction d'ordures ménagères) – Question de M. Paul Alduy (16 octobre 1991) (p. 2251).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3239, 3240) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense ; Paul Alduy.

n° 368. – Education (conditions d'application du droit reconnu à l'utilisation de la langue des signes dans les instituts d'éducation des jeunes sourds) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (16 octobre 1991) (p. 2953).

Discussion (8 novembre 1991) (p. 3641, 3642) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau ; Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 370. – Postes (Réduction des heures d'ouverture des guichets dans les bureaux de poste ruraux) – Question de M. Jean-Jacques Robert (18 octobre 1991) (p. 3065).

Discussion (8 novembre 1991) (p. 3645, 3646) :

MM. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer ; Jean-Jacques Robert.

n° 371. – Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (Mise en place de trains à deux étages sur la ligne SNCF Corbeil – La Ferté-Alais – Malesherbes) – Question de M. Jean-Jacques Robert (18 octobre 1991) (p. 3065).

Discussion (8 novembre 1991) (p. 3644, 3645) :

MM. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer ; Jean-Jacques Robert.

n° 365. – Défense (Position de la France à l'égard de la politique de désarmement) – Question de M. Robert Pagès (23 octobre 1991) (p. 2297).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3237, 3238) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Robert Pagès.

n° 366. – Aéronautique (Industrie) (Conséquences du veto opposé par la Commission européenne à la fusion Aérospatiale-Alenia et de Havilland) – Question de M. Marc Lauriol (23 octobre 1991) (p. 2297).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3231, 3232) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Marc Lauriol.

n° 367. – Enseignement (Parution de manuels ne tenant pas compte du retrait de la réforme de l'orthographe) – Question de M. Jean Simonin (23 octobre 1991) (p. 2298).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3232, 3234) :

MM. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; Jean Simonin.

n° 369. – Sécurité publique (Maintien de la sécurité en zone rurale) – Question de M. Paul Alduy (23 octobre 1991) (p. 2298).

Discussion (25 octobre 1991) (p. 3238, 3239) :

MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Paul Alduy.

n° 372. – Industrie (Situation industrielle en Moselle) – Question de M. Roger Husson (23 octobre 1991) (p. 3180).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3787, 3789) :

MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Roger Husson.

n° 373. – Droits de l'homme (Bon déroulement du référendum d'autodétermination concernant le peuple sahraoui) – Question de M. Robert Vizet (23 octobre 1991) (p. 3180).

Discussion (8 novembre 1991) (p. 3642, 3643) :

M. Robert Vizet, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 374. – Polices (situation des agents des services de déminage) – Question de M. Jean-Jacques Robert (23 octobre 1991) (p. 3180).

Discussion (8 novembre 1991) (p. 3643, 3644) :

M. Jean-Jacques Robert, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie.

n° 376. – Enseignement technique et professionnel (Statut des professeurs de lycées professionnels) – Question de Mme Hélène Luc (28 octobre 1991) (p. 3294).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3776, 3777) :

M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Mme Hélène Luc.

n° 377. – Transports ferroviaires (Abandon du transport ferroviaire au bénéfice du transport routier) – Question de Mme Hélène Luc (28 octobre 1991) (p. 3294).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3777, 3778) :

M. Marcel DebARGE, secrétaire d'Etat chargé du logement ; Mme Hélène Luc.

n° 378. – Elus locaux (Statut des élus locaux) – Question de M. Edouard Lejeune (29 octobre 1991) (p. 3368).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3782, 3783) :

MM. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Edouard Lejeune.

n° 379. – Elevage (Développement de l'élevage du cheval) – Question de M. Paul Seramy (29 octobre 1991) (p. 3368).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3783, 3785) :

MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie ; Paul Seramy.

n° 380. – Politique extérieure (Situation de la République malgache) – Question de M. Xavier de Villepin (30 octobre 1991) (p. 3432).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3785, 3786) :

MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie, Xavier de Villepin.

n° 381. – Entreprises (petites et moyennes) (Politique du Gouvernement en faveur des petites et moyennes entreprises) – Question de M. Robert Calmejeane (6 novembre 1991) (p. 3564).

Discussion (15 novembre 1991) (p. 3778, 3779) :

MM. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Robert Calmejeane.

n° 382. – Calamités et catastrophes (Conditions d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles) – Question de M. Jean-Luc Mélenchon (20 novembre 1991) (p. 2553).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5349) :

MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Paul Grimaldi.

n° 385. – Santé publique (Situation de lactarium de l'institut de puériculture du boulevard Brune (Paris XIVe)) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (27 novembre 1991) (p. 2609).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5351, 5352) :

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 386. – Autoroutes (Construction d'un échangeur sur l'autoroute A4 en vue de désenclaver la région Argonne) – Question de M. Michel Rufin (28 novembre 1991) (p. 4489).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5355, 5356) :

MM. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat, chargé de la mer ; Michel Rufin.

n° 389. – Départements d'outre-mer (DOM) (Difficultés rencontrées pour le développement des contrats emploi-solidarité en Martinique) – Question de M. Roger Lise (11 décembre 1991) (p. 2747).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5353, 5355) :

MM. Roger Lise, Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer.

n° 390. – Enseignement supérieur (Transfert de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort) (Val-de-Marne) – Question de Mme Hélène Luc (11 décembre 1991) (p. 2747).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5346, 5349) :

Mme Hélène Luc, MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer.

n° 391. – Déchets (Réglementation du développement des décharges en Ile-de-France) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (11 décembre 1991) (p. 2747).

Discussion (13 décembre 1991) (p. 5352, 5353) :

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

Quotas laitiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 318

R

Racisme

Voir *Rappels au règlement*, 54

Rappels au règlement

1. – **De M. Emmanuel Hamel** : réclame la distribution du texte du message de M. le Président de la République avant le vote sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique au Moyen-Orient (16 janvier 1991) (p. 5, 6).

2. – **De M. Max Lejeune** : déplore l'impossibilité pour un sénateur d'expliquer son vote sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique du Moyen-Orient (16 janvier 1991) (p. 6).

3. – **De M. Gérard Larcher** : article 36 du règlement du Sénat : prisonniers français capturés lors de la guerre d'Indochine – Affaire Boudarel (19 mars 1991) (p. 29).

4. – **De M. Emmanuel Hamel** : organisation des travaux du Sénat ; concomitance des réunions de commissions et des séances publiques (20 mars 1991) (p. 57) – *Mme Hélène Luc*.

5. – **De M. Jacques Habert** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : déplore l'allusion faite par M. le ministre de l'intérieur à l'âge d'un sénateur (20 mars 1991) (p. 82) – *M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur*.

6. – **De M. Yves Guéna** : demande confirmation de la remise des dettes du territoire et de toutes les communes de la Polynésie, et si cette remise est liée au maintien de l'équipe sortante dans l'assemblée territoriale de Polynésie (21 mars 1991) (p. 102) – *M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur*.

7. – **De M. Emmanuel Hamel** : souhaite une intervention du Gouvernement auprès du Conseil de sécurité des Nations unies pour que cesse le génocide des Kurdes (2 avril 1991) (p. 217).

8. – **De M. Ivan Renar** : articles 36, alinéas 3 et 110 du règlement du Sénat : déplore l'absence de représentation du groupe communiste au sein de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (9 avril 1991) (p. 382) – *MM. Ivan Renar, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance*.

9. – **De MM. Marcel Lucotte, Jean Huchon, Charles Lederman, Charles Pasqua** : s'indignent contre la réaction du Gouvernement après la décision de la chambre d'accusation d'Angers relative à l'affaire Urba Gracco – Suspension de séance (23 avril 1991) – *MM. Marcel Lucotte, Jean Huchon, Charles Lederman, Charles Pasqua, Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice*.

10. – **De M. Etienne Dailly** : dépôt tardif d'amendements du Gouvernement sur le projet de loi sur la réforme du Livre II du code pénal (23 avril 1991) – *MM. Etienne Dailly, Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice*.

11. – **De M. Emmanuel Hamel** : s'élève contre la concomitance de la séance publique et de la réunion de la commission des finances (23 avril 1991) (p. 605).

12. – **De M. Robert Vizet** : article 36 du règlement du Sénat : absence de réunion de la commission tripartite créée le 27 août dernier destinée à veiller au bon fonctionnement du nouveau système d'indexation des pensions militaires (25 avril 1991) (p. 724).

13. – **De M. Emmanuel Hamel** : fait état de la déclaration de M. le Premier ministre dans la presse sur la position du Sénat à propos

de la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel (6 mai 1991) (p. 848) – *MM. Emmanuel Hamel, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre*.

14. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique (14 mai 1991) (p. 950).

15. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : salue la présence du rapporteur au banc de la commission (22 mai 1991) (p. 982).

16. – **De M. Robert Pagès** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : circonstances du décès du jeune Aïssa Ihich au commissariat de Mantes-la-Jolie (30 mai 1991) (p. 1188) – *M. Henri Nallet, ministre de la justice*.

17. – **De M. Emmanuel Hamel** : constate que le texte relatif au statut de l'élu ne figure pas parmi les textes que le Sénat examinera d'ici au 16 juin 1991 (31 mai 1991) (p. 1212).

18. – **De M. Emmanuel Hamel** : déplore l'attitude du ministre lors de l'examen du projet de loi portant réforme hospitalière (4 juin 1991) (p. 1258).

19. – **De M. Louis de Catuelan** : événements dans le département des Yvelines ayant entraîné la mort de trois personnes, dont une jeune femme policier (11 juin 1991) (p. 1505, 1506) – *MM. Louis de Catuelan, Charles Lederman, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales*.

20. – **De M. Charles Lederman** : événements dans le département des Yvelines ayant entraîné la mort de trois personnes, dont une jeune femme policier (11 juin 1991) (p. 1505, 1506) – *MM. Charles Lederman, Louis de Catuelan, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales*.

21. – **De M. Jacques Larché, président de la commission des lois** : propos de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Sénat (13 juin 1991) (p. 1640, 1641) – *MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Charles Pasqua*.

22. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : problèmes de sécurité à l'Université Paris XIII à Villetaneuse (14 juin 1991) (p. 1703, 1704).

23. – **De M. Charles Lederman** : condamne l'expulsion du réfugié politique marocain, M. Abdelmoumen Diouri (25 juin 1991) (p. 2057).

24. – **De M. Robert Vizet** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : comparaison de Sylvie Vassalo secrétaire nationale de l'Union des étudiants communistes devant le tribunal de grande instance de Brest (26 juin 1991) (p. 2125).

25. – **De M. Louis Minetti** : demande au Gouvernement d'intervenir en faveur des salariés de l'entreprise Sud-Marine menacés de licenciement (28 juin 1991) (p. 2255, 2256).

26. – **De M. André Egu** : peuple slovène – Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (2 juillet 1991) (p. 2366).

27. – **De M. Paul Souffrin** : demande un débat parlementaire sur la sidérurgie suite aux fermetures d'usine en Lorraine décidées par la direction d'Usinor Sacilor (3 juillet 1991) (p. 2418).

28. – **De M. Robert Vizet** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : situation politique en Haïti et nécessité d'une intervention de la France (2 octobre 1991) (p. 2531).

29. – **De M. Charles Lederman** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : méthodes de travail imposées au Parlement par le Gouvernement (2 octobre 1991) (p. 2531).

30. – **De M. Jean Chérioux et de Mme Hélène Luc** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : revendication des infirmières (8 octobre 1991) (p. 2683) – *M. Jean Chérioux, Mmes Hélène Luc, Martine Aubry, ministre du travail.*

31. – **De M. Auguste Cazalet** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : s'élève contre les actes de sabotage sur le site du chantier du tunnel routier du col du Somport (9 octobre 1991) (p. 2730) – *MM. Auguste Cazalet, Michel Charasse, ministre chargé du budget.*

32. – **De M. Michel Souplet** : s'indigne des propos tenus par M. Le Président de la République à l'encontre des agriculteurs au cours d'une intervention radiophonique (22 octobre 1991) (p. 3071).

33. – **De M. Yves Guéna** : s'indigne qu'un ambassadeur en exercice venant d'être nommé auprès du Conseil de l'Europe ne respecte pas son devoir de réserve (22 octobre 1991) (p. 3071, 3072).

34. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : demande au gouvernement d'ouvrir les négociations avec le personnel de santé (22 octobre 1991) (p. 3072).

35. – **De M. Guy Allouche** : défend la position prise par M. le Président de la République sur l'agriculture au cours d'une émission radiophonique (22 octobre 1991) (p. 3072).

36. – **De M. René-Georges Laurin** : s'élève contre l'insuffisance du soutien du gouvernement à l'égard de l'agriculture française dans les négociations internationales (22 octobre 1991) (p. 3073).

37. – **De M. Emmanuel Hamel** : souhaite que les visiteurs du Palais soient informés que l'absence des parlementaires dans l'hémicycle est principalement due à leur présence en commission (22 octobre 1991) (p. 3085).

38. – **De MM. Emmanuel Hamel et Jean Simonin** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique (23 octobre 1991) (p. 3150).

39. – **De M. Claude Huriet** : indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins (28 octobre 1991) (p. 3248) – *MM. Claude Huriet, Jean-Pierre Fourcade.*

40. – **De M. Franck Sérusclat** : concomitance des réunions de commissions et de la séance publique (29 octobre 1991) (p. 3302).

41. – **De Mme Hélène Missoffe** : organisation des travaux du Sénat (29 octobre 1991) (p. 3302).

42. – **De M. Marc Lauriol** : article 36 du règlement du Sénat et titres V et VIII de la Constitution : position du Gouvernement après les attentats contre Chapour Bakhtiar et contre un avion de la compagnie UTA (30 octobre 1991) (p. 3378).

43. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : article 36 alinéa 3 du règlement du Sénat : dénonce les expulsions survenues en région parisienne, et demande, au nom du groupe communiste, l'arrêt de celles-ci, ainsi que le relogement des familles expulsées (5 novembre 1991) (p. 3451).

44. – **De M. Robert Pagès** : article 36 alinéa 3 du règlement du Sénat : demande le retrait des forces de l'ordre des établissements Renault de Cléon, l'annulation des procédures de sanctions engagées à l'encontre des grévistes, ainsi que l'ouverture des négociations (5 novembre 1991) (p. 3449, 3451) – *Mme Martine Aubry, ministre du travail.*

45. – **De M. Louis Minetti** : article 36 alinéa 3 du règlement du Sénat : demande le retrait immédiat des forces de l'ordre des éta-

blissements Renault de Cléon et l'ouverture des négociations (5 novembre 1991) (p. 3448, 3449).

46. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de la commission des finances et de la séance publique (6 novembre 1991) (p. 3543, 3544).

47. – **De M. Robert Pagès** : demande au gouvernement de se montrer plus compréhensif dans les négociations qu'il mène avec les infirmières et les assistantes sociales (7 novembre 1991) (p. 3600).

48. – **De M. Hubert Durant-Chastel** : article 29 bis, alinéa 5, du règlement du Sénat : regrette que la conférence des présidents ait modifié l'ordre de passage des intervenants prévu dans la discussion générale sur les propositions de lois relatives à l'immigration (7 novembre 1991) (p. 3599, 3600) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

49. – **De M. Emmanuel Hamel** : déplore le délai de réponse du Gouvernement aux questions écrites posées aux ministres (12 novembre 1991) (p. 3668).

50. – **De M. Gérard Larcher** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : maîtrise de l'immigration et de l'intégration – S'élève contre le limogeage de M. Jean-Claude Barreau, Président de l'Office des migrations internationales et auteur du livre « De l'islam en général et du monde moderne en particulier ».

51. – **De M. Jean-Jacques Robert** : regrette que le président de séance lui ait refusé la parole pour répondre au Gouvernement à propos des artisans et des commerçants (22 novembre 1991) (p. 4031).

52. – **De M. Yves Guéna** : évoque la lutte entre Serbes et Croates en Yougoslavie (26 novembre 1991) (p. 4308).

53. – **De M. Louis Minetti** : demande l'organisation d'un débat au Parlement sur la réforme de la politique agricole commune liée aux négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (28 novembre 1991) (p. 4426).

54. – **De M. Charles Lederman** : s'élève contre la participation d'une chaîne française de télévision à la diffusion en direct de propos racistes (4 décembre 1991) (p. 4777).

55. – **De M. Félix Leyzour** : organisation des travaux du Sénat (6 décembre 1991) (p. 4945, 4946) – *MM. Félix Leyzour, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

56. – **De Mme Hélène Luc** : réclame l'ouverture d'une commission d'enquête sur la mort d'un adolescent au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis en raison de la vétusté des équipements sportifs (10 décembre 1991) (p. 5179, 5180).

57. – **De M. Henri Collette** : rappelle la proposition de loi déposée en 1937 par les députés du Pas-de-Calais analogue à la proposition n° 68 (90-91) relative aux prêts aux jeunes époux (18 décembre 1991) (p. 5592).

58. – **De Mme Hélène Luc** : au nom du groupe communiste, demande l'annulation des décisions de délocalisation des entreprises et organismes publics (19 décembre 1991) (p. 5619).

Rapports au Parlement

1. – **Dépôt du rapport établi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel** en application de l'article 18 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée (9 avril 1991) (p. 381).

2. – **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (26 juin 1991) (p. 2148, 2149) – *MM. Pierre Arpaillange, Premier pré-*

sident de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.

3. – **Dépôt du rapport de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications**, pour la période 1990-1991, établi en application de l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (28 octobre 1991) (p. 3248).

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur **l'état et les perspectives de la négociation commerciale multilatérale de l'Uruguay**, par M. Marcel Daunay, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 25 janvier 1991) [n° 213 (90-91)].

2. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les **aides communautaires à la formation dans les Etats d'Europe centrale (programme « Tempus » et fondation européenne pour la formation)**, par M. Guy Cabanel, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 25 janvier 1991) [n° 214 (90-91)].

3. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le **renouvellement de la décision d'association des Pays et Territoire d'Outre-Mer aux Communautés européennes**, par M. Daniel Millaud, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 19 février 1991) [n° 222 (90-91)].

4. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une **mission effectuée en Bulgarie**, du 22 au 26 janvier 1991, par M. Jean Lecanuet, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 25 février 1991) [n° 223 (90-91)].

5. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **mission commune d'information** désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques, la commission des affaires sociales, la commission des finances et la commission des lois, et chargée d'étudier le déroulement et la mise en oeuvre de la **politique de décentralisation**, par M. Daniel Hoeffel, sénateur (27 mars 1991) [n° 248 (90-91)].

6. – **Rapport d'information**, fait au nom de la **mission d'information** chargée d'étudier les problèmes posés par l'avenir de **l'espace rural français** et de proposer les éléments d'une **politique d'aménagement** fait par MM. Hubert Haenel, Jean Huchon et Roland du Luart, sénateurs (27 mars 1991) [n° 249 (90-91)].

7. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une **mission d'information** effectuée du 13 au 27 septembre 1990 en **Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada**, chargée d'étudier les « **grandes bibliothèques** » de Grande-Bretagne et des Etats-Unis et la situation de la francophonie dans le nord-est des Etats-Unis fait par M. Michel Miroudot, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 mars 1991) [n° 250 (90-91)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les **propositions de prix agricoles et de mesures connexes pour la campagne 1991-1992** par M. Marcel Daunay, sénateur (4 avril 1991) (n° 259 (90-91)).

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur **l'état d'avancement de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire**, par M. Xavier de Villepin, sénateur (4 avril 1991) [n° 260 (90-91)].

10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une **mission effectuée à Cuba** du 23 au 30 mars 1991 par M. Jean Lecanuet, président, et plusieurs de ses collègues (4 juin 1991) [n° 349 (90-91)].

11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur les suites susceptibles d'être données au relevé des **constatations de la Cour des comptes sur certaines opérations financières de la Caisse des dépôts et consignations** par M. Roger Chinaud, sénateur, rapporteur général, représentant le Sénat à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (24 avril 1991) [n° 298 (90-91)].

12. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement, sur **quelques enseignements immédiats de la crise du Golfe quant aux exigences nouvelles en matière de défense**, par M. Jean Lecanuet, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 avril 1991) [n° 303 (90-91)].

13. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des finances sur la **presse française et son marché**, par M. Jean Cluzel, sénateur (22 mai 1991) [n° 335 (90-91)].

14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **IVe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Luxembourg les 6 et 7 mai 1991** par M. Jacques Genton, sénateur (29 mai 1991) [n° 344 (90-91)].

15. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **jurisprudence européenne récente en matière de libre circulation des personnes**, par M. Paul Masson, sénateur (29 mai 1991) [n° 345 (90-91)].

16. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **procédure budgétaire communautaire**, par M. Jacques Oudin, sénateur (12 juin 1991) [n° 377 (90-91)].

17. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Commission des Finances sur la **situation du secteur audiovisuel**, par M. Jean Cluzel, sénateur (13 juin 1991) [n° 385 (90-91)].

18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur le **VIIe Colloque de réflexion économique organisé le 16 mai 1991** :

I – Perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2000.

II – Performances comparées des économies française et allemande..

par M. Bernard Barbier, sénateur (14 juin 1991) [n° 390 (90-91)].

19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une **information effectuée du 17 au 21 février 1991** par une délégation chargée d'étudier le **logement social en Allemagne** par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (18 juin 1991) [n° 393 (90-91)].

20. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **problèmes posés par le traitement des déchets ménagers, industriels et hospitaliers**, par M. Jean Faure, sénateur, établi par M. Michel Destot, député (25 juin 1991) [n° 415 (90-91)].

21. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le **rôle des Parlements nationaux dans la Communauté européenne**, par M. Jacques Genton, sénateur (26 juin 1991) [n° 421 (90-91)].

22. – **Rapport d'information**, fait nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la Délégation française à l'**Assemblée de**

l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 35^e session ordinaire (1989-1990) de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Pierre Jeambrun, sénateur (2 juillet 1991) [n° 438 (90-91)].

23. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 sur l'**Agence européenne pour l'environnement**, par M. André Rouvière, sénateur (3 juillet 1991) [n° 445 (90-91)].

24. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les **travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours des 40^e et 41^e sessions ordinaires (1988-1989 et 1989-1990) de cette assemblée**, adressé à M. Le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, par M. Louis Jung, sénateur (3 juillet 1991) [n° 446 (90-91)].

25. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 26 au 31 mai 1991 par une délégation chargée d'étudier les **problèmes de l'emploi ; du revenu minimum d'insertion, de la formation professionnelle et de l'aide à la Réunion**, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 juillet 1991) [n° 457 (90-91)].

26. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22 premier alinéa du Règlement à la suite d'une **mission effectuée à Moscou le 22 août 1991**, par M. Jean Lecanuet, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 27 août 1991) [n° 474 (90-91)].

27. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la **préservation de la qualité de l'eau** (distribution de l'eau potable et traitement des eaux résiduaires) par MM. Jean Faure et Richard Pouille, sénateurs (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 10 septembre 1991) [n° 479 (90-91)].

28. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur le **fonctionnement du Fonds national pour le développement des adductions d'eau en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat**, par M. Roland du Luart, sénateur (8 octobre 1981) [n° 8 (91-92)].

29. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les **régions d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) et l'Europe** par M. Georges Othily, sénateur (10 octobre 1991) [n° 26 (91-92)].

30. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une **mission effectuée en République d'Afrique du Sud**, du 4 au 14 septembre 1991, par MM. Jacques Larché, Germain Authié, Charles Jolibois et Luc Dejoie, sénateurs (17 octobre 1991) [n° 40 (91-92)].

31. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une **mission effectuée à Kiev**, les 13 et 14 septembre 1991, fait par M. Jean Lecanuet, sénateur (25 octobre 1991) [n° 60 (91-92)].

32. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur l'**état de l'appareil statistique relatif aux départements d'outre-mer**, fait par M. Rodolphe Desiré, sénateur (5 novembre 1991) [n° 68 (91-92)].

33. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les **résultats de projections macroéconomiques**, par M. Bernard Barbier, sénateur (14 novembre 1991) [n° 87 (91-92)].

34. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les **instruments de politique économique restant à la disposition des Etats membres de la Communauté dans le cadre de l'union économique et moné-**

taire, par M. Jean-Jacques Robert, sénateur (14 novembre 1991) [n° 88 (91-92)].

35. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères au titre de l'article 22, alinéa 1^{er} du Règlement, sur le **nouvel environnement géostratégique et les armements nucléaires en France**, par M. Xavier de Villepin, sénateur (15 novembre 1991) [n° 90 (91-92)].

36. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituées par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le **système communautaire de « labels écologiques »**, par M. Xavier de Villepin, sénateur (21 novembre 1991) [n° 103 (91-92)].

37. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **Ve conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires** qui s'est tenue à La Haye les 4 et 5 novembre 1991 par M. Jacques Genton, sénateur (28 novembre 1991) [n° 116 (91-92)].

38. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur le **bilan de cinq années de mise en oeuvre du programme EUREKA**, par M. Guy Cabanel, sénateur (4 décembre 1991) [n° 150 (91-92)].

39. – **Rapport d'information**, fait au nom de « l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques » sur le **contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires**, par M. Claude Birraux, député et déposé par M. Jean Faure, sénateur (9 décembre 1991) [n° 155 (91-92)].

40. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur les **développements récents de la politique communautaire de l'énergie**, par M. André Rouvière, sénateur (18 décembre 1991) [n° 209 (91-92)].

41. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation et choix scientifiques et technologiques sur les **orientations de la politique française et européenne**, par M. Paul Lorient, et déposé par M. Jean Faure, sénateurs (18 décembre 1991) [n° 213 (91-92)].

Rapports d'information – Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de la Délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur la **création de l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la Coopération en Europe (CSCE)** par MM. Jacques Genton et Jean-Pierre Bayle, sénateurs (24 avril 1991) [n° 302 (90-91)].

Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle

1. – **Rapport** fait au nom de la **commission de contrôle** chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du **second cycle de l'enseignement public** du second degré, par M. Joël Bourdin, sénateur (4 juin 1991) [n° 348 (90-91)].

2. – **Rapport** fait au nom de la **commission de contrôle** chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'**autorité judiciaire**, par M. Jean Arthuis, sénateur (5 juin 1991) [n° 357 (90-91)].

3. – **Rapport fait par M. Xavier de Villepin** au nom de la **Commission de contrôle** chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la **convention d'application de l'accord de**

Schengen du 14 juin 1985, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 26 juin 1991 (12 décembre 1991) [n° 167 (91-92)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un rapport sur l'exécution de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (19 mars 1991) (p. 28).

2. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un rapport sur les pratiques tarifaires entre les entreprises en France, en application de l'article 12 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (19 mars 1991) (p. 28).

3. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un rapport pour 1990, établi par le comité du contentieux fiscal, douanier et des changes, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale et douanière (19 mars 1991) (p. 28).

4. – **Dépôt par le Gouvernement** en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, du sixième rapport de la commission de la sécurité des consommateurs (4 avril 1991) (p. 307).

5. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 56 de la loi du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux (22 mai 1991) (p. 982).

6. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 64 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'exploitation agricole à son environnement économique et social, d'un rapport sur la réforme des cotisations sociales agricoles (5 juillet 1991) (p. 2501).

7. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 1^{er} du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, d'un rapport sur l'état de la fonction publique en 1991 (5 juillet 1991) (p. 2501).

8. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980, d'un rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des matières nucléaires pour l'exercice 1990 (23 octobre 1991) (p. 3118).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un rapport établi, en application de l'article 21 de la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile de France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes (29 octobre 1991) (p. 3302).

10. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport pour 1991 relatif à l'exécution de la loi de programme sur le patrimoine monumental n° 88-12 du 5 janvier 1988, établi en application de l'article 3 de cette loi (5 novembre 1991) (p. 3438).

11. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel sur la situation démographique de la France, établi en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances (5 novembre 1991) (p. 3438).

12. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport pour l'année 1990 du Conseil national du crédit, établi en application de l'article 24 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au

contrôle des établissements de crédit (5 novembre 1991) (p. 3438).

13. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport de l'année 1991 sur les enseignements et activités artistiques, prévu par l'article 16 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (5 novembre 1991) (p. 3449).

Recherche

Voir *Rapports d'information*, 38

Recherche agronomique

1. – **Projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement (3 octobre 1991) [n° 5 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Référendums

Voir *Constitution*, 1

Régions

Voir *Questions orales sans débat* n° 291

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 2
Rappels au règlement, 16

Règlements communautaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° 318

Relations internationales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 391
Questions orales sans débat n° 330
Rappels au règlement, 26

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Accidents du travail*, 1
Mer et littoral, 1

République de Corée

Voir *Traités et conventions*, 23

République fédérale d'Allemagne (RFA)

Voir *Traités et conventions*, 31

Réseau routier et autoroutier

Voir *Questions au Gouvernement* n° 325 ; n° 326 ; n° 356 ; n° 374 ; n° 386
Rappels au règlement, 31
Traités et conventions, 28 ; 29

Résistants

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2

Questions orales sans débat n° 299

Retraités

Voir *Elections*, 1
Professions libérales, 4
Questions au Gouvernement n° 395

1. – **Proposition de loi tendant à élargir à l'ensemble des mères de famille salariées le bénéfice du régime de retraite anticipée institué à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. André Bohl, François Mathieu, Edouard Le Jeune, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 11 septembre 1991) [n° 480 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Réunion (Ile)

Voir *Missions d'information*, 1 ; 7
Questions au Gouvernement n° 311
Questions orales avec débat n° 33
Rapports d'information, 25

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Revenus agricoles

Voir *Lois de finances*, 1, Agriculture et forêt

Roumanie

Voir *Traités et conventions*, 19

Royaume-Uni

Voir *Allocutions et communications*, 13

Russie

Voir *Allocutions et communications*, 29

S

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 330

Salariés

Voir *Questions au Gouvernement* n° 348

Santé

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 7

Droits de l'homme, 1

Lois de finances, 1, Affaires sociales et intégration – Économie sociale

Pharmacie, 2

Questions au Gouvernement n° 367

1. – **Proposition de loi tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 27 juillet 1991) [n° 470 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre chargé de l'industrie et par M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé (11 septembre 1991) [n° 2219 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission de la production – Rapport de M. Bernard Charles (26 septembre 1991) [n° 2245 (9^e lég.)] – Avis oral de M. Gaston Rimareix – Urgence – Discussion (3, 4 et 7 octobre 1991) – Adoption (7 octobre 1991) [n° 529].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'Agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (8 octobre 1991) [n° 9 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (23 octobre 1991) [n° 56 (91-92)] – Discussion (28 et 29 octobre 1991) – Adoption (29 octobre 1991) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (10 décembre 1991) [n° 2428 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE); rapport de M. Bernard Charles (11 décembre 1991) [n° 2446 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de Mme Hélène Missoffe (11 décembre 1991) [n° 166 (91-92)].

Discussion (première lecture)

(28 octobre 1991) (p. 3248, 3293); (29 octobre 1991) (p. 3302, 3339).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (28 octobre 1991) (p. 3248, 3267): M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales; MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Claude Huriet, Jean Chérioux, Pierre-Christian Taittinger, Paul Souffrin, François Delga, Franck Sérusclat, Emmanuel Hamel.

Caisses primaires d'assurance maladie: Bianco (Jean-Louis) (p. 3249); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3254); Missoffe (Hélène) (p. 3253).

Communauté économique européenne (CEE): Bianco (Jean-Louis) (p. 3249); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3255).

Contribution sociale généralisée (CSG): Souffrin (Paul) (p. 3260).

Conventions collectives: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Chérioux (Jean) (p. 3258); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3255); Missoffe (Hélène) (p. 3253); Sérusclat (Franck) (p. 3263).

Éducation nationale: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Sérusclat (Franck) (p. 3264); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3259).

Haut comité du médicament: Bianco (Jean-Louis) (p. 3250; 3265); Chérioux (Jean) (p. 3258); Delga (François) (p. 3262); Huriet (Claude) (p. 3257); Missoffe (Hélène) (p. 3253).

Information: Bianco (Jean-Louis) (p. 3251; 3265, 3267); Chérioux (Jean) (p. 3267); Missoffe (Hélène) (p. 3251); Souffrin (Paul) (p. 3260).

Médicaments: Bianco (Jean-Louis) (p. 3250; 3265); Chérioux (Jean) (p. 3258); Delga (François) (p. 3262); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3254; 3255; 3256); Hamel (Emmanuel) (p. 3265); Huriet (Claude) (p. 3256; 3257); Missoffe (Hélène) (p. 3251; 3252); Sérusclat (Franck) (p. 3262); Souffrin (Paul) (p. 3260; 3261); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3260).

Médicaments innovants: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Hamel (Emmanuel) (p. 3265); Huriet (Claude) (p. 3256); Souffrin (Paul) (p. 3261).

Médicaments vétérinaires: Missoffe (Hélène) (p. 3253).

Parlement (travaux): Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Hamel (Emmanuel) (p. 3264); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3259).

Pharmacie (industrie): Bianco (Jean-Louis) (p. 3251); Chérioux (Jean) (p. 3258); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3254); Hamel (Emmanuel) (p. 3264); Huriet (Claude) (p. 3256); Missoffe (Hélène) (p. 3251; 3252, 3253); Sérusclat (Franck) (p. 3263); Souffrin (Paul) (p. 3261); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3259).

Pharmaciens: Missoffe (Hélène) (p. 3253); Sérusclat (Franck) (p. 3264).

Pharmaciens-inspecteurs: Souffrin (Paul) (p. 3261).

Professions médicales et paramédicales: Bianco (Jean-Louis) (p. 3249; 3265); Chérioux (Jean) (p. 3258); Missoffe (Hélène) (p. 3252); Sérusclat (Franck) (p. 3263; 3264)..

Protection sociale: Bianco (Jean-Louis) (p. 3249; 3250; 3267); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3254).

Publicité: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Chérioux (Jean) (p. 3258); Huriet (Claude) (p. 3257); Missoffe (Hélène) (p. 3253); Sérusclat (Franck) (p. 3264); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3260).

Rapports au Parlement: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265); Missoffe (Hélène) (p. 3254).

Recherche: Bianco (Jean-Louis) (p. 3265)

Santé: Sérusclat (Franck) (p. 3262); Souffrin (Paul) (p. 3260).

Santé (dépenses): Bianco (Jean-Louis) (p. 3249; 3250; 3265); Huriet (Claude) (p. 3256); Missoffe (Hélène) (p. 3254); Taittinger (Pierre-Christian) (p. 3259).

Solidarité: Souffrin (Paul) (p. 3260).

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA): Bianco (Jean-Louis) (p. 3249).

Transfusions sanguines: Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3255).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (28 octobre 1991) (p. 3267, 3293); (29 octobre 1991) (p. 3302, 3339): MM. Étienne Dailly, Guy Penne, Mme Hélène Missoffe, rapporteur; MM. Jean-Louis Bianco, ministre; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission; Paul Souffrin, Franck Sérusclat, Claude Huriet, Jean Chérioux, Guy Penne – Jean Simonin, François Delga, Louis Virapoullé, Ivan Renar.

TITRE PREMIER**AGENCE DU MÉDICAMENT**

Art. 1^{er} (Agence du médicament) (p. 3267).

Parole sur l'article : MM. Etienne Dailly, Guy Penne, Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Jean-Louis Bianco, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.

Rejeté : amendement de suppression n° 101 de M. Paul Souffrin (p. 3271).

ART. L. 567-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Statut de l'Agence*) (p. 3272).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : définition du statut de l'Agence.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 3273).

ART. L. 567-2 DU CODE PRECITE (*Compétences de l'Agence*) (p. 3273).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : contrôle technique relatif à la qualité entrepris par l'Agence – N° 4 : contrôle des eaux minérales – Et n° 5 : de précision.

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 102 : participation de l'Agence, sous l'autorité du ministre de la santé, à la négociation des engagements internationaux – N° 103 : limitation du rôle international de l'Agence du médicament à la dynamisation des programmes de recherche dans le domaine des médicaments et des produits pharmaceutiques – Et n° 104 : actions de formation entreprises par l'Agence.

Retirés : amendements, n° 70 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Claude Huriet : répartition pharmaceutique – N° 76 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : définition par l'Agence d'axes prioritaires de la recherche et développement des activités industrielles dans le domaine du médicament – Et n° 82 de M. Etienne Dailly : suppression du texte de l'article L. 567-2 du code de la santé publique de toute référence aux analyses de biologie médicale.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3277).

ART. L. 567-3 DU CODE PRECITE (*Conseil d'administration et direction générale*) (p. 3277).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : composition du conseil d'administration – N° 7 : institution d'un conseil scientifique consultatif – Et n° 8 : nomination par décret en conseil des ministres du président directeur général qui préside au conseil d'administration.

Retiré : amendement n° 83 de M. Etienne Dailly : membres du conseil d'administration de l'Agence.

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Souffrin, n° 105 : composition du conseil d'administration – Et n° 106 : indépendance des membres du conseil d'administration vis-à-vis des entreprises de l'industrie pharmaceutique et de la chimie.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3280).

ART. L. 567-4 DU CODE PRECITE (*Compétences du directeur général*) (p. 3280).

Adoptés : amendements de la commission, n° 9 de coordination – Et n° 10 : interdiction de tout recours hiérarchique contre les décisions du directeur.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3281).

ART. L. 567-5 DU CODE PRECITE (*Personnels contractuels de l'Agence*) (p. 3281).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : statut des agents contractuels.

Rejeté : amendement n° 107 de M. Paul Souffrin : statut des fonctionnaires de la direction des pharmacies et du laboratoire de la santé.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3281).

ART. L. 567-6 DU CODE PRECITE (*Obligations des agents contractuels et des collaborateurs occasionnels de l'Agence*) – Adopté (p. 3281).

ART. L. 567-7 DU CODE PRECITE (*Ressources de l'Agence*) (p. 3281).

Adopté : amendement de coordination n° 84 de M. Etienne Dailly.

Retirés : amendements de la commission, n° 12 : montant des subventions de l'Etat – Et n° 13 : affectation des pénalités versées au titre du dépassement des dépenses de promotion et de publicité – Amendement n° 108 de M. Paul Souffrin : indépendance de l'Agence du médicament à l'égard des industriels de la chimie et des fabricants de médicaments.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3283).

ART. L. 567-8 DU CODE PRECITE (*Subventions attribuées par l'Agence du médicament*) – Adopté (p. 3283).

ART. L. 567-9 DU CODE PRECITE (*Contrôle financier*) (p. 3283).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : contrôle financier a posteriori.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 3284).

ART. L. 567-10 DU CODE PRECITE (*Compétences des inspecteurs*) (p. 3285).

Adoptés : amendements, n° 77 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : conditionnement des médicaments – N° 87 de M. Claude Huriet, inspection des établissements hospitaliers – Et n° 15 de la commission : unité du corps de l'inspection de la pharmacie et maintien des conditions de diplômes et de statut actuellement requises.

Rejeté : amendement n° 109 de M. Paul Souffrin : rôle des pharmaciens inspecteurs.

Retiré : amendement n° 71 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Claude Huriet : extension des missions confiées au corps d'inspection à la répartition pharmaceutique.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3285).

ART. L. 567-11 DU CODE PRECITE (*Obligations des inspecteurs de l'Agence du médicament*) (p. 3286).

Retiré : amendement de coordination n° 16 de la commission.

– Le texte proposé, est adopté (p. 3286).

ART. L. 567-12 DU CODE PRECITE (*Recherche et constatation des infractions*) – Adopté (p. 3286).

ART. L. 567-13 DU CODE PRECITE (*Application réglementaire*) (p. 3286).

Adopté : amendement de coordination n° 17 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3286).

ART. L. 567-14 DU CODE PRECITE (*Rapport d'activité*) (p. 3286).

Adopté : amendement de coordination n° 18 de la commission.

Rejeté : amendement n° 113 de M. Paul Souffrin : renforcement des pouvoirs du conseil d'administration.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3287).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3287).

TITRE II

REGULATION DES DEPENSES DE MEDICAMENTS PRISES EN CHARGE PAR LES REGIMES OBLIGATOIRES D'ASSURANCE MALADIE

Art. 2 (*Haut comité du médicament ; détermination des objectifs d'évolution des dépenses ; régime des prix et sanctions*) (p. 3287).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables.

Rejeté : amendement de suppression n° 114 de M. Paul Souffrin.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3291).

AVANT L'ART. L. 162-18 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (p. 3291).

Rejeté : amendement n° 78 de M. Paul Souffrin : inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables.

ART. L. 162-18 DU CODE PRECITE (*Haut comité du médicament ; fixation d'objectifs annuels globaux*) (p. 3304).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : mission du comité du médicament ; sous-amendement n° 72 de M. Jean Chérioux.

Retiré : amendement n° 73 de M. Jean Chérioux : fixation des prix français du médicament.

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Souffrin, n° 116 : objectifs annuels d'évolution des dépenses de médicament définis par le Gouvernement – Et n° 115 : avis de la Caisse nationale d'assurance maladie – Amendement n° 79 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : avis de l'Agence du médicament.

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 20 ainsi modifié, est adopté (p. 3308).

ART. L. 162-18 BIS DU CODE PRECITE (*Composition, compétences et pouvoirs du haut comité du médicament*) (p. 3308).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 21 et 25 de coordination – N° 22 : composition du haut comité – N° 23, rédactionnel – N° 26 : approbation des conventions négociées par le haut comité du médicament – Et n° 24 de coordination (adopté p. 3316 ; précédemment réservé p. 3312) – Amendements de M. Claude Huriet, n° 88 : mission du haut comité du médicament – Et n° 89 de coordination.

Rejeté : amendement n° 59 du Gouvernement : avis de la commission de la transparence sur l'ensemble des produits nouveaux.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3316 ; précédemment réservé p. 3314).

ART. L. 162-18-1 DU CODE PRECITE (*Détermination contractuelle du prix du volume des ventes des produits innovants*) (p. 3314).

Adoptés : amendements de la commission, n° 28 : définition des produits innovants – N°s 29, 30 et 31 de coordination – N° 32 : clause de révision contenue dans les conventions – Et n° 33 : seconde délibération demandée par la puissance publique dans le cas de l'échec de la procédure de négociation conventionnelle.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 60 du Gouvernement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3318).

ART. L. 162-18-2 (*Versement d'une remise en cas de dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits innovants*) (p. 3318).

Adoptés : amendements de la commission, n° 34 : cas d'un dépassement non justifié par un accroissement imprévisible des besoins sanitaires de la population – Et n° 36 : rédactionnel – Amendements de M. François Delga, n° 99 : variation du taux de ristourne comprise entre 20 et 80 % du dépassement – Et n° 57 : remises pesant sur les entreprises.

Retirés : amendements, n° 35 de la commission : variation du taux de ristourne comprise entre 40 et 80 % du dépassement – Et n° 92 de M. Claude Huriet : marge d'appréciation tenant compte du motif du dépassement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3321).

ART. L. 162-18-3 DU CODE PRECITE (*Régime applicable aux médicaments non innovants*) (p. 3321).

Adoptés : amendements de la commission, n° 37 : convention conclue par le haut comité du médicament – N° 38 : modulation des prix – N° 39 : politique de promotion et de publicité de l'entreprise – N° 40 : régime réglementaire de substitution à défaut de conclusion par l'entreprise d'une convention annuelle avant le 1^{er} avril – N° 41 : dépassement des objectifs définis par la convention relative aux produits non innovants – N° 44 : dépassement lié à une spécialité parmi les moins coûteuses dans une même indication thérapeutique – N°s 119 et 43 de coordination – Amendements de M. François Delga, n° 100 : fourchette de remise comprise entre 20 et 80 % du dépassement – Et n° 58 : remises pesant sur les entreprises – Amendement rédactionnel n° 96 de M. Claude Huriet.

Rejeté : amendement n° 61 du Gouvernement : convention et modulation des prix.

Retiré : amendement n° 93 de M. Claude Huriet : assouplissement des règles de modulation des prix.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3325).

ART. L. 162-18-4 DU CODE PRECITE (*Modalités d'évaluation des dépenses de médicaments prises en charge par la sécurité sociale*) (p. 3325).

Adopté : amendement n° 46 de la commission : suppression du dernier alinéa du texte proposé par l'article 2 pour l'article L. 162-18-4 du code de la sécurité sociale.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3326).

ART. L. 162-18-5 DU CODE PRECITE (*Déclaration du chiffre d'affaires, recouvrement de la remise, contentieux*) (p. 3326).

Adoptés : amendement de coordination n° 47 de la commission – Amendement n° 80 de M. Claude Estier, soutenu par M. Guy Penne : remise incluse dans les charges déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3326).

ART. L. 162-18-6 DU CODE PRECITE (*Versement du produit des remises aux caisses nationales d'assurance maladie*) – Adopté (p. 3326).

ART. L. 162-18-7 DU CODE PRECITE (*Absence de conventions ; sanction de non-respect des stipulations contractuelles relatives aux prix des médicaments*) (p. 3326).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : régime des prix applicables en l'absence de convention annuelle relative aux produits non innovants au 1^{er} avril.

Devenu sans objet : amendement n° 64 du Gouvernement : prix applicables en l'absence de convention.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3326).

ART. L. 162-18-8 DU CODE PRECITE (*Régime transitoire*) (p. 3326).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : suppression de cet article et renvoi des dispositions qu'il contient dans un article additionnel intitulé : « dispositions diverses ».

Retirés : amendements du Gouvernement, n° 121 : coefficients déterminés conventionnellement – Et n° 65 : cas de fusion d'entreprises ou d'apport partiel d'actifs.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3327).

APRES L'ART. L. 162-18-8 DU CODE PRECITE (p. 3327).

Retiré : amendement n° 74 de M. Jean Chérioux : publicité des conventions aux conditions définies par voie réglementaire.

ART. L. 162-18-9 DU CODE PRECITE (*Dispositions réglementaires*) – Adopté (p. 3328).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3328).

TITRE III

PLAFONNEMENT DES DÉPENSES DE PROMOTION ET DE PUBLICITÉ RELATIVES AUX MÉDICAMENTS PRIS EN CHARGE PAR LES RÉGIMES OBLIGATOIRES D'ASSURANCE MALADIE

Art. 3 (*Fixation conventionnelle du montant des dépenses de promotion et de publicité*) (p. 3328).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 50 et 53 de coordination – N° 51 : nouvelle rédaction du paragraphe III – Et n° 52 : substitution du terme de remise à celui de pénalité.

Rejetés : amendements du Gouvernement, n° 66 : présence du ministre de l'économie dans la liste des ministres parties à la convention – Et n° 67 de coordination – Amendement n° 117 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Ivan Renar : dépenses en matière de recherche pharmaceutique – Amendement n° 81 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression du second alinéa du paragraphe IV.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3331).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 4 A (*Rapport sur l'application de la loi*) (p. 3331).

Adopté : amendement n° 54 de la commission : nouvelle rédaction de cet article.

– L'article 4 A, dans la rédaction de l'amendement n° 54, est adopté (p. 3332).

Art. 4 (*Coordination et modification des dispositions relatives à l'inspection de la pharmacie et aux taxes et redevances sur les spécialités pharmaceutiques*) (p. 3332).

Adoptés : amendement n° 120 du Gouvernement : consultation des inspecteurs de l'Agence du médicament ou de la pharmacie – Amendement de coordination n° 98 de M. Claude Huriet – Amendements de M. Etienne Dailly, n° 85 rédactionnel – Et n° 86 : rôle des inspecteurs de la pharmacie.

Rejetés : amendement n° 69 du Gouvernement : fixation, par le ministre chargé de la santé, de la liste des produits réservés à l'usage hospitalier – Amendement n° 118 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Ivan Renar : cas où les inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3336).

Art. 5 (*Modification de l'article 33 de la loi de finances pour 1968*) – Adopté (p. 3336).

Art. 6 (*Coordination*) – Adopté (p. 3336).

Après l'art. 6 (p. 3336).

Adopté : amendement n° 55 de la commission : remboursement jusqu'à la mise en place de l'identification automatique des spécialités remboursables.

Rejeté : sur l'amendement n° 55 de la commission ; sous-amendement n° 122 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3337).

Art. 7 (*Modification de l'article 70-II de la loi de finances pour 1972*) – Adopté (p. 3337).

Après l'art. 7 (p. 3337).

Adopté : amendement n° 75 de M. Jean Chérioux : modification des dispositions du code de la santé publique relatives aux médicaments vétérinaires.

– Un article additionnel est inséré dans la projet de loi (p. 3337).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3337, 3339) : MM. Robert Pagès, Guy Penne, Claude Huriet, Jean Chérioux ; interventions de Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Jean-Louis Bianco, ministre.

Adoption (29 octobre 1991) (p. 3339).

3. – **Proposition de loi tendant à l'indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 novembre 1991) [n° 78 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 novembre 1991) [n° 89 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Santé publique

Voir *Questions orales sans débat* n° 385

Sapeurs-pompiers

Voir *Accidents du travail*, 3

Scrutins

Voir *Elections*, 7 ; 8

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Rappels au règlement*, 11 ; 14 ; 38

Seconde délibération (procédure parlementaire)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 8

Lois de finances, 1, Deuxième partie ; Moyens des services et dispositions spéciales (Articles de totalisation, articles non rattachés à l'examen des crédits, articles additionnels)

Sécurité civile

Voir *Lois de finances*, 1, Intérieur

Questions orales sans débat n° 374

1. – **Proposition de loi tendant à sanctionner les personnes recherchées ne prévenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 novembre 1991) [n° 70 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois.

Sécurité publique

Voir *Questions au Gouvernement* n° 333

Rappels au règlement, 22

Sécurité sociale

Voir *Lois de finances*, 1, Affaires sociales et intégration – Economie sociale

Questions au Gouvernement n° 327 ; n° 347

1. – **Proposition de loi insérant un article L. 311-3 bis dans le Code de la sécurité sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Madelain, sénateur (3 juillet 1989) [n° 460 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par son auteur le 24 avril 1991.

2. – **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales (22 mai 1991) [n° 2059 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Le Guen (30 mai 1991) [n° 2071 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (4 et 5 juin 1991) – Adoption (5 juin 1991) [n° 486].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1991) [n° 362 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Charles Descours (19 juin 1991) [n° 400 (90-91)] – Discussion (24 juin 1991) – Adoption (24 juin 1991) [n° 133].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1991) [n° 2142 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Marie Le Guen (25 juin 1991) [n° 2144 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Descours (25 juin 1991) [n° 413 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (26 juin 1991) [n° 2142 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Le Guen (26 juin 1991) [n° 2152 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 512].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1991) [n° 424 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires

sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (27 juin 1991) [n° 427 (90-91)] – Discussion (28 juin 1991) – Rejet (28 juin 1991) [n° 147].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1991) [n° 2176 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Le Guen (29 juin 1991) [n° 2178 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1991) – Adoption (29 juin 1991) [n° 518].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 91-296 DC du 29 juillet 1991 (J.O. Lois et décrets du 31 juillet 1991) qui déclare le projet de loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-738 du 31 juillet 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} août 1991) – Rectificatif : J.O. Lois et décrets du 29 octobre 1991.

Discussion (première lecture)

(24 juin 1991) (p. 2001, 2046).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2001, 2027) : MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, Roger Lise, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Paul Moreau, Henri Bangou, Franck Sérusclat, Georges Othily, François Louisy, Xavier de Villepin, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; et les orateurs sur la motion.

Allocation parentale d'éducation (APE) : Lise (Roger) (p. 2010).

Allocations familiales : Bangou (Henri) (p. 2015) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2002) ; Descours (Charles) (p. 2006) ; Le Pensec (Louis) (p. 2023) ; Lise (Roger) (p. 2010) ; Louisy (François) (p. 2019) ; 2020) ; Moreau (Paul) (p. 2014) ; Virapoullé (Louis) (p. 2009).

Assurance vieillesse : Descours (Charles) (p. 2003).

Caisses primaires d'assurance maladie : Bianco (Jean-Louis) (p. 2026) ; Descours (Charles) (p. 2004).

Chômage : Sérusclat (Franck) (p. 2017).

Communauté économique européenne (CEE) : Bangou (Henri) (p. 2015).

Conseil constitutionnel (décisions) : Descours (Charles) (p. 2025).

Contraception : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2013) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2022).

Départementalisation : Bangou (Henri) (p. 2015).

Départements d'outre-mer (DOM) : Bangou (Henri) (p. 2015) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2002) ; Descours (Charles) (p. 2006) ; Le Pensec (Louis) (p. 2023) ; Lise (Roger) (p. 2010) ; Louisy (François) (p. 2019) ; Moreau (Paul) (p. 2014) ; Othily (Georges) (p. 2018) ; 2019) ; Sérusclat (Franck) (p. 2016) ; Virapoullé (Louis) (p. 2009).

Elus locaux : Bangou (Henri) (p. 2015).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire) : Descours (Charles) (p. 2004) ; Villepin (Xavier de) (p. 2021).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : Bianco (Jean-Louis) (p. 2003) ; Descours (Charles) (p. 2006) ; Le Pensec (Louis) (p. 2023) ; Lise (Roger) (p. 2010) ; Louisy (François) (p. 2020) ; Moreau (Paul) (p. 2014).

Guyane : Othily (Georges) (p. 2018).

Hôpitaux privés et cliniques : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2013) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2001) ; 2002) ; Chérioux (Jean) (p. 2012) ; Descours (Charles) (p. 2004) ; Sérusclat (Franck) (p. 2025).

Hôpitaux publics : Bianco (Jean-Louis) (p. 2022) ; Chérioux (Jean) (p. 2011) ; Descours (Charles) (p. 2004) ; 2007).

Jeunesse : Virapoullé (Louis) (p. 2010).

Kinésithérapeutes : Sérusclat (Franck) (p. 2017).

Laboratoires d'analyse et de biologie médicales : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2012) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2001) ; 2002 ;

2022) ; Chérioux (Jean) (p. 2012) ; Descours (Charles) (p. 2005) ; Sérusclat (Franck) (p. 2016) ; 2025) ; Villepin (Xavier de) (p. 2020).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Descours (Charles) (p. 2006) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2026) ; Sérusclat (Franck) (p. 2026).

Maisons de retraite : Chérioux (Jean) (p. 2011).

Martinique : Le Pensec (Louis) (p. 2024) ; Lise (Roger) (p. 2010).

Médecine préventive : Bianco (Jean-Louis) (p. 2022).

Négociations collectives : Bianco (Jean-Louis) (p. 2001) ; 2002 ; 2022 ; 2026) ; Chérioux (Jean) (p. 2012) ; Descours (Charles) (p. 2003) ; 2004 ; 2007 ; 2024 ; 2025) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2026) ; Le Pensec (Louis) (p. 2023) ; Sérusclat (Franck) (p. 2017) ; 2018 ; 2025).

Pharmacie : Sérusclat (Franck) (p. 2017).

Politique sanitaire et sociale : Descours (Charles) (p. 2004) ; 2008) ; Louisy (François) (p. 2020).

Procréation médicalement assistée : Sérusclat (Franck) (p. 2017).

Professions médicales et paramédicales : Bianco (Jean-Louis) (p. 2022) ; Descours (Charles) (p. 2007) ; Sérusclat (Franck) (p. 2017) ; 2018).

Protection sociale : Bangou (Henri) (p. 2016) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2001) ; Descours (Charles) (p. 2008).

Protection sociale (tiers payant) : Bianco (Jean-Louis) (p. 2002) ; Chérioux (Jean) (p. 2012) ; Descours (Charles) (p. 2005) ; 2008) ; Villepin (Xavier de) (p. 2020).

Restauration scolaire : Bangou (Henri) (p. 2015) ; Lise (Roger) (p. 2011) ; Louisy (François) (p. 2020) ; Moreau (Paul) (p. 2014) ; Othily (Georges) (p. 2019) ; Virapoullé (Louis) (p. 2009).

Réunion (Ile) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2013) ; Le Pensec (Louis) (p. 2023) ; Moreau (Paul) (p. 2014).

Réunion (Ile) (agriculteurs) : Virapoullé (Louis) (p. 2009).

Revenus : Othily (Georges) (p. 2019).

Santé (dépenses) : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2012) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2001) ; 2021) ; Chérioux (Jean) (p. 2011) ; Descours (Charles) (p. 2005) ; 2007) ; Sérusclat (Franck) (p. 2016) ; Villepin (Xavier de) (p. 2021).

Sécurité sociale : Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2014) ; Bianco (Jean-Louis) (p. 2022) ; Descours (Charles) (p. 2005) ; Sérusclat (Franck) (p. 2016) ; 2017).

Motion n° 4 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux dispositions du titre I^{er} (articles 1^{er} à 7) (p. 2024) – MM. Charles Descours, rapporteur ; Franck Sérusclat, Jean-Louis Bianco, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission .

Adoption de la motion (p. 2026 ; scrutin public n° 127).

– Les dispositions du titre I^{er} (articles 1^{er} à 7) sont supprimées et les amendements n° 8 à n° 13 n'ont plus d'objet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2026 ; 2046) : MM. Félix Leyzour, Charles Descours, rapporteur ; Jean-Louis Bianco, ministre ; Louis Virapoullé, François Louisy, Louis Le Pensec, ministre ; Roger Lise, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Michel Darras, Henri Bangou, Georges Othily, Etienne Dailly, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Madelain, Jean-Jacques Robert.

Après l'art. 7 (p. 2026).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Félix Leyzour : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE... « Dispositions relatives aux allocations familiales ».

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 15 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Félix Leyzour : fixation du montant mensuel des allocations familiales.

TITRE II

DISPOSITIONS SOCIALES APPLICABLES DANS LES
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Chapitre premier

Dispositions relatives aux prestations familiales

Art. 8 (*Service et base de calcul des prestations familiales*) – Adopté (p. 2027).

Art. 9 (*Conditions d'attribution des allocations familiales*) (p. 2027).

Parole sur l'article : *M. Louis Virapoullé*.

Adopté : amendement n° 20 de M. François Louisy : dispositif spécifique aux départements d'outre-mer.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2030).

Art. 10 (*Coordination*) (p. 2030).

Parole sur l'article : *M. Louis Virapoullé*.

Adopté : amendement n° 21 de M. Louis Virapoullé : versement des allocations familiales à partir du premier enfant.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2031).

Chapitre II

Dispositions relatives à la protection de la maternité

Art. 11 (*Mode de calcul de la prime à la protection de maternité*) (p. 2031).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 16 de M. Henri Bangou : application dans les départements d'outre-mer.

– L'article 11 est adopté (p. 2031).

Chapitre III

Dispositions relatives à l'action sociale des caisses
d'allocations familiales

Art. 12 (*Action sociale générale*) – Adopté (p. 2032).

Art. 13 (*Action sociale spécifique*) (p. 2032).

Parole sur l'article : *M. Louis Virapoullé*.

Adopté : amendement n° 22 de M. Georges Othily : frais de restauration scolaire.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2033).

Après l'art. 13 (p. 2033).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 23 de M. François Louisy : financement du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO).

Art. 14 (*Dispositions relatives au régime des prestations familiales des exploitants agricoles*) – Adopté (p. 2034).

Chapitre IV

Dispositions diverses et transitoires

Art. 15 (*Dates d'entrée en vigueur*) (p. 2034).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : amendement n° 24 de M. Roger Lise : application des dispositions de l'article 13 dès le 1^{er} juillet 1991.

– L'article 15 est adopté (p. 2035).

Art. 16 (*Date limite pour l'alignement du montant des prestations familiales servies dans les départements d'outre-mer sur celui de la métropole*) – Adopté (p. 2035).

Après l'art. 16 (p. 2035).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Etienne Dailly : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE... « Cotisations d'assurance maladie dues par les retraités à la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles » – Amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Louis Virapoullé : abrogation de l'article

9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales – Amendements identiques n° 1 du Gouvernement et n° 25 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Jean Madelain : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE... « Dispositions diverses » – Amendement n° 26 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Jean Madelain : complément à l'article 40 de la loi du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion.

Rejetés : amendements du Gouvernement, n° 2 : cas des détenus placés en semi-liberté exerçant une activité professionnelle – Et n° 3 : cas des commerçants et artisans condamnés pour incitation au non paiement des cotisations d'assurance vieillesse – Sur ce dernier, sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Devenus sans objet : amendements identiques n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Michel Darras, n° 17 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 19 de M. Jean Chamant, soutenu par M. Jean Chérioux et n° 28 de M. Etienne Dailly : abrogation de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1990 d'actualisation des dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales ou artisanales.

– Deux divisions additionnelles et deux articles sont insérés dans le projet de loi (p. 2044).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2045, 2046) *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Albert Ramassamy, Louis Virapoullé, Jean Chérioux, Jacques Habert*.

Adoption (24 juin 1991) (p. 2046).

Discussion (nouvelle lecture)

(28 juin 1991) (p. 2273, 2280).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2273, 2280) : *MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Claude Estier, François Louisy et les orateurs sur la demande de vote unique et sur la motion*.

Allocations familiales : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2274) ; *Louisy (François)* (p. 2276).

Amendements : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2274) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2274) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2278) ; *Estier (Claude)* (p. 2279) ; *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux) : *Dailly (Etienne)* (p. 2278).

Chômage : *Minetti (Louis)* (p. 2275).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Chérioux (Jean)* (p. 2274) ; *Estier (Claude)* (p. 2274).

Démocratie : *Dailly (Etienne)* (p. 2278).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2274) ; *Estier (Claude)* (p. 2275) ; *Louisy (François)* (p. 2276) ; *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Dépenses de santé : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2277) ; *Estier (Claude)* (p. 2274).

Etudiants : *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2273) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2277) ; *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : *Louisy (François)* (p. 2276).

Laboratoires d'analyse et de biologie médicales : *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Organisations syndicales : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2273 ; 2274).

Parlement : *Dailly (Etienne)* (p. 2278) ; *Huriet (Claude)* (p. 2279).

Pharmacie : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2274).

Président de la République : *Dailly (Etienne)* (p. 2279).

Professions médicales et paramédicales : *Estier (Claude)* (p. 2275).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Dailly (Etienne)* (p. 2278) ; *Estier (Claude)* (p. 2279).

Retraites : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2274) ; *Estier (Claude)* (p. 2275) ; *Minetti (Louis)* (p. 2275).

Sécurité sociale : *Minetti (Louis)* (p. 2276).

Vote bloqué (procédure parlementaire) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 2277 ; 2278) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2277 ; 2279) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2278) ; *Huriet (Claude)* (p. 2279).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution, **portant sur l'ensemble du texte** (p. 2277) – *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Jean-Louis Bianco, ministre ; Etienne Dailly.*

Motion n° 11 de la commission **tendant à opposer la question préalable** (p. 2279) – *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Claude Estier, Claude Huriet, vice-président de la commission.*

Adoption de la motion (p. 2280 ; scrutin public n° 136).

Rejet du projet de loi (28 juin 1991) (p. 2280).

3. – **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales – Lettre rectificative déposée à l'Assemblée nationale sous le n° 2387 du 27 novembre 1991 (6 novembre 1991) [n° 2316 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (5 décembre 1991) [n° 2407 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (9, 10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 562].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1991) [n° 162 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Claude Huriet (12 décembre 1991) [n° 171 (91-92)] – Avis de M. Jacques Thyraud (12 décembre 1991) [n° 172 (91-92)] – Discussion (16, 17 décembre 1991) – Adoption (17 décembre 1991) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 2481 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Claude Boulard (17 décembre 1991) [n° 2484 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Huriet (18 décembre 1991) [n° 204 (91-92)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1991) [n° 2481 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (18 décembre 1991) [n° 2487 (9^e lég.)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 589].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 214 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (19 décembre 1991) [n° 223 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 87].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 décembre 1991) [n° 2525 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (21 décembre 1991) [n° 2526 (9^e lég.)] – Discussion (21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 612].

PROMULGATION : Loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 4 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1991) (p. 5379, 5438) ; (17 décembre 1991) (p. 5447, 5464).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5379, 5396) : *MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales, Jacques Thyraud, rappor-*

teur pour avis de la commission des lois ; Franck Sérusclat, Jacques Sourdille, Paul Souffrin, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Parmi toutes les dispositions examinées dans ce projet de loi, la plus importante est relative au dispositif d'indemnisation des hémophiles transfusés et contaminés par le virus de l'immuno-déficience humaine.

Alsace et Moselle : *Huriet (Claude)* (p. 5384) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5391 ; 5392).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : *Thyraud (Jacques)* (p. 5385).

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5393) ; *Huriet (Claude)* (p. 5381).

Cumul emploi-retraite : *Huriet (Claude)* (p. 5384).

Défense (budget) : *Sérusclat (Franck)* (p. 5387).

Ethique et déontologie médicales : *Huriet (Claude)* (p. 5383) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5387).

Fonds d'indemnisation : *Huriet (Claude)* (p. 5381 ; 5382) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5388) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5391) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5385 ; 5386).

Grossesse : *Sérusclat (Franck)* (p. 5386).

Hôpitaux publics (dépenses de fonctionnement) : *Huriet (Claude)* (p. 5383) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5391).

Hôpitaux publics (nomination des chefs de départements) : *Huriet (Claude)* (p. 5383) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5386).

Juridictions de l'ordre judiciaire : *Thyraud (Jacques)* (p. 5385).

Jurisprudence : *Thyraud (Jacques)* (p. 5384).

Logement social : *Huriet (Claude)* (p. 5383).

Médecins (retraite) : *Huriet (Claude)* (p. 5384).

Prévention : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5379 ; 5380 ; 5395) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5393) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5388) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5388 ; 5389 ; 5390).

Procréation médicalement assistée : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5395) ; *Huriet (Claude)* (p. 5383) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5387) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5391).

Recherche : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5380).

Responsabilité sans faute : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5393) ; *Huriet (Claude)* (p. 5382) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5387).

Retraites : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5395) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5392) ; *Huriet (Claude)* (p. 5384).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5395) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5392) ; *Huriet (Claude)* (p. 5383).

Risques thérapeutiques : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5380) ; *Huriet (Claude)* (p. 5381).

Santé : *Huriet (Claude)* (p. 5382).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux) : *Huriet (Claude)* (p. 5383).

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5393) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5388).

Transfusions sanguines : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5394){B} ; *Souffrin (Paul)* (p. 5390 ; 5391).

Transfusions sanguines (indemnisation) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5379 ; 5394) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5393 ; 5394) ; *Huriet (Claude)* (p. 5381) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 5387) ; *Souffrin (Paul)* (p. 5391) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5389) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5384 ; 5385).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5396, 5438 ; 5447, 5464) : *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Jean-Louis Bianco, ministre ; Paul Souffrin, Marc Boeuf, Jacques Thyraud, rapporteur pour avis ; Albert Vecten, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean-*

Pierre Fourcade, président de la commission ; Jean-Pierre Masseret, André Bohl, Franck Sérusclat, Bernard Seillier, Jean Simonin, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Emmanuel Hamel, Jean Madelain, Michel Caldaguès, Daniel Millaud, René Régnault, Ernest Cartigny – Jacques Habert

Chapitre premier

Mesures relatives à l'action sociale et à la santé

Art. 1^{er} (*Aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 5396).

Adopté : amendement de précision n° 25 de la commission (p. 5396).

Rejeté : amendement n° 64 de M. Paul Souffrin : suppression de la référence à la caisse nationale d'allocations familiales comme source de financement des dispositions prévues à cet article (p. 5397).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5397).

Art. 2 (*Modification de la loi sur le RMI : échanges d'informations et prorogation de la durée d'application*) (p. 5397).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : suppression du dernier alinéa de l'article 2 proposant de prolonger la durée d'application des dispositions de la loi de 1988 (p. 5400).

Rejetés : amendement de suppression n° 65 de M. Paul Souffrin – Amendement n° 45 de M. Jacques Thyraud : suppression du deuxième de l'article relatif aux échanges informatisés des informations recueillies (p. 5400).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5400).

Art. 3 (*Transfert de la totalité du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général*) (p. 5401).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 27 de la commission et n° 55 de M. Albert Vecten (p. 5403).

– L'article 3 est supprimé (p. 5403).

Art. 4 (*Conditions d'accès des ressortissants des pays membres de la CEE à l'emploi d'assistant de service social*) – Adopté (p. 5403).

Art. 5 (*Perennisation du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle*) (p. 5403).

Adopté : amendement de suppression n° 46 de M. André Bohl (p. 5406).

– L'article 5 est supprimé (p. 5406).

Après l'art. 5 (p. 5406).

Adopté : amendement n° 48 de M. André Bohl : clarification de la liquidation des droits à retraite (p. 5407).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 47 de M. André Bohl : mise en ordre de la législation en matière de retraite des femmes (p. 5406).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5407).

Art. 5 bis (*Présidence des comités techniques des établissements publics de santé*) – Adopté (p. 5407).

Art. 6 (*Modification de la réforme hospitalière à la suite de la décision du Conseil Constitutionnel du 22 juillet 1991*) (p. 5407).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Paul Souffrin : modalités de nomination et de renouvellement des chefs de services ou de départements des hôpitaux publics (p. 5408).

Retirés : amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat : motivation de la décision de non renouvellement du mandat d'un chef de service ou de département – Amendement n° 68 de M. Paul Souffrin : obligation pour la commission médicale de siéger dans son intégralité (p. 5408).

– L'article 6 est adopté (p. 5408).

Art. 7 (*Financement de moyens supplémentaires pour la mise en oeuvre de la réforme hospitalière*) (p. 5408) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 (*Intégration dans la fonction publique hospitalière des personnels non médicaux de l'association française pour le dépistage et la prévention des handicaps de l'enfant et des centres régionaux d'étude de biologie prénatale*) – Adopté (p. 5409).

Art. 9 (*Régime applicable aux structures de soins alternatifs à l'hospitalisation installées avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière*) (p. 5409).

Adopté : amendement rédactionnel n° 28 de la commission.

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5409).

Art. 10 (*Recueil, traitement, conservation et cession de sperme*) (p. 5409).

Parole sur l'article (p. 5409, 5410) : M. Bernard Seillier – Problèmes éthiques.

Rejetés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 57 : distinction entre le traitement et la conservation du sperme – Et n° 59 : précision juridique – Amendement rédactionnel n° 93 du Gouvernement (p. 5411).

Retiré : amendement de cohérence n° 58 de M. Franck Sérusclat (p. 5411).

– L'article 10 est adopté (p. 5412).

Art. 11 (*Validation d'examen pour l'obtention du certificat de capacité d'ambulancier*) – Adopté (p. 5412).

Art. 11 bis (*Instauration d'un dispositif transitoire pour faciliter la reconnaissance de l'activité des personnes accueillant des enfants à leur domicile*) (p. 5412).

Parole sur l'article (p. 5413) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Marc Boeuf – Système éducatif – Assistante maternelle – Travail clandestin.

Adoptés : amendements de la commission, n° 29 : suppression des dispositions introduites par l'Assemblée nationale – Et n° 30 : extension de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée à la majoration créée par l'article 11 ter (p. 5414).

– L'article 11 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5414).

Art. 11 ter (*Institution d'une majoration à l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 5414).

Adopté : amendement de coordination n° 31 de la commission.

– L'article 11 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5414).

Art. 11 quater (*Prise en charge des maladies sexuellement transmissibles par les centres de planning familial*) – Adopté (p. 5415).

Chapitre II

Mesures relatives à la prévoyance et à l'assurance vieillesse

Art. 12 (*Déconcentration du contrôle des mutuelles dont les engagements sont inférieurs certains seuils*) – Adopté (p. 5415).

Art. 13 (*Prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite et régime applicable en cas de transmission d'entreprise*) (p. 5415).

Adopté : amendement de suppression n° 32 de la commission (p. 5417).

Devenu sans objet : amendement n° 3 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Simonin : dispositions en faveur des médecins (p. 5417).

– L'article 13 est supprimé (p. 5417).

Art. 14 (*Plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des personnes exerçant une profession libérale*) (p. 5417).

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de la commission (p. 5417).

Rejeté : amendement de suppression n° 70 de M. Paul Souffrin (p. 5417).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5417).

Art. 15 (*Plafonnement de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse des avocats*) (p. 5417).

Rejeté : amendement de suppression n° 71 de M. Paul Souffrin.

– L'article 15 est adopté (p. 5417).

Art. 15 bis (*Modalités d'affiliation des avocats salariés à la Caisse nationale des barreaux français*) (p. 5417).

Retiré : amendement n° 5 de la commission saisie pour avis : maintien de la couverture du risque invalidité-décès par la Caisse nationale des barreaux français pour les avocats salariés (p. 5418).

– L'article 15 bis est adopté (p. 5418).

Après l'art. 15 bis (p. 5418).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : rétablissement des droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance maladie (p. 5419).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5419).

Art. 16 (*Assiette de la cotisation proportionnelle d'assurance vieillesse due par les médecins bénéficiaires de l'allocation de remplacement*) – Adopté (p. 5419).

Art. 17 (*Prorogation des dispositions applicables au régime social des correspondants locaux de presse*) – Adopté (p. 5419).

Après l'art. 17 (p. 5419).

Adopté : amendement n° 62 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Jean Simonin : prise en compte du portage de la presse à domicile.

Retirés : amendements identiques n° 84 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Jean Madelain et n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Marc Boeuf : objet analogue à celui de l'amendement n° 62 de M. Adrien Gouteyron.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5420).

Art. 18 (*Transfert de la gestion du régime spécial des chemins de fer secondaires et des tramways à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés*) (p. 5420).

Rejeté : amendement de suppression n° 72 de M. Paul Souffrin.

– L'article 18 est adopté (p. 5421).

Après l'art. 18 (p. 5421).

Retiré : amendement n° 50 de M. Jean Madelain : distinction entre les institutions de retraite et les institutions de prévoyance.

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 49.

Art. 18 bis (*Revalorisation des pensions pour 1992*) (p. 5421).

Demande de vote unique présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, **portant sur l'article 18 bis** à l'exclusion de tout amendement (p. 5422).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 35 de la commission : application du régime de droit commun pour la revalorisation des pensions (p. 5422).

– L'article 18 bis est adopté (p. 5422).

Chapitre III

Mesures diverses

Art. 19 (*Procédure d'opposition sur les fonds détenus par des tiers pour le compte d'assurés débiteurs, au profit des caisses gestionnaires des régimes sociaux des travailleurs non salariés non agricoles*) (p. 5422).

Adopté : amendement rédactionnel n° 91 de la commission.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5422).

Art. 19 bis (*Validation législative d'arrêtés préfectoraux relatifs à l'assiette des cotisations sociales de certains exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône*) – Adopté (p. 5422).

Art. 20 (*Nullité de contrats garantissant des risques couverts par les régimes sociaux obligatoires des travailleurs non salariés non agricoles*) – Adopté (p. 5422).

Art. 20 bis (*Conditions d'exercice des infirmiers ou infirmières exerçant dans le secteur libéral*) – Adopté (p. 5422).

Art. 20 ter (*Prorogation de la suspension des poursuites liées au surendettement de certains rapatriés*) (p. 5422).

Demande de vote unique présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, **portant sur l'article 20 ter** à l'exclusion de tout amendement (p. 5423).

Parole sur l'article (p. 5423, 5424) : *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* – Utilisation par le Gouvernement de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Non retenus dans le vote unique : amendement n° 63 de M. Camille Cabana, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension de la suspension des poursuites aux personnes s'étant portées caution pour les prêts de consolidation ; sous-amendement n° 24 de la commission saisie pour avis – Amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jean Madelain : extension de la suspension des poursuites dont peuvent bénéficier les rapatriés demandeurs de prêts de consolidation à d'autres situations dans l'attente d'une loi (p. 5425).

– L'article 20 ter est rejeté (p. 5425).

Art. 20 quater (*Prorogation du droit d'option des fonctionnaires prévu à l'article 26 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985*) – Adopté (p. 5425).

Art. 20 quinquiés (*Emploi de handicapés par la Poste et France Télécom*) – Adopté (p. 5425).

Art. 20 sexies (*Prorogation du mandat des membres des comités de l'interprofession des pêches maritimes et de la conchyliculture jusqu'au 31 décembre 1992*) – Adopté (p. 5426).

Après l'art. 20 sexies (p. 5426).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Daniel Millaud : reconnaissance des compétences des collectivités territoriales – Amendement de la commission, n° 36 : statut des personnels des maisons de retraite gérées par les collectivités publiques – N° 37 : limite d'âge applicable dans les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes – N° 38 : couverture sociale des personnels expatriés au titre des accidents du travail – Et n° 39 : composition du conseil d'administration de la caisse des français de l'étranger – Amendement n° 4 de M. Charles Descours, soutenu par M. Jean Chérioux et identique à l'amendement n° 37 de la commission – Amendement n° 61 de M. Albert Vecten : précision relative au principe de la libre administration des collectivités territoriales en ce qui concerne la fixation des régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux – Amendements du Gouvernement, n° 89 : sort des candidats admis au concours externe pour l'accès au corps des secrétaires de chancellerie en 1989 – Et n° 90 : prorogation de la durée d'application des mesures prises au titre de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite et relatives à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif.

– Huit articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5428, 5430, 5431).

Avant l'art. 21 (p. 5431).

Adoptés : amendement n° 83 de M. Michel Caldaguès : dépistage systématique de l'infection par le virus de l'immuno-déficience lors des examens prénuptiaux et prénataux – Amendement n° 88 de M. Jacques Sourdille : plan de lutte contre l'épidémie du SIDA (p. 5437).

Explications de vote (p. 5435, 5437) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur pour avis ; Claude Huriet, rapporteur ; Paul Souffrin, Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny* – Dépistage systématique.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5437).

Art. 21 (*Indemnisation des personnes contaminées par le virus de l'immuno-déficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins*) (p. 5447).

Parole sur l'article (p. 5448) : *M. Paul Souffrin* – Problèmes d'éthique – Indemnisations – Grand marché européen.

Adoptés : amendements de la commission, n° 40 : rétablissement de la date butoir (p. 5449) – N° 41 : création d'un fonds d'indemnisation – De précision n° 42 (p. 5458) – Et n° 43 : suppression de la référence à une loi sur la définition de l'alimentation du fonds (p. 5460) – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 9 : déconcentration du dispositif – N° 7 de coordination – N° 8 rédactionnel (p. 5453) – N° 10 : précision relative au rôle des commissions d'indemnisation (p. 5455) – De coordination n° 12, n° 14, n° 15, n° 16 et n° 17 (p. 5457) – N° 19 : impossibilité pour la décision de la commission de préjudicier au droit de la victime de se constituer partie civile (p. 5458) – N° 20, identique à l'amendement n° 43 de la commission – Et rédactionnel n° 22 (p. 5461).

Rejetés : amendements de *M. Paul Souffrin*, n° 76 : possibilité pour les victimes d'agir en justice contre le fonds d'indemnisation (p. 5457) – N° 78 : financement du fonds d'indemnisation – Et n° 79 : contribution complémentaire de 1 % sur le montant des revenus des capitaux mobiliers (p. 5459) – Amendement n° 44 de la commission : suppression du paragraphe relatif à la création d'une commission financière (p. 5461).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 6 : caractère optionnel du système d'indemnisation (p. 5449) – N° 11 : allocation d'une indemnité provisionnelle (p. 5456) – Et n° 21 : identique à l'amendement n° 44 de la commission (p. 5460) – Amendement n° 77 de *M. Paul Souffrin* : mesures visant à empêcher que le fonds ne se retourne contre les centres de transfusions sanguines (p. 5458).

Devenu sans objet : amendement n° 74 de *M. Paul Souffrin* : création d'un fonds de garantie (p. 5453).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 5461).

Après l'art. 21 (p. 5461).

Adopté : amendement n° 23 de la commission saisie pour avis : rectification d'un intitulé de chapitre du code des assurances.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5461).

Seconde délibération de l'article 18 bis – Demandée en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement, par *M. Claude Huriet*, rapporteur ; rejetée par le Gouvernement (p. 5461).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5462, 5464) : *MM. Paul Souffrin, Marc Boeuf, Jacques Habert, Jean Madelain, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Missoffe ; intervention de M. Jean-Louis Bianco, ministre* – Amendements – Rôle du Parlement – Projet de loi relatif à l'agence du médicament.

Adoption (17 décembre 1991) (p. 5464).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5701, 5721).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5701, 5702) : *M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales*.

Amendements : *Missoffe (Hélène)* (p. 5701).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Bianco (Jean-Louis)* (p. 5701) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 5701).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Missoffe (Hélène)* (p. 5702).

Transfusions et transplantations d'organes : *Missoffe (Hélène)* (p. 5702).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5702, 5721) : *Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Jean-Louis Bianco, ministre ; Michel Caldaguès, Jean Chérioux, Jacques Sourdil, Franck Sérusclat, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, en remplacement de Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; Emmanuel Hamel, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; Bernard Seillier, Ernest Cartigny*.

Art. 1^{er} (p. 5702).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : impossibilité pour toute personne en situation irrégulière de bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} (p. 5703).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5703).

Art. 2 (p. 5703).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : reprise du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 5703).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5703).

Art. 3 (p. 5703).

Adopté : amendement de suppression n° 3 de la commission (p. 5704).

– L'article 3 est supprimé (p. 5704).

Art. 5 (p. 5704).

Adopté : amendement de suppression n° 4 de la commission (p. 5705).

– L'article 5 est supprimé (p. 5705).

Art. 5 bis A (p. 5705).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 5705).

– L'article 5 bis A est rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 5 (p. 5705).

Art. 8 bis (p. 5705).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° 6 de la commission et n° 16 de *M. Paul Souffrin*, soutenu par *M. Jean-Luc Bécart*.

– L'article 8 bis est supprimé (p. 5706).

Art. 9 (p. 5706).

Adopté : amendement rédactionnel n° 19 du Gouvernement (p. 5706).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 5706).

Après l'art. 9 (p. 5706).

Adopté : amendement n° 20 du Gouvernement : modification de la loi du 31 juillet 1991 en intégrant dans l'objectif annuel la chirurgie ambulatoire et l'hospitalisation de jour (p. 5707).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5707).

Art. 9 bis (p. 5707).

Adopté : amendement de suppression n° 7 de la commission.

– L'article 9 bis est supprimé (p. 5709).

Art. 11 bis A (p. 5710).

Retiré : amendement de suppression n° 8 de la commission.

– L'article 11 bis A est adopté (p. 5711).

Art. 11 bis B (p. 5711).

Retiré : amendement de suppression n° 9 de la commission.

– L'article 11 bis B est adopté (p. 5711).

Art. 11 quater A et 11 quater B – Adoptés (p. 5711).

Art. 13 (p. 5711).

Adopté : amendement de suppression n° 10 de la commission.

– L'article 13 est supprimé (p. 5712).

Art. 19 – Adopté (p. 5712).

Art. 20 ter (p. 5712).

Adoptés : amendements de *M. Camille Cabana*, soutenus par *M. Emmanuel Hamel*, n° 17 : application des dispositions de l'article 20 ter aux personnes qui avant le 31 décembre 1991 n'ont pas sollicité de prêts de consolidation et à ceux dont le prêt proposé par la

commission n'a pas été mis en place – Et n° 18 : extension des dispositions prévues à l'article 20 ter aux personnes s'étant portées caution (p. 5713).

Retirés : amendements de M. Bernard Seillier, n° 21 et n° 22, identiques aux amendements n° 17 et n° 18 de M. Camille Cabana.

– L'article 20 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5713).

Art. 20 octies – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5713).

Art. 20 duodecies (p. 5713).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 20 duodecies, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est rétabli (p. 5714).

Art. 20 quindecies (p. 5714).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 5717).

– L'article 20 quindecies, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est rétabli (p. 5717).

Art. 20 sedecies (p. 5717).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 5718).

– L'article 20 sedecies, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est rétabli (p. 5718).

Art. 21 (p. 5718).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est rétabli (p. 5720).

Art. 22 (p. 5720).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

– L'article 22, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est rétabli (p. 5720).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5720, 5721) : *MM. Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; intervention de M. Jean-Louis Bianco, ministre – Prévention du SIDA – Développement de la recherche – Indemnités.*

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5721).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 396

Sénat

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 8
Rappels au règlement, 40 ; 41 ; 55

Sénateurs

Voir *Elections*, 4 ; 5 ; 6 ; 11
Eloges funèbres, 2
Rappels au règlement, 5 ; 37

Sénégal

Voir *Traités et conventions*, 14

Service national

1. – **Proposition de loi portant modification du délai pendant lequel il est autorisé de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience**, PRESENTÉE AU SENAT, par M.

Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 avril 1991) [n° 264 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – **Proposition de loi tendant à valider comme période d'assurance, celle où des personnes sous les drapeaux, qui ont contracté une maladie les rendant inaptes à l'exercice de leur emploi précédent, ont dû, avant 1968, recourir à des stages professionnels de reclassement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 27 juillet 1991) [n° 471 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Projet de loi modifiant le code du service national**, PRESENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de la défense (10 juillet 1991) [n° 2214 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Guy-Michel Chauveau (25 septembre 1991) [n° 2241 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (2 octobre 1991) – Adoption (2 octobre 1991) [n° 527].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (3 octobre 1991) [n° 3 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (17 octobre 1991) [n° 39 (91-92)] – Discussion (23 octobre 1991) – Adoption (23 octobre 1991) [n° 18].

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (24 octobre 1991) [n° 2296 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Guy-Michel Chauveau (30 octobre 1991) [n° 2307 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Guy Cabanel (30 octobre 1991) [n° 63 (91-92)] – Echec.

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (24 octobre 1991) [n° 2296 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Guy-Michel Chauveau (20 novembre 1991) [n° 2356 (9^e lég.)] – Discussion (6 décembre 1991) – Adoption (6 décembre 1991) [n° 559].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (6 décembre 1991) [n° 153 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (11 décembre 1991) [n° 164 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Rejet (12 décembre 1991) [n° 53].

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 2471 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Guy-Michel Chauveau (18 décembre 1991) [n° 2488 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 599].

PROMULGATION : Loi n° 92-9 du 4 janvier 1992 (*J.O.* Lois et décrets du 7 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1991) (p. 3118, 3173).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3118, 3150) : *MM. Pierre Joxe, ministre de la défense ; Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Michel Caldaguès, Ernest Cartigny, Roland Bernard, André Delelis, Michel Dreyfus-Schmidt, Franck Sérusclat, Paul Loridant, Xavier de Villepin, Jacques Machet, Jacques Golliet, Pierre Laffitte, Jacques Habert, Michel d'Aillières, Jean-Luc Bécart.*

Allemagne : Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Bernard (Roland) (p. 3131) ; Cabanel (Guy) (p. 3124).

Amendements : Joxe (Pierre) (p. 3145).

Armée : Cabanel (Guy) (p. 3125).

Armée (de conscription) : Aillières (Michel d') (p. 3142) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Caldaguès (Michel) (p. 3126 ; 3127 ; 3149) ; Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Habert (Jacques) (p. 3141) ; Joxe (Pierre) (p. 3119).

Armée (de métier) : Aillières (Michel d') (p. 3142) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 3143 ; 3144) ; Bernard (Roland) (p. 3131) ; Caldaguès

(Michel) (p. 3126 ; 3127 ; 3149) ; Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Golliet (Jacques) (p. 3139) ; Habert (Jacques) (p. 3141) ; Joxe (Pierre) (p. 3119) ; Loridant (Paul) (p. 3136) ; Villepin (Xavier de) (p. 3138).

Armée (effectifs) : Caldaguès (Michel) (p. 3128) ; Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Golliet (Jacques) (p. 3139) ; Joxe (Pierre) (p. 3120) ; Sérusclat (Franck) (p. 3135).

Armée (européenne) : Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Machet (Jacques) (p. 3139).

Armement nucléaire : Sérusclat (Franck) (p. 3135).

Code du service national (art. L. 70) : Caldaguès (Michel) (p. 3126) ; Joxe (Pierre) (p. 3149).

Code du service national (art. L. 96) : Habert (Jacques) (p. 3141).

Conflits armés : Caldaguès (Michel) (p. 3126) ; Cartigny (Ernest) (p. 3128) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Habert (Jacques) (p. 3141) ; Joxe (Pierre) (p. 3119 ; 3149) ; Laffitte (Pierre) (p. 3140) ; Sérusclat (Franck) (p. 3135) ; Villepin (Xavier de) (p. 3138).

Constitution de 1958 (art. 34) : Cabanel (Guy) (p. 3123).

Coopération : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 3134) ; Joxe (Pierre) (p. 3146).

Coopération européenne : Joxe (Pierre) (p. 3147).

Coopération (franco-allemande) : Joxe (Pierre) (p. 3148).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : Cabanel (Guy) (p. 3125).

Désarmement : Bécart (Jean-Luc) (p. 3144) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Dissuasion nucléaire : Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Loridant (Paul) (p. 3136).

Doubles nationaux : Cabanel (Guy) (p. 3123).

Espace : Joxe (Pierre) (p. 3147).

Essais nucléaires : Bécart (Jean-Luc) (p. 3144).

Europe : Cabanel (Guy) (p. 3125).

Europe de l'Est : Habert (Jacques) (p. 3141).

Force d'action rapide (FAR) : Cartigny (Ernest) (p. 3128).

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) : Habert (Jacques) (p. 3141).

Lois (application) : Joxe (Pierre) (p. 3145).

Lois de programmation militaire : Allières (Michel d') (p. 3142) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Bernard (Roland) (p. 3130) ; Cabanel (Guy) (p. 3124) ; Caldaguès (Michel) (p. 3128) ; Habert (Jacques) (p. 3142) ; Joxe (Pierre) (p. 3146) ; Laffitte (Pierre) (p. 3140) ; Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Médecins : Joxe (Pierre) (p. 3148).

Objecteurs de conscience : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 3134) ; Joxe (Pierre) (p. 3148) ; Mellick (Jacques) (p. 3122).

Pacte de Varsovie : Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Habert (Jacques) (p. 3141).

Parlement : Cabanel (Guy) (p. 3150) ; Machet (Jacques) (p. 3139) ; Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Parlement (droits) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 3133) ; Joxe (Pierre) (p. 3144 ; 3145).

Parlement européen : Joxe (Pierre) (p. 3148).

Pays socialistes : Allières (Michel d') (p. 3142).

Pensions civiles et militaires de retraite : Cabanel (Guy) (p. 3125).

Politique de défense : Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Cabanel (Guy) (p. 3124) ; Golliet (Jacques) (p. 3139 ; 3140) ; Habert (Jacques) (p. 3141) ; Joxe (Pierre) (p. 3118) ; Sérusclat (Franck) (p. 3135).

Sécurité civile : Bernard (Roland) (p. 3131) ; Cartigny (Ernest) (p. 3129) ; Joxe (Pierre) (p. 3120) ; Mellick (Jacques) (p. 3122) ; Sérusclat (Franck) (p. 3135).

Service civil : Joxe (Pierre) (p. 3149).

Service national : Bernard (Roland) (p. 3131) ; Cabanel (Guy) (p. 3125 ; 3144) ; Cartigny (Ernest) (p. 3128 ; 3130) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Golliet (Jacques) (p. 3139) ; Joxe (Pierre) (p. 3118 ; 3120 ; 3144 ; 3145 ; 3148 ; 3149) ; Laffitte (Pierre) (p. 3140) ; Loridant (Paul) (p. 3137) ; Mellick (Jacques) (p. 3121) ; Villepin (Xavier de) (p. 3138).

Service national (durée) : Allières (Michel d') (p. 3142) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 3143) ; Bernard (Roland) (p. 3130) ; Cabanel (Guy) (p. 3122 ; 3124) ; Caldaguès (Michel) (p. 3127) ; Delelis (André) (p. 3132) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 3133) ; Golliet (Jacques) (p. 3139) ; Habert (Jacques) (p. 3142) ; Joxe (Pierre) (p. 3118 ; 3145 ; 3146 ; 3148) ; Machet (Jacques) (p. 3138) ; Mellick (Jacques) (p. 3121) ; Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Statut des militaires : Joxe (Pierre) (p. 3149).

Terrorisme : Laffitte (Pierre) (p. 3140).

Ukraine : Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : Bernard (Roland) (p. 3130) ; Caldaguès (Michel) (p. 3126) ; Villepin (Xavier de) (p. 3137).

Volontaires du service national actif (VSNA) : Cabanel (Guy) (p. 3125) ; Habert (Jacques) (p. 3141) ; Mellick (Jacques) (p. 3121).

Volontaires engagés temporaires (VET) : Cabanel (Guy) (p. 3125) ; Delelis (André) (p. 3133).

Volontaires du service national en entreprises (VSNE) : Habert (Jacques) (p. 3142) ; Villepin (Xavier de) (p. 3138).

Yougoslavie : Sérusclat (Franck) (p. 3135).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3150, 3173) : MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat ; Guy Cabanel, rapporteur ; Philippe de Gaulle, Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert, Michel Caldaguès, Marcel Lucotte, Franck Sérusclat, Aubert Garcia, Jean-Pierre Tizon.

Art. 1^{er} (Distinction entre les articles portant modification du code du service national et les mesures d'application du présent projet) – Adopté (p. 3169 ; précédemment réservé p. 3150).

Art. 2 (Enumération des différentes formes de service national) (p. 3154).

Adoptés : amendements de la commission, de coordination n° 1 et n° 2 – Et n° 3 : création par la loi de toute autre forme de service national.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3156).

Art. 3 (Durée du service national actif) (p. 3156).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de la commission.

Rejetés : amendements, de M. Franck Sérusclat, n° 26 : abaissement de douze mois à dix mois de la durée du service pour les scientifiques du contingent, les médecins, les vétérinaires, les pharmaciens et les chirurgiens dentistes – Et n° 24 de M. Aubert Garcia : fixation de la durée du service national à douze mois pour les jeunes gens qui ont obtenu le bénéfice des dispositions de l'article L. 9 au titre du service militaire.

Retiré : amendement n° 25 de M. Franck Sérusclat : abaissement à seize mois de la durée du service des objecteurs de conscience.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3158).

Art. 4 (Extension du service national) (p. 3158).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Art. 5 (Uniformisation des dates de report) – Adopté (p. 3159).

Art. 6 (Suppression de dispositions caduques) – Adopté (p. 3159).

Art. 7 (Cohérence rédactionnelle) (p. 3159).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de la commission.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Art. 8 (*Reports d'incorporation des scientifiques du contingent, des coopérants et des volontaires de l'aide technique*) (p. 3159).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de la commission.

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Art. 9 (*Dispositions relatives aux médecins, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens dentistes*) – Adopté (p. 3159).

Art. 10 (*Harmonisation des reports d'incorporation*) (p. 3159).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3159).

Art. 11 (*Harmonisation des durées de report*) – Adopté (p. 3160).

Art. 12 (*Statut des jeunes gens effectuant les opérations de sélection*) – Adopté (p. 3160).

Art. 12 bis (*Contestation des décisions de la commission locale de sélection*) – Adopté (p. 3160).

Art. 13 (*Prolongation du délai d'ajournement*) – Adopté (p. 3160).

Art. 13 bis (*Extension des cas de dispense*) – Adopté (p. 3160).

Art. 14 (*Situation des jeunes gens condamnés*) – Adopté (p. 3160).

Art. 15 (*Extension de l'indemnisation des dommages corporels*) – Adopté (p. 3160).

Après l'art. 15 (p. 3160).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 9 de la commission : prise en compte du temps de service national dans les périodes comptant pour la retraite de tout régime de base et complémentaire.

Art. 15 bis (*Réserve d'emploi*) – Adopté (p. 3160).

Après l'art. 15 bis (p. 3161).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 29 de M. Jacques Habert : possibilité pour les appelés de servir et d'être volontaires dans les opérations extérieures.

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Habert, sous-amendement n° 30 de M. Guy Cabanel.

Art. 16 (*Durée du volontariat service long*) (p. 3162).

Parole sur l'article : MM. Jacques Habert, Jean-Pierre Bayle, Michel Caldaquès, Guy Cabanel, intervention de M. Jacques Mellick.

– L'article 16 est adopté (p. 3164).

Après l'art. 16 (p. 3165).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : modification de l'article L. 73 du code du service national autorisant les participations extérieures des armées.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3165).

Art. 17 et 18 (*Disponibilité et réserve des hommes et des femmes*) – Adoptés (p. 3165).

Art. 19 (*Réparation des dommages corporels subis dans le cadre de la disponibilité et de la réserve*) – Adopté (p. 3165).

Art. 20 (*Reformulation du chapitre relatif au service de défense*) (p. 3165).

Adopté : amendement n° 12 de la commission.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3166).

Art. 21 (*Définition du service de défense*) – Adopté (p. 3166).

Art. 22 (*Liste des personnes assujetties au service de défense*) (p. 3166).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de la commission.

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3166).

Art. 23 (*Conditions d'accomplissement du service de défense*) – Adopté (p. 3166).

Art. 24 (*Procédure des affectations de défense*) – Adopté (p. 3166).

Art. 25 (*Allongement de la durée de réserve dans la police nationale*) – Adopté (p. 3166).

Art. 26 (*Réparation des dommages corporels subis par les policiers auxiliaires*) – Adopté (p. 3166).

Art. 27 (*Le volontariat service long dans la police*) – Adopté (p. 3166).

Art. 28 (*Indemnisation des dommages corporels subis par les policiers auxiliaires de la disponibilité et de la réserve*) – Adopté (p. 3166).

Art. 29 (*Création du service de sécurité civile*)

ARL. L. 94-16 DU CODE DU SERVICE NATIONAL.

Adopté : amendement de M. Jean-Pierre Tizon, n° 28 : exercice du service de sécurité civile principalement dans les services d'incendie et de secours.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3167).

ART. L. 94-20.

Adopté : amendement de suppression n° 14 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 3167).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 3167).

Art. 30 (*Cohérence rédactionnelle*) – Adopté (p. 3167).

Art. 31 (*Prise en compte du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) – Adopté (p. 3167).

Art. 32 (*Prise en compte du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) (p. 3168).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : fixation à douze mois de la durée du service militaire des médecins coopérants qui recevraient du fait de leur inadaptation physique à un emploi outre-mer, un poste de médecin aspirant.

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 3168).

Art. 33 (*Prise en compte du volontariat féminin dans la coopération et l'aide technique*) (p. 3168).

Adopté : amendement de coordination n° 16 de la commission.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 3168).

Art. 34 (*Harmonisation rédactionnelle*) – Adopté (p. 3168).

Après l'art. 34 (p. 3151).

Adoptés : amendements de la commission, n° 17 : définition et organisation du service national économique – Et n° 18 : définition et organisation du service national de solidarité.

– Deux articles additionnels, sont insérés dans le projet de loi (p. 3154 ; priorité ordonnée p. 3151).

Art. 35 (*Simplification des conditions d'admission au statut d'objecteur de conscience*) (p. 3168).

Retiré : amendement n° 27 de M. Franck Sérusclat : possibilité pour les objecteurs de conscience de prendre leur décision à tout moment et jusqu'à l'incorporation de l'intéressé.

– L'article 35 est adopté (p. 3169).

Art. 36 (*Extension des dispositions pénales en cas de fraude*) – Adopté (p. 3169).

Art. 37 (*Dispositions disciplinaires relatives au service de défense*) – Adopté (p. 3169).

Art. 38 (*Dispositions disciplinaires relatives au service de sécurité civile*) – Adopté (p. 3169).

Art. 39 (*Prise en compte du volontariat féminin dans les dispositions disciplinaires relatives aux services de l'aide technique et de la coopération*) – Adopté (p. 3169).

Après l'art. 39 (p. 3169).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 et n° 20 : relatifs à l'alignement des régimes disciplinaires des services écono-

miques de solidarité sur le régime disciplinaire des coopérants et des volontaires de l'aide technique.

– Un article additionnel, est inséré dans le projet de loi (p. 3169).

Art. 40 (*Extension du service de sécurité*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 3169).

Art. 41 (*Date d'application de la réduction de la durée du service actif*) (p. 3169).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : réduction d'un mois de la durée du service militaire des jeunes gens incorporés entre le 1^{er} août et le 1^{er} octobre 1991.

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 3170).

Art. 42 (*Mesures transitoires relatives au service actif de défense*) – Adopté (p. 3170).

Art. 43 (*Renvoi à des décrets en Conseil d'Etat*) (p. 3170).

Adopté : amendement de coordination n° 22 de la commission.

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3170).

Art. 44 (*Rapport du Gouvernement sur les réserves*) (p. 3170).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de la commission.

– L'article 44, ainsi modifié est adopté (p. 3171).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3171, 3173) *MM. Yves Guéna, Marcel Lucotte, Jacques Golliet, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert, Aubert Garcia, intervention de M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat.*

Scrutin public n° 10 (p. 3173).

Adoption (23 octobre 1991) (p. 3173).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5284, 5287).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5284, 5287) : *MM. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat chargé de la défense ; Guy Cabanel, et les orateurs sur la motion.*

Lois de programmation militaire : *Cabanel (Guy)* (p. 5286).

Parlement (information) : *Mellick (Jacques)* (p. 5287).

Service national : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5287) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5284).

Service national (durée) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5287) ; *Cabanel (Guy)* (p. 5286) ; *Mellick (Jacques)* (5287).

Service national : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5287) ; *Cabanel (Guy)* (p. 5285) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5284 ; 5285 ; 5287).

Service national (intervention des appelés hors du territoire national) : *Cabanel (Guy)* (p. 5285) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5287).

Volontaires du service national en entreprises (VSNE) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5287) ; *Cabanel (Guy)* (p. 5285) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5284 ; 5287).

Motion n° 1 de la commission **tendant à opposer la question préalable** (p. 5286) – *MM. Guy Cabanel, rapporteur ; Jean-Pierre Bayle, Jacques Mellick, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 5287).

Rejet du projet de loi (12 décembre 1991) (p. 5287).

Service public

I. – **Proposition de loi tendant à créer une commission départementale chargée d'examiner les missions, l'organisation, le fonctionnement et l'implantation des services publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par *MM. Hubert Haenel, Jean Huchon, Roland du Luart, sénateurs* (22 mai 1991) [n° 331 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Services publics locaux

Voir *Questions orales sans débat* n° 370

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 1 ; 2 ; 3 ; 17 ; 18 ; 31 ; 32

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 19 ; 22 ; 30

Sidérurgie (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 350

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

Voir *Questions orales sans débat* n° 295 ; n° 371

Sociétés civiles et commerciales

I. – **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de *M. Michel Rocard*, Premier ministre, par *M. Louis Besson*, ministre chargé du logement (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 – 25 janvier 1991) [n° 215 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de *M. Robert Laucournet* (27 mars 1991) [n° 244 (90-91)] – Discussion (16 avril 1991) – Adoption (16 avril 1991) [n° 99].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 avril 1991) [n° 1989 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de *M. Michel Lambert* (30 avril 1991) [n° 2015 (9^e lég.)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 471].

PROMULGATION : Loi n° 91-457 du 15 mai 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 17 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(16 avril 1991) (p. 476, 486).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 476, 480) : *MM. Louis Besson, ministre de l'équipement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, Marcel Vidal, José Balarello.*

Aide personnalisée au logement (APL) : *Balarello (José)* (p. 479) ; *Besson (Louis)* (p. 477 ; 479).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 478 ; 479) ; *Besson (Louis)* (p. 476) ; *Laucournet (Robert)* (p. 477) ; *Leyzour (Félix)* (p. 477 ; 478).

Hérault (département) : *Vidal (Marcel)* (p. 478).

Livrets des caisses d'épargne : *Besson (Louis)* (p. 480).

Logement locatif : *Balarello (José)* (p. 479).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 479) ; *Besson (Louis)* (p. 477 ; 479 ; 480) ; *Laucournet (Robert)* (p. 477) ; *Leyzour (Félix)* (p. 477).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Balarello (José)* (p. 479) ; *Leyzour (Félix)* (p. 478).

Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : *Balarello (José)* (p. 479) ; *Besson (Louis)* (p. 476 ; 480) ; *Laucournet (Robert)* (p. 477) ; *Leyzour (Félix)* (p. 477 ; 478) ; *Vidal (Marcel)* (p. 478).

Zones rurales : *Vidal (Marcel)* (p. 478).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 480, 485) : *MM. Philippe François, Louis Besson, ministre ; Robert Laucournet, rapporteur ; Jacques Moutet.*

Art. 1^{er} (*Elargissement de l'objet des sociétés anonymes de crédits immobiliers*) (p. 480).

Parole sur l'article (p. 480, 481) : *MM. Philippe François, Louis Besson, ministre – Bâtiment et travaux publics.*

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : constructions destinées à l'accession à la propriété susceptibles d'être financées

à l'aide de prêts ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) – N° 2 : champ d'application des nouvelles compétences des sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI, et de leurs filiales – Et n° 3 : alignement des compétences des SACI sur celles des sociétés anonymes d'HLM en matière d'aménagement.

Retiré : amendement n° 16 de M. José Balarello, analogue à l'amendement n° 1 de la commission.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 482).

Art. 2 (*Création d'un réseau des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 482).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 4, 5 et 7 : rédactionnels – Et n° 6 : motif de retrait automatique de l'agrément.

Retiré : amendement n° 12 de M. Jacques Moutet : liberté d'affiliation des sociétés anonymes de crédits immobiliers (SACI) à la caisse centrale.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 483).

Art. 3 (*Contenu des statuts des sociétés anonymes de crédit immobilier*) (p. 483).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 : droit de regard de l'organe central sur les fusions et scissions des établissements du réseau – Et n° 9 : extension du droit d'agrément de l'organe central à toutes les prises de participation des sociétés membres du réseau – Amendement de M. Jacques Moutet, n° 13 bis : cession de parts ou d'actions : motivation du refus d'agrément de l'organe central – Et n° 14 : exercice du droit de préemption de l'organe central.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 484).

Après l'art. 3 (p. 484).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : dissolution de plein droit en cas de cessation d'affiliation d'une société.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 485).

Art. 4 (*Répartition des données de liquidation lors de la dissolution d'une société anonyme de crédits immobiliers*) – Adopté (p. 485).

Art. 5 (*Contrôle exercé sur les filiales*) (p. 485).

Adopté : amendement de forme de la commission n° 11.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 485).

Art. 6 (*Coordination*) – Adopté (p. 485).

Après l'art. 6 (p. 485).

Adopté : amendement n° 15 du Gouvernement : modification de l'article L. 351-2 du code de la construction et élargissement du champ d'application de l'aide personnalisée au logement, APL.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 485).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 485, 486) : MM. Emmanuel Hamel ; Félix Leyzour.

Adoption (16 avril 1991) (p. 486).

2. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et portant diverses dispositions relatives au droit des sociétés, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (7 juin 1991) [n° 367 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (14 novembre 1991) [n° 86 (91-92)] – Discussion (18 novembre 1991) – Adoption (18 novembre 1991) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 novembre 1991) [n° 2354 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(18 novembre 1991) (p. 3806, 3821).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3806, 3809) : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Henri Nallet, ministre de la justice.

Droit des sociétés : Dailly (Etienne) (p. 3807) ; Nallet (Henri) (p. 3808).

Propositions de loi : Dailly (Etienne) (p. 3809).

Sociétés anonymes (SA) : Dailly (Etienne) (p. 3807) ; Nallet (Henri) (p. 3808).

Sociétés anonymes (SA) (personnalité morale) : Nallet (Henri) (p. 3808).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3809, 3820) : MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.

TITRE PREMIER

LES SOCIETES EN COMMANDITE PAR ACTIONS

Parole sur le titre : M. Etienne Dailly, rapporteur.

Art. 1^{er} (*Statut du commandité*) (p. 3809).

Parole sur l'article : M. Etienne Dailly, rapporteur.

Rejeté : amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de l'obligation faite à la personne morale commanditée de désigner un représentant permanent, personne physique, soumise aux mêmes responsabilités civile et pénale que si elle était associée, commanditée en nom propre.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 3811).

Art. 2 (*Désignation et révocation des gérants*) – Adopté (p. 3811).

Art. 3 (*Exercice des fonctions de gérant*) – Adopté (p. 3811).

Art. 4 (*Désignation du conseil de surveillance*) (p. 3811).

Parole sur l'article : MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.

– L'article 4 est adopté (p. 3811).

Art. 5 (*Rémunération du gérant*) – Adopté (p. 3811).

Art. 6 (*Réunions du conseil de surveillance*) – Adopté (p. 3811).

Art. 7 (*Application des nouvelles dispositions*) – Adopté (p. 3811).

TITRE II

LES SOCIETES ANONYMES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

Parole sur le titre : M. Etienne Dailly, rapporteur.

Art. 8 (*Composition du directoire*) (p. 3812).

Parole sur l'article : M. Etienne Dailly, rapporteur.

– L'article 8 est adopté (p. 3812).

Art. 9 (*Révocation des membres du directoire*) (p. 3812).

Parole sur l'article : M. Etienne Dailly, rapporteur.

– L'article 9 est adopté (p. 3812).

Art. 10 (*Extension des pouvoirs du conseil de surveillance*) – Adopté (p. 3812).

Art. 11 (*Pouvoirs du conseil de surveillance*) (p. 3812).

Parole sur l'article : MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.

– L'article 11 est adopté (p. 3813).

Art. 12 (*Composition du conseil de surveillance*) (p. 3813).

Parole sur l'article : MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.

– L'article 12 est adopté (p. 3813).

Art. 13 (*Présentation des projets de résolution*) – Adopté (p. 3813).

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES AUX SOCIETES ANONYMES

Parole sur le titre : M. Etienne Dailly, rapporteur.

Art. 14 (*Effectif minimal des associés d'une société anonyme*) – Adopté (p. 3814).

Art. 15 (*Restitution des apports en cas de non constitution de la société*) – Adopté (p. 3814).

Art. 16 (*Dispense de la procédure d'évaluation des apports en cas d'offre publique d'échange*) – Adopté (p. 3914).

Art. 17 (*Réalisation d'une réduction du capital pendant la période d'opposition en cas de fusion ou de scission*) – Adopté (p. 3814).

Art. 18 (*Extension des clauses d'agrément*) (p. 3814).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.*

– L'article 18 est adopté (p. 3815).

Art. 19 (*Réduction des délais de déclaration des franchissements de seuils et du nombre total des droits de vote*) (p. 3815).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

– L'article 19 est adopté (p. 3815).

Art. 20 (*Réduction des délais de déclarations des franchissements de seuils et du nombre total des droits de vote*) – Adopté (p. 3815).

Art. 21 (*Réalisation définitive d'une fusion ou d'une scission*) (p. 3815).

Rejeté : amendement de suppression n° 2 du Gouvernement.

– L'article 21 est adopté (p. 3817 ; précédemment réservé p. 3815).

TITRE IV

OBLIGATIONS DES DIRIGEANTS SOCIAUX EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Art. 22 (*Etablissement des comptes consolidés par le gérant d'une SARL*) (p. 3815).

Parole sur l'article : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.*

– L'article 22 est adopté (p. 3815).

Art. 23 (*Délibération de l'assemblée générale sur les comptes consolidés*) – Adopté (p. 3816).

Art. 24 (*Etablissement des comptes consolidés*) – Adopté (p. 3816).

Art. 25 (*Sanction du défaut d'établissement des comptes consolidés par le gérant d'une SARL*) – Adopté (p. 3816).

Art. 26 (*Sanction de la présentation des comptes consolidés trompeurs*) – Adopté (p. 3816).

Art. 27 (*Sanction du défaut d'établissement des comptes consolidés par les dirigeants sociaux d'une SA*) – Adopté (p. 3816).

Art. 28 (*Sanction du défaut d'envoi des comptes consolidés aux actionnaires*) – Adopté (p. 3816).

TITRE V

CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS

Parole sur le titre : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Rejeté : amendement n° 3 du Gouvernement : suppression du titre V et de son intitulé.

Art. 29 (*Création des sociétés commerciales*) (p. 3817).

Retiré : amendement de suppression n° 4 du Gouvernement.

– L'article 29 est adopté (p. 3817).

Art. 30 (*Création des sociétés commerciales*) (p. 3817).

Retiré : amendement de suppression n° 5 du Gouvernement.

– L'article 30 est adopté (p. 3817).

Art. 31 (*Retrait des fonds provenant de la libération des parts*) (p. 3817).

Retiré : amendement de suppression n° 6 du Gouvernement.

– L'article 31 est adopté (p. 3817).

Art. 32 (*Retrait des fonds provenant de la libération des parts*) (p. 3817).

Retiré : amendement de suppression n° 7 du Gouvernement.

– L'article 32 est adopté (p. 3817).

TITRE VI

DROITS DES PETITS ACTIONNAIRES DANS LES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

Parole sur le titre : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Henri Nallet, ministre.*

Art. 33 (*Convocation de l'assemblée générale*) – Adopté (p. 3818).

Art. 34 (*Inscription de résolutions à l'ordre du jour*) – Adopté (p. 3818).

Art. 35 (*Institution d'associations de petits actionnaires*) – Adopté (p. 3818).

Art. 36 (*Récusation pour juste motif d'un commissaire aux comptes*) – Adopté (p. 3818).

Art. 37 (*Désignation d'un expert de minorité*) – Adopté (p. 3818).

Art. 38 (*Possibilité de poser par écrit des questions aux dirigeants*) – Adopté (p. 3818).

Art. 39 (*Révocation des commissaires aux comptes*) – Adopté (p. 3818).

Art. 40 (*Action sociale en responsabilité*) – Adopté (p. 3818).

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Parole sur le titre : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

Art. 41 (*Restitution des apports en cas de non création d'une SARL*) – Adopté (p. 3819).

Art. 42 (*Fonds communs de créances*) (p. 3819).

Rejeté : amendement de suppression n° 11 du Gouvernement.

– L'article 42 est adopté (p. 3820).

Art. 43 (*Mobilisation des crédits*) (p. 3820).

Rejeté : amendement de suppression n° 8 du Gouvernement.

– L'article 43 est adopté (p. 3820).

Art. 44 (*Mise en œuvre de la solidarité de place*) (p. 3820).

Rejeté : amendement de suppression n° 9 du Gouvernement.

– L'article 44 est adopté (p. 3820).

Art. 45 (*Monopole de négociations des valeurs mobilières par les sociétés de bourse*) – Adopté (p. 3820).

Art. 46 (*Offre publique d'achat obligatoire – Suppression de la garantie de cours – Offre publique de retrait obligatoire*) (p. 3820).

Rejeté : amendement de suppression n° 10 du Gouvernement.

– L'article 46 est adopté (p. 3820).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3820, 3821) : *MM. Robert Vizet, Claude Estier.*

Adoption (18 novembre 1991) (p. 3821).

Sommets internationaux

Voir *Lois de finances, 1*, Affaires étrangères ; Coopération et développement
Rappels au règlement, 36

Sports

Voir *Allocutions et communications, 26 ; 27*

Stupéfiants

1. – **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice et par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (7 août 1991) [n° 2216 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Denise Cacheux (13 novembre 1991) [n° 2334 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (19 novembre 1991) – Adoption (19 novembre 1991) [n° 535].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1991) [n° 101 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (4 décembre 1991) [n° 134 (91-92)] – Discussion (10 décembre 1991) – Adoption (10 décembre 1991) [n° 46].

PROMULGATION : Loi n° 91-1264 du 19 décembre 1991 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1991) (p. 5194, 5205).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5194, 5200) : MM. Michel Sapin, ministre délégué à la justice ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois, Robert Pagès, Jean-Paul Bataille, Franck Sérusclat.

Accord de Schengen : Masson (Paul) (p. 5197) ; Pagès (Robert) (p. 5199).

Amnistie : Bataille (Jean-Paul) (p. 5200) ; Masson (Paul) (p. 5198) ; Pagès (Robert) (p. 5198) ; Sapin (Michel) (p. 5196).

Coopération judiciaire (internationale) : Bataille (Jean-Paul) (p. 5199) ; Masson (Paul) (p. 5197) ; Pagès (Robert) (p. 5198) ; Sapin (Michel) (p. 5195).

Drogue (trafic) : Bataille (Jean-Paul) (p. 5200) ; Sapin (Michel) (p. 5200).

Droit pénal : Bataille (Jean-Paul) (p. 5200) ; Masson (Paul) (p. 5197) ; Pagès (Robert) (p. 5198) ; Sapin (Michel) (p. 5195).

Economie : Pagès (Robert) (p. 5199).

Officiers et agents de police judiciaire : Pagès (Robert) (p. 5198) ; Sapin (Michel) (p. 5195).

Procédure pénale : Sapin (Michel) (p. 5196).

Toxicomanes (aide aux) : Pagès (Robert) (p. 5199) ; Sapin (Michel) (p. 5200) ; Sérusclat (Franck) (p. 5200).

Toxicomanie : Bataille (Jean-Paul) (p. 5199) ; Masson (Paul) (p. 5197) ; Pagès (Robert) (p. 5198) ; Sapin (Michel) (p. 5195) ; Sérusclat (Franck) (p. 5200).

Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin) : Masson (Paul) (p. 5197) ; Sapin (Michel) (p. 5200).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5201, 5205) : MM. Guy Allouche, Paul Masson, rapporteur ; Michel Sapin, ministre ; Marcel Rudloff.

Art. 1^{er} (Livraisons surveillées, livraisons contrôlées et infiltrations par des officiers ou agents de police judiciaire) (p. 5201).

Retiré : amendement n° 1 de la commission : référence à l'autorisation de la loi ou au commandement de l'autorité légitime.

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5202).

Art. 2 (Livraisons surveillées, livraisons contrôlées et infiltrations par des agents des services des douanes) – Adopté (p. 5202).

Art. 3 (Amnistie des infractions commises à l'occasion de livraisons contrôlées ou d'infiltrations par les officiers de police judiciaire et les agents de police judiciaire ou les agents des services des douanes avant le 19 novembre 1991) (p. 5202).

Retiré : amendement n° 3 de la commission : extension de l'amnistie prévue aux personnes dont le concours a été sollicité aux mêmes fins par les officiers ou agents de police judiciaire ou les agents des douanes.

– L'article 3 est adopté (p. 5205).

Adoption (10 décembre 1991) (p. 5205).

Suède

Voir *Traités et conventions*, 26

Suspension de séance

Voir *Rappels au règlement*, 9

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 329 ; n° 354 ; n° 382
Rappels au règlement, 39
Sécurité sociale, 3

T

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 5
Impôts et taxes, 1

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Collectivités territoriales*, 4
Questions orales sans débat n° 329

Tchécoslovaquie

Voir *Traités et conventions*, 10 ; 17

Télévision (chaînes)

Voir *Communication audiovisuelle*, 2

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Elections*, 10
Lois de finances, 1, Départements et territoires d'outre-mer
Questions au Gouvernement n° 385

1. – **Proposition de loi tendant à confirmer les compétences du territoire relatives à l'organisation des auxiliaires de justice de Polynésie française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel Millaud, sénateur (22 novembre 1991) [n° 107 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (17 décembre 1991) [n° 201 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 74].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à confirmer les compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation des professions juridiques et judiciaires autres que la profession d'avocat** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 2506 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(18 décembre 1991) (p. 5553, 5554).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5553, 5554) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Henri Nallet, ministre de la justice.*

Justice : *Laurent (Bernard)* (p. 5553) ; *Nallet (Henri)* (p. 5554).

Notaires : *Laurent (Bernard)* (p. 5553) ; *Nallet (Henri)* (p. 5554).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5554) : *M. Daniel Millaud.*

Art. unique (*Compétence du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation des auxiliaires de justice*) (p. 5554).

Parole sur l'article : *M. Daniel Millaud* (p. 5554).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5554).

2. – **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice, et par M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (13 novembre 1991) [n° 2337 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Lordinot (5 décembre 1991) [n° 2406 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 565].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 179 (91-92)] – Renvoi à la commission des

lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (17 décembre 1991) [n° 202 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1991) [n° 2502 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gérard Gouzes (20 décembre 1991) [n° 2518 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 608].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Tizon (20 décembre 1991) [n° 224 (91-92)] – Discussion (21 décembre 1991) – Adoption (21 décembre 1991) [n° 90].

PROMULGATION : loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 (*J.O. Lois et décrets* du 7 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1991) (p. 5549, 5553).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5549, 5551) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois.*

Accidents de la circulation : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5551) ; *Nallet (Henri)* (p. 5550).

Justice judiciaire : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5551) ; *Nallet (Henri)* (p. 5550).

Procédure pénale : *Girault (Jean-Marie)* (p. 5551) ; *Nallet (Henri)* (p. 5550).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5551, 5553) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Daniel Millaud.*

Art. 1^{er} (*Autorisation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans les territoires d'outre-mer dans certains domaines*) (p. 5551).

Adopté : amendement de précision de la commission.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5552).

Art. 2 (*Dépôt d'un projet de loi de ratification des ordonnances*) – Adopté (p. 5552).

Après l'art. 2 (p. 5552).

Adopté : amendement n° 1 de M. Daniel Millaud : compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation de la profession de notaire.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5553).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5553).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1991) (p. 5742, 5743).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5742) : *MM. Guy Allouche, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Brice Lalonde, ministre de l'environnement.*

Justice (ministère) : *Lalonde (Brice)* (p. 5742).

Polynésie française : *Allouche (Guy)* (p. 5742).

Professions judiciaires et juridiques : *Lalonde (Brice)* (p. 5742) ; *Allouche (Guy)* (p. 5742).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5742, 5743)

Art. 1^{er} (p. 5742).

Art. 3 (*Compétences du territoire de la Polynésie française en matière d'organisation de la profession de notaire*) (p. 5743) – supprimé par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5743) : *M. Emmanuel Hamel*.

Adoption (21 décembre 1991) (p. 5743).

Terrorisme

Voir *Rappels au règlement*, 42

Textile (industrie)

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - III Industrie

Questions au Gouvernement n° 313

Questions orales avec débat n° 2

Tourisme

1. – Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Mouly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 juin 1990) [n° 380 rect. bis (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (22 mai 1991) [n° 334 (90-91)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 1991) [n° 2129 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion des conclusions du rapport

(18 juin 1991) (p. 1799, 1804).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1799, 1801) : *MM. Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Michel Baylet, ministre chargé du tourisme ; Robert Laucournet*.

Collectivités territoriales : *Rohan (Josselin de)* (p. 1799).

Comités départementaux : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1801) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1799 ; 1800).

Comités régionaux : *Rohan (Josselin de)* (p. 1800).

Communes : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1800).

Conseils généraux : *Rohan (Josselin de)* (p. 1800).

Décentralisation : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1800).

Départements : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1800 ; 1801) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1799).

Régions : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1800).

Tourisme : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 1800, 1801) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1801) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1799).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1802, 1804) : *MM. Alain Pluchet, Josselin de Rohan, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, ministre ; Georges Mouly, Louis de Catuelan*.

Art. 1^{er} (*Etablissement d'un schéma d'aménagement touristique départemental*) (p. 1802).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier, soutenu par M. Alain Pluchet : nouvelle rédaction de cet article.

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1802).

Art. 2 (*Création et compétence du comité départemental du tourisme (CDT)*) – Adopté (p. 1802).

Art. 3 (*Nature juridique et composition du comité départemental du tourisme*).

Parole sur l'article : *M. Louis de Catuelan*.

– L'article 3 est adopté (p. 1803).

Art. 4 (*Missions du comité départemental du tourisme*) – Adopté (p. 1803).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1803, 1804) : *MM. Félix Leyzour, Etienne Dailly ; intervention de M. Jean-Michel Baylet, ministre*.

Adoption (18 juin 1991) (p. 1804).

Toxicomanie

Voir *Questions orales sans débat* n° 319
Stupéfiants, 1

Train à grande vitesse (TGV)

Voir *Communes*, 3
Questions au Gouvernement n° 310

Traités et conventions

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 3

1. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (22 novembre 1990) [n° 1761 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Pistre (11 décembre 1990) [n° 1804 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 432].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 175 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (11 avril 1991) [n° 272 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 104].

PROMULGATION : Loi n° 91-417 du 4 mai 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 8 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 571, 573).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 571, 572) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Afrique : *Guyomard (Bernard)* (p. 572).

Coopération : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 572) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 572).

Démocratie : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571).

Douanes : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 572).

Ecoles françaises à l'étranger : *Beaucé (Thierry de)* (p. 572) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 572).

Elections : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571).

Enseignement : *Villepin (Thierry de)* (p. 572).

Enseignement à l'étranger : *Beaucé (Thierry de)* (p. 572).

Français de l'étranger : *Villepin (Xavier de)* (p. 572).

Mali : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571 ; 572 ; 573) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 572) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 572) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 572).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 571) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 572) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 572).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la*

recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali – Adopté (p. 573).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 572, 573) : *MM. Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Thierry de Beaucé, ministre*.

Adoption (18 avril 1991) (p. 573).

2. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le crédit-bail international, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990 - 4 janvier 1991) [n° 208 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (11 avril 1991) [n° 273 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1991) [n° 2000 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (20 juin 1991) [n° 2138 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 509].

PROMULGATION : Loi n° 91-636 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 570, 571).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 570, 571) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Crédit-bail : *Beaucé (Thierry de)* (p. 570) ; *Crucis (Michel)* (p. 571).

Institut international pour l'unification du droit privé : *Beaucé (Thierry de)* (p. 570) ; *Crucis (Michel)* (p. 570 ; 571).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 570) ; *Crucis (Michel)* (p. 571).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'une convention sur le crédit-bail international*) – Adopté (p. 571).

Adoption (18 avril 1991) (p. 571).

3. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur l'affacturage international, PRESENTE AU SENAT au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990 (4 janvier 1991) [n° 209 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (11 avril 1991) [n° 274 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 102].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1991) [n° 1999 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (20 juin 1991) [n° 2137 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1991) – Adoption (26 juin 1991) [n° 508].

PROMULGATION : Loi n° 91-640 du 10 juillet 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 568, 570).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 568, 570) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Affacturage : *Beaucé (Thierry de)* (p. 568 ; 569) ; *Crucis (Michel)* (p. 569).

Créances : *Beaucé (Thierry de)* (p. 568).

Institut international pour l'unification du droit privé : *Beaucé (Thierry de)* (p. 568) ; *Crucis (Michel)* (p. 569).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 568 ; 569) ; *Crucis (Michel)* (p. 569).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'une convention sur l'effacturage international*) – Adopté (p. 570).

Adoption (18 avril 1991) (p. 570).

4. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 février 1991) [n° 219 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (11 avril 1991) [n° 276 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 avril 1991) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1991) [n° 2001 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (30 mai 1991) [n° 2072 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 555].

PROMULGATION : Loi n° 91-1242 du 13 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 14 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 574, 576).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 574, 575) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Assurance maladie maternité : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574).

Assurance vieillesse : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575).

Cameroun : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574 ; 576) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 575).

Economie : *Cabanel (Guy)* (p. 575).

Etudiants (camerounais) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575).

Français de l'étranger : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575).

Sécurité sociale : *Beaucé (Thierry de)* (p. 576) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 574) ; *Cabanel (Guy)* (p. 575) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 575).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE

Art. unique (*Autorisation d'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun sur la sécurité sociale (ensemble un protocole relatif au régime d'assurances sociales des étudiants)*) – Adopté (p. 575).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 575, 576) : *M. Xavier de Villepin ; intervention de M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat*.

Adoption (18 avril 1991) (p. 576).

5. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au

procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 4 février 1991) [n° 220 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (11 avril 1991) [n° 275 (90-91)] – Discussion (18 avril 1991) – Adoption (18 août 1991) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1991) [n° 2002 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (30 mai 1991) [n° 2073 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 495].

PROMULGATION : Loi n° 91-595 du 25 juin 1991 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1991).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1991) (p. 573, 574).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 573, 574) : MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Accords internationaux : Beaucé (Thierry de) (p. 573) ; Villepin (Xavier de) (p. 573 ; 574).

Burkina Faso : Beaucé (Thierry de) (p. 573) ; Villepin (Xavier de) (p. 573).

Cinéma : Villepin (Xavier de) (p. 573).

Coopération : Beaucé (Thierry de) (p. 573) ; Villepin (Xavier de) (p. 573 ; 574).

Démocratie : Villepin (Xavier de) (p. 573).

Diplômes : Villepin (Xavier de) (p. 573).

Economie : Villepin (Xavier de) (p. 574).

Enseignement : Villepin (Xavier de) (p. 573).

Haute-Volta : Beaucé (Thierry de) (p. 573).

Organisation de l'unité africaine (OUA) : Villepin (Xavier de) (p. 573).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE

Art. unique (Autorisation d'approbation d'un accord en matière d'enseignement, de culture, de sport, de communication audiovisuelle et de presse entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso et d'un échange de lettres rectificatif) – Adopté (p. 574).

Adoption (18 avril 1991) (p. 574).

6. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991 - 28 février 1991) [n° 225 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (7 mai 1991) [n° 313 (90-91)] – Discussion (14 mai 1991) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 226 (90-91) – Communication audiovisuelle 1) – Adoption (14 mai 1991) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1991) [n° 2034 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Caro (12 juin 1991) [n° 2116 (9^e lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 498].

PROMULGATION : Loi n° 91-594 du 25 juin 1991 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1991).

Discussion (première lecture)

(14 mai 1991) (p. 912, 925).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 912, 923) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 226 (90-91) – Communication audiovisuelle 1) : M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; MM. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Cluzel, Ivan Renar, Claude Estier, Louis Jung.

Audiovisuel (programmes) : Beaucé (Thierry de) (p. 912) ; Tasca (Catherine) (p. 921) ; Villepin (Xavier de) (p. 915).

Audiovisuel (programmes) (Etats-Unis et Japon) : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Renar (Ivan) (p. 919).

Câble (technologie) : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Estier (Claude) (p. 920) ; Gouteyron (Adrien) (p. 915) ; Tasca (Catherine) (p. 923) ; Villepin (Xavier de) (p. 914).

Cinéma : Gouteyron (Adrien) (p. 916) ; Tasca (Catherine) (p. 922) ; Villepin (Xavier de) (p. 915).

Communication audiovisuelle : Estier (Claude) (p. 920) ; Tasca (Catherine) (p. 922).

Communication audiovisuelle (Europe) : Jung (Louis) (p. 920) ; Tasca (Catherine) (p. 923).

Communication audiovisuelle (réglementation) : Beaucé (Thierry de) (p. 920).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : Cluzel (Jean) (p. 918) ; Tasca (Catherine) (p. 914).

Création audiovisuelle : Renar (Ivan) (p. 920) ; Tasca (Catherine) (p. 922).

Directives communautaires : Gouteyron (Adrien) (p. 916) ; Renar (Ivan) (p. 919) ; Tasca (Catherine) (p. 922) ; Villepin (Xavier de) (p. 915).

Europe : Beaucé (Thierry de) (p. 912) ; Estier (Claude) (p. 920) ; Gouteyron (Adrien) (p. 917) ; Tasca (Catherine) (p. 913).

Radiodiffusion et télévision : Beaucé (Thierry de) (p. 912) ; Cluzel (Jean) (p. 917 ; 918) ; Estier (Claude) (p. 920) ; Gouteyron (Adrien) (p. 915 ; 916) ; Renar (Yvan) (p. 919) ; Tasca (Catherine) (p. 914 ; 922 ; 923) ; Villepin (Xavier de) (p. 915).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : Beaucé (Thierry de) (p. 912) ; Cluzel (Jean) (p. 917) ; Estier (Claude) (p. 920) ; Jung (Louis) (p. 920) ; Tasca (Catherine) (p. 913) ; Villepin (Xavier de) (p. 914).

Satellites : Gouteyron (Adrien) (p. 916).

Société européenne de télévision (la Sept) : Beaucé (Thierry de) (p. 912) ; Cluzel (Jean) (p. 917) ; Gouteyron (Adrien) (p. 916) ; Tasca (Catherine) (p. 913 ; 921 ; 922) ; Villepin (Xavier de) (p. 914).

Télévision (chaînes) (culturelle européenne) : Beaucé (Thierry de) (p. 912 ; 921) ; Cluzel (Jean) (p. 917) ; Estier (Claude) (p. 920) ; Gouteyron (Adrien) (p. 915) ; Renar (Ivan) (p. 919 ; 920) ; Tasca (Catherine) (p. 913 ; 914 ; 921 ; 923) ; Villepin (Xavier de) (p. 914 ; 915).

Télévisions de secteur public : Renar (Ivan) (p. 919) ; Tasca (Catherine) (p. 923).

Télévisions privées : Cluzel (Jean) (p. 917) ; Tasca (Catherine) (p. 922) ; Villepin (Xavier de) (p. 915).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 924)

Art. unique (Autorisation de ratification d'un traité entre la République française et les Länder de Bade-Wurtemberg, de l'Etat libre de Bavière, de Berlin, de la ville libre hanséatique de Brême, de la ville libre et hanséatique de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, du Schleswig-Holstein sur la chaîne culturelle européenne, signé le 2 octobre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 924).

Adoption (14 mai 1991) (p. 924).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gou-**

vernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (17 avril 1991) [n° 287 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (11 juin 1991) [n° 372 (90-91)] – Discussion (27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 139].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 juin 1991) [n° 2175 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Brana (11 décembre 1991) [n° 2451 (9° lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 590].

PROMULGATION : Loi n° 91-1392 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1991) (p. 2182, 2183).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2182, 2183) : *MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Fiscalité : *Guéna (Yves)* (p. 2183) ; *Vivien (Alain)* (p. 2182).

Gaz : *Guéna (Yves)* (p. 2183) ; *Vivien (Alain)* (p. 2182).

Qatar : *Guéna (Yves)* (p. 2183) ; *Vivien (Alain)* (p. 2182).

Traités et conventions : *Guéna (Yves)* (p. 2183) ; *Vivien (Alain)* (p. 2182, 2183).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2183)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions, signée le 4 décembre 1990 à Paris et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 2183).

Adoption (27 juin 1991) (p. 2183).

8. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 mars 1991) [n° 1905 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (18 avril 1991) [n° 1996 (9° lég.)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 473].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1991) [n° 318 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (7 mai 1991) [n° 319 (90-91)] – Discussion (14 mai 1991) – Adoption (14 mai 1991) [n° 112].

PROMULGATION : Loi n° 91-492 du 15 mai 1991 (J.O. Lois et décrets du 22 mai 1991).

Discussion (première lecture)

(14 mai 1991) (p. 910, 912).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 910, 912) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Emmanuel Hamel.*

Investissements : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 911) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 910).

Nigeria : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 911) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 910).

Religions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 912) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 912).

Traités et conventions : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 911 ; 912) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 910) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 912).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 912)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), signé à Paris le 27 février 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 912).

Adoption (14 mai 1991) (p. 912).

9. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (12 décembre 1990) [n° 1828 (9° lég.)] – Rapport de M. Jean-Marie Daillet (18 avril 1991) [n° 1997 (9° lég.)] – Discussion (7 mai 1991) – Adoption (7 mai 1991) [n° 472].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1991) [n° 321 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (11 juin 1991) [n° 373 (90-91)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 11].

PROMULGATION : Loi n° 91-1114 du 25 octobre 1991 (J.O. Lois et décrets du 29 octobre 1991).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3060, 3061).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3060, 3061) : *Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Compagnies aériennes : *Guéna (Yves)* (p. 3061) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3060).

Ethiopie : *Guéna (Yves)* (p. 3061) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3060).

Fiscalité : *Tasca (Catherine)* (p. 3061).

Impositions (doubles) : *Guéna (Yves)* (p. 3061) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3060).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3061)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire et démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien, signé à Addis-Abeba le 23 février 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3061).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3061).

10. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 mars 1991) [n° 1941 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Michèle Alliot-Marie (30 avril 1991) [n° 2018 (9° lég.)] – Discussion (3 juin 1991) – Adoption (3 juin 1991) [n° 482].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1991) [n° 351 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (19 juin 1991) [n° 405 (90-91)] – Discussion (27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 140] –.

PROMULGATION : Loi n° 91-641 du 10 juillet 1991 (J.O. Lois et décrets du 12 juillet 1991) –.

Discussion (première lecture)

(27 juin 1991) (p. 2183, 2185).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2183, 2185) : *MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Culture : Vivien (Alain) (p. 2184) ;.

Investissements : Vivien (Alain) (p. 2183).

Tchécoslovaquie : Guyomard (Bernard) (p. 2184 ; 2185) ; Vivien (Alain) (p. 2183).

Traités et conventions : Guyomard (Bernard) (p. 2184) ; Vivien (Alain) (p. 2183).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2185)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Prague le 13 septembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 2185).

Adoption (27 juin 1991) (p.2185).

11. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et par Mme Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes (7 mai 1991) [n° 2028 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. François Loncle (22 mai 1991) [n° 2055 (9^e lég)] – Avis de M. Michel Pezet (22 mai 1991) [n° 2058 (9^e lég)] – Discussion (3 juin 1991) – Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 356 (90-91) – Traités et conventions 11) – Adoption (3 juin 1991) [n° 483].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1991) [n° 354 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (19 juin 1991) [n° 406 (90-91)] – Discussion (27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 141] –.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 91-294 DC du 25 juillet 1991 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1991) n'est pas contraire à la Constitution PROMULGATION : Loi n° 91-737 du 30 juillet 1991 (J.O. Lois et décret du 1^{er} août 1991) –.

Discussion (première lecture)

(27 juin 1991) (p. 2185, 2224).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2185, 2221) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 356 (90-91) – Traités et conventions 11) : Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes ; MM. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères, Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Poniatowski, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Bayle, Louis Jung, Jacques Golliet, Jean-François-Poncet, Paul Masson, Yves Guéna, Jacques Thyraud, Jacques Habert, Charles Lederman, Emmanuel Hamel et les orateurs sur la motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité du projet de loi n° 354.

Accord de Schengen : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2204) ; Estier (Claude) (p. 2199) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2185 ; 2188 ; 2195) ; 2218) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2218) ; Larché (Jacques) (p. 2194) ; Lederman (Charles) (p. 2197) ; Masson (Paul) (p. 2209 ; 2210) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Acte unique européen : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2202) ; François-Poncet (Jean) (p. 2208) ; Guéna (Yves) (p. 2212) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2185) ; Habert (Jacques) (p. 2214) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Masson (Paul) (p. 2209) ; Thyraud (Jacques) (p. 2213) ; Villepin (Xavier de) (p. 2189).

Afrique : Bécart (Jean-Luc) (p. 2202).

Allemagne (réunification) : Lecanuet (Jean) (p. 2193).

Ambassades et consulats : Guigou (Elisabeth) (p. 2221).

Asile (droit d') : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2188) ; Habert (Jacques)

(p. 2215) ; Jung (Louis) (p. 2206) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Lederman (Charles) (p. 2198 ; 2216) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Brésil : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2204) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2219).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2204) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2195 ; 2220) ; Habert (Jacques) (p. 2216) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200).

Communauté économique européenne (CEE) : Habert (Jacques) (p. 2214) ; Jung (Louis) (p. 2204).

Conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire européennes : François-Poncet (Jean) (p. 2209) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2199) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200).

Coopération : Bécart (Jean-Luc) (p. 2202) ; François-Poncet (Jean) (p. 2208) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2219) ; Lederman (Charles) (p. 2199 ; 2217).

Coopération européenne : Estier (Claude) (p. 2199).

Coopération judiciaire : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Golliet (Jacques) (p. 2207) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2187 ; 2219) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2218) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Thyraud (Jacques) (p. 2214) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : Guéna (Yves) (p. 2212) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200).

Criminalité : Guigou (Elisabeth) (p. 2187) ; Jung (Louis) (p. 2206) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200).

Drogue (trafic) : François-Poncet (Jean) (p. 2208) ; Golliet (Jacques) (p. 2207) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2186 ; 2195 ; 2220) ; Habert (Jacques) (p. 2215) ; Jung (Louis) (p. 2206) ; Larché (Jacques) (p. 2193) ; Masson (Paul) (p. 2210) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Droit international public (communautaire) : Guéna (Yves) (p. 2212) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2221).

Espagne : Lederman (Charles) (p. 2217) ; Masson (Paul) (p. 2211) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2220).

Europe : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2204) ; François-Poncet (Jean) (p. 2207) ; Golliet (Jacques) (p. 2206) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2189) ; Larché (Jacques) (p. 2193) ; Thyraud (Jacques) (p. 2213) ; Villepin (Xavier de) (p. 2191).

Français de l'étranger : Habert (Jacques) (p. 2215).

Français d'outre-mer : Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2219) ; Habert (Jacques) (p. 2215).

France (nation) : Larché (Jacques) (p. 2193).

Frontières (Europe) : François-Poncet (Jean) (p. 2207) ; Golliet (Jacques) (p. 2206 ; 2207) ; Guéna (Yves) (p. 2213) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2185 ; 2220) ; Habert (Jacques) (p. 2216) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2218) ; Jung (Louis) (p. 2205) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Lederman (Charles) (p. 2198) ; Masson (Paul) (p. 2210) ; Thyraud (Jacques) (p. 2214) ; Villepin (Xavier de) (p. 2189).

Haute-Savoie (département) : Golliet (Jacques) (p. 2207).

Immigration : Guigou (Elisabeth) (p. 2219).

Immigration clandestine : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 2202) ; François-Poncet (Jean) (p. 2208) ; Golliet (Jacques) (p. 2207) ; Guéna (Yves) (p. 2213) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2186 ; 2195 ; 2220) ; Habert (Jacques) (p. 2215) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2218) ; Jung (Louis) (p. 2205) ; Larché (Jacques) (p. 2194) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192 ; 2193) ; Lederman (Charles) (p. 2199 ; 2216) ; Masson (Paul) (p. 2210) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200) ; Thyraud (Jacques) (p. 2214) ; Villepin (Xavier de) (p. 2191).

Informatique (fichier Schengen) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2187 ; 2196) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Lederman (Charles) (p. 2198 ; 2217) ; Masson (Paul) (p. 2210) ; Thyraud (Jacques) (p. 2214) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Liberté de circulation : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2202) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2185) ; Habert (Jacques) (p. 2214) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Thyraud (Jacques) (p. 2213) ; Villepin (Xavier de) (p. 2189).

Libertés individuelles : Lederman (Charles) (p. 2198 ; 2217).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Estier (Claude) (p. 2199) ; Hamel (Emmanuel) (p. 2218) ; Larché (Jacques) (p. 2194) ; Lecanuet (Jean) (p. 2193) ; Lederman (Charles) (p. 2196) ; Masson (Paul) (p. 2210).

Nationalisme : François-Poncet (Jean) (p. 2208).

Objets mobiliers d'art : Guigou (Elisabeth) (p. 2221) ; Habert (Jacques) (p. 2215).

Parlement (information) : Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Golliet (Jacques) (p. 2207) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2188 ; 2195 ; 2219) ; Lederman (Charles) (p. 2196) ; Masson (Paul) (p. 2209) ; Poniatowski (Michel) (p. 2200) ; Villepin (Xavier de) (p. 2191).

Pays-Bas : Guigou (Elisabeth) (p. 2195 ; 2220) ; Habert (Jacques) (p. 2215) ; Masson (Paul) (p. 2210).

Police : Poniatowski (Michel) (p. 2200 ; 2201).

Police de l'air et des frontières (PAF) : Golliet (Jacques) (p. 2207) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2195).

Police (étrangère) : Lederman (Charles) (p. 2197).

Pologne : Guigou (Elisabeth) (p. 2186) ; Jung (Louis) (p. 2206).

Portugal : Guigou (Elisabeth) (p. 2220) ; Lederman (Charles) (p. 2217) ; Masson (Paul) (p. 2211).

Rapports au Parlement : Larché (Jacques) (p. 2193).

Souveraineté nationale : Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Estier (Claude) (p. 2199) ; Guéna (Yves) (p. 2213) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2199) ; Jung (Louis) (p. 2206) ; Lederman (Charles) (p. 2196 ; 2217) ; Masson (Paul) (p. 2212).

Terrorisme : François-Poncet (Jean) (p. 2208) ; Masson (Paul) (p. 2209).

Traités et conventions : Lederman (Charles) (p. 2198).

Transports : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 2201) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2188).

Visas : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2203) ; Guigou (Elisabeth) (p. 2186) ; Lecanuet (Jean) (p. 2192) ; Villepin (Xavier de) (p. 2190).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 2196).

MM. Charles Lederman, Claude Estier, Jean Lecanuet, président ; Mme Elisabeth Guigou, ministre.

Rejet de la motion (p. 2199, scrutin public n° 132).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2221)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 2224).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2222, 2224).

MM. Daniel Hoeffel, Charles Lederman, Ernest Cartigny, Claude Estier, Etienne Dailly – Règlement du Sénat – Amendements – Traités et conventions (ratification).

Scrutin public n° 133 (p. 2224).

Adoption (27 juin 1990) (p. 2224).

12. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la

République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen, le 19 juin 1990, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et par Mme Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes (7 mai 1991) [n° 2029 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (22 mai 1991) [n° 2055 (9^e lég.)] – Discussion (3 juin 1991) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 354 (90-91) – Traités et conventions 12) – Adoption (3 juin 1991) [n° 484].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1991) [n° 356 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (19 juin 1991) [n° 406 (90-91)] – Discussion (27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 142] –.

PROMULGATION : Loi n° 91-642 du 10 juillet 1991 (J.O. Lois et décrets du 12 juillet 1991).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1991) (p. 2185, 2225).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2185, 2221) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 354 (90-91) – Traités et conventions 12)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2225)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord d'adhésion de la République italienne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, signé à Paris le 27 novembre 1990, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 2225).

Scrutin public n° 134 (p. 2225).

Adoption (27 juin 1990) (p. 2225).

13. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 juin 1991) [n° 360 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 19 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2288 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (5 décembre 1991) [n° 2409 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 591].

PROMULGATION : Loi n° 91-1395 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3061).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3061) : Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.

Fraude et évasion fiscales : Guéna (Yves) (p. 3061) ; Tasca (Catherine) (p. 3061).

Impositions (doubles) : Guéna (Yves) (p. 3061) ; Tasca (Catherine) (p. 3061).

Islande : Guéna (Yves) (p. 3061) ; Tasca (Catherine) (p. 3061).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3061)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de

la République d'Islande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), signée à Reykjavik le 29 août 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi – Adopté (p. 3061).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3061).

14. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 juin 1991) [n° 361 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 14 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2287 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (5 décembre 1991) [n° 2408 (9° lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 592].

PROMULGATION : Loi n° 91-1393 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3061, 3062).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3061, 3062) : *Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Droits de mutation : *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

Droits de timbre : *Guéna (Yves)* (p. 3062) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

Impositions (doubles) : *Guéna (Yves)* (p. 3062) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

Impôt sur le revenu : *Guéna (Yves)* (p. 3062) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

Impôt sur les successions : *Guéna (Yves)* (p. 3062) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

Sénégal : *Guéna (Yves)* (p. 3062) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3062).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3062)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droit d'enregistrement et de droits de timbre, signée le 29 mars 1974 et modifiée par l'avenant du 16 juillet 1984, signée à Dakar le 10 janvier 1991, et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 3062).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3062).

15. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (15 mai 1991) [n° 2037 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (12 juin 1991) [n° 2117 (9° lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 496].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1991) [n° 397 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (9 octobre 1991) [n° 12 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 7].

PROMULGATION : Loi n° 91-1115 du 25 octobre 1991 (J.O. Lois et décrets du 29 octobre 1991).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3055, 3058).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3055, 3058) : (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 398 (90-91) – Traités et conventions 16) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Accord de Schengen : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3057).

Communautés européennes : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3056) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3055 ; 3056).

Coopération judiciaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3056) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3056).

Délinquance : *Tasca (Catherine)* (p. 3055).

Droit pénal : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3057).

Poursuites judiciaires : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3056) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3055).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3058)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre les Etats membres des communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives fait à Rome le 6 novembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 3058).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3058).

16. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (15 mai 1991) [n° 2036 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (12 juin 1991) [n° 2118 (9° lég.)] – Discussion (18 juin 1991) – Adoption (18 juin 1991) [n° 497].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1991) [n° 398 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (9 octobre 1991) [n° 11 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 8].

PROMULGATION : Loi n° 91-1116 du 25 octobre 1991 (J.O. Lois et décrets du 29 octobre 1991).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3055, 3058).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3055, 3058) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 397 (90-91) – Traités et conventions 15)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3058)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem, fait à Bruxelles le 25 mai 1987, signée par la France le 11 juillet 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 3058).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3058).

17. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 juin 1991) [n° 407 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (4 décembre 1991) [n° 139 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 2472 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5290, 5291).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5290, 5291) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Bernard Guyomard en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Alliance française : *Guyomard (Bernard)* (p. 5291) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5291).

Tchécoslovaquie : *Guyomard (Bernard)* (p. 5291) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5291).

Traités et conventions : *Guyomard (Bernard)* (p. 5291) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5291).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5291)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels, signé à Prague le 13 septembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5291).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5291).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 juin 1991) [n° 408 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 15 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2289 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Brana (11 décembre 1991) [n° 2454 (9° lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 593].

PROMULGATION : Loi n° 91-1391 du 31 décembre 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3059, 3060).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3059, 3060) : *Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des lois.*

Communauté économique européenne (CEE) : *Tasca (Catherine)* (p. 3059).

Fiscalité : *Tasca (Catherine)* (p. 3059).

Grand marché intérieur (CEE) : *Tasca (Catherine)* (p. 3059).

Impositions (doubles) : *Guéna (Yves)* (p. 3060) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3059).

Règlement du Sénat : *Guéna (Yves)* (p. 3060).

Traité de Rome (article 220) : *Guéna (Yves)* (p. 3060).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3060)

Art. unique (*Autorisation de ratification de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées, signée à Bruxelles le 23 juillet 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 3060).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3060).

19. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 juillet 1991) [n° 443

(90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (4 décembre 1991) [n° 140 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 57].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 2473 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5291, 5293).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5291, 5293) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Alliance française : *Guyomard (Bernard)* (p. 5292) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5292).

Roumanie : *Guyomard (Bernard)* (p. 5292) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5292).

Sommets internationaux (Chaillot) : *Guyomard (Bernard)* (p. 5292) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5292).

Traités et conventions : *Guyomard (Bernard)* (p. 5292) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5292).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5293)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels, signé à Paris le 26 septembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5293).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5293).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigeria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 25 juillet 1991) [n° 461 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (9 octobre 1991) [n° 10 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2290 (9° lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Lagorce (5 décembre 1991) [n° 2410 (9° lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 594].

PROMULGATION : Loi n° 91-1397 du 31 décembre 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3058, 3059).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3058, 3059) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3058) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3056).

Douanes : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3058).

Enseignants : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3058) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3056).

Fiscalité : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3058).

Nigeria : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3058) ; *Tasca (Catherine)* (p. 3056).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3059)

Art. unique (Autorisation d'approbation du protocole complémentaire à l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement militaire fédéral du Nigeria le 16 mai 1984, relatif au statut des personnels de coopération : professeurs, enseignants, techniciens et experts mis à disposition de l'autre partie, signé à Lagos le 17 août 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3059).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3059).

21. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 25 juillet 1991) [n° 462 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 16 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2286 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (11 décembre 1991) [n° 2453 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 595].

PROMULGATION : Loi n° 91-1398 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3062, 3063).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3062, 3063) : Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.

Fiscalité : Tasca (Catherine) (p. 3062).

Fraude et évasion fiscales : Guéna (Yves) (p. 3062) ; Tasca (Catherine) (p. 3062).

Impositions (doubles) : Guéna (Yves) (p. 3062) ; Tasca (Catherine) (p. 3062).

Impôt sur les successions : Guéna (Yves) (p. 3062) ; Tasca (Catherine) (p. 3062).

Italie : Guéna (Yves) (p. 3062) ; Tasca (Catherine) (p. 3062).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3063)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions et sur les donations et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole), signée à Rome le 20 décembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3063).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3063).

22. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 25 juillet 1991) [n° 463 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 17 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2285 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Hiard (11 décembre 1991) [n° 2452 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 596].

PROMULGATION : Loi n° 91-1394 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3063).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3063) : Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.

Fiscalité : Tasca (Catherine) (p. 3063).

Fraude et évasion fiscales : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Impositions (doubles) : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Impôt sur le revenu : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Malaisie : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3063)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention du 24 avril 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signé à Kuala Lumpur le 31 janvier 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3063).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3063).

23. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 juin 1991 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, PRESENTE AU SENAT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 – 1^{er} août 1991) [n° 473 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (9 octobre 1991) [n° 18 (91-92)] – Discussion (18 octobre 1991) – Adoption (18 octobre 1991) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1991) [n° 2291 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marais (5 décembre 1991) [n° 2411 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 597].

PROMULGATION : Loi n° 91-1396 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1991) (p. 3063, 3064).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3063, 3064) : Mme Catherine Tasca, ministre de la francophonie ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.

Corée du Sud : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Fiscalité : Tasca (Catherine) (p. 3063).

Fraude et évasion fiscales : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Impositions (doubles) : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

Impôt sur le revenu : Guéna (Yves) (p. 3063) ; Tasca (Catherine) (p. 3063).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3064)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention du 19 juin 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fis-

cale en matière d'impôts sur le revenu, signé à Paris le 9 avril 1991, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3064).

Adoption (18 octobre 1991) (p. 3064).

24. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 octobre 1991) [n° 2295 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Le Deaut (14 novembre 1992) [n° 2347 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 551].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 122 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (4 décembre 1991) [n° 142 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 59].

PROMULGATION : Loi n° 91-1289 du 21 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5294, 5295).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5294, 5295) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération : *Tasca (Catherine)* (p. 5295) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5295).

Nature (protection) (Ozone) : *Tasca (Catherine)* (p. 5294) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5295).

Traités et conventions : *Tasca (Catherine)* (p. 5294) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5295).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5295)

Art unique (Autorisation d'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Londres le 29 juin 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5295).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5295).

25. – Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 novembre 1991) [n° 2335 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (5 décembre 1991) [n° 2414 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1991) – Adoption (19 décembre 1991) [n° 598].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1991) [n° 222 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

26. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (16 octobre 1991) [n° 2278 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (21 novembre 1991) [n° 2377 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 550].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 121 (91-92)] – Renvoi à la commission des

finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (12 décembre 1991) [n° 170 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 54].

PROMULGATION : Loi n° 91-1291 du 21 décembre 1991 (J.O. Lois et décret du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5287, 5289).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5287, 5288) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances.*

Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5288).

Fiscalité : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5288) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5288).

Suède : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5288) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5288).

Traités et conventions : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5288) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5288).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5289)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), signée à Stockholm le 27 novembre 1990, complétée par un échange de lettres des 14 et 18 mars 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5289).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5289).

27. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 octobre 1991) [n° 2294 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Béregovoy (28 novembre 1991) [n° 2389 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 552].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 123 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roger Poudonson (4 décembre 1991) [n° 144 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 60].

PROMULGATION : Loi n° 91-1286 du 21 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5295, 5296).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5295, 5296) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération (administrative) : *Poudonson (Roger)* (p. 5296) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5295).

Douanes : *Poudonson (Roger)* (p. 5296) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5295).

Maurice : *Poudonson (Roger)* (p. 5296) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5295).

Traités et conventions : *Poudonson (Roger)* (p. 5296) ; *Tasca (Catherine)* (p. 5295).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5296)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de

Maurice relative à l'assistance administrative mutuelle internationale en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions douanières, signée à Paris le 5 avril 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi – Adopté (p. 5296).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5296).

28. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la Route Nationale 7, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (16 octobre 1991) [n° 2279 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (14 novembre 1991) [n° 2346 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 553].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 124 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (4 décembre 1991) [n° 146 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 58].

PROMULGATION : Loi n° 91-1287 du 21 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5293, 5294).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5293, 5294) : Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Monaco (principauté) : Golliet (Jacques) (p. 5293 ; 5294) ; Tasca (Catherine) (p. 5293).

Réseau routier et autoroutier : Golliet (Jacques) (p. 5293 ; 5294) ; Tasca (Catherine) (p. 5293).

Traités et conventions : Golliet (Jacques) (p. 5293 ; 5294) ; Tasca (Catherine) (p. 5293).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5294)

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco relatif à la construction d'un tunnel destiné à relier le réseau routier monégasque à la Route Nationale 7, signé à Monaco, le 19 avril 1991, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5294).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5294).

29. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 novembre 1991) [n° 2336 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Labarrère (28 novembre 1991) [n° 2388 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 554].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 125 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Franz Duboscq (4 décembre 1991) [n° 145 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 61].

PROMULGATION : Loi n° 91-1290 du 21 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5296, 5298).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5296, 5298) : Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Franz Duboscq, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Espagne : Duboscq (Franz) (p. 5297) ; Tasca (Catherine) (p. 5297).

Réseau routier et autoroutier : Duboscq (Franz) (p. 5297 ; 5298) ; Tasca (Catherine) (p. 5297).

Traités et conventions : Duboscq (Franz) (p. 5297, 5298) ; Tasca (Catherine) (p. 5297).

Transports ferroviaires : Duboscq (Franz) (p. 5297).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5298)

Art. unique (Autorisation de la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport, signé à Paris le 25 avril 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5298).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5298) : M. Jacques Moutet.

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5298).

30. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1991) [n° 2249 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Lengagne (21 novembre 1991) [n° 2378 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 549].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1991) [n° 129 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (5 décembre 1991) [n° 152 (91-92)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 55].

PROMULGATION : Loi n° 91-1288 du 21 décembre 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1991) (p. 5289, 5290).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5289, 5290) : Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la francophonie ; M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Propriété industrielle (européenne) : Cabanel (Guy) (p. 5289 ; 5290) ; Tasca Catherine (p. 5289).

Traités et conventions : Cabanel (Guy) (p. 5290) ; Tasca (Catherine) (p. 5289).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5290)

Art. unique (Autorisation de la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires, faits à Luxembourg le 15 décembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5290).

Adoption (12 décembre 1991) (p. 5290).

31. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole complémentaire entre les gouvernements de la République

fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun, signé à Bruxelles le 22 mars 1990, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (30 octobre 1991) [n° 2305 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Seitlinger (5 décembre 1991) [n° 2412 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 567].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 176 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (13 décembre 1991) [n° 181 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 79].

PROMULGATION : Loi n° 91-1400 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5664, 5665).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5664, 5665) : MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat, chargé des affaires étrangères ; Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Moselle (rivière) : Jung (Louis) (p. 5665) ; Vivien (Alain) (p. 5665).

Pollution (eau) : Jung (Louis) (p. 5665) ; Vivien (Alain) (p. 5665).

Sarre (rivière) : Jung (Louis) (p. 5665) ; Vivien (Alain) (p. 5665).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5665)

Art. unique (Est autorisée l'approbation du protocole complémentaire entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg au protocole entre les gouvernements de la République française et du Grand-Duché de Luxembourg concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Moselle contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, et au protocole entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française concernant la constitution d'une commission internationale pour la protection de la Sarre contre la pollution, signé à Paris le 20 décembre 1961, relatif à la création d'un secrétariat commun, signé à Bruxelles le 22 mars 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 5665).

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5665).

32. – **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du Fonds de solidarité africain**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (6 novembre 1991) [n° 2317 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Brana (5 décembre 1991) [n° 2413 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 568].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 177 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Monory (17 décembre 1991) [n° 193 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 78].

PROMULGATION : Loi n° 91-1401 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5663, 5664).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5663, 5664) : MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Roger Chinaud, en remplacement de M. René Monory, rapporteur de la commission des finances.

Fonds de solidarité africain (administration) : Chinaud (Roger) (p. 5664) ; Vivien (Alain) (p. 5663).

Fonds de solidarité africain (budget) : Chinaud (Roger) (p. 5664) ; Vivien (Alain) (p. 5663).

Fonds de solidarité africain (rôle) : Chinaud (Roger) (p. 5664) ; Vivien (Alain) (p. 5663).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5664)

Art. unique (Est autorisée l'approbation des amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africain, signé à Paris le 21 décembre 1976) – Adopté (p. 5664).

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5664).

33. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le même jour, deux déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 novembre 1991) [n° 2386 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Charles Pistre (11 décembre 1991) [n° 2455 (9^e lég.)] – Avis de M. Jean-François Delahais (11 décembre 1991) [n° 2456 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1991) – Adoption (12 décembre 1991) [n° 569].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1991) [n° 178 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (17 décembre 1991) [n° 199 (91-92)] – Discussion (20 décembre 1991) – Adoption (20 décembre 1991) [n° 80].

PROMULGATION : Loi n° 91-1399 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1991) (p. 5665, 5672).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5665, 5669) : MM. Alain Vivien, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : Golliet (Jacques) (p. 5667 ; 5669) ; Vivien (Alain) (p. 5666).

Désarmement : Golliet (Jacques) (p. 5667) ; Vivien (Alain) (p. 5667).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : Golliet (Jacques) (p. 5668 ; 5669) ; Vivien (Alain) (p. 5666 ; 5669).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5669, 5672)

Art. unique (Est autorisée la ratification du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (ensemble huit protocoles), signé à Paris le 19 novembre 1990, ainsi que trois déclarations faites le 14 juin 1991 et deux déclarations faites le 18 octobre 1991 et dont les textes sont annexés à la présente loi) (p. 5670).

– L'article unique est adopté (p. 5672).

Explications de vote sur l'article unique (p. 5670, 5672) : MM. Philippe de Gaulle, Louis Jung, Etienne Dailly, Jacques Habert, Jacques Genton – Forces conventionnelles – Désarmement – Ex-URSS – CSCE.

Scrutin public n° 48 (p. 5672).

Adoption (20 décembre 1991) (p. 5672).

Transfusions et transplantations d'organes

Voir Commissions d'enquête ou de contrôle, 7

Missions d'information, 4
Questions au Gouvernement n° 354 ; n° 371
Rappels au règlement, 39
Santé, 3
Sécurité sociale, 3

Transports

Voir *Questions au Gouvernement n° 325*

1. – **Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1989) [n° 71 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par ses auteurs le 18 avril 1991.

2. – **Projet de loi portant dispositions diverses en matière de transports**, PRÉSENTE AU SEANT, au nom de Mme Edith Cresson, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et par M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux (5 juin 1991) [n° 359 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis de Catuelan (16 octobre 1991) [n° 36 (91-92)] – Urgence – Discussion (25 octobre 1991) – Adoption (25 octobre 1991) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 octobre 1991) [n° 2299 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. René Beaumont (27 novembre 1991) [n° 2383 (9^e lég.)] – Discussion (3 décembre 1991) – Adoption (3 décembre 1991) [n° 548].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 décembre 1991) [n° 126 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. René Beaumont (10 décembre 1991) [n° 2426 (9^e lég.)] – Discussion (16 décembre 1991) – Adoption (16 décembre 1991) [n° 580].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis de Catuelan (10 décembre 1991) [n° 158 (91-92)] – Discussion (18 décembre 1991) – Adoption (18 décembre 1991) [n° 69].

PROMULGATION : loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} janvier 1992).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1991) (p. 3214, 3231).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3214, 3220) : MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Louis de Catuelan, rapporteur ; Robert Vizet, Jean Simonin, Claude Estier.

Canaux : Catuelan (Louis de) (p. 3215 ; 3216) ; Estier (Claude) (p. 3219) ; Vizet (Robert) (p. 3217).

Clubs sportifs : Simonin (Jean) (p. 3218).

Démocratisation du secteur public : Sarre (Georges) (p. 3220) ; Vizet (Robert) (p. 3217).

Domaine public fluvial : Simonin (Jean) (p. 3218).

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC) (Voies navigables de France) : Catuelan (Louis de) (p. 3216) ; Estier (Claude) (p. 3219) ; Sarre (Georges) (p. 3214 ; 3219 ; 3220) ; Simonin (Jean) (p. 3218) ; Vizet (Robert) (p. 3217).

Grand marché intérieur (CEE) : Simonin (Jean) (p. 3218).

Investissements publics : Catuelan (Louis de) (p. 3216) ; Vizet (Robert) (p. 3218).

Ports fluviaux : Sarre (Georges) (p. 3214).

Rhin (fleuve) : Catuelan (Louis de) (p. 3215) ; Sarre (Georges) (p. 3214).

Tourisme fluvial : Catuelan (Louis de) (p. 3216) ; Estier (Claude) (p. 3219).

Transports : Sarre (Georges) (p. 3220).

Transports de marchandises : Vizet (Robert) (p. 3217).

Transports de matières dangereuses : Estier (Claude) (p. 3219) ; Sarre (Georges) (p. 3219).

Transports fluviaux : Catuelan (Louis de) (p. 3215) ; Estier (Claude) (p. 3218) ; Sarre (Georges) (p. 3214) ; Vizet (Robert) (p. 3216).

Voies navigables : Estier (Claude) (p. 3218) ; Sarre (Georges) (p. 3214) ; Simonin (Jean) (p. 3218).

Voies navigables européennes : Estier (Claude) (p. 3219) ; Sarre (Georges) (p. 3219).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3220, 3230) : MM. Robert Vizet, Louis de Catuelan, rapporteur ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Claude Estier.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOIES NAVIGABLES

Chapitre premier

Gestion et police de la conservation du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France – Contrôle de l'acquittement des taxes et péage institués par l'article 124 de la loi de finances pour 1991

Art. 1^{er} (Statut et caractéristiques de Voies navigables de France) (p. 3220).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : élaboration obligatoire d'un contrat de plan entre l'Etat et Voies navigables de France – Amendement n° 20 de M. Claude Estier : compétence du président de Voies navigables de France, des directeurs des ports autonomes de Paris et de Strasbourg pour transmettre les procès verbaux constatant les infractions portant atteinte à l'intégrité des domaines respectifs dont ils ont la charge.

Rejeté : amendement n° 17 de M. Robert Vizet : répartition tripartite équitable des représentants au conseil d'administration.

Retiré : amendement n° 2 de la commission : exonération de la redevance sur l'utilisation du domaine public fluvial en faveur des clubs nautiques agréés lors de l'organisation de manifestations d'intérêt public sans but lucratif.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3223).

Art. 2 (Recherche des infractions, sanctions et recouvrement de la taxe sur les ouvrages hydrauliques) (p. 3223).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 de coordination – N° 4 : faculté pour le juge de s'opposer aux contrôles tendant à l'acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau – N° 5 : perception de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par Voies navigables de France – N° 6 : limitation du nombre d'agents habilités à procéder au contrôle de l'assiette de la taxe – N° 7 : possibilité pour les titulaires d'ouvrages hydrauliques de répercuter directement le coût de la taxe sur le consommateur final de l'eau – Et n° 8 : extension du bénéfice de la taxe aux régions pour l'entretien des canaux – Amendement n° 22 du Gouvernement : acquittement de la taxe sur les ouvrages de prise et de rejet d'eau par les usagers.

Devenus sans objet : amendement de coordination n° 23 du Gouvernement – Amendement n° 19 de M. Robert Vizet : perception par les agences financières de bassin de la taxe payable par les titulaires d'ouvrages de prise et de rejet d'eau à l'exclusion d'EDF.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3225).

Art. 3 (Personnels habilités à contrôler les infractions en matière de péage et à transiger) (p. 3225).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de la commission.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3226).

Art. 4 (Attribution à Voies navigables de France de biens meubles et responsabilité en cas d'accident) (p. 3226).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : engagement de la responsabilité de l'Etat sur une période de vingt ans.

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3226).

Après l'art. 4 (p. 3226).

Adopté : amendement n° 18 de M. Claude Estier : rapport du Gouvernement sur l'action de l'établissement public Voies navigables de France et sur l'évolution des voies navigables devant le Parlement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3226).

Chapitre II

Constatation et répression des infractions aux dispositions de l'article 4 de la convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1968

Art. 5 (*Sanctions pénales en matière de cabotage rhénan*) – Adopté (p. 3227).

Art. 6 (*Agents habilités à constater les infractions*) (p. 3227).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de la commission.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3227).

Art. 7 (*Droit de transiger*) – Adopté (p. 3227).

Art. 8 (*Saisie de navires*) – Adopté (p. 3227).

Chapitre III

Servitudes d'inondation prévues par la convention franco-allemande du 6 décembre 1982 approuvées par la loi n° 83-1108 du 21 décembre 1983

Art. 9 (*L'institution de servitudes d'inondation*) – Adopté (p. 3227).

Art. 10 (*Délimitation des « zones de rétention des crues »*) (p. 3227).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : possibilité pour le Gouvernement de déclarer l'utilité publique par un décret en Conseil d'Etat en cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission chargée de l'enquête.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3228).

Art. 11 (*Consistance des servitudes*) (p. 3228).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : régime de déclaration préalable pour toute plantation d'arbres et de haies.

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3228).

Art. 12 (*Indemnités*) – Adopté (p. 3228).

Art. 13 (*Acquisition des terrains par l'Etat*) (p. 3228).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : faculté pour le propriétaire d'un terrain situé dans une zone de rétention des crues de requérir l'expropriation à tout moment.

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3229).

Art. 14 (*Sanction des faits et actes de nature à faire obstacle aux servitudes instituées*) (p. 3229).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : poursuite et répression des contraventions de grande voirie par la juridiction administrative.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3229).

Art. 15 (*Décret en conseil d'Etat*) (p. 3229).

Retiré : amendement n° 16 de la commission : obligation pour l'administration d'assurer l'information préalable à chaque inondation.

– L'article 15 est adopté (p. 3229).

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 16 (*Mesures annexes*) – Adopté (p. 3230).

Après l'art. 16 (p. 3230).

Adopté : amendement n° 21 de M. Claude Estier : extension des missions du port autonome de Paris à toutes activités ayant pour objet l'utilisation ou la mise en valeur des voies navigables dans le périmètre de sa circonscription.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3230).

TITRE II

DISPOSITION RELATIVE AUX TRANSPORTS ROUTIERS

Art. 17 (*Le délit de défaut d'autorisation de cabotage*) – Adopté (p. 3230).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3230, 3231) *MM. Robert Vizet, Claude Estier, Jean Simonin ; intervention de M. Louis de Catuelan, rapporteur et de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat.*

Adoption (25 octobre 1991) (p. 3231).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1991) (p. 5528, 5530).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5528) : *MM. Louis de Catuelan, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, Robert Laucournet.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Catuelan (Louis de)* (p. 5528) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5528) ; *Sarre (Georges)* (p. 5528).

Port autonome de Paris : *Catuelan (Louis de)* (p. 5528).

Voies navigables de France (VNF) : *Catuelan (Louis de)* (p. 5528) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5528).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5529, 5530) : *MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Louis de Catuelan, rapporteur.*

Art. 1^{er} (p. 5529).

Art. 2 (p. 5529).

Adopté avec l'ensemble de la CMP : amendement n° 1 du Gouvernement : suppression du gage qui compense les pertes de recettes.

Art. 4, 4 bis, 11 et 14 (p. 5530).

Adoption (18 décembre 1991) (p. 5530).

Transports aériens

Voir *Questions orales sans débat* n° 335

Transports ferroviaires

Voir *Allocutions et communications*, 23
Questions orales sans débat n° 290 ; n° 387
Transports, 1

Transports fluviaux

Voir *Transports*, 2

Transports routiers

Voir *Questions orales sans débat* n° 377 ; n° 386

Travail

Voir *Questions orales sans débat* n° 310

1. – **Proposition de loi relative au mode de calcul des congés annuels des salariés**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 octobre 1991) [n° 20 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi relative à la lutte contre les employeurs de main-d'oeuvre étrangère clandestine**, PRESENTÉE AU

SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 octobre 1991) [n° 22 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Sourdille (7 novembre 1991) [n° 74 (91-92)].

Travail clandestin

Voir *Etrangers*, 6
Travail, 2

Travailleurs étrangers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 394

Travailleurs handicapés

Voir *Questions orales sans débat* n° 312

Travailleurs indépendants

Voir *Assurance maladie maternité*, 1

Tribunaux de grande instance

Voir *Rappels au règlement*, 24

U

Union de l'Europe occidentale (UEO)

Voir *Rapports d'information*, 22

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS)

Voir *Rapports d'information*, 26 ; 31

Universités

Voir *Questions au Gouvernement* n° 308
Questions orales sans débat n° 301

Urbanisme

1. – **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Arthuis, sénateur (8 juin 1990) [n° 367 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par son auteur le 16 octobre 1991.

2. – **Projet de loi d'orientation pour la ville**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et par M. Louis Besson, ministre de l'équipement (24 avril 1991) [n° 2009 (9^e lég.)]. – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (23 juin 1991) [n° 2060 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (28, 29, 30 et 31 mai 1991) – Adoption (31 mai 1991) [n° 481].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1991) [n° 350 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Gérard Larcher (13 juin 1991) [n° 383 (90-91)] – Avis de M. François Trucy (13 juin 1991) [n° 384 (90-91)] – Avis de M. José Balareello (18 juin 1991) [n° 391 (90-91)] – Discussion (19 et 20 juin 1991) – Adoption (20 juin 1991) [n° 126].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juin 1991) [n° 2139 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Guy Malandain (25 juin 1991) [n° 2143 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Gérard Larcher (25 juin 1991) [n° 414 (90-91)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juin 1991) [n° 2139 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (26 juin 1991) [n° 2150 (9^e lég.)] – Discussion (27 juin 1991) – Adoption (27 juin 1991) [n° 514].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi d'orientation pour la ville** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1991) [n° 432 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Gérard Larcher (2 juillet 1991) [n° 437 (90-91)] – Discussion (2 juillet 1991) – Adoption (2 juillet 1991) [n° 154].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (2 juillet 1991) [n° 2185 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Guy Malandain (3 juillet 1991) [n° 2196 (9^e lég.)] – Discussion (3 juillet 1991) – Adoption (3 juillet 1991) [n° 521].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi d'orientation pour la ville** ».

PROMULGATION : Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 19 juillet 1991) – Rectification : *J.O. Lois et décrets* du 29 octobre 1991.

Discussion (première lecture)

(19 juin 1991) (p. 1809, 1849), (20 juin 1991) (p. 1860, 1956).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1809, 1846) : MM. Michel Delebarre, ministre de la ville ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; François Trucy, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Ernest Cartigny, Robert Laucournet, Robert Dizet, Jean Puech, Pierre Vallon, Jean Simonin, Paul Loridant, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis de Catuelan, Camille Cabana, François Louisy, André Diligent, Georges Othily, Mme Hélène Luc.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : Louisy (François) (p. 1837).

Alcoolisme : Diligent (André) (p. 1839).

Architecture : Larcher (Gérard) (p. 1813) ; Laucournet (Robert) (p. 1821).

Associations : Balareello (José) (p. 1817) ; Larcher (Gérard) (p. 1815).

Banlieues : Delebarre (Michel) (p. 1810) ; Loridant (Paul) (p. 1829).

Centres-villes : Cartigny (Ernest) (p. 1819) ; Larcher (Gérard) (p. 1811) ; Simonin (Jean) (p. 1829) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1831) ; Delebarre (Michel) (p. 1811).

Chômage : Balareello (José) (p. 1817) ; Cartigny (Ernest) (p. 1820) ; Catuelan (Louis de) (p. 1832) ; Delebarre (Michel) (p. 1810) ; Larcher (Gérard) (p. 1812) ; Loridant (Paul) (p. 1829) ; Luc (Hélène) (p. 1841) ; Othily (Georges) (p. 1840) ; Puech (Jean) (p. 1826) ; Simonin (Jean) (p. 1829) ; Vallon (Pierre) (p. 1826) ; Vizet (Robert) (p. 1822 ; 1824).

Citoyenneté : Diligent (André) (p. 1839) ; Larcher (Gérard) (p. 1812 ; 1813 ; 1815) ; Loridant (Paul) (p. 1829).

Classes moyennes : Cabana (Camille) (p. 1835) ; Larcher (Gérard) (p. 1812).

Coefficient d'occupation des sols (COS) : Cabana (Camille) (p. 1835).

Collectivités locales : Cartigny (Ernest) (p. 1820) ; Laucournet (Robert) (p. 1822) ; Puech (Jean) (p. 1824 ; 1825 ; 1826) ; Trucy (François) (p. 1818 ; 1819) ; Vizet (Robert) (p. 1822).

Commerce et artisanat : Catuelan (Louis de) (p. 1832) ; Larcher (Gérard) (p. 1813).

Commissariats de police : Balareello (José) (p. 1817).

Communes : Delebarre (Michel) (p. 1845) ; Othily (Georges) (p. 1841).

Décentralisation : Delebarre (Michel) (p. 1843) ; Puech (Jean) (p. 1825).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : Puech (Jean) (p. 1824).

Délinquance : Cabana (Camille) (p. 1836).

Demandeurs d'asile : Simonin (Jean) (p. 1830).

Départements d'outre-mer (DOM) : Louisy (François) (p. 1838).

Drogue : Catuelan (Louis de) (p. 1832) ; Diligent (André) (p. 1838) ; Larcher (Gérard) (p. 1814) ; Loridant (Paul) (p. 1829) ; Vizet (Robert) (p. 1822).

Droit de vote : Larcher (Gérard) (p. 1815).

Echec scolaire : Cabana (Camille) (p. 1836) ; Othily (Georges) (p. 1840).

Ecole : Larcher (Gérard) (p. 1814) ; Simonin (Jean) (p. 1829).

Education : Loridant (Paul) (p. 1829) ; Simonin (Jean) (p. 1829).

Education nationale : Catuelan (Louis de) (p. 1832) ; Diligent (André) (p. 1839) ; Larcher (Gérard) (p. 1812) ; Luc (Hélène) (p. 1841) ; Trucy (François) (p. 1818) ; Vallon (Pierre) (p. 1826).

Emploi : *Delebarre (Michel)* (p. 1810) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1824).

Environnement : *Vallon (Pierre)* (p. 1826).

Etat : *Luc (Hélène)* (p. 1842) ; *Puech (Jean)* (p. 1826).

Exclusion : *Othily (Georges)* (p. 1840).

Exode rural : *Cartigny (Ernest)* (p. 1820).

Famille : *Cabana (Camille)* (p. 1836).

Fiscalité : *Trucy (François)* (p. 1819).

Formation professionnelle : *Catuelan (Louis de)* (p. 1832) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1810) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1817) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1822) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Louisy (François)* (p. 1837) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1826) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Ile-de-France (région) : *Delebarre (Michel)* (p. 1809) ; *Puech (Jean)* (p. 1825).

Ilôtage : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1814) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Immigration clandestine : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Cabana (Camille)* (p. 1836) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 1820 ; 1821) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1832) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1843) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1812) ; *Othily (Georges)* (p. 1840) ; *Puech (Jean)* (p. 1826) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1818).

Impôt sur les sociétés : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Insécurité : Catuelan (Louis de)* (p. 1832).

Insertion sociale : *Delebarre (Michel)* (p. 1810) ; *Loridant (Paul)* (p. 1831) ; *Othily (Georges)* (p. 1841).

Intégration : *Larcher (Gérard)* (p. 1815) ; *Puech (Jean)* (p. 1825) ; *Trucy (François)* (p. 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Justice : *Larcher (Gérard)* (p. 1814).

Logement : *Catuelan (Louis de)* (p. 1832) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1809) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1811) ; *Trucy (François)* (p. 1818) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1826).

Logement social : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 1820) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1811) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1817) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1822) ; *Othily (Georges)* (p. 1840) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1826) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822 ; 1824).

Loisirs : *Delebarre (Michel)* (p. 1810).

Maires : *Delebarre (Michel)* (p. 1843) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1815).

Morale : *Cabana (Camille)* (p. 1836) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 1821) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1813 ; 1814) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1819).

Moralité publique : *Cabana (Camille)* (p. 1835 ; 1836) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 1821) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1813) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1819).

Musique : *Delebarre (Michel)* (p. 1810).

Nationalité : *Diligent (André)* (p. 1839) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829).

Ordre public : *Cabana (Camille)* (p. 1835).

Pauvreté : *Luc (Hélène)* (p. 1841) ; *Othily (Georges)* (p. 1840).

Plan d'occupation des sols (POS) : *Larcher (Gérard)* (p. 1817).

Police : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1814).

Préfets : *Larcher (Gérard)* (p. 1815).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Catuelan (Louis de)* (p. 1833).

Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Prêt locatif aidé (PLA) : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Cabana (Camille)* (p. 1833) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Prostitution : *Larcher (Gérard)* (p. 1814).

Racisme : *Delebarre (Michel)* (p. 1810) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Réfugiés politiques : *Simonin (Jean)* (p. 1830).

Regroupement familial : *Delebarre (Michel)* (p. 1844) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1812).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Puech (Jean)* (p. 1825).

Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) : *Beau-deau (Marie-Claude)* (p. 1831).

Sécurité : *Cartigny (Ernest)* (p. 1820) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1809) ; *Diligent (André)* (p. 1839) ; *Othily (Georges)* (p. 1840) ; *Puech (Jean)* (p. 1824) ; *Trucy (François)* (p. 1818 ; 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Ségrégation : *Laucournet (Robert)* (p. 1822) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Louisy (François)* (p. 1837).

Service public : *Catuelan (Louis de)* (p. 1832) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1810 ; 1844) ; *Vallon (Pierre)* (p. 1826) ; *Vizet (Robert)* (p. 1824).

Socialisme : *Larcher (Gérard)* (p. 1813).

Société : *Cartigny (Ernest)* (p. 1820) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1809 ; 1842) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1812 ; 1813) ; *Luc (Hélène)* (p. 1841) ; *Othily (Georges)* (p. 1841) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829) ; *Trucy (François)* (p. 1819) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Sociétés d'économie mixte (SEM) : *Vallon (Pierre)* (p. 1826).

Solidarité : *Delebarre (Michel)* (p. 1809 ; 1845) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1814).

Spéculation immobilière : *Cartigny (Ernest)* (p. 1820) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1822) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Louisy (François)* (p. 1837) ; *Othily (Georges)* (p. 1840 ; 1841).

Sports : *Balarello (José)* (p. 1817) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1810).

Taxe professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 1810).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Urbanisme : *Laucournet (Robert)* (p. 1822) ; *Trucy (François)* (p. 1818).

Villes : *Delebarre (Michel)* (p. 1843).

Villes nouvelles : *Beau-deau (Marie-Claude)* (p. 1831).

Violence : *Beau-deau (Marie-Claude)* (p. 1831) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 1820) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1814) ; *Loridant (Paul)* (p. 1829) ; *Simonin (Jean)* (p. 1829).

Zones à urbaniser en priorité (ZUP) : *Delebarre (Michel)* (p. 1811) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1813 ; 1816) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1821).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : *Beau-deau (Marie-Claude)* (p. 1832) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1817) ; *Vizet (Robert)* (p. 1822).

Zones d'éducation prioritaire (ZEP) : *Luc (Hélène)* (p. 1842).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (19 juin 1991) (p. 1846, 1849) ; (20 juin 1991) (1860, 1956) : *Mme Marie-Claude Beau-deau* ; *MM. Gérard Larcher, rapporteur* ; *Michel Delebarre, ministre* ; *Mme Paulette Fost, MM. Robert Laucournet, André Diligent, Jean Madelain, José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales* ; *Louis de Catuelan, Robert Pagès, François Trucy, rapporteur pour avis de la commission des finances* ; *Camille Cabana, Emmanuel Hamel, Philippe Adnot, Ernest Cartigny, Jean Chérioux*.

Art. 1^{er} (Egalité des droits entre les habitants des villes) (p. 1846).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : supprimer l'expression : « droit à la ville ».

Rejeté : sur l'amendement précité n° 2 de la commission, sous-amendement n° 118 de Mme Paulette Fost.

– L'article premier, ainsi modifié, est adopté (p. 1847).

Après l'art. 1^{er} (p. 1847).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : revitalisation de l'espace rural.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1848).

Art. 2 (*Politique urbaine et lutte contre la ségrégation*) (p. 1848).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : faire de la réalisation des logements sociaux un intérêt national et préciser l'intervention financière de l'Etat.

Rejeté : amendement n° 109 de M. André Diligent : ne pas faire peser la charge résultant de ce projet de loi sur les seules communes.

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1848).

Art. 3 (*Construction de logements sociaux*) (p. 1848).

Adopté : amendement de suppression n° 5 de la commission.

– L'article 3 est supprimé (p. 1848).

Art. 4 (*Egalité des droits entre les habitants des villes*) – Adopté (p. 1848).

Art. 5 (*Participation des habitants*) (p. 1860).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : concertation des habitants sur toute modification importante des conditions de vie dans la commune.

Retiré : amendement n° 138 de M. Claude Estier : concertation des habitants et des associations représentatives lors de modification des conditions de vie dans la commune.

Devenu sans objet : amendement n° 119 de Mme Paulette Fost : organisation de la concertation dans les communes.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1862).

Après l'art. 5 (p. 1862).

Adoptés : amendements n° 110, n° 111, n° 112 et n° 113 de M. André Diligent : prévoir des actions particulières pour la formation des jeunes, renforcer la protection des personnes et des biens, lutter pour l'intégration et contre l'immigration clandestine, développer des formations alternées et l'apprentissage.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1848).

Art. 6 (*Modification de l'article L. 110 du code de l'urbanisme relatif aux principes généraux de l'utilisation du territoire qui s'imposent aux règles locales de planification urbaine*) (p. 1863).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission.

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 1863).

Art. 7 (*Modification de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme relatif à l'utilisation de l'espace*) (p. 1863).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : maintien du principe d'équilibre entre les zones agricoles, forestières et naturelles et les zones réservées aux activités économiques.

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1863).

Art. 8 (*Modification de l'article L. 222-1 du code de l'urbanisme relatif au contenu et à la valeur juridique des schémas directeurs*) – Adopté (p. 1864).

Après l'art. 8 (p. 1864).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : faire entrer la région d'Ile-de-France dans le droit commun en matière de schéma directeur.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1865).

Art. 9 (*Modification de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme relatif au contenu et à la valeur juridique du plan d'occupation des sols (POS)*) (p. 1865).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de la commission.

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 1865).

Art. 9 bis (*Modification de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme relatif à la procédure d'élaboration des POS*) (p. 1865).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : ne pas accroître les pouvoirs du préfet.

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1865).

Art. 10 (*Modification de l'article L. 123-3-2 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de l'opposabilité du POS*) (p. 1866).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : limiter le contrôle a posteriori du préfet.

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1866).

Art. 11 (*Modification de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme relatif aux plans d'aménagement des zones d'aménagement concerté*) – Adopté (p. 1866).

Art. 12 (*Modification de l'article L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation relatif à la politique d'aide au logement*) (p. 1866).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : garantir un équilibre entre le secteur locatif privé ou social et le secteur d'accès à la propriété.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1866).

Après l'art. 12 (p. 1866).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : favoriser la diversité de l'habitat.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1867).

Art. 13 (*Programme local de l'habitat (PLH) : articles L. 302-1 à L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 1867).

ART. L. 302-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (*Définition du programme local de l'habitat*) (p. 1868).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 16 et n° 17 de la commission.

Rejetés : amendements n° 120 de Mme Paulette Fost : laisser la liberté aux communes de s'engager dans un P.L.H. – Et n° 149 de la commission de affaires sociales saisie pour avis : composition de l'établissement public de coopération intercommunale.

Retiré : amendement n° 114 de M. André Diligent : préciser la participation financière de l'Etat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1871).

APRES L'ART. L. 302-1 (p. 1871).

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° 18 de la commission : autoriser un dépassement du plafond de ressources exigé pour l'obtention d'un logement social.

ART. L. 302-2 (*Elaboration du P.L.H.*) (p. 1871).

Adoptés : amendements de la commission n° 19 : réserver la définition des normes locales à l'échelon communal ou intercommunale – N° 20 : associer à l'établissement public de coopération intercommunale lors de l'élaboration du P.L.H. toute personne morale utile – Et n° 21 : délais dont dispose l'établissement public de coopération pour donner leur avis sur le P.L.H. – Amendement n° 150 de la commission des affaires sociales saisie pour avis : limiter l'importance de tout nouvel ensemble immobilier locatif financé grâce au concours de l'Etat à 150 logements.

Retirés : amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 115 : réduire le pouvoir du préfet en matière de définition des objectifs locaux à prendre en compte pour la diversité de l'habitat – Et n° 116 : montant des aides financières à la construction et à l'action foncière accordées par l'Etat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1873).

ART. L. 302-3 (*Suivi de la réalisation du P.L.H.*) (p. 1873).

Adopté : amendement rédactionnel n° 22 de la commission.

– Le texte, ainsi modifié, est adopté (p. 1873).

ART. L. 302-4 (*Convention entre l'Etat et l'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 1873).

Rejetés : amendements de Mme Paulette Fost n° 121 : permettre aux communes d'établir de manière autonome leur propre programme – Et n° 122 : ne pas limiter l'aide de l'Etat aux seules communes ayant moins de 20 % de logements sociaux.

– Le texte proposé est adopté (p. 1874).

APRES L'ART. L. 302-4 (p. 1874).

Rejeté : amendement n° 123 de Mme Paulette Fost : préserver l'autonomie communale et faire bénéficier en priorité d'une aide financière les communes ayant déjà consacré un effort important au logement social.

ART. L. 302-4-1 (*Possibilité pour une commune d'élaborer seule un P.L.H.*) (p. 1875).

Adoptés : amendement n° 144 de M. Alain Puchet : permettre à une commune disposant d'un nombre suffisant de logements sociaux d'élaborer son propre programme de l'habitat – Et n° 24 de la commission : réserver les dispositions contraignantes en dernier recours.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1876).

ART. L. 302-5 (*Champ d'application – Effets de l'absence du P.L.H. dans les délais prescrits*) (p. 1899).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : effets de l'absence de P.L.H. dans les délais prescrits.

Rejetés : sur l'amendement précité, sous-amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 151 et n° 152.

Retiré : amendement n° 172 de M. Louis de Catuelan : faire disparaître la substitution de l'Etat à la commune dans l'exercice du droit de préemption urbain.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1900).

APRES L'ART. L. 302-5 (p. 1900).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : transfert du droit de préemption à l'Etat.

Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1900).

ART. L. 302-6 (*Obligation de réaliser des logements locatifs sociaux*) (p. 1900).

Adoptés : amendements de la commission n° 27 : report de la date d'application des dispositions de l'article L. 302-6 – N° 28 : logements intermédiaires – Et n° 29 : création d'un fonds communal.

Retiré : amendement n° 139 de M. Claude Estier : acquisition de terrains ou de locaux nécessaires à la réalisation de logements à usage locatif.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1901).

ART. L. 302-7 (*Contribution financière*) (p. 1901).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : sanctions en cas de non-respect du P.L.H..

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

ART. L. 302-7-1 (*Adaptation des P.L.H. et des conventions*) (p. 1902).

Adopté : amendement de suppression n° 31 de la commission.

– Le texte proposé est supprimé (p. 1902).

ART. L. 302-8 (*Actions foncières et acquisitions immobilières*) (p. 1902).

Adoptés : amendements de la commission n° 32 : adaptation des P.L.H. et des conventions existantes ; sous-amendements n° 155 et n° 156 de la commission des affaires sociales saisie pour avis – Amendements de la commission n° 176 et n° 177 de coordination – N° 33 : porter à cinq ans la durée minimale d'un P.L.H.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1904).

ART. L. 302-9 (*Décret en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 1904).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1904).

Art. 13 bis (*Abrogation de l'article L. 312-5-1 du code de la construction et l'habitation*) – Adopté (p. 1904).

Après l'art. 13 bis (p. 1904).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : adaptation des P.L.H. et des conventions existantes.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1905).

Art. 14 (*Participation à la diversité de l'habitat*) (p. 1905).

ART. L. 332-17 DU CODE DE L'URBANISME (*Définition du calcul de la participation à la diversité de l'habitat - P.D.H.*) (p. 1907).

Adoptés : amendements de la commission n° 35 : champ d'application de la participation à la diversité de l'habitat – N° 36 rédactionnel – N° 37 : diversifier le logement social au-delà du P.L.A. – N° 38 : participation à la diversité de l'habitat – N° 39 rédactionnel – N° 40 : définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat – N° 41 : limitation du taux de la participation à la diversité de l'habitat – N° 42 : assiette de la participation à la diversité de l'habitat – Amendement n° 97 de la commission des finances saisie pour avis : limiter l'impact de la participation à la diversité de l'habitat à 2 % du prix hors taxe de la construction.

Retirés : amendement n° 140 de M. Claude Estier : diversifier le logement social au-delà du P.L.A. – Amendement n° 158 de la commission des affaires sociales, saisie pour avis : donner une définition exacte des logements en accession aidée – Amendement n° 96 de la commission des finances saisie pour avis : définition et calcul de la participation à la diversité de l'habitat – revalorisation du montant forfaitaire.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

APRES L'ART. L. 332-17 (p. 1910).

Retiré : amendement n° 43 de la commission : création des observatoires fonciers.

ART. L. 332-18 (*Liste des opérations exclues du champ d'application de la P.D.H.*) (p. 1911).

Adoptés : amendement de coordination n° 178 de la commission – Amendement n° 98 de la commission des finances saisie pour avis : exonérations de la participation à la diversité de l'habitat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1911).

ART. L. 332-19 (*Modalités de versement*) (p. 1911).

Adoptés : amendements de la commission n° 44, n° 45 et n° 47 : prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété – N° 46 : remplacer le mot : « logements » : par le mot : « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1913).

ART. L. 332-20 (*Déclaration et évaluation des terrains, logements et constructions*).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : remplacer le mot : « logements » par le mot : « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1913).

ART. L. 332-21 (*Perception et affectation des versements*) (p. 1913).

Adoptés : amendements de la commission n° 49 : règles d'affectation du produit financier de la participation à la diversité de l'habitat – N° 50 et n° 51 : prise en compte des logements intermédiaires et de ceux destinés à l'accession à la propriété.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1914).

ART. L. 332-22 (*Destination des biens apportés par les constructeurs en paiement de la P.D.H.*) (p. 1914).

Adoptés : amendements de la commission n° 52 : remplacer le mot : « logements » par le mot : « locaux » afin de faire entrer dans le champ d'application la réhabilitation des locaux industriels transformés en logements – N° 53, n° 54, n° 55 et n° 56 : participation à la diversification de l'habitat.

Rejeté : amendement n° 125 de Mme Paulette Fost : accélérer la construction de logements sociaux sans mettre en difficulté les constructeurs.

Retiré : amendement n° 145 de M. René Trégouët : société d'économie mixte à but non lucratif.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1916).

ART. L. 332-23 (*Aliénation et cession des biens*) (p. 1916).

Adopté : amendement de la commission n° 57 : vente des biens reçus par dotation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté.

ART. L. 332-24 (*Etablissement, liquidation, recouvrement et restitution de la P.D.H.*) (p. 1916).

Adopté : amendement n° 58 de la commission : notion de versement.

Rejeté : amendement n° 126 de Mme Paulette Fost : participation à la diversité de l'habitat et contribution de l'Etat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1916).

ART. L. 332-25 (*Non respect des conditions d'exonération de la P.D.H.*) – Adopté (p. 1916).

ART. L. 332-26 (*Obligation de suivi et de contrôle de l'utilisation des biens et des fonds acquis, reçus ou perçus du fait de l'institution de la P.D.H.*) (p. 1916).

Adoptés : amendements de la commission n° 59 : société anonyme et société d'économie mixte – Et n° 60 de coordination.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1917).

ART. L. 332-27 (*Entrée en vigueur*) (p. 1917).

Retiré : amendement rédactionnel n° 61 de la commission.

– Le texte proposé est adopté (p. 1917).

APRES L'ART. L. 332-27 (p. 1917).

Rejeté : amendement n° 127 de Mme Paulette Fost : concours financier de l'Etat à la diversification de l'habitat.

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1918).

Art. 15 (*Prise en compte de la participation à la diversité de l'habitat dans le code de l'urbanisme, le code général des impôts et le code des communes*) (p. 1918).

Adopté : amendement n° 180 de la commission : exonération de la participation à la diversité de l'habitat.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1919).

Art. 16 (*Elaboration d'un programme de référence pour certaines actions d'aménagement*) (p. 1919).

Adoptés : amendements de cohérence n° 62 et n° 63 de la commission.

Rejeté : amendement n° 128 de Mme Paulette Fost : associer les habitants des quartiers rénovés aux décisions.

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1920).

Après l'art. 16 (p. 1920).

Rejeté : amendement n° 129 de Mme Paulette Fost : déplaçonnement de l'aide de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux et augmentation de son taux.

Art. 17 (*Opération « programme d'amélioration de l'habitat »*) (p. 1921).

Adoptés : amendements de la commission n° 64, n° 65, n° 66, n° 67 et n° 68 : prévoir que les conventions envisagées concernent également des actions destinées à assurer le maintien ou l'implantation de services et de commerce.

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1922).

Art. 18 (*Modification des dispositions fiscales relatives à certaines opérations de restauration immobilière et d'amélioration de l'habitat*) (p. 1922).

Adoptés : amendement n° 69 de la commission : limiter l'affectation à 75 % des immeubles ; sous-amendement n° 99 de la commission des finances saisies pour avis – Amendements de la

commission n° 70 et n° 71 : limitation du conventionnement à 50 % de la superficie des locaux loués à usage d'habitation et maintien des locataires sur place quelque soit leur niveau de ressources – Et n° 72 : étendre les possibilités de déduction des frais de démolition à toutes les surfaces de l'immeubles – Amendement n° 100 de la commission des finances saisie pour avis : prendre en compte le plafond de ressources opposable au locataire.

Retirés : amendement n° 175 de M. Louis de Catuelan : subordonner le bénéfice de l'avantage fiscal accordé au propriétaire à la signature d'un bail d'habitation de neuf ans à loyer conventionné – Sur l'amendement précité n° 69 de la commission : sous-amendement n° 161 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1925).

Art. 19 (*Suppression des zones à urbaniser en priorité, Z.U.P.*) (p. 1925).

Adopté : amendement de la commission n° 73 : renforcer l'incitation fiscale accordée aux entreprises qui se créeraient dans les anciennes zones à urbaniser en priorité.

Rejeté : amendement n° 130 de Mme Paulette Fost : relogement des locataires dont les immeubles deviennent des immeubles de bureau.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1927).

Après l'art. 19 (p. 1927).

Rejeté : amendement n° 131 de Mme Paulette Fost : programme d'amélioration de la vie quotidienne dans les grands ensembles.

Art. 19 bis (*Coordination*) (p. 1927).

Adopté : amendement n° 74 de la commission : élargir l'application des programmes d'intégration à la ville.

– L'article 19 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1927).

Art. 20 (*Possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle les établissements situés dans les grands ensembles*) (p. 1927).

Adoptés : amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 101 : exonération de la taxe professionnelle ; sous-amendement n° 182 du Gouvernement – N° 102 : possibilité pour les groupements de communes dotés d'une fiscalité propre de s'associer à l'exonération de taxe professionnelle – Et n° 103 : nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour préciser les modalités de délimitation des périmètres d'exonération de taxe professionnelle.

Rejeté : amendement de suppression n° 167 de M. Philippe Adnot.

Retirés : sur l'amendement précité n° 101, sous-amendement n° 179 de M. André Diligent.

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1930).

Après l'art. 20 (p. 1930).

Adopté : amendement n° 104 de la commission des finances saisie pour avis : engager l'Etat aux cotés des collectivités locales et des constructeurs.

Retiré : amendement n° 75 de la commission : alléger la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales qui s'implantent dans les quartiers défavorisés.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1932).

Art. 21 (*Information des autorités municipales par les organismes d'habitation à loyer modéré*) (p. 1930) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 21 (p. 1932).

Adopté : amendement n° 132 de Mme Paulette Fost : normes de salubrité et de sécurité.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1932).

Art. 22 (*Création d'établissements publics fonciers*) (p. 1932).

Rejeté : amendement de suppression n° 168 de M. Philippe Adnot.

ART. L. 324-1 DU CODE DE L'URBANISME (*Définition des établissements publics fonciers et leurs missions*) (p. 1933).

Adopté : amendement rédactionnel n° 76 de la commission.

Rejetés : amendements de M. Philippe Adnot n° 170 : réduire le champ d'application – Et n° 169 : préciser le champ d'application.

– Le texte propose, ainsi modifié, est adopté (p. 1935).

Art. L. 324-2 (*Modalités de création des établissements publics fonciers*) (p. 1935).

Adopté : amendement n° 77 de la commission : coopération intercommunale et établissement public foncier.

Retiré : sur l'amendement précité n° 77 : sous-amendement n° 162 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1936).

ART. L. 324-3 (*Modalités d'administration des établissements publics fonciers*) (p. 1936).

Adoptés : amendements de la commission n° 78 : nomination du directeur de l'établissement public foncier – Et n° 79 : élection du président de l'établissement public foncier et désignation du directeur.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1936).

ART. L. 324-4 (*Admission des nouveaux membres*) (p. 1936).

Adopté : amendement n° 80 de la commission : adhésion à l'établissement public foncier.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1936).

ART. L. 324-5 (*Conditions de retrait*) – Adopté (p. 1936).

ART. L. 324-6 (*Recettes des établissements publics fonciers*) (p. 1936).

Adopté : amendement de coordination n° 181 de la commission.

ART. L. 324-7 (*Régime comptable et contrôle des actes*) – Adopté (p. 1937).

APRES L'ART. L. 324.7 (*Syndicats mixtes*) (p. 1937).

Adopté : amendement n° 81 de la commission : syndicats mixtes et établissements publics fonciers.

– Un article additionnel est inséré dans le présent projet de loi.

ART. 324-8 (*Décret en Conseil d'Etat*) (p. 1937).

Adopté : amendement n° 142 de M. Marcel Bony : transformation des établissements publics de coopération intercommunale à vocation unique en établissements publics fonciers.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1937).

L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1937).

Art. 23 (*Taxe spéciale d'équipement*) (p. 1938).

Adopté : amendement n° 105 de la commission des finances saisie pour avis : montant de la taxe additionnelle.

Rejeté : amendement n° 134 de Mme Paulette Fost : lutter contre les loyers actuels.

Devenu sans objet : amendement n° 133 de Mme Paulette Fost : création d'une surtaxe spéciale d'équipement.

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1939).

Art. 24 (*Exonération des droits de mutation*) – Adopté (p. 1939).

Art. 24 bis (*Droit de priorité pour les communes en cas de cession d'un immeuble de l'Etat*) – Adopté (p. 1939).

Art. 25 (*Extension des pouvoirs du maire en matière de délégation des droits de préemption*) (p. 1939).

Adopté : amendement n° 163 de la commission des affaires sociales saisie pour avis : laisser au maire le soin d'apprécier les conditions de la délégation.

Rejeté : amendement n° 166 de M. Robert Vigouroux : permettre aux communes de déléguer à une société d'économie mixte des acquisitions en vue de la réalisation des actions et des opérations d'aménagement.

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1940).

Après l'art. 25 (p. 1940).

Rejeté : amendement n° 108 de M. René Tregouët : permettre aux départements d'intervenir avec un droit de préemption après l'Etat et la commune.

Art. 26 (*Elargissement de l'objet des réserves foncières*) (p. 1940).

Adoptés : amendements de la commission n° 82 : élargissement du droit de préemption – N° 83 : supprimer le paragraphe I de l'article 26 – Et n° 84 : réalisation d'une opération d'aménagement.

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1941).

Art. 27 (*Obligation pour le titulaire du droit de préemption de corriger la moitié de la valeur du bien*) (p. 1941).

Adopté : amendement n° 85 de la commission : éviter un usage abusif du droit de préemption.

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1941).

Art. 28 (*Rétablissement des périmètres provisoires de zones d'aménagement différé, ZAD*) (p. 1941).

Adopté : amendement n° 86 de la commission : réduction du délai autorisé entre la création d'une pré-ZAD et la création de la ZAD.

Rejeté : amendement n° 135 de Mme Paulette Fost : ne pas priver la commune de son droit de préemption.

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1942).

Art. 29 (*Extension du champ d'application des zones d'aménagement différé, ZAD*) (p. 1942).

Adopté : amendement n° 87 de la commission : rétablissement des garanties existantes de la liberté des communes en matière d'élaboration des documents d'urbanisme.

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1943).

Art. 30 (*Prolongation de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement immobilier locatif*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 1943).

Art. 31 (*Organisation des transports dans la région d'Ile-de-France*) (p. 1943).

Adopté : amendement de suppression n° 106 de la commission des finances saisie pour avis.

Irrecevable (*Article 40 de la Constitution*) : amendement n° 88 de la commission : meilleure organisation du transport en Ile-de-France.

– L'article 31 est supprimé (p. 1945).

Avant l'art. 32 (p. 1945).

Adoptés : amendement n° 147 de M. Ernest Cartigny : bénéficiaires de la fraction non utilisée du 1 % logement – Amendement n° 171 de la commission des affaires sociales saisie pour avis : équilibre dans la répartition des différentes catégories de la population dans le logement social.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1949).

Art. 32 (*Institutionnalisation des relations entre les autorités municipales et les organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 1949).

Adopté : amendement n° 89 de la commission : information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitations à loyer modéré.

Retiré : amendement n° 143 de M. Claude Estier : fréquence de l'information du maire et du conseil municipal par les organismes d'habitations à loyer modéré.

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1949).

Après l'art. 32 (p. 1949).

Adoptés : amendement n° 90 de la commission : créer une commission d'attribution dans les sociétés anonymes d'habita-

tions à loyer modéré – Amendement n° 146 de M. Lucien Neuwirth : garantie d'emprunt accordée par les collectivités locales aux organismes d'habitations à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte.

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Art. 33 (*Représentation des associations de locataires aux conseils d'administration des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré*) (p. 1950).

Adopté : amendement n° 91 de la commission : créer un conseil de surveillance et un directoire au sein des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré et prévoir une participation des locataires au conseil de surveillance.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1951).

Art. 34 (*Avis préalable du maire sur les attributions de logement social*) (p. 1951).

Adopté : amendement n° 92 de la commission : sanctions en cas de non-respect des conventions passées entre la commune et les organismes d'habitations à loyer modéré.

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1952).

Après l'art. 34 (p. 1952).

Rejeté : amendement n° 137 de Mme Paulette Fost : accorder aux maires des moyens élargis en matière d'attribution de logements sociaux.

Art. 35 (*Aménagement de la réglementation des lotissements*) – Adopté (p. 1953).

Art. 36 (*Affectation du produit de la taxe de surdensité et du versement pour dépassement du plafond légal de densité*) (p. 1953).

Adopté : amendement n° 93 de la commission : permettre que le versement pour dépassement du plafond légal de densité ne soit pas exclusivement réservé aux acquisitions foncières pour la réalisation de logements sociaux.

Retiré : amendement de suppression n° 107 de la commission des finances saisie pour avis.

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1953).

Art. 37 (*Prolongation du dispositif « Quilès-Mehaignerie »*) – Adopté (p. 1953).

Art. 38 (*Maintien dans les lieux des syndicats et associations professionnelles*) (p. 1953).

Adopté : amendement de suppression n° 94 de la commission.

– L'article 38 est supprimé (p. 1954).

Après l'art. 38 (p. 1954).

Adopté : amendement n° 95 de la commission : maintien des petits commerces de quartier.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1954).

Art. 39 (*Rapport d'évaluation de la présente loi*) – Adopté (p. 1954).

Intitulé du projet de loi (p. 1954).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : « projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat ».

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1954).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1954, 1956) MM. Gérard Larcher, Robert Laucournet, Robert Pages, Camille Cabana, Ernest Cartigny, Etienne Dailly ; intervention de M. Michel Delebarre, ministre.

Adoption (20 juin 1991) (p. 1956).

Discussion (nouvelle lecture)

(2 juillet 1991) (p. 2334, 2366).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2334, 2339) : MM. André Laignel, secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire ;

Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Mme Paulette Fost.

Bassin d'habitat : Bellanger (Jacques) (p. 2337).

Chômage : Fost (Paulette) (p. 2338).

Culture : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Décentralisation : Bellanger (Jacques) (p. 2337) ; Larcher (Gérard) (p. 2336).

Education : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Exclusion : Fost (Paulette) (p. 2338).

Ile-de-France (région) : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Immigration : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Immigration clandestine : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Logement : Laignel (André) p. 2334 ; Larcher (Gérard) (p. 2335).

Logement social : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Non ressortissants de la CEE : Laignel (André) (p. 2334).

Pauvreté : Fost (Paulette) (p. 2338).

Plafond légal de densité (PLD) : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Plan d'occupation des sols (POS) : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Prêt locatif aidé (PLA) : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Regroupement familial : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Sécurité : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Ségrégation : Bellanger (Jacques) 2337).

Spéculation immobilière : Fost (Paulette) (p. 2339).

Taxe professionnelle : Laignel (André) (p. 2334).

Travail : Larcher (Gérard) p. 2335).

Urbanisme : Larcher (Gérard) (p. 2335).

Zones à urbaniser en priorité (ZUP) : Larcher (Gérard) (p. 2336).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : Larcher (Gérard) p. 2336).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2339, 2366) : MM. Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Perrein, Michel Delebarre, ministre de la ville ; Pierre Vallon, José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Emmanuel Hamel.

Art. 1 (p. 2339).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : supprimer la référence au droit à la ville.

– L'article 1, ainsi modifié, est adopté (p. 2340).

Art. 1 bis (p. 2340).

Adopté : amendement n° 2 : espace rural.

– L'article 1 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2340).

Art. 2 – Adopté (p. 2340).

Art. 5 (p. 2340).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : mettre le maire au centre de la concertation.

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2341).

Art. 6 (p. 2341).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : supprimer l'expression : « sans discrimination ».

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2341).

Art. 8 bis (p. 2341).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : maintenir la compétence des élus.

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2341).

Art. 9 bis (p. 2341).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : éviter une contrainte excessive exercée par le préfet sur les communes dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2342).

Art. 10 – Adopté (p. 2342).

Art. 12 (p. 2342).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : réaffirmer l'importance de l'accession à la propriété au même titre que le développement du secteur locatif.

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2342).

Art. 12 bis (p. 2342).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : priorités d'attribution.

– L'article 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2343).

Art. 13 (p. 2343).

ART. L. 302-2 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (p. 2343).

Adopté : amendements n° 9 de la commission : rétablir le principe selon lequel le préfet ne fixe que les objectifs généraux du programme local de l'habitat – Et n° 10 : réduire à deux mois le délai accordé aux communes pour donner leur avis sur le projet de programme local de l'habitat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2344).

ART. L. 302-4-1 ET ART. L. 302-5 – Adoptés (p. 2344).

ART. L. 302-5-1 (p. 2344).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : droit de préemption.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2345).

ART. L. 306 (p. 2345).

Adoptés : amendements de la commission n° 12 : délais – N° 13 : introduire la notion de logements intermédiaires – Et n° 14^{er} : faire de la dotation un prélèvement et non une contribution.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2346).

ART. L. 302-7 (p. 2346).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : modulation en fonction de ce qui a déjà été réalisé dans les communes en matière d'habitat social.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2346).

ART. L. 302-8 (p. 2346).

Adoptés : amendements de la commission n° 16, n° 17, n° 18 et n° 19 : fonds communal.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2348).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2348).

Art. 14 (p. 2348).

ART. L. 332-17 DU CODE DE L'URBANISME (p. 2348).

Adoptés : amendements de la commission n° 20 : permettre la diversification des usages de la contribution financière – N° 21 : fixation par région du montant forfaitaire en diminution de l'assiette de la participation à la diversité de l'habitat – Et n° 22 : limiter à 10 % le taux maximum de la participation à la diversité de l'habitat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2350).

ART. L. 332-18 (p. 2350).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : exonérer les constructions édifiées par des syndicats ou des associations professionnelles.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2350).

ART. L. 332-19 (p. 2350).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : possibilité de libération de la participation à la diversité de l'habitat par dation de terrain ou de locaux en vue de la réalisation de logements intermédiaires et de logements en accession à la propriété aidés par l'Etat.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2351).

ART. L. 332-20 – Adopté (p. 2351).

ART. L. 332-21 (p. 2351).

Adopté : amendement de coordination n° 25 de la commission.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2351).

ART. L. 332-22 (p. 2351).

Adoptés : amendements n° 26 et n° 27 de la commission : prise en compte de l'insertion des logements intermédiaires.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2351).

ART. L. 332-23 (p. 2351).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : assurer le contrôle de l'affectation des biens à la réalisation de logements sans interdire une éventuelle aliénation.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Art. 15 (p. 2352).

Adoptés : amendements de la commission n° 29 : risque d'assujettissement des lotisseurs aménageurs à la participation à la diversité de l'habitat – N° 30 : faire bénéficier du régime fiscal dérogatoire les propriétaires d'immeubles dont les trois quarts de la superficie sont destinés à l'habitation – N° 31 : révision des loyers – Et n° 32 : exonération de l'obligation de passer une convention ; sur l'amendement n° 32 précité : sous-amendement n° 53 du Gouvernement.

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Art. 17 – Adopté (p. 2352).

Art. 18 (p. 2353).

Adoptés : amendements de la commission n° 30 : faire bénéficier du régime fiscal dérogatoire les propriétaires d'immeubles dont les trois quarts de la superficie sont destinés à l'habitation – N° 31 : révision des loyers – N° 32 : exonération de l'obligation de passer une convention ; sur l'amendement n° 32 précité : sous-amendement n° 53 du Gouvernement – Et n° 52 : droit au relogement.

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2354).

Art. 19 (p. 2354).

Adoptés : amendements de la commission n° 33 : associer l'Etat et les bailleurs sociaux au programme d'intégration à la ville – N° 34 : délais – Et n° 35 : programme d'intégration à la ville.

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2355).

Art. 19 ter (p. 2355).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : remplacer le terme : « programme de référence » par celui de : « programme d'intégration à la ville ».

– L'article 19 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2355).

Art. 20 – Adopté (p. 2355).

Art. 20 bis (p. 2355).

Adopté : amendement n° 37 de la commission : prévoir l'exonération de l'impôt sur le revenu et les sociétés pour les entreprises qui se créent à l'intérieur des périmètres d'exonération de la taxe professionnelle.

– L'article 20 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2356).

Art. 21 bis (p. 2356).

Retiré : amendement n° 51 de Mme Paulette Fost : locaux insalubres.

– L'article 21 bis est adopté (p. 2356).

Art. 22 (p. 2357).

ART. L. 324-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 2357).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : accord de la commune.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2357).

ART. L. 324-2 (p. 2357).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : coopération volontaire à la création d'un établissement public foncier.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

ART. L. 324-3 – Adopté (p. 2358).

ART. L. 324-4 (p. 2358).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : association dans le cadre d'un syndicat mixte.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

ART. L. 324-6 (p. 2358).

Adopté : amendement n° 41 de la commission : prélèvement.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

ART. L. 324-7-1 (p. 2358).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : constitution du syndicat mixte entre un établissement public foncier et les collectivités territoriales.

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

Art. 25 – Adopté (p. 2359).

Art. 26 (p. 2359).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : motivation de la préemption.

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2359).

Art. 27 et 28 – Adoptés (p. 2359).

Art. 29 (p. 2359).

Adopté : amendement de suppression n° 44 de la commission.

– L'article 29 est supprimé (p. 2360).

Art. 31 (p. 2360).

Adopté : amendement de suppression n° 45 de la commission.

– L'article 31 est supprimé (p. 2360).

Art. 31 ter (p. 2360).

Adopté : amendement n° 50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis : diversification de la population dans les habitations à loyer modéré.

– L'article 31 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2363).

Art. 32, 32 bis et 32 ter A – Adoptés (p. 2363).

Art. 33 (p. 2363).

Adopté : amendement de coordination n° 46 de la commission.

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2363).

Art. 36 (p. 2363).

Adopté : amendement de la commission n° 47 : diversité de l'affectation des fonds provenant du plafond légal de densité.

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2364).

Art. 37 bis (p. 2364).

Adopté : amendement de suppression n° 48 de la commission.

– L'article 37 bis est supprimé (p. 2365).

Intitulé du projet de loi (p. 2365).

Adopté amendement n° 49 de la commission : « projet de loi relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat ».

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 2365).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2365, 2366) : *M. Gérard Larcher, Mme Paulette Fost, M. Emmanuel Hamel ; intervention de M. Michel Delebarre, ministre.*

Adoption (2 juillet 1991) (p. 2366).

3. – Proposition de loi relative à la lutte contre la spéculation foncière et immobilière, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1991 - 27 juillet 1991) [n° 466 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Uruguay

Voir *Rapports d'information*, 1

V**Vacances**

Voir *Travail*, 1

Val-d'Oise (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 285 ; n° 310 ; n° 357

Victimes

Voir *Santé*, 4

Villes

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Environnement, 2
Rapports du Gouvernement, 9

Urbanisme, 2

Viticulture

Voir *Questions au Gouvernement* n° 321 ; n° 336

Voies navigables

Voir *Transports*, 2

Vote bloqué (procédure parlementaire)

Voir *Lois de finances*, 1, Deuxième partie ; Moyens des services et dispositions spéciales (Articles de totalisation, articles non rattachés à l'examen des crédits, articles additionnels)
Mutualité sociale agricole (MSA), 1
Sécurité sociale, 2

Vote par procuration

Voir *Elections*, 1

W

Wallis-et-Futuna

Voir *Missions d'information*, 7

Y

Yugoslavie

Voir *Questions orales sans débat* n° 358
Rappels au règlement, 52

Z**Zaire**

Voir *Questions au Gouvernement* n° 346

Zones rurales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 315 ; n° 324
Questions orales sans débat n° 369